Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la jurisprudence en matière religieuse et du contentieux des cultes ["puis" du culte]. 1849.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BULLETIN

DES LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DU CULTE.

BULLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DU CULTE.

CONTENANT :

LÉGISLATION. — Le texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Église, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

La Conférence de la nouvelle législation avec l'ancienne, et particulièrement avec le droit canon.

JURISPRUDENCE. — Les arrêts et avis du conseil d'État, arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel, jugements des Tribunaux, et toutes décisions des diverses autorités, rendues en matière ecclésiastique.

CONSULTATIONS.—Des consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les ministres du culte, les conseils de fabriques, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

Des dissertations sur la liturgie, le droit canonique, la législation et la jurisprudence universitaires.

BULLETIN RELIGIEUX. — Les nouvelles et faits divers dignes de figurer dans les annales ecclésiastiques, les brefs du Pape, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les cours des facultés de théologie, les nouvelles des missions, des articles bibliographiques ; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts.

SOUS LA DIRECTION

de

M. G. DE CHAMPEAUX,

Avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de l'Institut historique, de la Société de l'histoire ecclésiastique de France, et de plusieurs autres sociétés savantes.

Conseil de Jurisprudence.

MM. BERRYER, avocat à la cour d'appel de Paris, membre de l'Assemblée nationale; BECHARD, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, membre de l'Assemble nationale; l'abbé ICARD, professeur de droit ecclésiastique à la Sorbonne; l'abbé RECEVEUR, doyen de la Faculté de théologie de Paris; l'abbé DENIS, chanoine honoraire de Montpellier, aumônier de la Charité ; l'abbé VAN-WETER, docteur en droit canon; BIOCHE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, membre du conseil de fabrique de l'église Saint-Séverin, à Paris; GUILLEMIN, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; l'abbé ANDRÉ, ancien curé, chan. hon., auteur du *cours de droit canon*, et du *Cours de législation ecclésiastique;* GAUDRY, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris; l'abbé HUGONI, curé du diocèse de Paris ; MASSON, avocat à Cour d'appel de Paris, docteur en droit; SOURDAT, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris; DE CHAMPEAUX, avocat à la Cour d'appel de Paris; SUVIGNY, avocat, ancien administrateur de fabrique.

TOME TROISIÈME.

PARIS.

AU BUREAU DU BULLETIN, RUE CASSETTE, 25.

—

1851

Actes officiels.

BUDGET DES CULTES POUR 1851 (1).

Note préliminaire.

Le budget des dépenses de l'exercice 1851 a été présenté, l'année dernière, avant le vote des dépenses comprises au budget de 1850. La précipitation avec laquelle l'administration des cultes a dû travailler à la confection de celui concernant les dépenses des cultes a sans aucun doute nui aux améliorations dont ce budget est susceptible et qui sont depuis longtemps réclamées par les intérêts religieux de la population d'un grand nombre de communes rurales. Ce budget a été calculé sur les mêmes éléments que celui de l'année dernière, et ne présente avec lui que de légères différences.

Les crédits demandés pour assurer les services ordinaires des dépenses des cultes s'élèvent à 41,285,190 fr. La totalité des crédits alloués au budget de 1850 pour les mêmes services ayant été de 40,854,790 fr., il en résulte une différence en augmentation de 430,000 fr, Cette augmentation, toutefois, disparaît en partie dans l'ensemble des crédits demandés, c'est-à-dire dans le total général des dépenses ordinaires et extraordinaires.

En effet, la somme portée en 1851 pour les travaux extraordinaires à exécuter aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères, présente sur celle de 1850 une réduction de 250,000 f. C'est donc seulement une augmentation de 180,400 fr,

Deux chapitres seulement présentent des augmentations : ce sont : le chapitre V : Des traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial ; et le chapitre IX : Des dépenses du service intérieur des édifices diocésains.

L'appréciation du crédit nécessaire pour assurer les traitements du clergé paroissial a pour base les années précédentes ; mais cette dépense se modifie chaque année par le plus ou moins grand nombre des ecclésiastiques ayant droitpar leur âge à des traite-

(1) Voy., pour ce qui concerne les budgets de 1850, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 9 et suiv. ; de 1849, même recueil, p. 125 et suiv. ; de 1848 et annees antérieures, recueil du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 615 et suiv.

ments plus élevés ou des extinctions survenues. Ainsi, il résulte de la dépense réalisée en 1848 et 1849 que le nombre des desservants ayant droit à des suppléments de traitement s'étant beaucoup accru, l'administration des cultes a été dans la nécessité de demander une augmentation de 117,100 fr.

D'un autre côté, une réduction trop forte ayant été faite aux budgets précédents sur la totalité des traitements pour produit présumé des vacances, il s'en est suivi un déficit qu'il a fallu combler en fin d'année à l'aide de suppléments de crédits et par la demande d'une allocation de 133,300 fr.

L'administration des cultes a en outre proposé un crédit de 120,000 fr. afin d'ériger cent nouvelles succursales à 850 fr. et 100 vicariats nouveaux à 350 fr., conformément à ce qui a été fait l'année dernière.

Quant à l'augmentation portée au chapitre des dépenses de service intérieur des édifices diocésains, elle n'est que la reproduction d'une demande non admise au budget de 1850; elle est destinée à pourvoir à des dépenses urgentes relatives aux mobiliers des évêchés et des cathédrales, que la réduction opérée en 1849 sur le crédit annuel de ce chapitre a forcé l'administration d'ajourner. L'admission de ce crédit aura l'avantage de permettre en même temps d'affecter des fonds au renouvellement des mobiliers de quelques évêchés, notamment de ceux de Moulins et de Troyes, auxquels il n'a été fait aucun changement depuis leur acquisition, qui remonte au delà de vingt-cinq années.

Le projet de budget des cultes, ainsi que celui des autres administrations, a été présenté à l'Assemblée nationale législative dans sa séance du 4 avril 1850.

Nous ne croyons pas devoir le reproduire dans tous ses développements, parce que cette reproduction ne serait que la répétition de celle que nous avons faite l'année dernière. Nous ne reproduirons pas non plus les diverses observations dont nous avons accompagné chaque article, et auxquelles nous prions nos lecteurs de vouloir bien se reporter pour les dépenses de détail. Nous nous bornerons à en transcrire dans le tableau suivant le résumé des chapitres, cette citation étant suffisante pour servir de base à la discussion qui va être rapportée intégralement.

BUDGET *des dépenses des cultes pour* 1851, *et tableau comparatif des crédits demandés avec ceux qui ont été alloués pour l'exercice* 1850.

Chap. spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS demandés pour 1851	CRÉDITS accordés en 1850
		fr.	fr.
1	ADMINISTRATION CENTRALE. — Personnel des bureaux des cultes.	169,900	166,900
2	*Matériel* et dépenses diverses des bureaux des cultes.	25,000	25,000
3	Subvention aux fonds des retraites des employés des cultes.	37,490	37,490
		232,390	229,390
4	CULTE CATHOLIQUE. — Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.	1,047,000	1,047,000
5	Traitements et indemnités des membres du chapitre et du clergé paroissial.	32,505,850	32,135,450
6	Chapitre de Saint-Denis.	69,000	69,000
7	Bourses des séminaires.	1,000,000	1,000,000
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.	765,000	765,000
9	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.	462,500	402,000
10	Entretien, acquisitions et grosses réparations des édifices diocésains.	1,700,000	1,700,000
11	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères. . . .	1,000,000	1,000,000
12	Secours à divers établissements ecclésiastiques	100,000	100,000
13	Dépenses accidentelles.	5,000	5,000
14	Restauration de la cathédrale de Paris (loi du 19 juillet 1845).	550,000	550,000
		39,204,305	38,773,950
15	CULTES NON-CATHOLIQUES. — Dépenses du personnel des cultes protestants. . . .	1,169,550	1,169,550
16	Dépenses du matériel des cultes protestants.	84,000	84,000
17	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg	16,000	16,000
18	Dépenses du culte israélite.	128,300	136,100
		1,397,850	1,405,650
19	Dépenses des cultes en Algérie.	450,600	460,600
			»
20	EXERCICES CLOS. — Dépenses des exercices clos non périmés.	*Mémoire.*	»
21	Dépenses des exercices périmés.	»	
	Totaux.	41,285,190	
Unique.	Travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères. .	250,000	500,000
	Totaux généraux.	41,535,190	41,369,390

La commission chargée d'examiner ce projet de budget était composée de MM. Berryer, président, Gouin, vice-Président, Howyn de Tranchère, de Douhet, de Beaumont, de Chasseloup-Laubat (Prosper), Benoist d'Azy, Buffet, Raudot, Léon Faucher, Gasc, Casabianca, Baze, Ducos, Sauvaire-Barthélemy, de Grouchy, Druet-Desvaux, Etienne, Mathieu Bodet, secrétaire, Lacrosse, de Goulard, secrétaire; Hennessy, Combarel de Leyval, Betting de Lancastel, Chavoix, Martin, Creton, Louvet, Lepeletier d'Aulnay et de Panat. C'est M. Berryer qui a été nommé rapporteur. L'illustre orateur a déposé son rapport le 27 juin (1). Il résulte de ce rapport que la commission n'a apporté aucun changement notable au projet du gouvernement.

La discussion a eu lieu les 23 et 25 juillet suivant, et le budget a été définitivement voté le 29 du même mois.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du mardi 23 juillet 1850.—Présidence de M. Dupin (2).

Discussion du projet de Budget des cultes pour 1851.

M. le Président. Nous passons au budget des cultes.

SERVICE ORDINAIRE

Sur le chapitre Ier, personnel des bureaux des cultes, le gouvernement demande 169,900 fr., et la commission accorde cette somme; M. Morin propose d'ajouter 3,000 fr. pour les affecter spécialement au service des cultes non catholiques; mais cette proposition est rejetée.

M. Barthélemy-Saint-Hilaire propose sur le même chapitre une réduction de 3,000 fr. sur le traitement de M. le directeur de l'administration des cultes, traitement qui figurait l'année dernière au budget pour 12,000 fr., et que le gouvernement et la commission ont cru devoir porter au chiffre de 15,000 fr. ainsi que cela avait eu lieu dans le budget de 1849.

M. Berryer, rapporteur, et M. le ministre de l'instruction publique et des cultes combattent cette réduction, qui est également rejetée par l'assemblée.

CULTE CATHOLIQUE.

« Chap. IV. Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques, 1,047,000 fr. » (Adopté,)

« Chap. V. Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial, 32,505,850 fr. »

M. Maigne a présenté un amendement. Il a la parole pour le développer.

M. Maigne Citoyens représentants, l'amendement que j'ai l'honneur de proposer n'a point pour but d'établir une réduction, mais bien de s'opposer à une augmentation de 120,000 fr., qui, suivant moi, n'est ni fondée ni nécessaire.

Depuis deux ans, la République a accru de 250 le nombre des desservants; elle a augmenté leurs traitements; elle a créé trois évêchés dans les colo-

---

(1) Voy. *le Moniteur* du 28 juin 1850.
(2) *Moniteur* du 24 juillet 1850.

nies, doublé le nombre des aumôniers de la marine, tout en maintenant l'allocation des missionnaires du Saint-Esprit, qui, cependant, suivant M. le rapporteur du budget de la marine de 1849, sont loin de rendre les services qu'on devrait attendre d'eux.

En retour de cette bienveillance, qu'a obtenu la République? Je ne crains pas de le dire, elle a obtenu la ligue du clergé avec les royalistes. (Murmures.)

Les prêtres n'ont même pas accordé leur neutralité à la République qui les payait plus largement que la monarchie, Plusieurs ont fait de la propagande antirépublicaine, prônant hautement les candidats royalistes contre les candidats républicains qu'ils calomniaient en profanant ainsi la sainteté de la religion. (Assez! assez!) On demande un crédit, j'ai le droit d'examiner si ce crédit est juste et nécessaire.

Pour 1851, on nous demande de nouveaux sacrifices, et ce sont les hommes politiques qui s'élèvent constamment contre l'intervention de l'Etat qui, non contents de la somme de 39,200,000 fr., destinée au seul service catholique, demandent une nouvelle augmentation. Quand il s'agit des écoles du Gouvernement, on nous demande des réductions au nom de l'intérêt des contribuables, au nom de la libre concurrence et de l'individualisme (*à gauche*, très-bien! très-bien!); mais on ne veut plus de l'individualisme, qui pourtant devrait être bien puissant chez les hommes religieux, on n'en veut plus quand il s'agit de séminaires et de curés. Aussi demande-t-on le maintien du million destiné aux bourses des séminaires. Aussi demande-t-on de nouveaux vicaires, de nouveaux curés, c'est-à-dire de nouveaux adversaires de la République à payer par elle-même.

Ce n'est pas une réduction que je demande, je combats une augmentation. (Murmures et interpellations diverses à droite.)

M. le Président. Vous répondrez, messieurs, il ne s'agit que d'argent, l'orateur ne touche pas le dogme.

M. Maigne. Le Gouvernement et la commission nous demandent une augmentation de 120,000 fr. pour créer de nouveaux curés et de nouveaux vicaires. Est-ce qu'il en manque? Je ne le crois pas. Je pourrais signaler des diocèses où des communes de 2 à 300 âmes ont leur curé, des communes de 7 à 800 âmes qui ont curé et un vicaire; des communes de 1,800 âmes qui ont trois ecclésiastiques. Les prêtres y sont tellement abondants, qu'on en rencontre toujours en course, se succédant dans leurs excursions. (Interruption.)

M. Favreau. Vous en parlez comme un aveugle des couleurs.

M. Maigne. Messieurs, il faut que la vérité soit bien forte, puisqu'elle vous choque. Quand vous voudrez des faits et des chiffres, je vous les donnerai.

Une voix de la droite. Monsieur voit tout en noir. (On rit).

M. Maigne. Quel est le diocèse qui manque de prêtres? Qu'on en prenne donc là où il y en a trop; mais qu'on ne nous impose pas de nouvelles charges, avant que l'état de nos finances ne soit amélioré, avant que les ouvriers n'aient assez de travail pour avoir du pain, avant que les cultivateurs n'aient assez économisé pour empêcher l'expropriation de leurs champs. (Légères rumeurs à droite.) Je crois que la République a assez fait pour le clergé... (interruption), je crois que la France n'a pas besoin de prêtres...

Quelques voix à gauche. Très-bien! très-bien!

M. le Président. L'orateur n'a pu rendre sa pensée.

Un membre à droite. Mais vous voyez qu'il a rendu celle de la gauche.

M. Maigne. Je crois que la France a assez de prêtres et de curés, et qu'il n'en faut pas créer davantage; voilà ma pensée, et voilà pourquoi je m'oppose à toute nouvelle augmentation.

Citoyens représentants, je ne viens point attaquer ici la religion (rires ironiques à droite); je la respecte profondément (nouvelle hilarité à droite). (*Se tournant vers le côté droit.*) Ma pensée n'est pas la vôtre, soyez tranquilles! Mais je fais une immense différence entre la religion et le clergé. (Rires et exclamations à droite.)

Autant je vénère l'une, autant je repousse les écarts de l'autre, e

croyez-le bien, dans l'intérêt de la religion. Le jour où l'on a vu le clergé quitter son sanctuaire pour se lancer dans les luttes ardentes de la politique..... (interruption à droite), le jour de Pâques où l'on a vu les prêtres abandonner leur église... (dénégations et murmures à droite), surveiller les bulletins de leurs paroissiens... (Nouvelles interruptions et interpellations diverses à droite.)

Une voix à droite. Vous l'attaquez déjà.... vous l'aimiez mieux quand il allait bénir les arbres de la liberté.

M. Favreau. C'est le gouvernement provisoire qui a fait cela!

M. le président, se tournant vers la droite. C'est intolérable! C'est à vous, monsieur Favreau, que je m'adresse : au budget de la guerre si l'on demandait une diminution de 120,000 fr. sur l'effectif, vous vous croiriez obligé d'écouter. Eh bien, on demande, je ne dis pas que la demande soit fondée, je ne parle que du droit de la faire, on demande une réduction de 120,000 fr.; on est dans son droit et vous devez écouter.

M. Favreau. On n'attaquerait pas l'armée, on ne doit pas attaquer le clergé.

M. le président, à la droite. Vous n'avez aucune tolérance. Quand on aborde ces matières-là, vous devriez écouter religieusement, silencieusement. Si vous êtes la majorité, vous avez le vote dans votre main; mais je remarque qu'il y a certaines matières sur lesquelles je ne puis contenir la droite, pas plus que, sur d'autres, je ne puis contenir la gauche.

Une voix à droite. C'est évident!... toutes les fois qu'on attaquera la religion.

M. le président. Je ne permettrai pas des attaques indiscrètes; mais on ne discute que sur des chiffres,

Un membre à droite, Pas du tout, on attaque les prêtres.

M. le président. Je vous invite au silence; vous voterez, vous aurez même la parole si vous voulez.

M. Maigne. Je répète, pour la troisième fois, que ce n'est pas une réduction que je demande, je viens seulement m'opposer à une augmentation.

Je faisais un retour sur la conduite du clergé vis-à-vis de la République, et j'étais libre de mes appréciations, puisqu'elles reposent sur des faits exacts.

M. le président. Pourvu que ce ne soit pas une attaque!

M. Maigne. Je disais que le jour de Pâques, où les populations avaient vu les prêtres quitter leurs églises pour aller diriger et surveiller les bulletins de vote de leurs paroissiens...

M. de Rancey. Pour exercer leurs droits de citoyens.

M. le président à l'orateur. Vous n'avez pas le droit d'attaquer une classe entière.

M. Maigne. Je dis que ce jour-là on a fait un tort immense à la religion.

M. de Rességuier. C'est votre avis.

M. Maigne. Et les maximes que l'on a apportées à cette tribune ne sont pas faites pour faire changer la conduite du clergé vis-a-vis de la République : j'en prends pour témoin la parole qu'on a prononcée ici, quand on est venu faire appel à je ne sais quelle guerre de Rome à l'intérieur. Et l'on représente aujourd'hui des prêtres avec une giberne en bandoulière et le fusil à la main. (Exclamations.) Eh bien, c'est contre ces appels à une guerre de Rome à l'intérieur, c'est contre ces conseils que je viens m'élever ici, en m'opposant à l'augmentation demandée. (Rires ironiques à droite.—Approbation à gauche.)

M. Berryer, rapporteur. Je ne veux pas faire une réponse qui a été faite sur tous les bancs de l'Assemblée (Dénégations à gauche.— Assentiment sur les bancs de la majorité), je viens seulement présenter une observation sur le chiffre. La commission du budget n'a accordé de faveur à aucun ministère, ni à aucun corps, ni à aucun établissement; la commission du budget, quand on a demandé une augmentation de 150 succursales, a demandé qu'il n'en fût créé que 100, à raison de l'état des finances.

Et pourquoi a-t-elle demandé que l'on créât 100 succursales? C'est parce qu'elle a cru devoir obéir au vœu manifesté par les populations....

(Rumeurs à gauche, — *A droite*. Oui! oui!) C'est l'expression d'une volonté populaire.

Pour qu'on érige une succursale, il faut qu'une commune ait une église, mise en état de recevoir les cérémonies du culte; il faut qu'une commune ait acquis son presbytère : ce n'est que quand le peuple des campagnes a fait ces sacrifices qu'on institue une succursale. C'est donc sur la demande du peuple des campagnes que les succursales sont instituées, et nous les avons accordées en moindre nombre encore qu'on le demandait, car on en voulait 150, et nous n'en avons accordé que 100. (Très-bien! très-bien!)

Quant aux vicariats, nous allouons 350 fr. par vicaire; mais nous ne les accordons qu'aux communes qui s'engagent à contribuer pour une somme égale de 350 fr.

C'est donc partout le vœu des populations, c'est surtout le vœu populaire. (Très-bien! très-bien! — Aux voix! aux voix!)

M. le président. M. Maigne a demandé une réduction de 120,000 fr. sur le chap. V. Je mets aux voix cette réduction.

(Cette réduction n'est pas adoptée. — Le chap. V, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. « Chap. VI du budget du ministère des cultes. »

« Chapitre de Saint-Denis, 69,000 fr. »

La parole est à M. Bourzat.

M. Bourzat. Messieurs, au milieu des préoccupations qui vous agitent, je comprends la nécessité d'être court; je ne dirai que quelques mots.

Sous l'ancienne monarchie, l'abbaye de Saint-Denis ne comprenait point de chapitre d'évêques, bien qu'elle fût consacrée à la sépulture des rois. Ce ne fut qu'en 1806, et par décret impérial, que le chapitre d'évêques fut établi. Voici comment le ministre Portalis s'exprimait à cette occasion :

« Cet établissement est unique dans la chrétienté. On n'a aucun exemple d'un chapitre d'évêques dans le monde chrétien; on voit ici l'empreinte du génie de Votre Majesté.. »

C'était un rapport adressé à l'Empereur. Dix chanoines-évêques furent donc nommés; le chapitre de Saint-Denis fut l'objet de la munificence impériale, et plus tard il fut l'objet et de la sollicitude et des munificences de la restauration. Le chapitre même fut augmenté; les dix chanoines furent maintenus; mais il y eut de plus vingt-quatre chanoines du deuxième ordre, et un bas chœur.

Voici comment s'exprimait le Gouvernement :

« Il convenait que le lieu consacré à la sépulture des rois par un ancien usage, devînt un lieu de prière perpétuelle, reprît sa gloire et son état antique. »

En 1830, le trône de juillet fut élevé; il devait être entouré d'institutions républicaines, et dès 1833 l'allocation destinée au chapitre fut supprimée, en ce sens que les nominations qui pourraient être faites à l'avenir ne seraient point l'objet d'une allocation.

Cet état de choses dura jusqu'en 1838; mais à cette époque les institutions républicaines n'étaient pas en crédit dans le monde officiel. Sans doute il ne se fût pas rencontré de ministres assez osés pour venir à la tribune nationale qualifier la révolution de juillet de catastrophe; mais enfin, messieurs, l'on ne chantait plus *la Marseillaise* dans les salons des Tuileries.

L'allocation fut donc reproduite.

C'est cet état de choses qui a été légué par la monarchie à la République. Nous avons donc aujourd'hui six chanoines de premier ordre au traitement de 6,000 fr., huit chanoines de second ordre au traitement de 2,000 fr., et un bas-chœur dont j'aurai l'occasion de vous dire plus tard la composition.

De telle sorte, messieurs, qu'en République, nous payons un chapitre d'évêques, institution unique dans la chrétienté, selon l'expression de M. Portalis. Et pourquoi faire, messieurs? Pour prier sur la tombe des rois; encore, faut-il le dire, les dignes prélats ne gagnent pas leur argent. Ce n'est pas que je veuille prétendre que les vénérables évêques négligent la prière, ou, comme ces prélats grands seigneurs de l'ancien régime, fassent dire leur bréviaire par l'aumônier ou le prêtre sacristain (On rit); mais ce

que je veux dire, c'est qu'ils ne prient pas à Saint-Denis; et en effet, ils n'y résident pas.

Vous comprenez facilement qu'il n'est guère possible que des hommes âgés, infirmes, qui ont une longue habitude du commandement, se plient à la discipline d'un chapitre et deviennent de simples habitués de paroisse. Aussi l'institution a-t-elle dispensé les évêques de la résidence, et les évêques profitent largement de la dispense : ils résident peu ou ne résident pas du tout. Et, remarquez-le bien, le chapitre n'est d'aucune utilité en ce qui concerne le service paroissial. En présence du chapitre et parallèlement au chapitre, vous avez un service paroissial organisé. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il est payé.

Ces considérations avaient gravement frappé le comité des cultes sous la constituante, et voici dans quels termes il s'exprimait. Vous ne perdez pas de vue que les trois évêques qui étaient représentants à la Constituante faisaient partie du comité des cultes :

« Le comité ne s'est pas dissimulé tout ce que l'on peut dire sous une république contre l'entretien d'un chapitre d'évêques pour honorer la sépulture des rois. Cependant, et dans le cas où cette institution, qui a pour objet d'offrir aux évêques une retraite honorable, serait supprimée, il a pensé qu'il était indispensable de la remplacer par un fonds convenable de retraite en faveur des évêques et des archevêques que leur âge ou les infirmités contractées dans l'exercice de leur ministère empêcheraient de continuer cet exercice. »

Que l'on vienne au secours des évêques vieux et infirmes, rien de mieux; mais remarquez que, dans l'état actuel, vous donnez, au maximum, 4,000 f. de retraite à un général de brigade, qui, dans l'ordre des préséances, a le pas sur un évêque, et vous donnez 6,000 fr. au chanoine-évêque.

Remarquez encore que le lieutenant général est bien supérieur, dans l'ordre hiérarchique, à un évêque, et qu'il n'a en minimum qu'une pension de 4,000 fr., qui ne peut jamais être, au maximum, que de 6,000 fr. De telle sorte qu'un évêque, un simple évêque, a toujours le maximum de la pension de retraite d'un lieutenant général.

Mais lorsque vous avez payé la retraite d'un général, tout est dit ; il n'en est pas de même pour l'évêque : derrière lui viennent les chanoines du deuxième ordre, l'organiste, les chantres, le sergent, les sacristains et un matériel considérable. Il y a là évidemment un abus : c'est cet abus que je vous demande de corriger. Il est dispendieux, opposé à l'esprit général de nos institutions, il n'est qu'une réminiscence, peut-être même une espérance monarchique.

Je vote contre toute allocation au chapitre royal de Saint-Denis. (Approbation à gauche.)

A droite. Aux aux voix !

M. Bourzat, en remontant à sa place. La commission pourrait répondre un mot. (Aux voix ! aux voix !)

(Le chap. VI est mis aux voix et adopté.)

M. le président. « Chapitre VII. Bourses des séminaires, 1 million. » (Adopté.)

« Chap. VIII. Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses, 765,000 fr. » (Adopté.)

« Chap. IX. Dépenses de service intérieur des édifices diocésains, 462,500 fr. » (Adopté.)

« Chap. X. Entretien des édifices diocésains, 1,700,000 fr. »

La commission propose de diviser le chapitre en deux.

M. Chanay demande une réduction de 300,000 fr. sur les 1,700,000 fr. réclamés par M. le ministre des cultes et alloués par la commission. L'honorable représentant déclare tout d'abord que cette réduction ne peut compromettre en rien la conservation de ces vieux monuments dont la France catholique est justement orgueilleuse : mais il la propose, parce que si elle est adoptée avec sa signification, elle n'aura d'autre résultat que de faire faire un premier pas dans la réforme de la centralisation parisienne. Pour la motiver d'ailleurs plus spécialement, M. Chanay s'élève contre la manière dont la répartition de ce fonds est faite entre les diocèses; il allè-

gue que la commission des édifices diocésains établie près de l'administration des cultes pour cet objet prête la main à de nombreux abus, non pas seulement en ce qui concerne cette répartition, mais encore en ce qui regarde l'adjudication des travaux, le choix et la nomination des architectes et des entrepreneurs qui sont le plus souvent pris à Paris, lorsqu'ils devraient toujours l'être dans les départements.

M. Ferdinand de Lasteyrie. L'honorable préopinant se plaint de ce qu'on ne laisse pas aux communes, aux départements, mais il a dit principalement aux communes, la direction des travaux d'entretien des édifices diocésains. Mais ce serait là un singulier procédé administratif; ces édifices ne sont ni communaux, ni départementaux : ce sont des édifices de l'Etat; vous conviendrez qu'il y aurait là une singulière subversion des règles administratives.

Le comité qui effraye le préopinant compte d'abord beaucoup d'architectes très-éminents dans son sein. Il est gratuit.— Il y a quelques autres membres que des architectes; il y a, par exemple, une section pour la musique religieuse; on a pensé que des compositeurs éminents valaient autant que des architectes pour régler ce qui tient aux chants d'Eglise. (On rit).

D'ailleurs il ne faut pas croire que les travaux s'exécutent ainsi que l'a dit l'honorable préopinant, d'après des ordres partis d'un cabinet de Paris où l'on n'a aucune connaissance des choses telles qu'elles existent dans les départements. Non, messieurs. L'administration des cultes, au contraire, a fait un excellent progrès : elle a établi une inspection pour les édifices religieux, pour les édifices diocésains. La France a été divisée en un certain nombre d'inspections : il n'y a pas un architecte dans chaque division, comme on vous l'a dit; mais il y a des arrondissements, et pour chaque arrondissement il y a un architecte. Croyez-vous, pour cela, qu'on ait proscrit tous les hommes de talent qui peuvent se trouver dans les communes? Pas le moins du monde. Il y en a à coup sûr, et je pourrais citer des édifices fort importants qui sont confiés à des architectes qui n'ont jamais fait leur résidence à Paris, qui y ont peut-être étudié, mais qui n'y ont pas fait leur résidence. Je pourrais citer, par exemple, les superbes monuments de Rouen, qui sont confiés à un homme du plus haut mérite, M. Grégoire, architecte de Rouen. Je pourrais citer des architectes de beaucoup de mérite, M. Dupasquier, à Lyon, et d'autres dans d'autres grandes villes. Il n'y a aucun système arrêté à cet égard. Mais lorsque dans un arrondissement d'inspection il ne se trouve pas un architecte d'un mérite spécial, on ne se fait pas scrupule de prendre cet architecte à Paris. Il n'y a là, croyez-le bien, aucun préjudice pour les édifices eux-mêmes.

L'honorable préopinant propose un système qui est bon lorsqu'il s'agit de construire un égout ou un travail de pavage; mais mettre les travaux à exécuter aux édifices diocésains en adjudication sur soumissions cachetées, ce serait, en vérité, le dernier mot de la barbarie. Je crois que le préopinant lui-même ne persisterait pas dans son système si, au lieu d'être dans cette salle nous étions en présence de la cathédrale de Chartres ou de celle de Strasbourg; il ne demanderait pas que ces édifices fussent confiés à des entrepreneurs au rabais; ce serait un système qui amènerait la ruine de tous nos édifices. Si, un jour, nous n'étions pas assez fortunés pour pouvoir les entretenir tous, il vaudrait mieux en abandonner quelques-uns que de les massacrer tous par un entretien ainsi entendu.

Je me borne à ces simples observations; je ne pense pas que l'Assemblée veuille entrer dans la voie qu'on lui propose.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Le chap. X est mis aux voix et adopté.

« Chap. X *bis*. Grosses réparations des édifices diocésains, 1,100,000 fr. » (Adopté.)

« Chap. XI. Secours pour acquisitions de travaux concernant les églises et presbytères, 1,000,000 fr. » (Adopté.)

« Chap. XII. Secours à divers établissements ecclésiastiques, 100,000 fr. » (Adopté.)

« Chap. XIII. Dépenses accidentelles, 5,000 fr. » (Adopté.)
« Chap. XIV. Restauration de la cathédrale de Paris. » (Loi du 19 juillet 1845.)

M. le président. La commission n'a pas proposé de chiffre pour la cathédrale de Paris.

M. le rapporteur. La commission n'a pas cru devoir proposer de chiffre parce que le crédit général est épuisé, et qu'il ne pouvait plus être accordé d'annuité.

Il avait été présenté un crédit de 150,000 fr. pour cet exercice; ce crédit était accompagné de plans et de devis dans la proportion de 150,000 fr.; mais la commission a pensé que c'était une mauvaise manière de procéder, parce que ces 150,000 fr. ne seraient pas le complément des travaux de restauration. La commission a reconnu qu'il y aurait un inconvénient à s'engager dans une succession de dépenses sans limites ; en conséquence, elle a demandé qu'un crédit général fût sollicité par M. le ministre, embrassant la totalité des travaux nécessaires à l'achèvement et à la restauration de la cathédrale. C'est ainsi que la commission n'a pas proposé de chiffre.

M. le président. Ce sera la matière d'une proposition particulière.

CULTES NON CATHOLIQUES.

« Chap. XV. Dépenses du personnel des cultes protestants, 1,169,550 fr.»

M. Morin a proposé sur ce chapitre une augmentation de 6,000 fr. afin d'accorder pour 1851, comme on avait fait pour 1850, une somme destinée à la création de nouvelles places de pasteur

(Cet amendement n'ayant point été préalablement déposé, l'Assemblée en ordonne le renvoi à la commission.)

« Chap. XVI. Dépenses du matériel des cultes protestants, 84,000 fr. » (Adopté.)

« Chap. XVII. Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg, 16,000 fr. » (Adopté.)

« Chap. XVIII. Dépenses du culte israélite, 148,100 fr. »

La commission propose une augmentation de 12,000 fr. sur le chiffre du Gouvernement, augmentation justifiée, selon M. le rapporteur, par les besoins très-urgents de l'école rabbinique de Metz.

(Cette augmentation est mise aux voix et adoptée).

M. le président. « Dépenses des cultes en Algérie. »

Sur ce chapitre, MM. de Rességuier, de Lamoricière, Reybaud et Poujoulat demandent un supplément de 25,200 fr.

M. de Rességuier a la parole.

M. de Rességuier. Messieurs, au chapitre XIX du budget des cultes, intitulé : « Budget des dépenses des cultes en Algérie, » MM. de Lamoricière, Poujoulat, Reybaud et moi avons l'honneur de vous demander une augmentation de 25,200 fr. pour la création de quatorze nouveaux titres de desservants et vicaires dans le diocèse d'Alger, ce qui élève le crédit de 460,600 fr. à 485,800 fr.

Les intérêts religieux et particulièrement ceux du culte catholique en Algérie sont entièrement liés aux intérêts de notre domination. Il y a deux choses, messieurs, qu'on ne fera jamais sans religion : fonder une société nouvelle et soumettre une vieille société à la domination et surtout à la civilisation d'un peuple conquérant ; c'est là précisément le double but que nous poursuivons en Algérie : coloniser et civiliser. C'est dans ce double but que nous vous demandons d'ajouter aux sacrifices considérables que déjà vous avez faits pour cette grande colonie d'Afrique des sacrifices nouveaux, mais bien faibles cette fois. Vous avez accordé des millions aux intérêts matériels, industriels et agricoles, nous vous demandons 25,200 fr. pour le développement de la vie morale et religieuse de ce pays.

Le diocèse d'Alger, messieurs, est immense ; il comprend les trois provinces d'Alger, d'Oran et de Constantine : 250 lieues de longueur sur une moyenne de 20 ou 30 de profondeur, messieurs, voilà l'étendue de ce diocèse ; 3,000,000 d'indigènes, et sans compter notre armée, plus de 100,000 Européens, voilà sa population. Longtemps les périls de la guerre ont

retenu la population civile renfermée dans les villes ou à l'ombre des murailles. Mais depuis que la sécurité permet aux Européens de sortir, ils se sont répandus dans les campagnes, ils occupent cette vaste surface du territoire algérien, qui équivaut à peu près au tiers de la France; ils ont fondé cent vingt villes ou villages et soixante-huit hameaux. Cependant, messieurs, le personnel du culte, qui était insuffisant avant cette extension de la population, a été augmenté dans une proportion bien restreinte; car, savez-vous, messieurs, abstraction faite de l'évêque, de ses grands-vicaires et des six chanoines de la cathédrale, savez-vous ce que nous avons de prêtres en Algérie? Quatre-vingt-neuf seulement; oui, messieurs, quatre-vingt-neuf prêtres seulement pour tant de villes, tant de villages, tant de fermes, tant d'hôpitaux à desservir, pour tant de misères à soulager, tant d'infortunes à secourir, tant de consolations à apporter, tant de dangers à braver, tant d'enfants à catéchiser.

Messieurs, si vous aviez vu, comme je l'ai vu dans celles de ces colonies qui manquent de prêtres, les enfants privés absolument de cette éducation religieuse qui est le premier élément de toute moralité; si vous aviez vu dans d'autres communes, à l'époque de l'invasion du choléra, les populations entières venir demander en pleurant qu'un prêtre fût conduit auprès du lit des mourants et que les morts pussent être enterrés avec les prières de la religion; si vous aviez vu dans l'un de ces villages qui, l'année dernière, ont été décimés par la fièvre, si vous aviez vu, comme moi, un de ces hommes de Dieu, après avoir rempli les devoirs de son ministère dans sa paroisse, si vous l'aviez vu charger sur ses épaules la pierre, le livre et les vases sacrés de son autel et partir par une chaleur ardente pour aller à 8 kilomètres du lieu de l'habitation pour y célébrer l'office divin; si vous aviez vu tout cela, vous n'hésiteriez pas à trouver que la demande que nous vous faisons de quatorze nouveaux desservants est bien discrète, bien réservée, et vous accorderiez certainement le crédit que nous vous demandons, non pour créer des sinécures, mais pour envoyer des hommes de zèle à un poste de péril et de dévouement.

Ces considérations seraient suffisantes, je crois, mais je dois ajouter qu'il importe grandement de détruire dans l'esprit des Arabes cette croyance déplorable que, parce qu'ils nous ont vu arriver dans ce pays sans prêtres et sans culte, nous sommes un peuple sans religion. Cela n'est heureusement pas vrai; mais l'exploitation par le fanatisme des chefs indigènes de cette croyance est un obstacle de plus à notre établissement.

Je termine, messieurs, en vous disant que l'urgence des quatorze créations que nous vous demandons a été reconnue par M. le gouverneur-général de l'Algérie; par M, le ministre de la guerre, et que M. le ministre des cultes et M. le rapporteur de la commission nous ont donné l'espérance qu'ils ne s'opposeraient pas au crédit que nous vous demandons.

M. le Rapporteur. Il n'y a pas de doute que l'extension de la population, l'établissement même des colonies agricoles rendent indispensable l'accroissement des dépenses pour le culte dans l'Algérie. Mais la commission du budget, à laquelle l'amendement a été soumis, n'a pas pu l'adopter. Elle n'a reçu aucune proposition du Gouvernement; elle n'a reçu du Gouvernement aucune espèce de documents; elle ne sait pas, faute de documents, quel est l'état matériel des choses, quelles seront les dépenses qui pourront être entraînées par l'établissement de ces quatorze nouveaux titres, et quels sont les établissements fondés pour lesquels ces quatorze nouveaux titres pourront être réclamés. Y a-t-il des églises? Y a-t-il des presbytères? Quelles seront les dépenses accessoires auxquelles cette création pourrait entraîner? La commission n'ayant reçu aucun document du Gouvernement, il ne lui a pas été possible d'adopter l'amendement.

M. de Lamoricière. Vous savez tous qu'on a envoyé, il y a deux ans, 15,000 colons en Algérie; ils sont, comme le disait tout à l'heure l'honorable orateur qui m'a précédé à la tribune, répartis sur une surface considérable. Les églises ont été bâties en même temps que les villages destinés à recevoir les colons. Ce que nous avons voulu, c'est que la population transportée dans ces lieux y retrouvât, autant que possible, la patrie.

La patrie, c'est la famille; cette famille, ils l'ont amenée avec eux. Mais

la patrie, c'est enfin le clocher, l'église du village. L'église est bâtie; mais pour la peupler il faut un prêtre ; pour avoir un prêtre il faut 25,000 fr. Je ne pense pas que vous les refusiez. (Marques nombreuses d'assentiment.)

J'arrive à ce qu'a dit l'honorable rapporteur de la commission. Il y a des documents que je n'ai pas, que je ne puis avoir. Je demande qu'on renvoie l'amendement à la commission, pour que vous allouiez cette minime dépense que tous ceux qui ont servi en Afrique reconnaissent utile.

Je demande le renvoi à la commission.

(Ce renvoi est ordonné.)

Après ce vote, le chap. XX : Travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises. temples et presbytères, 250,000 fr., est adopté sans discussion.

SÉANCE DU JEUDI 25 JUILLET (1).

PRÈSIDENCE DE M. LE GÈNÉRAL BEDEAU, VICE-PRÉSIDENT.

Suite de la discussion du budget de 1851.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le budget de 1851. La parole est à M. le rapporteur de la commission sur les chapitres XV et XIX du ministère des cultes qui avaient été réservés.

M. Berryer, rapporteur. Vous avez renvoyé à la commission du budget deux amendements pour lesquels ont été réservés deux chapitres du budget du ministère des cultes.

Le premier de ces amendements porte sur le chapitre XV de ce ministère : *Dépenses du personnel des cultes protestants.* On demande qu'il soit ajouté à ce chapitre une somme de 6,000 fr. pour création de quatre nouvelles places de ministres. La commission du budget a demandé au ministère des cultes les renseignements qui pouvaient l'éclairer sur l'utilité de ces créations nouvelles. Les renseignements qui nous sont parvenus ne consistent que dans la comparaison des crédits qui ont été accordés depuis l'année 1840 jusqu'à l'année 1850, pour la création dans le clergé catholique de succursales nouvelles ou de vicariats nouveaux et pour la création de places nouvelles de ministres dans le culte protestant. Cette comparaison a conduit la commission du budget à examiner ce qui s'était passé dans les précédentes années. Le voici :

En 1848, la commission qui a rectifié le budget pour cet exercice a réduit le crédit pour la création de nouvelles places à une somme de 10,000 francs.

Pour l'exercice 1849, le ministre portait dans son projet de budget la demande d'une somme de 7,500 fr. pour la création de cinq nouvelles places de pasteurs.

L'Assemblée constituante a délibéré, et, au lieu de 7,500 fr. pour la création de cinq nouvelles places de pasteurs, la Constituante n'a alloué au budget de 1849 qu'une somme de 4,500 fr.

Au budget de 1850, le ministre a demandé une allocation nouvelle, et l'Assemblée actuelle a voté une somme de 6,000 fr. pour l'exercice de 1850, pour création aussi de trois nouvelles places de pasteurs.

Messieurs, ces deux crédits ainsi réduits, l'un par la Constituante, l'autre par vous-mêmes pour des créations de nouvelles places, il n'en a point été fait usage, il n'a point été créé de nouvelles places de pasteurs en 1849, il n'a point été créé de nouvelles places en 1850; en sorte que la somme de 10,500 fr. est restée libre ; c'est la réunion des deux sommes votées, l'une pour 1849 et l'autre pour 1850.

En conséquence, au budget de 1851, au chapitre XV du service, vous voyez figurer la somme de 10,500 fr. pour rétribuer de nouveaux pasteurs comme complément des augmentations accordées par les budgets de 1849 et de 1850. Il y a donc au budget de 1851 une somme de 10,100 fr. dont nous vous proposons de voter l'allocation pour la création de nouvelles pla-

---

(1) *Moniteur* du 26 juillet 1850.

ces de pasteurs; et cette somme se compose de 4,500 fr, votés pour le budgei de 1849 et de 6,000 fr. votés pour le budget de 1850, dont il n'a pas été fait emploi.

Voilà deux faits constants pour la commission du budget. Le premier, c'est que le budget de 1851 porte un crédit de 10,500 fr. pour demander la création de places de pasteurs, et, d'autre part, un autre fait important pour une commission qui doit examiner l'utilité, l'urgence d'une création nouvelle, c'est que, malgré les allocations des budgets de 1849 et de 1850, il n'a point été nommé d'autres pasteurs, il n'a point été fait emploi des crédits alloués par ces deux budgets. La commission a donc pensé qu'il n'y avait pas une grande urgence, puisque les crédits précédemment alloués n'avaient pas été employés. D'autre part, la commission avait été frappée d'une circonstance que signale le rapport de la commission que vous avez sous les yeux : c'est que le ministre des cultes, tout en demandant le rétablissement de cette somme de 10,500 fr., non employée sur les budgets de 1849 et de 1850, demande à l'article *Traitement des pasteurs* une réduction de 20,000 fr., et il ne demande que la somme de 1,079,000 fr., au lieu de celle de 1,099,000 fr., qui avait été allouée par le budget de 1850. Et pourquoi cette réduction? C'est qu'il n'y avait pas emploi de ces 20,000 fr., et que ces 20,000 fr., qui étaient alloués pour traitement de pasteurs, étaient employés à donner des indemnités à des ministres protestants qui font des services extraordinaires. En conséquence, le ministre retranche de l'art. 1er 20,000 fr., et il ouvre dans un article suivant un crédit nouveau, que nous avons alloué, d'une somme de 20,000 fr., pour indemnité à des pasteurs protestants qui font des services extraordinaires. Il résulte donc encore de ce fait, qu'indépendamment de ce qu'il n'a point été fait usage des crédits ouverts au budget de 1849 et au budget de 1850, il y avait, dans l'allocation totale des sommes destinées à servir de traitement aux pasteurs, une somme de 20,000 fr. qui n'était pas employée pour des traitements, mais qui était employée à des indemnités.

En présence de ces deux faits, d'une part, qu'il n'avait point été fait usage des crédits ouverts, et, d'autre part, que, sur l'ensemble du crédit, au lieu d'employer à des places dont la création serait reconnue urgente, 20,000 fr. du crédit total, on l'employait seulement à une indemnité dont on fait maintenant l'objet d'un article à part, à la page suivante du budget il a semblé nécessaire à la commission de vérifier l'utilité de l'accroissement de la dépense, malgré la note qu'on nous a envoyée, et qui porte qu'il y a trente-huit créations urgentes, et dont on ne nous donne aucun document. Et permettez à la commission du budget de signaler ici l'inconvénient des amendements qui surgissent au milieu de la discussion, des amendements qui ont pour but des augmentations de crédits, et qui arrivent sans documents qui mettent la commission à même de vérifier la véritable utilité de la dépense. Nous nous sommes donc rendu compte de l'utilité de l'accroissement de 6,000 fr. qui a été demandé par amendement. Nous avons pensé, d'après les faits que je viens d'indiquer, qu'il n'y avait pas d'urgence dans la création, puisque le crédit général de 20,000 fr., qui aurait dû être employé à payer des traitements à des ministres dont la création aurait pu être nécessaire, n'a pas reçu cet emploi; que, d'autre part, les allocations spéciales pour des créations nouvelles dans le budget de 1849 et dans celui de 1850 n'ont pas reçu leur application.

Enfin la commission du budget a démontré, par la rédaction même du budget, qu'il y a dans ce moment-ci un crédit ouvert, alloué, de 10,500 fr. pour créations nouvelles.

Dans de telles circonstances, et en présence d'un tel crédit, la commission du budget n'a pas cru qu'il fallût augmenter la somme de 10,500 fr. de 6,000 fr. Pourquoi donnerions-nous en 1851 un crédit de 16,500 fr. pour créations nouvelles, quand il n'a pas été fait usage en 1849 du crédit de 4,500 fr., et en 1850 du crédit de 6,000 fr.?

Par ces raisons, la commission du budget est d'avis de repousser l'amendement.

M. Athanase Coquerel. L'Assemblée regrettera certainement, comme moi, que cette discussion se soit ouverte en l'absence de M. le ministre de

l'instruction publique et des cultes. Je crois cependant que je pourrai aisément donner à l'Assemblée quelques détails qui justifieront la demande de 6,000 fr. pour la création de places nouvelles de pasteurs.

Les 20,000 fr. dont l'honorable rapporteur de la commission du budget vient de vous entretenir n'ont jamais été destinés seulement à donner des indemnités à des pasteurs chargés de travaux extraordinaires. Ils ont servi aussi à des indemnités absolument nécessaires à des pasteurs âgés et infirmes que leurs consistoires appellent à prendre des suffragants.

Je supplie l'Assemblée de se souvenir qu'il n'existe dans le budget aucun fonds quelconque destiné à venir au secours de la vieillesse et de l'infirmité des pasteurs protestants, et à leur donner les moyens de payer leurs suffragants; quand ils sont obligés d'en prendre, ils doivent alors prélever des sommes considérables sur leur traitement déjà peu élevé. En conséquence, les 20,000 fr. servant à cet usage sont absolument nécessaires.

Quant à la création de places nouvelles de pasteurs, quoiqu'il me soit possible de produire des faits nombreux qui appuyeraient suffisamment ma réclamation, je n'en citerai qu'un seul, c'est le dernier : Dans l'église du Pont-de-Camarès, dans le département de l'Aveyron, il y a 1,500 ou 1,200 protestants disséminés dans huit ou dix communes différentes, situées dans un pays d'un accès difficile ; ces protestants n'ont qu'un seul pasteur. Je demande à l'Assemblée s'il est possible d'admettre un moment qu'un seul pasteur puisse suffire aux besoins religieux d'une population disséminée sur une surface aussi considérable de territoire.

Vous avez créé dans le budget cent nouvelles places de desservants et 100 nouvelles places de vicaires, et vous avez bien fait ; vous vous préparez à placer vingt-cinq pasteurs catholiques de plus en Algérie, et vous ferez encore bien ; tous ces votes obtiendront mon concours, car il faut que le culte soit partout représenté par ses ministres sur tout le territoire de la République. Mais vous avouerez aussi que ce n'est pas trop que de demander d'ajouter au budget protestant la faible somme de 6,000 fr., pour créer, en présence de tant de demandes, cinq ou six places nouvelles de pasteurs. Je supplie l'Assemblée de ne pas refuser à mes coréligionnaires cette preuve de plus de sa justice et de sa bienveillance.

M. le Rapporteur. C'est une erreur de l'honorable préopinant de dire qu'il n'y a pas d'indemnités ni de secours aux pasteurs. L'article suivant qui a été voté au budget, porte un chapitre de 40,000 fr. pour secours aux pasteurs. Ensuite il y a une somme qui est introduite pour la première fois cette année, 20,000 fr., pour indemnité aux pasteurs qui font un service extraordinaire. Qu'avons-nous dit à l'Assemblée ? Nous lui avons dit que M. le ministre avait un crédit de 1,099,000 fr. pour traitement ; il ne demande que 1,079,000 fr. Il y avait donc un crédit qui permettait de créer des places nouvelles et de donner des traitements aux pasteurs, et qui excédait les besoins connus du ministre et signalés par la demande du ministre lui-même. D'autre part, il y a eu des allocations en 1849. L'Assemblée constituante a réduit à 10,000 fr. l'allocation annuelle pour des créations nouvelles, pour l'exercice 1848 ; elle a réduit cette même allocation à 4,000 f. pour 1849. Vous avez réduit cette allocation à 6,000 fr. pour 1850. Nous vous disons aujourd'hui, pour le budget que vous avez à voter : Il y a un crédit qui excède les deux votes de l'Assemblée constituante et votre propre vote, puisqu'il y a un crédit de 10,500 fr. pour les créations nouvelles. Quand on n'a pas fait usage des crédits des années précédentes, quand nous rétablissons les crédits des deux années précédentes, nous ne pensons pas qu'il y ait urgence à les augmenter encore de 6,000 fr.

M. Morin (de la Drôme). L'honorable rapporteur est dans l'erreur. Les 10,500 fr. portés au budget de 1850 ont reçu leur application. Ils ne sont pas entièrement dépensés, sans doute. Comment aurait-on pu dépenser, à l'heure qu'il est, 10,500 fr. portés il y a deux mois au budget de 1850 ? Mais ce que je puis certifier à l'honorable rapporteur comme à l'Assemblée, c'est qu'à l'heure qu'il est, toutes les nouvelles places qui pouvaient être créées au moyen de ces 10,500 fr. sont créées ; par conséquent, il n'y aura pas de quoi créer une seule place de pasteur en 1851. Ce n'est donc pas pour

1850, c'est pour la création de quatre nouvelles places en 1851 que nous demandons l'augmentation de 6,000 fr.

M. le Rapporteur. Si notre honorable collègue veut jeter les yeux sur les budgets précédents, il verra qu'il n'a pas été fait emploi des crédits votés pour 1849 et pour 1850 ; il y a donc des crédits qui restent libres, et l'on peut en disposer aujourd'hui. (Aux voix ! aux voix !)

(L'amendement de M. Morin n'est pas adopté.)—Le chapitre XV du ministère des cultes est mis aux voix et adopté)

M. le président. Nous passons à la discussion de l'amendement présenté par MM. de Rességuier et de Lamoricière pour la création de succursalistes en Algérie.

M. le Rapporteur. J'arrive au chapitre XIX, *Dépenses du culte en Algérie*.

La commission du budget a examiné avec la plus grande attention le seul document qui lui ait été transmis. Elle ne croit pas pouvoir admettre en entier l'amendement qui vous est proposé. Les documents qui sont entre nos mains consistent dans une note du ministre de l'instruction publique et des cultes, dans une lettre de M. le ministre de la guerre et dans plusieurs lettres de Mgr l'évêque d'Alger. Il résulte d'abord des faits que, pour le budget de 1850, que vous avez voté, il y a quelques mois, vous avez créé dix-sept nouvelles succursales dont le traitement est maintenu dans les chiffres du budget de 1851 ; vous avez alloué la somme nécessaire pour le traitement de dix-sept succursalistes en Algérie, et pour le traitement de quatre nouveaux vicaires.

Aujourd'hui, et depuis le vote du budget de 1850, en ouvrant la correspondance de Mgr l'évêque d'Alger, transmise par M. le ministre de la guerre, nous trouvons notamment une lettre du 9 juin 1850. Il résulte de cette correspondance que M. le ministre de la guerre aurait promis la création de deux nouvelles succursales : celle de Bab-el-Oued, et celle de Tiaret. Mgr l'évêque d'Alger répond que, pour Tiaret, il accepte, et qu'il accepte aussi pour Bab el-Oued ; mais il fait remarquer que Tiaret a à peine quatre-vingts habitants, et qu'il y a des localités qui demandent d'une manière plus impérieuse cette création. La correspondance fait reconnaître d'abord la nécessité de sept nouvelles succursales, deux dans la province d'Alger, à Novi et à Ponteba, deux dans la province d'Oran, à Saint-Louis et à Kléber, trois dans la province de Constantine, à Mondovi n° 2, à Héliopolis et à Robertville. Indépendamment de ces sept succursales, dont les notes de M. le ministre de l'instruction publique constatent la nécessité et l'urgence, Mgr l'évêque d'Alger entretient à ses propres dépens le curé ou le succursaliste établi à la cité Bugeaud, et il a envoyé à Sidi-bel-Abbès un autre prêtre en payant les frais de son voyage et en lui donnant les secours nécessaires pour qu'il puisse vivre dans cette localité.

Voilà aux yeux de la commission, les seuls renseignements exacts, les seuls renseignements au moins auxquels on puisse attacher quelque importance sur l'utilité de créer de nouvelles succursales : indépendamment des dix-sept succursales qui ont été créées par le budget de 1850, sept succursales demandées par l'évêque, deux succursales demandées pour lui, que le gouverneur général demande et que le ministre de la guerre demande aussi, parce que c'est dans les localités où les prêtres sont entretenus aux dépens de l'évêque lui-même. C'est donc neuf succursales dont nous pouvons et nous devons reconnaître l'utilité. On nous en demande quatorze ; nous n'avons aucune espèce de justification ni même d'indication sur l'utilité de la création de quatorze succursales. Nous reconnaissons avec l'évêque, avec le ministre, la nécessité de la création de neuf. Nous proposons donc à l'Assemblée de voter une somme de 16,200 fr. à ajouter au chap. XIX du budget des cultes pour la création de neuf nouvelles succursales, et nous croyons par là satisfaire à tous les besoins. (Très-bien !)

M. de Rességuier. Je remercie la commission de ce qu'elle a bien voulu faire droit à une partie de notre demande. Ce qui est accordé à l'Algérie est déjà un grand bienfait ; et cependant j'insiste auprès de l'Assemblée pour qu'elle aille au-delà de ce que lui propose l'honorable rapporteur. Je regrette de n'avoir pas là des documents précis, mais je suis à peu près cer-

tain que le gouverneur général et MM. les ministres de la guerre et des cultes ont reconnu l'urgence de la création des quatorze nouveaux titres en question. Veuillez vous souvenir, messieurs, qu'un grand nombre des colonies fondées en exécution du décret du 17 septembre 1848 ont été placées à 5 ou 6 kilomètres des grands centres de population existant déjà, tels que Médeah, Guelma, Milianah et autres; la plupart de ces villes n'ont qu'un prêtre qui suffit à peine aux besoins de ses paroissiens; la charge qu'on lui a imposée de desservir les colonies voisines est tout à fait au-dessus de ses forces; c'est pour cela qu'en outre de neuf desservants dont la commission reconnaît la nécessité, je crois que l'Assemblée ferait bien de créer cinq nouveaux vicariats.

M. le Rapporteur. Je veux faire remarquer à l'Assemblée que pour Médéah et Milianah on ne demande pas des établissements de succursales nouvelles; on demande la création de deux nouveaux vicariats, et la raison qu'on en donne, c'est que, pour ce climat même, la distance de 7 ou 8 kilomètres suffit pour rendre les services éloignés extrêmement difficiles. C'est là seule raison qui ait été donnée dans la note du ministre. A l'égard de Sidi-bel-Abbès la distance est de 50 kilomètres, et c'est pour cela que la nécessité de la création d'une succursale à Sidi-bel-Abès a paru incontestable à la commission.

Je vous ai donné les motifs qui justifiaient ce qui est raisonnable. Aller au delà serait faire une allocation de crédits qui ne recevraient pas d'emploi.

M. le président. M. de Rességuier propose d'ajouter un crédit de 25,200 fr.

M. de Rességuier. La commission reconnaît une partie de ma demande bien fondée; j'insiste pour le reste, parce que j'ai vu moi-même les lieux, parce que j'ai fait moi-même le trajet qui sépare les villes, dont je viens de parler, des colonies agricoles qui sont à la charge du pauvre curé de la ville voisine. J'ai pu me convaincre par moi-même que cette charge est trop lourde. Les colonies ne sont pas desservies, le service religieux ne peut pas y être fait, malgré le zèle des ecclésiastiques. J'insiste, parce que j'ai été témoin des faits.

M. le président. Je mets aux voix le crédit de 25,200 fr. demandé par l'amendement de M. de Rességuier.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je consulte maintenant l'Assemblée sur le crédit de 16,200 fr. consenti par la commission.

(L'Assemblée adopte le crédit de 16,200 fr.—Le chapitre XIX, modifié par l'addition du crédit de 16,200 fr., est ensuite mis aux voix et adopté.)

(Extrait du Moniteur.)

Extrait de la loi du 29 juillet 1850, en ce qui concerne la fixation des dépenses des cultes pour l'année 1851.

Chap. spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
	1re SECTION.—*Service ordinaire.*	fr.	f.
	Administration centrale.		
1	PERSONNEL des bureaux des cultes.	169,900	
2	MATÉRIEL et dépenses diverses des bureaux des cultes.	25,000	235,922
3	Subvention aux fonds des retraites des employés des cultes.	41,022	
	Culte catholique.		
4	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.	1,047,000	
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	32,505,850	
6	Chapitre de Saint-Denis.	69,000	
7	Bourses des séminaires.	1,000,000	
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.	765,000	
9	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.	462,500	38,654,350
10	Entretien, des édifices diocésains.	600,000	
10 *bis*	Grosses réparations des édifices diocésains.	1,100,000	
11	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères.	1,000,000	
12	Secours à divers établissements ecclésiastiques.	100,000	
13	Dépenses accidentelles.	5,000	
14	Restauration de la cathédrale de Paris. . .	»	
	Cultes non catholiques.		
15	Dépenses du PERSONNEL des cultes protestants.	1,169,550	
16	Dépenses du MATÉRIEL des cultes protestants.	84,000	1,417,650
17	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.	16,000	
	Dépenses du culte israélite.	148,100	
	—		
19	Dépenses des cultes en Algérie.		476,800
20	Dépenses des exercices clos.		*Mémoire.*
	2e SECTION.—*Travaux extraordinaires.*		
Unique.	Travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères.		250,000
	TOTAL.		41,034,722

Extrait de la loi du 29 juillet 1850 en ce qui concerne la fixation des dépenses du service du culte dans la marine.

L'allocation portée cette année au budget pour les aumôniers de la marine, est de 55,800 fr.; c'est la même somme que l'année dernière.

Extrait de la même loi en ce qui concerne les dépenses du culte dans les colonies.

Les frais du culte dans les colonies figurent dans le budget de 1851 pour une somme de 525,400 fr. (Voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 165 et suiv. (1).)

---

(1) Lors de la discussion de ce crédit, l'honorable représentant, M. Bissette, est monté à la tribune et a remercié en ces termes l'Assemblée de l'allocation par elle accordée au sujet de la création des trois évêchés des colonies :

Messieurs les représentants, la commission du budget, malgré la stricte économie qui lui a été recommandée par l'état de nos finances, n'a proposé qu'un très-petit nombre de réductions sur le budget des colonies. L'Assemblée reconnaîtra aussi, j'en suis persuadé, la nécessité des crédits demandés; mais tout d'abord, je dois lui exprimer la gratitude de nos compatriotes d'outremer pour l'allocation qu'elle a déjà votée, il y a quelques mois, à l'effet de créer des évêchés dans nos Antilles et la Réunion.

Cette mesure, messieurs, a été accueillie dans les colonies avec une faveur unanime. Les nouveaux évêques, qui sont par leur mérite personnel à la hauteur de leur importante mission, iront exercer leur ministère de paix au milieu de populations dont l'immense majorité est très-facilement accessible à l'influence religieuse. Leur zèle évangélique, le prestige qui s'attache à la haute autorité de l'épiscopat, et l'impulsion heureuse que le clergé colonial recevra de cette autorité stable et vénérée, seront plus efficaces, je ne crains pas de le dire, pour le rétablissement et la consolidation de l'ordre que ne l'aurait été l'envoi de deux ou trois bataillons supplémentaires.

C'est en effet, messieurs, par l'action morale plutôt encore que par le déploiement de la force matérielle qu'on parviendra à conjurer les périls de nos colonies, parce que le mal réside dans les esprits égarés, dans les préjugés ou les passions que fomentent de détestables artisans de haine et de discordes, dans la propagation de doctrines subversives de toute société et indignes d'un peuple libre.

L'établissement des nouveaux évêchés que vous avez décrété aura pour résultat non-seulement de remédier à ce qu'il pouvait y avoir de défectueux dans l'organisation du clergé colonial, mais encore de favoriser le développement de la culture intellectuelle. J'espère que sous le patronage des nouveaux évêques et grâce au concours de la population qui placera en eux une confiance méritée, il se formera bientôt au sein même de nos colonies, quelques établissements d'instruction secondaire, très-vivement désirés par les pères de famille qui ne sont pas assez riches ou assez indifférents au chagrin de la séparation pour envoyer leurs enfants dans les lycées de la métropole.

Extrait de la loi du 29 juillet 1850 *en ce qui concerne la fixation des dépenses de l'instruction publique pour l'année* 1851.

Administration centrale.—Personnel, 367,250; — Indemnités aux employés supprimés, 11,100;—Matériel, 86,000;—Membres de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique et des inspecteurs, 226,000; —Services généraux de l'instruction publique, 104,000;—Ecole Normale supérieure,225,780;—Administration académique, 810,400;—Facultés de Théologie, 115,660;—Facultés de Droit,776,700;—Facultés de Médecine, 702,440;—Facultés des Sciences, 470,700;—Facultés des Lettres,472,696;—Ecoles supérieures de Pharmacie, 164,000;—Dépenses communes à toutes les Facultés. (Remises, accroissement de collections de bibliothèques), 71,100;—Instruction secondaire. (Frais généraux), 87,000;—Instruction secondaire. (Lycées et Colléges communaux), 2,319,200; —Instruction primaire. (Inspection),765,999; — Instruction primaire, (Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget), 5,412,416;—Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds départementaux), 4,431,000;—Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les ressources spéciales des écoles normales primaires), 555,000;—*Sciences et Lettres.* Institut de France, 570,300—Collége de France, 180,000;—Muséum d'Histoire naturelle, 469,780;—Etablissements astronomiques, 121,760;—Bibliothèque nationale. (Dépenses ordinaires, Cours d'archéologie), 289,000; — Bibliothèque nationale. (Crédit extraordinaire.—Annuité), 40,000;—Bibliothèques publiques, 213,900;—Académie nationale de Médecine, 44,200; —Ecoles des Chartes, 35,400;—Ecole spéciale des langues orientales vivantes, et cours d'arabe vulgaire à Marseille, 55,800;—Souscriptions, 120,000;—Encouragements et secours aux savants et gens de lettres, 180,000;—Sociétés savantes, 35,000;—Voyages et missions scientifiques (Ecole française d'Athènes, Lectures publiques du soir), 61,200;—Recueil et publication de documents inédits de l'histoire nationale, 120,000;—Subvention aux caisses de retraite du ministère, 70,000;—Dépenses de l'instruction publique en Algérie, 184,200; — Subvention à la ville de Rennes pour construction d'un édifice destiné au service de l'instruction publique (loi du 20 février 1849), 37,500; — Total des dépenses de l'instruction publique : 21,682,484.

CLERGÉ.—ÉTAT DU PERSONNEL.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu), *à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les*

noms de MM. les vicaires généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er *janvier* 1851 (1).

Jurisprudence.

FABRIQUES.—CONSEIL.—RÉVOCATION.

La révocation d'un conseil de fabrique, prononcée par le ministre des cultes sur la demande de l'évêque et l'avis du préfet, conformément à l'art. 5 *de l'ordonnance du* 12 *janvier* 1825, *ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse.*

Cette décision résulte de l'arrêt ci-après du conseil d'Etat :

Le conseil d'Etat, etc.;

Vu le décret du 30 décembre 1809 ;

Vu l'ordonnance réglementaire du 12 janvier 1825;

Considérant qu'aux termes de l'ordonnance du 12 janvier 1825 (art 5), la révocation d'un conseil de fabrique peut, soit pour défaut de présentation de budget et de reddition de comptes, dans les cas prévus audit article, soit pour toute autre cause grave, être prononcée sur la demande des évêques et l'avis des préfets, par le ministre chargé de l'administration des cultes; que le même article statue qu'il sera alors pourvu à une nouvelle formation du conseil de fabrique, de la manière prescrite par l'art. 6 de décret du 30 décembre 1809 ; que dans l'espèce, c'est sur la demande de l'archevêque de Bordeaux et l'avis du préfet de la Gironde qu'est intervenue la décision attaquée; qu'ainsi, en la forme ladite décision a été régulièrement rendue ;

Considérant que l'appréciation faite par le ministre des circonstances par suite desquelles il a usé du droit résultant pour lui de l'art. 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, ne constitue point un acte contre lequel il puisse être recouru par la voie contentieuse,

Art, 1er. La requête des sieurs Fontan, Delormel, Boussary, Delcamp et Bloy est rejetée.

(*Décision du conseil d'Etat, du* 27 *avril* 1850.)

(1) Voy. le texte de cette circulaire, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 8, et la note qui l'accompagne.

Questions proposées.

ÉGLISES.—TABLEAUX.—VENTE.

Les fabriques sont-elles en droit de vendre les tableaux qui ornent les églises sans avoir au préalable pris l'avis du conseil municipal?

Il s'élève souvent des difficultés entre les conseils de fabrique et les conseils municipaux, au sujet de la vente des objets mobiliers des églises. — Un différend de cette nature existe actuellement entre la fabrique et la commune de C..... A défaut d'autres ressources pour pourvoir à ses besoins, le premier de ces établissements a formé le projet de vendre, sur la mise à prix de 6,000 francs, un tableau placé dans l'église, et il s'occupait déjà de poursuivre cette vente, lorsque le maire a prétendu qu'il n'y pouvait être procédé sans le concours de la commune.

En principe, les fabriques ont le droit de vendre, quand elles le croient utile, les objets mobiliers ordinaires dont il n'est plus possible de tirer parti pour le service du culte. Mais ce droit, d'après la jurisprudence de l'administration des cultes, ne doit pas s'étendre aux objets d'art ou précieux, servant à la décoration et à l'embellissement de l'église. C'est cette règle que la circulaire ministérielle du 27 avril 1839 a eu spécialement pour objet d'établir. Ainsi, dans ce dernier cas, l'avis des conseils municipaux est nécessaire à l'occasion des ventes projetées par les fabriques.

Il ne peut d'ailleurs y avoir aucun doute relativement à la catégorie dans laquelle se trouvent les tableaux. Nous ferons seulement remarquer que ces tableaux sont placés dans les églises pour y servir de décoration et pour inspirer en même temps la piété aux fidèles. Plus ces tableaux sont d'une grande valeur et plus les paroisses qui les possèdent doivent tenir à les conserver. La destination religieuse à laquelle ils ont été affectés s'oppose même à ce qu'on en fasse l'objet d'une spéculation.

D'après cela, les fabriques éviteront autant que possible de mettre leurs tableaux en vente. Il ne peut pas être ici question des tableaux ordinaires dont elles ont fait elles-mêmes l'acquisition, et qu'elles n'ont point attachés à l'église à perpétuelle demeure. Nous voulons parler seulement des tableaux de prix, œuvres d'art, qui font l'admiration des siècles et qu'on ne rem-

place plus dès qu'on a eu le malheur de les aliéner. D'ailleurs, ainsi que nous venons de le dire, la fabrique est obligée par la circulaire du 27 avril 1839 de prendre l'avis du conseil municipal sans quoi l'administration supérieure pourrait s'opposer elle-même à la vente.

Ajoutons que les fabriques, avant d'aliéner leurs tableaux ou autres objets d'art qui ornent leurs églises, doivent toujours se rappeler que lorsque leurs recettes ne suffisent point au paiement de leurs dépenses, il peut être pourvu à cette insuffisance par la commune dans les formes voulues par le décret du 30 décembre 1809.

ÉGLISES.—HORLOGE.—REMONTEUR —NOMINATION.

A qui de la fabrique ou de la commune appartient-il de nommer le remonteur de l'horloge placée dans le clocher de l'église?

Cette question n'est en elle-même susceptible d'aucune difficulté, mais elle n'en est pas moins le sujet de conflits très fréquents entre les fabriques et les communes. Nous reproduirons ici la solution que nous en avons donnée directement à plusieurs de nos abonnés, afin qu'elle puisse être produite et opposée au besoin aux membres des administrations municipales qui seraient encore tentés d'empiéter sur les attributions des fabriques à cet égard. Cette solution s'obtient à l'aide de la distinction suivante : l'horloge appartient-elle à la fabrique? C'est elle qui doit nommer celui qui sera chargé de la remonter. Appartient-elle, au contraire, à la commune? c'est au maire à faire cette nomination, et la fabrique ne doit nullement s'y opposer. Mais, dans ce cas, s'il est nécessaire de passer par l'église pour monter au clocher, et si ce clocher communique avec l'église, le choix du maire doit être agréé par le curé, parce que celui-ci étant le gardien responsable de l'église, il a intérêt à ce qu'aucune personne étrangère au service du culte ne s'y introduise sans son agrément. Si le maire refusait de se soumettre à la règle que nous venons d'énoncer, il sortirait de la légalité et nous conseillerions au curé de fermer le clocher et d'en garder la clef. Il est de jurisprudence constante que lui seul doit avoir la clef de l'église et celle du clocher, et que nul autre n'a le droit d'en avoir une. (Voyez dans ce sens l'avis du comité de législation du conseil d'État du 17 juin 1840 : *Droit civil ecclésiastique*, t. II, p. 548.—Voy. aussi le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 172.) La question du traite-

ment du remonteur est résolue par la même distinction, c'est-à-dire que quand l'horloge appartient à la fabrique, c'est à elle qu'incombe la charge de ce traitement, tandis que lorsque c'est à la commune qu'elle appartient, c'est à cette dernière à le payer. (*Consultant :* MM. Lainé, curé dans le diocèse de Meaux ; Rapatel, curé dans le diocèse de Poitiers ; Bory, curé dans le diocèse de Langres ; Martinet, curé dans le diocèse de Limoges.)

FABRIQUES. — TESTAMENT. — CÉLÉBRATION DE MESSES. — CHARGE DE L'HÉRÉDITÉ.

Lorsqu'un testateur dispose dans son testament qu'il sera pris sur les biens de sa succession une somme de 300 *fr. pour être employée à faire dire des messes pour lui et sa famille, sans désigner la fabrique qui sera chargée de faire célébrer ces services, cette disposition constitue-t-elle un legs fait à la fabrique de la paroisse du défunt?*

Cette question nous a été adressée par M. Barre, curé dans le diocèse du Puy, l'un de nos abonnés. Voici, d'après le consultant, dans quelles circonstances elle se présente.

Par son testament en date du 28 juillet 1849, M. André, demeurant en la commune des Landes, dispose qu'il sera pris sur les deniers de sa succession une somme de 300 fr. qui sera employée à faire prier Dieu tant pour le repos de son âme que pour celles de ses parents décédés. Une clause suivante nomme le Sr Monnet, son cousin-germain, exécuteur testamentaire, et le charge de faire exécuter les dispositions dudit testament.

La sœur dudit André, suivant son testament du 5 septembre 1850, institue le même Monnet son *légataire universel*, et le charge de faire dire également des prières pour une somme de 100 francs.

La fabrique de la commune des Landes, paroisse des testateurs, considérant ces dispositions comme constituant deux legs en sa faveur, est dans l'intention de demander l'autorisation de les accepter ; mais le légataire universel refuse d'en faire la délivrance, attendu, dit-il, que d'après la lettre même des actes de ses parents décédés, c'est à lui à faire dire les prières demandées. Cette prétention est-elle fondée ?

Quand un testateur charge ses héritiers du soin de faire dire des prières pour lui et ses parents décédés, il est naturel de pen-

ser que l'intention du testateur a été qu'elles fussent remplies dans sa paroisse, dans le lieu où il avait son domicile, ses habitudes, et où il était connu. Il ne semble pas moins juste d'appeler la fabrique de ce lieu à profiter de l'avantage qui peut être attaché à la célébration de ces prières. On peut ajouter que s'il n'en était point ainsi, que, si par exemple, l'allégation du Sr Monnet était fondée, l'exécution des clauses testamentaires serait entièrement remise à sa conscience et à sa religion, et que s'il arrivait que ce légataire universel ne partageât pas les convictions religieuses des testateurs, il pourrait, ce qui est à la rigueur très-supposable, se dispenser de remplir leurs intentions à cet égard : tout porte donc à croire que dans le cas qui se présente, les sommes destinées à faire des prières doivent être remises à titre de legs à la fabrique de la paroisse des testateurs, le légataire universel ayant d'ailleurs la faculté de s'assurer que les services religieux seraient exécutés.

Nous ne pensons cependant pas qu'en droit strict cette fabrique puisse obtenir cette remise à titre de legs.

En effet, les dispositions testamentaires dont il s'agit ne contiennent point une fondation proprement dite ; elles ne constituent point non plus des legs à son profit ; car elle n'est nullement désignée, soit pour en profiter, soit pour les faire exécuter. Ces dispositions établissent pour la succession du défunt l'obligation de faire dire des messes ; mais, parce qu'elles ne déterminent ni le légataire auquel elles seront attribuées, ni la paroisse, ni l'église dans laquelle elles devront être célébrées, elles en laissent entièrement l'exécution à la conscience du légataire universel. Il n'y a donc là qu'une simple charge d'hérédité qui ne consacre aucun droit pour la fabrique, et qui rend sa demande en acceptation non recevable.

Cette doctrine est d'ailleurs conforme à la jurisprudence du Conseil d'État.

Il existe à la date du 2 mars 1832 un avis du Comité de l'intérieur qui décide que toutes les fois qu'il résulte des termes du testament que la somme destinée par le testateur à faire dire des messes n'est point laissée à la disposition d'une fabrique particulière, mais à celle d'un exécuteur testamentaire que rien n'oblige à choisir une église plutôt qu'une autre, il ne peut y avoir lieu à accorder une autorisation d'accepter à la fabrique de l'église du testateur, ni à tout autre. La même jurisprudence est aussi suivie par l'administration des cultes. (Décision ministérielle du 13 février 1833.)

La fabrique des Landes ne peut donc pas être considérée comme légataire des Sr et Dlle André, dont les dispositions testamentaires doivent être exécutées ainsi que l'entendra l'héritier institué.

Ajoutons qu'il n'en serait pas de même s'il s'agissait d'une célébration perpétuelle de messes; dans ce cas, il y aurait fondation et par conséquent lieu à l'intervention de la fabrique ; il en faut dire autant du cas où le testateur disposerait en termes généraux : que tout son mobilier ou que tout ou une partie aliquote de ses biens serait employé en services religieux. De pareilles dispositions, à défaut de légataire désigné, équivalent à de véritables legs universels, ou à titre universel, faits au profit de l'établissement chargé par la loi du service des fondations. Or, l'établissement légal chargé du service des fondations, c'est la fabrique. L'acceptation de cet établissement, dans ce cas comme dans celui de fondation perpétuelle, est donc indispensable.

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Masson, Sourdat, Suvigny et de Champeaux,

---

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Février.

Nous rappelons à MM. les marguilliers qu'aux termes de l'article 22 du décret du 30 décembre 1809, ils ont à se réunir en séance ordinaire dans le cours du mois de février. D'après le même article, cette réunion doit avoir lieu à l'issue de la messe paroissiale, dans le local indiqué pour la tenue des séances du conseil. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, page 24.)

MM. les membres du bureau savent qu'ils constituent le petit conseil qui est chargé de tous les détails de l'administration de la fabrique.

Leurs fonctions et leurs devoirs sont en général : 1° de fournir tous les objets de consommation nécessaires à l'exercice et à la dignité du culte; de pourvoir aux achats et aux réparations des ornements et autres objets mobiliers de l'église et de la sacristie (art. 27, décret précité); 2° de faire tous les marchés pour ces objets (art. 28); 3° de dresser le budget et de préparer les affaires qui doivent être porté es au conseil de fabrique; d'exécuter les

délibérations de ce conseil (art. 24, même décret); 4° de veiller à l'acquittement des fondations, suivant les intentions des fondateurs, en sorte que le montant n'en soit employé à aucune autre charge (art. 26, même décret); 5° de constater le jour de la prise de possession des curés et des vicaires salariés par l'Etat (art 1er de l'ordonnance du 13 mars 1832; 6° de nommer et de révoquer, sur la proposition du curé, mais dans les villes seulement, l'organiste, les chantres, les sonneurs, les suisses, les bedeaux et autres employés de l'église (art. 33, même décret); 7° de fixer l'honoraire des prédicateurs, des vicaires et des prêtres habitués (art. 32); 8° d'examiner tous les trois mois les bordereaux à présenter par le trésorier, sur la situation active et passive de la fabrique pendant le trimestre précédent, et de déterminer la somme nécessaire pour le trimestre suivant (art. 34, même décret); 9° de veiller à ce que toutes les réparations soient exactement faites aux bâtiments paroissiaux (art. 41, même décret); 10° de pourvoir sur-le-champ et par économie, c'est-à-dire sans adjudication, en payant eux-mêmes les ouvriers et les matériaux, aux réparations qui n'excéderont pas 50 francs dans les paroisses au-dessous de mille âmes, et 100 francs dans les paroisses d'une plus grande population, non compris les sommes déjà allouées par le budget pour le service du culte (même art.); 11° de faire au conseil un rapport des dépenses qui dépassent cette somme; de faire dresser le devis estimatif, et de procéder à l'adjudication des travaux au rabais et par soumission, après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine (art. 42, même décret; *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1850, page 370); 12° de donner son avis sur les dons et legs qui seraient faits à la fabrique (art. 59); (13° d'affermer, de régir et d'administrer les propriétés de la fabrique; de faire les baux, aliénations, acquisitions, échanges et transactions, en se conformant d'ailleurs aux prescriptions du décret pour ce qui regarde l'intervention du conseil dans ces opérations, l'avis de l'évêque et l'autorisation du gouvernement (art. 62, même décret); 14° d'intenter et de soutenir les procès relatifs aux intérêts de la fabrique, après l'autorisation du conseil de préfecture et délibération du conseil de fabrique (art. 77, même arrêt); 15° de procéder à la concession ou à la location des bancs de l'église, et d'en fixer le prix, après l'approbation du conseil (art. 64, même décret; *Bulletin*, vol. 1849, pages 114, 281 et 282; 1850, page 303); 16° de veiller à la conservation des titres et autres objets appartenant à la fabrique (art. 50, 51

et 54, même décret); 17° de faire deux inventaires, dont l'un doit contenir l'état détaillé de tout le mobilier de l'église, et l'autre de tous les litres de propriété de la fabrique en meubles ou en immeubles, comme contrats d'acquisition, titres de rentes, etc. (art. 55, même décret).

Enfin, de faire tous les actes d'administration journalière relatifs au temporel de l'église, quand ils ne sont pas réservés au conseil.

Dans leur séance mensuelle du mois de février, MM. les marguilliers voudront bien se reporter à la prescription de l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, relative à la comptabilité des trésoriers. D'après cet article, les trésoriers sont tenus de présenter leur compte annuel avec les pièces justificatives au bureau des marguilliers, dans la séance du premier dimanche de mars. Il convient dès lors qu'ils s'occupent dans le courant du mois de février de la préparation de ce compte, afin de ne point se trouver en retard. Tous comprennent assurément l'utilité de cette mesure; mais si quelques-uns oubliaient ou négligeaient de s'y conformer, c'est à MM. les curés et aux marguilliers à le leur rappeler, et ce n'est pas trop de le faire dans la séance de février. Nous avons publié l'année dernière un modèle de compte, en même temps que les dispositions du décret du 30 décembre 1809 qui y sont relatives (voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, page 55 et suivantes).

Dans cette même séance, et lorsque cela n'a point encore été fait, il y a lieu de procéder au choix et à la nomination des prédicateurs de la station du carême, dans les termes de l'art. 32 du décret du 30 décembre 1809.

Nous publierons dans notre prochaine livraison un modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau des marguilliers.

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Loi relative au traité de commerce et de navigation conclu le 5 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne (30 déc. 1850);—Loi relative à la convention littéraire conclue le même jour avec la même puissance (ibid.);—Loi qui ouvre au ministère de la marine et des colonies un crédit supplémentaire de 33,000 fr. pour frais de la liquidation et du règlement de l'indemnité allouée aux colons (2 janv. 1851);—Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 400,000 fr. pour frais d'une nouvelle évaluation des revenus territoriaux (4 janv.);—Loi relative au régime commercial de l'Al-

gérie (11 janv.);—Loi relative à l'exercice de la contrainte par corps contre les représentants du peuple (21 janv.);—Loi relative à un appel de 80,000 hommes sar la classe de 1850, (22 janv.).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Nous avons à enregistrer dans notre chronique religieuse de ce mois le sacre de plusieurs évêques, notamment celui de Mgr Cousseau, évêque d'Angoulême, qui a eu lieu dans la cathédrale de Poitiers, le 29 décembre dernier; celui de Mgr Desprez, évêque de l'île Bourbon, qui a eu lieu à Roubaix, le 5 janvier; celui de Mgr Leherpeur, évêque de la Martinique, qui, a eu lieu à Bayeux, le même jour; celui de Mgr Lacarrière, évêque de la Guadeloupe, qui a eu lieu à Saint-Flour, le 12 du même mois; celui de Mgr Chalandon, coadjuteur de Mgr Devie, qui a eu lieu le même jour à Belley.

Nous enregistrerons encore celui de Mgr Crestin, évêque du nouveau diocèse de Saint-Paul aux Etats-Unis, qui vient également d'avoir lieu à Belley. Ce dernier prélat, qui est natif de Montluc (Ain), a été longtemps missionnaire en Amérique. Il était dernièrement vicaire-général de Mgr Loras, évêque de Dubuque.

—Ont été nommés aux fonctions de vicaires généraux : MM, les abbés Pouillaude et Chrétien, pour l'évêché de Saint-Denis, de la Réunion (colonies); MM. les abbés Philippe, Vallée et Bernard, pour l'archevêché de Cambrai; M. l'abbé Grivel, pour l'évêché de Valence; M. l'abbé Millet, pour l'évêché de Versailles; M. l'abbé Combes, pour l'évêché de Rennes; M. l'abbé Martin, pour l'évêché du Fort-de-France de la Martinique; et M. l'abbé Testard du Cosquer, pour l'évêché de la Guadeloupe.

—Par ordonnance de Mgr Sibour, archevêque de Paris, l'enseignement des cours publics de la Faculté de théologie de Paris, pour l'année scolaire 1851, à la Sorbonne, aura pour objet doctrinal les matières suivantes :

M. l'abbé Receveur, doyen, professeur titulaire de morale, exposera la doctrine et la discipline sur les sacrements, et les règles des actes humains. M. l'abbé Maret, professeur de dogmatique, traitera de l'Eglise et de son action civilisatrice dans l'ordre social. M. l'abbé Glaire, professeur d'Écriture sainte, expliquera les récits de la Genèse, dans leurs rapports avec les sciences naturelles, et discutera les divers systèmes des mythologues. M. l'abbé Ycard, chargé provisoirement du cours du droit canon, traitera des censures ecclésiastiques. M. l'abbé Bargès, professeur suppléant, expliquera le deuxième livre des Rois, le livre de Job, les chapitres chaldaïques d'Esdras; il expliquera de plus les principes fondamentaux de la linguistique hébraïque et chaldaïque. Quant à M. Gerbet, désigné pour le cours d'éloquence sacrée, ses leçons sont encore ajournées, cette année, indéfiniment.

—A l'exemple de M. le préfet de Maine-et-Loire, M. le préfet de l'Ain vient d'adresser aux maires de son département une circulaire par laquelle il les invite à avoir soin que les cahiers des charges des travaux communaux renferment une clause relative à l'interdiction du travail dans les ateliers pendant les dimanches et les jours fériés. Nous ne saurions trop applaudir a la circulaire de M. le préfet de l'Ain.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

Jurisprudence.

COSTUME ECCLÉSIASTIQUE.

I.

La loi civile reconnaît deux sortes de costumes ecclésiastiques: le costume ordinaire, c'est-à-dire celui que les ecclésiastiques portent habituellement et au dehors; et celui qu'ils prennent dans les cérémonies religieuses et dans l'intérieur des églises.

L'art. 43 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802), a ainsi réglé le costume ordinaire : « Tous les ecclésiastiques seront « habillés à la française et en noir. »

« Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale « et les bas violets. »

Cette disposition a été modifiée par l'arrêté des consuls, du 17 nivôse an XII (8 janvier 1804), dont voici les termes :

« Tous les ecclésiastiques employés dans la nouvelle organisa-« tion, savoir : les évêques dans leurs diocèses, les vicaires-géné-« raux et chanoines dans la ville épiscopale, et autres lieux où « ils pourront être en cours de visite, les curés, desservants et « autres ecclésiastiques, dans le territoire assigné à leurs fonc-« tions, continueront à porter les habits convenables à leur état « suivant les canons, règlements et usages de l'Eglise. » (art. 1.)

L'art. 2 de cet arrêté ajoute que « hors les cas déterminés dans « l'article précédent, ils seront habillés à la française et en noir, « conformément à l'art. 43 de la loi du 18 germinal an X. » Mais, ainsi que le fait remarquer M. l'abbé André dans son Cours de législation civile ecclésiastique, cette prescription est tombée en désuétude, et le prêtre, hors de son territoire, peut également porter le costume ecclésiastique, c'est-à-dire la soutane.

La loi ne détermine et ne pouvait d'ailleurs déterminer le costume porté par les prêtres dans les cérémonies religieuses. Voici toutefois ce que contient à cet égard l'art. 42 de la loi précitée du 18 germinal an X :

« Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre : ils ne pourront, dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques. »

Telles sont les dispositions du droit sur la matière.

II.

Les laïques peuvent-ils impunément revêtir en public le costume ecclésiastique?

Non. Quand la loi autorise un costume, elle s'engage à le protéger contre les insultes, les injures, et même contre les actes de ceux qui voudraient se l'approprier sans droit et sans caractère. (*Lettre du 14 messidor an X.*) Il en doit être de même des ornements sacerdotaux dont les ecclésiastiques n'usent que dans les cérémonies religieuses. C'est pourquoi l'art. 259 du Code pénal statue que « toute personne qui aura publiquement porté un cos-« tume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartient « pas... sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.» C'est d'après cela qu'il a été décidé plusieurs fois par les tribunaux que le port, par un individu qui n'a pas été ordonné prêtre, de divers ornements faisant partie du costume du prêtre de l'Eglise catholique romaine, constitue le délit prévu et puni par l'art. 259 du Code pénal. (Voyez, dans ce sens, jugement du tribunal correctionnel de Versailles, du 8 septembre 1836 ; arrêt de la Cour royale de Paris du 13 décembre de la même année ; jugement du tribunal correctionnel de Muret, du 8 décembre 1838 ; *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 33.)

Ce point de jurisprudence a d'ailleurs été consacré par la Cour de cassation, dans un arrêt du 22 juillet 1837, dont voici la teneur :

« LA COUR ; — Attendu, sur le premier moyen présenté par le « réclamant, que l'art. 259 du Code pénal punit d'emprisonnement « toute personne qui aura porté un costume qui ne lui appartiendra « pas ;

« Que le jugement attaqué établit en fait que le réclamant, non « ordonné prêtre de l'Eglise catholique romaine, s'est montré publi-« quement, dans la réunion du 12 mars dernier, revêtu d'ornements « et d'habits à l'usage des prêtres de cette Eglise dans l'exercice « de leurs fonctions ;

« Que le droit, pour les ministres de tous les cultes, de conserver « leur costume dans les cérémonies religieuses, a été consacré par « l'art. 9 du titre Ier de la loi du 18 août 1792 (1) ;

---

(1) Cet article est ainsi conçu : « Les costumes ecclésiastiques, religieux

« Que les habits et ornements dont parle le jugement ont été re-
« connus appartenir aux prêtres catholiques romains par l'art. 42
« de la loi du 18 germinal an X ;

« Que, dès-lors, le fait mis à la charge du réclamant rentrait dans
« les prévisions de l'art. 259 précité, et qu'il lui a été fait une légale
« application des dispositions de cet article ;

« Rejette le pourvoi, avec amende et dépens. »

III

L'évêque a-t-il le droit de défendre au prêtre par lui interdit de porter l'habit ecclésiastique ?

Un prêtre, interdit par sentence de l'officialité, du droit de porter cet habit, et qui continue à le porter, est-il passible des peines de l'art. 259 du Code pénal ?

Lorsqu'une sentence épiscopale ou officiale, rendue en cette matière, a été frappée d'appel devant l'archevêque métropolitain, le ministère public est-il recevable, nonobstant cet appel, à poursuivre l'exécution de cette sentence ?

La solution de ces questions ne saurait être douteuse. En ce qui concerne l'évêque, on ne peut lui contester le droit de réduire un mauvais prêtre à la communion laïque, et même de l'excommunier ; à plus forte raison, doit-on lui reconnaître le droit de faire déposer l'habit ecclésiastique à celui qui le souille et le profane.

En ce qui touche le fait même du prêtre qui contrevient à la défense de l'évêque, nous dirons avec l'abbé Dieulin (*Guide des Curés*) que quiconque ne fait plus partie de l'état ecclésiastique a perdu le droit d'en porter les insignes, et ne pourrait plus revêtir la soutane sans donner lieu à l'application de l'art. 259 du Code pénal. On comprend, en effet, que s'il était permis à un prêtre dégradé et immoral de produire en public le costume sacerdotal en le profanant par des actes irréligieux ou tout-à-fait inconvenants, ce serait livrer la religion de la majorité des Français à la risée et au mépris populaire. Le clergé ne jouirait plus alors de la protection que lui assure la constitution ; ou plutôt cette protection serait illusoire et menteuse. On soutiendrait vainement que la soutane est le symbole du caractère, qui est indélibile. Cela n'est

---

« et des congrégations séculières, sont abolis pour l'un et l'autre sexe ;
« cependant les ministres de tous les cultes pourront conserver le leur pen-
« dant l'exercice de leurs fonctions, dans l'arrondissement où ils exer-
« cent. »

pas, puisque la soutane est aussi l'habit du petit séminariste qui n'est même pas tonsuré. Lors donc que l'évêque, chef suprême du sacerdoce dans son diocèse, a défendu à un prêtre comme à un clerc tonsuré de porter l'habit ecclésiastique, l'infraction à cette défense constitue le délit prévu par l'art. 259 du Code pénal, et le ministère public ne doit point hésiter à en poursuivre la répression. (Voy. le *Cours alphabétique de législation civile ecclésiastique*, v° COSTUME.)

En ce qui touche la recevabilité de la poursuite du ministère public nonobstant l'appel porté devant le métropolitain, cette poursuite est parfaitement régulière; car s'il est admis en principe que l'appel est en général suspensif, c'est également une règle consacrée par le droit canonique qu'une sentence épiscopale est toujours exécutoire par provision, dans les causes criminelles et dans celles où il s'agit de correction ou d'incapacité (1).

Ces questions viennent, au surplus, de s'élever dans le diocèse de Montpellier, et elles ont été décidées dans le sens que nous venons d'indiquer. Voici dans quelles circonstances elles se sont présentées :

Le sieur F..., prêtre du diocèse de Montpellier, a été, par sentence du 1^er^ mai 1850, émanée de l'officialité instituée auprès de l'évêque de ladite ville, « déclaré privé du droit de porter l'habit ecclésiastique et condamné à s'en dépouiller immédiatement après la signification de ladite sentence. »

Cette décision, rendue au nom de l'évêque de Montpellier par son vicaire général en qualité d'official du tribunal ecclésiastique, est motivée sur divers faits d'escroquerie et d'abus de confiance de la part du prévenu.

Celui-ci, ayant reçu notification de cette sentence, en a relevé appel devant l'archevêque métropolitain d'Avignon, et n'en a pas moins continué à porter l'habit ecclésiastique.

Instruit de ces faits par Mgr l'évêque, le ministère public a fait citer le sieur F... devant le tribunal correctionnel pour se voir faire l'application des peines prononcées par l'art. 259 du Code pénal « contre toute personne qui aura publiquement porté un costume qui ne lui appartient pas. »

Ce tribunal a rendu le jugement suivant :

« Sur la fin de non-recevoir proposée par l'abbé F... et prise de l'appel par lui relevé de la sentence du 1^er^ mai 1850, qui lui interdit

---

(1) Voy. Concile de Trente, sess. 24, ch. 10, *De reform.*

de porter l'habit ecclésiastique, laquelle sentence sert de base à l'action du ministère public:

« Attendu que les effets de l'appel formé par le sieur F... sont réglés dans la cause par l'ordonnance épiscopale, portant institution et règlement de l'officialité pour le diocèse de Montpellier, en date du 15 décembre 1849, dont l'art. 41 est ainsi conçu : « L'appel est « de sa nature suspensif; néanmoins, selon le droit, la sentence est « exécutoire nonobstant appel, dans les causes criminelles et dans « celles où il s'agit de correction ou d'incapacité ; »

« Attendu que le droit canonique auquel se réfère cette disposition est de tout point conforme à cette disposition elle-même, ainsi que cela résulte des décisions de divers conciles rapportés par Van-Espen, *Jus ecclesiasticum*, t. 2, p. 358 et suiv., et de l'opinion unanime des auteurs qui ont écrit sur la matière ;

« Attendu que par ces mots de l'art. 43 précité : « Causes criminelles et celles où il s'agit de correction, » on doit entendre en premier lieu non-seulement les causes criminelles proprement dites, suivant la définition légale et limitative du Code pénal ordinaire, mais toutes les causes où il s'agit de condamnations pénales quelconques, encourues, soit pour crime, soit pour délit, d'après le droit commun, et, en second lieu, les causes où, sous le rapport de la conduite privée du prêtre, il y a, et par suite, nécessité de correction, manquement à la morale, à la différence de celles où il est question, par exemple, d'infractions en matière de foi, d'orthodoxie, de refus de sacrement et autres semblables ;

« Et attendu, en fait, qu'il suffit de parcourir le texte de la sentence du 1er mai 1850 pour se convaincre qu'elle a été rendue tout à la fois pour cause criminelle et pour cause de correction, puisqu'il y est question, d'une part, de condamnations prononcées contre le sieur F... par l'autorité civile pour délit ordinaire, et d'autre part, de nombreux faits d'escroquerie, d'abus de confiance et d'indélicatesse commis par lui envers diverses personnes ;

« Attendu dès lors qu'à un double titre la sentence du 1er mai 1850 est exécutoire par provision, nonobstant appel, et que le ministère public est recevable en l'état à s'en prévaloir ;

« Attendu qu'il appartient essentiellement au tribunal devant lequel l'exécution de cette sentence est poursuivie, quant à ses effets civils, et qui est compétent pour en connaître, et qui a d'ailleurs plénitude de juridiction, de décider si elle est exécutoire ou non par provision ; que le juge de l'exécution est juge de l'exception opposée à cette exécution même ; qu'en décider autrement et renvoyer la connaissance de cette difficulté à une autre juridiction, serait violer les règles de la compétence et méconnaître précisément le caractère de cette décision, en attribuant à l'appel qui en a été relevé l'effet suspensif que la loi de la matière a entendu lui refuser ;

« Qu'il y a donc lieu de rejeter la fin de non-recevoir, et de passer outre à l'examen du fond ;

« Au fond :

« Attendu qu'en principe les Evêques tiennent du Concordat, promulgué comme loi de l'Etat le 8 germinal an X, le droit de juridiction sur les prêtres de leur diocèse, saufrecours de ceux-ci devant l'Archevêque métropolitain (art. 9, 10, 14 et 15 de la loi du 18 germinal an X);

« Attendu que, tant par sa nature même qu'en vertu des art. 6 et 26 de la loi organique du Concordat, qui place le prêtre catholique sous l'empire des canons reçus en France, et aux termes formels de l'art. 34 de l'ordonnance épiscopale du 15 déc. 1849, qui régit spécialement le diocèse de Montpellier, ce droit de juridiction des Evêques comporte de leur part l'application des peines disciplinaires et canoniques ;

« Attendu qu'au nombre des peines canoniques figure l'interdit partiel ou total;

« Attendu que la privation du droit de porter l'habit ecclésiastique rentre évidemment dans cette dernière espèce de peine et constitue un *interdit partiel* des priviléges du prêtre ;

« Que c'est là, en effet, une sorte de *dégradation* du genre de celles que prévoient les lois canoniques, et dont le cérémonial, réglé par le pontifical romain, conformément aux décrétales du pape Boniface VIII (rapportées par Van-Espen, t. II, p. 373-374), consiste à dépouiller le prêtre de tout insigne clérical, et à le revêtir de l'habit laïc : « Degradandus indumentis sacerdotalibus si sacerdos sit « indutus vel diaconalibus si sit diaconus et sic de reliquis ordinibus « et indumentis affertur pontifici. Pontifex vero detrahit ille sigil- « latim omnia insignia, sive sacra ornamenta quæ in ordinum suscep- « tione recepit et demum exuit illum habitu clericali et induit « laïcali... » D'où la conséquence que la dégradation s'étend, contrairement à ce qui a été prétendu par le sieur F..., non-seulement à la déposition des ornements sacerdotaux, mais à celle de l'habit ecclésiastique lui-même ;

« Attendu que l'exercice d'une fonction est indépendant du titre qui a conféré cette fonction; que le caractère du prêtre, qui est d'institution divine, n'est pas inséparable de l'habit, qui n'est que d'institution humaine, et que ce caractère indélébile n'empêche pas plus que le prêtre soit privé du droit de porter le vêtement ecclésiastique qu'il ne s'oppose à ce qu'il soit interdit du droit de dire la messe et d'administrer les sacrements;

« Attendu, sous un autre rapport, qu'on objecte vainement que la sentence de condamnation rendue contre le sieur F... l'a été, non par l'Evêque lui-même et en vertu du pouvoir qu'il tient de la loi et qui lui est propre, mais par le tribunal de l'officialité, institution

abolie par le décret du 7 septembre 1790 (art. 13), et non rétablie depuis lors ;

« Attendu à cet égard que la juridiction des anciennes officialités s'étendait à la fois sur les matières spirituelles, qui appartiennent par leur nature à l'autorité épiscopale, et sur des matières temporelles, dont les rois de France avaient attribué la connaissance à cette juridiction.

« Que, sans doute, cette dernière partie de la juridiction des officialités, celle qui touche au temporel, a été supprimée par la loi du 7 septembre 1790, et ne pourrait être rétablie que par une loi nouvelle ; mais que cette institution, renfermée dans les limites de la juridiction spirituelle, et destinée uniquement à régler la forme intérieure de procéder de l'autorité disciplinaire des Evêques, n'a rien de contraire aux lois existantes, puisqu'aucune d'elles ne s'est occupée de tracer la manière dont cette autorité serait exercée ; que cette institution est même favorable aux intérêts du clergé inférieur, auquel il offre de grandes garanties pour une bonne administration de la justice ;

« Que c'est ainsi que la question a été résolue par un avis du conseil d'Etat du 22 mars 1826, rapporté par Cormenin (*Appendice aux questions de droit administratif*, p. 8), décision conforme à l'opinion de ce dernier auteur et à celle de Mgr Sibour, archevêque de Paris, dans ses *Institutions diocésaines*, p. 416 et suivantes ;

« Attendu, d'ailleurs, qu'il est à remarquer que le tribunal de l'official qui a prononcé la sentence dont il s'agit a été présidé par un vicaire-général de l'Evêque, son remplaçant légal d'après le concordat, délégué à ces fins par le prélat lui-même et rendant la justice en son nom ; qu'enfin il résulte de tous les documents et actes de la cause, que l'Evêque a ratifié cette décision et se l'est appropriée, de telle sorte qu'on doit la considérer comme étant l'œuvre personnelle de l'Evêque, au nom duquel elle a été rendue ;

« Attendu qu'il suit de ce qui précède que la sentence du 1er mai 1850 émane d'une autorité légale, agissant dans le cercle de ses attributions, et que cette sentence est revêtue des formes substantielles nécessaires à sa validité ;

« Attendu qu'il suffit que la décision dont s'agit réunisse les caractères qui viennent d'être énoncés pour que le tribunal, sans s'immiscer en rien dans l'appréciation du bien ou mal jugé de cette décision, appréciation qui n'est pas de sa compétence, en ordonne l'exécution, quant à ses effets civils seulement, si ces derniers trouvent leur sanction dans les dispositions du droit commun ;

« Attendu que, si dans la plupart des cas, les peines émanant de la juridiction ecclésiastique sont des peines purement spirituelles et morales, dépourvues de toute coercition légale, il en est certaines auxquelles sont attachés des effets temporels, que reconnait et que

consacre la loi civile et auxquels elle prête l'appui de son pouvoir;

« Et attendu qu'aux termes de l'art. 259 du Code pénal, est passible de la peine édictée audit article toute personne qui aura porté publiquement un costume qui ne lui appartenait pas ;

« Attendu qu'en vertu de la sentence épiscopale du 1er mai 1850, le sieur F... ayant été privé du droit de porter l'habit ecclésiastique, ce costume a dû être considéré, depuis la signification de ladite sentence, comme ne lui appartenant pas, et le sieur F... lui-même assimilé sous ce rapport à un simple laïque ;

« Attendu que l'existence du costume particulier aux ecclésiastiques a été consacrée par la loi civile, notamment par l'art. 43 du décret organique du culte, du 26 messidor an IX, faisant suite au concordat, par le décret du 3 avril 1809 et par l'ordonnance du 16 juin 1828 ;

« Attendu que, par costume ecclésiastique, on doit entendre évidemment, non pas, comme le prétend le sieur F..., le costume civil (l'habit à la française, prescrit par l'art. 13 de la loi du 26 messidor an IX, lequel ne se distinguerait nullement du costume ordinaire des laïques, et ne fut imposé passagèrement aux ecclésiastiques qu'à raison des circonstances exceptionnelles dans lesquelles on se trouvait alors, mais le costume antique et traditionnel du clergé, celui que les prêtres portent aujourd'hui et ont porté de temps immémorial, celui que l'art. 5 du décret du 9 avril 1809 et l'ordonnance royale du 16 juin 1828, concernant les séminaires et écoles ecclésiastiques, ont reconnu et consacré de nouveau, celui enfin que le sieur F... porte en ce moment, et qu'il demande à conserver ;

« Attendu que l'appui que prête dans le cas actuel la loi commune aux prescriptions de la loi ecclésiastique se concilie parfaitement avec la protection dont notre droit public entoure la religion et l'exercice du culte catholique, puisqu'on voit inscrites à l'art. 8 du préambule de la Constitution de 1848 ces paroles : « La République doit protéger le citoyen dans sa personne, sa famille et sa religion;» et à l'art. 7 du chapitre 2, concernant les droits des citoyens garantis par la Constitution : « Chacun professe librement sa religion, et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection ;»

« Attendu que cette protection n'existerait pas ou serait inefficace s'il était permis à toute personne, au simple laïque comme au prêtre qui en aurait été jugé indigne par ses supérieurs, de revêtir les insignes de la prêtrise et de s'en servir soit pour accomplir avec plus de facilité certains délits, soit pour en faire un objet de dérision ou de scandale ;

Et attendu, en fait, qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par le commissaire de police de la ville de Montpellier et des aveux du prévenu lui-même, qu'il a, depuis la signification à lui faite le 7 mai

dernier de la sentence épiscopale du 1er du même mois, jusqu'à ce jour, continué à porter publiquement l'habit ecclésiastique; que par là il a contrevenu aux dispositions de l'art. 259 du Code pénal;

« Attendu toutefois qu'il existe des circonstances atténuantes;

« Par ces motifs,

« Le tribunal condamne le sieur F... à la peine de 50 fr. d'amende et aux dépens, par corps. »

(*Jugement du tribunal correctionnel de Montpellier, du 31 décembre* 1850.)

IV.

Le jugement que nous venons de rapporter consacre des décisions fort importantes à recueillir. Il ne reconnaît pas seulement que l'évêque a le droit de défendre à un prêtre interdit de porter l'habit ecclésiastique, et que lorsque ce prêtre résiste à cette défense il se rend coupable d'un délit susceptible d'être poursuivi par le ministère public. Il reconnaît encore que le costume ecclésiastique légal n'est pas le costume civil (l'habit à la française) prescrit par l'art. 43 de la loi du 18 germinal an X, et qui ne fut imposé que passagèrement aux ecclésiastiques à raison des circonstances exceptionnelles de l'époque, mais bien le costume antique et traditionnel du clergé. Mais il y a un autre point qui ne manquera pas de frapper l'attention de nos lecteurs, c'est qu'il reconnaît que les officialités, qui ont été abolies par l'art. 13 de la loi des 7-11 septembre 1790 ont pu être légalement rétablies par les évêques, en ce qui touche la juridiction spirituelle et disciplinaire, que les décisions rendues par ces officialités dans les limites de cette juridiction sont pleinement obligatoires, et que l'exécution en doit être assurée par les tribunaux, quant à leurs effets civils, s'ils trouvent leur sanction dans les dispositions du droit commun.

En fait les officialités sont d'ailleurs aujourd'hui rétablies en France dans la plupart des diocèses ; et bien que ce rétablissement n'ait été expressément consacré par aucune disposition légale, cependant on peut dire que cette ancienne juridiction ecclésiastique, envisagée seulement au point de vue du spirituel et de la discipline, trouve sa raison d'être dans les dispositions des art. 9, 14, 15 et 30 de la loi du 18 germ. an X, qui ont rétabli les évêques et archevêques dans le plein exercice de leur juridiction spirituelle

et disciplinaire. Si les officialités ainsi rétablies n'ont, à vrai dire, aucune existence légale, rien n'empêche donc qu'elles existent, sinon comme tribunaux ayant pouvoir de rendre des jugements, du moins comme conseil de l'évêque, dans les jugements qu'il aurait à rendre lui-même, et qui, dès lors, tiendront de lui seul leur effet ou leur force exécutoire. On peut même ajouter que l'existence des officialités, dans cette limite de compétence, a été implicitement reconnue en plusieurs circonstances par le Gouvernement lui-même, notamment par l'empereur Napoléon, lorsque, en 1810, voulant faire prononcer la nullité de son mariage avec l'impératrice Joséphine pour former une autre union avec une archiduchesse d'Autriche, il s'adressa à *l'officialité* de Paris... *V.* à cet égard le *Cours* ou *Dictionn. de droit canon* de l'abbé André (1844), v° *Officialités*, § 4, où se trouvent cités d'autres exemples.—Voici, au surplus, quant à l'existence et à la juridiction de ces tribunaux ecclésiastiques et au caractère de leurs décisions, comment s'en explique M. Louis Dufour, dans son *Tr. de la police des cultes*, p. 583 : « De nos jours, la juridiction des évêques sur le personnel ecclésiastique émane personnellement et directement d'eux. Ils peuvent, sans doute, réunir un conseil dont ils empruntent les lumières; ils peuvent lui soumettre leurs décisions, accepter les siennes, lui abandonner volontairement la mission de préparer et de formuler les sentences; mais à eux seuls appartient le droit de les prononcer, de les sanctionner, de leur conférer, en un mot, un caractère légal. Toute juridiction qui ne s'exercerait point au nom de l'évêque, qui serait attribuée *extérieurement* à un délégué, passerait aux yeux de l'autorité civile pour irrégulière et non avenue; le concours de la puissance temporelle lui serait refusé. » — On peut voir également, dans le même sens, M. Cormenin. *Droit adm.*, 4e édit. Append., v° *Appel comme d'abus*, n. 14, et M. Vuillefroi, *De l'adm. des cultes*, p. 403, qui cite à ce sujet une décision inédite du conseil d'Etat du 2 nov. 1835.—Voy. aussi, sur le fait ou l'opportunité du rétablissement des officialités, un avis du conseil d'Etat du 22 mars 1826, rapporté par M. Cormenin, *ubi sup.*, n. 7, le *Dictionn. du droit canon* précité *ubi sup.*, l'opinion de Mgr Sibour (aujourd'hui archevêque de Paris), citée dans le jugement que nous rapportons, et le rapport de M. Pradié au comité des cultes en 1848 (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 55 et 85. (*Recueil de M. de Villeneuve*, vol. 1851, 2e part. page 40.)

Questions proposées.

LEGS.—CURÉS SUCCESSIFS.—CONDITIONS.—CASUEL.

Le legs fait aux curés successifs d'une paroisse, sous la condition qu'ils renonceront au casuel, est-il susceptible d'être autorisé par le gouvernement ?

Nous ne le pensons pas. L'art. 69 des articles organiques du culte catholique porte :

« Les évêques rédigeront les projets de règlements relatifs aux « oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir « pour l'administration des sacrements. Les projets de règlement « rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement « mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouver- « nement. »

Or, il résulte des termes de cet article que le produit des oblations constitue un droit au profit des ministres du culte. La condition de renoncer à ce droit serait donc contraire à la loi précitée. Cela ne ferait, toutefois, aucune difficulté s'il ne s'agissait que du curé actuel, mais il faut remarquer que la condition s'étend à tous ses successeurs. Ainsi un seul curé interviendrait pour accepter, et par son acceptation il aliénerait les droits de tous les curés futurs. Ce résultat est inadmissible. Le droit au casuel existe pour ceux-ci en vertu d'une loi, et ils n'en peuvent être dépouillés par l'effet d'une convention dans laquelle ils n'ont point été partie, et ce, alors même que cette convention recevrait l'approbation du gouvernement.

Il serait néanmoins possible, en droit, d'autoriser l'acceptation de ce legs, en ne tenant aucun compte de la condition sous laquelle il a été fait. Cette condition est contraire à la loi, et d'après l'art. 900 du Code civil elle doit être réputée non écrite. Mais si le testament est précis, si le testateur a formellement déclaré qu'il entendait faire dépendre sa libéralité de l'exécution de sa condition, il ne conviendrait point de profiter de sa libéralité en méconnaissant ses intentions. La position du curé qui aurait été autorisé à accepter purement et simplement un pareil legs deviendrait certainement très-embarrassante dans un grand nombre de cas, et celle de ses successeurs ne serait pas plus facile ;

en sorte que, toutes considérations faites, il y a lieu de croire que le gouvernement n'en autorisera point l'acceptation. On peut d'ailleurs voir dans le sens de cette opinion un avis du conseil d'Etat, du 20 août 1840, qui a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'accorder cette autorisation.

(*Consultant* : M. Riglet, curé dans le diocèse de Blois.)

PAIN BÉNIT.—FOURNITURE.—DISTRIBUTION.

A qui, de la fabrique ou des paroissiens, incombe la charge de fournir le pain à bénir pour les messes paroissiales?

La distribution de ce pain bénit dans l'église rentre-t-elle dans les attributions des marguilliers, et ceux-ci peuvent-ils s'opposer à ce que ceux qui l'ont offert le distribuent eux-mêmes aux fidèles?

En cas de contestation, à qui appartient-il de désigner ceux qui doivent faire cette distribution?

1° En ce qui concerne la fourniture du pain bénit :

L'usage de distribuer aux fidèles du pain bénit aux messes paroissiales est fort ancien dans l'Eglise. C'est une image des eulogies qui avaient lieu dans la primitive Eglise, et qui consistaient en différents mets bénits que l'on donnait aux fidèles assemblés comme une espèce de supplément de l'eucharistie, ou que l'on envoyait aux absents en signe de communion. Cette cérémonie fut expressément recommandée au neuvième siècle dans l'Eglise latine par le pape Léon IV, par un concile de Nantes et par plusieurs évêques, qui ordonnèrent aux fidèles de le recevoir avec le plus profond respect.

L'offrande du pain à bénir avait été considérée par l'ancienne législation comme obligatoire pour les fidèles. Nous voyons, en effet, par l'art. 72 du règlement du 2 avril 1737, rendu pour la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, qu'il devait être tenu un registre par rues et maisons, des habitants qui auraient rendu le pain bénit. Ce registre devait faire mention du jour où chacun d'eux l'avait rendu, et être représenté tous les quinze jours au bureau ordinaire, pour veiller à ce que chacun des habitants s'acquittât de ce devoir à son tour, et qu'il n'y eût ni omission ni préférence; et à cet effet, les bedeaux devaient, deux ou trois jours avant de porter le chanteau, avertir le marguillier en

charge des noms, qualités et demeures de ceux qui étaient en tour de rendre le pain bénit. Cette règle avait aussi été écrite dans l'art. 57 du règlement du 11 juin 1739, rendu pour Saint-Germain-en-Laye, et dans l'art. 43 du règlement du 20 juillet 1747 pour Saint-Louis, de Versailles.

Lorsqu'un paroissien refusait de fournir le pain bénit à son tour, il était ordonné aux marguilliers de le faire rendre à ses frais; et pour cela ils étaient autorisés à employer une certaine somme proportionnée à la qualité du refusant. C'est ce qui a été jugé par une sentence du Châtelet, du 16 mars 1737, qui condamna un particulier à rendre le pain bénit en la manière ordinaire en la paroisse de la Madeleine-de-la-Ville-l'Evêque, au jour qui lui serait marqué par les curé et marguilliers, et qui à défaut de ce faire autorisa le marguillier comptable à employer jusqu'à la concurrence de huit livres pour subvenir à cette dépense. (Voy. Jousse, *Traité du gouvernement des paroisses*, p. 87.)

Jousse rapporte que l'on obligeait aussi à offrir une seconde fois le pain bénit ceux qui, par affectation ou par tout autre sentiment, en présentaient un au-dessous de leur état et contre l'usage observé dans la paroisse, et il ajoute que plusieurs arrêts ont été rendus en ce sens.

Toutefois, aujourd'hui, si les fidèles se font encore un devoir de se conformer à l'ancien usage, ce n'est plus pour eux une obligation de droit; et quand ils manifestent l'intention de s'en affranchir, il n'y a aucun moyen de les y contraindre.

Il n'y a sans doute point en France de paroisse régulièrement établie où les habitants refusent en général de rendre le pain bénit. Mais s'il en existait quelqu'une, les fabriques ne doivent point oublier qu'elles en doivent faire elles-mêmes l'offrande à leurs frais. Tel est le sentiment de Le Besnier, *Législation des Fabriques*, et de l'abbé Dieulin, *Guide des Curés*. Ces fabriques ont d'ailleurs plusieurs moyens d'alléger pour elles cette obligation. Le premier consiste à faire dans l'église des quêtes pour cet objet, en se conformant toutefois aux prescriptions de l'article 75 du décret du 30 déc. 1809. Le second consiste à porter dans le cahier des charges dressé pour les concessions des bancs et places dans l'église que chaque concessionnaire ou locataire sera tenu de rendre à son tour le pain bénit. Cette stipulation, qui est très-légale, est faite dans un grand nombre de paroisses. Nous croyons qu'elle est bien inutile dans celles où les fidèles ont encore le sentiment de leurs devoirs religieux; mais là où les

fabriques éprouvent quelque résistance, elles feront très-bien de ne la point négliger, parce qu'elle lie les concessionnaires et qu'elle contribue ainsi à l'accomplissement d'un usage dont l'objet est toujours d'entretenir la concorde et l'union parmi les fidèles.

2° En ce qui concerne la distribution du pain bénit dans l'église :

Cette question ne saurait être douteuse. Le pain bénit est une offrande faite à l'église. Or, c'est une règle consacrée par le droit que l'offrande faite à l'église est administrée par les marguilliers. C'est donc à eux qu'il appartient de la distribuer aux fidèles.

Il suit de là que si le soin de cette distribution fait partie de l'administration de la paroisse, ceux qui fournissent le pain bénit ne sauraient prétendre l'effectuer eux-mêmes. Pour que cela fût possible, il faudrait que le curé et les marguilliers y eussent donné leur consentement ; mais nous ne pensons pas qu'il soit sage et prudent d'adopter cette mesure à cause de la diversité des personnes qui pourraient être appelées à faire cette distribution, et des inconvénients qui pourraient en résulter.

3° En ce qui concerne le choix de la personne qui sera chargée de distribuer le pain bénit :

Nous estimons qu'il appartient au curé, toutes les fonctions des employés de l'église, en tant qu'elles ont quelque chose de relatif aux cérémonies du culte, ne pouvant être exercées que sous son approbation. C'est aussi à lui qu'il appartient de régler l'ordre dans lequel le pain bénit doit être présenté et de désigner le lieu et le moment de l'office où la distribution en doit être faite aux fidèles.

Délibéré à Paris par MM. Béchard, l'abbé André, Masson, Sourdat, Tripet, Suvigny et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Mars.

Réunion mensuelle des membres du bureau des marguilliers, le dimanche, 2 mars. (Art. 22 du décret du 30 déc. 1809.)

Dans cette séance, présentation par le trésorier, au bureau, de son compte annuel avec les pièces à l'appui. (Art. 85 du même

décret.) En déposant ce compte avec les pièces justificatives, le trésorier est en droit de demander un récépissé que le président du bureau ou l'un de ses membres est tenu de lui remettre. (Même art. 85 (1).)

Examen immédiat par le bureau de ce compte, et préparation du rapport qui doit en être présenté au conseil de fabrique dans sa séance de *Quasimodo*. (Même article.)

Le bureau doit toujours mentionner la présentation du compte, et sa réception, dans le procès-verbal de sa séance. (Voyez nos observations sur ces divers points, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 52 et 53; 1850, p. 54 et suiv.)

Après cet examen, préparation du budget de l'année 1852, qui doit être voté par le conseil dans cette même séance de *Quasimodo*. (Voy. le modèle de budget que nous avons donné l'année dernière, et nos observations, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 53; 1850, p. 78 et suiv.)

Il peut y avoir aussi lieu, dans la séance de mars, d'appeler l'attention des membres du bureau sur les contributions auxquelles la fabrique pourrait avoir été indûment imposée. Le délai pour réclamer est de trois mois, à partir de l'émission du rôle. Il est toujours facile de connaître la date de cette émission en consultant l'arrêté rendu par le préfet à cet égard. (Voy. nos observations, *Bulletin*, vol. 1849, p. 52.)

Nous avons donné, pendant les années 1849 et 1850, plusieurs indications concernant les contributions qui ne peuvent être mises à la charge des fabriques. Nous avons aussi fait connaître celles dont MM. les curés sont affranchis. Sans répéter tout ce que nous avons dit à ce sujet, nous rappellerons que la contribution foncière n'est pas due pour les édifices consacrés au culte, les archevêchés, les évêchés, les séminaires, les maisons communes, les presbytères et jardins y attenant, les cimetières, les maisons d'écoles appartenant aux fabriques, *Bulletin*, vol. 1849, p. 54 et 274, mais qu'elle l'est pour les biens appartenant aux communes, aux évêchés, aux chapitres, aux séminaires, aux fabriques, aux cures et aux succursales, *ibid.*, p. 275;—qu'il y a exemption de la contribution des portes et fenêtres pour les bâtiments servant d'église ou d'école, même lorsque ces bâtiments sont loués par l'administration, *ibid.*, p. 54; que le curé n'est pas exempté de la contribution des portes et fenêtres, ni de la contribution person-

---

(1) Voy. ci-après un modèle de ce récépissé.

nelle et mobilière, ni de la prestation pour les chemins vicinaux, *ibid.*, p. 274 ; 1850, p. 248 ;—que le curé qui dessert à la fois les églises de deux communes, ayant chacune un presbytère, ne peut être imposé à la contribution des portes et fenêtres que pour celui de ces presbytères qui sert à son habitation personnelle, *ibid.*, p. 47 ;—que le curé ou desservant qui a quitté une commune avant le premier janvier n'y doit aucune contribution, à moins qu'il n'ait pas été imposé dans la commune où il s'est transporté, *ibid.*, p. 54.

Sur la forme des réclamations et l'autorité à laquelle elles doivent être adressées, voy. aussi le *Bulletin*, vol. 1849, p. 53.

MODÈLES D'ACTES.

1.—*Modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau des Marguilliers.*

L'an mil huit cent cinquante..... le dimanche..... (date du mois), le bureau de la fabrique de l'église (paroissiale ou succursale) de... (*nom de la paroisse*), convoqué par M. ..... président (*ou bien* : convoqué par M. le président sur la demande de M..... curé de la paroisse), s'est réuni, à l'issue de la messe paroissiale, dans la sacristie ou au presbytère), en séance ordinaire (ou extraodinaire).

M. le Président, après avoir ouvert la séance, a exposé que les objets à soumettre à la délibération du bureau étaient les suivants :

. . . . . .

Il propose de décider que.....

M. le curé fait observer qu'il ne voit en droit aucun obstacle à ce que le bureau statue de cette manière sur la question relative à.....; mais en ce qui concerne....., il croit que l'adoption de la proposition de M. le Président pourrait avoir quelque inconvénient, parce que.....

M....., trésorier, a soutenu aussi que cette proposition ne pouvait être adoptée, parce que.....

Le bureau, d'après ces explications considérant que..... (*énoncer les motifs d'adoption ou de rejet*).

Arrête : 1°..... (*mentionner les diverses décisions prises par le bureau*).

Lecture faite du présent procès-verbal, les membres présents l'ont signé, et le président a levé la séance. (*Signatures.*)

2.—*Modèle du récépissé à donner par l'un des membres du bureau au trésorier lors de la présentation de son compte annuel.*

Nous, président du bureau des marguilliers de l'église de.... (*nom de l'église*), soussigné, avons reçu en communication, ce jour-

d'hui... mars 185... au nom dudit bureau, et conformément à l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, le compte annuel de M..... trésorier, ensemble, son livre-journal, son livre de compte, quinze quittances, et autres pièces à l'appui, etc.

En foi de quoi nous lui avons délivré, sur sa réquisition, le présent récépissé.

A... le... mars 185... (*Signature.*)

Ce récépissé n'a point pour objet de décharger le trésorier de sa responsabilité en ce qui concerne la reddition de son compte, mais seulement de constater le fait de la communication prescrite par l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809. Le trésorier n'est valablement libéré que dans les termes de l'art. 88 du même décret, c'est-à-dire par la remise qui lui est faite de la copie, en bonne forme, de la délibération du conseil établissant l'apurement du compte, le paiement du reliquat et le dépôt entre les mains du nouveau trésorier de tous les titres et pièces de la fabrique.

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur.*)

Loi sur l'assistance judiciaire accordée aux indigents (22 janvier 1851) ; — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1850, un crédit supplémentaire de 192,564 fr. 51 c , pour les traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial (*Id.*) ; — Loi relative à la convention d'extradition conclue, le 26 août 1850, entre la France et l'Espagne (29 janvier) ; — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 600,000 fr., destiné à encourager la création d'établissements modèles pour bains et lavoirs publics (3 fév.) ; — Loi concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés (7 fév.) ; — Loi relative à la convention de poste conclue, le 9 novembre 1850, entre la France et la Sardaigne (8 fév.) ; — Loi qui ouvre un crédit supplémentaire de 61,383 fr. 84 c. applicable aux travaux de restauration de l'amphithéâtre d'Arles (*Id.*) ; — Loi portant prorogation du délai accordé aux Français établis à l'étranger, pour affranchir les esclaves dont ils sont possesseurs (11 fév.).

M, l'abbé Porchez, vicaire de l'église du Saint-Sépulcre à Abbeville (Somme), a été nommé aux fonctions de vicaire-général pour l'évêché de la Basse-Terre (Guadeloupe.)

Actes officiels.

CULTE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu) *aux préfets, relative à l'envoi des états de crédits pour les dépenses des cultes de l'exercice* 1851, *avec invitation de se reporter à ces états pour la délivrance des mandats* (du 23 janvier 1851) (1).

ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER 1848.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Giraud), *à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour l'anniversaire du 24 février* 1848 (du 12 février 1851) (2).

DE LA CÉLÉBRATION DES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS.

Nous avons dit que la question de l'observation des dimanches et jours fériés, dont l'Assemblée nationale législative est en ce moment saisie, a été examinée dans le sein d'une commission, et que le rapport de cette commission a été lu en séance publique par M. de Montalembert (3).

A la veille du jour où cette importante mesure, dont l'initiative appartient à l'honorable M. d'Olivier, représentant de Vaucluse, va être soumise à la discussion de l'Assemblée, nous croyons utile de reproduire ce rapport, qui a suscité de vives récriminations dans la presse démagogique, mais qui a été accueilli avec la plus ardente sympathie par tous les hommes religieux. Le travail de M. de Montalembert est d'ailleurs un magnifique traité de la matière, et nos lecteurs aimeront à conserver ces pages pleines

---

(1) Nous nous bornons à rapporter le sommaire de cette circulaire, la lecture de son texte ne pouvant avoir aucun intérêt pour nos lecteurs.

(2) Voy. le texte d'une circulaire analogue, *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1850, p. 39.

(3) Voyez l'article de doctrine sur cette matière, *Bulletin des Lois civiles eccl*, vol. 1850, p. 349 (liv. de déc.).

La commission chargée d'examiner la proposition relative à l'observation des dimanches et jours fériés est composée de MM. d'Olivier, *président*; de Coislin, *secrétaire*; de Montalembert, *rapporteur*; Chauvin, Ferré des Ferris, de Sesmaisons, Moulin, Dufougerais, de Montigny, de Limayrac, Desmars, Leconte (Côtes-du-Nord), Coquerel, Bertrand (de la Marne), Hubert Delisle.

d'élévation et de sagesse, empreintes du sentiment de la politique la plus généreuse, dictées par une foi profonde, et en même temps par un sincère respect pour la liberté des âmes.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. d'Olivier, relative à l'observation des dimanches et jours fériés, par M. de Montalembert, représentant du peuple.

(Séance du 10 décembre 1850.)

Messieurs,

Nous venons soumettre à vos délibérations une mesure qui intéresse au plus haut point la dignité du peuple français, sa liberté morale et la véritable sécurité du corps social! Elle touche aux questions les plus élevées qu'il soit donné aux individus ou aux assemblées de traiter; elle entre à la fois dans le domaine de la conscience privée et de l'ordre public pour les garantir tous deux et les concilier l'un avec l'autre. Emanée de la prudente et louable initiative d'un de nos plus vénérables collègues, elle a été l'objet de notre examen approfondi, et c'est avec confiance que nous nous permettons de dire à l'assemblée qu'en l'adoptant elle honorera son mandat et rendra au pays ébranlé, à la société malade, un service signalé. (Rires à l'extrême gauche.—Approbation à droite.)

Vous n'attendez pas de nous, messieurs, une démonstration prolongée de l'utilité ou de la légitimité du repos des dimanches et fêtes. Vous savez tous que le repos régulier, après le travail, est une nécessité, une loi sociale et politique, physique et morale, en même temps qu'une exigence de l'hygiène et de l'industrie. Dans tous les temps, dans tous les pays, dans toutes les classes, ce droit est acquis, ce besoin ressenti, ce repos réclamé. Nous-mêmes, nous législateurs, avec quelle joie ne voyons-nous pas arriver la fin d'une semaine remplie de travaux, de luttes et d'ennuis! (Nouveaux rires à gauche.) Chacun sait avec quel empressement nous nous hâtons, quand le dimanche arrive, d'interrompre ou de varier nos travaux purement intellectuels, avec quel scrupule nous nous abstenons de continuer en ce jour les discussions pendantes et les délibérations commencées. Si nous avons mille fois raison d'observer exactement ce repos du dimanche, juste prix de nos labeurs et de nos fatigues, nous n'en sommes que plus obligés à rechercher les moyens de procurer ce même bienfait à des millions de nos concitoyens plus laborieux et plus fatigués que nous. (Approbation à droite.)

Il faut nous hâter; car, chose étrange! ce bienfait si précieux, sanctionné par l'expérience de soixante siècles et dont la religion de tous les peuples a fait le plus strict des devoirs, ce bienfait est méconnu en France, comme il ne l'a été nulle part et jamais.

S'il est encore un jour de récréation pour le riche, trop souvent le dimanche n'est plus pour le pauvre, pour l'ouvrier, qu'un jour de fatigue ou de désordre. Si, jusqu'à présent, le repos du dimanche est assez fidèlement observé dans une grande partie de nos campagnes, il est presque universellement violé dans les villes. Or une triste expérience nous apprend que les relations de plus en plus fréquentes des campagnes avec les villes donnent une impulsion chaque jour plus puissante aux mauvais exemples et aux mauvaises doctrines dont les villes sont le foyer. (Rires ironiques à gauche.—Approbation à droite.)

Les contrées rurales finiront donc par être infectées ou entraînées. Elles peuvent encore être retenues. Mais il est temps de faire intervenir la majesté de la loi et les efforts de l'autorité, si nous ne voulons pas que la France soit la première entre les nations à donner au monde le spectacle d'un pays où l'une des plus saintes obligations de la nature et de la religion soit im-

punément foulée aux pieds, et où rien ne distingue ostensiblement le jour du repos, de la semaine du travail.

Si nous avions du temps à perdre, nous nous étendrions avec vous sur le crime et la folie d'un pareil résultat au point de vue purement rationnel ou matériel. Nous vous retracerions les origines de la périodicité septénaire du repos. Nous vous en montrerions l'antiquité, la conformité à toutes les lois de la nature et de l'histoire, aux conditions les mieux établies de la physiologie et de l'hygiène. Nous vous citerions, parmi les hommes les plus hostiles à la religion de nos pères et à la société que nous prétendons maintenir, des écrivains qui ont reconnu, proclamé, démontré la nécessité sanitaire, non-seulement du repos en général, mais du dimanche avec sa périodicité, sa symétrie, son exacte proportion aux forces de l'homme (1).

Mais nous croyons que la loi à laquelle il s'agit de rendre une nouvelle vie s'appuie sur d'autres motifs, et nous les avouons sans détour. Nous n'aurons recours à aucun subterfuge. (Très-bien! très-bien!) Nous venons vous demander simplement et franchement de restituer ce qui est dû à la majesté de Dieu et à la dignité du pauvre (très-bien! très-bien à droite ;— rumeurs à gauche), toutes deux méconnues, toutes deux outragées par la profanation du dimanche. Nous ne prétendons pas vous recommander une mesure d'hygiène ou d'économie politique ; nous nous bornons à constater, en passant, que les résultats les plus accrédités de ces deux sciences n'ont fait, jusqu'à présent, que confirmer la justice et l'utilité du précepte divin, et nous vous proposons une loi destinée à rendre un public hommage à Dieu, et une indispensable garantie à la liberté des âmes et à la conscience de tous les chrétiens. (Très-bien ! très-bien !)

Votre commission est convaincue qu'en agissant ainsi elle ne saurait blesser aucun sentiment digne d'être respecté, et que, au contraire, elle va au-devant des vœux et des convictions de l'immense majorité du peuple que nous sommes chargés de représenter.

Elle ne craint point d'avoir à se défendre d'avoir pris au sérieux le sentiment qui a fait inscrire le nom de Dieu en tête de la Constitution actuelle du pays ; elle y a vu un acte sincère de foi nationale ; elle se refuse à voir dans cette invocation un mot vide de sens et une dérision sous le masque d'un hommage. (Très-bien!)

Nous ne sommes plus dans ces temps où l'empire de l'opinion, l'état des partis et du pays, l'intérêt même de la religion pouvaient commander le silence, et excuser, chez les dépositaires de la puissance publique, une sorte d'indifférence extérieure pour la loi de Dieu et les intérêts de l'âme. Au lendemain des orages, on respire un air plus pur et plus sain, et la lumière, en reparaissant, semble plus précieuse et plus éclatante. Des catastrophes imprévues et terribles, de trop légitimes appréhensions ont éclairé bien des esprits et amené d'heureux retours. (*Quelques membres à droite.* Très-bien ! très-bien !—Rires à gauche.)

De ces leçons et de ces retours, il ressort, à ce qu'il nous semble, pour les peuples et pour leurs chefs, certaines vérités que le passé n'a jamais contestées, que l'avenir rendra de plus en plus évidentes, et que nous allons rappeler, parce qu'elles ont servi de base à nos résolutions.

De toutes les illusions, selon nous, la plus insensée, la plus promptement et la plus cruellement punie, est celle de croire que l'on puisse faire respecter par une société l'ordre public et les droits de la propriété, lorsqu'on y laisse méconnaître l'ordre moral et les droits de la religion. Oui,

---

(1) « Diminuez la semaine d'un seul jour, le travail est insuffisant comparativement au repos ; augmentez-le de la même quantité, il devient excessif. Etablissez tous les trois jours une demi-journée de relâche, vous multipliez, par ce fractionnement, la perte de temps, et en scindant l'unité naturelle des jours, vous brisez l'équilibre numérique des choses. Accordez, au contraire, quarante-huit heures de repos après douze jours consécutifs de peine, vous tuez l'homme par l'inertie, après l'avoir épuisé par la fatigue.»

PROUDHON, *de la Célébration du Dimanche*, 4e édit., p. 67.

croire qu'on pourra demander au peuple d'obéir, en donnant soi-même l'exemple de la désobéissance au législateur suprême, c'est une erreur aussi insensée que criminelle (approbation à droite), surtout quand l'exemple de cette désobéissance a été donné par ceux-là même qui étaient les plus intéressés à maintenir le prestige et la force morale de l'autorité. Il n'est donné à personne, pas plus aux peuples qu'aux rois, de violer impunément, même ici-bas, les lois éternelles que Dieu a données pour base à la société. Tels doivent être et le résultat acquis par notre douloureuse expérience du passé et le fond de nos préoccupations non moins douloureuses de l'avenir.

Pour guérir le mal qui nous ronge, il faut donc savoir allier un remède moral à l'emploi judicieux et énergique de la force. Vouloir préserver les biens matériels sans réhabiliter les intérêts moraux, dont le premier de tous est la religion, c'est travailler dans le vide, c'est se préparer d'irréparables défaites, les mécomptes les plus humiliants et les mieux mérités.

Que ceux qui trouvent que l'on n'en a point encore fait assez, qui appellent tout bouleversement un bienfait et toute révolution un progrès, qui spéculent sur la ruine de la société actuelle, afin de construire sur cette ruine la réalisation de leurs chimères et le triomphe de leurs convoitises (approbation à droite), que ceux-là ne s'inquiètent ni ne se plaignent de la démoralisation croissante du pays, nous le savons et nous n'en sommes pas surpris. Mais que les hommes qui veulent sauver ce qui reste de la vieille société française, que les hommes restés fidèles aux traditions du foyer domestique ou éclairés par les formidables leçons dont nous avons tous à profiter, que ceux-là restent encore les yeux fermés et le cœur tranquille en présence de la grande maladie morale qui envahit toutes les classes de la population française (exclamations et rires à gauche), voilà ce qui ne peut se comprendre ni s'excuser.

M. le Président se tournant vers la gauche. Vous oubliez que c'est un rapport qu'on vous lit. (Rires et agitation à gauche.)

M. Madier de Monjau. Nous voudrions l'oublier!

M. le Président. Vous êtes obligé de l'écouter en silence; vous discuterez une autre fois!

M. le Rapporteur. Voilà ce qui ne saurait ni se comprendre ni s'excuser.

Pour guérir cette maladie, la force peut beaucoup sans doute; l'épée maniée par un bras loyal et intrépide est un sceptre que les nations sont trop facilement réduites à bénir ou à désirer... (Oh! oh!—Applaudissements ironiques à gauche.—*Une voix.* Et quand cela sera notre tour!)

M. de Montalembert. Mais toute notre histoire est là pour démontrer avec quelle facilité la force change de mains, et combien souvent l'épée a deux tranchants. La sagesse humaine, *toujours courte en quelque endroit*, peut l'oublier. La religion ne l'oublie pas et y pourvoit. La religion n'a jamais enseigné à contester ni à dédaigner la force (réclamations et rumeurs à l'extrême gauche); elle a toujours cherché à l'épurer, à l'élever, à la faire durer, en la consacrant au bien. (Nouveaux murmures à gauche.)

M. Victor Lefranc, se tournant vers la gauche. Laissez donc lire!

M. le Rapporteur. Mais, d'accord avec l'expérience du genre humain, elle proclame l'insuffisance de la répression purement matérielle et l'impuissance radicale de ce remède, lorsqu'on essaie de l'appliquer à un mal dont l'origine est dans l'état des âmes.

De plus, elle indique la cause du mal en même temps que le vrai remède.

On se plaint partout que le secret du commandement est perdu, que l'autorité n'existe plus, qu'elle a perdu toute force morale, toute sécurité, tout prestige; et cette plainte universelle n'est que trop fondée. On se demande avec surprise et avec effroi d'où sortent ces masses d'hommes sans foi ni loi qui apparaissent aux jours des discordes sociales, et, comme les hordes barbares d'il y a quinze siècles, menacent d'engloutir toute une civilisation. (Approbation à droite.)

On a raison de s'en alarmer, mais on n'a pas le droit de s'en étonner. Elles sortent de ces abîmes où on a refoulé les populations en les forçant

de travailler le dimanche (exclamations à gauche), en les arrachant à tout ce que la religion avait si maternellement imaginé pour les instruire et les consoler en ce grand jour, en permettant que le sceau de l'ignorance soit imprimé sur leurs âmes par la main d'une insatiable cupidité. Elles sont affamées, parce qu'on les a privées de tout aliment moral. Elles sont sans foi, parce que des hommes riches et instruits ont travaillé pendant un siècle avec une infatigable persévérance à extirper ce trésor de leurs cœurs. (Applaudissements ironiques à gauche). Elles sont sans loi, parce que, trop souvent, en violant eux-mêmes la première des lois, leurs maîtres et leurs guides leur ont appris à n'en respecter aucune.

Nous n'excusons pas le mal; nous l'expliquons. D'autres coupables sont venus depuis, plus nombreux, plus audacieux, plus logiques. Leur audace même nous a servi à mesurer le mal et nous a quelquefois appris à unir nos efforts pour le combattre. Mais leur crime ne doit pas faire oublier celui de leurs précurseurs.

A gauche. Lesquels?

M. le Rapporteur. Nos pères savaient et croyaient que la prière, le culte, le respect patent et pratique de Dieu étaient la seule base permanente et inébranlable du respect que la société revendique pour la loi humaine, pour les pouvoirs publics, pour la propriété individuelle. Selon la foi que nous professons comme eux, la société est un fait divin, comme la vie humaine, un fait que l'homme peut bien détruire, comme il peut détruire sa propre vie, mais dont il ne peut recommencer l'existence après l'avoir renversée, ni changer les conditions essentielles pendant qu'elle dure encore. (A droite : Très-bien!—Agitation à gauche.) Il n'y a pas de société sans religion, parce qu'il n'y a pas de société sans l'esprit de sacrifice et l'esprit d'autorité, et que ces deux esprits ne peuvent dériver que de la foi. Il n'y a pas de religion sans culte, et il n'y a pas de culte sans dimanche... (rumeurs et rires à gauche; — une voix à gauche : Et le sabbat?); car c'est en ce jour que, pour les peuples chrétiens, se renouent et se fortifient les liens de cette alliance de l'homme avec Dieu, qui constitue, en nom comme en fait, la religion. Le repos du septième jour est la base de cette alliance auguste : il en est le signe, le symbole et la condition fondamentale. La violation publique, générale, permanente, officielle de cette condition est la ruine même du divin contrat. Elle équivaut à une profession publique d'athéisme, car elle a pour conséquences nécessaires de supprimer la connaissance et la pratique de la religion. C'est un défi public jeté à Dieu.

Plusieurs membres à droite. Très-bien! très-bien!

M. le Rapporteur. Dans le cas spécial de la France, c'est nous rendre l'objet du mépris des mahométans, auxquels nous faisons la guerre en Afrique, et le scandale des nations chrétiennes qui nous avoisinent en Europe, et qui n'ont pas encore été entraînées par notre exemple...

Quelques voix à droite. Très-bien! (Bruit et agitation à gauche.)

M. le Rapporteur. C'est déclarer à la face du ciel et des hommes que nous avons substitué la religion du gain, le culte de l'argent et la divinité de la matière à la vieille foi de Clovis et de Jeanne d'Arc. (Rumeurs à gauche.)

Une voix, à gauche. Et de Louis XI!

M. le Rapporteur. Il ne faut donc pas hésiter à placer au premier rang de nos dangers et de nos fautes la profanation publique du dimanche. En la tolérant et en la pratiquant, nous avons déclaré la guerre à celle de toutes les institutions du passé qui était la plus universelle, la mieux justifiée, la plus vénérable, la plus ancienne et la plus populaire. Si ancienne, qu'elle remonte à l'origine des temps, et qu'elle fut écrite, par le doigt de Dieu lui-même, dans le premier code que les hommes aient reçu (1): si populaire, qu'à l'époque où la race humaine semblait divisée par les barrières

---

(1) Memento ut diem sabbati sanctifices. Sex diebus operaberis, et facies omnia opera tua. Septimo autem die sabbatum Domini Dei tui est; non facies omne opus in eo, tu et filius tuus et filia tua, servus tuus et ancilla

infranchissables des castes et des races, elle stipulait expressément, au profit de l'étranger, du pauvre, du prolétaire, de l'ouvrier et de l'esclave, le bienfait du repos hebdomadaire.

Elle disait aux riches d'il y a quatre mille ans, ce que certains riches d'aujourd'hui ont trop souvent oublié : que le travailleur a un besoin impérieux de *rafraîchissement* pour l'âme et pour le corps (1),

Elle n'admettait aucune réserve, aucune exception à ce besoin de première nécessité, afin que les hommes de loisir pussent se rappeler qu'eux aussi avaient dû commencer par la dure servitude du travail et pouvaient y revenir (2).

Elle avait survécu jusqu'à nos jours à toutes les vicissitudes du temps et à toutes les révolutions des empires. Tous les peuples avaient reconnu sa corrélation intime avec les plus chers intérêts de l'homme, avec tout ce qui constitue sa force et son honneur. Tous y avaient vu la sanction de la dignité humaine, du respect de l'homme pour l'homme et de l'homme pour lui-même. Tous vénéraient une institution qui servait à ennoblir l'intelligence et à purifier l'âme, en mettant un frein momentané, mais périodique, à la spéculation, à la cupidité, aux exigences insatiables de l'intérêt privé. Tous proclamaient à l'envi la force, la sainteté de cette grande influence sociale. Et nous voyons encore les deux nations les plus puissantes et les plus florissantes du monde, l'Angleterre et l'Amérique du Nord, témoigner par leur prospérité du prix dont Dieu paie, même dans l'ordre matériel, les peuples fidèles à la première de ses lois. (*A droite.* Très-bien! très-bien !)

MM. V. Lefranc et B. Saint-Hilaire. Ce sont pourtant des hérétiques! Ils ne sont pas papistes!

M. le Rapporteur. En France, au contraire, dans toutes nos villes et dans une trop grande partie de nos campagnes, le repos du dimanche est violé, et le culte qui était la conséquence et la condition de ce repos, est abandonné; l'âme est privée de sa nourriture en même temps que le corps de son repos ; le pauvre, l'ouvrier sont livrés, sans défense, à l'influence chaque jour croissante du mensonge et du mal. Nous vivons dans un temps où ce mal, semé d'abord par les maîtres de la philosophie, de la littérature et de l'histoire (rires et chuchotements à gauche), est désormais répandu, par l'effort quotidien de mille mains infatigables, jusque dans les plus obscurs recoins de la société, dans un temps où les écrivains les plus populaires ont mis autant de soin à égarer et à dépraver le peuple que l'on en mettait, dans d'autres siècles, à l'épurer et à le grandir. (Rumeurs à gauche.) Et voici que le contrepoids qu'opposaient à la raison égarée et aux passions émancipées le culte public, l'enseignement périodique et permanent de la vérité révélée, infaillible et traditionnelle, ce dernier et trop faible contrepoids a presque disparu d'entre nous! Par un raffinement odieux, on a imaginé, dans une foule de manufactures et de magasins, de faire durer le travail du dimanche précisément jusqu'à l'heure où les exercices obligatoires du culte ont cessé, de manière à assurer la liberté du mal après avoir annulé la liberté du bien. C'est ainsi que la profanation du dimanche est

---

tua, jumentum tuum et advena qui est intra portas tuas. Sex enim diebus fecit Dominus cœlum et terram, et mare, et omnia quæ in eis sunt, et requievit in die septimo : idcirco benedixit Dominus diei sabbati et sanctificavit eum. (Exod. XX, 8, 9, 10, 11.)

Si les législateurs et les jurisconsultes de tous les temps et de tous les pays s'empressent de pouvoir citer, à l'appui de leurs thèses, les Douze Tables de Rome, combien plus les législateurs chrétiens ne doivent-ils pas se féliciter, quand ils le peuvent, de faire remonter au Décalogue le principe de leurs propositions.

(1) Sex diebus operaberis : septimo die cessabis, ut... refrigeretur filius, ancilla tua et advena. (Exod. XXIII, 12.)

(2) Ut requiescat servus tuus et ancilla tua, sicut et tu. Memento quod et ipse servieris in Ægypto..... Idcirco præcepit tibi ut observares diem sabbati. (Decal., V, 14, 15.)

devenue la ruine de la santé morale et physique du peuple en même temps que la ruine de la famille et de la liberté religieuse.

En présence de ces maux, et sous l'empire de ces convictions, nous avons voulu vous proposer un remède quelconque, un remède qui est loin d'être proportionné au mal, mais le seul peut être que puissent comporter l'état de nos mœurs et les principes de notre Constitution.

On ne viendra pas sans doute nous opposer le grand principe de l'incompétence de l'État moderne en matière religieuse. Sans doute, l'État est incompétent pour définir les dogmes d'une religion, pour expliquer ou pour changer la discipline d'une Église ; mais il ne l'est pas pour choisir ou pour reconnaître la religion que la société professe ou réclame. (Mouvement à gauche.) Il est incompétent pour gouverner la religion : il ne l'est pas pour la protéger et la défendre. Loin de là, c'est un devoir strict pour l'État que de veiller à la protection efficace du bien le plus précieux des citoyens, c'est-à-dire de leur foi et de leur conscience. L'intervention de l'État au profit de la religion, quand elle se renferme dans les limites tracées par la nature même des deux pouvoirs, spirituel et temporel, est non-seulement licite et utile, mais nécessaire. Il en est de la religion comme de la justice, comme de l'innocence, comme de la vérité : celui qui ne la défend pas la trahit ou l'opprime. L'État qui assiste tranquillement à la ruine du principe fondamental de toute société devient le complice de cette ruine avant d'en être la victime. (*Quelques membres à droite.* Très-bien.)

M. le Rapporteur. L'inertie de la puissance humaine entre le bien et le mal donne toujours gain de cause au mal ; telle est la suite de l'infirmité originelle de notre nature. De la part de l'État, l'indifférence à l'égard de la religion, ce n'est pas la neutralité, c'est la guerre. Et, si ce n'était la guerre, ce serait une chimère et une impossibilité. On a beau dire que l'Église et l'État, la religion et la société peuvent rester à côté l'une de l'autre étrangères et non ennemies, sans s'unir et sans se combattre ; non, l'Église et l'État sont unis comme l'âme et le corps : ce sont deux forces distinctes, mais inséparables. (Réclamations à gauche.) Elles peuvent se combattre, se vaincre, se dominer réciproquement ; mais elles ne peuvent se disjoindre que par la transformation de l'une ou la destruction de l'autre. (Agitation tumultueuse.)

Il n'y a pas dans l'histoire un seul exemple durable et sérieux de cette neutralité, de cette indifférence absolue de l'État Ce n'est là qu'un de ces rêves tels que la fausse sagesse des modernes en a tant inventé. Cela pourrait être une vérité pour cet homme abstrait, pour cette nature de convention qu'on nous prêche depuis un siècle : ce n'est qu'un mensonge pour l'homme vrai, tel que Dieu l'a fait et tel que la chute originelle l'a déformé.

La liberté des cultes, conséquence forcée de notre histoire, de notre état social, et que personne n'attaque, s'oppose à ce que l'État prête sa force à l'application de tous les préceptes extérieurs des divers cultes que professent les Français, parce que ces cultes ne sont pas tous d'accord entre eux. Et, d'ailleurs, la plupart de ces préceptes ne sont pas de nature à réclamer la protection du pouvoir temporel. Mais cette liberté ne saurait être blessée en rien par des prescriptions légales, au profit de ce repos hebdomadaire qui est une obligation de conscience prescrite par tous les cultes en même temps.

Voix à gauche. Pas pour les Israélites, cependant.

M. le Rapporteur. Tous les Français qui professent une religion quelconque croient que Dieu, non pas le Dieu vague et inconnu que rêve le rationalisme, mais le Dieu vivant que nos ancêtres spirituels et temporels adorent depuis six mille ans, a révélé à Moïse l'institution de ce jour de repos. (Réclamations à gauche.) Les chrétiens de toutes les confessions l'ont fixé au dimanche. Ce ne sont pas nos concitoyens israélites qui pourraient s'opposer à la célébration de notre jour de repos, eux, beaucoup plus sévèrement fidèles que les chrétiens aux observances antiques de leur culte, et qui trouveront d'ailleurs dans notre proposition toutes les garanties auxquelles ils ont droit.

Il y aura donc satisfaction pour tous, excepté peut-être pour ceux d'entre

les Français qui ne professent aucune religion. (Mouvement à gauche.) Nous savons qu'ils sont nombreux, et nous ne prétendons pas leur imposer une foi quelconque, mais nous prétendons les empêcher de nous imposer leur incrédulité.

Voix nombreuses à droite. Très-bien! très-bien!

M. le Rapporteur. Nous allons jusqu'à reconnaître que la liberté religieuse, réclamée aujourd'hui par toutes les religions (mais bien différente de ce qu'entendaient par là ses premiers apôtres), peut s'interpréter par l'absence totale de religion, par la liberté de ne croire en rien. Mais cette liberté de croire ce qu'on veut ou de ne pas croire du tout oblige à certains sacrifices, à certaines abstentions envers la liberté des croyants. Autrement, la négation l'emporterait sur l'affirmation; les minorités écraseraient les majorités, et cette liberté du néant, réclamée et conquise par l'esprit moderne sous le nom de tolérance, aboutirait à l'oppression de toutes les consciences et à l'anéantissement de tous les cultes.

Cette façon d'interpréter la liberté religieuse par la négation de toute obligation religieuse a déjà gravement compromis l'éducation officielle. Il faut espérer qu'elle ne consumera pas les derniers vestiges de toute vie supérieure dans notre organisation sociale; il faut surtout essayer de l'en empêcher.

Nous avons le droit de répondre aux auteurs de ce genre d'objections : Vous êtes libres, dans votre vie privée, de violer les lois de tous les cultes connus : soit. Mais vous n'êtes pas libres, dans votre vie publique, de violer la foi d'autrui en outrageant les préceptes de son culte, en contraignant directement ou indirectement votre semblable à faire ce que sa foi lui interdit, ou à s'abstenir de ce que cette foi lui commande. Vous avez le droit d'exiger qu'on s'abstienne de vous imposer une obligation. Mais vous devez à votre tour vous abstenir de gêner les obligations que la conscience impose à vos concitoyens.

Nous le répétons : la liberté de croire et d'agir conformément à sa foi, peut, selon nous, se concilier parfaitement avec la liberté de ne pas croire; mais si l'on vient à bout de prouver ce que nous nions et de démontrer que les deux libertés s'excluent mutuellement et qu'il faut choisir, alors nous déclarons sans détour que le choix ne peut être douteux, qu'une société qui veut vivre ne peut pas hésiter dans ce choix, et que la justice et la conscience ordonnent également de préférer la liberté du croyant à la liberté de l'incrédule. (*Plusieurs membres à droite.* Très-bien! très-bien!)

M. le Rapporteur. Espérons donc que les adversaires, quels qu'ils soient, d'une plus stricte observation du dimanche ne chercheront plus à invoquer la liberté des cultes, et reléguons dans un passé déjà loin de nous cette triste polémique soutenue par des hommes qui entendaient par liberté des cultes, non-seulement la liberté de n'en avoir aucun, mais surtout la faculté d'empêcher et d'entraver tout culte extérieur, et qui ne réclamaient au fond que la liberté du scandale et de l'ivrognerie aux dépens de la sainte et inviolable liberté de la conscience.

C'est l'état actuel des choses qui est un attentat à la liberté des cultes. C'est la violation publique et permanente du dimanche qui outrage et opprime la conscience religieuse. Elle fait peser un joug odieux sur la foule encore nombreuse des négociants, des entrepreneurs, des employés et surtout des ouvriers chrétiens. Elle force le négociant à transgresser la loi du dimanche, en ouvrant son magasin et en y restant enfermé sous peine de perdre des pratiques que d'autres moins scrupuleux lui enlèveraient. Elle force les entrepreneurs à poursuivre leurs travaux, sous peine de succomber à la concurrence écrasante de leurs confrères. Elle y force surtout l'ouvrier, qui voit sa place prise s'il refuse de continuer la tâche commencée.

Oui, et il importe de le proclamer, en ce temps où les ouvriers sont poursuivis par tant de faux amis et de coupables flatteurs, la profanation du dimanche est, surtout en ce qui touche à l'ouvrier, un attentat à la liberté, à l'égalité et à la dignité de l'homme. (Rires et murmures à gauche.—Approbation sur quelques bancs de la majorité.)

Elle attente à sa liberté, car les exigences insensées de l'industrie condamnent, chaque dimanche, à Paris et ailleurs, des milliers d'ouvriers, sous peine d'être renvoyés des ateliers et chantiers, à se priver de ce repos si nécessaire à leur corps, à leur âme, si indispensable à ces jouissances de famille, qu'il n'est donné au pauvre de goûter à son aise qu'en ce jour consacré par la religion à son bonheur et à sa paix.

Elle attente à l'égalité, la seule vraie, la seule durable, l'égalité des hommes devant Dieu, dont le repos du dimanche était le titre le plus patent.

Un membre à gauche. L'égalité devant Dieu!

M. le Rapporteur. Le dimanche rapprochait par le repos ceux qui, dans une civilisation comme la nôtre, ne peuvent plus l'être par le travail; à l'inverse de la sagesse moderne qui invente le travail en commun comme un progrès, la sagesse divine a institué le repos en commun, comme un droit. Grâce à cette institution sublime, il y avait partout un jour par semaine où le pauvre se sentait et se voyait l'égal du riche, investi du même loisir, et placé au pied des mêmes autels (A gauche, sourires ironiques). Il y avait un jour où, par ordre de Dieu, il cessait d'être assimilé à une machine qu'on fait fonctionner sans relâche, et où la sainte noblesse de l'âme revendiquait le droit d'échapper au joug des besoins du corps. Et par une dérision que la postérité aura peine à comprendre, on a choisi pour conférer au peuple la souveraineté politique le temps où l'habitude invétérée de la profanation du dimanche lui interdit le seul moyen d'assurer la droiture de son jugement et la souveraine dignité de son âme.

Car c'est surtout la dignité du pauvre et de l'ouvrier qui est ainsi foulée aux pieds! Ce jour, où il lui était non-seulement permis mais enjoint de redresser son front pour retrouver Dieu et rafraîchir son âme, où la religion lui rappelait périodiquement qu'il était né pour l'immortalité, né pour régner sur la nature et capable de mériter un bonheur infini; ce jour, symbole de la grandeur de son origine, de son ancien bonheur, de son émancipation future; ce jour, enfin, destiné à lui verser chaque semaine dans l'âme un nouveau principe de vie, ce jour a été refoulé dans la masse de ses jours, confondu avec la série ordinaire de ses labeurs et de ses ennuis, ou remplacé, comme nous le dirons tout à l'heure, par la fête de l'intempérance et de la prodigalité.

On a altéré ainsi jusqu'à la nature même du travail: on l'a transformé en source d'ignorance et de démoralisation. L'ouvrier, que la contagion de l'exemple, la contrainte matérielle ou morale, condamnent à travailler sans observer le repos prescrit par Dieu, abdique, par cela même, tous les besoins moraux, et se voit assimilé à une bête de somme ou à une machine. Dieu a imposé le travail à tous les hommes sans exception, comme une épreuve et comme une expiation mais il n'a donné à personne le droit d'en faire un joug dégradant et oppresseur, un moyen d'affamer l'âme et d'abrutir la conscience. (Rumeurs à gauche.) Tel est cependant le résultat infaillible du travail, quand il n'est pas régulièrement interrompu par un repos qui profite aux enseignements de la religion et aux joies de la famille.

Ceci est surtout vrai de notre industrie manufacturière. Tandis que, d'une part, les perfectionnements chaque jour plus ingénieux des machines laissent une place de moins en moins grande à l'intelligence, à l'activité et à l'énergie personnelle de l'ouvrier, de l'autre, en le tenant sans cesse enchaîné par l'appât du gain à ces mécanismes qui semblent destinés à le remplacer, on lui ôte le seul moyen de retremper son âme et de renouveler sa vie morale. On arrive ainsi, selon la très-juste expression d'un spirituel étranger (1), à remplir le monde de machines qui ont presque des âmes et d'âmes qui ne sont plus que des machines.

Le peuple, dont nous sommes à la fois les représentants et les législateurs, et dont nous avons à cœur avant tout de servir les intérêts et de soulager les souffrances, ce peuple est chaque jour assourdi par les prédica-

---

(1) Le marquis de Beaufort.

tions d'amis plus que douteux, qui le troublent et l'égarent au lieu de le servir, et qui ont fait de l'*instruction gratuite et obligatoire* un des principaux articles de leur programme. Ils nous reprochent, avec autant d'injustice que de violence, notre indifférence pour l'éducation du peuple. Savez-vous, Messieurs, quel est le grand et implacable ennemi de l'instruction du peuple? c'est le travail du dimanche. (Murmures à gauche. — Assentiment sur plusieurs bancs de la droite.) C'est ce travail sacrilége qui le condamne à l'ignorance, qui lui interdit toute culture sérieuse et féconde de l'esprit et du cœur. Lui ravir le repos des jours saints, c'est lui ravir la connaissance de ses droits et de ses devoirs, pour l'asservir aux seules exigences de la nature animale; c'est lui dérober tout moyen de connaître la lumière qui peut le consoler en l'éclairant; c'est lui fermer l'accès des sanctuaires où l'homme a sans cesse besoin de retrouver la doctrine qui lui apprend à respecter la religion et les mœurs. Supprimer le dimanche, c'est donc, en fait, et pour la plupart des ouvriers, supprimer l'instruction, en rendant impossible le plus important de tous les enseignements, le seul permanent et le seul vraiment indispensable.

Nous n'avons pas seulement en vue les laboureurs, les ouvriers des manufactures et tous ceux qui sont astreints au travail manuel. Nous nous préoccupons également de l'intérêt des commerçants, des marchands, de leurs commis et employés. Nous avons acquis la certitude que la plupart des commerçants, de ceux surtout qui dépendent d'eux, retireraient autant de profit que de satisfaction d'une mesure qui leur assurerait un jour de repos et de liberté, un jour qui romprait l'accablante monotonie de leur vie, qui leur rendrait au moins une fois par semaine cette liberté qu'autrefois tous les marchands et leurs commis se réservaient pendant leurs repas et pendant plusieurs heures du jour, et qu'ils sacrifient aujourd'hui, tous et toujours aux implacables exigences de la concurrence.

Pour peu que vous ayez porté vos investigations sur ce point, quel est celui d'entre vous qui n'ait recueilli les vives expressions du regret qu'éprouvent les fournisseurs, les marchands et leurs employés des deux sexes, de ne pouvoir, sous peine d'anéantir leur commerce ou de sacrifier leur emploi, faire autrement que leurs voisins? Interrogez n'importe quel marchand du quartier ou de la ville où siége l'Assemblée, et vous leur entendrez dire à tous : « Oui, quand on a travaillé toute la semaine, on a grand besoin et grande envie d'un jour de repos et de récréation ; mais si nous fermions nos boutiques, nous ne pourrions résister à la concurrence de ceux qui ouvriraient les leurs. »

De là, Messieurs, les généreux essais qui ont été tentés à la faveur du principe de l'association, pour échapper à cette odieuse tyrannie d'une concurrence illimitée. En 1838, les négociants en draperie de Montpellier; en 1840, les marchands de nouveautés de Nevers; en 1842, les principaux négociants de Toulouse; en janvier de cette année 1850, la presque unanimité des négociants d'Elbeuf (220 sur 225 domiciliés),ont signé des compromis pour faire cesser le travail et la vente le dimanche.

Plusieurs voix à gauche. Alors, laissez-les faire!

M. le Rapporteur. D'autres villes et d'autres professions ont imité ces excellents exemples. On nous a cité le commerce de Marseille et de Besançon ; on nous a communiqué les conventions arrêtées, prises par les notaires d'Alais, d'Uzès et d'Anduze, par ceux de Toulouse et d'Avignon, pour s'imposer mutuellement la clôture de leurs études et l'interdiction de dresser des actes les jours fériés.

Mais, tout en rendant un sincère hommage à ces généreuses tentatives, tout en espérant qu'elles se reproduiront ailleurs, nous sommes contraints de reconnaître que la force de l'esprit d'association est encore trop peu développée en France pour qu'on puisse attendre un remède prompt et efficace de son application au mal qui nous dévore. C'est ce qu'ont senti les cinq cent trente-quatre notables de Bordeaux, et les marchands d'Alais appartenant aux deux cultes catholique et protestant, qui, les uns en 1838 et les autres en 1846, se sont adressés à l'autorité municipale pour obtenir d'elle la sévère application de la loi de 1814, la clôture des magasins et ateliers pendant les dimanches et fêtes.

Ces faits serviraient, au besoin, de réponse à ceux qui, méconnaissant le droit, la foi, la liberté, la dignité de leurs semblables, insisteraient sur le maintien de la profanation actuelle du dimanche, dans l'intérêt de l'industrie et du travail.

Il est triste d'avoir à discuter contre de tels arguments. Si le Fils de Dieu a pu dire, résumant avec une brièveté sublime toutes les raisons du précepte divin : *Le sabbat est fait pour l'homme, et non l'homme pour le sabbat* (1), à coup sûr, nous avons le droit de dire à notre tour : L'industrie est faite pour l'homme, et non l'homme pour l'industrie.

D'ailleurs, contre cette prétention, les arguments de l'expérience sont aussi nombreux qu'irréfragables. L'ignorance, et une ignorance inexcusable, peut seule défendre le travail du dimanche au point de vue industriel. Là où le dimanche n'est pas respecté, il est constant qu'on ne travaille pas davantage; peut-être y travaille-t-on moins qu'autrefois. Là, au contraire, où le dimanche est respecté, l'industrie, le commerce, les manufactures, la navigation, ont atteint le plus haut degré de prospérité (à gauche : oh! oh!), et cette prospérité est toujours croissante. Oui, partout où le dimanche est respecté, et dans la proportion même de ce respect, Dieu a donné au labeur de l'homme, même dans l'ordre matériel, la prospérité et la sécurité. Témoin l'Angleterre et les États-Unis.

Voix à gauche. Ils sont hérétiques!

Autres voix. Pourquoi pas deux dimanches? cela alors irait encore mieux.

M. le Rapporteur. Témoin l'Angleterre et les États-Unis, pays où la liberté religieuse était absolue, du moins jusqu'en ces derniers jours, mais où l'observation du dimanche est imposée à tous. Témoin cette ville de Londres, capitale et foyer du commerce maritime de l'univers, où le dimanche est respecté avec la plus scrupuleuse exactitude, mais où deux millions et demi d'habitants sont maintenus dans l'ordre (il est bon de le rappeler en passant), par trois bataillons d'infanterie et quelques escadrons de gardes à cheval, tandis qu'il faut 50,000 hommes pour contenir Paris.

Sans vouloir nous laisser aller aux réflexions que comporterait ce vaste sujet, il nous est impossible de ne pas constater que le châtiment a suivi visiblement, et avec la plus consolante rapidité, la violation de la plus ancienne des lois. On conteste avec fureur, et selon nous très à tort, que le bien-être des ouvriers soit plus grand qu'autrefois; mais admettons qu'il y ait doute : ce qui est incontestable, c'est que leur mécontentement n'a jamais été plus grand. Ils peuvent être mieux vêtus et mieux nourris, mais ils sont certainement moins heureux, et ceux qui les emploient bien moins tranquilles. C'est depuis que le respect du dimanche a disparu dans les ateliers et dans les manufactures, sous le vain et faux prétexte d'encourager le travail, que nous entendons retentir, comme un cri de haine et de guerre, le reproche de l'exploitation de l'homme par l'homme. Plus les églises ont été désertées par les ouvriers, et plus les manufactures leur ont paru semblables à des prisons.

Hélas! nous avons appris à nos dépens que la vieille sagesse de nos pères ne méritait pas tous les dédains dont on l'a accablée. Notre orgueil a reçu de trop cruelles leçons pour n'avoir pas tout profit à s'incliner quelquefois devant l'autorité du passé. On s'est longtemps moqué de la multiplicité des fêtes; on a poussé des gémissements hypocrites sur ce pauvre peuple condamné par la religion à se reposer malgré lui. Parmi les dangers de notre temps, je ne pense pas qu'on eût à redouter celui d'un trop grand nombre de fêtes. Sans doute, il a pu y avoir là comme partout, de l'excès. Dans des temps où le peuple ne travaillait guère que pour son propre compte, l'Église, avec une charité toute maternelle, cherchait à multiplier, autant que possible, ses heures de loisir et de liberté. Plus tard et à mesure que le peuple, en s'émancipant, profitait plus exclusivement de son travail, il a pu se trouver gêné par ce qui avait été longtemps

---

(1) S. Marc, II, 27.

un bienfait incontesté. De là ces doléances qui se sont fait jour jusque dans nos auteurs du grand siècle (1). Mais l'excès a disparu depuis longtemps avec le bienfait. Comme cela se pratique presque toujours en France, pour guérir ce petit mal on a tué le malade. De semblables appréhensions seraient aujourd'hui un ridicule anachronisme. L'expérience nous a appris à craindre d'autres dangers et à subir d'autres calamités. Dieu s'est joué de ces faux sages qui insultaient à son culte sous prétexte de faire honneur au travail, comme il s'est joué de ceux qui prêchaient la spoliation et la proscription des ordres religieux, de peur que le célibat ne dépeuplât le monde. Les États chancellent aujourd'hui sous le poids des problèmes redoutables posés tantôt par l'excès de la population, tantôt par l'excès de la production, résultat de l'abus du travail : et les contempteurs des fêtes et des couvents sont condamnés à choisir entre l'émigration des masses et les ateliers nationaux.

Que pourrions-nous, du reste, ajouter sur ce point à l'éloquente protestation qui a été formulée, il y a quelques mois, par notre savant et généreux collègue, M. Charles Dupin, au milieu des conseils généraux du commerce, de l'agriculture et des manufactures, et qu'ont sanctionnée les applaudissements unanimes des représentants les plus autorisés de ces trois grands intétérêts du pays? Nous empruntons au *Moniteur* du 27 avril 1850 ces nobles paroles, en nous y associant sans réserve :

« Considérées sous le point de vue le plus étroit et le plus vulgaire, la régularité, l'uniformité des jours consacrés au repos sont un bienfait pour le travail même.

« Voilà pourquoi l'on a soumis au domaine de la loi purement humaine la cessation de travail en certains jours périodiques, non-seulement lorsque le législateur obéissait aux principes communs à toutes les croyances religieuses, mais quand il nia ces principes, comme au temps des *décadis*.

« C'est qu'en effet un repos périodique ni trop éloigné ni trop rapproché est nécessaire à l'homme pour donner à sa force la plus grande énergie. Ce repos sert à compléter la réparation, trop souvent imparfaite, des pertes accumulées par la continuité des jours de labeur.

« Pour nous, Messieurs, des raisons d'un ordre plus élevé nous font un devoir, non-seulement industriel et manufacturier, mais encore politique, moral et religieux, des jours de repos établis à des intervalles réguliers. A ces jours, est réservé l'accomplissement des TRAVAUX DE L'AME. L'hommage rendu en commun par le peuple au créateur de l'univers; la fête intérieure de la famille où l'absence du travail laisse la place et le loisir à la revue, passez-moi le mot, à la revue que le père et la mère font à la fois de l'enfance et du foyer domestique. Enfin, quand tous les devoirs sont accomplis, le plus beau spectacle que puisse offrir un peuple civilisé n'est-il pas celui de toutes ces familles laborieuses, parées du fruit de leur travail, et parcourant avec une joie décente les lieux publics embellis par nos arts? (Approbation.)

« Voilà la célébration de nos fêtes, de nos dimanches telle que les peuples chrétiens la conçoivent et la pratiquent, telle que la désirent toutes les familles honnêtes et patriotiques. (Très-bien! très-bien! — Vif assentiment.

« Ce n'est pas ainsi que l'entendent le vice et la démoralisation. Travailler le dimanche, quand le repos en est la règle, c'est afficher son indépendance; fouler aux pieds la loi commune, c'est faire de la liberté; traîner après soi sa femme et ses enfants, fût-ce pour se promener, c'est appesantir sa chaîne et se soumettre à la décence. Arrière ces passe-temps! l'oisiveté n'y perdra rien. Quand, au contraire, le lundi, les enfants et la femme seront retournés au travail, à l'école, à l'apprentissage, l'indépendant prendra l'essor. Puis il fuira le centre de la ville et le foyer du remords, puis il goûtera les grossiers plaisirs que chérit son égoïsme. Voilà la peinture trop fidèle de ces désordres hors barrière, qui concourent à

(1) La Fontaine. *Le Savetier et le Financier*, liv. VIII, fable 2.

la ruine, à la démoralisation d'un si grand nombre de familles. (Très-bien !)

« Applaudissons à la loi qui donnera les moyens de mettre un terme à ces désordres; elle sera pour le peuple un bienfait immense.

« Nous demandons que le *travail ostensible* soit formellement défendu les dimanches et les fêtes reconnues par la loi.

« Nous demandons, et nous rougissons d'avoir à le demander, qu'il soit interdit au Gouvernement d'insérer aucune clause dans ses contrats pour permettre, pendant les jours fériés, l'exécution des travaux publics, quels qu'ils soient.

« Nous demandons que les chefs patents d'ateliers, d'usines et de manufactures, ne puissent pas faire travailler le dimanche; nous demandons qu'ils soient condamnés, pour chaque contravention, proportionnellement au nombre de leurs ouvriers. » (Rumeurs prolongées à gauche.)

Voix à gauche. Fermez alors les théâtres ! (Agitation prolongée à gauche.)

M. E. Arago, se tournant vers les bancs extrêmes de la gauche. Laissez donc parler, Messieurs; c'est fort heureux pour nous, ce qu'on dit là.

M. le Rapporteur. Dans cet excellent résumé des arguments qui militent en faveur de l'observation légale du dimanche, le courageux et intelligent orateur indique un point sur lequel il nous reste, Messieurs, à fixer votre attention Il est positif qu'on n'obtient point de l'ouvrier de travailler, à la longue, pendant toute la semaine. Tous les calculs des philosophes et des économistes pour lui montrer ce qu'il pourrait gagner en travaillant soixante jours de plus par année ne prévaudront point contre la nature; et d'ailleurs l'expérience a prouvé que cette augmentation inopportune de travail, partout où elle a eu lieu, entraînait la baisse des salaires. L'ouvrier ne gagne pas plus, en travaillant sept jours de suite qu'il ne gagnait autrefois en ne travaillant que six jours, pour se reposer le septième. Aussi se repose-t-il, mais comment? Le lundi au lieu du dimanche : au cabaret au lieu de l'église. C'est là un fait incontestable. A mesure que le dimanche a été profané par une aveugle cupidité, le lundi a été de plus en plus chômé. Le travail n'y a rien gagné, la société y a tout perdu. Ces hommes si laborieux le dimanche deviennent le lundi aussi oisifs qu'intempérants. S'ils se reposent, ils se reposent seuls, loin de leurs femmes, de leurs enfants, qui retournent, dès le lundi matin, à l'atelier de couture ou à l'école. Qu'on ne vienne pas nous dire que le repos du lundi vaut autant que celui du dimanche ; nous disons hardiment qu'il n'en est rien : que ce chômage du lundi, dérobé à toutes les solennités et à tous les enseignements de la religion, enlevé à la famille et à ses joies, exclusivement consacré à l'intempérance et au désordre, ne produit aucun des fruits salutaires de l'observation du dimanche. Il est, au contraire, une cause de ruine pour le modeste patrimoine de l'ouvrier, pour son bonheur domestique, pour l'éducation de ses enfants, pour la santé de son âme et de son corps.

Du moment où l'on reconnaît la nécessité du repos hebdomadaire, il n'y a aucun motif, aucun prétexte plausible pour le fixer au lundi, en foulant aux pieds l'autorité des lois, des mœurs et de la tradition du monde. Il est encore temps d'arrêter le mal : si les hommes des classes laborieuses en sont atteints, les femmes et les enfants n'en ont pas encore subi la contagion. Si, comme nous l'avons dit, dans un trop grand nombre d'ateliers de nos villes, la célébration du dimanche ne commence qu'après la clôture des offices divins, et ne sert, en quelque sorte, que de vigile aux orgies du lundi, nos campagnes sont encore, pour la plupart, à l'abri de ce scandale. Mais, il faut se hâter, si l'on ne veut pas donner gain de cause à la débauche et propager indéfiniment l'empire du cabaret.

Nous nommons, Messieurs, les choses par leur nom. C'est grâce surtout à la profanation du dimanche que le cabaret tend à devenir le foyer intellectuel, politique et social de notre peuple. Le dernier recensement, opéré à l'occasion de la discussion de l'impôt sur les boissons, constate qu'il y avait *trois cent trente-deux mille* cabarets en France. (Bruit et interruptions à gauche.)

Une voix à gauche. Et combien d'églises ?

Une autre voix à gauche. Vous voulez donc fermer les cabarets ?

MM. Carlos Morellet et *Versigny.* Dans le nombre, comprend-on Satory ? (Rire à gauche).

M. le Rapporteur. On cite telle ville, celle de Nevers, par exemple, qui n'en contenait que vingt en 1789, et où l'on en compte aujourd'hui *deux cent quatre-vingt-trois*, sans compter les cafés. Vous savez, Messieurs, avec quelle facilité, sous l'empire de nos mœurs et de nos institutions actuelles, le cabaret se transforme en club (rires sur quelques bancs de l'extrême gauche), et comment, sous les yeux de l'autorité désarmée, ces clubs futurs servent dès à présent de cabinet de lecture pour ces journaux pervers qui irritent le peuple en le démoralisant. L'avenir dira s'il y a au monde une société capable de résister à un pareil régime. (Rires et agitation à gauche.) En attendant, nous préparons à nos contemporains et à nos descendants un état social où le cabaret remplacera l'église, où le comptoir du marchand de vin rendra impossible ou inefficace la caisse d'épargne et de secours.

Vous le savez d'ailleurs, l'ouvrier laisse dans ces repaires non-seulement l'argent qu'il a gagné, mais la raison, l'intelligence et la vertu. Il y laisse sa bonne conduite, la paix de son âme et celle de son foyer domestique. Il en sort envieux, menaçant, débauché et prêt à devenir l'indomptable ennemi d'une société à laquelle il viendra un jour demander compte du mal qu'elle lui a fait, en tolérant un système qui le prive de tout enseignement moral et de toute consolation religieuse.

En résumé, le repos hebdomadaire n'est point autant tombé en désuétude qu'on le croit ; mais il est altéré et profané par la substitution du lundi au dimanche. L'ouvrier ne pouvant pas travailler toujours, et ne se reposant plus le dimanche à l'église, va se reposer le lundi au cabaret. (Rumeurs et bruit à gauche.)

M. V. Hugo. Laissez donc parler, silence ! on a demandé la lecture.

M. le Rapporteur. Nous ne voulons ni ne pouvons le forcer de se reposer le dimanche et de se reposer à l'église. Nous ne pouvons ni ne voulons le contraindre à travailler le lundi, en lui fermant la porte du cabaret. Mais nous prétendons autant que possible, lui assurer la liberté de placer son repos au jour destiné par Dieu et par l'exemple de ses pères ; nous prétendons écarter les obstacles qui s'opposent à ce que l'homme soit libre de choisir entre le bien ou le mal, et son choix fait, d'accomplir le bien.

Mais c'est trop insister sur des considérations...

Quelques membres à gauche. Oui, beaucoup trop. (Rumeurs à droite.)

M. de Montebello. Vous n'êtes pas polis, messieurs.

M. le Rapporteur. Mais c'est trop insister sur des considérations qui soulèveront, nous aimons à le croire, peu de contradictions parmi vous, messieurs. Une assemblée française... (Sourires à droite.)

M. de Montebello. Oui, bien française !

M. le Rapporteur. Une assemblée chrétienne, qui a déjà donné tant de preuves de son attachement à la foi de nos pères, n'a pas besoin qu'on lui démontre longuement la sainteté, la nécessité de la loi du dimanche. Elle sait trop bien que cette loi est violée sans pudeur et sans relâche. Elle ne voudra pas se laisser accuser de pusillanimité, ou d'une lamentable connivence avec les passions et les vices, qui préparent, par le désordre moral, la ruine de la société. Elle ne se laissera pas non plus arrêter par des théories téméraires ou coupables, qui, tout en luttant l'une contre l'autre, ont pour lien commun l'orgueilleuse prétention de se substituer à la loi expresse de Dieu et à la tradition du genre humain. Aux économistes qui invoquent la liberté du travail, nous demanderons des garanties pour la liberté du repos ; et aux socialistes, qui ont imaginé le droit au travail, nous opposerons la loi de Dieu, qui a créé le droit au repos.

Quelques voix à droite. Très-bien !

A gauche, ironiquement. Très-bien ! très-bien !

M. le Rapporteur. Nous donnerons aux classes laborieuses un gage de la tendre et vigilante sympathie qui doit nous animer pour elles. Nous travaillerons à leur élévation morale en même temps qu'à leur soulage-

ment matériel. Nous rendrons enfin la force, le respect et l'appui des pouvoirs publics à l'observation de ce jour, que le monde ancien a nommé pendant tant de siècles le jour du Seigneur, et que nous n'hésitons pas à nommer encore le jour de Dieu et le jour du pauvre.

Un membre à gauche. Ainsi soit-il! (Rires à gauche.—Murmures à droite.)

M. le Rapporteur. Je suis trop fatigué, messieurs, comme vous pouvez vous en apercevoir, pour continuer la lecture de mon rapport. Je vous demande la permission, pour bien fixer vos idées, de vous donner lecture des articles de la loi.

Un membre à gauche. Il faudra mettre la fin au *Moniteur!*

(M. le Rapporteur a passé immédiatement à la lecture des articles du projet (voir plus bas); mais, pour ne pas diviser le rapport, nous avons cru devoir en donner ici immédiatement la suite.)

Législation antérieure.

A toutes les époques de notre histoire, le législateur a cru de son devoir et de son intérêt d'intervenir pour fortifier et protéger l'observation du repos hebdomadaire. Même dans ces temps où la foi régnait sans partage sur tous les cœurs et tous les peuples, la cupidité, cette racine de tous les maux revendiquait son empire. Sous les Mérovingiens, sous Pépin-le-Bref, sous François 1er, sous Louis XIV, des décrets, des conciles, des édits, des déclarations royales, ont établi ou renouvelé des pénalités contre ceux qui violaient, par le travail, les fêtes et le *saint dimanche*, comme parle Bossuet. Ces pénalités, d'abord très-sévères, furent sagement tempérées dans l'application. Aussi peut-on dire qu'en général le respect et le repos du dimanche avaient conservé toute leur puissance dans la France entière jusqu'en 1789. On sait que la Convention entreprit de détruire le dimanche pour y substituer le *décadi;* on sait aussi comment avorta ce ridicule attentat à la foi et au bon sens de la France. Mais les auteurs n'échouèrent qu'après avoir consacré toute la force du pouvoir législatif et de l'intervention administrative au succès de leur entreprise.

Par ses décrets du 16 vendémiaire et du 4 frimaire an II, la Convention fixait aux jours de *décadi* le repos des tribunaux et des fonctionnaires.

Le Directoire, par son arrêté du 14 germinal an VI, art. 9, prescrivait à tous chefs et préposés d'ateliers, chantiers, travaux et établissements divers, faits ou entretenus au compte de la République ou en son nom, de régler sur la décade les travaux des ouvriers, de ne permettre la suspension des travaux qu'en ces jours, et de congédier les ouvriers qui prendraient congé les jours de dimanche ou de fête de l'ancien calendrier.

La loi du 17 thermidor an VI, intitulée *Loi pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain*, interdisait pendant les décadis et jours de fête nationale le service des bureaux, la tenue des écoles publiques et particulières, sous peine de clôture de ces établissements; les actes judiciaires, les ventes à l'encan, les exécutions criminelles, et enfin l'ouverture des boutiques, magasins et ateliers, sous les peines portées en l'art. 605 du Code des délits et des peines.

L'art. 10 de cette loi est ainsi conçu :

« Tous travaux dans les lieux et voies publiques, ou en vue des lieux et voies publiques, sont interdits durant les mêmes jours, sous les peines portées en l'art. 8, sauf les travaux urgents spécialement autorisés par les corps administratifs, et les exceptions pour les travaux de la campagne pendant le temps des semailles et des récoltes. »

Cette loi fut proclamée solennellement et affichée dans chaque commune de la République.

D'autres lois des 13 et 23 fructidor prescrivaient des mesures analogues. et plus rigoureuses encore, pour assurer l'observation des décadis.

Enfin il existe un arrêté d'une administration centrale, du 6 prairial an VII, dont l'art. 5 est ainsi conçu :

« Tout citoyen qui travaillerait le jour de la décade ou d'une fête nationale sera dénoncé sur-le-champ, à la diligence du commissaire du Direc-

toire exécutif, à l'autorité compétente pour être puni comme réfractaire à la loi. »

On voit que la première République, tout en proclamant la liberté des cultes, ne se faisait pas faute de transformer en obligation légale le repos quasi religieux qu'elle avait inventé. Nous n'entendons pas, certes, la citer comme un modèle, mais seulement opposer son exemple à des objections que nous prévoyons.

Dans la législation qui régit actuellement la France, l'observation légale du dimanche repose d'abord sur le concordat, dont l'art. 1er est ainsi conçu : « La religion catholique, apostolique et romaine sera *librement* exercée en France : son culte sera *public*, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. » Or la violation patente et officielle du dimanche est, de tout point, incompatible avec la liberté et la publicité du culte ; et certes elle ne contribue en rien à la tranquillité publique. Les articles organiques, promulgués par le gouvernement en même temps que le concordat, ont été contestés avec raison par l'Eglise, en ce qui touche à certaines dispositions qui modifient ou interprètent, au gré d'une des parties, un contrat synallagmatique ; mais ils conservent leur valeur législative en ce qui touche à l'ordre civil. L'article 57 de cet acte dit : « Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche. » Nos codes renferment une foule de prescriptions qui toutes supposent et exigent le chômage du dimanche (1). La loi du 18 novembre 1814 est venue régulariser et consolider cette situation, en interdisant la vente et le travail ostensibles pendant les jours fériés (2). Enfin la loi du 22 mars 1844 sur le travail des enfants dans les manufactures stipule expressément que les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés dans les manufactures, usines ou ateliers, les dimanches et jours de fête.

On voit donc que, sous les régimes les plus divers, l'intervention de la loi pour le maintien du repos des jours fériés a été un principe reconnu et consacré. Après la révolution de Juillet, on a prétendu que la loi de 1814 avait été implicitement abrogée par la Charte de 1830, qui ne reconnaissait plus de religion de l'Etat. Mais cette prétention a été mise à néant par un arrêt fortement motivé de la Cour de cassation, du 23 juin 1838, dont on trouvera le texte en note (3), et qu'aucun arrêt postérieur n'est venu affaiblir.

Une circulaire de M. le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, du 2 août 1838, qui a donné lieu à quelques malentendus, se bornait à inviter les maires qui appliqueraient la disposition de la loi relative à la clôture des lieux publics pendant l'office divin, à acquérir la conviction que les mesures de police étaient l'expression du vœu de la saine majorité des habitants.

La législature s'est toujours montrée d'accord avec la jurisprudence sur ce point. Une proposition faite à la chambre des députés en février 1832, et tendant à abroger la loi de 1814, ne fut ni adoptée ni même discutée. Une autre proposition de même nature ayant été déposée en janvier 1840, les bureaux en refusèrent unanimement la lecture. La chambre des pairs, dans la séance du 28 février 1844, discuta une pétition qui demandait l'exécution de la loi, et après un éloquent rapport de notre vénérable collègue M. de Kératry, le ministère, avec l'assentiment unanime de cette illustre

---

(1) L'art. 63 du Code de procédure civile veut qu'aucun exploit ne soit donné un jour de fête légale, si ce n'est en vertu de permission du président du tribunal. L'art. 781 défend d'arrêter un débiteur durant ces mêmes jours. L'art. 1037 dispose qu'aucune signification ni exécution ne peut se faire en ces jours, s'il n'y a péril en la demeure. L'art. 25 du Code pénal dit qu'aucune condamnation ne pourra être exécutée le dimanche. L'article 162 du Code de commerce interdit le protêt un jour férié légal.

(2) Voy. la loi du 18 nov. 1814, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 352 et suiv.

(3) Voy. cet arrêt, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 354.

assemblée, déclara que la loi existait et devait être exécutée. Tout le monde reconnaîtra que la Constitution de 1848 ne renferme aucune disposition qui puisse annuler ce précédent.

Dispositions du nouveau projet.

En présence de ces antécédents significatifs, et sous l'empire des graves considérations que nous avons exposées, quelques membres de votre commission ont demandé le maintien pur et simple des dispositions prohibitives de la loi de 1814, mais en réservant aux conseils généraux le droit de reconnaître et de décider lesquelles d'entre ces dispositions seraient appliquées dans leurs départements respectifs.

Les auteurs de cet amendement, qui sera, sans doute, reproduit et défendu à la tribune, se fondaient sur la nécessité, chaque jour mieux reconnue, d'augmenter les attributions des conseils généraux. Ils invoquaient l'exemple déjà donné par la loi electorale, qui confère à ces conseils le droit si important de fixer le nombre des circonscriptions électorales. Ils ajoutaient que ces corps, si bons juges des besoins et des vœux de chaque localité, étaient spécialement aptes à donner à la loi sur l'observation du dimanche, d'une part, les divers tempéraments. et, pour ainsi dire, le degré d'élasticité que son application comporte, et, d'autre part, l'autorité la plus imposante aux yeux des populations. A l'objection que soulève naturellement la bigarrure qui résulterait des résolutions probablement très-diverses de ces quatre-vingt-six assemblées, ils répondaient par un dilemme en apparence très-concluant : De deux choses l'une : ou le même esprit se manifesterait dans la plupart des départements, et la diversité qu'on redoute ne serait plus qu'insignifiante ; ou bien les dispositions contradictoires adoptées par les différents conseils généraux indiqueraient une diversité sérieuse dans les vœux des populations, diversité qu'il serait nécessaire et politique de respecter.

La grande majorité de votre commission n'a pas cru pouvoir se rendre à ces arguments. En ce qui touche à l'intervention des conseils généraux, la majorité est tout à fait d'accord avec la minorité pour reconnaître la nécessité d'augmenter leurs attributions : mais elle n'a pas pensé que cette extension, désirable et prochaine, dût aller jusqu'à leur conférer, en quelque sorte, l'exercice du pouvoir législatif : et si cette dérogation considérable aux principes qui ont depuis longtemps régi notre droit public pouvait être admise en certains cas, on ne concevrait pas qu'elle pût l'être dans une matière d'un intérêt aussi élevé et aussi général. Ce serait non-seulement méconnaître le principe de l'unité de législation, ce serait peut-être ajouter une nouvelle cause de division à toutes celles qui agitent et désolent notre malheureuse patrie.

Mais, sans appeler les conseils généraux à exercer ce pouvoir excessif et insolite, on pourrait, selon quelques membres de la minorité, remettre en vigueur, purement et simplement, les principales dispositions de la loi du 18 novembre 1814.

C'est ce que n'a pas pensé la majorité de votre commission. Elle a été, surtout, frappée par ce fait fâcheux qu'une loi rendue il y a trente-six ans, et maintenue depuis lors par la double autorité de la jurisprudence et de la législature, n'avait jamais pu être sérieusement ou utilement appliquée. Dans ses trente-six années d'inexécution, dont quatorze écoulées sous le régime même qui avait promulgué cette loi, nous avons cru voir la preuve qu'elle renfermait quelque chose de trop sévère et de trop absolu pour nos mœurs actuelles ; nous avons compris avec regret, mais avec certitude, qu'elle n'avait pas obtenu ce consentement tacite de l'opinion, qui est une condition indispensable de l'efficacité des lois. Nous avons donc voulu, d'accord avec le respectable auteur de la proposition, remplacer la loi de 1814 par des dispositions mieux adaptées à notre état social, et, comme l'a si bien dit le rapporteur de votre dixième commission d'initiative, nous avons voulu modifier et restreindre les prescriptions de la loi

ancienne et inexécutée, afin d'en faire prévaloir le principe et revivre l'application (1).

Si nous avions l'espoir de voir la loi de 1814 sérieusement et généralement exécutée, notre tâche eût été bien simple : elle eût consisté à déclarer inutile toute disposition nouvelle et à inviter le gouvernement à se charger de la stricte application de la loi. Mais cette loi n'est pas exécutée, elle ne l'a jamais été, et nous doutons qu'elle puisse jamais l'être.

Pouvons-nous espérer, au milieu de nos lamentables divisions, de rencontrer d'ici à longtemps un gouvernement assez énergique et assez résolu pour la faire exécuter, pour déclarer la guerre aux plus mauvaises passions de la société moderne et pour mener cette guerre vigoureusement et à outrance? Et si un tel gouvernement pouvait se créer parmi nous, peut-on espérer que l'opinion publique, si mobile et si incertaine, lui prêterait l'appui nécessaire pour entreprendre une croisade contre les mœurs?

Cette confiance nous a manqué, messieurs; mais nous avons l'espoir de pouvoir arriver au même but par des moyens différents.

Nous ne prétendons pas faire violence aux mœurs du pays; loin de là, nous prétendons les respecter et les faire respecter dans ce qu'elles ont de respectable et de pur.

Nous l'avons déjà dit, et nous tenons à le répéter, toute la France, heureusement, n'est pas encore tombée sous le joug de la profanation du dimanche, et les mœurs d'une notable partie de notre pays protestent en faveur du repos dominical. Il reste de nombreuses familles, des provinces entières où le culte est pratiqué, où l'esprit religieux et l'esprit domestique ont conservé leur empire, et où, par conséquent, le dimanche est respecté. C'est sur ces Français que nous voulons étendre le bouclier de la loi, pour en couvrir leur vieille foi et leurs honnêtes mœurs.

Mais au lieu d'imposer aux esprits incrédules ou rebelles l'observation d'un repos forcé, c'est du gouvernement que nous exigeons d'abord le respect de la loi du dimanche. Nous ne voulons plus qu'il accoutume le peuple à croire, d'après son exemple, que la société civile et politique peut se passer de Dieu et de son culte, et les outrager impunément. Nous exigeons l'interruption des travaux entrepris par l'autorité publique et payés par les fonds de l'Etat, comme un gage extérieur de la vénération du pouvoir pour la religion de tous les Français. Nous demandons que les ateliers de l'Etat soient fermés le dimanche, comme le sont les tribunaux, la bourse et les bureaux de toutes les administrations.

On ne fera, du reste, en suivant cette marche, que rentrer dans les intentions et les traditions de l'auteur du Concordat, qui dictait à son ministre des cultes, M. Portalis, les paroles qu'on va lire, en réponse aux réclamations du pape Pie VII sur le sujet qui nous préoccupe :

« Votre Sainteté désirerait le renouvellement des anciennes lois sur la célébration des fêtes et dimanches. Sa Majesté aperçoit dans ce désir les sentiments de piété et les vues de bon ordre qui animent Votre Sainteté; mais elle s'est convaincue que, dans tous les objets qui tiennent à l'observance des pratiques religieuses, les bons exemples et les invitations ont toujours plus de force que des lois ordinairement mal exécutées.

« L'essentiel est que les fonctionnaires publics et les citoyens éclairés donnent l'exemple à la multitude : or, par les lois actuelles tout travail extérieur et public est interdit aux fonctionnaires de tous les rangs et de toutes les classes. Il suffira d'avertir les administrations publiques de ne faire travailler à aucun ouvrage public et servile les jours de dimanche et de fête, excepté dans les cas urgents qui ne comportent ni lenteur ni délais (2). »

---

(1) Rapport de M. Ferré des Ferris, du 30 mai 1850.

(2) Réponse (inédite) officielle du comte Portalis, au nom de S. M. l'empereur Napoléon, aux observations présentées au nom de S. S. le Pape, le 30 ventôse an XII (publiée pour la première fois par M. Frédéric Portalis, en 1846, p. 97).

Malheureusement, depuis le règne de Napoléon, les administrations ont tenu une conduite diamétralement opposée aux intentions manifestées dans le document que nous venons de citer. Sous le dernier régime, le scandale des infractions officielles à la loi religieuse et civile du repos du dimanche était poussé à ses dernières limites.

Cet odieux abus a pu être atténué depuis quelque temps, mais il est loin d'être extirpé. Il n'est que trop positif qu'un grand nombre de travaux ordonnés, autorisés ou adjugés par l'Etat, ont lieu le dimanche. Il n'est guère d'édifice public à Paris où l'on n'ait vu tout récemment, où l'on ne puisse voir encore ce scandale. On a même été jusqu'à prendre pour objet de cette profanation nos églises, dont l'Etat ou les communes ont revendiqué la propriété et l'entretien. Paris a trop souvent offert ce honteux spectacle. Tandis que l'intérieur des temples retentit de la voix du prêtre et des fidèles, qui confessent la loi de Dieu, à l'extérieur, le mépris de cette loi est gravé sur les murs de l'édifice par la pioche ou le marteau officiel.

Ailleurs, et principalement sur les lignes des chemins de fer en construction, d'imprudents adjudicataires, et surtout des employés inférieurs de l'Etat, encouragés par la mollesse ou la connivence de leurs chefs, ne rougissent pas de contraindre les pauvres ouvriers au travail des dimanches et fêtes, en les menaçant de leur refuser du travail pendant la semaine s'ils ne violent le repos des jours fériés. Nous espérons qu'on ne nous condamnera pas, par des dénégations téméraires, à indiquer les personnes et les lieux où ces actes se sont commis.

Nous savons que sous la dernière royauté comme sous la République, des ministres zélés pour le bien ont tenté de mettre un frein au mal par des circulaires adressées à leurs subordonnés. Nous aurions à citer celle de M. le baron de Mackau, ministre de la marine, du 26 octobre 1843, conçue dans les termes les plus énergiques, et qui ordonne la clôture des chantiers et ateliers de la marine pendant les jours fériés. Nous citerons surtout celle de notre honorable collègue M. Lacrosse, ministre des travaux publics, du 20 mars 1843, par laquelle il interdit absolument le travail du dimanche dans les ateliers dépendant de son ministère, et où l'on remarque le passage suivant :

« L'amélioration du sort des ouvriers est l'objet de la constante préoccupation du gouvernement de la République... Mais, à côté du travail qui fait vivre, je placerai toujours l'amélioration de la condition morale, la satisfaction des besoins de l'intelligence, qui élèvent et fortifient chez tous le sentiment de la dignité personnelle, et la faculté laissée à l'ouvrier d'exercer librement les devoirs de la religion et de la famille. »

Mais l'expérience a démontré que les circulaires ministérielles ne pouvaient avoir d'efficacité permanente, surtout dans une matière où le mal est aussi invétéré. Nous venons donc vous demander de prescrire par la loi, et sous une sanction pénale, le respect du repos des dimanches et fêtes dans tous les travaux exécutés, adjugés ou concédés par l'Etat. Nous assimilons à ceux-ci les travaux entrepris pour le compte des départements, des communes ou des établissements publics et charitables. Nous admettons naturellement une dérogation à cette règle pour les cas d'urgence et de nécessité; mais nous voulons que cette urgence soit constatée par des arrêts motivés, afin d'empêcher que, sous ce prétexte, dont il est facile d'abuser, on ne parvienne à annihiler l'effet de la loi.

Tel est le but de nos deux premiers articles, que nous avons rédigés de concert avec M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, en nous aidant d'un excellent mémoire qu'il a bien voulu nous adresser sur la matière.

L'art. 3 n'étend cette prohibition aux travaux particuliers qu'en tant qu'ils auraient besoin de l'autorisation d'une administration publique pour être accomplis, comme tous ceux qui s'exécutent sur la voie publique. Leur caractère ostensible, leur dépendance de l'autorité créent entre ces deux classes de travaux une incontestable analogie.

Dominés par la ferme volonté de respecter la liberté de la conscience individuelle jusque dans ses écarts, lorsque ces écarts ne portent pas un préjudice trop évident à la paix publique, nous n'avons pas cru pouvoir

maintenir la prohibition prononcée par la loi de 1814 contre les travaux ordinaires des particuliers. Mais, par l'art. 4, nous croyons avoir établi une barrière au profit de la liberté de conscience de l'ouvrier, en prohibant tout contrat par lequel les patrons ou entrepreneurs exigeraient d'avance la continuation du travail pendant les jours fériés. Nous ne refusons pas à l'ouvrier la liberté de violer la loi religieuse, quand il le voudra ; mais nous refusons au maître la faculté de stipuler d'avance cette violation par un contrat ou un acte quelconque, dont l'exécution et la validité auraient besoin d'être sanctionnées par l'autorité publique. On nous dira que nous intervenons dans la liberté des contrats : nous répondrons que la loi prohibe tous les contrats contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public (1), et que nous ne connaissons rien de plus immoral et de plus contraire à l'ordre, que la violation du dimanche.

Nous professons, d'ailleurs, que le devoir de la puissance publique est de défendre la liberté du faible contre celle du fort ; que c'est là sa principale raison d'exister.

Nous croyons, en outre, d'accord avec toute notre législation et toute notre histoire, qu'il n'y a aucune liberté illimitée, et que la liberté du travail et celle des contrats ne sont pas plus sérieusement menacées par notre art. 4, qu'elles ne l'ont été par la loi qui réglemente le travail des enfants dans les manufactures, ou celle qui a fixé la durée de la journée de travail.

Enfin, nous rappellerons qu'en Angleterre, patrie et foyer de la liberté de l'industrie, comme de toutes les autres libertés civiles, la législature n'a pas hésité à réglementer, ainsi que nous l'avons fait, toutes ces matières, et qu'elle a formellement interdit, sous peine d'une amende de 125 à 2.500 fr., les contrats entre maîtres et ouvriers, connus sous le nom de *truck*, et par lesquels les ouvriers s'obligeaient à prendre une portion de leur salaire en denrées, nourriture, objets d'habillement, etc., fournis par leurs patrons. Assurément c'était là une dérogation expresse à la liberté des contrats, mais qui n'en a pas moins été reconnue comme un bienfait conféré aux classes ouvrières et un hommage éclatant aux véritables principes d'équité et de bonne foi.

Celle que nous vous proposons est également faite, à ce que nous croyons, pour honorer notre législation : et dût-elle même être trop souvent inefficace, elle n'en serait pas moins le témoignage de notre sollicitude pour les véritables intérêts de la classe ouvrière et pour sa plus précieuse liberté.

Dans l'art. 4, nous apportons à l'interdiction qui vient d'être établie les mêmes dérogations que la loi de 1814 admettait à la prohibition du travail ostensible et ordinaire.

On conviendra du moins que nous avons évité tout ce qui peut ressembler au pharisaïsme, que l'on reproche à certaines formes de l'observation du dimanche en Angleterre et en Ecosse, ou à ce puritanisme qui proscrit tout divertissement en même temps que tout travail, même intellectuel, et qui croit honorer Dieu par l'immobilité et l'ennui. Nous respectons ces exagérations, qui peuvent être dictées par un sentiment social ; mais nous croyons que l'Evangile (2) et la saine théologie les repoussent non moins que le bon sens, et nous savons qu'en France elles produiraient un sentiment directement contraire à celui que nous voulons préserver et fortifier.

L'art. 5 prescrit l'insertion des dispositions précédentes dans les livrets d'ouvriers et leur affiche dans les ateliers, afin de rappeler sans cesse aux ouvriers que la loi a pourvu à la défense de leur liberté.

L'art. 6 reproduit la seule disposition de la loi de 1814 qui ait été quelquefois appliquée : c'est celle qui interdit, dans les villages et villes au-dessous de trois mille âmes, aux débitants de boissons et aux propriétaires d'autres lieux publics, de tenir leurs établissements ouverts, pendant la durée des offices divins. Tous ceux qui habitent la campagne peuvent et

---

(1) Code civ., art. 1133.

(2) Cujus vestrum, asinus aut bos in puteum cadit, et non continuò extrahit illum die sabbati? (*Luc*, XIV, 5.)

doivent apprécier l'extrême importance de cette prohibition, qui est une condition rigoureuse du respect dû à la liberté du culte de nos populations. Dans les petites localités, la plupart des cabarets sont placés au centre, c'est-à-dire près de l'église, les cérémonies et les enseignements de la religion y sont trop souvent interrompus par le bruit des buveurs. Mais afin de rendre cette disposition plus efficace et plus générale, en évitant les froissements et les difficultés locales ou temporaires, nous avons substitué à l'interdiction obligatoire et presque partout méconnue une interdiction *facultative*, qui, placée entre les mains des magistrats municipaux, pourra toujours s'exercer avec le concours de la partie saine et vraiment éclairée des habitants,

Les art. 7 et 8, relatifs à la poursuite et à la pénalité, ne sont de nature à soulever aucune observation. On remarquera l'extrême modération des peines proposées; c'est sur cette modération même que nous comptons pour rendre la loi efficace, et son application aussi fréquente que générale dans le pays.

Nous avons prévu le cas où des ouvriers contreviendraient à la loi, en exécutant les ordres donnés soit par des agents voyers ou autres fonctionnaires préposés aux travaux publics, soit par des entrepreneurs ou fabricants. Nous n'avons pas voulu que ces ouvriers fussent responsables devant la loi; et nous vous proposons de déclarer que, dans ce cas, la pénalité ne soit applicable qu'à l'auteur des ordres donnés en violation de la loi, et que l'amende dont il sera passible s'élève en proportion du nombre des ouvriers employés, sans pouvoir toutefois dépasser le maximum de 200 fr.

L'art. 11 déclare applicables à notre loi les dispositions du Code pénal relatives à la récidive et aux circonstances atténuantes.

Afin d'intéresser davantage les autorités locales à la poursuite des contraventions, l'art. 12 dispose que les amendes encourues pour la violation de la loi seront exclusivement attribuées aux communes où les contraventions auront été commises.

Enfin, messieurs, par l'art. 13, nous croyons réparer une des injures les plus graves qui soient faites de notre temps à la religion et à la liberté. Dans l'état actuel des choses, les soldats de notre brave armée sont presque complétement privés du droit d'exercer librement leur culte. Il est vrai qu'on ne le leur interdit pas formellement; mais dans la plupart des corps, et surtout dans les régiments de cavalerie, le service est organisé de telle sorte, qu'il y a impossibilité à peu près absolue, pour le militaire, d'entrer dans une église le dimanche avant midi, et par conséquent d'obéir au précepte de la foi catholique relativement à l'assistance à la messe. Il importe de faire disparaître un état de choses aussi oppressif; il importe de changer un système qui, dans un pays catholique, empêche 400,000 soldats, l'élite de notre jeunesse, de remplir leurs devoirs religieux, et qui renvoie ainsi tous les ans dans leur famille 60,000 Français ayant perdu toute habitude des pratiques religieuses.

Plusieurs ministres de la guerre ont cherché à atténuer ce mal, et nous aimons à signaler en dernier lieu la circulaire de M. le général d'Hautpoul, en date du 18 janvier de cette année. Nous la donnons en note, avec la lettre par laquelle un des commandants de division militaire a procédé à l'exécution des mesures ordonnées par le ministre (1). Mais une expérience

---

(1) M. le général commandant la 14e division militaire a adressé la lettre suivante au colonel de la division :

« Nantes, 24 février 1850.

« Colonel,

« Je viens de recevoir du ministre de la guerre une dépêche dont vous trouverez ci-dessous la teneur, relativement aux mesures à prendre pour que les militaires qui veulent assister à l'office divin les dimanches et les jours fériés n'en soient point empêchés par quelques détails de service.

« Paris, le 18 janvier 1850.

« Général,

« *Une circulaire en date du* 18 *juillet* 1846, adressée aux généraux com-

douloureuse nous a prouvé que cette circulaire, comme toutes celles qui l'ont précédée est à peu près illusoire. L'usage fatal et inexcusable de fixer au dimanche matin les parades, les revues d'armes et d'habillements, les inspections, etc., continue à prévaloir. En 1830, on a supprimé la messe militaire et les aumôniers de régiment, afin, disait-on, de rendre hommage à la liberté de conscience. Il semble que la logique et la bonne foi auraient dû prescrire, à la suite de cette suppression, d'offrir aux soldats plus de facilité qu'auparavant pour remplir leurs devoirs de conscience. Or, c'est précisément depuis cette époque qu'on a imaginé de surcharger les matinées du dimanche des détails les plus laborieux du service, ou même d'en faire le jour de la semaine où le soldat est le plus occupé.

Nous vous demandons donc d'assurer, de par la loi, à ceux d'entre nos frères et nos enfants qui sont appelés à passer leur jeunesse sous le drapeau de la patrie, le droit d'honorer Dieu comme ils ont appris à le faire dès le berceau. Après avoir pris l'avis de quelques-uns de nos collègues militaires, nous croyons pouvoir concilier les droits de la conscience religieuse avec les exigences du service, et parer aux inconvénients que présente toute intervention législative dans les règlements du service militaire, par la concession d'un espace de deux heures au moins à tous les militaires, pendant la matinée du dimanche. Nons désirons qu'il en résulte que les revues d'armes, d'habillements, de propreté, n'auront plus lieu le dimanche matin, mais le samedi ou le jeudi, comme cela avait lieu avant 1830, sans aucune gêne pour le service ; et que les soldats auront une permission générale de sortie le dimanche, dès le matin, pour ceux dont la présence n'est pas indispensable au quartier, et pour les autres aussitôt après le retour des premiers et avant midi. Il va sans dire que les cas d'urgence et les besoins de la sûreté publique justifieraient les exceptions apportées à cette disposition.

Nous entendons expressément que ces dispositions doivent profiter à tous les corps qui dépendent de l'armée et de la marine, ou qui peuvent leur être assimilés, et spécialement à la gendarmerie et aux douaniers Des exemples fâcheux nous ont prouvé que, trop souvent, dans ces deux derniers services, l'exercice de la liberté religieuse était très-injustement et très-inutilement regardé comme incompatible avec les exigences du service.

« mandant les divisions territoriales, a prescrit les mesures à prendre pour « que les militaires qui veulent assister à l'office divin le dimanche et les « jours fériés *n'en soient point empêchés par quelques détails de ser-* « *vice.*

« Il est juste, en effet, que le soldat ne soit pas privé, sous les drapeaux. « de la faculté qu'il avait, dans ses foyers, de remplir ses devoirs religieux, « et que, suivant l'impulsion de la conscience, il puisse, comme les autres « citoyens, pratiquer les exercices du culte qu'il professe.

« En conséquence, l'emploi du temps, dans tous les régiments, doit être « réglé de manière à donner au soldat toutes les facilités possibles pour « l'accomplissement de ses devoirs, sans autre empêchement que les plus « strictes exigences du service.

« Vous vous conformerez, au surplus, pour le mode d'application de la « mesure, aux dispositions de la circulaire précitée, et vous veillerez à ce « qu'elles soient ponctuellement exécutées.

« *Le ministre de la guerre,*
D'HAUTPOUL.

« Pour ampliation,
« *Le secrétaire général,*
« BOURJADE. »

« Veuillez, en conséquence, n'ordonner aucune inspection *ou prise d'ar-* « *mes les dimanches et les jours fériés avant l'heure de midi.*

« *Le général de division commandant la 14e division militaire,*
« GÉRARD. »

Nous exprimons également le vœu que les préfets et officiers supérieurs en tournée, pour les conseils de révision, s'abstiennent de siéger le dimanche matin, et d'éloigner ainsi de la pratique du culte toute la jeunesse des contingents.

Messieurs, il y a quinze cents ans, dans le premier acte d'autorité publique qui ait prescrit l'observation du dimanche, l'empereur Constantin, par son édit du 6 mars 321, décharge les soldats romains de leur service militaire pendant ce jour. Dans ce pays très-chrétien, vous ne voudrez pas faire moins pour les soldats français que ne faisait pour les Romains cet empereur à peine converti, au lendemain de la plus sanglante des persécutions.

Conclusion.

Telles sont, messieurs, dans leur ensemble, les dispositions que nous avons l'honneur de vous soumettre. Nous nous réservons d'en expliquer plus amplement les détails et les conséquences dans la discussion publique.

Si nos propositions sont agréées par l'Assemblée, nous croyons qu'elles remplaceront avantageusement la loi du 18 novembre 1814, dont nous vous invitons à voter l'abrogation, afin de mettre un terme au scandale prolongé de son inexécution.

En substituant à ce scandale une législation plus tempérée et plus efficace, l'Assemblée pourra se flatter d'avoir rempli, dans cette grave matière, les deux plus grands devoirs et rendu les deux plus grands services que l'on soit en droit de demander à un corps politique : elle aura garanti la liberté du bien, et cherché le mieux dans les limites du possible.

Certes, en présence de la grandeur du mal que nous avons signalé, nous comprenons qu'on se préoccupe de la faiblesse du remède ; mais nous croyons avoir proposé le seul opportun et le seul applicable. On pourrait facilement imaginer un système plus complet et plus logique. Mais pourrait-on le faire adopter, et, une fois adopté, comment en assurer l'exécution ? Voilà la question que nous soumettons aux esprits absolus. Dans la grande œuvre de la restauration de l'ordre social, la conscience, d'accord avec la politique, enseigne, quand on ne peut pas tout ce qu'on veut, à vouloir tout ce qu'on peut, et à s'en contenter.

Quant à ceux qui, dans un esprit différent, nous opposeraient des préjugés surannés, ou des appréhensions exagérées, en invoquant le fantôme d'un passé que personne en France ne songe à rétablir, nous les prions de jeter un regard attentif et sévère sur le présent et l'avenir du pays.

Nous leur rappelons, au risque de tomber dans une répétition banale, que le parti de l'ordre, guidé par une inspiration tutélaire, a pris pour cri de ralliement, les trois noms de *religion*, de *propriété* et de *famille*; et nous soutenons que le triple intérêt de la propriété, de la famille et de la religion exige impérieusement le rétablissement de l'observation du dimanche.

La propriété, d'abord, parce qu'elle a, comme ses plus éloquents défenseurs nous l'affirment, le travail pour origine, et parce qu'elle court les risques les plus sérieux par suite du travail excessif et sans discontinuation. C'est avec cet excès que naissent et s'entrechoquent dans l'industrie la fabrication exagérée, la ruine des petites industries, le monopole des grands établissements, les fraudes enfin, qui portent un si triste coup au crédit du commerce français à l'étranger. Oui, la propriété est menacée plus qu'on n'aime à le dire et même à le penser, par l'encombrement des produits, par cette concurrence illimitée qui aboutit sans cesse au monopole, par les insatiables cupidités de la spéculation, par tous les abus que la suppression du repos périodique et religieux a déchaînés parmi nous.

La famille ensuite ; car c'est dans ses rangs que la corruption se glisse et se propage de plus en plus, et la profanation habituelle du dimanche en est le principal agent. Ce lien domestique, le seul qui nous reste, chaque jour ébranlé et relâché, survit encore. Mais, dans les rangs les plus nombreux du peuple souverain, il ne résistera pas longtemps à la profanation du dimanche et aux honteux excès du lundi. C'en sera fait bientôt de la vie

commune, pour cette foule de ménages que les exigences du travail et du commerce séparent et dispersent pendant toute la semaine. C'en sera fait de l'assistance commune au culte et de cette instruction religieuse, non moins nécessaire au père qu'à l'enfant; car si l'un ignore, l'autre oublie et méconnaît trop souvent la dignité de sa nature et la nature de sa mission. C'en sera fait enfin de la subordination et du respect filial, entre le père et le fils, attablés ensemble au cabaret, pendant que la mère et les filles reprennent tristement leurs labeurs : et d'ailleurs de quel droit le père exigerait-il le respect et l'obéissance de ses enfants, lorsqu'il refuse l'un et l'autre à la loi du Père céleste de tous les hommes ?

Quant à la religion, ceux qui ont inscrit son nom sur la bannière du parti de l'ordre, avant celui de la famille et de la propriété, ont dû comprendre les obligations qu'ils s'imposaient. Ils s'engageaient, non pas, certes, à rétablir des priviléges ou des avantages matériels que la religion n'a jamais réclamés depuis qu'elle les a perdus ; mais ils s'engageaient à la délivrer de ses entraves, et à la préserver de ces scandales qui constituent un outrage ou une oppression.

Si quelques mois d'une confiance trompeuse et prématurée suffisaient pour faire oublier ou méconnaître ces droits, on dirait avec raison que l'invocation de ce nom sacré n'a été qu'un piége tendu à la simplicité. Ce serait à la fois une triste comédie et une inexcusable faute ; elle ne resterait pas longtemps impunie. Le triomphe du mal serait le châtiment infaillible de cette puérile hypocrisie.

Il n'en sera pas ainsi, messieurs. Vous avez déjà compris les vérités salutaires que nul législateur ne peut impunément méconnaître. Vous leur avez rendu plus d'un solennel hommage. En restituant à l'enseignement religieux la liberté dont il avait été si lontemps et si injustement privé, en essayant de faire rentrer l'élément religieux dans l'enseignement de l'Etat, vous avez déjà beaucoup fait pour la régénération morale de notre patrie. Mais il ne faut pas se le dissimuler, l'éducation, quoi qu'on en ait dit, n'est pas tout. On aura beau former des enfants chrétiens, si le matérialisme et l'athéisme pratique infectent l'atmosphère où les enfants sont appelés à grandir et à vivre, les jeunes générations ne peuvent manquer d'être entraînées dans la voie où leurs aînées se sont perdues.

Nous conjurons donc les amis de l'ordre de ne pas s'endormir dans une sécurité trompeuse, et de ne pas se fier au calme apparent dont nous jouissons. La révolution se dissimule, mais elle vit. Elle est patiente, parce qu'elle croit que tout travaille pour elle. Convaincue de l'inutilité actuelle de la violence, elle applique toute son énergie à miner les vieux dogmes et la vieille morale que la France professe depuis quatorze siècles. Lorsque ces antiques boulevards de la société moderne seront prêts à s'affaisser, il suffira de la pousser du doigt pour la faire écrouler tout entière. Prenons garde qu'un réveil, plus terrible mille fois que celui de 1848, ne nous attende et ne nous surprenne. Pour arrêter le travail souterrain et persévérant de nos ennemis, il est un obstacle plus efficace que les lois les plus répressives, que les pouvoirs les mieux organisés, que les consitutions les plus savamment pondérées : c'est le retour à la vérité sociale.

Au milieu de regrettables dissidences et d'incessantes complications, on cherche laborieusement des solutions à la crise où nous nous débattons. Il en est une qui peut les remplacer toutes, sans en exclure aucune : c'est le rétablissement de la loi morale. Cette loi n'a pas d'autre base ni d'autre sanction que le christianisme, lequel n'a pas de précepte plus auguste, plus obligatoire et plus facile que l'observation du dimanche.

C'est pourquoi votre commission vous propose l'adoption du projet de loi qui suit.

Loi relative à l'observation des dimanches et jours fériés.

Art. 1er. Les travaux publics exécutés en tout ou en partie avec les fonds de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics et charitables, par voie d'adjudication ou autrement, seront suspendus pendant les dimanches et les jours de fêtes légales.

Cette suspension sera également appliquée à tous les travaux concédés ou autorisés par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics ou charitables.

L'obligation de suspendre lesdits travaux sera expressément mentionnée dans tous les cahiers des charges, marchés et arrêtés relatifs à ces travaux.

Art. 2. La suspension prescrite par l'article précédent pourra être levée, en cas d'urgence, par les préfets, les sous-préfets ou les maires, suivant leurs attributions respectives.

L'urgence devra être constatée par des arrêtés motivés, rendus par les autorités ci-dessus désignées.

Art. 3. Les autorisations données par l'autorité compétente pour l'exécution des travaux privés soumis aux lois et règlements de la grande et de la petite voirie seront également suspendus pendant lesdits jours, sauf les cas de nécessité reconnus par le préfet, le sous-préfet ou le maire, lesquels pourront, dans ces cas, donner l'autorisation spéciale de continuer les travaux.

Art. 4. Est interdite dans les contrats de louage, conventions ou règlements quelconques, toute clause qui serait contraire à la liberté pour l'ouvrier de cesser son travail les dimanches et jours fériés.

Cette disposition est applicable aux ouvriers appartenant à tous les cultes reconnus par l'Etat, pour les jours de repos religieux de ces cultes.

Art. 5. L'interdiction portée dans l'art. 4 ne s'applique pas :

1° Aux marchands de comestibles de toute nature ; (Explosion de rires à gauche.)

Voix à droite. Vous ne voulez donc pas que l'on mange?

M. Madier-Montjau. Passe, pour vous être agréable.

M. le Rapporteur. 2° A tout ce qui tient au service de santé ; 3° aux postes, aux messageries et aux exploitations de chemins de fer ; 4° aux voituriers de commerce par terre et par eau ; 5° aux usines dont le service ne peut être interrompu ; 6° aux chargements et déchargements des navires marchands, et aux bâtiments dans les ports de mer ou sur les rivières et canaux ; (Nouveaux rires à gauche, suivis d'une assez longue agitation.) 7° à la pêche ; 8° aux meuniers, aux ouvriers employés aux travaux urgents de l'agriculture, et aux constructions ou réparations motivées par un péril imminent.

Art. 6. Les art. 4 et 5 de la présente loi seront insérés dans les livrets d'ouvriers et affichés dans les ateliers et manufactures.

Art. 7. Dans les villes dont la population est au-dessous de 3,000 âmes, ainsi que dans les bourgs et villages, l'autorité municipale pourra interdire lesdits jours aux cabaretiers, débitants de boisson, traiteurs, limonadiers, maîtres de billards et autres jeux publics..... (Murmures à gauche.)

Plusieurs voix. Et les théâtres ?

M. le Rapporteur... De tenir leurs établissements ouverts et de donner à boire et à jouer pendant le temps des offices des cultes reconnus par l'Etat. (Explosion de bravos et applaudissements ironiques à gauche.)

M. Chapot. Très-bien ! Mais cela existe, il n'y a là aucune innovation.

Art. 8. Les contraventions à la présente loi seront constatées par procès-verbaux des maires, des commissaires de police, des commissaires préposés à la surveillance administrative près des chemins de fer, des agents voyers, des gendarmes (à gauche : Oh ! oh !), des gardes champêtres et autres agents de l'autorité municipale.

Elles pourront, en outre, être prouvées par témoins, conformément à l'art. 154 du Code d'instruction criminelle.

Art. 9. Elles seront punies d'une amende de 6 à 15 fr. par chaque contravention.

Art. 10. Lorsque la contravention aura été commise par ordre d'un entrepreneur, chef d'atelier ou préposé à des travaux exécutés en régie, celui qui aura donné l'ordre sera seul poursuivi et condamné à une amende de 6 à 15 fr. par chaque ouvrier employé, sans que la totalité de l'amende puisse excéder 200 fr.

Art. 11. Les dispositions des art. 463, 482 et 483 du Code pénal sont applicables aux délits et contraventions prévus par la présente loi.

Art. 12. Les amendes perçues en vertu de la présente loi seront attribuées aux communes où la contravention aura été commise.

Art. 13. Les dimanches et jours de fêtes légales, il sera réservé, sauf les cas de service urgent, deux heures au moins de la matinée, à tout militaire des armées de terre et de mer, pour le libre accomplissement de ses devoirs religieux. (Rires et rumeurs à gauche.)

Art. 14. La loi du 18 novembre 1814 et les autres lois relatives à la célébration des dimanches et jours de fêtes légales sont et demeurent abrogées.

Un membre de l'extrême gauche. Renvoyé à Charenton ! (Exclamations.)

(Une vive agitation règne sur tous les bancs de l'Assemblée ; elle se prolonge pendant quelques minutes.)

(*Extrait du Moniteur du 11 décembre* 1850.)

Jurisprudence.

FABRIQUES. — CONSEIL. — PRÉSIDENCE. — BUREAU DES MARGUILLIERS. — MAIRE. — INCOMPATIBILITÉ. — DÉPENSES. — EXÉCUTION.

Le maire ne peut pas être élu président du conseil de fabrique (1).

Il ne peut pas non plus être nommé président ni même membre du bureau (2).

Lorsque les sommes à dépenser pour les frais ordinaires du culte ont été fixées par le budget, dûment approuvé par l'évêque, le bureau des marguilliers peut se procurer les objets nécessaires à l'église, dans les limites posées par ce budget, sans avoir besoin de provoquer pour chaque objet une nouvelle délibération.

Ce n'est qu'au cas où il s'agit de faire une dépense non prévue audit budget qu'une délibération spéciale du conseil est indispensable.

Ces solutions résultent de la lettre ci-après de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 14 mars 1850 :

Monseigneur,

Vous m'avez fait l'honneur de m'informer qu'il existe dans votre

---

(1) Cette question avait déjà été résolue dans ce sens par plusieurs décisions ministérielles, et entre autres par celles des 7 septembre 1810, 26 mars 1811, 18 février 1812, 28 février 1833, 24 août 1842. (Voy. *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 397.) — La jurisprudence est donc aujourd'hui définitivement fixée sur ce point.

(2) Plusieurs décisions ministérielles ont aussi été rendues dans ce sens. (Voy. les lettres du ministre des cultes des 21 août 1812, 25 décembre 1831, 28 décembre 1833 ; *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 398.)

diocèse une fabrique dans laquelle le maire absorbe toutes les fonctions ; qu'il est à la fois président du conseil et du bureau des marguilliers ; qu'enfin il s'oppose à ce qu'aucune dépense, même pour les objets de première nécessité, soit faite sans une délibération expresse. Vous représentez que, dans cette circonstance, l'exécution rigoureuse des art. 4 et suiv. du décret du 30 décembre 1809 serait un vrai désordre.

L'état de choses que vous signalez, Monseigneur, loin d'être conforme au décret de 1809, est contraire à l'esprit et au sens de ses dispositions. Aussi les ministres successivement chargés de l'administration des cultes ont-ils depuis longtemps et constamment décidé que le maire d'une commune, fabricien de droit, ne peut être président du conseil de fabrique, ni faire partie du bureau des marguilliers. Voici, Monseigneur, les principaux motifs de cette jurisprudence.

L'art. 4 du décret du 30 décembre 1809 porte que dans le conseil de fabrique le maire sera placé à la gauche du président ; on en a tiré la conséquence que, dans l'intention du législateur, ce fonctionnaire ne devait jamais présider. Cette interprétation de l'art. 4 a été approuvée dès l'an 1810 par le président de la section de l'intérieur du conseil d'État et adoptée ensuite par tous les ministres chargés des cultes. On a d'ailleurs été déterminé par le désir de garantir l'indépendance des membres du conseil sur lesquels le maire à cause de sa position administrative, pourrait exercer une trop grande influence s'il était appelé à la présidence. On a cru, avec raison, qu'un président choisi parmi les autres fabriciens ferait un usage plus impartial du droit de prépondérance qui lui est accordé en cas de partage. Il ne serait pas juste d'ailleurs d'accorder ce droit au maire chargé de défendre les intérêts communaux, tandis que le curé, défenseur naturel des intérêts de l'Église, n'aurait pas le même avantage.

Je pense également, Monseigneur, que le maire ne doit pas faire partie du bureau des marguilliers. Il est vrai qu'aux termes de l'article 13 du décret du 30 décembre 1809, ce bureau doit se composer de trois membres du conseil de fabrique et que le maire n'en a pas été formellement excepté. Mais il suffit de rechercher l'esprit de cette disposition pour reconnaître que les trois fabriciens appelés à faire partie du bureau ne peuvent être choisis que parmi les membres qui sont entrés dans le conseil de fabrique par la voie de l'élection ; ce qui le prouve, c'est que l'art. 13 porte que le curé sera membre perpétuel et de droit du bureau des marguilliers, qu'il y aura la première place et pourra s'y faire remplacer par un de ses vicaires. Le décret ne contient aucune disposition semblable à l'égard du maire. Au contraire, lorsqu'il s'agit de la composition du conseil de fabrique, il désigne tout à la fois le maire et le curé, et indique les places qu'ils doivent y occuper.

D'un autre côté, l'incompatibilité pour ce fonctionnaire vient spécialement de ce que, en sa qualité de chef de la commune, il doit dans certains cas examiner les dépenses et les comptes du bureau des marguilliers. Or, il est impossible d'admettre qu'il soit appelé à contrôler comme maire les opérations auxquelles il aurait pris part en qualité de marguillier.

Aux termes de l'art. 1er, titre 3 de la loi du 24 vendémiaire an III, aucun citoyen ne peut exercer ni concourir à l'exercice d'une autorité chargée de la surveillance médiate ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité.

Dès qu'il est reconnu que le maire ne peut être marguillier, il est évident qu'il ne peut être nommé président du bureau puisqu'aux termes de l'art. 19 du décret de 1809, le président doit être choisi parmi les marguilliers.

Ainsi le maire dont il s'agit ne peut régulièrement présider ni le bureau des marguilliers ni le conseil de fabrique.

En ce qui concerne les dépenses, il y a une distinction à faire ; si les formalités prescrites par les art. 45, 46 et suivants du décret de 1809 ont été observées dans la paroisse que vous n'avez pas désignée, le budget, voté par la majorité des membres du conseil de fabrique et revêtu de votre approbation, Monseigneur, a dû fixer les sommes à dépenser pour les frais ordinaires de la célébration du culte ; le bureau des marguilliers peut par conséquent se procurer les objets nécessaires dans les limites posées par ce budget et sans avoir besoin de provoquer pour chaque objet une nouvelle délibération.

S'il s'agit au contraire d'une dépense non prévue dans le budget, une délibération spéciale est indispensable et le bureau doit se borner à l'exécuter.

Je transmets copie de cette lettre à M. le préfet, afin que les instructions qu'il pourrait donner soient conformes aux vôtres. Je l'invite, au surplus, à se concerter avec vous, Monseigneur, pour faire cesser les irrégularités dont vous vous plaignez.

(*Lettre de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* [M. de Parieu], *du* 11 *mars* 1850.)

Questions proposées.

FABRIQUES.—OBJETS DE CONSOMMATION.—FOURNITURE.—JOURS ORDINAIRES.

Les fabriques sont-elles obligées de fournir au curé ou desservant le pain, le vin, la cire et les autres objets de consommation pour le service du culte, non-seulement les dimanches et fêtes, mais encore tous les jours de l'année?

Cette question nous a été adressée par plusieurs de nos abonnés, et entre autres par MM. Cabrol, curé dans le diocèse de Reims ; Choppé, membre de la fabrique de Rigny, et Andrault, curé de Gévaudan, dans le diocèse de Digne. Elle est résolue par l'art. 37 du décret du 30 décembre 1809, où il est dit que les charges des fabriques sont : 1° de fournir aux *frais nécessaires du culte*, savoir : les ornements, les vases sacrés, le linge, le luminaire, le pain, le vin, l'encens, etc. Aucune distinction n'a été faite dans cet article entre les dimanches et fêtes et les autres jours de l'année : elle ne devait et ne pouvait même pas avoir lieu. Parmi les devoirs imposés à l'ecclésiastique chargé de la desserte d'une paroisse, celui de la célébration des saints mystères est à la fois le plus auguste et le plus sacré. Ce serait vouloir y mettre obstacle et empêcher le pasteur de le remplir, que de lui refuser les choses nécessaires. Un semblable

refus de la part d'une fabrique irait contre sa propre institution et tendrait à détruire la dévotion parmi les fidèles au lieu de l'exciter.

Les administrations fabriciennes sont donc légalement obligées de fournir les objets de consommation pour la célébration du culte tous les jours de l'année, et par suite la dépense de ces objets pour les messes basses et autres services de la semaine ne saurait donc jamais être laissée par elles à la charge du curé ou desservant. (On peut voir dans le sens de cette interprétation une lettre ministérielle du 15 juillet 1828, et le *Traité de l'administration temporelle des paroisses* de M. Affre, p. 221.

FABRIQUES.—CONSEIL.—ÉLECTIONS.—FABRICIENS SORTANTS.

Les élections triennales d'un conseil de fabrique faites en la présence des membres sortants, mais sans aucune participation de leur part, sont-elles nulles par le fait seul de cette présence ?

C'est une règle consacrée par la jurisprudence en matière électorale qu'aucune personne étrangère à l'élection ne peut être introduite dans une assemblée électorale, lors surtout que sa présence pourrait porter atteinte à la liberté des votes. Par application de cette règle, les fabriciens sortant d'un conseil de fabrique, soit par la voie du sort, soit par l'expiration du temps pendant lequel devaient durer leurs fonctions, n'ayant plus aucun pouvoir à exercer dans ce conseil, n'ont pas plus que tous autres le droit d'assister à ses élections. Ils n'ont plus que l'aptitude de pouvoir être réélus (art. 8 du décret du 30 déc. 1809). Dès lors, à Quasimodo, époque des élections triennales, ils doivent donc se retirer du conseil au moment où les membres restants vont procéder à leur remplacement.

Mais s'ils ne l'ont pas fait, croyant que leur qualité leur permettait d'assister à ces opérations et qu'il leur suffisait de ne point prendre part au scrutin, faut-il admettre que par ce seul fait la nullité de ces élections doive être nécessairement prononcée? nous ne le pensons pas, s'il est constant que ces fabriciens sont de bonne foi, et qu'aucune influence n'a d'ailleurs été exercée par eux sur les élections.

Sans doute, les élections des conseils de fabrique sont soumises à certaines formalités essentielles dont l'inobservation suffirait pour entraîner leur nullité. Ainsi, suivant le sentiment exprimé par l'un des membres du conseil de jurisprudence, M. Berryer, dans un précédent travail sur cette matière, l'on devrait considérer comme entachée de nullité l'élection qui serait faite d'un individu qui ne serait pas catholique, ou qui ne serait pas domicilié dans la paroisse, ou qui ne pourrait être regardé comme étant au nombre des habitants notables de l'endroit (art. 3 du décret du 30 décembre 1809). L'élection serait encore irrégulière et susceptible d'être annulée, si elle avait eu lieu sans autorisation spéciale, un autre jour que le dimanche de Quasimodo, ou quand il s'agissait de pourvoir à une vacance accidentelle, un autre jour que celui de la réunion ordinaire (art. 9 du même décret, art. 2, 3 et 4 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825); si l'on avait admis à concourir au scrutin des personnes sans qualité pour y prendre part (art. 8 du décret du 30 décembre 1809 et ordonnance royale du 11 octobre 1833); enfin, dans tous les cas où

l'on pourrait supposer que, si les formes légales eussent été suivies, le résultat de l'élection eût été différent.

Mais nous croyons que la retraite des fabriciens sortants, au moment des élections, ne saurait être mise au nombre de leurs formalités essentielles, parce qu'elle n'est point formellement prescrite par la loi. En effet, la législation sur les fabriques ne contient sur ces élections spéciales d'autre règle que celle-ci, savoir que les fabriciens qui doivent remplacer les membres sortants du conseil de fabrique seront élus, le dimanche de Quasimodo, au scrutin, par les membres restants (art. 8 et 9 du décret du 30 décembre 1809, et 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825). Or, si elle n'autorise point ces fabriciens à assister à ces élections, elle ne prescrit pas non plus qu'ils seront obligés de se retirer au moment où elles vont avoir lieu, *à peine de nullité*. La législation municipale ne nous offre non plus sur ce point aucune disposition positive de laquelle on puisse inférer cette nullité. C'est pourquoi il a été décidé, en matière d'élections municipales, que la présence et l'intervention d'une personne déléguée par le préfet, sur la demande du maire pour le diriger dans les opérations, n'était point une cause de nullité ; et, encore que la présence de gardes nationaux étrangers aux élections, de gardes soldés ou de gendarmes dans la salle des élections n'entraînait point nécessairement la nullité des opérations. (*Journal des communes*, t. VI, p. 108 et t. VII, p. 172.)

Il y a incontestablement entre les espèces jugées par ces décisions et celle qui fait l'objet de la présente consultation une grande analogie, et il est permis de penser que si la question était portée au conseil d'État, elle ne recevrait point une solution différente.

Au reste, il ne faut point perdre de vue qu'aux termes d'une jurisprudence constante toutes les questions de validité ou de nullité d'élections doivent être jugées comme des questions de bonne foi ; et qu'en général, toutes les fois que, malgré les reproches adressés à une élection, il paraît certain qu'indépendamment des irrégularités commises le résultat définitif de l'élection eût été le même, il n'y a pas lieu à en prononcer l'annulation.

Telle est la jurisprudence suivie par l'Assemblée nationale en matière d'élections des représentants, et par le conseil d'État en matière d'élections départementales et communales.

Nous estimons donc par ces motifs que les fabriciens sortants doivent toujours se retirer du conseil au moment où les membres restants vont procéder à leur remplacement, mais que, lorsque, de bonne foi, ils assistent à ces élections sans toutefois y prendre part et sans exercer la moindre influence sur leur résultat, le fait accidentel de leur présence à ces élections ne doit pas avoir pour effet d'en faire prononcer l'annulation.

FABRIQUES. — PRÉSIDENT DU CONSEIL. — BUREAU DES MARGUILLIERS.

Le président du conseil de fabrique peut-il être nommé membre du bureau ?

Cela ne paraît au conseil faire l'objet d'aucune difficulté. En

effet, l'art. 11 du décret du 30 décembre 1809 porte que aussitôt qu'un conseil de fabrique aura été formé, il choisira au scrutin, parmi *ses membres*, ceux qui, comme marguilliers, entreront dans la composition du bureau; et qu'à l'avenir, dans celle de ses sessions qui répondra à l'expiration du temps fixé pour l'exercice des fonctions de marguilliers, c'est-à-dire à *Quasimodo*, il fera également, au scrutin, élection de celui *de ses membres* qui remplacera le marguillier sortant.

L'art. 13 du même décret qui s'occupe spécialement de la composition du bureau des marguilliers ajoute que ce bureau se composera : 1° du curé ou desservant de la paroisse ou succursale, qui en sera membre perpétuel et de droit; 2° *de trois membres du conseil de fabrique*.

Or, il résulte évidemment des termes de ces articles que le législateur ne met aucune distinction entre les membres du conseil pour leur aptitude à entrer dans le bureau des marguilliers, et qu'il appelle à ces fonctions aussi bien le président, ou le secrétaire, que le simple fabricien. (*Décision ministérielle* du mois d'*octobre* 1811.)

On peut encore invoquer l'art. 14 dudit décret qui prononce certaines exclusions fondées sur la parenté, et qui ne mentionne point l'incompatibilité que l'on voudrait établir entre les fonctions de président du conseil et celles de membre du bureau. Or il est de principe que les incompatibilités sont de droit étroit, et qu'elles ne sauraient être suppléées quand la loi ne les prononce pas (1).

Mais si rien ne s'oppose, en droit, à ce que le conseil de fabrique désigne pour entrer dans le bureau des marguilliers celui qu'il a choisi pour son président, le bureau peut-il ensuite conférer à ce même membre sa présidence?

Quelques auteurs ont pensé que cela ne se pouvait pas, en se fondant sur ce que le bureau, qui est le pouvoir exécutif de la fabrique, venant à chaque session et surtout à la session de Quasimodo, rendre compte de ses actes devant le conseil, il y aurait de l'inconvénient à ce que le président de ce bureau, qui a pris

---

(1) La jurisprudence ministérielle a, toutefois, admis une exception, à l'égard du maire, en décidant qu'en raison de sa qualité de maire, il ne pouvait être nommé marguillier. (Voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 51;—Voy. aussi la lettre ministérielle du 11 mars 1850, ci-dessus, p. 75.

Pour ce qui concerne les conditions à remplir pour être fabricien, et les cas d'incapacité consignés dans le *Bulletin*, voy. vol. 1849, p. 52, 84, 148; —vol. 1850, p. 49 et 51.

la plus grande part à l'administration active, fût investi du droit de diriger la discussion élevée dans le sein du conseil sur le contrôle de cette administration.

Quelque bonne que soit cette opinion, dans la pratique, nous devons dire qu'elle n'est motivée sur aucune raison de droit. C'est qu'en effet il n'y a dans le décret du 30 décembre 1809 aucune incompatibilité légale entre les fonctions de président du conseil et celles de président du bureau. L'art. 19 de ce décret, laissant au bureau, après sa formation, le droit de nommer son président parmi *les membres qui le composent*, et aucun de ces membres n'étant exclu de la présidence, il s'ensuit que si le président du conseil est au nombre des marguilliers, il peut être nommé président du bureau.

Peut-être serait-il mieux qu'il n'en fût pas ainsi ; mais l'embarras de compléter les conseils dans les campagnes, de fabriciens sachant écrire et étant au fait de l'administration, a dû déterminer cette latitude, et il n'a pas dû y être fait d'exception. Telle est, au surplus, la jurisprudence suivie au ministère des cultes, ainsi que cela résulte de la lettre ministérielle du mois d'octobre 1811.

FABRIQUES. — CONSEIL. — RENOUVELLEMENT TRIENNAL. — ILLÉGALITÉ.

Le conseil de fabrique qui a laissé passer l'époque légale de son renouvellement triennal, mais qui y a procédé l'année suivante, c'est-à-dire quatre années révolues après sa première organisation, est-il régulièrement constitué et ses actes sont-ils valables ?

Cette question doit être résolue par l'application des art. 7, 8 du décret du 30 décembre 1809, 2 et 4 de l'ordonnance du 12 janvier 1825 (1). Aux termes de ces articles, les conseils de fabri-

---

(1) Ces articles sont ainsi conçus :

Décret du 30 décembre 1809, art. 7. « Le conseil de fabrique se renouvellera partiellement tous les trois ans, savoir : à l'expiration des trois premières années dans les paroisses où il est composé de neuf membres, sans y comprendre les membres de droit, par la sortie de cinq membres, qui, pour la première fois, seront désignés par le sort, et des quatre plus anciens après les six ans révolus ; pour les fabriques dont le conseil est composé de cinq membres non compris les membres de droit, par la sortie de trois membres désignés par la voie du sort, après les trois premières années, et des deux autres après les six ans révolus. Dans la suite, ce seront toujours les plus anciens en exercice qui devront sortir. »

« Art. 8. Les conseillers qui devront remplacer les membres sortants

que doivent procéder, tous les trois ans, dans leur séance du dimanche de Quasimodo, au renouvellement de la moitié de leurs membres. Quand ils ne l'ont point fait, et qu'ils n'ont pas obtenu de l'évêque ou du préfet l'autorisation de le faire dans le mois qui suit cette séance, ils sont déchus de leur droit. Ils ne peuvent plus se renouveler eux-mêmes. Le droit de nommer les nouveaux fabriciens appelés à remplacer les membres sortants est alors exclusivement dévolu à l'évêque (art. 4 de l'ordonnance précitée); mais s'il arrive que le prélat ne fasse point usage de la faculté qui lui est conférée par la loi, il n'en résulte point un droit nouveau pour ces conseils, qui restent toujours frappés de la même incapacité.

D'après cela, les élections auxquelles un conseil de fabrique aurait cru devoir procéder, en semblable circonstance, pour réparer son omission, sont irrégulières et susceptibles d'être annulées. C'est ce qui a été décidé par plusieurs avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, et entre autres par ceux des 13 septembre 1833, 7 octobre 1834 et 19 janvier 1836. Par suite, l'organisation de ce conseil cesse d'être légale. La jurisprudence ministérielle a admis, il est vrai, une exception à cette règle; elle a décidé qu'il n'y avait pas lieu de révoquer et de réorganiser un conseil de fabrique qui, après des renouvellements omis ou irrégulièrement opérés, s'était *plusieurs fois* régulièrement renouvelé, sans observation de la part des autorités ecclésiastiques et civiles ; les omissions et irrégularités des renouvellements précédents devaient être considérées commme couvertes, et le conseil comme légalement constitué. (Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du 7 avril 1837.) Mais cette exception n'est point applicable à l'espèce qui nous occupe, car il s'agit dans le premier cas d'un conseil qui s'est *plusieurs fois régulièrement renouvelé* après ses omissions, tandis que dans le second, le conseil ne se présentant qu'avec un seul renouvellement irrégulier, on ne peut

---

« seront élus par les membres restants. Lorsque le remplacement ne sera « pas fait à l'époque fixée, l'évêque ordonnera qu'il y soit procédé dans le « délai d'un mois; passé lequel délai, il y nommera lui-même et pour « cette fois seulement. Les membres sortants pourront être réélus. »

Ordonnance royale du 12 janvier 1825. « Art. 2. A l'avenir, la séance « des conseils de fabrique, qui, aux termes de l'art. 10 du règlement gé- « néral, doit avoir lieu le premier dimanche du mois d'avril, se tiendra le « dimanche de *Quasimodo*. Dans cette séance devront être faites, tous les « trois ans, les élections ordinaires prescrites par le décret du 30 décem- « bre 1809. »

« Art. 4. Si, un mois après les époques indiquées dans les deux articles « précédents, le conseil de fabrique n'a pas procédé aux élections, l'évêque « diocésain nommera lui-même. »

pas dire que cette irrégularité a été couverte par la régularité des renouvellements suivants, puisqu'il n'y en a pas.

Mais que faire pour rendre à ce conseil son caractère légal? Faut-il provoquer sa révocation pour l'organiser de nouveau, ou bien suffit-il de demander l'annulation de ses élections? Nous croyons que tant que l'évêque n'a pas perdu lui-même le pouvoir de nommer, il n'y a pas lieu à révocation, parce qu'il dépend alors de lui de faire disparaître l'irrégularité du renouvellement. Or, l'évêque conserve son droit de nomination jusqu'au terme de l'expiration des fonctions des fabriciens régulièrement constitués, c'est-à-dire pendant six ans. Il y a donc lieu purement et simplement dans l'espèce de lui signaler l'irrégularité des élections. Ce prélat en demandera au ministre l'annulation, et aussitôt que l'arrêté ministériel statuant sur cette annulation aura été rendu, il procédera lui-même à la nomination des nouveaux fabriciens, et le conseil se trouvera organisé légalement.

Quant aux actes d'administration faits par le conseil pendant son état d'irrégularité, il est incontestable qu'on en pourrait soutenir la nullité. L'intérêt des fabriques exige cependant qu'ils ne soient pas déclarés invalides, et il est, en effet, de jurisprudence que tant qu'une fabrique n'a point été révoquée et que l'autorité compétente n'a point pourvu à la régularisation des pouvoirs de ses membres, les actes faits par elle sont valables et doivent recevoir leur exécution. (Voy. le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 397.)

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Sourdat, l'abbé André, Suvigny, Tripet et De Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois d'Avril.

Conseils de Fabrique.—Réunion en séance ordinaire, le 27 avril, dimanche de Quasimodo. (Art. 10 du décret du 30 décembre 1809 et 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825.—Voy. pour les règles et observations applicables à cette séance et celles applicables à toutes les séances ordinaires, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 80 et 81.)

Reddition et apurement du compte annuel du trésorier de l'exer-

cice 1850. (Art. 85 et suivants du décret du 30 décembre 1809.— Voy. nos observations à ce sujet, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 24, 49, 52, 81, 82, 116, 241, 244; et vol. 1850, p. 30 et 55.

Vote du budget pour l'année 1852. (Art. 47 du décret du 30 décembre 1809; 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825.) Examen de la situation générale de la fabrique.—Délibération, s'il y a lieu, sur les demandes de secours à faire à la commune, sur les demandes en érection de cures, de succursales, de chapelles, de vicariats et d'annexes. (Voy. nos observations, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 53, 82; vol. 1850, p. 54, 79, 82 et 292.)

Renouvellement triennal du conseil par la voie de l'élection au scrutin. (Art. 7, 8 et 9 du décret du 30 décembre 1809;—nomination du président et du conseil (art. 9 du même décret); du fabricien qui doit remplacer le marguillier sortant (art. 11).—Voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 83, 84, 85, 116, 148, 149, 305, 382, 389;—vol. 1850, p. 49, 51, 72, 77, 78 et 96;—voy. aussi le modèle de procès-verbal suivant.

Bureau des Marguilliers.—Nomination du président, du trésorier et du secrétaire. (Art. 16, 17, 19 et 22 du décret du 30 décembre 1809;—voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 51 et 52; vol. 1850, p. 78.)—Vérification du bordereau trimestriel de situation, évaluation des dépenses du trimestre suivant, et formation du fonds de roulement. (Art. 34 du même décret;—voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 179, et vol. 1850, p. 261.)—Vérification du compte rendu des fondations. (Art. 26, même décret;—voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 179 et vol. 1850, p. 261.)—Récolement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église. (Art. 55, même décret;—voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 85, 347, 358; vol. 1850, p. 78, 341.)

MODÈLES D'ACTES.

Modèle de procès-verbal de délibération d'une séance du dimanche de Quasimodo.

L'an mil huit cent... le... du mois de... dimanche de Quasimodo, le conseil de fabrique de l'église paroissiale de... dûment convoqué, s'est réuni à l'issue de la messe paroissiale (*ou* des vêpres), dans la sacristie (*ou* au presbytère), lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M...

Étaient présents MM...

M. le président, ayant ouvert la séance, a invité le conseil à pro-

céder au règlement du compte présenté par M..., trésorier, pour les recettes et dépenses pendant l'année 18...

Le conseil, vu l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809;

Vu le compte présenté par M... , marguillier trésorier, pour l'exercice 18... , le budget de cet exercice, l'état des revenus fixes de la fabrique, celui du produit des quêtes et des troncs, celui du produit des bancs, et celui des recouvrements restant à effectuer à l'expiration de l'année 18... , le journal du trésorier et son livre des comptes, les bordereaux de situation des recouvrements et paiements à la fin de chaque trimestre, et les pièces justificatives des paiements;

Ouï le rapport du bureau des marguilliers;

Statuant sur ledit compte;

Admet la recette pour la somme totale de... , savoir :

Recette ordinaire.	00
Recette extraordinaire.	

Alloue la dépense pour la somme de... , savoir :

Dépense ordinaire.	00
Dépense extraordinaire.	

Arrête l'excédant de la recette (*ou* de la dépense) à. 00

Et attendu que, par l'arrêté définitif de compte de 18... , le reliquat de ce compte a été fixé à la somme de. 00

Fixe le reliquat définitif du présent compte à la somme de... , qui sera rapportée comme premier article au compte de 18... , ci. . . 00

Le conseil admet en non-valeurs le somme de... pour... , et enjoint au comptable de faire rentrer les sommes dues et qui sont... (1).

M. le président a ensuite soumis à l'examen du conseil le projet de budget de l'année 18.. , dressé par le bureau des marguilliers. Ce projet, appuyé des renseignements propres à justifier les propositions, ayant été discuté article par article, le conseil a procédé au vote du budget et en a réglé :

Les recettes ordinaires à...

---

(1) Quand le compte présente des restes à recouvrer, le conseil apprécie les motifs de non-recouvrement et admet, s'il y a lieu, ce reliquat en non-valeurs, ou il en renvoie la recette à l'exercice suivant. De même, s'il y a des restes à payer, le conseil examine s'il y a lieu à l'annulation du crédit, ou si le payement doit être renvoyé à l'exercice suivant, il doit être fait mention de ces circonstances dans la délibération. (Voy. le modèle de compte, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 55.)

Les recettes extraordinaires à...
Les dépenses ordinaires à...
Les dépenses extraordinaires à...

(*On ajoutera, s'il y a lieu*) :

En conséquence, le conseil municipal de la commune sera appelé à pourvoir à l'insuffisance des revenus de la fabrique, par une subvention de la somme de...

(*Ou bien*) :

En conséquence, les conseils municipaux des communes comprises dans la circonscription de la paroisse seront appelés à pourvoir à l'insuffisance des revenus de la fabrique, chacun dans la proportion des contributions directes de la commune, par une subvention de la somme de...

(*Insérer ici les autres délibérations qui pourraient être prises par le conseil.*)

Enfin le conseil, en exécution des art. 9 et 11 du décret du 30 décembre 1809, a successivement procédé à l'élection annuelle de son président, de son secrétaire et d'un membre du bureau, en remplacement du marguillier sortant. Ont été élus à la majorité des voix, M. A..., président ; M. B..., secrétaire ; et M. C..., membre du bureau, lesquels ont déclaré accepter.

(*Quand il y a lieu de procéder au renouvellement triennal du conseil, la nomination du président, du seerétaire et du membre du bureau ne doit être faite qu'après ce renouvellement. Alors le paragraphe ci-dessus doit être rédigé de la manière suivante*) :

Enfin, M. le président a rappelé au conseil qu'il y a lieu de procéder à diverses nominations, savoir : 1° à la nomination de trois fabriciens, en remplacement de MM. C..., B..., A..., lesquels sont en fonctions depuis le dimanche de Quasimodo de l'année 18..., c'est-à-dire depuis six années ; 2° à la nomination annuelle du président et du secrétaire du conseil ; 3° à la nomination d'un marguillier, en remplacement de M..., membre du bureau, lequel exerce cette charge depuis le dimanche de Quasimodo de l'année 18..., c'est-à-dire depuis trois ans.

A l'instant, MM. C..., B..., A..., se sont retirés.

M. le président a dit qu'on allait procéder d'abord à l'élection de trois fabriciens, et il a remis à chacun des membres restants un bulletin ouvert, en l'invitant à y inscrire trois noms. Chaque membre a écrit lui-même ou fait écrire son vote, et a remis son bulletin fermé à M. le président, qui l'a déposé dans la boîte destinée à cet usage.

M. le président s'étant enquis si tous les membres avaient voté, la boîte a été ouverte et les bulletins comptés ; ils se sont trouvés au

nombre de *quatre*, nombre égal à celui des votants; la majorité a été ainsi fixée à *trois* voix.

M. le président a successivement pris chaque bulletin, et en a fait lecture à haute voix ; M. le secrétaire a tenu note des votes et il est résulté du recensement que M. D... a obtenu *quatre* suffrages, M. F... *trois* suffrages, M. E..., *deux* suffrages, et M. G... *un* suffrage.

En conséquence, MM. D... et F..., ayant obtenu la majorité nécessaire, M. le président les a proclamés membres du conseil de fabrique.

Et il a annoncé qu'aucun autre candidat n'ayant obtenu la même majorité, on allait procéder à un autre tour de scrutin pour l'élection du troisième fabricien à nommer, en prévenant qu'on ne doit écrire qu'un nom sur chaque bulletin.

M. le président, ayant remis, reçu, compté et dépouillé les bulletins de la même manière que dans l'opération précédente, il est résulté du recensement que M. E... a obtenu *deux* suffrages et M. G... *deux* suffrages.

Le partage des voix ayant été ainsi constaté, M. le président a déclaré qu'il y avait lieu à procéder à un scrutin de ballottage entre M. E. et M. G. ; ce qui a été fait. Ce second tour de scrutin ayant produit le même résultat en donnant aux deux candidats le même nombre de voix, M. le président a fait observer qu'en pareil cas il appartenait au conseil de nommer fabricien le plus âgé des deux.

En conséquence, M. G..., étant plus âgé que son concurrent, a été proclamé membre du conseil.

Il a été ensuite procédé, et toujours dans les mêmes formes que ci-dessus, à trois scrutins successifs : le premier pour la nomination du président du conseil ; le second, pour la nomination du secrétaire ; et le troisième pour la nomination d'un marguillier en remplacement de M...

Il est résulté du dépouillement des votes :

Que, pour la nomination aux fonctions de président du conseil, M. A... a obtenu *quatre* suffrages ;

Que, pour la nomination aux fonctions de secrétaire du conseil, M. B... a obtenu *trois* suffrages ;

Que, pour la nomination aux fonctions de marguillier, M. C... a aussi obtenu trois suffrages.

En conséquence, M. le président a proclamé M. A..., président, M. B..., secrétaire, et M. C... marguillier.

Le résultat des élections ainsi constaté, et aucune réclamation n'étant élevée, M. le président a ordonné que les bulletins fussent brûlés en présence du conseil, ce qui a été exécuté.

Aucun objet ne restant à mettre en délibération, le présent pro-

cès-verbal a été clos, et, après lecture faite, tous les membres présents ont signé, et le président a levé la séance.

(*Signatures.*)

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur.*)

Loi relative aux contrats d'apprentissage (22 février 1851);—Loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour la préparation et l'impression d'une statistique de l'instruction publique (25 février);—Loi qui ouvre un nouveau crédit extraordinaire pour le surcroît de dépenses résultant de l'entretien, sur le pied de guerre, de la division d'occupation en Italie (28 février);—Loi transitoire sur la garde nationale (15 mars);—Loi sur l'organisation des comices agricoles, des chambres et du conseil général d'agriculture (20 mars).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Ont été nommés aux fonctions de vicaire-général : M. l'abbé Pavy, chanoine de la cathédrale d'Alger, pour le diocèse de cette province ; M. l'abbé Prévost-Dulas, curé de Ruffec, pour le diocèse d'Angoulême.

—M. l'abbé Gibert, vicaire-général honoraire de Moulins, a été nommé au canonicat laissé vacant dans l'église cathédrale de cette ville par le décès de M. l'abbé Martin.

—Par décret de M. le président de la République, en date du 25 de ce mois, Mgr Donnet, ancien curé de Villefranche (Rhône), ancien coadjuteur de Mgr l'évêque de Nancy, archevêque de Bordeaux, chevalier de la légion d'honneur depuis 1838, a été nommé officier de la légion d'honneur.

—Le ministère de l'instruction publique et des cultes vient de faire distribuer aux membres de l'Assemblée un rapport signé par M. de Contencin, directeur de l'administration des cultes, concernant la restauration des édifices diocésains. Ce rapport tend à démontrer que la France doit consacrer 80 millions à la réparation des cathédrales, à l'entretien et à la réparation des évêchés, archevêchés et grands séminaires. Sur cette somme, 45,400,000 fr. seraient exclusivement consacrés au rétablissement complet des cathédrales, en laissant en dehors la reconstruction totale des trois cathédrales de Marseille, de Moulins et d'Ajaccio. Nous formons des vœux bien sincères pour l'adoption des conclusions de ce rapport que l'état de nos cathédrales réclamait depuis si longtemps.

Questions proposées.

BANCS ET CHAISES. — CONCESSION. — PAIEMENT. — CLAUSE RÉSOLUTOIRE. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'en matière de concession de bancs dans une église, il est stipulé dans le cahier des charges que la redevance annuelle due pour cette concession sera payée à une époque déterminée, faute de quoi le banc sera considéré comme abandonné par le concessionnaire et pourra être loué de nouveau, sans qu'il soit besoin d'avis préalable, cette clause résolutoire donne-t-elle, de plano, *à la fabrique le droit de mettre ledit banc en adjudication et de le relouer à d'autres?*

Le concessionnaire évincé n'est-il pas fondé à se faire maintenir dans sa jouissance, et à prétendre qu'il lui est dû des dommages-intérêts pour le trouble apporté à cette jouissance?

Quel est le juge compétent pour statuer en pareil cas? En admettant qu'un juge de paix croie pouvoir en connaître, que devrait faire la fabrique si elle venait à être condamnée par lui?

Ces questions sont nées dans les circonstances suivantes :

Au mois de novembre de l'année 1848, la fabrique de Rouvres a procédé à l'adjudication des bancs de son église. Jusque-là les paroissiens avaient joui de ces bancs, de père en fils, sans aucune concession régulière, moyennant une redevance annuelle.

Dans le cahier des charges dressé pour arriver à cette adjudication, la fabrique inséra la clause suivante : « A défaut du paie-« ment de la redevance annuelle à l'époque fixée (qui est la « première quinzaine de novembre de chaque année), la place « sera regardée comme abandonnée par le concessionnaire et « concédée de nouveau sans qu'il soit besoin d'avis préalable. »

La plupart des nouveaux adjudicataires se conformèrent à cette mesure, mais quelques-uns ne voulurent point y adhérer. Un sieur Myon notamment ne crut pas devoir payer les places du banc par lui précédemment occupé, et laissa passer l'époque fixée par le cahier des charges sans payer la redevance annuelle. Le

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R F

trésorier de la fabrique fit plusieurs démarches auprès de lui pour l'engager à se libérer, mais ce fut inutilement. La fabrique prit alors, dans sa séance ordinaire du mois d'octobre dernier, une délibération par laquelle, considérant que le sieur Myon se trouvait dans le cas de déchéance prévu par le cahier des charges, et que la fin de sa jouissance annuelle arrivait dans les premiers jours de novembre selon l'usage, elle décida que son banc serait remis en adjudication. Des affiches furent apposées à cet effet. Le sieur Myon les vit et ne fit aucune offre valable; et à la date du 24 novembre, l'adjudication annoncée eut lieu sans opposition de sa part.

Toutefois quelques jours après, le sieur Myon se voyant dépossédé, cita devant le juge de paix du lieu le trésorier de la fabrique, à l'effet d'être maintenu dans la possession de son banc, et de faire condamner ce dernier à 100 fr. de dommages-intérêts pour trouble apporté à cette possession. Le juge de paix a accueilli cette demande et a rendu un premier jugement par lequel il a ordonné une enquête sur le fait de la possession.

C'est sur ces faits et sur les questions qui en résultent que le conseil est appelé à donner son avis.

1° En ce qui touche la validité de l'adjudication faite par la fabrique :

Pour soutenir que cette adjudication a été faite à tort, et que le sieur Myon n'a pu être ainsi dépouillé de son droit de banc par le défaut de paiement à l'époque fixée sans aucune formalité et par le seul effet de la clause résolutoire du cahier des charges, on peut dire que toute notre législation en matière de paiement repose sur le principe de la *mise en demeure* avant l'exécution forcée des conventions; que nul ne peut se rendre justice à soi-même et qu'aucune clause ne saurait déroger valablement à cette règle; que pour la garantie de ce principe, le législateur a voulu qu'il y eût toujours et en toute circonstance des actes judiciaires qui précédassent la dépossession mobilière ou immobilière, afin que le juge institué fût appelé à prendre une décision, le cas échéant, et aussi afin que le débiteur fût averti régulièrement; que les dispositions des art. 1184 et 1244 du Code civil sanctionnent formellement ces mesures préservatrices de toute fraude et de toute surprise, en statuant que les contrats ne sont point résiliés de plein droit, et que leur résolution doit être demandée aux tribunaux qui peuvent accorder des délais pour le paiement.

Mais, quelque fondé, quelque spécieux que paraisse ce système

dont nous reconnaissons d'ailleurs au fond la vérité et la sagesse pour un grand nombre de cas, nous ne le croyons cependant pas applicable à l'espèce.

La concession des bancs d'églises est d'une nature particulière et régie par certaines règles spéciales, mais elle n'en constitue pas moins entre les parties une espèce de bail à loyer, et elle en a à peu près tous les effets.

Or, il est admis par les auteurs qu'en matière de bail, la clause résolutoire pour défaut de paiement à l'époque fixée n'a rien de comminatoire et qu'elle doit recevoir son exécution d'après le principe général établi par l'art. 1134 du Code civil que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et qu'elles doivent être exécutées de bonne foi. Nous ajoutons que la résolution produite par cette clause a lieu de plein droit, et que la fabrique n'était point obligée de s'adresser à la justice pour la faire prononcer. L'art. 1184 ne nous semble laisser aucun doute à cet égard. En effet, cet article, après avoir déclaré que la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques ajoute : *dans ce cas, le contrat n'est point résilié de plein droit.* La résolution s'opère donc de plein droit lorsque la condition est expresse comme dans l'espèce. Tel était au surplus le système de l'ancienne jurisprudence, système qu'elle n'appliquait point, il est vrai, aux conditions résolutoires potestatives, mais qu'elle admettait pour toutes les conditions casuelles.

Il ne s'agit point toutefois de faire ici l'application de l'article 1184, en ce qui concerne la demande en justice, cette demande n'étant nécessaire que lorsque la condition résolutoire est tacite et non exprimée. C'est le cas d'appliquer la disposition de l'art. 1139 qui statue que le débiteur est mis en demeure soit par une sommation ou un autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et *par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure de payer ;* et c'est précisément ce qui a été formellement stipulé dans le cahier des charges que nous apprécions en ce moment.

Mais il y a plus, c'est que dans le cas même de l'art. 1184, l'acte de mise en demeure par une sommation ou autrement n'est pas nécessaire, seulement la résolution n'est pas de plein droit ainsi que nous venons de le dire, et il est laissé à la prudence des juges de la prononcer immédiatement ou d'accorder un délai. « Mais, dit Troplong (*de l'échange et du louage*, tome 2, p. 136),

« si le contrat contient la clause résolutoire exprimée (le juge) « ne pourra vérifier les causes du retard et accorder un nouveau « délai que la loi ne lui donne pas. » (Voy. aussi dans le sens de cette opinion, Curasson, *Compétence des juges de paix*, tom. 1^er^, p. 381 et 382.)

Ainsi la condition stipulée en l'art. 3 du cahier des charges est de rigueur et entraîne, *de plano*, la déchéance de la concession par le seul défaut de paiement au terme convenu.

A ces raisons de droit, il est facile d'ajouter d'autres considérations qui militent en faveur de la fabrique. Ainsi il résulte au moins des faits une conséquence évidente, c'est que la clause du cahier des charges a été insérée afin d'obtenir le paiement des redevances avec plus de régularité, afin d'éviter à la fabrique la nécessité de poursuivre les retardataires et de faire des frais à leur préjudice; qu'au lieu de faire résulter la déchéance d'un simple défaut de paiement à jour fixe, cette fabrique a accordé encore quinze jours de grâce; qu'après ces quinze jours elle aurait reçu ce paiement avec empressement, et que Myon a été vivement pressé de le faire, soit par le trésorier, soit par M. le curé, soit verbalement, soit par écrit, sans qu'il y ait déféré; qu'il est resté en retard depuis le 15 novembre 1849 jusqu'au 6 octobre 1850, jour auquel la fabrique lassée s'est décidée pour une nouvelle adjudication; que malgré cette décision, que Myon n'a point ignorée, il n'a point fait d'offres pour empêcher les publications et qu'il a laissé procéder à l'adjudication sans opposition. Que faudrait-il donc de plus pour être déchu? Quel que soit donc le système de droit qu'on embrasse sur cette question, toutes les circonstances de fait se réunissent pour faire prononcer cette déchéance, et l'on comprend parfaitement qu'après le refus obstiné de Myon, la fabrique, s'appuyant sur le texte précis de son contrat, ait pu se croire fondée comme elle l'était réellement à faire une nouvelle adjudication.

Par tous ces motifs, le conseil estime que la concession antérieurement faite au sieur Myon, étant résolue de plein droit, par l'effet de la clause du cahier des charges, la fabrique de Rouvres n'était point obligée de demander cette résolution aux tribunaux, et que par conséquent, l'adjudication à laquelle elle a procédé dans les circonstances sus-indiquées est inattaquable.

2° En ce qui touche la prétention du sieur Myon et l'exercice de l'action possessoire par lui intentée :

Cette question est corrélative à la première, et tout ce que nous

venons de dire en faveur du droit de la fabrique est précisément ce qui est à alléguer pour repousser la prétention du concessionnaire évincé.

Le sieur Myon n'est point recevable à intenter l'action possessoire, ni à réclamer des dommages-intérêts pour la privation d'une jouissance qui ne lui appartient plus. Pour être admis à l'exercer il faut avoir ce que l'on appelle en droit la possession utile, c'est-à-dire la possession civile, telle qu'elle est déterminée par l'art. 2229 du Code civil. (Voy. dans ce sens Garnier, p. 103, Henrion de Pansey, ch. 36, p. 330, et Carré, *Justices de paix*, nos 1045, 1057, 1058 et 1351.) Mais on ne peut point dire que l'usage personnel d'un banc dans une église présente les caractères de cette possession, parce que ces bancs ne sont pas plus que l'église elle-même susceptibles d'être prescrits. Ce point est d'ailleurs consacré par la jurisprudence. Il existe plusieurs arrêts qui ont statué que celui qui était troublé dans la possession d'une chapelle ou d'un banc dans une église n'était pas fondé à exercer la complainte, les édifices consacrés au culte étant hors du commerce et à l'abri de toute espèce de prescription. Tel est aussi le sentiment de Henrion de Pansey, chap. 43, § 10, pag. 413; Garnier, pag. 340; Carré, tom. 2, no 1532 ; Merlin, *Répertoire*, vo *Voie de fait* § 1, art. 9.

D'après cela, c'est à tort que le juge de paix a cru devoir ordonner la preuve de la possession, puisqu'elle ne peut être utile à Myon ; mais il est probable que ce magistrat ne persévérera point dans cette marche, nonobstant son premier jugement. Il est de principe qu'un jugement interlocutoire ne lie pas le juge (arrêt de la Cour de cass. du 31 janv. 1837,—de Villeneuve, 37, 1, 522), et qu'au jugement définitif, il doit statuer au fond conformément aux principes de la matière qui lui est soumise, sans avoir égard aux faits résultant de l'enquête, si mieux éclairé il reconnaît que les faits ne doivent en définitive influer sur le vrai point de la contestation. C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de cassation du 26 mai 1836 (de Villeneuve, 36, 1, 778), et ce que d'ailleurs la raison indique suffisamment, car il est impossible de concevoir qu'un juge consciencieux, parce qu'il lui est d'abord arrivé de tomber involontairement dans l'erreur, puisse se trouver contraint de consacrer une injustice.

3o En ce qui touche la compétence :

Cette affaire est de la compétence de l'autorité judiciaire. Il s'agit de l'exécution d'un contrat intervenu entre la fabrique et un particulier, de l'interprétation des clauses de ce contrat ; or,

les contestations sur ce point suivent les règles de la compétence ordinaire.

Mais quel est le tribunal compétent? est-ce le juge de paix? ou le tribunal de première instance?

Tant que le juge de paix n'aura à prononcer que sur le paiement des redevances annuelles au-dessous de 200 fr., il sera évidemment compétent, de même que s'il était saisi en même temps de la demande en résiliation faute de paiement desdites redevances. Il le serait encore, s'il s'agissait de statuer sur l'indemnité réclamée par le concessionnaire pour non-jouissance provenant du fait de la fabrique, et si le droit à cette indemnité n'était point contesté (art. 3 et 4 de la loi du 25 mai 1838). Mais la seule action que le sieur Myon puisse avoir est une demande en exécution de la concession qui lui a été faite, nonobstant la clause de déchéance invoquée par la fabrique. La justice a donc alors à prononcer sur le fond même de cette concession, sur le point de savoir si elle sera ou non exécutée.

Or, le juge de paix n'est compétent (sauf quelques exceptions) que pour connaître des matières déterminées à une valeur n'excédant pas 200 fr., et sa compétence cesse, si l'objet de la demande excède cette somme ou est indéterminé.

Ainsi quoique la redevance annuelle pour les places des bancs soit bien plus minime, ce n'est pas elle qui détermine la valeur du droit à jouir de ces places dont plusieurs ne voudraient pas être privés pour une somme bien au-dessus de 100 fr. Ce droit est donc lui-même indéterminé. Or, comme, par suite de la position des choses, il est seul en litige et qu'il dépasse les limites de la juridiction du juge de paix, il s'ensuit que ce magistrat est incompétent dans l'espèce.

4° En ce qui touche la conduite de la fabrique en cas de condamnation :

Le conseil estime que si, contre toute probabilité, il intervenait une condamnation quelconque contre la fabrique, il y aurait lieu par elle d'interjeter appel immédiatement devant le tribunal de première instance de l'arrondissement.

Délibéré à Paris par MM. Berryer, Béchard, Benoit-Champy, Gaudry, l'abbé André, Siret, Sourdat et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Mai.

Nous avons indiqué dans notre dernière livraison les diverses opérations auxquelles les conseils de fabrique et le bureau des marguilliers devaient procéder dans leur session du dimanche de Quasimodo.

Nos abonnés savent que la reddition et l'apurement du compte annuel à cette époque est obligatoire pour le trésorier et pour tous les administrateurs de la fabrique. (Art. 82, 85 et 90 du décret du 30 déc. 1809, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 116.) Le législateur a exprimé dans l'art. 85 du décret que nous venons de citer combien il tenait à ce que cette prescription fût exactement remplie, dans l'intérêt des fabriques, en statuant que, lorsque les débats élevés sur ces comptes n'ont pu être terminés le dimanche de Quasimodo, cette séance pourrait être prorogée au dimanche suivant, mais seulement pour la clôture desdits comptes. Voy. ce que nous disons à ce sujet dans le *Bulletin*, vol. 1849, p, 81.

S'il était arrivé que quelques conseils de fabrique n'eussent pu s'entendre sur certains articles, nous rappellerons que les contestations doivent être portées devant l'évêque diocésain, aïnsi que l'a décidé la lettre ministérielle du 10 mars 1812.

C'est d'ailleurs un principe constant que les comptes des fa
ques doivent être rendus, débattus et réglés en la forme
nistrative; les tribunaux civils ne pourraient donc point
de ces contestations; ils ne seraient compétents qu
traindre le trésorier à rendre ses comptes et à en
quat administrativement fixé.

Les conseils de fabrique ne doivent poin
qu'une copie de leurs comptes doit toujo
mairie conformément à l'art. 89 du décr

Pour ce qui est du budget de 1852, c
en mesure de l'envoyer à l'approba
expédition de ce budget est adre
l'état des dépenses intérieures
(art. 47 du décret précité). C

scopale est de toute nécessité, puisque c'est elle qui rend le budget exécutoire, ainsi qu'on peut le voir dans le *Bulletin*, vol. 1850, p. 79. Mais elle doit surtout être promptement remplie par les fabriques qui reçoivent des subventions de leurs communes, afin qu'elles puissent communiquer ce budget, dûment approuvé, aux conseils municipaux qui doivent se réunir en session ordinaire dans les premiers jours de mai.

Quant au renouvellement des membres du conseil et du bureau, si le conseil n'y avait point procédé à Quasimodo, il pourrait encore le faire dans le mois qui suit cette séance, mais à la condition d'obtenir de l'évêque ou du préfet l'autorisation de se réunir extraordinairement pour cet objet. Nous croyons que tous nos abonnés ont suivi à cet égard les indications contenues dans notre dernière livraison et nos volumes précédents, mais s'il y avait quelques conseils qui eussent omis ou qui n'eussent point eu le temps de s'occuper de cette importante opération, nous leur recommandons de s'adresser immédiatement à l'évêque à l'effet d'obtenir l'autorisation de se réunir pour réparer cette irrégularité.

Nous insistons sur la nécessité de cette autorisation, car sans elle les élections triennales qui seraient faites un autre jour que le dimanche de Quasimodo seraient complétement nulles. (Avis du comité de l'intérieur du 13 sept. 1833; ordonnances des 7 octobre 1834 et 19 janv. 1836; *Bulletin des lois civiles ecclésiast.*, vol. 1850, p. 72.)

Lorsque le conseil a laissé passer un mois depuis Quasimodo sans se pourvoir auprès de l'évêque, il est déchu du droit de procéder à ses élections, et c'est au prélat seul qu'il appartient de les faire. (Art. 4 de l'ordonnance du 12 janvier 1825; *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 85; vol. 1850, p. 78 et 96.)

Les élections faites par le conseil ne sont point soumises à la sanction de l'évêque ou du préfet. Les nouveaux conseillers élus sont immédiatement investis du droit de siéger. (Décision ministérielle de 1813.)

MM. les marguilliers se rappelleront, dans leur réunion du mois, que l'art. 41 du décret que nous venons de citer leur prescrit de visiter les bâtiments paroissiaux au commencement du printemps et d'y faire toutes les réparations nécessaires. (Voy. nos observations sur ce point, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 370.)

Chronique.

NOUVELLES LOIS D'UN INTÉRÊT GÉNÉRAL VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Loi portant approbation d'un décret du 7 octobre 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire de 103,000 fr. pour l'acquisition de tableaux et dessins faisant partie de la collection du feu roi de Hollande et destinés au Musée du Louvre (22 mars 1851);—Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 90,000 fr. pour la construction du pied parallactique de la grande lunette mobile de l'Observatoire de Paris (25 mars);—Loi tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises (27 mars);—Loi sur les secours et pensions à accorder aux sapeurs pompiers municipaux ou gardes nationaux victimes de leur dévouement dans les incendies, à leur veuves et à leurs enfants (5 avril);—Loi relative à la délimitation de la zone frontière et à la compétence de la commission mixte des travaux publics (7 avril);—Loi relative à l'application de l'art. 7 de la loi du 5 juillet 1850 sur les écoles polytechnique et militaire (9 avril);—Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 200,000 fr. pour la célébration du troisième anniversaire de la proclamation de la République (10 avril);—Loi qui ouvre un crédit pour porter de quatre à six le nombre des suppléments de traitement à payer aux cardinaux en 1851 (26 avril) (1).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Mgr l'archevêque de Paris a rendu une ordonnance pour régler dans le diocèse de Paris les exercices et prières du mois de Marie. Par cette ordonnance, Mgr Sibour renouvelle les défenses portées par ses prédécesseurs, M. de Harlay, dans le synode tenu en 1674, et M. le cardinal de Belloy, dans son ordonnance en date du 23 août 1805, et prohibe, en conséquence, toutes annonces dans les journaux et affiches qui auraient trait soit aux messes, soit aux autres offices qui sont célébrés en musique.

—Notre Saint-Père le Pape a nommé cardinal Mgr Hughes, archevêque de New-York, et lui a donné l'insigne du pallium.

La faveur du pallium a aussi été accordée, le même jour, à Mgr de Mazenod, faveur accordée à perpétuité aux évêques de Marseille, à cause de l'antiquité des traditions chrétiennes qui, dans cette ville remontent à *saint Lazare*, à *sainte Madeleine* et leurs compagnons. C'est à *Gaëte*, pendant l'exil, que Pie IX a conféré ce privilége aux pasteurs de la cité fidèle dont les habitants se préparaient à l'accueillir avec un enthousiasme dont Sa Sainteté a toujours conservé un doux et précieux souvenir.

---

(1) Nous publierons ultérieurement cette loi avec les discussions auxquelles elle a donné lieu.

—Un consistoire public a eu lieu à Rome le 10 de ce mois. LL. Emm. les cardinaux Fornari, et Gousset, archevêque de Reims, ont reçu le chapeau des mains de Sa Sainteté, qui a assigné à Mgr Fornari les congrégations du concile de l'immunité ecclésiastique, de l'indice et des affaires ecclésiastiques extraordinaires; et à Mgr Gousset, celles des évêques et réguliers du concile, des rits, des indulgences et saintes reliques, avec le titre de saint Calixte.

—Après le consistoire public, le Souverain Pontife a tenu un consistoire secret dans lequel ont été préconisés plusieurs prélats, et entre autres, Mgr Sarrebayrouse, prêtre du diocèse archiépiscopal de Toulouse, vicaire-général d'Ajaccio, pour l'évêché d'Etalonia, *in partibus infidelium*.

—La sacrée congrégation des rites a publié le 4 avril trois décrets ayant pour objet, le premier, d'approuver le culte rendu de temps immémorial au bienheureux Laurent de Ripafracta, de l'ordre des frères prêcheurs, originaire de Castro-Pisano, où il naquit vers la fin du quatorzième siècle; le second et le troisième, tendant à relever du vice de forme deux procès relatifs, l'un à la béatification et à la canonisation du vénérable Fr. Giles de Saint-Joseph, de l'ordre des Frères-Mineurs-Déchaussés, l'autre à la cause de Vincent Romain, curé d'Herculanum, dans le diocèse de Naples.

Actes officiels.

SECOURS DE L'ÉTAT. — SECOURS PERSONNELS.

Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1851, *aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite* (1).

Paris, le 18 mars 1851.

Monseigneur,

Le crédit porté au budget des cultes de 1851, *pour secours personnels*, est égal à celui des deux années précédentes. Le maintien du chiffre de 765,000 fr., nonobstant les extinctions survenues parmi les *anciens prêtres sans fonctions depuis* 1802 *et les anciennes religieuses* dont la profession est antérieure à la loi du 13 février 1790, permet d'apporter quelques nouvelles améliorations dans la position des survivants, actuellement très-âgés, que vous jugeriez dignes d'un intérêt particulier. Cependant aucune allocation ne devra dépasser le

---

(1) Voy. sur le même sujet les circulaires insérées au *Bulletin des Lois civ. ecclés.*, vol. 1849, p. 170, et vol. 1850, p. 173.

Les conditions à remplir pour participer à ces secours ont été indiquées dans le même recueil, vol. 1849, p. 51.

maximum de 500 francs, y compris les secours spéciaux accordés sur la portion du crédit général dont je me réserve la disposition.

Quant *aux prêtres en retraite*, vous pourrez, Monseigneur, proposer l'allocation des sommes qui se trouveraient sans emploi depuis 1850, par suite de décès ou d'autres causes, en faveur d'autres ecclésiastiques qui seraient forcés par l'âge ou par les infirmités d'abandonner leurs fonctions.

Je crois devoir, d'ailleurs, me référer aux instructions de mes prédécesseurs en ce qui concerne les conditions indispensables pour obtenir des secours.

J'ai vivement à cœur d'assister les ecclésiasliques qui se trouvent sans ressources après avoir dignement exercé, pendant de longues années, le saint ministère et souvent épuisé leur patrimoine en bonnes œuvres ; je voudrais pouvoir leur prouver à tous combien j'apprécie leurs services et leur dévouement; mais, obligé de restreindre les subventions en raison du grand nombre des demandes qui me sont adressées, je désire particulièrement venir en aide aux prêtres *qui sont les plus nécessiteux*. Il importe donc de constater aussi exactement que possible la nature et l'urgence des besoins signalés. Je compte à cet égard, Monseigneur, sur votre concours ferme et éclairé.

Vous trouverez, ci-joint, quatre exemplaires des cadres destinés à recevoir vos propositions de secours personnels. En devançant, cette année, l'époque ordinaire de leur envoi, j'ai voulu vous mettre à même de soulager le plus tôt possible les souffrances des membres de votre clergé. L'un de ces cadres vous servira de modèle. Les trois autres devront m'être renvoyés par l'intermédiaire de MM. les Préfets. Je vous prie de vouloir bien veiller à ce que les différentes colonnes de ces états soient exactement remplies. Les renseignements qui sont demandés sont *tous indispensables*. La colonne des secours accordés en 1850 et celle de vos propositions pour 1851 devront être *totalisées*. Dès que ces états me seront parvenus, je donnerai les instructions nécessaires pour que les allocations et les ordonnancements n'éprouvent aucun retard.

Dans le cas où vous auricz, plus tard, à faire quelques propositions pour remploi, en allocations nouvelles, de sommes devenues disponibles dans le cours de l'année par suite de décès avant la réception des mandats, je vous prie de vouloir bien vous rappeler qu'elles doivent m'être transmises par l'intermédiaire de MM. les Préfets, *avant le* 31 *décembre* 1851.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé : Ch. Giraud,
Pour expédition :
Le Directeur de l'administration des cultes,
De Contencin.

ANNIVERSAIRE DU JOUR DE LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE.

Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes (M. F. de Crouseilhes) *à NN. SS. les archevêques et évêques relative à la célébration du troisième anniversaire de la proclamation de la République* (du 15 avril 1851) (1).

INSTITUTION CANONIQUE.

DÉCRET *relatif à la publication de la bulle donnée à Rome*, le 13 des calendes de mars (17 février 1851), *portant institution canonique de Mgr Pallu du Parc* (*Louis-Théophile*), *pour l'évêché de Blois.* (Du 31 mars 1851.)

ÉVÊCHÉS DES COLONIES.

Décret relatif à l'établissement d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de l'île de la Réunion (du 18 décembre 1850).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;—vu l'art. 1er de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x) (2) ;—vu la loi du 24 avril 1833 (3) ;—vu la loi de finances du 29 juillet 1850 (4) ;—le conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. 1er. Les îles de la Martinique, de la Guadeloupe et dépendances et de la Réunion, formeront chacune, à l'avenir, un diocèse suffragant de la métropole de Bordeaux.

Le siége épiscopal sera établi, pour la Martinique, au Fort-de-France, pour la Guadeloupe à la Basse-Terre, et pour l'île de la Réunion, à Saint-Denis.

2. La bulle donnée à Rome, sur notre demande, le 5 des calendes d'octobre (27 septembre) 1850, par sa Sainteté le Pape *Pie IX*, pour l'érection et la circonscription de l'évêché du Fort-de-France,

---

(1) Voy. le texte d'une circulaire analogue, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 39.

(2) Voy. cette loi commentée dans le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 15.

(3) La loi du 24 avril 1833 concerne le régime législatif des colonies et est ici visée pour rappeler que son art. 3 permet au chef de l'Etat de statuer par simple décret, après avoir entendu préalablement les conseils coloniaux ou leurs délégués près du gouvernement, sur diverses matières, et entre autres sur l'instruction publique. Il n'est nullement question, dans ledit article, des choses du culte; mais on a pensé que la faculté donnée au gouvernement de statuer ainsi sur l'instruction publique devait s'étendre également à l'organisation ecclésiastique.

(4) Voy. *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, livraison de janvier 1851, p. 22.

de l'île de la Martinique, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

3. La bulle donnée à Rome, sur notre demande, le 5 des calendes d'octobre (27 septembre) 1850, par Sa Sainteté le pape *Pie IX*, pour l'érection et la circonscription de l'évêché de la Basse-Terre, de l'île de la Guadeloupe, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

4. La bulle donnée à Rome, sur notre demande, le 5 des calendes d'octobre (27 septembre) 1850, par Sa Sainteté le Pape *Pie IX*, pour l'érection et la circonscription de l'évêché de Saint-Denis, de l'île de la Réunion, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

5. Lesdites bulles d'érection sont reçues sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elles renferment, et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

6. Lesdites bulles seront transcrites en latin et en français sur les registres du conseil d'Etat; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

7. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Paris, le 18 décembre 1850.

Signé LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

Bulle portant érection de l'Évêché du Fort-de-France, île de la Martinique.

PIE, ÉVÊQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU.

Pour en perpétuer le souvenir.

Comme tous les moyens de salut éternel dépendent surtout de la foi, et la foi de la prédication de la parole du Christ, il est certain et reconnu que ni les fidèles ne peuvent croire et conformer leurs mœurs aux préceptes de la véritable religion, s'ils ne l'entendent prêcher, ni qu'en aucun temps ils ne peuvent l'entendre s'il

---

PIUS, EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI,

Ad perpetuam rei memoriam.

Cum omnia æternæ salutis adjumenta a fide potissimum pendeant, fides ab auditu, auditusque fiat per verbum Christi, certum exploratumque est, neque fideles credere suosque mores veræ religionis præceptis conformare, nisi audiant, neque illos sine prædicante ullo unquam tempore posse audire. Inter vero fidei præcones atque magistros principem locum epi-

n'y a quelqu'un qui la leur prêche. Il n'est personne qui ne voie que les évêques, que l'Esprit Saint a chargés de gouverner l'Église de Dieu et de veiller sur le troupeau qui leur est confié, tiennent le premier rang parmi les prédicateurs et les maîtres de la foi. Aussi, les pontifes romains, nos prédécesseurs, parmi les principales sollicitudes du suprême apostolat, n'ont eu rien plus à cœur que d'établir et de multiplier les évêques dans toutes les parties de la terre; car le nombre des sentinelles vigilantes étant augmenté, le peuple chrétien est plus souvent réjoui par la vue de son pasteur, et il est mieux pourvu à ses intérêts spirituels.

C'est pourquoi, comme dans l'île de la Martinique, l'une des Antilles de l'Amérique, soumise à la domination française, les pâturages du salut éternel ne peuvent donner une nourriture facile et salutaire à leurs brebis, tant par défaut d'évêque attaché au pays que pour d'autres causes très-graves, qu'on peut passer ici sous silence, nous avons accueilli avec empressement l'instante demande de l'illustre chef du Gouvernement français, pour qu'il y fût établi un nouvel évêché dont le prélat aurait sa résidence fixée au fort vulgairement appelé *Fort-de-France* situé dans cette même île de la Martinique, et décoré du titre de cité. Le temple le plus considérable de ce fort, ébranlé et renversé par un tremblement de terre, se restaure en ce moment par la piété et la munificence du Gouvernement français; on le munit des objets sacrés et d'un mobilier suffisant pour que les fonctions pontificales puissent y être exercées avec la pompe convenable.

Cette ville a, de plus, une population de treize mille habitants, un grand nombre d'étrangers et les ressources d'un riche commerce. Elle est la résidence du magistrat qui commande à toute l'île. Elle a, avec les autres îles, de faciles communications, qui ne manqueront pas de devenir plus suivies et plus avantageuses par cette érection d'un nouvel évêché. Il y a aussi un hôpital militaire et des insti-

---

scopos habere, quibus a spiritu sancto ecclesiam Dei regere commissoque sibi grege attendere demandatum est qui non videat. Hinc evenit ut Romani pontifices, prædecessores nostri, inter præcipuas supremi apostolatus sollicitudines nihil antiquius nihilque magis curæ habuerint quam in omnes terrarum orbis partes episcopos constituere atque multiplicare; aucta enim speculatorum vigilantia, Christiana plebs sæpius pastoris sui adspectu exhilaretur meliusque ejus spirituali utilitati atque commodo prospiciatur.

Itaque cum in Martinicensi insula, una ex Americæ Antillis, Gallicoque gubernio subjecta, salutis æternæ pascua non adeo commode salubriterque ovibus sibi depascendis suppeditare possint, tum propter adsignati episcopi deficientiam, tum gravissimis ex causis, quas silentio præterire modo fas est, libenter precibus annuimus inclyti Gallici gubernii Præsidiis, quibus enixe a nobis efflagitabat ut novus illic episcopatus constitueretur, pro cujus antistitis residentia arx vulgo *Fort-de-France*, in eadem Martinica insula sita, quæque opportune modo civitatis honore decoratur, assignanda proponebatur. Majus enim hujus arcis templum jam terræ motu concussum atque labefactum modo pietate et munificentia Gallici gubernii restauratur sacraque supellectili ornatur, ita ut pontificalia quoque munia eo quo decet splendore ibi peragi possint.

Habet insuper hæc civitas plus quam tredecim millium incolarum numerum, advenarum frequentiam facilemque commercii copiam; commendatur magistratus residentia qui toti insulæ præest, expeditiorique cum cæteris insulanis communicatione quæ accuratior utiliorque ex hac novi

tutions religieuses assez bien disposées et destinées à recevoir les femmes et les jeunes gens.

L'île de la Martinique se compose de plus de vingt-six villes ou paroisses dites en français *Case-Pilote, Carbet, Saint-Pierre, le Prêcheur, Macacha, Basse-Pointe, Grand'Anse, Marigot, Sainte-Marie, la Trinité, Gros-Morne, le Robert, le Français, le Vauclin, le Marin, Sainte-Anne, Sainte-Luce, Rivière-Pilote, le Diamant, Anse-d'Arlet, Trois-Ilets, Rivière-Salée, Saint-Esprit, Trou-au-Chat; le Lamentin,* qui forment ensemble une population de plus de cent vingt mille âmes. Nous savons que quelques-unes de ces villes ont leur paroisse; chacune son église; quelques-unes même, plusieurs établissements religieux. Nous ne doutons nullement que, si les fidèles de ces villes peuvent entendre quelquefois la voix de leur pasteur et être fortifiés, par son autorité, ils n'en retirent un grand avantage et ne trouvent une abondante nourriture dans les pâturages du salut éternel.

C'est pourquoi toutes ces choses et autres, qu'il était à propos de vérifier avec soin dans cette grave affaire, étant pesées mûrement, nous statuons et ordonnons que, parmi les îles des Antilles soumises à la domination française, celle de la Martinique, qui, ainsi que nous l'avons dit, compte plus de vingt-six villes ou paroîsses et plus de cent vingt mille habitants, soit exempte, disjointe et entièrement séparée à perpétuité du territoire, juridiction, administration et régime actuel, soit d'un vicariat apostolique, soit de toute autre sorte d'autorité apostolique, ensemble avec toutes et chacune des cités y existant, villes, bourgs, paroisses et églises, avec les lieux, choses et droits ecclésiastiques annexes, avec toutes et chacune des personnes de l'un et de l'autre sexe, soit clercs, soit prêtres, moines et religieuses, de quelque grade, état et condition qu'ils soient. Nous érigeons en ville épiscopale, parmi les villes de l'île de la Martinique, celle déjà mentionnée et vulgairement appelée *Fort-de-France.* Elle tient le premier rang, ainsi que nous l'avons fait entendre, par la

---

episcopatus erectione procul dubio evadet. Extat quoque pro militibus nosocomium, aliaque reperiuntur pia instituta tum pro mulieribus, tum quoque pro adolescentibus excipiendis satis idonea.

Tota autem Martinicensis insula constat ex sex supra viginti oppidis seu parœciis quæ Gallico idiomate appellantur *Case-Pilote, Carbet, Saint-Pierre, le Prêcheur, Macacha, Basse-Pointe, Grand'Anse, Marigot, Sainte-Marie, la Trinité, Gros-Morne, le Robert, le Français, le Vauclin, le Marin, Sainte-Anne, Sainte-Luce, Rivière-Pilote, le Diamant, Anse-d'Arlet, Trois-Ilets, Rivière-Salée, Saint-Esprit, Trou-au-Chat, le Lamentin,* quæque centum insimul viginti et amplius millium animarum numerum, efficiunt quorum oppidorum nonnulla suas parœcias, singula ecclesias, quædam etiam plurima pia instituta habere nobis compertum est. Minime enim dubitamus quod si horum oppidorum Christi fideles pastoris sui vocem quandoque audire ejusque auctoritate confirmari atque erigi poterint, majorem utilitatem esse percepturos optimisque salutis æternæ pascuis saturaturos iri.

Quapropter nos hisce omnibus aliisque maturiore consilio perpensis ac cæteris quæ in hoc gravi negotio exploranda erant diligenter consideratis, statuimus atque decernimus ut inter Antillarum insulas Galliarum gubernio subjectas ea profecto universa quæ Martinica nuncupatur, quæque, uti diximus, sex supra viginti oppida seu parœcias, incolarum centum et viginti millia et amplius insimul recensere fertur, penitus, perpetuoque modo a quovis hodierno sive vicariatus apostolici sive cujus libet alterius ecclesiasticæ rationis territorio jurisdictione, administratione ac regimine eximatur

beauté des édifices, la commodité des maisons l'abondance des produits, par son commerce, l'affluence des étrangers, sans parler des autres belles prérogatives et ressources qu'elle possède. Cette ville du *Fort-de-France*, décorée par nous du titre de ville épiscopale, jouira de tous et chacun des honneurs, droits, prérogatives, indults, faveurs et toutes autres choses quelconques dont ont coutume de jouir les autres villes épiscopales dans ces régions de l'Amérique septentrionale.

Comme l'église qu'on y voyait s'est écroulée; dans ces dernières années, par l'effet d'un tremblement de terre, et qu'il s'en élève déjà une autre assez vaste et assez belle, dès que celle-ci aura été entièrement achevée et qu'elle aura été pourvue d'un mobilier suffisant même pour les cérémonies pontificales, maintenant pour alors, nous l'élevons au rang de cathédrale. Que dans cette ville donc et dans cette église soient érigés à perpétuité un siége, une chaire, une dignité épiscopale pour un évêque du Fort-de-France, qui soit préposé à cette même église, à la cité et au diocèce qui va lui être assigné, au clergé et à la population de ce même diocèse, dans les choses spirituelles et ecclésiastiques; qui convoque le synode diocésain, exerce librement tous et chacun des droits, offices et charges épiscopales, qui ait, le plus tôt que faire se pourra, un chapitre cathédral, avec une caisse, un sceau, une mense et une cour épiscopale, avec tous les autres insignes cathédraux et pontificaux, juridiction, prééminence, légitimes, coutumes, prérogatives, priviléges et indults réels, personnels et mixtes, dont jouissent les autres églises cathédrales de la domination française en Amérique, et leurs évêques, pourvu qu'il ne s'agisse pas de choses concédées par un indult particulier et acquises à titre onéreux. Comme il est convenable qu'il soit institué, dans chaque église cathédrale, un ordre de chanoines avec quelques chapelains ou bénéficiers obligés à résidence, qui se distinguent par leur piété, la doctrine et l'intégrité des mœurs, qui remplissent sur

---

disjungatur atque omnino separetur, una videlicet cum omnibus et singulis inibi existentibus civitatibus, oppidis, pagis, parœciis et ecclesiis quibusque unaque cum adnexis locis, rebus et juribus ecclesiasticis necnon cum omnibus et singulis utriusque sexus personis sive clericis, sive presbyteris, sive cœnobitis et monialibus cujuscumque gradus, status, conditionisque ipsi fuerint. In episcopalem civitatem ex ejusdem Martinicæ insulæ oppidis, illud superius memoratum quod arx Gallica vulgo *Fort-de-France* appellatur, constituimus; præstat enim, uti innuimus, ædificiorum ornatu, domorum commoditate, rerum copia, incolarum commercio, exterorumque numero aliisque decentioribus prærogativis, opportunioribusque adminiculis fulcitur. Hoc itaque oppidum *Fort de France* civitatis episcopalis titulo a nobis insignitum omnibus et singulis honoribus, juribus prerogativis, indultis, favoribus cæterisque quibuslibet fruetur, quibus aliæ episcopales iis in Americæ septentrionalis regionibus civitates uti ac frui solent.

Cum vero superioribus annis, uti memoravimus, a terræ motibus in excidium prolapsa fuerit, quæ ibi eminebat ecclesia, cumque altera satis ampla satisque decora jam propemodum assurgat, istam ubi primum penitus fuerit confecta, sacraque supellectili ad pontificalia quoque peragenda instructa, uti aiunt, nunc pro tunc, ad cathedralitatis fastigium attollimus. In ea igitur civitate eaque in ecclesia debinc perpetuo erigatur episcopalis sedes, cathedra et dignitas pro episcopo arcis Gallicæ nuncupando, qui eidem ecclesiæ, civitati et diœcesi mox assignandæ atque adeo universo ejus clero populoque in spiritualibus et ecclesiasticis rebus præsit, diœcesanam syno-

la terre la fonction des anges, élèvent leurs mains vers les choses saintes, bénissent le Seigneur dignement, avec attention et dévotion, qui conseillent et assistent l'évêque diocésain toutes les fois qu'il sera nécessaire dans les délibérations et affaires importantes, et forment son sénat; et comme, à raison des circonstances peu favorables des temps et des lieux, cela ne peut être présentement exécuté, nous prescrivons et ordonnons que, le plus tôt que faire se pourra, ce chapitre soit constitué sur le modèle des autres cathédrales en France, en sorte que dans un nombre suffisant de chanoines il y ait un chanoine théologal et un autre chanoine pénitencier, suivant la prescription des saints canons.

Dès que l'érection de ce chapitre aura eu lieu, l'évêque du Fort-de-France aura soin de nous transmettre très-exactement l'acte authentique de cette érection, en faisant connaître le nombre des dignités et des autres chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence. Nous accordons à ce chapitre à ériger, c'est-à-dire à ses chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence, maintenant pour alors, la faculté de porter chacun licitement et librement, tant dans l'église cathédrale que hors de cette église, toutes les fois qu'ils se réuniront en chapitre, soit pour les offices divins, soit pour toutes autres fonctions ecclésiastiques, les habits, soit de chœur, soit sacerdotaux, que portent respectivement les autres chanoines dignitaires et les autres chapelains ou bénéficiers obligés à résidence, des chapitres qui existent déjà dans les cathédrales voisines de l'Amérique septentrionale.

L'évêque du Fort-de-France aura soin, en outre, afin d'assurer le bon état et régime de ce chapitre, que des règles particulières, soumises à la sanction et à l'approbation de ce même prélat, soient dressées par ce même chapitre. Ainsi un règlement convenable lui sera imposé en conformité des lois ecclésiastiques et des décrets synodaux. Nous accordons à ce chapitre le droit et la faculté de jouir de toutes

---

dum convocet, necnon omnia et singula jura, officia et munia episcopalia acquirat et libere exerceat, suumque, ubi primum fieri poterit, habeat cathedrale capitulum cum arca, sigillo, mensa et curia episcopali cumque cæteris quibuscumque cathedralibus et pontificalibus insignibus, jurisdictionibus, præeminentiis, consuetudinibus, legitimis, prærogativis, privilegiis et indultis realibus, personalibus ac mixtis quibus aliæ cathedrales ecclesiæ in America Gallis subjectæ, quibusque illarum præsules utuntur et retinent, dummodo ex peculiari indulto seu privilegio et oneroso titulo concessa et acquisita minime fuerint. Cum opportunum atque conveniens quoque sit ut ordo canonicorum cum aliquibus capellanis aut beneficiatis mansionariis in quavis cathedrali ecclesia instituatur, qui excellentiori pietate, doctrina morumque integritate singulis præstent, angelorum in terris vices fungantur, manus suas extollant in sancta Domino, attenti, digni ac devoti benedicant, diœcesano episcopo, quoties oportuerit, in deliberandis agendisque gravioris momenti rebus consilium operamque præbeant, illiusque senatum constituant, cumque ob incommodas rerum, temporum locorumque circumstantias, id in præsentiarum confici nequeat, præcipimus atque mandamus ut quo citius fieri poterit, cæterarum in Gallia cathedralium more ac methodo capitulum istud conficiatur, ita nempe ut in sufficienti aliorum canonicorum numero canonicus quoque theologus alterque canonicus pœnitentiarius ex sacrorum canonum præscripto reperiantur.

Ubi vero istiusmodi capituli erectio perfecta fuerit, authenticum hujusmodi erectionis documentum, designato singularum dignitatum cætero-

et chacune des grâces, honneurs et prérogatives, indults et autres choses quelconques appartenant aux autres chapitres de ces cathédrales, pourvu qu'ils soient en légitime possession et qu'il ne s'agisse pas de concessions faites par grâce spéciale ou titre onéreux. S'il arrive que l'église cathédrale du Fort-de-France ne soit pas encore achevée quand, pour la première fois, un prélat sera préposé à cet évêché, que ce même prélat réside dans la ville de Saint-Pierre de cette même île. Car elle est assez considérable et a une très-belle église avec des bâtiments convenables pour le logement de l'évêque et pour la cour ecclésiastique; toutes choses qui seront fournies par les soins et aux frais du Gouvernement français. Mais afin que l'évêque de Fort-de-France ne manque pas dans cette ville de bâtiments en propre assez commodes et décents pour son habitation et celle de ses successeurs et pour sa cour ecclésiastique, nous lui assignons, d'après la promesse qui en a été faite, à titre perpétuel et valable, l'édifice le plus proche, autant que possible, de l'église cathédrale, lequel sera appelé à l'avenir l'évêché du Fort-de-France. Que si cela ne peut se faire immédiatement et qu'il y ait nécessité de prendre un autre bâtiment à location, cette dépense sera aussi tout entière, suivant sa promesse empressée, à la charge dudit Gouvernement français. Nous constituons en propre diocèse pour le nouvel évêque tout le territoire dont se compose l'île de la Martinique; nous soumettons donc à la juridiction ordinaire, au régime, pouvoir et supériorité de l'évêque du Fort-de-France ladite cité de Fort-de-France, toutes les autres cités et villes ou bourgs ou paroisses qui se trouvent dans cette île, ensemble avec leurs accessoires relatifs, toutes les églises ou paroisses y existant, qu'elles soient désignées sous tout autre titre, ou simplement sans titre, les communautés et monastères, s'il y en existe, pourvu qu'ils ne soient pas exempts, tous les établissements religieux enfin et bénéfices ecclésiastiques, de même que les personnes de l'un et de l'autre sexe qui y habitent, de

---

rumque canonicorum et capellanorum seu beneficiatorum mansionariorum numero, arcis Gallicæ episcopus diligentissime ad nos transmittendum curabit. Istiusmodi capitulo erigendo, sive ipsius canonicis necnon capellanis seu beneficiatis mansionariis, nunc pro tunc, facultatem tribuimus licite, libereque, tam in prænuntiata cathedrali ecclesia, quam extra illam quoties nimirum capitulariter sive ad divina officia, sive ad quascumque alias ecclesiasticas functiones convenerint, singulatim gestandi atque adhibendi illa respective indumenta vel choralia, vel sacerdotalia, quibus respective alii canonici, dignitarii aliique capellani, seu beneficiati mansionarii cæterorum capitulorum quæ jam in vicinioribus Americæ septentrionalis cathedralibus fruuntur et gaudent.

Curabit insuper arcis Gallicæ episcopus, quo meliori hujus capituli statui ac regimini prospiciatur, ut ab eodem capitulo peculiaria decernantur decreta ipsius antistitis sanctioni ac adprobationi submittenda. Ita enim ipsimet capitulo opportuna præcepta juxta ecclesiasticas leges et synodalia decreta imponentur. Cui quidem capitulo jus facultatemque tribuimus gaudendi omnibus et singulis gratiis, honoribus, prærogativis, indultis, cæterisque quibuslibet, quæ ad cætera illarum cathedralium capitula pertinent, dummodo comprobato in usu sint neque speciali ex gratia vel oneroso titulo concessa fuerint. Si autem evenerit, quod ubi primum huic novo episcopatui antistes præfectus fuerit, præsignata cathedralis ecclesia in civitate arcis Gallicæ confecta nondum fuerit, hoc solummodo in casu eo duntaxat usque ipsamet ecclesia penitus ædificata atque exornata fuerit, idem episcopus in ejusdem insulæ civico oppido sancti Petri nuncupato

tout état, ordre, grade et condition, et nous lui assignons et attribuons ces choses respectivement comme ville épiscopale, diocèse, clergé et ouailles.

Nous mandons et ordonnons en outre que, sous quelque apparence de zèle que ce soit, ou prétexte de nécessité, aucun gouverneur militaire n'ose s'immiscer à l'avenir dans la juridiction, dans les droits et affaires de l'autorité ecclésiastique, inconvénient qui sera d'autant plus sûrement écarté que des ordres formels seront donnés à cet effet par le Gouvernement français, suivant la promesse qu'il en a faite.

Jusqu'à ce que la dotation de la mense épiscopale soit régulièrement constituée, comme c'est notre désir, en biens stables, une somme de douze mille francs, en monnaie française, sera payée, suivant la parole donnée et acceptée, à l'évêque du Fort-de-France par le Gouvernement français. Nous assignons également au même évêque cinq autres mille francs pour les honoraires annuels de deux vicaires généraux, et trois mille francs qui seront donnés en sus pour dépenses extraordinaires ; laquelle somme totale de huit mille francs le Gouvernement français a promis de lui même, et avec empressement, de solder chaque année.

Quoiqu'il nous ait été rapporté que, dans ces colonies françaises des Antilles, les frais de toute sorte pour la conservation de chaque église et pour l'exercice du culte divin ont coutume d'être fournis par les habitants des villes, néanmoins, par ce zèle pieux et fervent qui l'anime pour la sainte maison de Dieu, pour la propagation et la prospérité de la religion chrétienne, le Gouvernement français a

---

resideat. Est enim satis amplum atque idoneum pulcherrimumque habet templum, una cum opportunis ad ipsius episcopi habitationem ecclesiasticamque curiam ædibus quæ omnia cura sumptuque Gallici gubernii suppeditabuntur. Ne vero propriis satis commodis decentibusque ædibus pro ipsius episcopi ejusque successoribus habitatione ipsiusque ecclesiastica curia in supra memorata arcis Gallicæ civitate illius antistes careat, illi adsignamus perpetuoque ac valido modo, sicuti sponsum est, statuimus ædificium quod fieri poterit, cathedrali ecclesiæ quam maxime proximum, arcis Gallicæ episcopum in posterum nuncupandum. Quod si id protinus perfici et præstari minime poterit, aliæque ædes pretio sint conducendæ, hæc quoque impendia a prælaudato Gallico gubernio penitus libenterque, uti promissum est, erunt obeunda. Cui novo episcopo in propriam diœcesim constituimus prorsusque adjudicamus universum territorium quo tota Martinicensis insula constare dignoscitur. Prælaudatam itaque Gallicæ arcis civitatem cæterasque cunctas vel civitates vel oppida, vel pagos vel parœcias quæ in eadem insula comperiuntur et una cum relativis accessoriis omnes ibi exstantes ecclesias sive parochiales, sive quocumque alio titulo appellentur, sive simplices et si quæ sunt cœnobia, monasteria, dummodo exempta minime sint, pia demum quæque instituta et beneficia ecclesiastica, itemque inhabitantes utriusque sexus, personas cujuslibet status, ordinis, gradus et conditionis ordinariæ jurisdictioni, regimini, potestati, ac superioritati, episcopi pro tempore arcis Gallicæ subjicimus ipsique isthæc respective pro episcopali civitate diœcesi, clero populoque adsignamus atque adtribuimus.

Jubemus insuper atque mandamus ne quisquam illius coloniæ militaris gubernator, sub quavis zeli specie vel necessitatis prætextu, in qualibet ecclesiastica jurisdictione atque auctoritatis jure et negotio sese immiscere in posterum audeat; quæ quidem incommoda eo fidentius amovebuntur, quo graviora in id præcepta mox a supremo quoque Galliarum gubernio, sicuti pollicitum est, cumulati urgebuntur.

promis, avec le plus grand empressement, d'avoir soin qu'à l'instar des autres cathédrales existant en France, une dotation convenable et perpétuelle soit faite aussi à cette nouvelle cathédrale du Fort-de-France. Cette dotation sera fixée de telle sorte qu'il soit amplement pourvu non-seulement à la décoration et à la parfaite conservation de l'édifice, mais encore à toutes les dépenses à faire cette première fois et dans la suite pour le mobilier que nécessitent la célébration des cérémonies pontificales et la pompe convenable du culte divin, à faire également pour les prébendes qui devront être constituées à titre perpétuel et certain en faveur des chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence du chapitre cathédral, aussitôt qu'il aura pu être érigé.

Comme la sollicitude pastorale ne peut rien faire qui contribue plus puissamment à procurer la gloire de Dieu et le salut des âmes, que de régler de bonne heure les mœurs des élèves et de les former à la piété et aux lettres, nous avons surtout à cœur qu'il soit fondé, dans ce nouveau diocèse du Fort-de-France, un séminaire pour les jeunes gens appelés au partage du Seigneur. Comme le Gouvernement français, quoiqu'il y soit bien disposé, ne peut, à raison des circonstances qui s'y opposent ou ne le permettent pas encore, fonder cet établissement à ses frais, entreprendre une œuvre aussi importante et en assurer l'existence au moyen d'un revenu convenable, il a donné sa parole qu'il s'en occuperait et qu'il l'exécuterait le plus tôt possible. Tout le monde sait, en effet, qu'il résultera de nombreux avantages de cet établissement, même pour la société civile, dans ces régions.

Donec autem in stabilibus bonis, uti nobis in votis est, episcopalis mensæ dotatio rite constituatur, arcis Gallicæ antistiti summa duodecim francorum millium illius monetæ ab ipso Galliarum gubernio juxta datam acceptamque fidem persolvetur. Adsignamus insuper eidem antistiti alia quinque francorum millia pro annuo stipendio duobus generalibus vicariis largiendo, necnon tria eorumdem francorum millia quæ pro extraordinariis impendiis erunt eroganda, quam quidem octo francorum milium summam idem Gallicum gubernium se quotannis perpetuum daturum ultro libenterque pollicitum est

Quamquam nobis relatum sit in iis Gallicis Antillarum coloniis impendia quæque ad uniuscujusque ecclesiæ tuitionem, divinique cultus inibi præstandi exercitium, a singulis civibus oppidanisve tribui consuevisse, nihilo secius idem Galliarum gubernium, ex eo quo præstat pio ferventique zelo pro domo sancta Dei proque christiana religione propaganda atque amplificanda, libentissime spopondit se curaturum, atque adeo, ad normam cæterarum cathedralium in Gallia exstantium, operam daturum ut congrue jugiterque hujus quoque novæ cathedralis arcis Gallicæ dotatio efficiatur. Quæ dotatio ita statuenda erit, ut inde satis superque prospici queat, nedum decentiori ejusdem fabricæ splendori firmæque ejusdem incolumitati, verum etiam omnibus impendiis tum primum cum deinceps obeundis, ad sacram supellectilem pro pontificalibus quoque peragendis divinoque cultu eo quo decet decore reverentiaque explendo, necnon pro congruis præbendis, statim ac præfata capituli cathedralis erectio fieri poterit, singulis ipsius canonicis singulisque capellanis seu beneficiatis mansionariis perpetuo certoque modo constituendis atque adsignandis.

Jam vero cum præcipua pastoralis muneris sollicitudo ad Dei gloriam augendam animarumque salutem procurandam morumque disciplinam in fidelibus christianis servandam nil magis conferat, quam tempestive clericorum mores componere, illosque ad pietatem litterasque imbuere, hinc nobis quam maxime in votis est ut in hac nova arcis Gallicæ diœcesi semi-

Qu'en attendant, les clercs de ce nouveau diocèse, pour être formés aux saintes lettres et mis à bonne école, soient reçus comme auparavant dans le séminaire du Saint-Esprit, à Paris, auquel, pour cette fois, un revenu annuel de vingt mille francs devra être assigné par le Gouvernement français.

Cependant, que l'évêque du Fort-de-France ne néglige rien pour établir un séminaire, quoique peu considérable, et du mieux qu'il pourra, afin que les jeunes clercs commencent à être formés à la discipline, à la science et à la piété, et qu'ils puissent enfin cultiver la vigne du Seigneur avec fruit pour les âmes.

Pour obtenir un si grand bien, le Gouvernement français nous a promis de donner un subside, bien qu'à titre de dépense extraordinaire.

Toutes ces choses étant constituées et avec l'aide de Dieu menées à bonne fin, voulant donner au Gouvernement français un témoignage de notre bienveillance particulière, nous accordons au Président actuel et à chaque futur président de ce même Gouvernement, la faculté de nommer ou présenter pour cette nouvelle église épiscopale, non-seulement la première fois, mais encore dans la suite, chaque fois qu'elle viendra à vaquer, dans le délai cependant déterminé par les saints canons, un homme digne et ayant les qualités requises pour être régulièrement préposé par Nous et par nos successeurs à l'évêché du Fort-de-France.

A raison des lieux et des circonstances particulières, nous soumettons cette nouvelle église épiscopale au droit métropolitain de

---

narium pro adolescentibus in sortem Domini vocatis institueretur. Cum vero Galliarum gubernium quamquam id in votis habeat, tamen ob circumstantiarum vel impedimenta vel immaturitatem præstare hodie dum proprio sumptu minime possit, tantique ponderis opus plane moliri, congruoque censet stabiliter fulciri, idcirco fidem dedit se id ipsum quam primum curaturum riteque confecturum. Multa enim bona ex hac institutione ad civilem quoque societatem in illis regionibus obventura esse compertum omnibus est.

Interea idcirco temporis hujus novæ diœcesis clerici, ut in sacris litteris imbuantur solertiusque educentur, recipiantur, ut antea, in Parisiensi Sancti Spiritus seminario, cui propterea annuus viginti millium francorum redditus in hunc præcipue finem atque usum a Galliarum gubernio adsignandus erit.

Interim vero arcis Gallicæ episcopus sedulam diligentemque det operam constituendi seminarium, licet exiguum, quo meliori fieri poterit modo, ut adolescentes clerici ad disciplinam, scientiam pietatemque eruditi incipiant, vineamque Domini cum animarum fructu tandem aliquando excolere possint.

Ad quod tantum bonum assequendum, ipsum Galliarum gubernium, licet extra ordinem, se opem daturum ultra libenterque pollicitum nobis est.

His omnibus opportune constitutis, Deoque optimo maximo juvante ad felicem exitum perductis, benigno singularique favore supra memoratum Gallicum gubernium prosequi volentes hodierno et cuique supremo in posterum ipsius Gallici gubernii Præsidi facultatem impertimur nominandi seu præsentandi ad hanc novam episcopalem ecclesiam, nedum prima vice, verum etiam deinceps, quoties eadem vacaverit, intra tempus tamen a sacris canonibus designatum, dignum idoneumque virum a nobis nostrisque successoribus rite ipsi episcopatui arcis Gallicæ præficiendum.

Habita autem locorum peculiariumque circumstantiarum ratione, novam hanc episcopalem ecclesiam metropolitico subjicimus juri primævæ metro-

l'église métropolitaine de Bordeaux, pour jouir de toutes et chacune des facultés, grâces, faveurs, prérogatives, droits et toutes autres choses qui ont coutume d'appartenir aux autres églises suffragantes de l'archevêché de Bordeaux. Mais, comme ne peut être érigé de sitôt, ainsi qu'il a été dit, le chapitre cathédral dans le sein duquel, toutes les fois que cet évêché sera privé, par décès, de son pasteur, devrait être choisi un vicaire général capitulaire qui administrerait le diocèse pendant la vacance du siége, et comme le siége métropolitain de Bordeaux est à une telle distance que cette église aurait peut-être à subir les inconvénients et les préjudices les plus graves si, dans l'intervalle, elle était administrée par l'archevêque lui-même, voulant donc y pourvoir, nous étendons en faveur de cette église et du diocèse du Fort-de-France, si ce nouvel évêché vient à vaquer avant que le chapitre cathédral ait été constitué, la bulle de Benoist XIV, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur, commençant par ces mots, *Ex sublimi*, donnée le 27e jour de janvier de l'année du Seigneur dix-sept cent cinquante-trois, pour les vicariats apostoliques qui se trouvaient dans les Indes occidentales.

C'est pourquoi, en cas de vacance du siége épiscopal, s'il n'est pas rempli par un coadjuteur avec future succession, que le plus ancien des vicaires généraux du diocèse se charge de l'administration provisoire de l'église épiscopale, usant de toutes et chacune des facultés non-seulement dévolues par la coutume aux vicaires généraux capitulaires, mais encore de toutes celles qui se trouvent déterminées dans les lettres apostoliques ci-dessus mentionnées.

Jusqu'à ce que toutes ces choses aient été mises à exécution, que l'administration spirituelle des lieux, des choses et des personnes dans ledit diocèse continue d'être exercée comme auparavant.

Nous taxons l'évêché du Fort-de-France à cent trente-trois florins d'or ; que cette somme soit consignée, suivant l'usage, aux registres

---

politanæ ecclesiæ Burdegalensis, gavisuram atque fructuram singulis facultatibus, gratiis, favoribus, prærogativis, juribus, cæterisque quibusvis quæ ad alias Burdegalensis archiepiscopatus suffraganeas ecclesias de more pertinere solent. Cum vero, uti superius memoratum est, fieri tam cito cathedralis capituli erectio minime poterit, e cujus gremio, quoties hunc episcopatum præsuli viduari contingat, capitularius vicarius eligendus foret, qui, sede vacante, diœcesim administraret, cumque Burdegalensis metropolitana sedes tam procul inde distet, ut maximis fortasse incommodis jacturisque ipsius ecclesiæ administratio prægravaretur, si ab illo archiepiscopo interim gerenda esset, idcirco hinc quoque rei prospicere volentes, donec cathedrale capitulum constitutum fuerit, favore ipsius ecclesiæ ac diœcesis arcis Gallicæ, si quando iste novus episcopus vacare contigerit, extendimus atque ampliamus bullam felicis recordationis Benedicti decimi quarti, prædecessoris nostri, cujus exordium, *Ex Sublimi*, latam die vigesima septima januarii anni Domini millesimi septingentesimi quinquagesimi tertii, pro iis qui in occidentalibus Indiis reperiebantur vicariatibus apostolicis.

Quapropter vacante quomodocumque episcopali sede, nisi cum futura successione coadjutor ei suffectus fuerit, tum qui extiterit illius diœcesis prior quidem tempore vicarius generalis suscipiat provisorium ipsius episcopalis ecclesiæ regimen, adhibitis omnibus et singulis facultatibus, nedum ad vicarios capitulares de more pertinentibus, verum iis quoque cæteris quæ in superius memoratis apostolicis litteris designata comperiuntur.

Quæ omnia donec executioni mandata fuerint, singulorum locorum, rerum personarumque in ipsa præsignata diœcesi exstantium spiritualis procuratio interea temporis, uti antea factum est, peragatur.

de notre Chambre apostolique et du Sacré-Collége pour la provision des églises.

Nous désignons et nommons, comme exécuteur de ces présentes lettres apostoliques, avec toutes les facultés nécessaires, notre vénérable frère François-Auguste Donnet, archevêque de Bordeaux, de telle sorte que, par lui-même, ou par un autre homme constitué en dignité ecclésiastique, qui devra cependant être subdélégué par lui, il puisse régler et ordonner tout ce qui sera nécessaire pour terminer entièrement et heureusement cette affaire dans le Seigneur ; et nous donnons au même exécuteur et à son subdélégué le pouvoir de prononcer définitivement sur toute question qui pourra s'élever, lui imposant l'obligation de décrire avec soin, dans le décret d'exécution, chaque ville et chaque paroisse et les limites de ce nouveau diocèse. Dans les six mois de l'exécution de ces lettres apostoliques, il aura soin de nous transmettre une copie authentique de tous les décrets qui auront été rendus, avec une relation exacte de l'état formel et matériel de ce nouveau diocèse, et il y joindra une carte topographique.

Le tout devra être conservé à perpétuité avec le décret, selon l'usage, dans les actes de la sacrée congrégation préposée aux affaires consistoriales. Nous ordonnons que les présentes lettres, avec leur contenu, ne puissent, en aucun temps, être attaquées ou controversées, sous prétexte que ceux qu'elles intéressent ou qui s'y prétendent intéressés n'auraient point été appelés et entendus et n'auraient point consenti à ce qui a été ci-dessus réglé, suppléant, en tant que de besoin, de la plénitude de la puissance apostolique, à leur consentement, ni pour vice de subreption, ou d'obreption, ou de nullité, par défaut d'intention de notre part ou pour quelque autre défaut même substantiel, mais soient à tout jamais valides et efficaces, re-

---

Arcis Gallicæ episcopatum in florenos aureos centum supra tres ac triginta taxamus, quæ summa in libris Cameræ nostræ apostolicæ Sacrique Collegii pro ecclesiarum provisione de more inscribatur.

In harum nostrarum litterarum apostolicarum executorem, cum necessariis et opportunis quibusque facultatibus, designamus et nominamus venerabilem fratrem Franciscum Augustum Donnet, archiepiscopum Burdegalensem, ita ut ipsemet per se, vel per alium virum in ecclesiastica dignitate constitutum, ab eo tamen subdelegandum, omnia statuere et decernere valeat quæ ad hoc ipsum negotium omnino ac feliciter in Domino explendum oportuerint; eidemque executori ejusque subdelegato potestatem tribuimus definitive pronuntiandi super qualibet, si forsan oritura erit, questione, obligationem illi injungentes accurate describendi in executoriali decreto singula oppida et parœcias, necnon fines hujus novæ diœcesis. Verum autem intra sex menses ab expleta harum litterarum apostolicarum executione, authenticum decretorum omnium quæ lata fuerint exemplar, una cum accurata relatione status tum formalis tum materialis novæ sic institutæ diœcesis, cui topographicum quoque papyrum addere curabit.

Quæ omnia in actis sacræ congregationis consistorialibus rebus præpositæ una cum decreto insimul asservanda perpetuo erunt. Præsentes vero litteras et in eis contenta quæcumque etiam, ex eo quod quolibet interesse habentes vel habere prætendentes vocati et auditi non fuerint, ac præmissis non consenserint, eorum consensui quatenus opus sit de apostolicæ potestatis plenitudine supplentes, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostræ vel aliquo etiam substantiali defectu notari, impugnari aut in controversiam vocari posse, sed semper et perpetuo validas et efficaces existere, ac fore suosque plenarios et

çoivent leur plein et entier effet, et soient inviolablement observées par ceux qu'elles concernent; qu'il soit ainsi jugé et non autrement par les juges ordinaires ou délégués, de quelque autorité qu'ils soient revêtus, même par les auditeurs des causes du palais apostolique et les cardinaux de la sainte Eglise romaine, même légats *de latere*, vice-légats et nonces dudit siége ; et nous déclarons nul et de nul effet tout ce qui, sciemment et par ignorance, aura été fait de contraire par qui que ce soit, et de quelque autorité qu'ils soient revêtus. Nonobstant, en tant que de besoin, tout prétexte de droit acquis et les autres règles émanées de nous et de la chancellerie apostolique, toutes constitutions spéciales ou générales faites ou qui peuvent être faites par les conciles synodaux, provinciaux et généraux, les constitutions et ordonnances apostoliques et autres dispositions des Pontifes romains nos prédécesseurs. Nous dérogeons pleinement, spécialement et expressément, pour cette fois seulement, à toutes et à chacune de ces choses qui, hors du cas présent, demeureront dans leur force, et à toutes autres à ce contraires et qui demanderaient même une mention spéciale, quand même, par suffisante dérogation, il faudrait une mention spéciale d'elles et de leurs teneurs, et non une mention ou autre expression générale emportant la même chose, regardant ces teneurs comme suffisamment exprimées, tout comme si, sans omission d'un seul mot et sans altération des formules, elles avaient été insérées dans ces présentes lettres.

Nous voulons de plus que même foi soit ajoutée aux copies même imprimées de ces lettres, souscrites cependant de la main d'un notaire public et munies du sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, qu'à l'original, s'il était exhibé et représenté.

Qu'il ne soit donc permis à personne d'enfreindre ou de témérairement contredire cet acte d'exemption, disjonction, érection, insti-

---

integros effectus sortiri et obtineri, atque ab omnibus ad quos spectat inviolabiliter observari, sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios vel delegatos quavis auctoritate fungentes, etiam causarum palatii apostolici auditores ac sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinales, etiam *de latere* legatos, vice-legatos dictæque sedis nuncios judicari ac definiri debere; et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum quoque et inane decernimus; non obstantibus quatenus opus sit de jure quæsito non tollendo, aliisque nostris et cancellariæ apostolicæ regulis, ac quibusvis etiam in synodalibus provincialibus generalibusque conciliis editis, vel edendis, specialibus vel generalibus consitutionibus et ordinationibus apostolicis, et quibusvis aliis Romanorum pontificum etiam prædecessorum nostrorum dispositionibus, quibus omnibus et singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione, de illis eorumque tenoribus specialis, specifica et individua, non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quævis alia expressio habenda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nil penitus omisso et forma in illis tradita observata inserti forent, eisdem præsentibus pro sufficienter expressis habentes. illis alias in suo robore permansuris latissime et planissime ac specialiter et expresse pro hac vice duntaxat harum quoque serie derogamus, cæterisque etiam speciali mentione dignis contrariis quibuscumque.

Volumus præterea ut harum litterarum transumptis, etiam impressis, manu tamen alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur quæ ipsis præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostri statuti consti-

tution, mandat, indult, attribution, subjection, assignation, commandement, prescription, concession, extinction, élection, délégation, et de notre volonté. Si quelqu'un osait y porter atteinte, qu'il sache qu'il encourra l'indignation de Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, l'année de l'Incarnation du Seigneur 1850, le 5 des calendes d'octobre, la 5e année de notre pontificat.

† Au lieu de sceau.

Bulle portant érection de l'Évêché de la Basse-Terre, île de la Guadeloupe.

PIE, ÉVÊQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU.

Pour en perpétuer la mémoire.

Comprenant dès les premiers temps de notre pontificat à quelle sollicitude, à quelle œuvre et dans quelle situation de la République chrétienne, Dieu très-bon et très-grand nous avait appelé malgré notre indignité, nous n'avons cessé de faire et d'ordonner ce qui paraissait devoir le plus contribuer au salut des âmes. C'est pourquoi notre zèle et nos pensées se sont toujours portés à faire tout ce que le conseil, la raison, les exemples de nos prédécesseurs nous présentaient comme plus utile pour former les mœurs, combattre les erreurs, soutenir la discipline ecclésiastique, exciter la piété, en un mot pour propager et faire prospérer la religion chrétienne, et nous n'avons cessé de saisir toutes les occasions qui s'offraient d'elles-mêmes à nous pour achever l'œuvre d'une si grande sollicitude.

Il nous a donc été très-agréable d'accueillir les instantes prières de l'illustre Gouvernement français et de son Suprême Modérateur

---

tutionis, erectionis, decreti, institutionis, præcepti, facultatis, concessionis, mandati, assignationis, indulti, designationis, nominationis, injunctionis, voluntatis et derogationis infringere, vel ei ausu temerario contra ire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum-Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo quinquagesimo, quinto calendas octobris, pontificatus nostri anno quinto.

† Loco plumbi.

PIUS, EPISCOPUS, SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

Vel a primis pontificatus nostri temporibus intelligentes in quam curam atque laborem et in quæ christianæ republicæ tempora Deus optimus maximus. Nos licet indignos vocavisset, nunquam ea gerere atque mandare destitimus, quæ ad animarum salutem assequendam potiora videbantur. Itaque studia cogitationesque nostras semper iis omnibus agendis convertimus quæ ad mores informandos, ad errores amovendos, ad ecclesiasticam disciplinam tutandam, ad pietatem fovendam, uno verbo ad christianam religionem quoquo modo propagandam atque ampliandam utiliora esse consilium, ratio nostrorumque prædecessorum exempla suadebant, neque unquam occasiones omnes quæ ad tantæ sollicitudinis opus conficiendum sese nobis ultro libenterque offerebant arripere desinivimus.

Quæ cum ita sint, pergratum jucundumque fuit inclyti Galliarum gubernii ejusque Supremi Moderatoris precibus annuere, quibus enixe

ayant pour objet d'obtenir de nous l'établissement dans l'île de la Guadeloupe d'un nouvel évêque, qui, au prix de tous les efforts et d'un travail continu comme chargé de cultiver le champ du Seigneur, prît soin d'une région aussi vaste et aussi lointaine.

L'île de la Guadeloupe, comme on le sait, a, en effet, une ville vulgairement appelée *Basse-Terre*, honorée du titre de cité, contenant plus de onze mille habitants, qui, par ses édifices, l'affluence des étrangers, l'importance de son commerce et la salubrité de l'air, prime les autres villes ou paroisses de l'île. Elle est, en outre, le siége de l'administration civile de toute la Guadeloupe, et les rapports du nouvel évêque avec le Gouvernement et avec son troupeau en seront plus faciles. A cela se joint un temple assez vaste, dont on loue l'élégante structure, dédié à saint François, assez riche en mobilier et en vases sacrés pour suffire même aux solennités pontificales, en sorte qu'elle peut à bon droit être décorée du titre de cathédrale.

Toute la Guadeloupe se compose principalement des gouvernements appelés, suivant leur division civile, la Guadeloupe proprement dite, dont la principale ville est *la Basse-Terre*, *la Grand'-Terre*, dont la capitale est *Pointe-à-Pitre*, l'archipel des *Saintes*, l'île de *Marie-Galande*, l'île de *la Désirade*, l'île de *Saint-Martin*. Ces gouvernements contiennent des villes qui ont chacune leur dénomination propre ; ils ont des paroisses et quelques fondations pour l'éducation des filles et des jeunes gens. Enfin les paroisses de toute l'île de la Guadeloupe sont au nombre de vingt-quatre pour une population d'environ cent trente mille âmes.

Après avoir mûrement pesé toutes ces choses et autres important beaucoup à la prospérité de la religion catholique, nous exemptons

---

postulabatur a Nobis ut novum episcopum in Guadalupensi insula constitueremus, qui tam vastæ tamque a Nobis dissitæ regionis, ceu providus dominici agricultor, omni industria atque labore curam perpetuo susciperet.

Guadalupensis enim insula, ceu omnibus notum exploratumque est, oppidum habet quod *Ima-Tellus* vulgo *Basse-Terre* appellatur, civitatis honore decoratum et incolarum numerum plus quam undecim millium continens, quodque ædificiorum qualitate, advenarum frequentia, commercii copia, aeris salubritate cætera ipsius insulæ oppida seu parœcias antecellit. Totius insuper Guadalupensis regionis civilis administratio seu magistratus, et directio inibi residet, faciliorque erit novo episcopo cum gubernio cumque universo suo grege communicatio. Ad hoc accedit templum satis amplum, elegans, maximeque ab omnibus commendatum, sancto Francisco dicatum, nobili copiosaque sacra supellectili etiam ad pontificalia obeunda præditum, ita ut cathedralis titulo decorari optimo jure queat.

Tota autem Guadalupensis insula constat præsertim ex guberniis quæ juxta civilem illorum divisionem Gallico idiomate appellantur *Guadeloupe*, ita proprie dictum, cujus princeps oppidum est *Basse-Terre*. *Grand'-Terre*, cujus caput est oppidum *Pointe-à-Pitre*, *archipel des Saintes*, *île de Marie Galande*, *île de la Désirade*, *île de SaintMartin*, quæ gubernia quædam proprii nominis oppida continent, singula parœcias, nonnullasque fundationes pro mulierum adolescentiumque institutione præ se ferunt. Universæ demum Guadalupensis insulæ parœciæ sunt quatuor et viginti, quæ animarum centum fere ac triginta millium numerum habent.

Nos itaque hisce modis aliisque gravissimis causis, catholicæ religionis

et séparons absolument dès à présent et à perpétuité de toute circonscription territoriale actuellement établie, de toute juridiction ou administration, soit d'un vicariat apostolique, soit de tout autre mode de gouvernement ecclésiastique la colonie française appelée la Guadeloupe, qui est nommée l'une des Antilles, et qui contient, avec cent trente mille habitants environ, trente-quatre villes ou paroisses, et tout son territoire avec tous les lieux annexes ci-dessus désignés, en particulier et par leurs noms propres, ensemble les territoires de toutes et chacune de ces villes, ou cités, ou villages, ou paroisses, toutes les églises quelconques y existant, oratoires, couvents et monastères, toutes fondations pies, avec tous bénéfices ecclésiastiques, choses et droits inhérents, ainsi que les personnes de tout sexe, de tout grade, état, ordre et condition, de telle sorte que tout soit censé exempt, et le soit en effet, de tout pouvoir actuel de juridiction ecclésiastique.

Comme, parmi les cités de ladite colonie, la ville vulgairement appelée *Basse-Terre* offre la résidence la plus convenable et la plus remarquable, qu'elle se trouve située à peu près au centre de l'île de la Guadeloupe, vers la plage occidentale, qu'elle a onze mille habitants avec deux églises paroissiales, un riche revenu et tous les autres avantages ci-dessus mentionnés, voulant la traiter avec faveur, nous la décorons du titre de ville épiscopale pour jouir de tous les honneurs, droits, indults, grâces, prérogatives et priviléges dont les autres villes épiscopales, ainsi que leurs citoyens et habitants, ont coutume de jouir en Amérique. Nous érigeons solennellement en cathédrale l'eglise paroissiale construite en 1843, sous l'invocation de saint François, dans un site commode, remarquable par sa magnificence, sa beauté, sa solidité, ses ornements et ses autres avantages, comme nous l'avons déjà dit, sans qu'elle cesse d'exister sous le

---

maxime prospicientibus maturo consilio animadversis, Gallicam coloniam quæ ab insula Guadalupensi, una ex Antillis, nomen habet continetque cum centum ac triginta fere incolarum millibus, triginta et quatuor oppida seu parœcias, illiusque universum territorium cum adnexis locis omnibus superius singillatim ac nominatim memoratis penitus perpetuoque ab hodierno quovis vel vicariatus apostolici, vel cujuslibet alterius ecclesiasticæ rationis circulo territoriali sive jurisdictione, sive administratione ac regimine illico eximimus, disjungimus atque separamus omnino; eorumque omnium et singulorum, sive civitatum, sive oppidorum, sive pagorum, sive parœciarum territoria cunctasque ibi existentes ecclesias qualescumque itemque oratoria et quæ sunt cœnobia, monasteria, quaslibet pias fundationes una videlicet cum quibuscumque beneficiis ecclesiasticis et inhærentibus rebus atque juribus, unaque cum omnibus et singulis utriusque sexus personis cujuslibet gradus, status, ordinis et conditionis, ita ut a quavis hodierna jurisdictionis ecclesiasticæ potestate exempla prorsus censeantur et sint.

Cum vero inter civica præfatæ coloniæ, oppidum *Ima-Tellus*, vulgo *Basse-Terre* appellatum, magis idoneum præstantiusque sit in Guadalupensis insulæ propemodum centro ad occidentalem plagam situm reperiatur, undecim incolarum millia, cum duabus parochialibus ecclesiis habeat, diviti censu cæterisque a nobis superius commemoratis, prærogativis ornetur, idcirco illud benigno favore prosequi volentes insigniori civitatis episcopalis titulo decoramus, omnibus et singulis honoribus, juribus, indultis, gratiis, prærogativis ac privilegiis fructurum quibus cæteræ episcopales civitates earumque in America cives atque incolæ ordinarie utuntur atque fruuntur. Parochialem autem ecclesiam sub invocatione

patronage de saint François et qu'elle perde son ancien titre de paroisse, afin que le ministère pastoral continue d'y être exercé avec soin de la même manière qu'auparavant. Qu'il soit donc bientôt établi dans ce même temple un siége, une chaire et une dignité épiscopale pour un évêque de la Basse-Terre, qui y sera également appelé pour être préposé à cette même église, à la cité et à tout le diocèse ci-après délimité, convoquer le synode diocésain et exercer tous les droits, offices et charges épiscopales, avec son chapitre, dès qu'il aura pu être érigé avec la caisse, le sceau et la cour épiscopale et enfin avec les autres insignes cathédraux et pontificaux, juridictions, prééminences, prérogatives, priviléges, honneurs, grâces, faveurs et indults réels, personnels et mixtes, dont jouissent, en France, les autres églises cathédrales et leurs prélats, à moins que ce ne soit par privilége particulier ou par concessions à eux faites à titre onéreux. Qu'il soit institué le plus tôt que faire se pourra, dans cette même cathédrale, un chapitre de plusieurs chanoines avec quelques chapelains ou bénéficiers obligés à résidence, qui, étant constitués par le droit les conseillers et les coopérateurs de l'évêque, répandent par leur gravité et leur assiduité à l'office divin la lumière sur tous leurs inférieurs, soit ecclésiastiques, soit laïques, et apprennent aux fidèles comment il faut se conduire dans la maison de Dieu et en tous lieux.

Mais comme, faute de dotation, cela ne peut être mis présentement à exécution, nous ordonnons que, suivant les promesses faites par le Gouvernement français, cela se fasse au plus tôt sur le modèle des autres cathédrales de France, et que, dans ce chapitre, on choisisse parmi les autres chanoines un théologal et un pénitencier qui jouissent des honneurs et remplissent les charges déterminées par les canons. Aussitôt que l'érection de ce chapitre aura été faite, l'évêque

---

sancti Francisci ab anno millesimo octingentesimo quadragesimo tertio commodo in loco exstructam, magnificentia, pulchritudine, cultu, soliditate insignem ornamentis aliisque opportunioribus adminiculis, uti superius diximus, præstantem solemni ritu in cathedralem erigimus sub sancti Francisci patrocinio permansuram, pristinamque parochialitatem eadem ratione ac antea pro animarum cura sedulo diligenterque explenda perpetuo servaturam constituatur. Itaque mox in ipsomet templo sedes, cathedra et dignitas episcopalis pro uno deinceps episcopo Imæ-Telluris pariter nuncupando, qui eidem ecclesiæ, civitati, universæque ipsius diœcesi inferius designandæ præsit, synodum diœcesanam convocet, necnon omnia et singula jura officia et munia episcopalia habeat et exerceat cum suo videlicet capitulo, ubi primum erigi potuerit, necnon cum arca, sigillo et curia, itidem episcopali cæterisque demum cum cathedralibus et pontificalibus insignibus, jurisdictionibus, præeminentiis, prærogativis, privilegiis, honoribus, gratiis, favoribus et indultis realibus, personalibus et mixtis quibus reliquæ cathedrales ecclesiæ in Gallia earumque præsules potiuntur, gaudent atque fruuntur, dummodo peculiari privilegio aut oneroso titulo concessa eis minime fuerint. Quo citius fieri poterit in eadem cathedrali plurium canonicorum cum aliquot capellanis vel beneficiatis mansionariis capitulum instituatur, qui, cum a jure constituti sint episcopi consiliarii atque cooperatores gravitate divinorumque officiorum frequentia ceu candelabra supra montem positi quaque versum in inferiores omnes sive ecclesiasticos, sive laicos lumen effundant, doceantque fideles quomodo in domo Dei cæterisque in locis oporteat conservari.

Cum vero in præsentiarum dotationum deficientia id effici minime possit, mandamus atque præcipimus ut juxta datas a Galliarum gubernio spensiones quamprimum cæterarum in Gallia cathedralium more conficiatur in

de la Basse-Terre aura soin de nous en transmettre au plus tôt l'acte authentique, en nous faisant connaître le nombre des dignités et des autres chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence. Afin qu'ils apportent plus de gravité et de religieuse pompe dans l'exercice des fonctions ecclésiastiques, nous accordons à tous et à chacun des chanoines du chapitre, chapelains ou bénéficiers obligés à résidence, la faculté de porter les habits et insignes du chœur que sont dans l'usage de porter respectivement les autres chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence des autres chapitres voisins en Amérique, et ce tant dans la cathédrale de la Basse-Terre que hors de cette cathédrale, toutes les fois qu'il leur sera permis de se réunir en chapitre pour l'office divin et toutes autres fonctions sacrées. Nous attribuons aussi à ce chapitre cathédral, maintenant pour lors, le droit d'user et de jouir de tous les honneurs, prérogatives, priviléges, indults et autres choses quelconques dont jouissent dans ces régions de l'Amérique les autres chapitres cathédraux, et individuellement les chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence, pourvu que ceux-ci soient en légitime possession, et qu'il ne s'agisse pas de concessions particulières à eux faites à titre onéreux. L'évêque de la Basse-Terre aura soin, en outre, que ce même chapitre dresse des règles particulières, qui devront être soumises à la sanction et à l'approbation de ce prélat. Ainsi seront imposées à ce chapitre des règles convenables et conformes aux lois ecclésiastiques et aux décrets synodaux. Ce chapitre sera tenu de remplir à perpétuité toutes les fonctions, et de satisfaire à toutes les charges que l'on sait être imposées aux chapitres cathédraux par les coutumes et usages établis. Les chanoines et chapelains obligés à résidence du chapitre de la cathédrale de Saint-François s'appliqueront non-seulement à y vaquer avec zèle aux cérémonies religieuses, et à payer à Dieu le tribut de louanges d'une manière distincte, avec dévotion et

---

eodemque capitulo inter cæteros canonicos theologalis atque penitentiarius recenseantur, quorum uterque honoribus et oneribus ad sacrorum canonum normam perfungantur. Ubi primum istius modi capituli erectio perfecta fuerit, authenticum hujusmodi erectionis documentum quam citissime Imæ-Telluris episcopus ad nos transmittendum curabit designato singularum dignitatum cæterorumque canonicorum et capellanorum seu beneficiatorum mansionariorum numero. In ecclesiasticis autem functionibus peragendis ut majorem gravitatem sacrumque decus præ se ferant, facultatem illis facimus et indulgemus ut omnes et singuli canonici capitulares, omnes et singuli capellani seu beneficiati mansionarii ea indumenta et insignia choralia gestare possint, quibus alii respective canonici et capellani seu beneficiati mansionarii vicinorum in America aliorum capitulorum sueto de more utuntur, tum in ea Imæ-Telluris cathedrali, tum etiam extra illam quoties videlicet ad divina officia et cæteras quaslibet divinas functiones capitulariter convenire illis fas erit. Cui cathedrali capitulo jus quoque, nunc pro tunc, tribuimus utendi, gaudendi protinusque fruendi omnibus ac singulis gratiis, honoribus, prærogativis, privilegiis, indultis cæterisque quibuslibet; quibus alia in iis Americæ regionibus cathedralia capitula eorumque singillatim canonici et capellani seu beneficiati mansionarii gaudent atque fruuntur, dummodo legitimo in usu sint, neque eis peculiari concessione vel oneroso titulo data atque acquisita fuerint. Curabit insuper Imæ-Telluris episcopus ut ab eodem capitulo peculiaria decreta statuantur, ipsius antistitis sanctioni atque adprobationi subjicienda. Ita enim ipsimet capitulo opportuna præcepta ad legum ecclesiasticarum atque synodalium decretorum præstituta imponentur. Quod

respect, mais encore à se bien acquitter de toutes leurs charges, en sorte que leur vie brille comme le plumage de la brillante colombe, et que tous édifient le peuple par la sagesse de leurs paroles, par les œuvres de piété et de miséricorde, et surtout par l'exemple de leur vertu.

Nous assignons à la nouvelle église épiscopale de la Basse-Terre, et à chaque évêque qui, dans la suite, y sera préposé pour être son diocèse, c'est-à-dire pour être respectivement sa ville épiscopale, son clergé, son peuple, et nous attribuons et assujettissons à sa juridiction ordinaire tout le territoire de ladite colonie française de la Guadeloupe, avec les trente-quatre villes ou paroisses ci-dessus mentionnées, avec les lieux annexes, terres, choses ou droits, soit réels, soit personnels, soit mixtes avec tous et chacun des habitants non d'ailleurs exempts, enfin avec tous les accessoires quelconques y appartenant.

Nous demandons avec toute l'instance dont nous sommes capable et nous voulons que, sous l'apparence de zèle et sous prétexte d'opportunité, aucun gouverneur militaire de la Guadeloupe ne puisse désormais s'immiscer dans les affaires de la juridiction et de l'autorité ecclésiastique, inconvénients que nous pensons avec d'autant plus de confiance pouvoir être écartés, que, suivant la promesse faite, des ordres plus formels seront donnés à cet effet par le Gouvernement français.

Nous assignons cependant pour mense du nouvel évêché la somme de douze mille francs en monnaie de France, qui sera exactement payée par ce même Gouvernement à chaque évêque occupant le siége de la Basse-Terre, jusqu'à ce que, comme c'est notre désir, des biens stables d'un revenu annuel au moins égal à cette somme, toutes

---

quidem capitulum ea cuncta munera perpetuo explere tenebitur iisque oneribus satisfacere, quæ cathedralibus capitulis opportuno consuetoque more imposita esse dignoscuntur. Curabunt quoque ejusdem cathedralis sancti Francisci capituli tam canonici quam capellani mansionarii, nedum ibi sacris diligenter vacare, laudesque Deo distincte devote ac reverenter persolvere, verum etiam omnibus suis muneribus recte fungi, ita ut ipsorum conservationis ratio, sicut pennæ deargentatæ columbæ splendeat, unanimesque populum salutaribus verbis, pietatis et misericordiæ operibus maximeque virtutum exemplo ædificent.

Universum præfatæ Gallicæ Guadalupensis coloniæ territorium una videlicet cum superius memoratis triginta quatuor oppidis seu parœciis mox penitus cum adnexis locis, terris, rebus sive juribus, sive realibus, sive personalibus, sive mixtis, cum omnibus et singulis quibusque incolis non tamen alias exemptis, cumque demum quibusque inhærentibus accessoriis novæ Imæ-Telluris episcopali ecclesiæ et illius cuique futuris temporibus antistiti præficiendo pro diœcesi, id est, pro sua episcopali respective civitate, clero populoque assignamus ejusque ordinariæ jurisdictioni tribuimus atque subjicimus.

Quantum autem in Nobis est, rogamus atque mandamus ne deinceps quisquam illius Guadalupensis coloniæ militaris gubernator, sub quavis zeli specie vel opportunitatis prætextu, sese amplius in ecclesiasticæ jurisdictionis vel auctoritatis negotio immiscere queat; quæ quidem incommoda eo fidentius removeri posse arbitramur, quo enixiora in id præcepta a supremo Galliarum gubernio, sicuti promissum est, cumulate urgebuntur,

Pro novi interim hujus episcopatus mensa duodecim francorum millium illius monetæ summam ob eodem gubernio cuique pro tempore Imæ-

charges déduites, aient été attribués et valablement assignés comme domaine de cette mense, afin que la dignité épiscopale soit environnée de l'éclat convenable.

Nous assignons de plus à l'évêque de la Basse-Terre, pour les dépenses qui, bien qu'extraordinaires, surviennent fréquemment, la somme de trois mille francs et une autre somme de cinq mille francs pour les honoraires de deux vicaires généraux chargés du soin d'un si vaste diocèse, sommes qui doivent être payées par le Gouvernement francais.

Quoiqu'il soit d'usage dans les colonies françaises des Antilles que tout ce qui est nécessaire pour la conservation des églises et pour l'exercice du culte soit fourni par les habitants de la ville ou de la province, le Gouvernement français, avec le zèle qui le distingue pour le progrès de la religion chrétienne dans ces contrées et cette disposition à fournir tout ce qui regarde les dotations du nouvel évêché, l'assignation et la perpétuelle conservation des édifices convenables, a promis qu'il aura soin et fera qu'à l'instar des autres cathédrales existant en France, cette nouvelle cathédrale reçoive une dotation suffisante, non-seulement pour assurer la décoration et la solidité de l'édifice, mais encore pour qu'elle soit richement pourvue, suivant la promesse faite et acceptée, des objets nécessaires pour la célébration des solennités pontificales et pour l'exercice habituel du culte divin.

Comme il est convenable aussi et juste que ceux qui servent à l'autel vivent de l'autel, nous prescrivons et ordonnons que le chapitre cathédral soit érigé le plus tôt que faire se pourra, et qu'en même temps des prébendes stables soient assignées par le Gouver-

---

Telluris episcopo effective persolvendam assignamus, donec, uti Nobis in votis est, tot bona stabilia quot saltem eamdem nummorum summam unoquoque anno, deductis oneribus, reddere queant, in ejus mensæ dominium attributa fuerint, validoque modo in id assignata, ut episcopalis dignitas, eo quo par est, splendore fulciatur.

Ipsi insuper Imæ Telluris episcopo pro expensis, quæ licet extra ordinem quandoque tamen supervenire solent, trium francorum millium, necnon quinque alia ejusdem francorum millia pro honorario stipendio duobus generalibus vicariis tam vastæ diœcesis curam habentibus, ab ipsomet Galliarum gubernio persolvendorum, summam adsignamus.

Quanquam in Gallicis Antillarum coloniis mos sit, ut pro ecclesiarum tuitione divinoque cultu in unaquaque illarum exercendo ab iis civibus vel oppidanis impendia quæque necessaria singillatim comparentur, idem tamen Galliarum gubernium, eo quo pollet christianæ religionis iis in locis promovendæ studio cunctaque elargiendi quæ ad hujusce novi episcopatus dotationes opportunorumque ædificiorum suppeditationem, assignationem perpetuamque tuitionem pertinent, pollicitum quoque est, se curaturum atque effecturum, ad normam aliarum cathedralium in Gallia existentium, ut huic novæ cathedrali congrua dotatio detur, qua non solum decentiori fabricæ ornamento perennique soliditate prospiciatur, verum etiam ditior ad pontificalia quoque peragenda supellex cæteraque ad divini cultus exercitia continuo splendidiusque obeunda juxta acceptam datamque sponsionem provideatur.

Cum quoque conveniens dignumque sit, ut qui altari inserviunt de altare quoque vivere debeant, præcipimus atque jubemus ut, quo citius fieri poterit, cathedrale capitulum erigatur eodemque tempore ab ipso Galliarum gubernio pro singulis canonicis capellanisque seu beneficiatis mansionariis congrue stabiliterque præbendæ assignentur. Episcopo etiam

nement français pour chacun des chanoines, chapelains et bénéficiers, obligés à résidence; qu'en outre, par libre et perpétuelle cession, un ou plusieurs édifices soient disposés, le plus près possible de l'église cathédrale, pour la commode habitation de l'évêque de la Basse-Terre, pour sa cour et sa chancellerie. Si ces bâtiments, que ce même Gouvernement doit fournir à ses frais, ne peuvent l'être dès à présent et qu'il faille provisoirement en prendre à location, nous voulons que les frais de location ne soient pas supportés par la mense épiscopale, mais par le Gouvernement français.

Les jeunes gens appelés à prendre le Seigneur pour partage étant le premier objet de la sollicitude de l'évêque, et parce qu'il doit mettre tous ses soins à ce qu'ils soient formés de bonne heure aux lettres et à la piété, nous avons grandement à cœur qu'ils soient élevés dans des séminaires, et que, placés comme Samuel dans le sanctuaire, aimant la sagesse et portant sans contrainte, dès leur jeunesse, le joug du Seigneur, ils deviennent la joie de l'évêque et l'espérance du diocèse.

C'est pourquoi nous prescrivons et ordonnons que le Gouvernement français fournisse un bâtiment approprié à cette destination et y assigne une dotation convenable et perpétuelle pour l'entretien et l'accroissement du séminaire. En attendant que cela s'exécute, afin que les jeunes clercs ne manquent pas d'une bonne éducation, en observant, d'ailleurs, tout ce qui doit l'être, qu'ils soient reçus dans le séminaire du Saint-Esprit, à qui le Gouvernement français n'a pas hésité à assigner généreusement, pour les besoins des circonstances, la somme annuelle de vingt mille francs.

Que cependant l'évêque de la Basse-Terre s'applique avec zèle à commencer un séminaire, quelque petit qu'il soit, en faveur des jeunes clercs; afin de le seconder dans l'accomplissement de cette œuvre, le Gouvernement français a promis de lui donner un subside en temps opportun, bien qu'à titre de subside extraordinaire.

---

libera perpetuaque cessione unum vel plura ædificia, quo fieri poterit cathedrali ecclesiæ viciniora, idoneo modo aptentur atque tradantur pro commoda Imæ-Telluris antistitis habitatione proque ejus curia atque cancellaria. Sin autem hujusmodi ædes ab eodem gubernio proprio sumptu præstandæ in promptu minime haberi queant, pretioque interea temporis sint conducendæ, ipsius pretii onus ullatenus episcopali mensæ, sed ipsi gubernio pertinere volumus.

Porro cum præcipua sollicitudo atque pupilla episcopi sint adolescentes in sortem Domini vocati, omnemque operam atque curam adhibere ipse debeat, ut tempestive ad litteras atque pietatem imbuantur, hinc nobis maxime cordi est, ut in seminariis educentur et tanquam Samuel in sanctuario positi, sapientiam diligentes et jugum Domini libenter ab adolescentia ferentes, sint episcopi lætitia expectatioque diœcesis.

Mandamus itaque ac jubemus ut ipsum Galliarum gubernium edificium satis idoneum ad hunc quoque usum comparare, eique pro ipsius seminarii substentatione atque incremento congruam perpetuamque dotationem assignare. Quæ dum gerentur, ne clerici adolescentes bona careant institutione, servatis quæ cæteroquin servari solent in Sancti Spiritus seminario recipiantur, cui annuum viginti millium francorum summam ad opportunitatem idem Galliarum gubernium cumulatius assignare non dubitavit.

Interea tamen temporis Imæ-Telluris antistes studiose satagat seminarium, quantumvis exiguum, pro clericis adolescentibus totis viribus inchoare atque promovere, quo quidem in opere aliquod, licet extra

Voulant reconnaître par un témoignage particulier de bienveillance et de faveur ces dotations généreusement accordées par le Gouvernement français et tous les soins qu'il s'est donnés dans cette importante et utile affaire, nous donnons et accordons au Modérateur Suprême et Président actuel, déjà mentionné, du Gouvernement français, et à son successeur, la faculté de nommer ou présenter pour l'église épiscopale de la Basse-Terre, dans les délais fixés par les sacrés canons, tant pour cette fois que pour les futures vacances, un homme digne et ayant les qualités requises pour être par Nous et par nos successeurs régulièrement préposé à l'évêché de la Basse-Terre.

En raison de la situation des lieux et d'autres circonstances, nous soumettons par le droit ladite église de la Basse-Terre à l'archevêché métropolitain de Bordeaux, avec tous les honneurs, prérogatives, grâces, faveurs, facultés, droits et toutes autres choses que, par la coutume, l'on sait appartenir aux autres églises suffragantes de la métropole de Bordeaux, et réciproquement. Comme on ne pourra faire de sitôt l'érection du chapitre cathédral dans le sein duquel, à chaque vacance du siége, un vicaire général capitulaire devrait être choisi, et qu'à raison de la grande distance des lieux, l'archevêque de Bordeaux ne pourrait prendre l'administration du diocèse de la Basse-Terre sans de graves inconvénients, et peut-être sans grand détriment pour ce diocèse s'il devait être administré par le prélat métropolitain lui-même, nous étendons en faveur de ce nouvel évêché de la Basse-Terre les lettres apostoliques données par Benoit XIV, notre prédécesseur, d'heureuse mémoire, le 27 janvier 1753, pour les vicariats apostoliques des Indes occidentales, et commençant par ces mots : *Ex sublimi*.

---

ordinem, subsidium ad opportunitatem ipsum Galliarum gubernium daturum esse spopondit.

Cum vero singulari benevolentia benignoque favore prosequi velimus dotationes istas munifice a sæpius memorato Galliarum gubernio collatas, omnesque curas in hoc tam gravi utilique negotio ab ipso susceptas facultatem impertimur atque concedimus, ut superius memoratus Gallici gubernii nunc Moderator Supremus et Præses ejusque in posterum successor nominare seu præsentare possit ad episcopalem Imæ-Telluris ecclesiam intra tempus a sacris canonibus designatum, tam hac prima vice quam in futuris vacationibus dignum idoneumque virum a nobis nostrisque successoribus ipsi Imæ-Telluris episcopatui rite præficiendum.

Insuper Imæ-Telluris ecclesiam habita locorum aliarumque circumstantiarum ratione, Burdegalensi archiepiscopatui metropolitico jure subjicimus, omnibus honoribus, prærogativis, gratiis, favoribus, facultatibus, juribus cæterisque quibusquam quæ ad alias metropolitanæ Burdegalensis suffraganeas ecclesias et vicissim pertinere de more cognitum est, et quoniam haud cito fieri poterit superius memorati capituli cathedralis erectio, e cujus gremio, quotiescumque nova hæc sedes vacaverit, capitularis vicarius eligendus esset, cumque in tanta locorum distantia Burdegalensis archiepiscopus non sine maximis incommodis et deterioribus fortasse Imæ-Telluris diœcesis jacturis administrationem susciperet, si ab ipso metropolitano antistite gerenda esset, idcirco favore hujus novi Imæ-Telluris episcopatus apostolicas litteras a felicis recordationis Benedicto decimo quarto, prædecessore nostro, exordientes, *Ex sublimi*, latas die vigesima septima januarii millesimi septingentesimi quinquagesimi tertii pro apostolicis occidentalium Indiarum vicarialibus, extendimus atque ampliamus.

Toutes les fois donc que l'église de la Basse-Terre sera privée de son pasteur, si le siége n'est pas rempli par un évêque coadjuteur, avec future succession, que celui des vicaires généraux qui est le premier dans cet office se charge du soin du diocèse, usant non-seulement de toutes et chacune des facultés qui, par la coutume, appartiennent aux vicaires capitulaires, mais encore de toutes autres qui se trouvent spécifiées dans les lettres apostoliques ci-dessus mentionnées.

Jusqu'à ce que ce qui précède ait été mis à exécution, l'admnistration et la juridiction spirituelle des lieux, des choses et des personnes existant dans le diocèse ci-dessus désigné continuera de s'exercer de la même manière qu'auparavant.

Nous ordonnons que la taxe imposée à la mense de la Basse-Terre soit fixée à cent trente-trois florins *de camera*, et qu'elle soit consignée, suivant l'usage, dans les registres de la Chambre apostolique et du Sacré Collége.

Afin que tout ce qui a été ci-dessus statué soit heureusement et promptement amené au but désiré, nous choisissons, constituons et déléguons notre vénérable frère François-Auguste Donnet, prélat actuel de l'église métropolitaine de Bordeaux, comme exécuteur de ces lettres, et nous lui donnons toutes les facultés nécessaires pour qu'en vertu de l'autorité apostolique à lui déléguée il puisse licitement et validement mettre à exécution, statuer et décréter tout ce qui a été ci-dessus disposé, et nous donnons audit vénérable frère François-Auguste la faculté de subdéléguer, pour la pleine exécution de toutes ces choses, un homme recommandable par sa religion, sa foi, son intégrité, et revêtu d'une dignité ecclésiastique, qui puisse définitivement et sans appel statuer et décréter tout ce qui, dans la circonstance, sera jugé nécessaire.

Nous enjoignons enfin et prescrivons expressément à notre exécu-

---

Quotiescunque itaque Imæ-Talluris ecclesia suo viduabitur pastore, illius diœcesim curam, dummodo cum futura successione episcopus suffectus non fuerit, ille ex vicariis generalibus suscipiat, qui prior in vicarii generalis officio extiterit, adhibitis non modo omnibus et singulis facultatibus quæ de more ad capitulares vicarios pertinent, verum iis quoque cæteris quæ in superius memoratis apostolicis litteris designata comperiuntur.

Quæ donec gesta sint singulorum locorum, rerum ac personarum in ipsa præsignata diœcesi exstantium procuratio et spiritualis jurisdictio eodem quo antea modo peragetur.

Taxam Imæ-Telluris mensæ irrogandam edicimus esse debere in florenis aureis *de camera* centum supra tres et triginta, quam taxam in Cameræ apostolicæ et Sacri Collegii libris de more scribendam esse mandamus.

Ut autem omnia superius statuta rite, feliciter atque celeriter ad optatissimum exitum perducantur, venerabilem fratrem nostrum Franciscum Augustum Donnet, hodiernum ecclesiæ metropolitanæ Burdegalensis antistitem, in harum litterarum executorem eligimus, constituimus et deputamus, eidemque omnes opportunas et necessarias facultates tribuimus, ut omnia supra disposita peragere, statuere et decernere delegata sibi apostolica auctoritate libere ac licite possit et valeat; atque insuper eidem venerabili fratri Francisco Augusto facultatem facimus, ut ad plenam rerum omnium executionem virum religione, fide, integritate spectatum et ecclesiastica dignitate insignitum subdelegare possit, qui ea cuncta definitive et sine appellatione statuere ac decernere possit, quæ acta necessaria esse comperientur.

teur de transmettre à ce siége apostolique, dans les six mois de l'exécution de ces lettres, des copies en forme authentique de tous les actes que tant lui-même que son subdélégué auront fait, avec un état dressé soigneusement sous le rapport formel (moral) et matériel et un plan topographique sur papier de tout le diocèse de la Basse-Terre, lesquelles copies devront être conservées à perpétuité, suivant l'usage, dans les archives de la congrégation préposée aux affaires consistoriales.

Nous ordonnons que les présentes lettres, dans tout leur contenu, ne puissent en aucun temps être attaquées ou controversées, sous prétexte que ceux qu'elles intéressent ou qui s'y prétendent intéressés n'auraient point été appelés et entendus, et n'auraient point consenti à ce qui a été ci-dessus réglé, suppléant, en tant que de besoin, de la plénitude de la puissance apostolique, à leur consentement, ni pour vice de subreption, ou d'obreption, ou de nullité, pour défaut d'intention de notre part ou pour quelque autre défaut même substantiel, mais soient à tout jamais valides et efficaces, reçoivent leur plein et entier effet, et soient inviolablement observées par ceux qu'elles concernent; qu'il soit ainsi jugé et non autrement par les juges ordinaires ou délégués, de quelque autorité qu'ils soient revêtus, même par les auditeurs des causes du palais apostolique et les cardinaux de la sainte église romaine, même légats *de latere*, vice-légats et nonces dudit siége, et nous déclarons nul et de nul effet tout ce qui sciemment et par ignorance, aura été fait de contraire par qui que ce soit, et de quelque autorité qu'il soit revêtu. Nonobstant, en tant que de besoin, tout prétexte de droit acquis et les autres règles émanées de Nous et de la chancellerie apostolique, toutes constitutions spéciales ou générales faites ou qui peuvent être faites par les conciles synodaux, provinciaux et généraux, les consti-

---

Expresse tandem eidem executori nostro injungimus atque præcipimus ut singulorum actorum quæ tam ipse quam ejus subdelegatus confecerint, una cum accuratiori statu tam formali quam materiali totius Imæ-Telluris diœcesis, addito topographico papyro, quoque intra sex menses ab expleta harum litterarum executione ad hanc apostolicam sedem in forma authentica exempla transmittat, quæ in tabulario nostræ congregationis consistorialibus rebus præpositæ de more servanda perpetuo erunt.

Præsentes vero litteras et in eis contenta quæcumque, etiam ex eo quod quilibet interesse habentes vel habere prætendentes vocati et auditi non fuerint, ac præmissis non consenserint, eorum consensui quatenus opus sit de apostolicæ potestatis plenitudine supplentes nullo unquam tempore de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ vel aliquo etiam substantiali defectu notari, impugnari aut in controversiam vocari posse, sed semper et perpetuo validas et efficaces existere, ac fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, atque ab omnibus ad quos spectat inviolabiliter observari sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios vel delegatos quavis auctoritate fungentes, etiam causarum palatii auditores apostolici ac sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinales, etiam *de latere* legatos, vice-legatos dictæque sedis nuntios judicari et definiri debere, et si secus super his a quoquam quamvis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritumque et inane decernimus. Non obstantibus, quatenus opus sit, de jure quæsito non tollendo aliisque nostris et cancellariæ apostolicæ regulis ac quibusvis, etiam in synodalibus, provincialibus generalibusque conciliis, editis, vel edendis, specialibus vel generalibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis et quibusvis aliis Romanorum pontificum etiam prædecessorum nostrorum dispositionibus, quibus omnibus et singulis, etiamsi pro illorum sufficienti

tutions et ordonnances apostoliques et toutes autres dispositions des pontifes romains nos prédécesseurs. Nous dérogeons pleinement, spécialement et expressément, pour cette fois seulement, à toutes et à chacune de ces choses, qui, hors du cas présent, demeureront dans leur force, et à toutes autres à ce contraires, et qui demanderaient même une mention spéciale, quand même, pour suffisante dérogation, il faudrait une mention spéciale d'elles et de leurs teneurs, et non une mention ou autre expression générale emportant la même chose; regardant ces teneurs comme suffisamment exprimées, tout comme si, sans omission d'un seul mot et sans altération des formules, elles avaient été insérées dans ces présentes lettres.

Nous voulons de plus que même foi soit ajoutée aux copies, même imprimées, de ces lettres, souscrites cependant de la main d'un notaire public, et munies du sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, qu'à l'original, s'il était exhibé et représenté.

Qu'il ne soit donc permis à personne d'enfreindre ou de témérairement contredire cet acte d'exemption, disjonction, érection, institution, mandat, indult, attribution, subjection, assignation, commandement, prescription, concession, extinction, élection, délégation, et de notre volonté.

Si quelqu'un osait y porter atteinte, qu'il sache qu'il encourra l'indignation de Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, l'année de l'Incarnation du Seigneur mil huit cent cinquante, le cinq des calendes d'octobre, la cinquième de notre pontificat.

† Au lieu de sceau.

---

derogatione de illis eorumque tenoribus specialis, specifica et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio seu quævis alia expressio habenda foret, tenores hujusmodi ac si verbo ad verbum nil penitus omisso et forma in illis tradita observata inserti forent, eisdem præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris latissime et plenissime ac specialiter et expresse pro hac vice duntaxat harum quoque serie derogamus, cæterisque etiam speciali mentione dignis contrariis quibuscumque.

Volumus præterea ut harum litterarum transumptis, etiam impressis, manu tamen notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus adhibeatur, quæ ipsis præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ exemptionis, disjunctionis, erectionis, institutionis, mandati, indulti, attributionis, subjectionis, assignationis, jussi, præcepti, concessionis, extinctionis, electionis, deputationis et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contra ire.

Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum-Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo quinquagesimo, quinto kalendas octobris, pontificatus nostri anno quinto.

† Loco plumbi.

Bullé portant érection de l'Évêché de Saint-Denis, île de la Réunion.

Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu.
Pour en perpétuer le souvenir.

Entre les principaux soins de notre sollicitude pastorale, nous avons toujours eu devant les yeux ce que nous avons cru devoir le plus servir à augmenter la gloire de Dieu, à soutenir la discipline du clergé et à exciter la piété du peuple. Que si tel a dû toujours être le but de tous les efforts, c'est surtout dans notre temps, où l'homme ennemi ne cesse de semer l'ivraie, et de faire tous ses efforts pour que la moisson, quelque abondante qu'elle soit, ne réponde pas à l'attente du laboureur.

C'est donc avec empressement que nous avons accueilli la demande du très-illustre Président du Gouvernement français pour qu'un nouvel évêché fût érigé dans l'île de la Réunion, vulgairement appelée *Bourbon*, située dans les plages de l'Afrique et soumise à la domination de ce même gouvernement, et qu'il y fût envoyé un nouveau pasteur qui gardât pur et entier le dépôt de la foi et ne s'épargnât aucuns travaux, afin que les âmes qui lui seraient confiées pussent un jour parvenir enfin à l'éternelle félicité.

Nous savons, en effet, que, dans cette île de l'Afrique, se trouve une ville, appelée en français *Saint-Denis*, actuellement en possession du titre et des prérogatives de cité, ayant une population d'environ vingt mille âmes, très-remarquable par l'affluence des étrangers, l'importance de son commerce, l'étendue de son territoire et l'élégance de ses édifices, servant de résidence aux magistrats de l'île, résidence d'où l'autorité exerce son action sur les autres villes

---

Pius, episcopus, servus servorum Dei.
Ad perpetuam rei memoriam.

Inter præcipuas pastoralis nostræ sollicitudinis curas, illud semper præ oculis habuimus, quod ad Dei gloriam augendam, cleri disciplinam promovendam, populique pietatem fovendam maximopere prodesse noverimus. Quod si faciendum semper omni nisu atque opere fuit, id nostra præsertim ætate agendum, in qua inimicus homo non desinit superseminare zizania, omnesque adhibere conatus, ne messis, quantumvis copiosa, agricolæ expectationi respondeat.

Libenti itaque animo, supplicationes excepimus perillustris Gallici gubernii Præsidis, ut, in insula Reunionis, vulgo *Bourbon*, in Africæ plagis sita, eidemque gubernio subjecta, novus episcopatus erigeretur, novusque illuc pastor mitteretur, qui fidei depositum integrum illibatumque custodiret, nullisque parceret laboribus, ut animæ sibi concreditæ ad æternam felicitatem tandem aliquando possent pervenire.

Compertum enim nobis est in ea Africæ insula oppidum reperiri, Gallico idiomate *Saint-Denis*, seu Sancti Dionysii nuncupatum, in præsentiarum civitatis honore præeminentiisque decoratum, quod oppidum incolarum fere viginti millium numerum continet; advenarum frequentia, commercii copia, locorum ædificiorumque amplitudine atque elegantia maximopere commendatur; magistratus totius insulæ obtinet residentiam, ex qua, super reliqua oppida seu paroecias, auctoritas profluit; militum stationes, cæteraque adjumenta atque adminicula quæ ad episcopalem civitatem constituendam pertinere aut facile adscisci possunt. Habet insuper satis amplum operumque excellentia præstans templum, sancto Dionysio

ou paroisses, siége d'une garnison militaire, et réunissant toutes les autres ressources qui peuvent facilement être mises en œuvre pour constituer une ville épiscopale. Elle a, de plus, un temple assez vaste et de remarquable structure, dédié à saint Denis, suffisamment pourvu, et au delà, d'objets sacrés, même pour les cérémonies pontificales; quelques établissements pour l'éducation des filles et des jeunes gens; des hôpitaux pour y recevoir des soldats et les habitants, et nombre d'habitations assez commodes et bien ornées, dont quelques-unes peuvent être prises pour la résidence de l'évêque, pour sa cour, pour ses vicaires généraux et pour l'établissement d'un séminaire de clercs, établissement d'où dépend surtout l'aliment du troupeau; car, si les jeunes gens ne sont formés, dès leurs tendres années, à la piété et à la religion, ils ne pourront, un jour, cultiver la vigne du Seigneur avec fruit pour les âmes.

Toute l'île de la Réunion, vulgairement dite *Bourbon*, se compose de plusieurs districts civils parmi lesquels celui de Saint-Denis et celui de Saint-Paul tiennent le premier rang. Ces districts renferment des villes assez vastes et plusieurs paroisses, et le nombre des habitants de toute l'île, depuis l'année du Seigneur 1847, est de plus de cent quatre mille, non compris les étrangers. Chaque ville a ses églises et ses oratoires ruraux, et quelques fondations destinées à former aux bonnes mœurs et aux premières lettres les femmes et les jeunes gens.

Ces choses et autres qui étaient jugées nécessaires pour cette affaire, étant mûrement examinées, nous exemptons, disjoignons et séparons à perpétuité de toute juridiction territoriale actuelle, administration et régime, soit du vicariat apostolique, soit de toute autre sorte de juridiction ecclésiastique, cette île de la Réunion, vulgairement dite *Bourbon*, et tout le territoire de cette colonie soumis pour le tem-

---

dicatum, sacra suppellectili etiam ad pontificalia munia obeunda satis superque ornatum; nonnulla pro mulierum adolescentiumque educatione instituta; militibus incolisque excipiendis xenodochia, habitationesque plurimas satis commodas et bene ornatas, quarum nonnullæ esse queant pro episcopi residentia, pro ejus curia, pro vicariis generalibus, proque erigendo statuendoque clericorum seminario, a quo spirituale gregis alimentum maxime pendet. Nisi enim a teneris annis adolescentes ad pietatem religionemque informentur, vineam Domini cum animarum fructu aliquando excolere nequibunt.

Tota vero Reunionis insula, vulgo *Bourbon*, pluribus constat ex civilibus districtis, inter quæ illud sancti Dionysii alterumque sancti Pauli principem obtinent locum. Quæ quidem districta, oppida satis ampla pluresque parœcias continent; totiusque insulæ animarum numerus, jam inde ab anno Domini millesimo octingentesimo quadragesimo septimo, advenis minime computatis, plus quam centum quatuor millia censetur. Singula oppida suas ecclesias atque ruralia oratoria habent, nonnullasque fundationes pro mulierum adolescentiumque in bonis moribus primisque litteris erudientis.

His itaque aliisque, quæ ad hoc negotium necessaria esse comperiebantur, maturo consilio perpensis, hanc insulam Reunionis, vulgo *Bourbon*, et universum hujus coloniæ territorium, Gallico gubernio in temporalibus subjectum, modo tres decim, præter duodena oratoria ruralia, continens parœcias, cum singulis incolis quorum numerus, uti superius memoratum est, exceptis advenis, ad quatuor supra centum millia excrevit, a quovis hodierno sive vicariatus apostolici, sive cujusque alterius ecclesiasticæ rationis territoriali jurisdictione, administratione ac regimine in perpe-

porel, au Gouvernement français, renfermant, outre douze oratoires ruraux, treize paroisses avec tous ses habitants, dont le nombre, comme nous l'avons dit, s'est accru jusqu'à plus de cent quatre mille, sans compter les étrangers. Nous déclarons que, par ces lettres apostoliques, ont été démembrées de toute autre juridiction ecclésiastique toutes et chacune des villes du susdit territoire, celles mêmes qui sont décorées du titre de cité (chefs-lieux), de même que les paroisses, églises, oratoires, établissements religieux et tous lieux quelconques, avec les choses et les droits ecclésiastiques quelconques inhérents, avec toutes et chacune des personnes de l'un et de l'autre sexe (non autrement exemptes cependant), soit clercs, soit prêtres, soit laïques, soit cénobites, soit religieuses, de tout grade, état, ordre et condition, enfin avec tous les autres accessoires quelconques.

Comme le siége du nouvel évêque doit être établi dans le lieu le plus remarquable et le plus commode pour le Gouvernement des âmes, et comme la ville vulgairement dite *Saint-Denis*, déjà mentionnée, se distingue entre les autres villes de la colonie, nous l'érigeons en ville épiscopale pour jouir désormais de tous et chacun des honneurs, droits, prérogatives, grâces, priviléges, faveurs, indults et autres choses quelconques dont les autres villes épiscopales ont coutume de jouir dans les contrées de l'Afrique.

Nous élevons au rang de cathédrale, sans qu'il cesse d'être sous l'invocation de saint Denis, le temple de Saint-Denis, le plus considérable de cette ville et le plus riche en décorations et ornements, comme nous l'avons dit, et nous ordonnons que, dans ces mêmes ville et église, soient établis un siége, une chaire et la dignité épiscopale pour l'évêque qui y sera appelé pour être préposé à cette même église, à la ville et à tout le diocèse ci-après délimité, pour

---

tuum eximimus, disjungimus atque separamus. Eaque omnia et singula prænuntiati territorii oppida, civitatis etiam titulo gaudentia, itemque parœcias, ecclesias, oratoria, instituta pia et loca qualiacumque, una videlicet cum quibusvis inhærentibus rebus et juribus ecclesiasticis, necnon cum omnibus et singulis utriusque sexus (non alias tamen exemptis) personis, sive clericis, sive presbyteris, sive laicis, sive cœnobitis, sive monialibus cujuscumque gradus, status, ordinis et conditionis, cum cæteris demum quibusvis accessoriis, a quavis alia ecclesiastica jurisdictione, hisce apostolicis nostris litteris, avulsa seu dismembrata fuisse, decernimus.

Cum novi episcopi pro tempore sedes in præstantiori atque ad animas regendas commodiori loco semper constituenda sit, cumque, inter cætera coloniæ oppida, illud, superius memoratum Sancti-Dionysii, vulgo *Saint-Denis*, emineat, illud in civitatem etiam episcopalem erigimus; deinceps omnibus et singulis honoribus, juribus, prærogativis, gratiis, privilegiis, favoribus, indultis et cæteris quibusve fruiturum, quibus aliæ episcopales in Africæ regionibus civitates frui atque gaudere solent.

Templum Sancti-Dionysii, quod est in eadem civitate princeps magis ornatum, magisque, uti dictum est, decorum, ad cathedralitatis fastigium, sub eadem tamen sancti Dionysii invocatione permansurum, extollimus; mandamusque ut, in eadem civitate atque ecclesia, protinus constituatur sedes cathedra, et dignitas episcopalis pro uno dein antistite Sancti-Dionysii nuncupando, qui eidem ecclesiæ, civitati universæque diœcesi post modum assignandæ præsit, synodum diœcesanam convocet, omniaque ac singula jura et munia habeat, exerceatque cum suo videlicet capitulo quamprimum itidem erigendo cumque arca, sigillo, mensa et curia episcopali, cæterisque demum cum cathedralibus et pontificalibus insignis et

convoquer le synode diocésain, exercer tous et chacun de ses droits, offices et charges, avec son chapitre, qui doit être au plus tôt érigé, avec la caisse, le sceau, la mense et la cour épiscopale, enfin avec tous les autres insignes cathédraux et pontificaux, prérogatives, honneurs et prééminences, faveurs, grâces, indults, droits et juridictions tant réelles que personnelles et mixtes, enfin avec tous les autres honneurs quelconques dont jouissent, dans les régions de l'Afrique, toutes les églises cathédrales et leurs évêques en tant qu'il ne s'agit pas de choses attribuées par privilége spécial et à titre onéreux.

Nous aurions grandement à cœur que ce chapitre cathédral fût constitué en même temps que le nouvel évêque, se composant de chanoines et de quelques chapelains ou bénéficiers, obligés à résidence, qui, ainsi qu'il se pratique dans les autres villes de France, chanteraient les louanges divines, rempliraient les autres fonctions qui leur sont confiées par les sacrés canons, qui, investis d'un honneur particulier dans l'église, se rangeraient autour de la chaire pontificale et constitueraient le sénat de l'évêque. Mais, comme à raison des circonstances peu favorables cela ne peut se faire immédiatement, nous prescrivons et ordonnons qu'aussitôt que faire se pourra, ce chapitre cathédral soit établi, et qu'il y ait un théologal et un pénitencier chanoines, suivant les dispositions des sacrés canons.

Aussitôt que l'érection de ce chapitre aura eu lieu, l'évêque de Saint-Denis aura soin de nous en transmettre exactement l'acte authentique, en faisant connaître le nombre des dignités, des autres chanoines et chapelains temporaires.

Dès que ce chapitre aura été constitué, afin d'en rehausser l'éclat et la dignité, dès à présent, pour le cas échéant, à chacun des chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence appartiendront la faculté et le droit de prendre, dans l'exercice des fonctions ecclésiastiques et capitulaires, et de porter l'habit dont ont coutume

---

prærogativis, honoribus et præeminentiis, gratiis et favoribus et indultis itemque juribus et jurisdictionibus tam realibus quam personalibus et mixtis, cum cæteris demum quibusvis honoribus quibus aliæ in Africæ regionibus cathedrales ecclesiæ ipsarumque episcopi, dummodo ex speciali privilegio aut oneroso titulo attributa minime fuerint, potiuntur et gaudent.

Maxime nobis cordi esset ut una cum novo episcopo cathedrale capitulum constitueretur, ex canonicis nonnullisque capellanis seu mansionariis beneficiatis efformatum, qui, more cæterarum in Gallia civitatum, divinas canerent laudes, cæteraque obirent munera ipsis sacris canonibus commissa, quique peculiari honore in ecclesia fungentes, pontificali cathedræ adsisterent, episcopique senatum constituerint. Cum vero id, ob incommodas rerum circumstantias, fieri confestim nequeat, mandamus atque jubemus ut istiusmodi cathedrale capitulum, uti sponsum est, quo citius fieri poterit, conficiatur, in eoque theologalis et pœnitentiarius canonici, juxta sacrorum canonum præcepta, instituantur.

Ubi autem hujus capituli erectio perfecta fuerit, authenticum istiusmodi actus documentum, designato singularum dignitatum cæterorumque canonicorum et capellanorum seu mansionariorum numero, Sancti-Dionysii ipsimet episcopus ad nos diligenter transmittendum curabit.

Simul ac autem hujusmodi capitulum constitutum fuerit, ad majus ipsius ornamentum atque decus, illico, sive nunc pro tunc, singulis ipsius canonicis atque capellanis seu beneficiatis mansionariis facultas jusque erit, in ecclesiasticis et capitularibus functionibus respective obeundis, uti,

de se servir respectivement les chanoines et chapelains ou bénéficiers obligés à résidence des autres cathédrales existant en Afrique, pourvu que cet habit ne leur ait pas été accordé par grâce spéciale ou privilége. De même, dès à présent, pour le cas échéant, nous accordons à ce chapitre cathédral la faculté d'user et de jouir de tous et de chacun des droits, prérogatives, grâces, honneurs, priviléges, indults et toutes autres choses quelconques dont jouissent les autres chapitres de cathédrales en France, si ceux-ci sont en possession légitime et qu'ils ne les aient pas acquis par concession ou à titre onéreux.

L'évêque de Saint-Denis aura soin que des statuts particuliers soient aussitôt dressés par ce même chapitre, pour être soumis à la sanction et à l'approbation de ce même prélat, et qu'ainsi, pour l'heureux état et régime de ce chapitre, des règles convenables et conformes aux prescriptions des lois ecclésiastiques et des décrets synodaux lui soient imposées. Tous les membres de ce chapitre, chanoines et chapelains ou bénéficiers, obligés à résidence, seront tenus, conformément aux usages des autres cathédrales, de célébrer exactement et avec soin les offices divins, et de remplir leurs autres fonctions dans la même église cathédrale de Saint-Denis. Comme de fidèles et habiles ouvriers dans la vigne du Seigneur, qu'ils s'appliquent, en paroles et en œuvres, à faire tout ce qui sera jugé devoir contribuer de plus en plus à l'édification des fidèles et à assurer leur propre salut éternel.

Nous constituons en diocèse de cette nouvelle église cathédrale, pour être fructueusement administrée dans le Seigneur par son évêque, la ville déjà mentionnée de Saint-Denis et tout le territoire actuel de la dite colonie française, toutes et chacune des villes qui y existent, les paroisses, églises, oratoires, tous les lieux et établissements publics et religieux, tous les bénéfices, quels qu'ils soient, existants ou pouvant exister, séculiers et réguliers de tout ordre,

---

eaque deferre atque adhibere indumenta quibus itidem respective cæterarum in Africa existentium cathedralium canonici et capellani seu beneficiati mansionarii uti solent, dummodo ex speciali gratia aut privilegio illis concessa non fuerint. Cui quidem cathedrali capitulo eodem prorsus modo, seu nunc pro tunc, facultatem impertimur utendi et fruendi omnibus et singulis juribus prærogativis, gratiis, honoribus, privilegiis, indultis, cæterisque quibuslibet quemadmodum alia præsignatorum cathedralium capitula in Gallia habent, dummodo in usu legitime sint, neque particulari concessione aut oneroso titulo fuerint adquisita.

Curabit quoque Sancti-Dionysii episcopus ut, protinus ab eodem capitulo peculiaria statuta decernantur, ipsius episcopi sanctioni atque adprobationi submittenda. Ita enim, pro felici hujusce modi capituli statu atque regimine, opportuna præcepta ad legum ecclesiasticarum atque synodalium decretorum præscripta imponantur. Singuli autem ipsius capituli tum canonici, tum capellani, seu beneficiati mansionarii, cæterorumque cathedralium more, tenebuntur tam divina officia quam cæteras sacras functiones sedulo diligenterque in eadem Sancti-Dionysii cathedrali ecclesia celebrare. Utque fideles ac solertes in vinea Domini operarii, ea quoque, verbo et opere, naviter præstare satagent quæ ad Christi fidelium ædificationem æternamque adipisci salutem magis conferre dignoscentur.

In hujus novæ cathedralis ecclesiæ diœcesim ab suo pro tempore antistite fructuose in Domino administrandam constituimus, superius memoratum Santi-Dionysii civitatem universumque ante dictæ coloniæ Gallicæ hodiernum territorium, omnia videlicet et singula inibi existentia oppida,

ensemble toutes les personnes et habitants des deux sexes, non d'ailleurs exempts, soit prêtres, soit clercs, soit laïques ou moines, avec tous les accessoires. Nous assignons toutes ces choses à perpétuité audit évêché de Saint-Denis et au prélat qui y sera préposé en son temps, c'est-à-dire pour être respectivement sa ville épiscopale, son clergé et ses ouailles, et nous les soumettons et confions entièrement à sa juridiction ordinaire.

Tout étant ainsi constitué, nous prescrivons et ordonnons qu'à l'avenir aucun gouverneur militaire dans la colonie française, sous quelque apparence de zèle ou sous prétexte des circonstances, ne s'immisce dans les affaires de la juridiction et de l'autorité ecclésiastique. Nous espérons qu'il sera d'autant plus efficacement remédié à ce grand inconvénient, que les ordres les plus formels seront donnés par le Gouvernement français, suivant la promesse qu'il en a faite.

Comme ledit Gouvernement a religieusement et généreusement offert et promis tout ce qui regarde les dotations convenables de l'évêché de Saint-Denis, l'assignation et la conservation future de tous les édifices nécessaires, nous avons statué, en premier lieu, qu'une somme de douze mille francs, en monnaie française, sera annuellement payée par ledit Gouvernement, ainsi qu'il le promet, à chaque évêque de Saint-Denis, à titre de mense épiscopale, aussi longtemps que des biens stables d'un revenu annuel au moins équivalent à cette somme, toutes charges déduites, aient été valablement et à perpétuité affectés à cette mense, afin que la dignité épiscopale puisse être honorablement soutenue, comme il convient. Nous assignons, de plus, la somme de cinq mille francs pour le paiement d'honoraires convenables à deux vicaires généraux, en même temps qu'une autre somme de trois mille francs à l'évêque lui-même, afin qu'il puisse, selon les besoins, faire face aux autres dépenses, qui, bien qu'extraordinaires, lui seront quelquefois survenues, laquelle

---

parœcias, ecclesias, oratoria pia et publica, quæque instituta et loca, itemque cuncta qualiacumque sint vel aliquando extiterint, sæcularia et quorumvis ordinis regularia beneficia, necnon omnes utriusque sexus personas et incolas haud alias exemptas, sive presbyteros, sive clericos, sive laicos, sive monachos, sive non cum omnibus utique accessoriis. Quæ omnia perpetuo præfato Sancti-Dionysii episcopatui, ejusque futuris temporibus præficiendo præsuli, in diœcesim assignamus, id est, pro sua episcopali respective civitate, clero et populo prorsusque illius ordinariæ jurisdictioni subjicimus et mandamus.

Quibus omnibus provide constitutis, præcipimus atque jubemus ne quisquam posthac illius Gallicæ coloniæ militaris gubernator, quavis zeli specie vel opportunitatis prætextu, sese amplius unquam in ecclesiasticæ jurisdictionis aut auctoritatis negotia se immisceat. Cui quidem gravissimo incommodo tanto efficacius consultum iri speratur, quanto enixiora, uti promissum est, a supremo Galliarum gubernio præcepta dabuntur.

Cum religiose atque munifice a prælaudato Galliarum gubernio, oblatum atque promissum sit, quidquid ad singulas ipsius episcopatus Sancti-Dionysii congruas dotationes, necnon ad opportunorum quorumcumque ædificiorum suppeditationem, vel assignationem, vel posteram tuitionem pertinent, in primis pro ejusdem episcopatus mensa, summam duodecim millium francorum illius monetæ ab eodem gubernio, prout spondet, quotannis, cuique pro tempore Sancti-Dionysii episcopo persolvendam statuimus; donec tot bona stabilia quot saltem eamdem nummorum summam, unoquoque anno, deductis oneribus, eidem mensæ perpetuo dominio validoque modo in id assignata non fuerit, ut episcopalis dignitas et

somme totale de huit mille francs sera fournie par le Gouvernement français, suivant sa promesse.

Comme ce même Gouvernement a promis que pour la dotation convenable de cette cathédrale il prendrait, avec un pieux zèle, des mesures pour que, à l'instar des autres cathédrales existant en France, il fût suffisamment pourvu à tout ce qu'exigeraient soit la décoration et la solidité de cette cathédrale, soit la pompe des cérémonies pontificales et l'exercice du culte divin, afin que tout se fasse avec la dignité et le soin requis,

Ne doutant pas qu'il ne remplisse sa promesse, nous ordonnons que l'érection déjà recommandée du chapitre cathédral soit faite le plus tôt possible, et qu'en même temps une prébende soit constituée d'une manière stable et assignée tant pour chacun des chanoines que pour chacun des chapelains bénéficiers temporaires ; que, pour servir d'évêché au prélat de l'église, un ou plusieurs bâtiments assez commodes pour l'habitation du prélat, pour sa cour et sa chancellerie, soient par le Gouvernement français, ainsi qu'il l'a promis, disposés et concédés à perpétuité. Si ces bâtiments ne peuvent être immédiatement fournis, et qu'il y ait nécessité d'en prendre provisoirement à location, nous voulons et prescrivons qu'on avise à ce que le prix de la location ne soit en aucune manière à la charge de la mense épiscopale.

Il devra être pris soin aussi qu'un séminaire de clercs soit érigé au plus tôt dans ce nouveau diocèse de Saint-Denis, et nous recommandons et enjoignons, en conséquence, au Gouvernement français, de ne rien négliger pour procurer une édifice convenable et approprié à cette destination, de constituer une dotation convenable à cette fin, pour que ce séminaire puisse se soutenir et prendre de l'accroissement.

---

decus, uti par est, valeat sustineri. Assignamus insuper quinque millium francorum summam pro congruo stipendio unicuique ex binis vicariis generalibus suppeditando, nec non alteram quoque trium millium francorum summam ipsimet Sancti-Dionysii episcopo, ut, cæteris impendiis quæ, licet extra ordinem, nonnunquam supervenerint, congrue, opportune et utiliter possit satisfacere. Quæ octo francorum millia ab eodem gubernio præstabuntur, sicuti pollicitum est.

Cum ad congruentiorem hujusce novæ cathedralis dotationem, idem Galliarum gubernium spoponderit se pie provideque, ad normam aliarum cathedralium in Gallia existentium jugiter curaturum atque effecturum, ut satius consultum sit, tam decentioribus ejusdem cathedralis ornamentis et soliditati quam splendidiori etiam ad pontificalia quoque concelebranda supellectili, cæterisque quibusque omnibus ad divini cultus exercitium, eo quo par est, sumptu et dignitate sedulo peragendum quomodocumque necessariis.

Dum non dubitamus hæc omnia peracturum, mandamus etiam ut, quam citius fieri poterit, præcommandata capituli cathedralis erectio exequatur, eodemque tempore præbenda tam pro singulis canonicis quam pro singulis capellanis seu beneficiatis mansionariis, stabiliter constituatur atque adsignetur. Pro decenti ejusdem ecclesiæ antistitis episcopio, ab ipsomet Gallico gubernio, sicuti pollicitum est, idonea aptentur perpetuaque concessione tradantur, unum aut plura ædificia satis commoda pro antistitis habitatione ejusque curia atque cancellaria. Sin vero istiusmodi ædes protinus in promptu haberi nequeant, pretioque interea temporis sint conducenda, ne ipsius pretii onus episcopali mensæ ullatenus incumbat, cautum esse volumus atque præcipimus.

Curandum quoque erit, ut, in hac nova-Sancti-Dionysii diœcesi, cleri-

En attendant que tout cela s'exécute, afin que les jeunes clercs appelés au partage du Seigneur ne manquent pas d'une bonne éducation et qu'ils soient convenablement formés aux lettres et à la science sacrée, nous voulons qu'ils soient reçus et élevés dans le séminaire du Saint-Esprit, à Paris, auquel pour cela il sera payé, tous les ans, par le Gouvernement français, une somme de vingt mille francs, suivant ce qu'il a de lui-même déjà assigné pour cette dépense.

Cependant l'évêque de Saint-Denis mettra tout son zèle et ses soins à commencer d'établir et à soutenir un séminaire, quoique exigu, dans son diocèse, du moins pour l'instruction élémentaire des clercs; œuvre qu'il entreprendra avec d'autant plus d'ardeur que le Gouvernement français n'a point hésité à promettre quelques secours, bien qu'à titre de subside extraordinaire.

Comme le Gouvernement français a promis généreusement et fait tout ce qui est nécessaire pour que cette érection d'évêché soit menée à bonne fin, voulant le reconnaître par un témoignage de bienveillance et par une faveur, nous accordons au Président actuel du Gouvernement français et à chacun de ses successeurs à l'avenir, la faculté de nommer ou présenter pour cette nouvelle église épiscopale, non-seulement cette première fois, mais encore dans la suite, chaque fois qu'elle sera vacante, dans le délai néanmoins fixé par les sacrés canons, un homme digne et ayant les qualités requises pour être régulièrement preposé par nous et par nos successeurs à l'évêché de Saint-Denis.

En raison de la situation des lieux et des circonstances particulières, nous soumettons de droit cette nouvelle église épiscopale à l'archevêque métropolitain de Bordeaux, pour qu'elle jouisse de toutes les facultés, grâces, faveurs, prérogatives, droits et toutes

---

corum seminarium quam primum erigatur, ideoque superius memorato Galliarum gubernio commendamus et injungimus ut ædificium satis idoneum accommodatumque in hunc quoque usum diligenter comparare satagat, illique congruam dotationem constituat, ut ipsius seminarii substentatio, prosperitas atque incrementum jugiter procurari valeat.

Quæ omnia dum conficientur ne adolescentes clerici, in sortem Domini vocati, bona careant institutione et in litteris sacrisque disciplinis, uti par est, erudiantur, volumus ut in Parisiensi seminario Sancti Spiritus recipiantur atque educentur; cui propterea ab eodem Gallico gubernio viginti millium francorum summa ab ipso, prout jam adsignavit, quotannis persolvetur.

Interea tamen temporis Sancti-Dionysii antistes omnem naviter adhibebit operam atque studium, ut in sua diœcesi seminarium, licet exiguum, inchoare atque promovere non desinat, pro elementari saltem clericorum institutione, quod quidem opus tanto alacrius suscipiet, quod ipsum Galliarum gubernium aliquod, licet extra ordinem, auxilium promittere minime dubitaverit.

Cum autem superius memoratum Galliæ gubernium munifice spoponderit atque omnia opportuna et necessaria, ut ad salutarem finem hoc opus perducatur, præstiterit, idcirco benigno illud favore prosequi volentes indulgemus, et hodierno et cuique supremo in posterum successori ipsius Gallici gubernii Præsidi facultatem concedimus atque impertimur nominandi seu præsentandi ad hanc novam episcopalem ecclesiam, nedum prima vice, verum etiam deinceps, quoties eadem vacaverit, intra tempus tamen a sacris canonibus definitum, dignum idoneumque virum a nobis nostrisque successoribus rite ipsi episcopatui Sancti-Dionysii præficiendum.

Habita vero locorum peculiariumque circumstantiarum ratione, novam

autres choses qui, par la coutume, appartiennent aux autres églises suffragantes de l'archevêché de Bordeaux et réciproquement.

Comme, ainsi qu'il a été dit, il ne peut être érigé de chapitre cathédral dans le sein duquel, à chaque vacance du siége épiscopal, devrait être choisi un vicaire général capitulaire pour l'administration du diocèse, et comme le prélat du siége métropolitain de Bordeaux se trouve à une telle distance que le diocèse de Saint-Denis serait exposé aux plus grands inconvénients et peut-être à de graves préjudices, si, dans l'intervalle, il était administré par le métropolitain lui-même, il a été par nous réglé et disposé que, si ce nouvel évêché vient à vaquer avant l'établissement du chapitre cathédral, les lettres apostoliques du pape Benoît XIV, d'heureuse mémoire, notre prédécesseur, commençant par ces mots, *Ex sublimi*, données, le 27 janvier 1753, pour les vicariats apostoliques des Indes occidentales, soient alors étendues en faveur de l'église et du diocèse de Saint-Denis. Le siége épiscopal venant donc à vaquer, dans le cas spécifié, s'il n'y a pas de prélat coadjuteur avec future succession pour le remplir, alors celui qui se trouvera remplir les fonctions de premier vicaire général pourra licitement et devra se charger de l'administration provisoire de cette église épiscopale, usant de toutes et chacune des facultés, non-seulement dévolues par la coutume aux vicaires généraux capitulaires, mais encore de toutes celles qui sont définies dans les lettres apostoliques ci-dessus mentionnées.

Qu'il soit cependant bien entendu que tant que nos présentes lettres apostoliques n'auront pas été mises à exécution, l'administration et la juridiction spirituelle des lieux et personnes existant dans le susdit diocèse continuent d'être, en attendant, exercées comme auparavant.

---

hanc episcopalem ecclesiam metropolitico jure Burdegalensi archiepiscopo subjicimus, iis gavisuram atque fruituram singulis facultatibus, gratiis, favoribus, prærogativis, juribus, cæterisque quibusvis quæ ad illas Burdegalensis archiepiscopatus suffraganeas ecclesias, et vicissim, de more pertinere solent.

Cum vero, uti supra memoratum est, tam cito cathedrali capituli erectio fieri non poterit, e cujus gremio, quotiescumque hujus episcopatus sedes vacaverit, eligendus pro diœcesana administratione vicarius capitularis, de more eligendus esset, cumque Burdegalensis metropolitanæ sedis antistes tam procul inde distet ut maximis incommodis deterioribusque fortasse jacturis prægravaretur ipsius Sancti-Dionysii diœcesis, si ab ipso metropolitano interea temporis administraretur, ideirco consultum a nobis atque provisum est ut, si quando iste novus episcopatus vacare contigerit, priusquam ipsius cathedralis capitulum constitutum fuerit, tunc litteræ apostolicæ felicis recordationis Benedicti decimi quarti, prædecessoris nostri, exordientes, *Ex sublimi*, die vigesima januarii, anno Domini millesimo septingentesimo quinquagesimo tertio pro vicariatibus apostolicis Indiarum occidentalium editæ, favore etiam ipsius ecclesiæ ac diœcesis Sancti-Dionysii extendantur. Vacante itaque quandocumque illa episcopali sede, si, præfato in casu, ejus antistes coadjutor cum futura successione suffectus minime fuerit, tunc qui extiterit illius diœcesis prior, in vicarii generalis munere, suscipere ipse provisorium ejusdem episcopalis ecclesiæ regimen licite valeat ac debeat: adhibitis omnibus et singulis facultatibus, nedum ad vicarios capitulares de more pertinentibus, verum iis quoque cæteris quæ in superius memoratis litteris apostolicis designata, comperiuntur.

Sartum tamen tectum sit, quod donec præsentes nostræ apostolicæ litteræ executione mandatæ non fuerint, singulorum locorum, rerum ac

En outre, nous avons fixé la taxe de la provision de ce nouveau diocèse de Saint-Denis à cent trente-trois florins d'or, taxe qui sera consignée, selon l'usage, aux registres de notre Chambre apostolique et du Sacré Collége.

Nous élisons enfin et nous déléguons pour l'exécution de ces lettres notre vénérable frère François-Auguste Donnet, prélat actuel de l'église métropolitaine de Bordeaux, pour qu'il mène promptement aux meilleures fins tout ce qui a été statué ci-dessus, avec les facultés nécessaires et opportunes de faire statuer et décréter, en vertu de l'autorité apostolique à lui déléguée, par lui-même ou par un autre homme constitué en dignité ecclésiastique, qui devra être subdélégué par lui-même avec une semblable autorité, tout ce qui paraîtra devoir être fait pour terminer heureusement cette affaire; et, de plus, nous donnons à notre exécuteur et à son délégué la faculté de prononcer définitivement sur toute opposition ou question, si, par hasard, il s'en élevait.

Nous enjoignons, soit à l'exécuteur, soit au subdélégué, de transmettre à ce siége apostolique des copies, en forme authentique, de tous les actes qu'ils auront faits en exécution des présentes lettres, dans les six mois de cette exécution, avec le plan topographique sur papier et l'état formel et matériel, soigneusement dressé, de toute l'île de la Réunion et de son diocèse; lesquelles copies devront être conservées à perpétuité, selon l'usage, dans les archives de notre congrégation préposée aux affaires consistoriales.

Nous ordonnons que les présentes lettres, dans tout leur contenu, ne puissent en aucun temps être attaquées ni contestées, même sous prétexte que les parties intéressées ou se prétendant telles n'ont été ni appelées ni entendues, et n'ont point consenti à ce qui a été ci-dessus statué; suppléant, en tant que de besoin, par la plénitude de la puissance apostolique, à leur consentement, non plus que pour

---

personarum in ipsa præsignata diœcesi exstantium, administratio et spiritualis jurisdictio interea, eodem quo antea modo, eademque ratione continuentur.

Præterea hujus novi episcopatus Sancti-Dionysii provisionem in aureis florenis centum supra tres et triginta constituimus; quæ taxa, uti de more est, in libris Cameræ nostræ apostolicæ Sacrique Collegii inscribatur.

In harum tandem litterarum executorem eligimus et deputamus venerabilem fratrem nostrum Franciscum Augustum Donnet, hodiernum metropolitanæ Burdegalensis ecclesiæ antistitem, qui omnia et singula superius statuta celeriter ad optatissimam finem perducat, cum necessariis et opportunis facultatibus peragendi, et statuendi, apostolica sibi auctoritate delegata decernendi per se vel alium virum in ecclesiastica dignitate constitutum, ab ipsomet simili auctoritate subdelegandum, ea cuncta quæ ad hoc negotium feliciter perficiendum opportere videbuntur; ac præterea eidem nostro executori ejusque subdelegato facultatem quoque impertimur definitive pronunciandi super quacumque vel oppositione vel quæstione, si quæ forsan orituræ sint.

Ipsique tum executori tum subdelegato injungimus, ut exempla singulorum actorum, quæ in præsentium litterarum executionem confecerint, intra sex menses ab expleta earumdem litterarum executione, una cum topographico papyro accuratiorique formuli et materiali totius Reunionis insulæ illiusque diœcesis statu ad hanc apostolicam sedem in forma authentica transmittat; quæ in tabulario nostræ congregationis consistorialibus rebus præpositæ, ex more asservanda perpetuo erunt.

Præsentes vero litteras, et in eis contenta quæcumque, etiam ex eo quod

vice de subreption, ou d'obreption, ou de nullité, pour défaut d'intention de notre part, ou pour quelque défaut même substantiel; mais qu'elles soient à jamais valables et efficaces, qu'elles produisent leurs pleins et entiers effets, et qu'elles soient inviolablement observées par ceux qu'elles concernent, et qu'il soit jugé et décidé conformément à icelles, et non pas autrement, par tous juges ordinaires et délégués, de quelque autorité qu'ils soient revêtus, même par les auditeurs des causes du palais apostolique et les cardinaux de la sainte Eglise romaine, même légats *de latere*, vice-légats et nonces dudit siége; et s'il arrivait que, sciemment ou par ignorance, quelqu'un fît par quelque autorité que ce soit, quelque chose à ce contraire, nous le déclarons nul et de nul effet.

Nonobstant, en tant que de besoin, tout prétexte de droit acquis et les autres règles émanées de nous et de la chancellerie romaine, toutes constitutions spéciales ou générales faites ou qui pourraient être faites par les conciles synodaux, provinciaux et généraux, les constitutions et ordonnances apostoliques et toutes autres dispositions des pontifes romains nos prédécesseurs. Nous dérogeons pleinement et spécialement et expressément, pour cette fois seulement, à toutes et à chacune de ces choses qui, hors du cas, demeureront dans leur force, et à toutes autres à ce contraires qui demanderaient même une mention spéciale, quand même, pour suffisante dérogation, il faudrait une mention spéciale d'elles et de leurs teneurs, et non une mention ou autre expression générale emportant la même chose, regardant ces teneurs comme suffisamment exprimées tout comme si, sans omission d'un seul mot ni altération de formules, elles avaient été insérées dans ces présentes lettres.

Nous voulons, de plus, que même foi soit entièrement ajoutée aux copies, même imprimées, de ces lettres, souscrites néanmoins de la

---

quilibet interesse habentes vel habere prætendentes, vocati et auditi non fuerint, ac præmissis non consenserint, eorum consensui, quatenus opus sit, de apostolicæ potestatis plenitudine supplentes, nullo unquam tempore, de subreptionis vel obreptionis aut nullitatis vitio seu intentionis nostræ vel aliquando etiam substantiali defectu notari, impugnari aut in controversiam vocari posse, sed semper et perpetuo validas et efficaces existere ac fore suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, atque ab omnibus ad quos spectat inviolabiliter observari, sicque et non alias per quoscumque judices ordinarios vel delegatos, quavis auctoritate fungentes, etiam causarum palatii apostolici auditores ac sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinales, etiam *de latere* legatos, vice-legatos dictæque sedis nuncios judicari ac definiri debere; et si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum quoque et inane decernimus.

Non obstantibus quatenus opus sit, de jure quæsito non tollendo aliisque nostris et cancellariæ apostolicæ regulis ac quibusvis etiam in synodalibus, provincialibus generalibusque conciliis editis, vel edendis specialibus vel generalibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis et quibusvis aliis Romanorum pontificum etiam prædecessorum nostrorum dispositionibus, quibus omnibus et singulis, etiamsi, pro illorum sufficiente derogatione, de illis eorumque tenoribus specialis, specifica et individua, non autem per clausulas generales idem importantes mentio seu quævis alia expressio habenda foret, tenores hujusmodi ac si de verbo ad verbum nil penitus omisso et forma in illis tradita, observata inserti forent, eisdem præsentibus pro sufficienter expressis habentes, illis alias in suo robore permansuris latissime et plenissime ac specialiter et expresse pro hac vice duntaxat

main de quelque notaire public et munies du sceau de quelque personne constituée en dignité ecclésiastique, qu'à l'original s'il était exhibé et présenté.

Qu'il ne soit donc permis à personne d'enfreindre ou de témérairement contredire cet acte de démembrement, séparation, exemption, attribution, imposition, exécution et institution, subjection, circonscription, mandat, décret, dérogation, et de notre volonté.

Si quelqu'un osait y porter atteinte, qu'il sache qu'il encourra l'indignation de Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, l'année de l'Incarnation du Seigneur 1850, le 5 des calendes d'octobre, la 5e année de notre pontificat.

† Au lieu de sceau.

---

harum quoque serie derogamus, cæterisque etiam speciali mentione dignis contrariis quibuscumque.

Volumus præterea ut harum litterarum transumptis, etiam impressis, manu tamen alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo personæ in ecclesiastica dignitate constitutæ munitis, eadem prorsus fides adhibeatur quæ ipsis præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrarum dismembrationis, separationis, exemptionis, attributionis, impositionis, erectionis et institutionis, subjectionis, circumscriptionis, mandati, decreti, derogationis et voluntatis infringere vel ei ausu temerario contra ire.

Si quis autem hoc attentare præsumpserit indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo quinquagesimo, quinto kalendas octobris, pontificatus nostri anno quinto.

† Loco plumbi.

Jurisprudence.

CURÉS ET DESSERVANTS.—CONSEILS MUNICIPAUX.— INCOMPATIBILITÉ.

Les curés et desservants ne peuvent être élus membres du conseil municipal de la commune dans laquelle ils sont en exercice. (Art. 18 de la loi du 21 mars 1831.)

M. Bouton, desservant de la paroisse de Gondrin, a été nommé membre du conseil municipal de cette commune, après la révolution de Février; mais son élection a été annulée par un arrêté du conseil de préfecture du Gers, du 21 août 1848, qui lui a fait application de l'incompatibilité établie par l'art. 18 de la loi du 21 mars 1831 entre les fonctions de conseiller municipal et celles de ministre du culte en exercice dans la commune.

Il se pourvoit contre cet arrêté et soutient que les incompatibilités résultant de l'art. 18 de la loi du 21 mars 1831 ne peuvent plus être appliquées sous l'empire du suffrage universel.—Le conseil d'État a rejeté le pourvoi, l'article précité de la loi de 1831 étant du nombre de ceux qui sont expressément maintenus par le décret du 3 juillet 1848. (Voy. les art. 2 et 3 de ce décret.)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,—Le conseil d'État, section du contentieux, vu la loi du 21 mars 1831 et le décret du 3 juillet 1848;

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir tirée de la tardivité du pourvoi :—Considérant qu'aux termes de l'art. 18 de la loi du 21 mars 1831, non abrogé par le décret du 3 juillet 1848, ne peuvent être nommés membres du conseil municipal les ministres des divers cultes en exercice dans la commune;

Considérant qu'il est établi que le sieur Bouton est desservant en exercice dans la commune de Goudrin; qu'ainsi c'est avec raison que le conseil de préfecture a annulé l'élection du sieur Bouton comme membre du conseil municipal de ladite commune de Goudrin;

Art. 1er. La requête du sieur Bouton est rejetée.

(*Décision du conseil d'Etat, du* 16 *mars* 1850.)

ÉGLISE. — DÉPENDANCE. — RUELLE. — PROPRIÉTÉ. — COMMUNE. — SERVITUDE.

Une ruelle ou passage donnant accès à une église peut en être considérée comme une dépendance. Par suite, la commune propriétaire de l'église a le droit de faire fermer les jours ouverts sur cette ruelle s'il est établi qu'elle n'a jamais fait partie de la voie publique, et si d'ailleurs ceux qui les ont ouverts ne sont pas fondés en titre, et n'ont pas acquis par la prescription le droit de les conserver. (L. 18 germinal an X, art. 75.)

(Mény, C. le Préfet de la Seine.)

Le sieur Mény est propriétaire d'une maison située à Paris, près de l'église Saint-Nicolas-des-Champs, dont elle n'est séparée que par une ruelle qui donne accès à l'une des portes de cette église. La construction de la maison du sieur Mény remonte à 1797; et, lors de cette construction, un grand nombre de fenêtres avaient été ouvertes sur la ruelle.

En 1834, la ville de Paris prétendit que la ruelle séparative de l'église et de la maison était une dépendance de l'église Saint-Nicolas-des-Champs; que dès lors elle lui appartenait, comme l'église, en vertu de l'art. 12 du concordat et de l'art. 75 de la loi organique du

18 germ. an X ; en conséquence, et se prévalant de divers actes, au moyen desquels elle aurait interrompu la prescription que le sieur Mény invoquait en faveur de la servitude d'aspect qu'il exerçait depuis 1797, elle demanda contre lui la suppression des fenêtres qui prenaient jour sur la ruelle dont il s'agit.

A cette demande le sieur Mény opposa que les lois invoquées n'attribuaient aux communes que les édifices consacrés au culte et leurs dépendances, ce qui ne pouvait pas s'appliquer à une ruelle située hors de l'église, puisqu'aux termes de l'art. 45 de la loi organique aucune cérémonie religieuse ne peut avoir lieu au dehors de ces édifices ; d'où l'on concluait que la ruelle litigieuse était demeurée la propriété de l'Etat, et qu'ainsi la ville était sans qualité dans son action, et que d'un autre côté les actes antérieurs par lesquels elle prétendait avoir interrompu la prescription n'avaient pu produire cet effet.

15 avril 1848, jugement qui accueille le système de la ville de Paris.

Appel par le sieur Mény; mais le 16 fév. 1849, arrêt de la Cour de Paris qui confirme, « attendu que la ville de Paris, propriétaire de l'église Saint-Nicolas-des-Champs, est également propriétaire du passage qui est une dépendance nécessaire de cette église; qu'en cet état les diligences de la ville de Paris ont été régulièrement faites et ont interrompu la prescription. »

POURVOI en cassation pour violation de l'art. 75 de la loi du 18 germ. an X, et des avis du conseil d'Etat des 3 niv. et 4 pluv. an XIII, en ce que l'arrêt attaqué a jugé qu'on devait comprendre dans les dépendances des édifices consacrés au culte, dont la remise était faite aux communes, une ruelle conduisant à une église, mais qui n'avait et ne pouvait avoir aucune destination religieuse.

ARRÊT.

LA COUR; attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que la ruelle sur laquelle s'ouvrent les jours du demandeur n'était point dans l'origine une voie publique, mais une propriété privée ; qu'elle n'a point changé de destination ni de nature, et qu'elle est encore une dépendance nécessaire de l'église Saint-Nicolas-des-Champs ; — Attendu que la conséquence de ce point de fait était que la ville de Paris, propriétaire de l'église, l'était également du passage ;—qu'en le décidant ainsi, la Cour d'appel a fait une juste application de la loi ;—Rejette, etc.

(Arrêt de la Cour de cassation (chambre des requêtes, du 10 déc. 1849.)

Questions proposées.

SÉPULTURE.—TRANSPORT DES CORPS.— DROIT CURIAL.

Lorsqu'un individu décédé dans la paroisse qu'il habite pendant l'été est transporté dans la paroisse de son domicile d'hiver, quels sont les droits et les obligations
1° *Du curé du lieu du décès,*
2° *Des curés des lieux que traversera le corps,*
3° *Du curé où doit avoir lieu la sépulture?*

Le droit commun en France est qu'un défunt doit être inhumé dans le cimetière de la paroisse sur laquelle il est mort; cependant, de tout temps, il a été permis à chacun de choisir le lieu de sa sépulture et à tout père de famille de désigner celle de ses enfants mineurs; mais en quelque lieu que se fasse l'inhumation, le curé de la paroisse où a eu lieu le décès doit, après avoir vu l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil, lever le corps de la maison mortuaire, le conduire à l'église paroissiale pour lui donner sa bénédiction, dit le droit canon, et comme son dernier adieu, *ultimum vale.*

Cette doctrine est celle de tous les rituels. Dans le cas, dit celui de Langres, où le corps d'un défunt doit être transporté pour l'inhumation dans un autre lieu que l'église ou le cimetière de sa paroisse, les droits du curé ne cessent point et ses obligations ne sont point anéanties. C'est lui qui doit aller lever le corps, le conduire à l'église paroissiale du lieu du décès, et, dans ce cas, on ne doit faire sonner les cloches de l'église où doit se faire l'enterrement qu'après celles de la paroisse du défunt. Ces formalités, observe le même rituel, doivent être observées sous les peines de droit.

Celui de Paris, au chap. *De exequiis*, n'est ni moins clair ni moins explicite : «Juxta antiquam consuetudinem in statutis synodalibus anni 1673 confirmatum, defunctorum cadavera ex domo in quâ obierint ad eum quem sepulturæ suæ designaverint efferri nefas est, nisi priùs ad parochialem ecclesiam delata fuerint; quod semper observandum est; etiamsi corpus in alium et remotum locum transferendum esset, ubi iterum adhiberentur preces exequiarum. »

A la levée du corps ne se borne pas la mission du curé, il doit encore accompagner les restes de son paroissien, et par la voie qu'il désigne, jusque dans l'église paroissiale où doit se faire l'inhumation , le déposer au lieu de la représentation, et après qu'il a attesté à son confrère que le défunt est décédé en la communion de l'Eglise, il dit le *Libera* ou le *De profundis*, et se retire avec son clergé. (Arrêt du parlement de Rouen, 26 juin 1654, art. 6 de l'ord. du mois d'avril 1746.)

Si, au contraire, le curé du lieu du décès ne peut, soit par suite de ses occupations, soit par un trop grand éloignement, soit pour tout autre motif, accompagner les restes de son paroissien, il doit, après avoir fait la levée du corps et les cérémonies d'usage, attester par écrit que le défunt est décédé dans la communion de l'Eglise, et que ses restes ont été présentés à sa paroisse; déclaration sans laquelle le curé du lieu où doit avoir lieu l'inhumation ne peut procéder à la cérémonie religieuse. « Ne quis, presbyter aut clericus, dit encore à ce sujet le rituel de Paris, ad sepulturam comitetur corpus, quod in ecclesiam parochialem non illatum, sine parochi licentiâ transferretur. »

Le curé peut toutefois dispenser de cette présentation ; mais dans l'un et l'autre cas les familles doivent satisfaire aux droits du casuel fixé par l'évêque ou réglé par les fabriques; et si le clergé doit accompagner le corps du défunt jusqu'à une certaine limite, il doit lui être payé, ou moitié plus de droit, selon l'ordonnance de juin 1693, ou ce qui a été réglé à ce sujet par les règlements épiscopaux publiés depuis.

Le transport des corps peut avoir lieu de deux manières : ou solennellement, ou d'une manière simple avec un passeport civil et sans aucune pompe religieuse.

Dans le premier cas, le curé de chaque paroisse traversée doit nécessairement intervenir dans la circonscription de sa paroisse, où seul il a juridiction pour tout ce qui tient aux cérémonies religieuses; il doit, dans ce cas, aller en habit de chœur à la rencontre du convoi, faire les prières de la levée du corps, présenter le défunt à l'église, s'il est possible, et l'accompagner ensuite jusqu'à la limite de la paroisse.

Dans le deuxième cas, c'est-à-dire un corps traversant une paroisse simplement et sans accompagnement du clergé, le curé de celle-ci n'a à remplir aucune fonction ni à autoriser aucune sonnerie.

Quels sont enfin les devoirs du curé où doit avoir lieu l'inhumation ?

Celui-ci, comme nous l'avons dit plus haut, ne doit prendre aucun engagement pour la cérémonie religieuse qu'il n'ait l'assurance que le corps du défunt sera présenté à sa paroisse, car on comprend quel serait l'inconvénient qu'il y aurait si, dans un cas où l'autorité, forcée de refuser la sépulture ecclésiastique à un suicidé par exemple, la famille de ce défunt pouvait, en trompant la bonne foi d'un curé voisin, obtenir à quelques mètres de sa résidence ce que leur évêque ou leur pasteur aurait cru devoir leur refuser pour le maintien de la discipline ecclésiastique.

Les formalités prescrites par les rituels étant remplies, le curé du lieu de l'inhumation procède à la cérémonie religieuse comme d'usage; mais si le cas dont nous parlons se présente dans une ville où il y a deux paroisses, le curé de l'inhumation peut assister à la levée et à la présentation du corps, en étole et avec son clergé, mais ayant soin de marcher en avant du clergé et sous la croix de la paroisse. (Voy. le *Rituel de Paris* et le *Cours de la législation civile ecclésiastique*, de M. l'abbé André, v° *Transport des Corps*.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — ÉCOLES PRIMAIRES. — INSPECTION ET SURVEILLANCE. — DROITS DES CURÉS ET DESSERVANTS.

Quelle est l'étendue du droit de surveillance conféré aux curés et desservants sur les écoles primaires par l'art. 44 *de la loi du* 15 *mars* 1850 ? *Ce droit emporte-t-il celui d'aller quand bon leur semble dans les écoles libres de garçons et de filles, et d'interroger les enfants?*

Quel est le pouvoir des délégués cantonaux sur les écoles libres existant dans la circonscription soumise à leur surveillance?

Quel est le sens du mot approuvé *employé dans l'art.* 45 *de la même loi, relativement à la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques? Est-ce à dire que le conseil municipal a le droit de rayer lui-même les noms des enfants qui ne lui paraissent pas pauvres, ou bien doit-il seulement se borner à déclarer qu'il pense que ces enfants ne méritent pas de figurer sur la liste pour les motifs qu'il indique au préfet?*

Ces questions ont été soumises à l'examen du conseil par M. l'abbé Chesne, curé dans le diocèse du Mans, département de la Mayenne. Elles doivent être résolues de la manière suivante :

1° En ce qui touche le droit de surveillance du curé ou desservant sur les écoles primaires de sa paroisse :

La loi organique du 15 mars 1850 a conféré aux curés et desservants, en matière d'enseignement, plusieurs attributions importantes, entre autres le droit d'inspection des établissements publics ou libres d'enseignement primaire, la surveillance et la direction morale de cet enseignement, enfin la surveillance *spéciale* de l'instruction religieuse dans ces établissements. Le premier de ces droits a été consacré en leur faveur par l'art. 18 de la loi, et les deux autres, c'est-à-dire la surveillance et la direction morale, ainsi que la surveillance spéciale de l'instruction religieuse des enfants catholiques par l'art. 44 de la même loi. Voici les termes de ce dernier article :

« Les autorités locales préposées à la surveillance et à la direc-
« tion morale de l'enseignement primaire sont, pour chaque
« école, le maire, le curé, le pasteur ou le délégué du culte
« israélite, et dans les communes de deux mille âmes et au-des-
« sus, un ou plusieurs habitants de la commune délégués par le
« conseil académique.

« Les ministres des différents cultes sont spécialement chargés
« de surveiller l'enseignement religieux de l'école.

« L'entrée de l'école leur [illegible]ujours ouverte.

« Dans les communes [illegible] existe des écoles mixtes, un mi-
« nistre de chaque culte aura toujours l'entrée de l'école pour
« veiller à l'éducation religieuse des enfants de son culte... »

Or, pour déterminer l'étendue de ces droits, nous croyons devoir distinguer entre les écoles publiques et les écoles libres, et entre la surveillance générale à exercer sur ces diverses écoles et la surveillance spéciale de l'enseignement religieux.

D'après l'art. 21 de la loi organique, l'inspection et la surveillance des écoles primaires publiques doivent être faites conformément aux réglements délibérés par le conseil supérieur. Il n'est point encore venu à notre connaissance que ce conseil ait publié ce règlement. Il faut donc jusque-là tenir pour certain que le droit qui est conféré à cet égard aux ministres du culte dans leurs paroisses ne doit pas être limité à une inspection et à une surveillance muettes, mais qu'il faut au contraire croire qu'il comporte pour eux la faculté d'interroger, quand bon leur semble, les enfants non pas seulement sur l'instruction religieuse, mais encore sur toutes les autres branches de l'enseignement primaire qui leur est donné.

Les curés et desservants n'ont pas toutefois une pareille latitude

dans les écoles primaires libres. L'étendue du droit d'inspection dans ces écoles est déterminée par les deux derniers paragraphes de l'art. 21 que nous venons de citer, et les ministres du culte doivent se conformer aux prescriptions légales à ce sujet. Leur inspection ne saurait donc porter sur autre chose que sur la moralité, l'hygiène et la salubrité. Elle ne saurait porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale.

Mais de ce droit d'inspection sur la moralité naît pour eux une faculté qu'on ne saurait leur contester. C'est celle de se faire remettre les livres, les modèles d'écriture, les cahiers de dictées. Car l'on comprend que ces livres, modèles et dictées, pourraient contenir quelque chose de contraire à la morale : le curé doit donc pouvoir toujours les vérifier. Il n'est même pas douteux que si quelques-uns de ces objets ne lui paraissaient pas entièrement conformes à ce que la religion et la loi ont le droit d'exiger des maîtres sur ce point, il ne puisse interroger soit les élèves soit l'instituteur lui-même pour savoir jusqu'à quel point cet enseignement a été pratiqué dans l'école. Tel paraît être le sens dans lequel doit être interprété le droit d'inspection, de surveillance et de direction morale conféré aux curés et desservants sur les écoles libres, la loi ayant soigneusement indiqué par son art. 21 combien elle voulait que la liberté d'enseignement fût respectée dans ces écoles.

Les droits des curés et desservants paraissent au conseil devoir être beaucoup plus étendus relativement à l'enseignement religieux. C'est qu'en effet, sous ce rapport, la surveillance *spéciale* de cet enseignement leur a été confiée, et que pour cela l'école leur est toujours ouverte. Ce droit de surveillance n'emporte donc pas seulement avec lui celui de vérifier les livres de religion qui peuvent être mis entre les mains des enfants, mais encore celui d'interroger ces enfants sur toutes les matières qui rentrent dans cet enseignement. S'il n'avait pas la faculté de s'enquérir si cet enseignement religieux est ce qu'il doit être, ses attributions à ce sujet seraient illusoires, parce qu'il serait dans l'impossibilité d'en remplir l'objet. Il manquerait en même temps des éléments de conviction nécessaires pour motiver les rapports que sa conscience l'obligerait d'adresser aux autorités supérieures ou qui lui seraient demandés par les délégués cantonaux.

Nous estimons donc que les curés et desservants ont le droit d'entrer quand bon leur semble dans les écoles primaires libres de leur paroisse, et que par le fait de la surveillance spéciale qui leur est donnée sur l'enseignement religieux de ces écoles, ils ont

la faculté d'examiner et d'interroger les enfants sur toutes les matières que comporte cet enseignement.

2° En ce qui touche le pouvoir des délégués cantonaux sur les écoles libres :

Les délégués cantonaux sont les représentants du conseil académique pour la surveillance des écoles publiques et libres dans le canton qu'ils habitent (art. 42 de la loi organique). Ils partagent avec les maires et les curés l'inspection de ces écoles (art. 18 de la loi précitée). Chaque délégué cantonal a le droit d'autoriser quelques personnes à enseigner, à lire et à écrire aux enfants, dans un but purement charitable et sans remplir aucune formalité; cette autorisation peut toutefois être retirée par le conseil académique (art. 29). Il correspond tant avec le conseil académique, auquel il doit adresser ses rapports, qu'avec les autorités locales, pour tout ce qui regarde l'état et les besoins de l'enseignement primaire dans sa circonscription (art. 42). Aux termes de l'art. 45 du règlement d'administration publique du 29 juillet 1850 (*Bulletin*, vol. 1850, p. 213), le délégué cantonal a entrée dans toutes les écoles libres ou publiques de sa circonscription; il les visite au moins une fois par mois, et il communique aux inspecteurs de l'instruction primaire tous les renseignements utiles qu'il peut recueillir.

La loi n'a pas non plus donné aux délégués cantonaux, d'une manière générale, le droit d'interroger les enfants dans les écoles libres. Leur droit d'inspection et de surveillance dans ces écoles devra donc être exercé dans les limites prescrites par l'art. 21. précité. (*Bulletin*, vol. 1850, p. 114.)

3° En ce qui touche le sens du mot approuvé employé dans l'art. 45 de la loi du 15 mars 1850 :

Sous le régime de la loi du 28 juin 1833 (art. 14), la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques de la commune était dressée par le conseil municipal, mais la délibération de ce conseil n'était définitive que lorsqu'elle avait été approuvée par le préfet. (Loi de finances, du 25 juin 1841, titre I^er^, art. 3.) La nouvelle loi a apporté quelques modifications à cet état de choses. Le législateur a considéré que le maire et le curé étaient plus en rapport avec la population que le conseil municipal, et que par conséquent ils étaient plus à portée que lui de connaître les besoins moraux et intellectuels des enfants des indigents. C'est pourquoi ils sont appelés seuls à dresser la liste des enfants qui doivent être admis à recevoir l'enseignement gratuit dans les écoles communales. Le conseil municipal n'a plus

qu'à approuver cette liste, mais il ne faudrait pas conclure de là que ce conseil n'a que le choix d'y donner ou d'y refuser son approbation ; il est incontestable que par ce pouvoir d'approbation ledit conseil exerce un véritable contrôle sur le travail présenté par le maire et le curé. Il peut donc ne point se borner à approuver purement et simplement la liste. Le droit qui lui est donné emporte nécessairement celui de la modifier s'il le croit utile, soit par le retrait d'enfants déjà inscrits, soit par l'inscription d'enfants nouveaux. Si tel n'avait pas été l'esprit du législateur, ce n'est pas l'approbation du conseil qu'il eût demandée, mais seulement son avis. Au reste, si le maire et le curé croyaient que le conseil municipal se fût trompé dans son appréciation, rien ne les empêcherait de signaler ses erreurs au préfet qui est chargé par la loi d'arrêter cette liste définitivement.

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Guillemin, l'abbé André, l'abbé Hugoni, Sourdat, Tripet et De Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Juin.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers conformément à l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809. — Voy. nos observations, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques,* vol. 1849, p. 150, et la livraison du mois de janvier 1851, ci-dessus, p. 29; — voy, aussi la livraison de mai 1851, p. 95.

MODÈLES D'ACTES.

BINAGE.

Quelques-uns de nos abonnés dans la paroisse desquels il existe des communes annexes nous ont demandé s'il leur était permis de biner dans ces églises. Nous leur avons répondu que cela se pouvait sans aucune difficulté, toutes les fois que les habitants le réclamaient et que l'évêque diocésain y donnait son autorisation, mais que ce double service dans ces sortes d'églises ne donnait point droit à l'indemnité des 200 fr. du Trésor, parce que cette indemnité n'est allouée qu'aux prêtres qui sont autorisés à biner dans les succursales va-

cantes. Ce dernier point a d'ailleurs été établi dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 199 (1). La dépense de ce service est donc dans ce cas entièrement à la charge directe et personnelle des habitants de la commune annexe. C'est par conséquent à eux à prendre l'initiative à cet égard et à offrir au pasteur de l'église paroissiale à laquelle ils sont réunis pour le culte l'indemnité nécessaire pour qu'il consente à aller célébrer la messe dans l'annexe. Si le curé accepte, il intervient alors, entre lui et ceux des habitants qui veulent contribuer à cette dépense, un traité pour régler les conditions de l'engagement réciproque des parties. C'est le modèle d'un traité de ce genre que nous donnons ci-après :

Traité entre un curé et les habitants d'une annexe pour la célébration de l'office divin dans cette annexe, et l'indemnité due à raison de ce service.

Les soussignés,

M. l'abbé N..., desservant de la paroisse de..., canton de..., département de..., y demeurant, d'une part ;

Et 1° M. A..., propriétaire, cultivateur ; 2° M. B..., fermier ; 3° M. C..., jardinier ; 4° M. D..., journalier ; tous demeurant dans la commune de...

5° M. E..., avocat ; 6° M. F..., médecin, etc.. demeurant à..., propriétaires dans la commune de..., lesquels, pour l'exécution du présent acte, y font élection de domicile en la demeure de M. B....

Tous les susnommés n'ayant qu'un seul et même intérêt, d'autre part ;

Ont dit et fait ce qui suit :

Les soussignés, habitants de la commune annexe de..., étant obligés de se transporter à..., chef-lieu de la paroisse, pour assister au service divin, ce qui est pour eux fatigant et onéreux, tant à raison du déplacement et du temps nécessaire pour l'effectuer, que du mauvais état des chemins, etc., etc., ont témoigné à M. N..., leur pasteur, le désir qu'ils auraient d'obtenir de lui qu'il vînt chaque dimanche et fête célébrer la messe à....

La célébration de cette messe hors du chef-lieu paroissial étant entièrement en dehors des devoirs de M. l'abbé N..., comme desservant de la paroisse de..., et devant, en outre, entraîner pour lui un déplacement fréquent, dispendieux et pénible, les susdits proprié-

---

(1) Nous avons publié l'année dernière (vol. 1850, p. 197) un article développé sur le binage, et donné en même temps le modèle de l'attestation à produire tous les six mois par le prêtre bineur pour recevoir l'indemnité de 200 fr. sur les fonds de l'Etat.

taires et habitants de..., ont reconnu qu'il était juste et nécessaire, de leur part, d'allouer à M. l'abbé N... une indemnité pour ce double et laborieux service.

D'après cet exposé, M. l'abbé N.... et les propriétaires et habitants de..., susdits et soussignés, ont arrêté les conventions suivantes :

Art. 1er. M. l'abbé N... accepte l'engagement de venir tous les dimanches et fêtes obligatoires célébrer la messe dans la commune de...

Art. 2. Comme indemnité de déplacement, les propriétaires et habitants de..., susdits et soussignés, s'engagent à payer annuellement, solidairement et régulièrement, à M. l'abbé N..., la somme de...

Art. 3. Cette somme sera payée à M. l'abbé N..., à son domicile, en argent et en deux paiements égaux, de six mois en six mois, et d'avance.

Art. 3. La somme de..., donnée à titre d'indemnité, sera fournie par les propriétaires et habitants soussignés, entre eux de la manière suivante :

M. A... (noms, prénoms et qualités des signataires) 10 fr.

M. B... 5 fr.

Art. 5. Le présent traité est fait pour neuf années ; toutefois il cessera d'avoir son effet en cas d'opposition de la part de l'autorité diocésaine à son exécution, en cas de translation de M. l'abbé N... à un nouvel emploi ecclésiastique ou de tout autre empêchement de sa part de l'exécuter, ou enfin en cas de défaut de paiement intégral et régulier, à l'un des termes ci-dessus fixés, de l'indemnité stipulée.

Fait et signé à..., le..., mil huit cent cinquante..., en deux originaux, dont l'un pour M. N..., et l'autre pour tous les autres contractants, lequel demeure déposé entre les mains de M. A..., l'un d'eux.

Approuvé l'écriture ci-dessus.

(*Signatures.*)

Chronique.

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

Mgr Pallu du Parc, évêque de Blois, préconisé dans le consistoire du 17 février dernier, a été sacré le 1er mai dans la cathédrale de La Rochelle, par Mgr Villecourt, évêque de cette ville, assisté de Mgr Jacquemet, évêque de Nantes, et de Mgr Pie, évêque de Poitiers. Toute la population de La Rochelle assistait à cette imposante cérémonie.

Le prélat a fait, le 8 de ce mois, son entrée solennelle dans sa ville épiscopale. C'est M. l'abbé Doré, vicaire-général, qui a complimenté Sa Grandeur, au nom du chapitre.

—Le rit parisien, que Mgr Chaffois avait introduit avec quelques légères modifications dans le diocèse de Nîmes, vient d'y être supprimé par Mgr Cart, qui lui a substitué le rit romain. Cette mesure, depuis longtemps réclamée par le clergé de Nîmes, qui en avait fait à plusieurs reprises l'objet de nombreuses instances, n'est, du reste, que la mise à exécution d'un décret du concile provincial d'Avignon.

—Par arrêté en date du 1er mai, le conseil supérieur de l'instruction publique est convoqué en session ordinaire pour le 19 courant. Cette session durera un mois.

—Il a été créé, à Rome, au sein de la congrégation du concile une congrégation spéciale pour la révision des conciles provinciaux. S. E. le cardinal Maï, qui est préfet de la congrégation du concile, est aussi préfet de la congrégation spéciale.

Une autre congrégation extraordinaire sur l'état des réguliers a été formée par ordre du Souverain-Pontife. Elle se compose également de six cardinaux et de Mgr André Bizarri, secrétaire. Cette congrégation est chargée de prendre des informations sur la situation morale et disciplinaire des diverses communautés religieuses, et de proposer à Sa Sainteté les réformes et toutes les mesures qui seront jugées opportunes et nécessaires pour raviver la primitive observance.

—Le R. P. Joseph Marchi, de la compagnie de Jésus, conservateur des Catacombes, a fait et fait encore de temprs en temps, dans ces vénérables hypogées, de précieuses découvertes de peintures, de colonnes funéraires, d'urnes, d'inscriptions, etc. On donne comme arrêté le projet de fonder dans le grand palais de Latran un *musée* exclusivement *chrétien*, où seraient réunis tous les objets du genre que nous venons d'indiquer. Plusieurs des peintures et inscriptions récemment découvertes sont d'irrécusables confirmations de certains points de doctrine de notre sainte religion et de certains rites de l'Eglise primitive. Ces découvertes ont donc de l'importance sous le rapport théologique autant que sous le rapport archéologique.

Jurisprudence.

FABRIQUES.—VICAIRES.—TRAITEMENT.—SUBVENTION COMMUNALE.—REFUS.—INSCRIPTION D'OFFICE PAR LE PRÉFET.—RECOURS.

Quand deux vicariats sont régulièrement établis dans une paroisse, et qu'il est constaté que la fabrique manque des ressources suffisantes pour subvenir au traitement de l'un des vicaires, ce traitement est à la charge de la commune ; et pour s'affranchir de l'obligation de le payer, il ne suffit pas que cette commune allègue d'une manière générale et sans énonciation particulière que le budget de la fabrique est chargé de plusieurs articles de dépenses purement facultatives dont la suppression permettrait de pourvoir au traitement du vicaire.

Dans ce cas, le préfet a pu valablement inscrire d'office au budget municipal la subvention demandée par la fabrique, et lorsque, après cette inscription, le même fonctionnaire a émis l'avis qu'il y avait lieu de l'y maintenir, la commune n'est pas recevable à se pourvoir devant le ministre contre son arrêté.

En semblable matière, ce n'est que lorsque l'évêque et le préfet ne sont pas du même avis qu'il est nécessaire de faire statuer sur le différend par un décret. (Art. 97 du décret du 30 déc. 1809.)

Ces propositions ont été consacrées par la lettre ci-après de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à M, le préfet du Var, en date du 2 mars 1850 :

Paris, le 2 mars 1850.

Monsieur le préfet, par arrêté pris en conseil de préfecture, le 10 octobre 1849, vous avez ouvert d'office, par addition au budget de la commune du Luc pour 1849, un crédit de la somme de 250 fr. affecté au paiement du traitement de l'un des vicaires.

De son côté, le conseil municipal du Luc a chargé le maire de cette commune de se pourvoir auprès de M. le ministre de l'intérieur contre cet arrêté. Sa délibération, en date du 11 novembre suivant, est motivée sur ce que les ressources de la fabrique seraient suffisantes pour le paiement de ses dépenses ordinaires, et qu'il suffirait de supprimer quelques articles de dépenses purement facultatives pour faire disparaître le déficit de son budget.

Le 15 novembre dernier, vous avez émis l'avis qu'il y a lieu de

maintenir la dépense dont il s'agit à la charge de la caisse municipale.

La persistance du conseil municipal n'est pas justifiée et son pourvoi n'est pas même admissible.

En effet, aux termes du décret du 30 décembre 1809 et des lois des 14 février 1810 et 18 juillet 1837, il doit être pourvu aux besoins quelconques du service paroissial par les fabriques, et subsidiairement par les communes.

Si le conseil municipal est d'avis de demander une réduction *sur quelques articles* de dépense de la célébration du culte, sa délibération doit, suivant l'art. 96 du décret de 1809 précité, en *porter les motifs.*

Enfin, il résulte de l'art. 97 du même décret que ce n'est que lorsque l'évêque et le préfet ne sont pas du même avis qu'il y a lieu de faire statuer sur le différend par un décret.

En fait, le conseil municipal du Luc n'a pas contesté l'utilité de la dépense à laquelle s'applique le crédit que vous avez cru devoir inscrire d'office; d'ailleurs les vicariats existant au Luc ont été régulièrement établis. Le conseil s'est borné à déclarer d'une manière générale et sans énonciation particulière que le budget de la fabrique était chargé de plusieurs articles de dépenses purement facultatives dont la suppression permettrait de pourvoir au traitement du vicaire. Or, il est certain que cette énonciation vague ne satisfait pas aux prescriptions du décret réglementaire qui exigent l'indication des articles à supprimer avec l'énonciation des motifs de la suppression. Sous ce premier rapport, la résistance du conseil municipal n'est donc pas justifiée.

D'un autre côté, le conseil municipal prétend qu'il ne résulte pas des comptes et budgets de cet établissement religieux que ses ressources soient insuffisantes, puisque les résultats de ces comptes donneraient un excédant de recettes.

Vous avez reconnu, Monsieur le Préfet, dans votre arrêté du 10 octobre, que la fabrique est hors d'état de payer le traitement des deux vicaires. Les budgets de cet établissement d'ailleurs le prouvent. Celui de 1847 présente un déficit de 390 fr., et celui de 1849 un autre déficit de 98 fr. Ainsi l'insuffisance des ressources est constatée.

Enfin votre avis n'étant pas contraire à celui de l'évêque, le pourvoi du conseil municipal n'est pas recevable ; il y a lieu par conséquent de maintenir au budget de la commune la dépense

obligatoire que vous y avez inscrite d'office en vertu de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837.

En conséquence, j'ai l'honneur, Monsieur le Préfet, de vous renvoyer ci-joint le dossier de cette affaire.

(*Lettre du Ministre de l'instruction publique et des Cultes* (M. de Parieu), *à M. le préfet du Var, du* 2 *mars* 18[illegible]0.)

Questions proposées.

CURÉS ET DESSERVANTS. — LEGS A CHARGE DE MESSES. — CHANGEMENT. — BÉNÉFICE.

Lorsqu'un legs à charge de messes est fait au profit du curé qui desservira telle église, à l'époque du décès du testateur, *si le titulaire de cette église, après avoir accepté provisoirement ce legs, vient à être changé avant que le gouvernement ait accordé l'autorisation de l'accepter, est-ce le curé actuel qui doit recevoir la somme léguée, ou bien est-ce celui qui était curé au moment de la mort du testateur, et qui a rempli les formalités de l'acceptation provisoire?*

Cette question, qui nous a été soumise par M. l'abbé Rabotin, chanoine honoraire, secrétaire de l'évêché d'Orléans, est née à l'occasion des faits suivants :

Au mois de novembre 1847, mourut à Neuville-aux-Bois une personne qui légua à M. le curé de Neuville une somme de cinq cents francs; son testament est conçu en ces termes :

« Je donne et lègue à M. le curé de Neuville, c'est-à-dire, à « celui qui sera le desservant à l'époque de mon décès, une « somme de cinq cents francs, à la charge, par lui, de me dire « des messes. »

Celui qui était curé de Neuville en 1847, accepta provisoirement, et demanda au gouvernement l'autorisation d'accepter définitivement. Cette autorisation d'accepter définitivement ne fut accordée qu'au mois de mars 1851. Dans l'intervalle qui s'écoula de 1847 à 1851, le curé de Neuville fut changé et remplacé le 4 janvier 1849.

Le conseil estime que le curé actuel de Neuville-les-Bois est seul apte à recueillir le montant de la somme léguée.

En effet, il s'agit bien évidemment dans l'espèce d'un legs fait, non pas directement à la personne, mais bien à la fonction du titulaire de l'église dans laquelle seront célébrés les services religieux. Or, par la détermination de l'église dans laquelle ces services doivent être acquittés, le testateur a suffisamment désigné le titulaire qui doit profiter de sa libéralité. Ce ne peut être le curé du moment du décès, puisque, d'une part, il n'est plus revêtu du titre ecclésiastique qui a été institué, et que, de l'autre, il n'a point exécuté les charges pieuses imposées au legs. C'est donc le titulaire actuel qui recevra ce legs, comme c'est à lui qu'incombe aussi par suite la charge des prières demandées par le testateur.

CAISSES DE RETRAITE POUR LA VIEILLESSE. — CURÉS ET DESSERVANTS.

Les prêtres peuvent-ils profiter du bénéfice de la caisse de retraite créée par la loi du 18 *juin* 1850, *en se conformant d'ailleurs aux prescriptions de ladite loi?*

Cela ne nous paraît point douteux, en présence des termes dans lesquels la loi du 18 juin 1850 est conçue (1). Cette loi porte en effet, en son article 1er, cette disposition générale : « Il « est crée, sous la garantie de l'État, une caisse de retraites ou « rentes viagères pour *la vieillesse.* »

Et son article 4 ajoute cette autre disposition : « Les verse- « ments peuvent être faits au profit de *toute personne* âgée de « plus de trois ans. »

Or, il est incontestable, d'après ces textes, que les ecclésiastiques peuvent comme *toute personne* profiter des avantages de la caisse de retraites établie pour la vieillesse. Sans doute, les premières études et les premiers projets sur cette matière se reportaient spécialement sur la classe ouvrière; mais la pensée du législateur s'est agrandie, et elle a voulu embrasser, non pas seulement une classe de personnes, maise ncore toutes celles qui n'ayant point une fortune assurée pour leur vieillesse, veulent se préparer avec leurs économies des ressources pour le temps où

---

(1) Voy., ci-après, le texte de cette loi, ainsi que les actes publiés par l'autorité civile pour faciliter son exécution.

elles ne pourront plus vaquer à leurs occupations ordinaires et se procurer le nécessaire.

JARDIN. — TERRAIN COMMUNAL — COMMUNE. — ALIÉNATION. — ARBRES. — JOUISSANCE.

Lorsqu'un terrain communal a été affecté au jardin du presbytère, la commune peut-elle s'en emparer quand bon lui semble, et l'aliéner en tout ou en partie ?

Dans le cas où la jouissance en serait laissée au curé, serait-ce à la fabrique ou à la commune à vendre certains arbres jugés inutiles ou nuisibles à la propriété presbytérale ?

En cas de vente de ces arbres, à qui doit en revenir le prix ?

1° La première de ces questions doit être résolue d'après la distinction suivante :

Ou le terrain dont il s'agit a été affecté administrativement à l'usage du jardin presbytéral, ou bien cette affectation légale n'a point été faite, et le terrain, quoique la jouissance en ait été laissée au curé ou à ses vicaires, est toujours resté à la disposition de la commune.

Dans le premier cas, il y a lieu d'appliquer les principes énoncés dans le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, pag. 206 et 345 ; c'est-à-dire, que la commune ne peut s'emparer arbitrairement et sans formalité du jardin presbytéral. Il ne lui est pas plus permis d'enlever au curé tout ou partie de ce jardin, qu'il ne lui est permis d'enlever tout ou partie du presbytère lui-même. L'un et l'autre ont une destination spéciale, qu'il n'appartient point au conseil municipal de changer et de modifier à son gré (*Décision ministérielle* du 24 août 1806). Il s'ensuit que bien que la commune soit propriétaire du terrain, elle ne peut s'en approprier l'usufruit, le louer ou l'aliéner, sans avoir pris préalablement l'avis de l'évêque, celui du préfet, et sans y avoir été dûment autorisée par le gouvernement.

Il est vrai que des autorisations de ce genre ont été souvent accordées au préjudice des curés. Cela se conçoit jusqu'à un certain point, lorsque l'enclos presbytéral dépasse les limites d'un simple jardin ; lorsque l'aliénation est d'une absolue nécessité pour la commune, et que la distraction peut avoir lieu sans inconvénient pour le pasteur ; enfin, lorsqu'un autre terrain d'une

grandeur suffisante est offert en compensation de celui dans la possession duquel la commune demande à rentrer: mais en l'absence de ces circonstances, l'autorisation du gouvernement n'est pas ordinairement donnée.

Dans le second cas, c'est-à-dire lorsque le terrain dont jouit le curé n'a aucune affectation légale, la commune est libre de s'en remettre en possession quand bon lui semble ; elle n'est liée par aucun acte administratif, elle est seulement tenue de fournir au curé un autre jardin en remplacement de celui qu'elle croit devoir lui enlever.

Enfin, si ce terrain avait été abandonné au curé en sus du jardin presbytéral, la commune aurait encore le droit de le reprendre, de le louer ou de l'aliéner sans compensation aucune pour le pasteur, parce que ce terrain ne lui est pas dû indépendamment du jardin.

2° La question de savoir, si, au cas où la jouissance de ce terrain serait laissée au curé, ce serait à la fabrique ou à la commune à vendre les arbres inutiles ou nuisibles à la propriété, doit être décidée en ce sens, que c'est à la commune qu'appartient le droit dont il s'agit. En effet, la vente de ces arbres n'est point un simple acte d'administration, c'est un acte de propriété. On comprend très-bien que la fabrique ne puisse pas le faire puisqu'elle n'est pas propriétaire. Le curé lui-même ne saurait avoir plus de droit, sa jouissance se réduisant, dans l'intérêt de ses successeurs, en quelque sorte, à celle d'un simple usager. C'est donc à la commune propriétaire du sol qu'il appartient de vendre ces arbres.

3° Quant à la question de savoir à qui doit revenir le prix de la vente, elle est suffisamment résolue par ce qui précède. La commune étant propriétaire, elle seule peut être autorisée à aliéner soit le sol lui-même, soit ce qui tient au sol ; il devient alors clair que le produit de cette aliénation lui appartient. Ces arbres sont en effet, une partie de la propriété, et pour la vente desquels il faut remplir les mêmes formalités que pour le terrain lui-même. Or, si la commune est appelée seule à profiter du produit de la vente d'une partie du sol, il s'ensuit qu'elle a seule droit au prix de la vente de ces arbres.

(*Consultants*. MM Corby, curé dans le diocèse d'Angoulême; Dubois, curé dans le diocèse de Saint-Brieuc; le Potvin, curé dans le diocèse de Vannes.)

CIERGES. — ENTERREMENTS ET SERVICES FUNÈBRES. — DROITS DE LA FABRIQUE ET DU CURÉ. — CIERGES OFFERTS POUR LES ANNUELS.

Lorsque, pour les enterrements et services funèbres, les familles des défunts ne font aucune fourniture de cierges en nature, mais qu'elles paient à la fabrique une certaine somme proportionnée à la quantité des cierges fournis par elle, le curé a-t-il quelque droit à exercer soit sur cette somme, soit sur la cire qui peut rester après la cérémonie?

Peut-il réclamer le droit de fournir la moitié des cierges demandés, pour avoir droit à la moitié du produit?

Les cierges délivrés pour les annuels doivent-ils, après le service, être partagés par moitié entre le curé et la fabrique, comme le sont ceux offerts pour les enterrements et services funèbres?

I.

Sur la première et sur la deuxième question, le consultant nous expose que, dans quelques paroisses de son diocèse, les familles des défunts n'offrent point de fourniture de cierges pour les services du bout de l'an et autres, mais qu'elles paient à la fabrique une somme déterminée pour la cire qu'on doit brûler, et qui est proportionnée au nombre et à la grandeur des cierges demandés. Or, là-dessus, ajoute le consultant, il n'y a pas de règle fixe. Ici, c'est le curé qui fournit les cierges pour les services et qui perçoit cette rétribution; là c'est la fabrique qui la fait, et le curé n'y entre pour rien. Ailleurs c'est le curé et la fabrique qui fournissent ces cierges par moitié, et partagent la somme reçue des familles.

Il est certain que cet usage de ne pas obliger les familles à fournir une nouvelle garniture de cierges pour les services qu'elles demandent est établi en leur faveur, et pour qu'elles puissent plus facilement faire rendre à leurs membres décédés les honneurs funèbres qu'elles désirent. Mais il n'en est pas moins vrai que cet usage est également préjudiciable à la fabrique et au curé, puisque d'après les règlements en vigueur la cire provenant de ces services doit être partagée entre eux. On ne peut nier non plus que la rétribution offerte est supérieure à la cire brûlée, et qu'au fond, il y a toujours un certain bénéfice pour la fabrique.

Or, quelle conduite doit tenir le curé dans ce cas? Doit-il laisser fournir à la fabrique, ainsi qu'elle en a le droit, la totalité des cierges, et recueillir le prix en résultant? Ou bien peut-il réclamer la moitié de la fourniture, pour avoir part à la moitié du produit?

1° En ce qui touche la première question :

Nous avons exposé l'année dernière les règles tracées par les règlements sur l'attribution des cierges offerts aux enterrements et services funèbres. (Voy. vol. 1850, p. 252.) Ces cierges, à l'exception de ceux qui sont portés par le clergé et qui lui appartiennent, sont après la cérémonie partagés par moitié entre la fabrique et les membres du clergé qui y ont droit. (Décret du 26 décembre 1813 (1)). Or, tout usage ou toute convention qui tend à porter atteinte à ce principe et à en rendre l'application impossible, soit au préjudice de la fabrique, soit au désavantage du curé, est mauvais et doit être réprimé.

Nous n'hésitons pas à dire que, dans l'espèce, le curé est fondé à se plaindre de l'usage qui attribue à la fabrique non pas la totalité de la somme donnée par la famille, mais bien la totalité de ce qui reste des cierges après la cérémonie. La somme donnée par la famille représente le prix ou la valeur des cierges fournis, elle est acquise à la fabrique intégralement, car aucun règlement n'a autorisé les curés à participer aux bénéfices pouvant résulter du prix de la cire. Mais les cierges qui restent après le service ont reçu par la loi une autre destination. Ils n'appartiennent plus à la fabrique seule, et le curé, d'après le décret du 26 décembre 1813, a le droit d'en revendiquer la moitié. On comprend très-bien qu'il n'y a ici aucune distinction à faire entre le cas où c'est la famille du défunt qui fournit cette cire en nature, et celui où cette fourniture est faite par la fabrique elle-même moyennant un prix convenu. Que la famille donne une somme d'argent au lieu d'une certaine quantité de cierges, peu importe. Ce qui n'est pas indifférent, c'est que la somme donnée représente au moins la valeur de la cire fournie, et qu'après la cérémonie, il en reste encore un certain poids. Or, c'est ce reste qui constitue le bénéfice de la fabrique et du curé. S'il n'en existe point, tout est dit ; la fabrique garde la somme qui lui a été payée et le curé n'a rien.

---

(1) Voy. le texte de ce décret dans le *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol. 1850, p. 252, et dans le *Cours de législation* de M. l'abbé André, v° *Cierges*.

Mais s'il en existe un, quelque minime qu'il soit, la moitié en appartient incontestablement au curé.

Au surplus, ce que nous venons de dire pour les droits du curé, nous le disons pour ceux de la fabrique, pour le cas où c'est le curé qui fournit les cierges et qui perçoit seul, sans indemnité pour elle, toute la somme payée par les familles en même temps que le reste de la cire. Cet usage n'est pas moins contraire aux règlements que le premier, et il appartient certainement à la fabrique de le corriger, en rentrant sous l'application pure et simple du décret précité du 26 décembre 1813.

En ce qui touche le point de savoir si le curé peut réclamer le droit de fournir la moitié de la cire pour avoir part à la moitié du produit :

Le curé ne le peut pas. Aucune loi ne lui accorde ce droit. C'est à la famille ou à la fabrique seule à fournir les cierges qui sont nécessaires pour le service.

Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas intervenir entre la fabrique et le curé un arrangement par suite duquel celui-ci sera chargé du luminaire pour toutes les cérémonies et percevra pour lui seul les sommes données par les familles et l'excédant de la cire, après le service, s'il y en a. Cet arrangement est assurément possible, mais nous ne le concevons que lorsqu'il est fait dans le but de simplifier la comptabilité et lorsque la fabrique trouve d'ailleurs dans l'abandon de quelque autre droit fait par le curé, ou dans la décharge de certaines dépenses, la compensation de ce qu'elle a elle-même abandonné.

Au reste, si quand la fabrique entend user de son privilége, le curé ne peut en rien coopérer à la fourniture des cierges, s'il ne peut prétendre aucun droit sur la somme payée par la famille, il jouit toujours, comme dans le cas précédent, du droit de participer au partage de ceux qui restent après la cérémonie.

II.

En ce qui concerne l'attribution des cierges délivrés pour les annuels :

On donne le nom d'*annuels* aux messes que l'on fait célébrer chaque année, ou chaque semaine, ou chaque jour d'une année, pour une personne décédée ou pour toute autre cause.

Anciennement, les familles avaient coutume de faire, le jour de l'anniversaire de la mort de leurs parents décédés, des offrandes à l'église. Cet anniversaire était appelé *un jour d'an*, et l'on y

célébrait la messe avec grande solennité. (Voy. l'*Ancien Sacramentaire*, par Grandcolas, part. I, p. 259.) Cet usage s'est perpétué jusqu'à nous, et aujourd'hui encore ces services sont l'occasion d'offrandes (ou *annuelles*) que les familles s'empressent de faire indépendamment de la rétribution même qui est ordinairement attachée à l'exécution de la fondation.

Le décret du 30 décembre 1809 contient deux dispositions concernant les annuels ; la première est relative à l'attribution de l'honoraire attaché à l'exécution de l'annuel, et la dernière à l'attribution des cierges offerts par les familles pour la célébration de ce service.

Voici les termes de l'une et de l'autre :

Art. 31. « Les *annuels* auxquels les fondateurs ont attaché « des honoraires, et généralement tous les annuels emportant « une rétribution quelconque, seront donnés de préférence aux « vicaires, et ne pourront être acquittés qu'à leur défaut par les « prêtres habitués ou autres ecclésiastiques, à moins qu'il n'en « ait été autrement ordonné par les fondateurs. »

Art. 76. « Le trésorier portera parmi les recettes en nature « les cierges offerts sur les pains bénits, ou *délivrés pour les an-* « *nuels*, et ceux qui, dans les enterrements et services funèbres, « appartiennent à la fabrique.»

La question proposée se trouve résolue par ce dernier article qui attribue à la fabrique seule les cierges délivrés pour les *annuels*. Le curé n'a donc aucun droit à prétendre sur ces cierges.

Ainsi, si les parents du défunt les fournissent, c'est à la fabrique qu'appartient tout ce qui reste après le service. Si les parents, au lieu de faire cette fourniture, préfèrent qu'elle soit faite par la fabrique moyennant une somme déterminée, c'est un arrangement très-licite, mais la fabrique n'en profite pas moins seule et de cette somme et de l'excédant des cierges.

Le curé ne peut pas invoquer ici le décret du 26 déc. 1813, qui ne s'est point occupé des cierges délivrés pour les annuels, et qui n'a d'application qu'en matière de cierges offerts aux enterrements et services funèbres. Il perçoit seulement la rétribution attachée à l'exécution du service religieux, selon qu'elle se trouve portée au titre constitutif de la fondation ; et dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par le fondateur, il doit recevoir la taxe ordinaire fixée par le rituel du diocèse.

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Masson, l'abbé André, Sourdat, Suvigny, Tripet et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Juillet.

Nous rappelons à MM. les membres des conseils de fabrique qu'aux termes de l'art. 10 du décret du 30 déc. 1809, ils doivent se réunir en session ordinaire le premier dimanche du mois de juillet. Le jour de cette réunion est, cette année, le 6 juillet.

Les règles générales applicables à toutes les séances ordinaires des conseils de fabrique ont été exposées dans notre livraison de mars 1849, p. 79 et suiv., et nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter. MM. les fabriciens trouveront aussi dans notre livraison du mois de septembre de la même année (vol. 1849, p. 284) un modèle de procès-verbal de séance ordinaire.

Il faut, autant que possible, que le conseil et le bureau soient toujours au complet, afin que leurs délibérations ne soient jamais interrompues par le défaut des membres. Par conséquent, lorsque dans l'intervalle d'une séance à une autre il arrive une vacance par mort ou par démission, soit dans le conseil, soit dans le bureau, il doit être pourvu au remplacement à la première séance qui suit la vacance. Cette règle est prescrite par l'art. 3 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, et a été rappelée dans un grand nombre de décisions ministérielles et entre autres dans celle du 18 février 1812, qui est citée dans le Recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 400. Les conseils de fabrique aviseront donc à remplacer s'il y a lieu ceux de leurs membres, soit simples fabriciens, soit marguilliers, qui seraient décédés ou qui se seraient démis de leurs fonctions.

En délibérant sur les propositions qui pourront leur être faites dans l'intérêt de l'église et de la fabrique, ils se rappelleront que les fabriques qui n'ont pas les ressources suffisantes pour couvrir leurs dépenses, et qui sont par conséquent obligées de demander une subvention à leurs communes, doivent, si elles ne l'ont déjà fait à la fin d'avril ou au commencement de mai, s'empresser d'adresser leur demande à cet égard, accompagnée de leur compte et de leur budget, soit au sous-préfet, soit directement au maire, afin que les conseils municipaux puissent en délibérer au commencement du mois d'août, époque à laquelle ces derniers conseils se réu-

nissent en session ordinaire. (Voy. nos observations à ce sujet, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 177 et 178.)

Nous rappellerons aussi que les membres du bureau des marguilliers ont à se réunir dans le cours du même mois, conformément à l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809. L'objet de cette réunion a également été précédemment indiqué. Les Marguilliers doivent y procéder à la signature et au dépôt dans la caisse à trois clefs du bordereau trimestriel de la situation active et passive de la fabrique présenté par le trésorier (art 34 du décret précité), et à l'évaluation des dépenses du trimestre qui va commencer, à la formation du fonds de roulement ou au versement à la même caisse de l'excédant (art. 34 et 35, même décret); au compte-rendu, à l'affichage, et à l'exécution des fondations (article 26 du même décret.)—(Voy. sur ces diverses opérations le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 179, et vol. 1850, p. 261.)

Chronique.

Nouvelles lois d'un intérêt général votées par l'Assemblée législative (extrait du *Moniteur*).

Loi relative au chemin de fer de l'Ouest (13 mai);—Loi qui modifie l'arrêté du 9 frim. an XII, en ce qui concerne les avances aux ouvriers (14 mai);—Loi qui ouvre sur l'exercice 1851 un crédit extraordinaire de 33.339 fr. 47 cent. pour le monument à élever à la mémoire de l'archevêque de Paris, et annulle pareille somme au budget de l'exercice 1850 (15 mai ;—Loi relative aux demandes de crédits supplémentaires et extraordinaires (16 mai);—Loi relative à la convention de poste conclue, le 15 mai 1851, entre la France et la Toscane (20 mai);—Loi sur la police du roulage et des messageries publiques (30 mai);—Loi sur les ventes publiques, volontaires, de fruits et de récoltes pendants par racines, et des coupes de bois taillis (5 juin);—Loi qui ajourne les élections des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux, jusqu'à la promulgation des lois organiques qui les concernent (14 juin);—Loi sur la convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 5 novembre 1850, conclue, le 20 mai 1851, entre la France et la Sardaigne (17 juin).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Ont été nommés aux fonctions de vicaire général : M. l'abbé Sermand, pour le diocèse d'Avignon; MM. les abbés Doré et Thoré, anciens vicaires généraux à Blois, pour le diocèse de ce nom; M. l'abbé Fauveau, ancien supérieur ecclésiastique de la Martinique, pour le diocèse du Fort-de-France de la Martinique; M. l'abbé Dumas, supérieur du petit séminaire de Pamiers, membre du conseil académique, pour ce diocèse.

—La cure de Saint-Sulpice, à Paris, est confiée désormais à MM. les Sulpiciens. C'est M. l'abbé Hamon, supérieur du séminaire de Bordeaux qui a été investi du titre de cette importante paroisse.

—Mgr Antoine-Jacques de Chamon, évêque de Saint-Claude, a rendu son âme à Dieu le 23 mai, après de longues et cruelles souffrances qu'il a supportées avec une patience et une résignation bien dignes de cet esprit de foi si vive et si pure dont il n'a cessé de donner des preuves. Mgr de Chamon était né à Bulgnéville (Vosges), le 25 juillet 1767. Il avait été nommé à l'évêché de Saint-Claude par ordonnance royale du 13 janvier 1823, préconisé le 16 mai et sacré le 13 juillet de la même année.

Les obsèques du prélat ont eu lieu le 4 du courant. Mgr Marilley, évêque de Lausanne et de Genève, réfugié en France, présidait à la cérémonie.

Le chapitre de Saint-Claude a nommé pour vicaires-capitulaires, pendant la vacance du siége, MM. Ferroul de Montgaillard et Girod, ancien vicaires-généraux de Mgr de Chamon.

—Mgr Sibour vient d'adresser aux fidèles de son diocèse un mandement ayant pour but de développer et de confirmer le décret du concile de Paris contre les erreurs de ceux qui affirment que les individus et les familles ne peuvent posséder justement et licitement des biens en propre et que les lois civiles qui protégent la propriété établissent, par cela même, l'injustice et la tyrannie.

Mgr l'archevêque, après avoir fait un tableau rapide et saisissant du mal qui dévore la société et menace de la faire périr, se hâte de chercher le remède : il le trouve naturellement dans la religion, cette pierre angulaire de la justice et de la charité, premier fondement de l'ordre social.

Le second élément de la société, c'est la famille; le troisième, c'est la propriété. Ces divers points sont traités avec la supériorité de talent qui caractérise tous les écrits de Mgr Sibour. On peut dire, à bon droit, que le mandement que nous enregistrons est un véritable traité sur le travail et la propriété.

—Les trappistes d'Aiguebelles viennent d'établir une nouvelle maison de leur ordre, sous le nom de Notre-Dame-des-Neiges, dans la paroisse de Saint-Laurent-les-Bains, aux limites de la Haute-Loire et de la Lozère.

—Les évêques des États sardes ont reçu une circulaire du ministre de l'instruction publique de Turin, dans laquelle ce fonctionnaire leur enjoignait de soumettre l'enseignement de leurs séminaires à l'État, sous peine, en cas de refus, de voir l'État supprimer les allocations payées jusqu'à ce jour pour le traitement de quelques professeurs Les évêques de la province de Turin ont répondu qu'ils espéraient que le parlement, en changeant les plans du ministère, adopterait quelque mesure qui tout-à-la-fois sauverait les droits de l'épiscopat et pourvoirait aux besoins des séminaires, et qu'en tout

cas ils étaient prêts à tout sacrifier plutôt que de trahir leur devoir et leur droit.

La réponse des évêques de la province de Savoie est empreinte du même caractère de fermeté.

Actes officiels.

ÉVÊCHÉS DES COLONIES.

ORGANISATION.

Décret relatif à l'organisation des Évêchés de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion (du 3 février 1851) (1).

Le Président de la République,—vu les décrets des 22 juin et 12 juillet 1850, portant nomination des évêques destinés pour les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion (2), et le décret du 6 novembre 1850 qui statue sur le traitement et les autres allocations attribuées aux évêques desdites colonies 3) ;—vu les décrets du 18 décembre 1850, portant publication en France des bulles du Saint-Siége relatives à l'érection et à la circonscription des trois évêchés coloniaux et à l'institution canonique des évêques ;—vu les lois et règlements en vigueur en France relativement à l'organisation et à l'exercice du culte catholique ;—vu l'art. 3, paragraphe 1er de la loi du 24 avril 1833 ;—de l'avis du ministre de l'instruction publique et des cultes, et sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

Décrète ce qui suit :

Art 1er. Les évêchés des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion sont organisés conformément aux lois canoniques et civiles et aux autres actes appliqués en France.

---

(1) Voyez ce que nous avons dit touchant l'ancienne organisation ecclésiastique dans les colonies, *Bulletin des Lois civiles Ecclésiastiques*, vol. 1850, pag. 166. Voyez aussi la livraison d'avril 1851, du même Recueil, ci-dessus, pag. 100.

(2) Voy. le *Bulletin des Lois civ. eccl.*, vol 1850, p. 183 et 203.

(3) Voici le texte de ce décret : « Le président de la République, etc ;—Considérant qu'il y a lieu de pourvoir par urgence aux frais extraordinaires relatifs à l'institution d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et sur l'avis du conseil des ministres, décrète :

« Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1850, un crédit extraordinaire de quatre-vingt-treize mille francs, destinés à pourvoir à l'acquittement des dépenses urgentes rendues nécessaires par l'installation prochaine des évêques désignés pour les colonies.—Ce crédit sera classé dans le budget du département de la marine (*Service colonial*), au chapitre III (*Service général des colonies*).

2. La formation des chapitres cathédraux et celle des grands et petits séminaires dans les trois colonies auront lieu ultérieurement, dès que les circonstances le permettront et lorsque les dotations nécessaires pourront être faites.

Les écoles secondaires ouvertes par les évêques seront soumises à la seule condition de la surveillance de l'État.

3. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le séminaire du Saint-Esprit, à Paris, servira de grand séminaire commun pour les trois évêchés coloniaux (1).

4. Lorsque les évêques seront en mesure de former des séminaires dans leur diocèse, ils auront droit au montant des bourses ou pensions qui leur seraient attribuées dans le séminaire du Saint-Esprit, sauf réduction proportionnelle de la subvention accordée à cet établissement.

5. Pendant la vacance des siéges, en attendant que l'organisation des chapitres cathédraux permette d'y pourvoir, conformément aux bulles publiées par le décret du 18 décembre 1850 (2), le plus ancien des vicaires généraux, dans chaque diocèse, prendra l'administration du siége vacant.

Cette disposition cessera de plein droit d'être mise à exécution s'il a été institué un évêque-coadjuteur avec future succession.

6. Le vicaire-général qui gouvernera pendant la vacance sera en possession des pouvoirs attribués aux prélats eux-mêmes.

Seulement, il n'aura point droit aux mêmes honneurs et préséances que l'évêque qu'il remplace.

7. Le vicaire général qui administrera le diocèse par suite d'absence de l'évêque ou vacance du siége recevra une indemnité spéciale pour frais de tournées.

8. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé, toutes les paroisses des colonies resteront administrées par des *desservants*.

9. Les ministres du culte ne pourront être suspendus ou révoqués de leurs fonctions que par les évêques.

10. Ils ne pourront être poursuivis devant les tribunaux pour des faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une autorisation préalable du conseil privé.

---

(1) Nous avons dit dans le *Bulletin*, vol. 1850, pag. 167, que les ecclésiastiques envoyés jusqu'à ce jour dans les colonies, soit en qualité de préfets apostoliques, soit comme simples prêtres, appartiennent en général à la congrégation du Saint-Esprit, dont la maison chef-lieu est à Paris. Cela doit être entendu en ce sens, que ces ecclésiastiques ont été formés au séminaire du Saint-Esprit ; mais ils ne font point partie de la congrégation, pas plus que les élèves du séminaire de Saint-Sulpice ne font partie de la communauté de ce nom.

La congrégation du Saint-Esprit n'a que deux missions dans les colonies, l'une à l'île de la Réunion, composée de quatre prêtres, exclusivement adonnés à la moralisation des Noirs affranchis, et une autre qu'elle vient de fonder à Cayenne.

(2) Voyez ci-dessus pag. 100.

11. Aucun prêtre, élève de séminaire, membre de communauté religieuse, ou autre personne placée sous la juridiction épiscopale, ne pourra être renvoyé d'une des colonies que d'accord avec l'évêque.

12. L'évêque traite directement, avec le gouverneur, des affaires de son diocèse.

Il peut déléguer un grand vicaire pour s'entendre sur les détails du service du culte avec l'administration.

13. L'évêque fait, de droit, partie du conseil privé, toutes les fois que le conseil s'occupe d'affaires relatives au culte ou à l'instruction publique. Il y a voix délibérative.

14. Il a la faculté de s'y faire représenter par un de ses grands vicaires qu'il lui appartiendra de désigner. Il pourra toujours, lorsqu'il le jugera nécessaire, se faire accompagner au conseil, d'un de ses grands vicaires. Dans ce cas, celui-ci n'aura que voix consultative.

L'évêque reçoit d'avance communication des questions à traiter, pour qu'il puisse préparer leur examen en ce qui le concerne.

15. L'évêque correspond directement en France avec le Gouvernement.

Toutefois, dans les affaires où l'intervention du gouverneur est requise, l'évêque lui remet copie de sa correspondance.

16. Les évêques font imprimer et publient leurs mandements et lettres pastorales sans avoir besoin de recourir à aucune autorisation.

Ils en remettent deux exemplaires au gouverneur.

17. Ils exercent sur l'impression, la réimpression et la publication des livres d'église, d'heures et de prières, dans leur diocèse, les pouvoirs attribués aux évêques en France par le décret du 7 germ. an XIII (1).

18. Après leur arrivée dans leur diocèse, les évêques pourvoiront à la révision des tarifs concernant les oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements.

Les règlements rédigés par chaque évêque ne seront publiés et mis à exécution qu'après avoir été approuvés par le gouverneur en conseil privé.

19. Le régime des fabriques dans les colonies de la Martinique

---

(1) Il n'est pas inutile de reproduire les termes de ce décret :

« Art. 1er. Les livres d'église, les heures et prières ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les évêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire.

« Les imprimeurs, libraires, qui feraient imprimer, réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793. »

de la Guadeloupe et de la Réunion, est soumis aux dispositions prescrites par le décret du 30 décembre 1809 (1) et par les autres actes qui régissent la matière dans la métropole.

Il sera pourvu à la nomination de nouveaux conseils de fabrique, conformément à l'art. 6 dudit décret.

20. Aucune communauté ou congrégation religieuse ne pourra s'établir dans les colonies sans que l'évêque, d'accord avec le gouverneur, l'ait autorisée provisoirement.

21. Les congrégations et communautés religieuses qui seront dé-

---

(1) Voy. ce décret commenté dans le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 394 et suiv.

Le régime des fabriques à la Guadeloupe et dépendances était réglé par un arrêté du gouverneur de la colonie, en date du 29 septembre 1829. Cet arrêté qui se compose de soixante-seize articles reproduit, en général, les règles tracées par le décret du 30 décembre 1809; mais il contient aussi un certain nombre de dispositions différentes, qu'il n'est pas sans intérêt de citer.

Ainsi d'après cet arrêté, et contrairement à ce qui a lieu en France, les membres des conseils de fabrique étaient nommés par le gouverneur, sur la présentation du directeur général de l'intérieur, et après désignation d'un nombre double de candidats par les conseils municipaux ou assemblées de paroisse, sans participation aucune de l'autorité ecclésiastique (art. 4). — Les fonctions de conseiller de fabrique étant assimilées à celles de tuteur, nulle personne appelée à les remplir ne pouvait faire valoir, pour s'en exempter, d'autres dispenses que celles admises par le Code civil aux articles 427 et suiv., jusques et compris celui 441. — Toute personne dont l'excuse aurait été rejetée était tenue de remplir ses fonctions, si mieux elle n'aimait verser dans la caisse de la fabrique la somme de 300 fr.; faute de quoi, elle était poursuivie pour payer ladite somme à titre d'amende (art. 5). — Les membres du conseil de fabrique étaient exempts du service de la milice pendant la durée de leurs fonctions (art. 13). — A la Pointe-à-Pitre, la fabrique était composée d'un conseil et d'un bureau, comme cela a lieu sous l'empire du décret du 30 décembre 1809; mais dans les autres paroisses où le conseil n'était formé que de trois membres, indépendamment des membres de droit, qui étaient le curé et le président de la ville ou le commandant du quartier, il n'y avait point de bureau, ou pour mieux dire, il était remplacé par un marguillier qui était choisi annuellement par le conseil, dans son sein, et qui, ultérieurement, a été pris en dehors de ses membres (art. 18 et arrêté du 2 juin 1830). — Ce marguillier remplissait ordinairement les fonctions de secrétaire du conseil, mais ces fonctions pouvaient cependant être confiées à un autre, quand le conseil le trouvait convenable (art. 22). — Ses attributions étaient au surplus celles confiées au trésorier par le décret du 30 décembre 1809 (art. 23 et suiv.). — Les quêtes au profit de l'œuvre et de la fabrique devaient être faites par ses soins pendant la grand'messe, les jours de Pâques, de la Pentecôte, de l'Assomption, de la Toussaint, de Noël et de la Fête patronale, comme aussi le premier dimanche de chaque mois; il demeurait responsable de celles qu'il avait négligé de faire faire aux époques fixées, et il était tenu de verser dans la caisse de la fabrique, pour chacune d'elles, un montant égal à la plus forte quête de l'année (art. 32 et 33).

La nomination et la révocation des sacristains, chantres, organistes, sonneurs, suisses, bedeaux et autres serviteurs de l'église, appartenaient toujours au curé sans distinguer, comme cela a lieu en France, entre les paroisses urbaines et les paroisses rurales (art. 29).

La fabrique était tenue de fournir le cimetière, de le clore et entretenir, de donner au curé un presbytère et ses dépendances; de lui fournir, entretenir et remplacer les objets ci-après détaillés et estimés, savoir :

finitivement reconnues par le Gouvernement dans les formes reçues en France jouiront, dans les colonies, des mêmes prérogatives que dans la métropole.

Deux lits montés et garnis chacun d'une paillasse, deux matelas, un traversin, un oreiller, une couverture, à 500 fr. chaque	1,000 fr.
Six paires de draps, 72 aunes, à 5 fr l'aune.	360
Six couverts d'argent, six cuillers à café, deux *idem* à ragoût et une à soupe.	480
Deux douzaines de chaises, à 60 fr.	120
Deux armoires, à 150 fr. l'une.	300
Quatre tables pour chambres et salon, à 40 fr.	160
Une table à manger de 12 à 15 couverts.	300
Pour vaisselle, batterie de cuisine, verres, etc.	400
Pour un cheval sellé et bridé.	1,000
Plus deux domestiques ou la somme nécessaire pour les louer	»
(Art. 34.) Total. . .	4,420 fr.

Le budget de la fabrique devait être soumis annuellement à l'approbation du gouverneur (art. 42).

Les bancs des églises étaient censés vacants et pouvaient être adjugés, non-seulement par le décès du concessionnaire, mais encore par sa retraite volontaire et son changement de domicile dans une autre paroisse, auquel cas, lesdits bancs ne pouvaient, toutefois, être adjugés qu'au bout de six mois de changement de domicile (art. 57).

Les cimetières qui étaient fournis par les fabriques étaient soumis à leur surveillance. C'est à ces administrations qu'était attribué le produit des concessions de terrain pour les tombes de famille (art. 31, 34 et 67).

Avant la révolution du 24 février 1848, les droits à percevoir par les fabriques et par les curés, pour les inhumations, étaient réglés par un arrêté du gouverneur, du 29 septembre 1829; ils le sont aujourd'hui par un nouvel arrêté du 31 octobre 1848, qui a apporté quelques modifications au tarif; en voici le texte :

Art. 1er. Les cérémonies funèbres, les oblations, droits curiaux et de fabrique et tous autres tenant au service du culte, seront réglés dans toutes les paroisses de la colonie d'après les dispositions suivantes :

Enterremens et services de première classe. — Droits de la fabrique : grande tenture, 35 fr.; grande sonnerie, 5 fr.; drap mortuaire, 5 fr.; argenterie, 5 fr.; ouverture de la fosse, 5 fr.; total, 55 fr. — Droits éventuels suivant la présence : le curé, 20 fr.; un vicaire, 10 fr.; diacre, 6 fr.; sous-diacre, 5 fr.; chantre, 5 fr.; sonneur, 4 fr ; sacristain, 2 fr.; suisse, 2 fr.; porte-croix, 1 fr.; thuriféraire, 2 fr.; céroféraires (deux à 1 fr), 2 fr.; chapiers (deux à 2 fr.), 4 fr.; porte-navette, 1 fr.; porte-bénitier, 1 fr.; total : 120 fr.

Enterrements d'enfants au-dessous de douze ans.—Droits de fabrique : sonneur (carillon), ornements d'église, argenterie, 15 fr.; ouverture de la fosse, 3 fr ; total 18 fr.—Droits éventuels suivant la présence : le curé, 10 fr.; vicaire, 5 fr.; chantre, 3 fr.; sacristain, 1 fr. 50 c.; sonneur, 2 fr.; suisse, 1 fr. 50 c.; porte-croix, 1 fr.; thuriféraire, 1 fr.; céroféraires (deux à 50 c.), 1 fr.; porte-navette, 50 c.; porte-bénitier, 50 c.; total 45 fr.

Enterrements et services de deuxième classe. — Droits de fabrique : demi-tenture, grande sonnerie, drap mortuaire, argenterie, 15 fr.; ouverture de la fosse, 4 fr.; total 19 fr. — Droits éventuels suivant la présence : le curé ou le vicaire, 10 fr.; diacre, 4 fr ; sous-diacre, 3 fr.; chantre, 2fr.; sonneur, 2 fr.; sacristain, 2 fr.; suisse, 1 fr.; porte-croix, 50 c.; thuriféraire, 50 c.; céroféraires (deux à 50 c.), 1 fr.; porte-navette, 50 c.; porte-bénitier, 50 c.; total 45 fr.

Enterrements d'enfants.—Droits de fabrique : sonnerie (carillon), 5 fr.;

22. Les honneurs et préséances, en ce qui concerne les évêques, sont déterminés d'après les règles générales en vigueur en France, en vertu du décret du 24 messidor an XII (13 juillet 1804) (1).

Toutefois les dispositions suivantes sont spécialement établies pour les colonies.

23. A l'arrivée de l'évêque dans son diocèse, les honneurs ci-après lui seront rendus :

I. Lorsque le bâtiment que montera l'évêque sera venu au mouillage, le capitaine de port et un officier d'état major de la place, accompagnés du supérieur ecclésiastique actuel de la colonie, se rendront à bord pour régler avec lui l'heure de son débarquement.

II. Au moment où il quittera le bâtiment pour se rendre à terre, il sera salué de cinq coups de canons par la rade, et, à son débarquement, le même salut sera répété par la principale batterie de terre.

III. Le clergé de la ville l'attendra dans le port et le conduira à l'église. La garnison et la milice prendront les armes et seront rangés sur la place qu'il devra traverser.

---

ouverture de la fosse, 3 fr.; total 8 fr. — Droits éventuels suivant la présence : le curé ou le vicaire, 5 fr.; chantre, 2 fr.; sonneur, 2 fr.; sacristain, 1 fr.; porte-croix, 50 c.; thuriféraire. 50 c.; céroféraires (deux à 25 c.), 50 c.; porte-navette, 25 c.; porte-bénitier. 25 c.: total 20 fr.

Art. 2. L'enterrement des pauvres, soit pour les adultes, soit pour les enfants sera en tout semblable au précédent. Il aura lieu gratuitement sur le vu d'un certificat d'indigence délivré par le maire de la commune.

Art. 3. Dans tout enterrement, le nombre des cierges sera déterminé par les parents du défunt. Ils seront fournis par la fabrique à raison de 50 c. par cierge de douze à la livre. Pour l'enterrement des pauvres, la fabrique fournira dix cierges gratuitement.

Art. 4. La levée du corps, pour tous les enterrements, se fera à domicile. Toutefois dans les communes rurales, si le domicile du défunt. n'est pas dans le bourg. le corps devra être porté à cent pas environ de l'église. Le prêtre conduira le corps au cimetière, et fera sur la tombe, les cérémonies prescrites par le rituel romain. Si la distance était trop grande, les cérémonies auraient lieu à la limite de la ville ou du bourg. Soit que le prêtre aille faire la levée du corps, soit qu'il l'accompagne à la sortie de l'église, il sera toujours précédé des officiers et de la croix.

Art. 5. Il sera payé pour les grand'messes, soit pour les vivants, soit pour les morts, 20 fr., et pour les basses-messes commandées, 3 fr.

Art. 6. Les sacrements, y compris le baptême et le mariage, devront être administrés gratuitement et avec le même cérémonial pour tous les citoyens, quels que soit leur rang et leur fortune.

Art. 7. Les sommes provenant des droits établis ci-dessus, seront perçues par les marguilliers sous leur responsabilité personnelle, pour la distribution en être faite par eux à qui de droit et conformément au tarif.

Art. 8. L'art. 69 de l'arrêté du 29 septembre 1829 (qui prescrivait l'enterrement des esclaves et des individus morts hors de la religion catholique dans un emplacement séparé) est abrogé, il n'y aura dans chaque commune qu'un cimetière commun pour tous les citoyens.

(1) Voy. le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 316.

A son passage, les troupes présenteront les armes, les officiers supérieurs salueront, les tambours battront aux champs.

IV. Vingt-cinq hommes, commandés par un lieutenant, le recevront à son débarquement et lui serviront d'escorte à l'église et à son hôtel, où il sera conduit aussi en procession au sortir de l'église.

V. A la cathédrale, il sera attendu par les autorités du chef-lieu, qui l'accompagneront jusqu'à l'évêché et le complimenteront.

VI. Il recevra des visites de corps, qu'il rendra dans les vingt-quatre heures.

Le jour même de son arrivée, il fera sa visite au gouverneur, accompagné de ses vicaires généraux et du clergé du chef-lieu.

Cette visite lui sera rendue par le gouverneur dans les vingt-quatre heures.

Il fera aussi sa visite, dans les vingt-quatre heures, aux autorités du chef-lieu qui l'auront reçu à l'église et à l'évêché.

VII. Les vingt-cinq hommes qui l'auront reçu dans le port lui seront donnés pour garde, toute la première journée.

Il aura ensuite habituellement une sentinelle à la porte de son hôtel ; les factionnaires lui présenteront les armes.

24. Lorsque l'évêque fera sa première tournée dans les diverses paroisses de son diocèse, il sera reçu à l'entrée des villes et bourgs par les autorités locales, qui se joindront au clergé et l'escorteront jusqu'à l'église. Il n'aura droit aux mêmes honneurs qu'après l'intervalle d'une année.

25. Au retour de l'évêque, après un voyage en France ou après une absence d'un an et un jour, il lui sera fait des visites de corps ; il rendra ces visites dans les vingt-quatre heures suivantes. Lui-même fera sa visite dans les vingt-quatre heures de son arrivée au gouverneur, qui la lui rendra dans les vingt-quatre heures suivantes.

26. Dans l'ordre des préséances et dans les solennités non ecclésiastiques, l'évêque prend rang immédiatement après le gouverneur.

27. Au conseil privé, il lui est donné place d'honneur à la droite du gouverneur, sans changer d'ailleurs l'ordre des autres places.

28. Le grand vicaire appelé à remplacer l'évêque ou à assister consultativement au conseil privé prend place après le directeur de l'intérieur, et à côté de lui, sans changer non plus l'ordre des autres rangs.

29. Lorsqu'un gouverneur arrive dans la colonie, l'évêque, accompagné de ses grands vicaires et du clergé de sa cathédrale, se réunit, pour la réception, au gouverneur encore en fonctions.

Il est placé auprès de lui pendant la cérémonie, et est présenté par lui au nouveau gouverneur.

Avant que le cortége se rende sur la place d'armes, l'évêque prend

congé des deux gouverneurs et se retire, suivi de ses grands vicaires et de son clergé.

Il est reconduit jusqu'à la sortie de l'hôtel du gouvernement par un aide de camp du gouverneur.

30. La place du gouverneur dans le chœur des églises est du côté de l'épître et élevee sur un degré avec fauteuil et prie-Dieu.

Un banc d'honneur ou des siéges pour le commandant militaire et les chefs d'administration seront disposés à droite et à gauche, soit dans un avant-chœur pris sur la nef, soit en tête de la nef elle-même.

31. Dans les solennités publiques, les honneurs prescrits par les ordonnances seront rendus par l'évêque au gouverneur, qui sera reçu sous le dais à son entrée dans l'église, et conduit jusqu'à la place qui lui aura été destinée.

32. L'encens et le pain bénit lui seront toujours offerts après l'évêque.

Le pain bénit sera également présenté au commandant militaire et aux chefs d'administration, après avoir été offert au gouverneur et au clergé.

33. En cas de décès d'un évêque dans son diocèse, les honneurs lui seront rendus conformément aux dispositions établies dans la métropole par une décision royale du 27 février 1842.

La totalité de la garnison assistera au convoi, auquel assisteront également les corps civils et militaires, ayant à leur tête les fonctionnaires placés après l'evêque dans l'ordre des préséances.

34. Conformément à la dérogation spéciale admise en France à l'art. 1er de l'arrêté du 23 prairial an XII, les prélats pourront être inhumés dans leurs églises cathédrales.

L'autorisation nécessaire à cet effet devra être accordée par une décision expresse du gouverneur.

35. Sont et demeurent abrogés l'édit du 24 novembre 1781 sur le service ecclésiastique et les rapports du clergé colonial avec l'autorité publique, et, pour les trois évêchés, toutes dispositions contraires au présent décret (1).

36. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Élysée-National, le 3 février 1851.

Signé L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre de la Marine et des Colonies,
Signé A. VAILLANT.

---

(1) Voici le texte de cet édit qui ne faisait point au clergé colonial un régime aussi favorable que le décret que l'on vient de lire :

***Ordonnance** du roi, concernant les missions dans les colonies françaises de l'Amérique.* (Du 24 novembre 1781.)

Louis, etc. Sur le compte qui nous a été rendu de l'administration des

missions dans nos colonies de l'Amérique, nous avons reconnu que les règlements faits sur cet objet important sont insuffisants, et que l'augmentation de la culture et de la population exige que nous permettions aux habitants, à cause de l'éloignement des paroisses, d'établir des chapelles sur leurs habitations, afin qu'ils puissent assister et faire assister plus exactement leurs esclaves au service divin. A ces causes, etc., voulons et nous plaît ce qu'il suit :

Art. 1er. Le préfet apostolique, sous l'autorité et discipline duquel seront les missionnaires, en vertu des pouvoirs dont il sera revêtu par le Saint-Siége, ne pourra remplir aucune de ses fonctions qu'après l'enregistrement de la Bulle ou Bref de sa nomination et de ses pouvoirs, en vertu de nos lettres d'attache, en celui de nos conseils supérieurs dans le ressort duquel sa mission se trouvera établie.

Art. 2. Nos gouverneur, lieutenant-général et intendant auront inspection et autorité sur la conduite personnelle des missionnaires et sur celle de leur supérieur, tant comme supérieur que comme préfet apostolique, non-seulement relativement à leurs mœurs, mais encore par rapport aux négligences ou abus d'autorité qu'ils pourraient se permettre dans les actes appartenants au for extérieur.

Art. 3. Voulons que nos dits gouverneur, lieutenant-général et intendant fassent honorer et respecter lesdits supérieur et missionnaires dans les fonctions de leur ministère; voulons aussi qu'en cas de scandale de leur part ou de trouble causé par eux à l'ordre et à la tranquillité publique, nos dits gouverneur, lieutenant-général et intendant puissent ordonner par voie d'administration le déplacement desdits missionnaires et leur renvoi en France, et même, selon la nature et la gravité des cas, donner ordre audit supérieur de venir en France rendre compte de sa conduite.

Art. 4. Le supérieur de chaque mission commettra à la desserte de toutes les paroisses de son district, et distribuera selon qu'il le jugera à propos, les missionnaires, après avoir communiqué à nos gouverneur lieutenant général et intendant, les changements et nominations qu'il aura déterminés.

Art. 5. Si aucun des missionnaires nommé pour desservir une paroisse était jugé par nos gouverneur, lieutenant-général et intendant, ne pouvoir y être employé sans inconvénient, sera tenu le supérieur de la mission d'en nommer un autre.

Art. 6. Ne pourra ledit supérieur retirer, changer ou renvoyer en France aucun desservant des paroisses, sans avoir préalablement pris par écrit, et à la pluralité des voix, l'avis des cinq plus anciens desdits desservants, et sera signé d'eux le résultat dudit avis, pour être remis à nos gouverneur, lieutenant-général et intendant, sans qu'il soit besoin que leurs motifs soient détaillés dans ledit résultat.

Art. 7. Faisons défense aux supérieurs desdites missions d'employer aux fonctions du ministère ecclésiastique dans les colonies aucuns prêtres séculiers ou réguliers qui ne seraient pas pourvus de démissoire de leur évêque diocésain, ou lettre d'obédience de leur supérieur régulier.

Art. 8. Le supérieur de chaque mission pourra, si bon lui semble, se réserver les fonctions curiales du chef-lieu de la colonie, et retenir près de lui le nombre de missionnaires qu'il jugera nécessaire pour le suppléer et l'aider dans les fonctions de son ministère.

Art. 9. Chaque préfet apostolique fera, au moins une fois par an, la visite des différentes paroisses et chapelles de sa mission; il examinera la conduite des missionnaires, l'état et la tenue des registres de mariages, baptêmes et sépultures, celui des ornements et vases sacrés, la situation des fabriques, les opérations à faire aux églises et presbytères, et du tout rendra compte aux gouverneur, lieutenant-général et intendant.

Art. 10. Le préfet apostolique veillera particulièrement à ce que les esclaves dans chaque paroisse reçoivent de leurs curés les instructions nécessaires de l'église; et dans le cas où il aurait connaissance de négligence ou empêchement de la part des maîtres, il en donnera avis aux gouverneur, lieutenant général et intendant, afin qu'il y soit par eux pourvu.

Art. 11. Pourront les habitants faire construire des chapelles particu-

CAISSES DE RETRAITES.

Loi *qui crée, sous la garantie de l'État, une Caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse* (du 18 juin 1850) (1).

L'ASSEMBLÉE NATIONALE A ADOPTÉ LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Art. 1er. Il est créé, sous la garantie de l'État, une caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse.

2. Le capital de ces retraites est formé par les versements volontaires des déposants effectués à la Caisse des dépôts et consignations.

Les versements ne seront admis à la liquidation que lorsqu'ils s'élèveront à cinq francs ou à des multiples de cinq francs.

Les versements inférieurs à cinq francs seront recueillis dans les

---

lières sur leurs habitations; auquel cas ils s'adresseront au préfet apostolique dans le district duquel leurs habitations seront situées, pour obtenir la permission d'y faire célébrer la messe, et ne pourra ladite permission leur être refusée lorsque lesdites chapelles seront construites et ornées décemment.

Art. 12. Lorsqu'une chapelle particulière aura été établie en vertu de la permission du préfet apostolique, il aura le droit de visite et d'inspection sur ladite chapelle, ainsi que sur la conduite de l'aumônier entretenu pour la desservir

Art. 13. Défendons à tous curés desservant les paroisses de nos colonies, de célébrer aucun mariage dans lesdites chapelles.

Art. 14. Chaque préfet apostolique rendra compte, une fois chaque année, au secrétaire d'Etat ayant le département de la marine et des colonies, de l'état de la mission, des paroisses et des communautés religieuses, ainsi que de la conduite des missionnaires, et sera tenu ledit préfet apostolique de remettre une copie dudit compte à nos gouverneur, lieutenant-général et intendant. Si donnons en mandement à nos officiers de nos conseils supérieurs en l'île de Saint-Domingue.

(R. au conseil du Port-au-Prince, le 18 avril 1782. Et à celui du Cap, le 11 mai suivant.)

(1) L'institution d'une caisse de retraite pour la vieillesse était depuis longtemps désirée. Dans la pensée qu'un pareil établissement est appelé à réaliser de précieux résultats, nous n'avons point hésité à reproduire textuellement la loi qui le consacre, ainsi que les documents qui s'y rattachent. Nous avons vu ci-dessus, p. 152, que les ecclésiastiques pourront jouir, comme toute autre personne, de ses avantages. De plus, ils sont appelés par la loi elle-même à coopérer à son exécution. (Voy. l'art. 13.) C'en est assez, assurément, pour faire apprécier à nos lecteurs tout l'intérêt qu'il y a pour eux à posséder d'une manière complète tous les documents relatifs à cette utile institution, afin, soit d'en profiter pour eux-mêmes, soit d'en propager la connaissance, et de contribuer par leur influence à son développement dans leurs localités.

Présentation du projet de loi le 26 nov. 1849 (Mon. du 28) ; rapport par M. Benoît d'Azy le 18 fév. 1850 (Moniteur du 2 mars); première lecture le 8 mars (Moniteur du 9); deuxième lecture les 10, 11, 12 juin (Moniteur des 11, 12 et 13) ; troisième lecture le 18 (Moniteur du 19) et adoption.

Voyez encore le rapport présenté par M. Benoît d'Azy, dans la séance du 6 octobre (Moniteur du 23), au nom de la commission chargée d'examiner les propositions de MM. Defournel et Lestiboudois, relatives aux sociétés de secours mutuels et à la création d'une Caisse générale de pensions de retraite, et la discussion générale qui a eu lieu sur ces propositions dans les séances des 12 et 13 novembre (Moniteur du 13 et du 14).

caisses intermédiaires qui seront ultérieurement déterminées, comme il sera dit ci-après, article 10.

3. Le montant de la rente viagère à servir sera fixé conformément à des tarifs, tenant compte pour chaque versement,

1° De l'intérêt composé du capital à raison de cinq pour cent par an ;

2° Des chances de moralité en raison de l'âge des déposants et de l'âge auquel commence la retraite, calculées d'après les tables dites de *Déparcieux* ;

3° Du remboursement, au décès, du capital versé, si le déposant en a fait la demande au moment du versement.

4. Les versements peuvent être faits au profit de toute personne âgée de plus de trois ans.

Les versements opérés par les mineurs âgés de moins de dix-huit ans devront être autorisés par leur père, mère ou tuteur.

Le versement opéré antérieurement au mariage reste propre à celui qui l'a fait.

Le versement fait pendant le mariage par l'un des deux conjoints profite séparément à chacun d'eux par moitié.

En cas de séparation de corps ou de biens (1), le versement postérieur profite séparément à l'epoux qui l'a opéré.

En cas d'absence ou d'éloignement d'un des deux conjoints depuis plus d'une année, le juge de paix pourra, suivant les circonstances, accorder l'autorisation de faire des versements au profit exclusif du déposant.

Sa décision pourra être frappée d'appel devant la chambre du Conseil.

5. Il ne pourra être inscrit sur la même tête une rente viagère supérieure à six cents francs.

Le versement ne sera définitif à l'égard des tiers qu'après l'expiration d'une année.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence seulement de trois cent soixante francs.

Les arrérages seront payés par trimestre.

6. L'entrée en jouissance de la pension sera fixée, au choix des déposants, de cinquante à soixante ans.

Dans le cas cependant de blessures graves ou d'infirmités préma-

---

(1) Qu'il s'agisse d'une séparation judiciaire ou contractuelle, peu importe ; il y a même raison.

Il y a lieu de remarquer que l'époux qui a fait des versements pendant la durée de la séparation judiciaire en profite seul, alors même que par la suite il viendrait à consentir au rétablissement de la communauté (art. 1451 du Code civil), et encore que la faculté de faire des versements qui profitent séparément à celui des époux qui les a opérés doit exister sous le regime dotal et même sous le régime de la communauté, lorsque les époux ont des biens dont les revenus leur demeurent propres.

turées, régulièrement constatées, entraînant incapacité absolue de travail, la pension pourra être liquidée même avant cinquante ans, et en proportion des versements faits avant cette époque.

7. Au décès du déposant, avant ou après l'ouverture de sa pension, le capital par lui déposé sera remboursé sans intérêts à ses héritiers ou légataires, s'il en a fait la demande au moment du dépôt, conformément au paragraphe 3 de l'article 3 (1).

En cas de déshérence, le capital fait retour à la Caisse des retraites.

8. Toute somme versée irrégulièrement par suite de fausse déclaration sur les noms, qualités et âge des déposants, par défaut d'autorisation, ou qui dépasserait le capital nécessaire pour constituer au déposant une pension de six cents francs, sera remboursée sans intérêts par l'État.

9. Il sera remis à chaque déposant un livret sur lequel seront inscrits les versements par lui effectués et les rentes viagères correspondantes.

10. Un règlement d'administration publique déterminera la forme des livrets, le mode d'après lequel les versements seront faits, soit directement par les déposants, soit pour leur compte par les Caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels et autres intermédiaires.

11. Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi, seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

12. La Caisse des retraites sera gérée par l'administration de la Caisse des dépôts et consignations.

Toutes les sommes versées par les déposants pour la constitution d'une rente viagère, ainsi que les intérêts qu'elles produiront, seront, successivement et par jour, employées en achat de rentes sur l'État, qui seront inscrites au nom de la Caisse des retraites. Ces achats ne pourront avoir lieu qu'en rentes dont le cours sera au-dessous du pair, avec préférence pour celles donnant l'intérêt le plus élevé.

Tous les six mois, la Caisse des dépôts et consignations fera inscrire sur le grand-livre de la dette publique les rentes viagères liquidées, pendant le semestre, au nom des déposants. Elle fera transférer, aux mêmes époques, au nom de la Caisse d'amortissement, par un prélèvement sur le compte de la Caisse des retraites, la quotité de rentes sur l'État nécessaire pour produire, au cours moyen des achats opérés pendant le semestre, un capital équivalent aux rentes viagères à inscrire.

13. Il sera formé, auprès du ministre de l'Agriculture et du Com-

---

(1) Ainsi le déposant a la faculté de stipuler que la somme par lui versée sera remboursée a ses héritiers à son décès. Il faut seulement que ce droit de retour ait été réservé au moment du dépôt. La somme remboursée appartiendra naturellement à sa succession, à moins qu'il n'en ait disposé au moyen d'une cession à titre onéreux ou gratuit.

merce, une Commission chargée de l'examen de toutes les questions relatives à la Caisse des retraites.

Cette Commission sera composée de vingt-cinq membres, ainsi qu'il suit :

Quatre Représentants nommés par l'Assemblée Nationale;

Deux Conseillers d'État nommés par le Conseil d'État;

Deux Conseillers à la Cour de Cassation nommés par la Cour de Cassation ;

Deux Conseillers maîtres nommés par la Cour des Comptes ;

Deux membres de l'Académie des Sciences nommés par leur Académie ;

Deux membres de l'Académie des Sciences morales et politiques nommés par leur Académie;

Le Directeur de la Comptabilité au Ministère des Finances;

Le Directeur du mouvement des fonds au même Ministère;

Deux membres du clergé ;

Deux docteurs en médecine ;

Deux prud'hommes ;

Un agriculteur ;

Un industriel ;

Un commerçant ;

Tous ces derniers membres sont nommés par le Gouvernement.

Tous ces membres sont nommés pour quatre ans; ils peuvent être réélus.

Cette Commission sera présidée par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

14. Il sera rendu un compte annuel à l'Assemblée Nationale de la situation de la Caisse des retraites.

A partir du 1er janvier 1853, la présente loi pourra être révisée quant au taux de l'intérêt et aux bases du tarif pour les nouveaux versements, mais sans rétroactivité à l'égard des versements déjà effectués.

A partir de la même époque, et jusqu'à la décision de l'Assemblée, tous versements de la part de nouveaux déposants pourront être refusés.

DÉCRET *portant règlement pour l'exécution de la loi du 18 juin* 1850, *sur la Caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse*, (du 27 mars 1851).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre de l'Agriculture et du Commerce;

Vu la loi du 18 juin 1850, sur les Caisses de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse;

Vu spécialement l'article 10 de la même loi, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera la forme « des livrets, le mode d'après lequel les versements seront faits, « soit directement par les déposants, soit, pour leur compte, par les « Caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels et autres inter- « médiaires » ;

Vu l'avis de la Commission insituée par l'article 13 de la même loi ;

Le Conseil d'État entendu,

Décrète :

Art. 1er. Les versements de cinq francs ou de multiples de cinq francs sont reçus à Paris par la Caisse des dépôts et consignations, et, dans les départements, par les Receveurs généraux et particuliers des Finances, préposés de cette Caisse.

Lorsque, le déposant étant marié, le versement doit, dans les cas prévus par l'article 4 de la loi du 18 juin 1850, profiter par moitié à son conjoint, aucun versement n'est reçu s'il n'est de dix francs ou d'un multiple de dix francs.

2. L'État n'est soumis à la garantie énoncée dans l'article 1er de la loi du 18 juin 1850 qu'à partir du jour où les sommes versées ont été déposées, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains de ses préposés, dans les formes déterminées par les articles 16 et 17 du présent règlement.

3. Tout déposant qui, soit par lui-même, soit par un intermédiaire, opère un premier versement, fait connaître ses nom, prénoms, âge, profession et domicile.

Il produit son acte de naissance, ou, à défaut, un acte de notoriété qui en tienne lieu.

Il déclare,

1° S'il entend faire l'abandon du capital versé ou s'il veut que ce capital soit remboursé à ses héritiers ou légataires;

2° A quel âge il a l'intention d'entrer en jouissance de la rente viagère, dans la limite de cinquante à soixante ans.

4. Si le déposant est marié, il fait connaître les nom, prénoms, âge, profession et domicile de son conjoint.

Il produit l'acte de naissance de son conjoint ou, à défaut, un acte de notoriété qui en tienne lieu.

Il déclare, au nom de son conjoint,

1° Si le capital dont celui-ci doit profiter sera abandonné ou s'il sera remboursé à ses héritiers ou légataires ;

2° A quel âge son conjoint devra entrer en jouissance de la rente viagère, dans la limite de cinquante à soixante ans.

A défaut de déclaration sur ces deux points, les conditions de la déclaration que le déposant aura faite par lui-même deviendront communes à son conjoint.

Dans le cas prévu au sixième paragraphe de l'article 4 de la loi du 18 juin 1850, le déposant produit l'autorisation accordée par le juge de paix.

5. En cas de séparation de corps ou de biens, le déposant n'est tenu de produire que l'extrait du contrat de mariage ou du jugement qui a prononcé la séparation.

L'extrait du jugement sera accompagné des certificat et attestation prescrits par l'article 548 du Code de procédure civile, et, en outre, dans le cas prévu par l'article 1444 du Code civil, des justifications établissant que la séparation de biens a été exécutée.

6. Le mineur âgé de moins de dix-huit ans doit justifier que le versement par lui effectué, la désignation de l'âge auquel il entend entrer en jouissance de la rente viagère, et l'abandon du capital versé, s'il déclare faire cet abandon, ont été autorisés par ses père, mère ou tuteur.

L'autorisation peut être donnée d'une manière générale pour tous les versements que le mineur effectuera. Elle est toujours révocable.

Si le mineur n'a ni père, ni mère, ni tuteur, l'autorisation peut être donnée par le juge de paix.

7. S'il survient un changement dans l'état civil du déposant, il est tenu de le déclarer au premier versement qui suit. Il produit en même temps les justifications qui pourraient être nécessaires pour constater le changement survenu.

8. Si un déposant veut soumettre de nouveaux versements à des conditions autres que celles qu'il a fixées pour ses versements antérieurs, il est tenu d'en faire la déclaration.

Tous les versements faits avant cette nouvelle déclaration restent soumis aux conditions des déclarations précédentes.

9. Dans le cas où le versement est effectué au profit d'un tiers, les déclarations et productions exigées par les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 doivent être faites en ce qui concerne ce tiers.

Si le versement a lieu au profit d'une femme mariée, le consentement du mari doit, en outre, être produit.

Celui qui fait le versement au profit d'un tiers doit, indépendamment des déclarations et productions ci-dessus, faire connaître s'il entend stipuler en sa faveur le retour du capital au décès de ce tiers.

10. Les déclarations prescrites par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont consignées sur une feuille spéciale pour chaque déposant. Cette feuille est signée par le déposant, ainsi que par le Caissier de la Caisse des dépôts et consignations, à Paris et dans le département de la Seine, et par le préposé de la Caisse dans les autres départements. Si le déposant ne sait pas signer, il en est fait mention.

Les pièces justificatives exigées par les mêmes articles sont annexées à ladite feuille. Les autorisations et consentements exigés par les articles 6 et 9 peuvent y être consignés.

11. Les feuilles spéciales et les pièces justificatives à l'appui sont réunies à la Caisse des dépôts et consignations et y demeurent déposées.

12801(2)

Elles servent à l'établissement d'un registre matricule de tous les déposants.

12. Le livret qui doit être remis à chaque déposant, aux termes de l'article 9 de la loi du 18 juin 1850, est émis par la Caisse des dépôts et consignations ; il est revêtu de son timbre.

Il porte un numéro d'ordre ; il énonce pour chaque titulaire ses nom, prénoms, la date de sa naissance, ses profession, domicile, et généralement tous les faits et conditions résultant des déclarations et productions prescrites par les articles 3 à 10 du présent règlement.

Le livret est disposé de manière qu'en cas de mariage il puisse y être ouvert un compte pour chacun des conjoints.

Il contient :

1° Le texte de la loi du 18 juin 1850 ;

2° Celui du présent règlement.

13. Nul ne peut avoir plus d'un livret à son nom.

En cas de perte d'un livret, il est pourvu à son remplacement dans les formes prescrites pour le remplacement des titres de rentes sur l'État.

14. La délivrance du livret est faite, pour Paris et le département de la Seine, à la Caisse des dépôts et consignations, et pour les autres départements, par les Receveurs généraux et particuliers, préposés de cette Caisse.

Elle a lieu au moment du premier versement effectué.

Aucun versement subséquent n'est admis que sur la présentation du livret.

Le livret peut être retiré et représenté, soit par le titulaire lui-même, soit par un intermédiaire.

15. Les jours et heures des versements sont fixés, pour Paris et pour le département de la Seine, par le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et dans les autres départements par les Préfets.

16. Le montant de chaque versement opéré à la Caisse des dépôts et consignations, ou entre les mains de ses préposés, est constaté par un enregistrement porté au livret et signé par le caissier ou le préposé qui reçoit le versement. Cet enregistrement ne forme titre envers l'État qu'à la charge par le déposant de soumettre, dans les vingt-quatre heures de la date du versement, le livret, à Paris et dans le département de la Seine, au visa du contrôleur près la Caisse des dépôts et consignations, et dans les autres départements au visa du Préfet ou du Sous-Préfet.

17. L'intermédiaire qui verse dans l'intérêt de plus de dix déposants dresse un bordereau en double expédition, indiquant les nom et prénoms de chaque déposant, ainsi que les sommes versées pour chacun d'eux.

Il produit à l'appui de ce bordereau, 1° pour les nouveaux déposants, les feuilles de déclarations et les pièces justificatives mention-

nées dans l'article 10; 2° pour les anciens déposants, les livrets, et, dans le cas prévu par les articles 7, 8 et 9, les feuilles de déclarations et les pièces justificatives mentionnées audit article 10.

Le Caissier de la Caisse des dépôts et consignations, en ce qui concerne Paris et le département de la Seine, les préposés de cette Caisse dans les autres départements, donnent quittance du versement sur l'une des expéditions du bordereau. Cette quittance ne forme titre envers l'État qu'à la charge, par l'intermédiaire qui fait le versement, de la soumettre, dans les vingt-quatre heures de sa date, à Paris et dans le département de la Seine, au visa du Contrôleur près la Caisse des dépôts et consignations, et dans les autres départements au visa du Préfet ou du Sous-Préfet.

Le comptable dans la caisse duquel le versement a été opéré enregistre sur chacun des livrets auxquels le versement est applicable la somme versée pour le titulaire dudit livret. Cet enregistrement est soumis, à Paris et dans le département de la Seine, au visa du Contrôleur près la Caisse des dépôts et consignations, et dans les autres départements au visa du Préfet ou du Sous-Préfet.

18. Les Préfets et les Sous-Préfets relèvent sur un registre spécial les sommes enregistrées aux bordereaux et livrets, et adressent tous les mois un extrait dudit registre, tant à la Caisse des dépôts et consignations qu'au Ministre des Finances, pour servir d'élément de contrôle.

19. Un mois après le versement effectué, le déposant a le droit de demander l'inscription sur le livret de la rente viagère correspondante.

A l'époque de l'entrée en jouissance de la rente viagère, le montant en sera définitivement fixé et inscrit au Trésor public, d'après le livret et conformément aux règles de la comptabilité publique.

20. Les tarifs dressés en exécution de l'article 3 de la loi du 18 juin 1850 seront calculés par trimestre.

Pour l'application des tarifs, les trimestres commenceront les 1er janvier, 1er avril, 1er juillet, 1er octobre.

L'âge du déposant sera calculé comme si ce déposant était né le premier jour du trimestre qui suivra la date de sa naissance.

L'intérêt de tout versement ne sera compté qu'à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date du versement.

La rente viagère commencera à courir du premier jour du trimestre qui suivra celui dans lequel le déposant aura accompli l'âge auquel il aura déclaré vouloir entrer en jouissance de la rente.

21 Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce (M. Schneider) et le Ministre des Finances (M. de Germiny) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture, relative à l'exécu ion de la loi du* 18 *juin* 1850 *et du règlement du* 27 *mars* 1851, *sur les Caisses des retraites pour la vieillesse.*

Paris, le 27 avril 1851.

Monsieur le Préfet, la loi du 18 juin 1850 a ordonné qu'il serait créé, sous la garantie de l'Etat, une Caisse des retraites et pensions viagères pour la vieillesse.

La même loi a prescrit l'établissement d'une Commission présidée par le Ministre du Commerce et chargée de délibérer sur les questions de nature à intéresser la nouvelle Caisse.

Le Gouvernement s'est empressé d'organiser cette commission, qui s'est immédiatement occupée de préparer le règlement d'administration publique nécessaire pour l'exécution de la loi. Ce règlement, mûrement délibéré ensuite par le conseil d'Etat et approuvé par M. le Président de la République, vient d'être promulgué.

Pendant que le règlement d'administration publique se discutait, mon administration a préparé les tarifs et s'est concertée avec la Caisse des dépôts et consignations, chargée par la loi de gérer la caisse des retraites, pour que les opérations pussent commencer le plus tôt possible. Dans ce but, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations va adresser aux préposés de la Caisse dans les départements, c'est-à-dire aux receveurs généraux et particuliers des finances, les instructions nécessaires, avec les livrets dont le modèle a été disposé par les soins de la commission.

Le Gouvernement est fondé à espérer que la caisse des retraites pourra ouvrir vers le 1er mai prochain.

Mais si, d'un côté, toutes les mesures administratives ont été prises pour faire fonctionner la nouvelle institution, il importe, de l'autre, que cette institution soit bien comprise des populations auxquelles elle est destinée. Dans ce but, la commission a rédigé une instruction pratique destinée à faire connaître aux classes laborieuses les formes suivant lesquelles les versements devront être effectués à la caisse des retraites et les avantages que cette caisse présentera à l'économie et à la prévoyance.

Je vous adresse, Monsieur le Préfet, des exemplaires de cette instruction. Le Gouvernement désire que vous preniez, sans délai, les mesures nécessaires pour lui donner la plus grande publicité dans votre département. Vous voudrez donc bien la répandre dans les diverses communes, et recourir, en outre, aux divers moyens de propagation que pourront vous prêter la presse locale et le recueil des actes administratifs.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Préfet, que pour une institution de ce genre, il ne suffit pas que l'Assemblée Nationale en ait fixé les bases par la loi, que le Gouvernement en ait déterminé les moyens d'exécution, en ait organisé la marche et en ait expliqué le mécanisme; il vous reste une mission importante à remplir : c'est à vous surtout qu'il appartient d'en étendre les bienfaits en en faisant connaître partout le but et les résultats, en en poursuivant avec persévérance le développement dans les différentes localités de votre département. Déjà vous avez eu connaissance, par le *Bulletin des Lois*, de la loi du 18 juin ; le règlement d'administration publique, promulgué par *le Moniteur* du 1er avril, vous parviendra également par un des prochains numéros du *Bulletin des Lois*. Veuillez vous pénétrer de l'esprit de ces deux documents et des indications conte-

nues dans l'instruction pratique de la commission ; il vous sera ensuite facile de prêter au Gouvernement le concours sur lequel il compte de votre part en cette circonstance.

Je dois toutefois appeler votre attention sur quelques points à l'égard desquels le rôle des Préfets se trouve le plus naturellement indiqué.

La loi du 18 juin 1850 et le règlement du 27 mars 1851 disposent que les sommes de 5 fr. ou formant des multiples de 5 fr., c'est-à-dire celles qui se comptent par 5, 10, 15, 20 fr., etc., seront seules admises à liquidation et pourront seules être versées directement à la Caisse des dépôts et consignations ou chez les préposés de cette Caisse, et que les sommes inférieures seront déposées entre les mains d'intermédiaires qui en opéreront le versement lorsqu'elles auront atteint la quotité voulue. En outre, toute somme, quelle qu'elle soit, lors même qu'elle serait, par son chiffre, susceptible d'être versée directement à la Caisse, pourra également être remise par les intermédiaires, lorsque les déposants le préféreront, soit à cause des distances qui les sépareraient du chef-lieu de l'arrondissement, soit pour tout autre motif.

Le Gouvernement n'étant pas et ne pouvant pas être responsable des intermédiaires, et sa garantie ne commençant, comme de droit, qu'à partir du jour où les fonds ont été versés à la Caisse des dépôts et consignations ou chez ses préposés, il a été reconnu qu'il ne lui appartenait pas de désigner ni d'accréditer les intermédiaires d'une façon officielle. Toute liberté est donc laissée, sous ce rapport, d'une part, aux déposants dont les choix ne devront dépendre que du degré de confiance que tels ou tels intermédiaires leur inspireront ; d'autre part, aux personnes mêmes ou aux associations qui pourraient utilement remplir les fonctions d'intermédiaires, mais auxquelles on ne saurait imposer une mission que l'amour du bien public et des sentiments de bienveillance doivent seuls leur conseiller d'accepter.

Vous apercevez de suite, Monsieur le Préfet, quelle doit être ici la nature de votre intervention ; il s'agit exclusivement de reconnaître quelles seraient dans votre département les associations ou les personnes privées que leur position semblerait appeler le plus particulièrement aux fonctions d'intermédiaires, et, s'il y avait lieu, d'user auprès d'elles de votre influence pour les déterminer à en accepter la charge.

En premier rang se présenteront les Caisses d'épargne et les sociétés de secours mutuels. Ces associations sont spécialement désignées par la loi. Mais cette désignation doit être considérée plutôt comme un vœu du législateur que comme un commandement ; car des sociétés actuellement autorisées ne sauraient être frappées d'une obligation nouvelle en dehors de leurs statuts. Vous auriez donc à vous mettre en rapport avec les directeurs et les conseils d'administration des Caisses d'épargne qui pourraient exister dans votre département, avec les administrateurs des sociétés de secours mutuels qui vous paraîtront offrir les plus sérieuses garanties, et vous ne négligerez rien pour assurer aux populations laborieuses, pour leurs rapports avec la caisse de retraites, le concours de ces établissements qui, sous d'autres points de vue, leur rendent déjà de si éminents services

Indépendamment des Caisses d'épargne et des sociétés de secours

mutuels, je ne doute pas que beaucoup de sociétés de bienfaisance et de personnes charitables, des propriétaires, de grands industriels, des maires, des membres des bureaux de bienfaisance, etc., ne soient tout disposés à répondre à votre appel ; vous pourriez même, au besoin, mais seulement après en avoir référé au ministre compétent, vous adresser à quelques fonctionnaires publics. Vous me ferez part des adhésions que vous aurez reçues.

Vous aurez aussi à prendre des mesures pour faire bien connaître aux intermédiaires les formes, très-simples du reste, suivant lesquelles ils devront agir ; ces formes sont indiquées dans le règlement d'administration publique du 27 mars dernier.

Je dois, Monsieur le Préfet, vous signaler un second point.

L'art. 15 du règlement précité dispose qu'il appartient aux Préfets de déterminer les jours et heures auxquels la Caisse devra être ouverte au public, à l'effet de recevoir les dépôts. La commission a pensé que l'institution dont il s'agit étant principalement destinée à la population laborieuse, il importait de choisir de préférence les jours de dimanche ou de marchés. Il est probable que, dans les premiers temps, un jour par semaine sera suffisant ; les faits qui se produiront feront connaître s'il est utile d'en ajouter un second. Au surplus, ce sera à vous, sous ces divers rapports, d'apprécier ce que les circonstances locales vous paraîtront comporter. Vous voudrez bien m'en rendre compte.

Vous vous préoccuperez enfin, Monsieur le préfet, d'organiser le contrôle des livrets, qui d'après l'art. 17 du règlement, appartient aux Préfets et aux Sous-Préfets.

Vous n'ignorez pas que tout ce qui touche aux services financiers réclame la plus rigoureuse exactitude ; les institutions consacrées aux classes pauvres et occupées doivent, en outre, fonctionner de la manière la plus simple et présenter au public toutes les facilités possibles. Je vous prie également de me faire connaître les mesures que vous aurer prises dans ce but, et les instructions que vous aurez données à MM. les Sous-Préfets.

En un mot, Monsieur le Préfet, vous vous efforcerez, par tous les moyens en votre pouvoir, de féconder dans la pratique une institution si intéressante pour le bien-être et la moralité des populations. Le Gouvernement, ainsi que je vous l'ai dit en commençant, désire et espère ouvrir, vers le 1er mai prochain, la caisse des retraites, tant à Paris que dans les départements ; il ne négligera rien de son côté pour atteindre ce résultat, et il compte, pour le seconder, sur votre concours le plus actif et le plus dévoué.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

SCHNEIDER.

RAPPORT *de la Commission instituée pour l'exécution de la loi du 18 juin 1850, sur la Caisse des retraites pour la vieillesse.*

Messieurs, c'est le 6 déc. 1850 que votre commission a été définitivement constituée. Chargée par la loi du 18 juin 1850, sous la présidence de M. le Ministre du Commerce, de veiller à l'organisation de

la Caisse des retraites, elle s'est occupée de préparer le projet de règlement d'administration publique qui, après de longues discussions, a été adopté par le conseil d'Etat, et approuvé par M. le Président de la République le 27 mars 1851. Elle a arrêté, en outre, avec M. le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations, la forme des livrets et les premières mesures nécessaires pour commencer les opérations de la Caisse des retraites, soit à Paris, soit dans les départements.

On peut espérer aujourd'hui que l'époque où commenceront les opérations ne dépassera pas le 1er mai *prochain*.

Vous avez désiré, Messieurs, qu'au moment où cette détermination va être portée à la connaissance du public, *une instruction pratique* fît connaître les pensées générales qui ont présidé à la fondation de cette institution et en déterminent le but et le caractère. Vous avez souhaité que l'on pût trouver, en outre, dans cette *instruction pratique*, quelques aperçus généraux sur l'application des combinaisons diverses qu'elle présente dans les différentes conditions de la société, des exemples, des calculs que chacun pourra faire pour profiter de cette institution de prévoyance, les conditions des dépôts, enfin les formes dans lesquelles ils doivent être faits.

Vous avez pensé que cette première indication, si M. le Ministre y donne son assentiment et si elle est rendue publique, serait propre à faire connaître et apprécier cette institution et à en faciliter l'exécution immédiate.

C'est dans cette pensée qu'a été rédigé le travail que j'ai l'honneur de soumettre à la Commission.

Instruction *pratique sur l'institution et les applications de la Caisse des retraites pour la vieillesse.*

1° *Idée générale de la Caisse des retraites.*—De toutes les institutions que la sagesse des Gouvernements et le zèle des hommes de bien ont fait naître, dans le but de venir en aide aux classes les plus nombreuses et d'améliorer leur sort, une des plus utiles, une de celles dont les effets sont les plus féconds, est la Caisse des retraites fondée par la loi du 18 juin 1850.

Indépendamment des lois générales du pays, qui assurent à tous une égale sécurité, une égale protection, les plus pauvres trouvent presque partout des institutions préparées pour leur venir en aide : des salles d'asile, des écoles d'enseignement pour tous les âges, des hôpitaux, des hospices, des monts-de-piété, des sociétés de secours, des bureaux de bienfaisance, des sociétés charitables, des secours pour les enfants trouvés, pour les orphelins, pour le patronage des apprentis, des Caisses d'épargne.

Toutes ces institutions publiques ou privées attestent les efforts constants et les progrès d'une société chrétienne ; mais elles iraient contre leur but si elles affranchissaient les familles de leurs devoirs, si elles dispensaient l'homme de s'aider lui-même et d'aider sa famille, et lui faisaient oublier qu'il doit être à lui-même son principal bienfaiteur. Elles sont surtout excellentes quand elles ne se contentent pas de donner appui aux pauvres, mais empêchent de le devenir ; et c'est pour cela qu'elles s'attachent surtout à preparer l'enfance au travail, à soigner la maladie et à secourir la vieillesse, maladie sans remède et cause principale de la misère.

Depuis longtemps on cherchait un moyen d'appeler la prévoyance

de la société sur ce point où la prévoyance individuelle est presque toujours insuffisante.

On se fait facilement illusion sur la durée de ses forces et sur les ressources de l'avenir ; on obéit aux passions ou aux besoins de chaque jour, et la vieillesse arrive sans qu'on y ait pensé ! Or, c'est pour n'y avoir pas pensé que la vieillesse est pour un très-grand nombre d'hommes un âge de misère et de chagrin. Il n'y a, en effet, que trois moyens de traverser cette dernière et triste saison de la vie : ou profiter des ressources mises de côté pendant la vie active, ou chercher des secours dans sa famille, ou bien enfin réclamer ceux de la bienfaisance publique.

Tout homme de cœur préfère sans hésiter le premier de ces trois partis.

Mais dans quelle mesure faut-il que l'homme pourvoie, pendant la vie active, aux éventualités de la vieillesse? Entre quelles mains intelligentes et sûres placera-t-il le dépôt de ses économies pour les retrouver de longues années après? Qui lui en garantira le remboursement? Qui les fera valoir? Qui les gardera contre la tentation de faire servir ces économies aux fantaisies accidentelles, sans attendre des années d'inévitables besoins?

L'institution de la *Caisse des retraites* a pour but de résoudre une partie de ces difficultés.

En la fondant, l'Etat enseigne la prévoyance et en fait connaître les avantages. Il inspire l'économie et se charge d'en accumuler les produits et de les garantir.

Tout homme, désormais, s'il peut faire une faible économie sur le produit de son travail, peut mettre ses vieux jours à l'abri du besoin, et préparer de ses propres mains son avenir.

De quelle manière la loi assure-t-elle ce bienfait dont on serait à la fois imprudent et aveugle de ne pas profiter?

2° *Organisation pratique de la Caisse des retraites.*—La Caisse *des dépôts et consignations*, ou ses agents, dans les départements, reçoivent les dépôts par somme de *cinq francs* et au-dessus, par multiples de 5, comme 10, 15, 20, 25, et ainsi de suite.

Après le trimestre où la somme est versée, elle commence à porter intérêt et à s'accroître en raison des chances de mortalité, au profit du déposant ou de la personne qu'il lui plaît d'indiquer.

En versant, le déposant déclare s'il veut que la pension se compose du capital et des intérêts capitalisés, ou bien que le capital revienne après lui à ses ayants-droit, les intérêts seuls étant comptés pour la pension. Si le capital est réservé, les héritiers le retrouveront après la mort du déposant ; mais il en résulte nécessairement que la pension sera moins élevée.

Les versements se font à des époques régulières ou indéterminées; ce ne sont pas des engagements rigoureux qu'on ne puisse interrompre. On verse quand on veut et peut verser ; la rente viagère sera toujours en proportion des versements faits et de l'âge où ils auront été faits.

L'ouverture de la pension ne pourra avoir lieu avant cinquante ans, à moins de cas exceptionnels, d'infirmités ou blessures graves; mais le déposant reste libre d'en fixer lui-même l'époque entre cinquante et soixante ans, et la pension est nécessairement plus forte si elle commence plus tard, parce qu'à cette époque les chances de vie diminuent rapidement.

Celui qui aurait fixé l'entrée en jouissance de sa pension à un âge inférieur à soixante ans sera toujours libre, au moment de la liquidation, de demander, par une déclaration nouvelle, que l'époque en soit retardée. L'abandon des arrérages qui lui seraient acquis, agissant comme autant de versements nouveaux, produira une nouvelle rente qui, ajoutée à la première, constituera le même chiffre pour l'âge où la pension s'ouvrira, que si cet âge eût été indiqué dès l'origine.

Même après la liquidation, le pensionnaire peut continuer à faire des versements pour accroître sa pension tant qu'elle n'a pas atteint le maximum légal de 600 fr.

La pension sera aussi, naturellement, plus ou moins forte, et la somme à verser en une fois ou à verser chaque année plus ou moins élevée, selon que le versement sera fait à un âge plus ou moins avancé. Il peut être commencé dès l'âge de trois ans.

Les tables préparées par le gouvernement, et dont on trouvera ci-après un extrait, apprendront au déposant, au moment même où il verse, quelle pension il s'assure par son dépôt, selon qu'il réserve ou non le capital, et, aussi, suivant l'âge auquel il verse et l'âge auquel s'ouvrira la pension.

Ces tables ont pour base : 1° l'intérêt composé à raison de 5 pour 100 ; 2° les chances de mortalité.

Ces chances, toujours incertaines dans la réalité, reviennent cependant à des conditions à peu près égales quand elles portent sur un nombre considérable de personnes. Elles reposent sur les conditions ordinaires de longévité de la vie humaine : la rente viagère s'accroît avec l'âge, d'abord en raison des intérêts composés, c'est-à-dire toujours accumulés et portant eux-mêmes intérêt, et, en outre, en proportion de la réduction du nombre des survivants auxquels elle devra être payée, et du temps pendant lequel elle devra leur être payée.

C'est là ce que veulent dire les tables.

L'Etat, en acceptant les éventualités de ces chances, ne peut faire aucun bénéfice, et fait, au contraire, un sacrifice en faveur des déposants; car il est probable que l'intérêt de l'argent ne sera pas toujours à 5 p. 100.

Aussi s'est-il réservé le droit de modifier plus tard les conditions des engagements ultérieurs; mais les engagements contractés sous l'empire de la loi actuelle recevront leur entière exécution.

La loi et le règlement d'administration, que les déposants ont besoin de connaître, seront textuellement imprimés dans les livrets qui leur seront remis et formeront leur titre.

On y voit que les pensions ne peuvent être ni cédées ni saisies que pour ce qui dépasserait la rente de 360.

Les sommes versées et qui pourraient l'être en fraude des créanciers, sont saisissables pendant l'année qui suit le versement.

Le maximum de la pension est fixé à 600 fr.

Toute somme qui dépasserait le capital nécessaire pour obtenir le maximum serait restituée sans intérêts.

L'Etat garantit le service des pensions.

Les dépôts sont employés à l'achat de rentes sur l'Etat.

Tous les frais d'administration sont supportés par le Trésor public.

La Caisse est administrée par une haute commission présidée par le Ministre du Commerce.

Il n'y a pas un placement mieux garanti, une institution plus dignement administrée, un service public plus gratuit.

Exemples des usages spéciaux de la Caisse des retraites.—Les calculs sommaires qui sont placés à la suite de la présente instruction montrent quels sont les avantages assurés, selon les diverses sommes placées et selon l'âge des déposants. Chacun en fera naturellement l'application à sa position personnelle, et trouvera les combinaisons qui lui conviendront le mieux. Il peut être utile cependant de spécifier quelques-unes de ces circonstances, ne serait-ce que pour montrer qu'il n'en est pas une seule dans laquelle l'usage de la Caisse des retraites ne soit aussi facile que profitable.

1° *Ouvriers isolés.*—L'ouvrier qui n'est pas occupé dans un grand établissement où il trouve un utile patronage, et qui n'est pas encore chef de famille, est celui de tous que sa complète liberté rend le plus responsable de lui-même ; c'est aussi celui qui est le plus exposé à perdre son temps ou son argent, parce que l'exemple, les encouragements ou les devoirs de famille ne le stimulent pas sans cesse à la prévoyance. Les plus jeunes ouvriers, au début d'une profession, sont ordinairement dans cette situation ; c'est à cet âge surtout qu'il est rare d'être prévoyant : c'est à cet âge qu'il serait plus facile de l'être, et que l'économie est plus utile, puisque c'est à cet âge que le versement produit pour la retraite les résultats les plus considérables.

La Caisse des retraites offre à l'ouvrier isolé et surtout au jeune ouvrier une ressource admirable.

Ou il restera seul et sans famille toute sa vie, et personne n'aura soin de sa vieillesse, s'il n'y a pourvu lui-même;

Ou il deviendra chef de famille : ses charges augmenteront; sa vieillesse sera d'autant plus pénible, s'il n'y a songé d'avance.

Veut-il être sûr d'avoir à soixante ans une pension de 600 fr. :

30 fr. par an, ou *deux sous* par jour de travail depuis vingt ans lui assurent cette position.

41 fr. par an ou 14 cent. par jour suffiront, s'il commence à vingt-cinq ans.

60 fr. par an seront nécessaires, s'il ne commence qu'à trente ans; mais 600 fr. est un maximum qui n'est pas nécessaire à tous, et on peut se contenter de la moitié si l'on ne peut économiser davantage.

C'est surtout dans la jeunesse qu'il est important de faire des versements plus élevés, puisqu'une faible somme multipliée par les années suffit pour acheter le bienfait d'une retraite.

Cet avenir d'une retraite est une véritable dot à apporter plus tard au moment du mariage ; car c'est une valeur réelle que la certitude de n'être pas, dans ses vieux jours, à charge à sa famille.

L'ouvrier qui gagne 1 fr. 50 c. et qui perd un jour par semaine, sacrifiant, outre son salaire qu'il ne gagne pas, une dépense souvent égale, perd 3 fr. par semaine, ou par an 156 fr.

S'il se laisse aller à quelques habitudes de dépenses qui ne sont pas indispensables, la moindre dépense journalière de ce genre représente, au bout de l'année, bien des fois ce qu'il faudrait pour s'assurer une vieillesse heureuse et indépendante.

2° *Ouvriers mariés.*—Il est nécessaire d'expliquer les dispositions de la loi en ce qui regarde les déposants mariés. Une rente viagère est un titre individuel qui ne peut être reversible sur le conjoint survivant, et cependant il fallait éviter que le fruit des économies com-

munes du ménage ne profitât à l'un des deux seulement; les lois civiles l'attribuent, en général, à la communauté. En conséquence, la loi a déclaré que le versement fait par une personne mariée profiterait pour moitié à son conjoint; qu'il serait ouvert deux comptes et constitué deux titres séparés de rente viagère, dont un spécial à chacun des époux. Ainsi, si l'un des deux époux ou tous les deux ont eu avant le mariage un commencement de titre résultant de versements, ils conservent ce droit qui s'accroît des versements faits pendant le mariage, profitant pour moitié à chacun d'eux.

La loi a cependant prévu le cas de séparation judiciaire ou réelle, et y a pourvu, soit par les formes ordinaires de la justice, soit par l'intervention du juge de paix, qui peut ordonner que le versement fait par une personne mariée ne profitera pas à son conjoint.

Le travail du mari, le soin de la femme sont ainsi associés; un bon ménage voit peu à peu grossir entre les mains de l'Etat ses économies, et les deux époux attendent sans inquiétude une vieillesse qu'ils traverseront ensemble, à l'abri du besoin, après en avoir ensemble préparé l'adoucissement; ils pourront aider leurs enfants, au lieu d'être à leur charge, et ne leur demander que des soins faciles, en leur léguant le meilleur des exemples.

S'il y a du désordre dans la famille, la loi des retraites sauve la pauvre femme du désespoir; elle peut, avec l'appui de la justice, ravir aux vices de son mari ses propres épargnes, et les conserver pour elle, pour ses enfants, et peut-être pour lui même.

3° *Ouvriers pères de famille.*—Au moment où les retraites sont instituées, beaucoup d'ouvriers sont trop âgés pour en recueillir pour eux-mêmes tous les avantages, à moins qu'ils n'aient un capital d'économie déjà réalisé, et alors le meilleur emploi qu'ils en puissent faire, est probablement de le verser, en une fois, pour s'assurer une rente viagère. 400 fr. versés en une seule fois, à l'âge de cinquante ans, et 100 fr. par an jusqu'à soixante ans, assurent, à cet âge, une pension de 560 fr.

Mais, s'ils sont pères de famille, ils peuvent assurer tout le bénéfice de l'institution nouvelle à leurs enfants. Or les versements faits pour les enfants sont les plus avantageux de tous. Les moindres sommes, les plus petits cadeaux, les plus minimes récompenses peuvent, étant placés à la Caisse des retraites, produire insensiblement les plus précieux résultats.

Un sou par jour de travail (à raison de trois cents jours par an), déposé pour un enfant de trois ans, et versé ensuite chaque année jusqu'à cinquante ans, assure, à cinquante-six ans et trois mois, 600 fr. de pension.

400 fr. en une seule fois, déposés pour un enfant de trois ans, produiront, à cinquante ans, 598 fr.

150 fr. placés de même produiront, si l'on attend jusqu'à soixante ans, 575 fr.

Pour un enfant de dix ans, 150 fr. placés en une seule fois assurent, à soixante ans, 358 fr. de pension.

Que de parents, que de bienfaiteurs voudront procurer à leurs enfants, à leurs protégés, de tels avantages, et se donner à eux-mêmes, qui comprennent le poids de la vieillesse, la consolation d'en diminuer pour leurs descendants les épreuves!

4° *Usines, manufactures*, etc.—Déjà de grands établissements, de grandes compagnies, comme des compagnies de chemins de fer, ont

manifesté l'intention d'assurer à leurs ouvriers le bénéfice d'une retraite, au moyen de la Caisse générale.

Cette intervention est la manière la plus efficace d'étendre promptement l'institution nouvelle.

La plus modique retenue faite sur le salaire des ouvriers et employés suffira pour produire une pension égale au maximum. Introduite peut-être dans quelques établissements, comme condition générale et obligatoire, cette mesure atteindra tous ceux qui y entreront. Ce serait bien mal connaître les ouvriers que de penser qu'ils se plaindront d'un tel état de choses.

L'exemple des usines de l'Etat, où, dans l'espoir d'une retraite, l'ouvrier accepte et prefère un salaire inférieur à celui qui lui serait offert dans d'autres usines; l'exemple des marins qui se dévouent à la vie la plus dure dans, l'attente du même avantage, prouvent surabondamment l'intelligente disposition des ouvriers à cet égard.

Un certain nombre de ceux qui les connaissent aurait même désiré que la retenue fût universelle et obligatoire. Cela était impossible; mais c'est aux grands établissements industriels à effectuer dans une mesure raisonnable ce que cette disposition, que tant de motifs devaient écarter, aurait eu d'efficace, pour faire violence à l'imprévoyance de l'ouvrier et à l'abandon où il laisse ses propres intérêts.

La conservation des dépôts par l'Etat laisse d'ailleurs à l'ouvrier toute liberté pour changer d'établissement, comme au patron pour modifier son personnel, lorsque les circonstances l'exigent, sans que les droits acquis à la retraite, en raison des versements effectués, soient en rien altérés.

5° *Habitants des campagnes.*—Les habitants des campagnes sont en général plus économes que ceux des villes, et cependant il est probable qu'ils comprendront moins vite l'utilité de la Caisse des retraites.

L'esprit de famille, le respect des vieillards existent encore dans beaucoup de provinces, et il semble moins nécessaire, pour prévenir leur abandon, de recourir à la loi, suffisamment suppléée par les mœurs.

De plus, le but des efforts du paysan, son goût dominant, c'est la terre : il consacre à l'acquérir toutes ses économies. La possession de la terre équivaut en effet pour lui à l'ensemble de toutes les institutions de prévoyance dont la société entoure l'habitant des villes; la terre est pour lui une industrie facile dont le produit s'accroit par un travail accessoire de la famille. Il ne faut pas assurément le détourner de cette tendance; mais les économies qui peuvent assurer une retraite seraient souvent insuffisantes pour acquérir une parcelle de terre; il faudrait les accumuler bien longtemps et bien heureusement pour produire un résultat qui en approchât.

On peut toujours, d'ailleurs, réserver le capital à sa famille et jouir d'une rente produite seulement par les intérêts.

La preuve, au reste, que cette institution est nécessaire aux habitants des campagnes, c'est cette affluence des vieillards vers les villes pour y obtenir les faibles secours et les soins organisés par la charité publique et privée

Avec bien peu de chose, avec 5 fr. par an, depuis l'âge de vingt ans, un homme peut, à soixante ans, se créer 100 fr. de rente, et cette rente, ajoutée à un faible travail à la campagne, suffirait, dans quelques parties de la France, pour assurer son existence.

C'est aux autorités diverses, c'est aux propriétaires et au clergé, sur lesquels seuls repose l'assistance des habitants des campagnes, à leur faire comprendre cette utilité si variée de la Caisse des retraites. La distance des villes rend plus difficile pour eux l'usage de la caisse d'épargne. L'isolement leur rend plus difficile aussi les associations de secours mutuels. Les hôpitaux ont été principalement fondés dans les villes, dans les centres d'agglomération. La Caisse des retraites, bien loin d'être hors de la portée des habitants de la campagne et sans utilité pour eux, est donc peut-être la seule institution de ce genre qui leur offre une grande et honorable ressource.

6° *Domestiques et gens de service.*—La caisse d'épargne a déjà, on le sait, été très-utile à cette classe de personnes. Tous les gens de service honnêtes ne dépensent pas en entier leurs gages, et comme ils ont peu de besoins, ils peuvent mettre de côté, suivant la nature de leurs services, des sommes souvent assez élevés.

La caisse d'épargne les leur garde, particulièrement pour les moments où ils changent de condition. La Caisse des retraites les leur réservera pour le temps où, arrivés au terme de leurs forces, ils ne pourront plus être placés.

Une semblable prévoyance est d'autant plus nécessaire aux gens de service, qu'ils sont habitués, pendant qu'ils servent chez les autres, à un assez grand bien-être, et que cette habitude leur rendrait plus pesante la misère de leurs vieux jours.

La Caisse des retraites offre aux maîtres le meilleur moyen de récompenser les bons serviteurs, et de prolonger les marques de leur reconnaissance au-delà des services qui l'ont méritée. Tout le monde ne peut faire une pension à un fidèle et vieux domestique ; mais tout le monde voudra et tout le monde pourra, par de légères gratifications annuelles, assurer à lui ou à ses enfants, sur la Caisse des retraites, une pension suffisante.

20 fr. par an, déposés depuis l'âge de vingt ans, donnent à soixante ans une pension de plus de 400 fr.

Peut-être la Caisse des retraites aidera à resserrer ces liens, trop souvent affaiblis, qui transformaient la domesticité en un état d'attachement dévoué, sans la rabaisser à un métier d'obéissance impatiente, et à rétablir de nouveau ces longs services par lesquels, au lieu de faire de son serviteur un ingrat, on en faisait, après vingt ans, un ami.

7° *Sociétés de secours mutuels.*—Presque toutes les sociétés de secours mutuels ont voulu assurer des retraites à leurs membres, et presque toutes ont échoué ou échoueront dans leurs calculs parce qu'ils ne portent que sur peu de têtes, et supposent à ces sociétés une durée qu'elles peuvent rarement atteindre. Elles sont souvent réduites à ne pas tenir ce qu'elles avaient promis, ou à se ruiner, à moins qu'elles ne reçoivent des bienfaits extraordinaires.

La Caisse des retraites, formée avec le concours et sous la garantie de l'État, leur fournit le moyen de préparer des ressources assurées pour la vieillesse de chacun de leurs membres. Qu'à la fin de chaque année, une société de secours mutuels divise le reliquat de ses recettes en autant de fractions qu'elle a de membres, et dépose, au nom de chacun d'eux, ces petites sommes à la Caisse des retraites : ces dépôts successifs deviendront l'origine d'une rente viagère proportionnée à leur importance. Dans les sociétés riches, ce sera souvent une somme suffisante pour assurer, au bout de quelques années,

des pensions assez élevées. Dans les sociétés ayant moins de ressources, cela suffira du moins pour encourager les membres à faire individuellement des versements plus abondants.

Beaucoup de sociétés ont déjà un capital accumulé assez considérable, et elles sont fières de cette économie qu'elles regardent comme garantie de leur avenir ; ce capital, en effet, doit pourvoir aux éventualités de maladies et de retraites. Mais en examinant les charges qu'elles peuvent avoir à supporter pour les retraites, en en faisant le calcul rigoureux, on trouve presque toujours que ce sera encore insuffisant. Le meilleur emploi qu'elles en puissent faire serait le versement à la Caisse des retraites d'une partie de ce capital accumulé, en proportionnant le dépôt fait au nom de chacun des membres au temps passé par lui dans la société.

Quel placement trouveront les sociétés de secours mutuels qui leur présente autant d'avantages?

8° *Professions diverses*.—Beaucoup de personnes occupent de très-petits emplois : cantonniers, gardes champêtres, douaniers, employés de grades inférieurs, commis dans le commerce et l'industrie, qui. pour être voués à un travail auquel ne s'applique pas le nom d'ouvrier, ne sont ni plus riches, ni plus affranchis du soin de pourvoir par l'économie et la prévoyance aux besoins de leur vieillesse ; pour tous ceux-là aussi la Caisse des retraites doit être un véritable bienfait.

Et ceci s'applique à quelques-unes des classes les plus respectables de la société.

Ainsi, le soulagement des prêtres âgés et infirmes est d'ordinaire un des embarras des diocèses, et leur abandon, après une vie de dévouement, serait un opprobre public. Les pauvres desservants des petites paroisses, qui vivent avec si peu de chose, feront assurément des efforts pour s'assurer une pension, et cette prévoyance est bien permise à leur vie de charité. Elle pourra s'établir, soit pour chacun en particulier, soit par le concours à une caisse diocésaine.

La loi du 15 mars 1850 promet une caisse de retraites aux instituteurs publics. Mais eux-mêmes, et surtout les instituteurs libres, ont le plus grand intérêt à s'assurer, dès l'âge de dix-sept ou dix-huit ans, où ils se dévouent à leur carrière, une retraite égale à la moyenne de leur traitement, à 600 fr., et, par conséquent, convenable autant que suffisante pour leurs modestes habitudes de vie.

On a souvent cherché à organiser d'une manière régulière les remplacements militaires, en donnant à ceux qui veulent continuer à servir une prime de réengagement. Quel meilleur usage pourrait-on faire de cette prime que d'assurer à cinquante ans une retraite honorable au soldat fatigué de vingt-cinq ans de services? Une somme de 600 fr., versée à vingt ans, donnerait à cinquante ans une pension de 300 fr. Au moment du réengagement, à vingt-sept ans, la même somme assurerait aussi, à cinquante ans, une pension de 200 fr. Un second réengagement à trente-quatre ans assurerait pour la même somme une fois versée, 100 fr. de plus et même 136 fr. à cet âge précis.

Ainsi, un soldat qui, après avoir servi sept ans pour son compte, aurait fait deux autres congés, appliquant chaque fois une prime de réengagement de 600 fr., aurait à cinquante ans plus de 300 fr. de pension, et s'il ne la prenait que cinq ans plus tard, elle serait presque double.

9° *Bienfaisance publique et privée.*—Il n'est pas d'acte de bienfaisance plus intelligent, plus exempt d'abus, que celui qui consiste à assurer à un homme le bien-être de ses vieux jours.

Nous espérons donc que le présent d'un livret de la Caisse des retraites sera une des formes habituelles de la bienfaisance privée.

Il faut le recommander surtout aux personnes qui s'occupent des enfants. Nulle meilleure récompense pour des apprentis, nul meilleur prix pour des écoliers. Une seule pièce de 5 fr. mise entre les mains d'un enfant de l'asile, ou sur le berceau d'un enfant de la crèche, et recueillie pour être mise en son nom à la Caisse des retraites, vaudra à cet enfant, pour les dernières années de sa vie, 19 fr. 18 c. par an, si aucune autre économie ne vient augmenter ce premier don; et si les parents de cet enfant ou ses bienfaiteurs, puis lui-même, ajoutent tous les ans une pièce de 5 fr., à soixante ans il aura été versé seulement 285, et le titulaire du livret aura droit à une pension annuelle de 299 fr.

Des sociétés de bienfaisance établies surtout dans les campagnes, pour offrir une prime aux déposants et se charger de faire pour eux les placements, en leur évitant toutes les démarches, seraient de la plus grande utilité.

Les dons de livrets ou de primes peuvent être recommandés comme une excellente forme de prix à distribuer dans les écoles publiques, comme une récompense intelligente à donner par les patrons ou par les maîtres à ceux de leurs ouvriers ou serviteurs qui se seront distingués par leur bonne conduite.

Partout la charité intelligente multipliera ce bienfait quand il sera bien compris.

La Caisse des retraites durera à peine depuis quelques années, qu'on sera étonné de la variété des combinaisons auxquelles elle aura donné lieu.

10° *Forme des versements* —Il reste à expliquer comment il faut s'y prendre pour opérer les versements.

Ils peuvent être faits, soit à la Caisse des dépôts et consignations à Paris, soit chez les préposés dans les départements, c'est-à-dire chez les receveurs généraux ou receveurs particuliers des finances; mais il n'est pas nécessaire qu'ils soient faits directement par les déposants, et ils seront, au contraire, faits le plus souvent par des *intermédiaires*, c'est-à-dire par des personnes qui, agissant à la fois pour plusieurs déposants, feront les dépôts sans aucun embarras pour eux et d'une manière plus facile pour l'administration.

Les premiers intermédiaires seront naturellement les Caisses d'épargne, déjà dépositaires bénévoles de petites économies, qu'elles accroissent par l'accumulation des intérêts; viennent ensuite les chefs des grandes compagnies industrielles, les patrons dans les usines et ateliers, les sociétés de secours mutuels, les sociétés charitables, les personnes bienfaisantes, et enfin des associations entre les déposants eux-mêmes, chargeant un d'entre eux de ce soin que tous ne pourraient prendre en même temps. Ce qu'il faut éviter seulement, c'est que ce service de bienfaisance ne devienne un metier salarié.

L'Etat ne peut prendre la responsabilité des sommes déposées qu'au moment où elles sont versées entre les mains des préposés de la caisse des dépôts, et c'est pour cela qu'il ne désigne pas lui-même les intermédiaires et qu'il ne rend point leur intervention obligatoire, quoiqu'il la regarde comme presque toujours utile.

Au moment du premier versement, le déposant doit faire les déclarations prescrites par le règlement : ses nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile ; s'il est marié ou non ; s'il entend faire réserve du capital, et à quel âge il demande à entrer en jouissance de la pension (Voir à cet égard ce qui est dit précédemment au paragraphe 2).

Il doit produire son acte de naissance, constatant son âge et sa qualité de Français, et les autres actes que sa position particulière peut rendre nécessaires.

Les mêmes déclarations et productions d'actes ne sont pas exigées pour les versements ultérieurs, tant que rien n'est changé dans l'état civil ou les dispositions du déposant. Les versements peuvent être faits à toute époque. Il n'y a aucune obligation de les continuer ; chaque versement vient ajouter une rente aux rentes déjà acquises.

Les sommes déposées portent intérêt à partir du premier jour du trimestre qui suit le versement : c'est donc surtout avant la fin du trimestre qu'il faut penser à faire ces dépôts.

Le livret sera remis aux déposants lors du premier versement, moyennant le simple remboursement des frais (25 centimes).

Il doit être rapporté à chaque versement : la somme versée y est consignée, et le reçu est signé par le préposé de la caisse des dépôts et visé par le préfet ou sous-préfet dans les départements, et à Paris par le contrôleur de la caisse ; pour l'accomplissement de ces formalités, le livret reste déposé pendant quelques jours.

A l'époque de l'ouverture de la retraite, le livret est remplacé par une inscription de rente viagère sur l'Etat.

Les tarifs des rentes viagères, très-détaillés, sont imprimés et pourront être consultés, soit chez les préposés de la caisse des dépôts, soit aux préfectures et sous-préfectures.

Ainsi, au résumé, toute personne disposée à profiter de cette institution, peut le faire *dès le mois de mai prochain*, et les instructions qui précèdent suffisent pour indiquer les avantages qu'on peut s'assurer dans les différentes combinaisons de la loi ; les formalités à remplir sont réduites à la plus extrême simplicité ; elles seront facilement comprises et facilement exécutées. Mais le succès, la popularité d'une institution si nouvelle ne sera pas l'œuvre d'un jour ; il faudra, comme pour les caisses d'épargne, que tout le monde concoure à la faire connaître, à la faire entrer dans les calculs ordinaires de la vie. Les efforts si persévérants du Gouvernement ne seront pas vains : le succès de la Caisse des retraites sera pour lui un aussi grand honneur que la fondation même.

Dès que cette institution aura pris dans les mœurs une place un peu plus large, on reconnaîtra que rarement plus grand service a été rendu aux classes laborieuses et à la société tout entière.

Cette classe déjà nombreuse qui a si bien compris le bienfait des caisses d'épargne, qui y a trouvé une si utile ressource, comprendra aussi que la Caisse des retraites n'est nullement en contradiction avec la caisse d'épargne et qu'elle en est, au contraire, le complément. Les économies accumulées par la caisse d'épargne n'avaient qu'un objet : former un capital disponible pour un moment de besoin. La caisse des retraites ouvre une nouvelle voie ; si une portion de ces économies lui est confiée, ce faible sacrifice suffit pour assurer un peu d'aisance dans les dernières années de la vie. Les caisses d'épargne seront presque toujours les intermédiaires naturels pour les

versements à la Caisse des retraites, et ce sera pour elles-mêmes compléter le bienfait de leur institution.

Le but constant de la société, dans ses progrès politiques et religieux, est de procurer aux hommes, en échange de leur travail, une plus grande somme de bien-être, une satisfaction plus facile et plus complète de leurs besoins.

Ces avantages s'accroissent avec le degré de la civilisation, et il est digne d'une nation éclairée d'ajouter à tous les bienfaits déjà assurés à ses membres un bienfait tel que la sécurité des vieux jours. Mais ce que la loi commence, il faut que l'action de chacun l'achève ; il faut que chacun concoure à cette œuvre sainte, de diminuer la misère par le travail, l'économie et la prévoyance.

Les ouvriers, principalement appelés à profiter de cette institution nouvelle, faite pour eux, en apprecieront vite toutes les ressources, et mettront leur honneur à se les assurer, en créant pour eux une véritable propriété, une véritable rente sur l'Etat. Elle leur inspirera ces vues d'ordre et d'avenir qui consolent des maux présents et encouragent les efforts; elle habituera les classes nombreuses à ne pas vivre au jour le jour. Les familles les plus aisées ont des interêts durables, permanents, qui font toute leur force ; des intérêts semblables seront créés pour les ouvriers, au grand avantage de leur propre condition et aussi de la conservation de la société.

La caisse des retraites sera la gardienne des fruits du travail et de l'honnêteté, le grand livre de la vieillesse et un des meilleurs moyens qu'on puisse concevoir de bien-être et de moralité.

Exemples *tirés du Tarif.*

1. Un enfant de 3 ans pour qui l'on verserait à la Caisse 15 fr. par an et qui continuerait le versement de pareille somme, soit 5 cent. par jour de travail (à raison de 300 jours de travail par an), jusqu'à l'âge de 50 ans inclusivement, aurait droit à une rente viagère de 343 fr. — S'il discontinuait ces versements à 50 ans, mais qu'il voulût retarder l'époque de l'entrée en jouissance de la retraite jusqu'à l'âge de 56 ans et trois mois, il aurait droit alors à une rente de 600 fr., c'est-à-dire au maximum accordé par la loi. — S'il continuait ces versements, à 55 ans il aurait droit à 543 fr.; et à 60 ans il aurait dépassé de beaucoup le maximum de 600 fr.—Il faut entendre, dans cet exemple et dans les suivants, que le payement du premier trimestre de la rente suit de 3 mois l'âge mentionné comme date de jouissance.

2. Si des parents ou des patrons voulaient assurer à un enfant de 3 ans une retraite à venir de 299 fr., payable à l'âge de 50 ans, il suffirait de verser, en une seule fois, une somme de 200 fr., et l'on voit que le double, ou 400 fr., déposé en un seul versement pour une tête de 3 ans, lui assurerait 598 fr. de rente à 50 ans, soit à très-peu près le maximum légal.

3. Il suffirait de 150 fr., somme bien moindre encore, pour assurer à un enfant de 3 ans une rente viagère de 575 fr., commençant l'âge de 60 ans seulement.

4. Pour un enfant de 10 ans, le versement, fait en une seule fois, d'une somme de 150 fr., lui assurerait une rente viagère de 139 fr. à l'âge de 50 ans; ou, à l'âge de 60 ans, de 558 fr.

5. A compter du même âge de 10 ans, auquel un enfant commence à travailler, s'il peut verser 5 cent. par jour et continuer cette épargne jusqu'à l'âge de 50 ans, il aura droit à une rente viagère de 218 fr. — S'il arrête ses versements à l'âge de 50 ans, mais qu'il ne veuille toucher la rente qu'à 60 ans, elle sera alors de 559 fr., soit de bien plus du double. — Cette différence et celles qui viennent d'être indiquées montrent combien la rente viagère s'accroît lorsque l'entrée en jouissance est retardée de quelques années. C'est vers 57 ans et six mois que la rente viagère est doublée, quand les versements s'arrêtent à 50 ans. — Si l'individu qui a commencé le versement de 15 fr. à l'âge de 10 ans n'arrêtait point ses dépôts à 50, il aurait à 60 ans un revenu de 583 fr.

6. Un jeune homme de 20 ans qui placera successivement chaque année la même somme de 15 fr., jouira à 50 ans d'une rente viagère de 110 fr. — S'il attend jusqu'à 60 ans, en discontinuant ses versements, il aura 284 fr. — Mais s'il ne les arrêtait pas, il parviendrait à toucher à 60 ans (de revenu annuel) 307 fr. — Ainsi pour arriver au maximum de rente viagère, soit à 600 fr., il faudrait qu'il doublât son versement annuel ou qu'il le portât à 30 fr., soit à 10 cent. par jour de travail, dont le nombre est, comme il a déjà été dit, de 300 par an.

7. S'il ne commençait ses versements de 15 fr. par an qu'à l'âge de 25 ans, il n'aurait droit à 50 ans qu'à 76 fr. — Mais en les arrêtant à 50 ans, et en attendant la pension jusqu'à 60, elle s'élèverait à 196 fr.; et en continuant les versements de 15 fr. jusqu'à 60 ans, elle atteindrait 219 fr. — Pour obtenir le maximum de 600 fr., il faudrait, dans ce cas, accroître beaucoup le versement annuel et le porter à plus de 41 fr., ou près de 14 cent. par jour de travail. — Mais il est à remarquer qu'un versement unique de 150 fr. produit à cet âge de 25 ans une rente viagère précisément de 150 fr., payable à 60 ans. De sorte que quelques économies extraordinaires peuvent suppléer à ce qui ne saurait peut-être s'obtenir par une augmentation considérable de l'épargne annuelle.

8. Ce qui vient d'être dit s'applique à plus forte raison aux âges plus élevés, et démontre la nécessité de commencer de bonne heure un système régulier d'économies. De très-faibles placements dans la jeunesse produisent naturellement des retraites considérables pour les âges de 50 à 60 ans. Les placements tardifs, au contraire, pour amener les mêmes résultats, exigent des sommes bien plus fortes.

9. Ainsi un homme de 30 ans, s'il dépose 15 fr. par an, n'en retirera à 50 qu'une rente viagère de 51 fr., qui, s'il attend jusqu'à 60 ans, montera à 130 fr., sans nouveaux versements de 50 à 60 ans. — En continuant ses versements, il jouirait à 60 ans d'une rente de 154 fr.; et il ne pourrait, en conséquence, obtenir le maximum de 600 fr. qu'en versant 60 fr. par an. Mais on voit que, sans atteindre ce maximum, des économies commencées même à 30 ans assureront à sa vieillesse des secours efficaces, puisque 30 fr. par an lui donneraient une retraite de 308 fr.

10. En outre, il est toujours loisible, même pour un âge supérieur à 60 ans, de continuer à faire des placements à la Caisse de retraites; seulement, ils ne produiront intérêt qu'au taux fixé par la loi pour l'âge de 60 ans. — Ce taux étant de 10 fr. 64 cent. pour un versement de 100 fr., on reconnaît que tout homme de 60 ans qui aura, par ses économies antérieures, droit à une pension de 200 fr. pourra,

en plaçant les arrérages de cette rente pendant un petit nombre d'années, l'augmenter très-promptement. — En 5 ans, par exemple, il accroîtrait la rente annuelle de 200 fr. de plus de 5 2/3, et il jouirait, à 65 ans, d'un revenu de 338 fr.

11. Quand on ne commencera le versement de 15 fr. qu'à 35 ans, il formera pour l'âge de 50 ans une rente viagère de 32 fr.; en le continuant jusqu'à 60 ans, la rente s'élèverait à 105 fr. — Mais en commençant ainsi des économies plus tard, on conçoit qu'il faut les faire plus fortes, pour arriver à des résultats comparables à ceux que procurent des économies commencées plus tôt et qui ont duré bien plus longtemps. — Si donc on voulait à 35 ans s'assurer, pour l'âge de 60 ans, une retraite de 300 fr., il faudrait verser chaque année 45 fr. à peu près.

12. Les épargnes à 40 ans devront être plus élevées nécessairement. — Pour un homme de cet âge, un versement annuel de 30 fr. ne produirait à 50 ans qu'une rente viagère de 36 fr. — Mais en continuant ce versement annuel jusqu'à 60 ans, il s'assurerait une rente de 140 fr. : et il suffirait de quelques économies antérieures pour accroître très-notablement ce revenu, puisque 100 fr. versés à l'âge de 40 ans assurent une rente, à 60 ans, de 40 fr.

13. On peut ne commencer ses économies que beaucoup plus tard. — A 45 ans, un versement annuel de 30 fr. donnerait encore pour l'âge de 60 ans une rente viagère de 87 fr. — Portant à 100 fr. le versement annuel, on s'assurerait à 60 ans un revenu de 291 fr.

14. A 50 ans, la Caisse de retraites offre encore de très-grands avantages, bien que réduits. — Le versement annuel de 30 fr. continué jusqu'à l'âge de 60 ans produit une rente viagère de 48 fr. — De plus, un versement unique de 100 fr., fait à 50 ans, assure au même âge de 60 ans un revenu de 22 fr. — Et le versement unique de 100 fr. à 60 ans et au delà donnant un revenu immédiat de 10 fr. 64 c., comme il a été dit, on peut, en usant d'épargnes et profitant de ces combinaisons, s'assurer, pour l'âge de 60 ans une rente de 300 fr., en versant d'une part, 400 fr. à 50 ans ; puis 100 fr. par an jusqu'à 60 ans ; puis, à ce dernier âge, environ 480 fr.

15. Il serait superflu de multiplier les combinaisons pour les âges plus avancés. Il convient d'indiquer seulement que le maximum de 600 fr. de rente viagère immédiate exigera un versement unique : à 50 ans, de 7,031 fr.; à 55 ans, de 6,370 fr.; à 60 ans et au delà, de 5,638 fr — Les retraites inférieures au maximum demanderont proportionnellement des sommes moindres.

16. Dans tout ce qui précède, il a été supposé que les déposants ne faisaient aucune réserve du capital versé, et n'avaient, par conséquent, droit qu'aux arrérages de la rente viagère, et que leurs héritiers ne pouvaient réclamer de la Caisse que le décompte de ces arrérages jusqu'au jour du décès. — Mais l'article 7 de la loi autorise la Caisse à recevoir des placements sous la condition d'en restituer le capital au jour du décès du deposant. — Naturellement les rentes que le Trésor public servira sous cette réserve du capital seront beaucoup moindres que celles qui n'exigent aucune restitution de capital. — Il est utile, cependant, de bien observer que la différence ne devient très-sensible qu'après la première jeunesse.

17. Par exemple, des versements de 15 fr., commencés à l'âge de 3 ans, avec réserve du capital, produiraient à 50 ans une rente de 268 fr., tout en laissant aux héritiers de la partie versante un capital

de 705 fr. — Continués jusqu'à 60 ans, ces versements exigeraient une rente de 700 fr., et un capital de 855 fr., et dès-lors ils ne pourraient être continues aussi longtemps.

18. Réciproquement cette disposition permet au bienfaiteur d'un enfant de placer sur sa tête une somme fixe, soit 500 fr., qui lui fera retour au décès de cet enfant, et qui assurera néanmoins à l'enfant de 3 ans une rente de 585 fr., s'il parvient à l'âge de 50 ans. — Il ne faudrait qu'environ 515 fr. pour assurer le maximum de 600 fr., à l'âge de 50 ans, à un enfant de trois ans.

19. Mais dès l'âge de 10 ans, le versement de 500 fr. en un seul terme ne produit, sous la réserve du capital, qu'une rente de 381 fr. à l'âge de 50 ans. Il faut attendre jusqu'à 55 ans pour que 500 fr. placés à 10 ans, avec cette réserve, produisent 595 fr. — Si le titulaire de la rente future ne doit la toucher qu'à l'âge de 60 ans, il suffira de verser 250 fr. pour lui assurer 489 fr., avec réserve du fonds. — Au même prix. et sans réserve du capital, il obtiendrait 597 fr. — Ce n'est, toutefois encore, que le quart à peu près en sus.

20. Au même âge de 10 ans, un versement annuel de 15 fr. assurera à 50 ans, avec réserve du capital, une rente de 167 fr., et à 60 ans une rente de 442 fr.

21. A partir de l'âge de 20 ans, les versements avec réserve du capital produisent notablement moins. — Pour 15 fr. par an, on n'aurait à 50 ans que 81 fr. de rente, et même à 60 ans que 221 fr. — Mais le capital remboursable est de 450 fr. dans le premier cas, et de 600 fr. dans le second cas.

22. Pour l'âge de 25 ans, le versement annuel de 15 fr., ou de 5 c. par jour de travail, n'amènera qu'une rente de 54 fr. à 50 ans; ou une rente de 153 fr, à 60 ans.— On n'obtiendrait donc 300 fr. de revenu que par une économie annuelle un peu supérieure à 30 fr.

23. C'est surtout aux âges plus élevés qu'il peut convenir de réserver le capital, et malheureusement il est bien clair que cette réserve rapprochera de plus en plus le revenu d'un simple placement à 5 p. 100, puisque la caisse alloue 5 p. 100. — Pourtant un homme de 30 ans, qui veut conserver une somme de 600 fr. à sa famille, s'assurerait encore à 50 ans 70 fr. de rente par un versement annuel de 30 fr. — En reculant à 60 ans, au lieu de 50, l'époque de jouissance de la rente, elle monterait à 206 fr. et le capital réservé à 900 fr. — Il y a là, on doit le reconnaître, des éléments de sages combinaisons, qu'il serait trop long de développer ici.

24. Un homme de 35 ans n'aurait plus, pour un versement annuel de 30 fr., qu'une rente, à cinquante ans, de 43 fr., ou, à 60 ans, de 135 fr.

25. Commencé à l'âge de 40 ans, le versement annuel de 30 fr. ne donne plus que des sommes encore moins considérables, lorsque le capital est réservé : — La rente est, à 50 ans, de 23 fr., et à 60 ans, de 85 fr. Mais on voit qu'il est possible d'arriver, à 60 ans, à une rente de 200 fr., en versant un peu plus de 70 fr. par an, ce qui constituerait une réserve de capital de 1,400 fr. — Il ne faut pas perdre de vue que cet accroissement du capital réservé n'a lieu que successivement, et qu'il est précisément égal au capital des versements. — Ce n'est réellement que la restitution des sommes versées; de sorte que les héritiers trouvent d'autant moins de ressources dans cette stipulation que l'âge du décès est moins éloigné de l'époque des premiers versements.

26. Pour 45 ans, les versements annuels de 30 fr. ne donneraient à 60 ans, qu'une rente de 49 fr. Il faudrait donc les doubler pour obtenir à peu près 100 fr. de revenu.

27. Semblablement, à 50 ans, la formation d'une rente de 100 fr. exigerait, sous la réserve du capital, un versement annuel de plus de 115 fr. jusqu'à l'âge de 60 ans.

28. Au delà de 50 ans, le versement avec réserve du capital, n'aurait presque plus aucun des caractères du viager, et il ne produirait effectivement qu'un intérêt de plus en plus voisin de 5 p. 100, à mesure que l'époque de l'entrée en jouissance de la rente se rapprocherait de la date du versement. — Il pourra, toutefois, entrer dans certaines combinaisons de se servir de ce genre de placement. Mais, en général, il offrira peu d'avantage, puisque les rentes 5 p. 100 donnent un revenu supérieur.

CAPITAL NON RÉSERVÉ.

AGES au versement unique ou au 1er versement.	VERSEMENT UNIQUE de 5 fr. — Retraite à l'âge de 50 ans	de 55 ans	de 60 ans	VERSEMENTS ANNUELS de 5 fr. — Retraite à l'âge de 50 ans	de 55 ans	de 60 ans
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3 ans.	7 48	11 67	19 18	114 34	181 23	300 99
10.	4 65	7 27	11 94	72 75	116 31	194 36
15.	3 50	5 47	8 99	52 34	84 49	142 03
20.	2 63	4 10	6 74	36 99	60 52	102 64
25.	1 95	3 04	5 00	25 52	42 63	73 25
30.	1 44	2 25	3 71	17 02	29 35	51 44
35.	1 06	1 66	2 74	10 73	19 53	35 30
40.	0 79	1 23	2 02	6 08	12 28	23 39
45.	0 58	0 91	1 49	2 64	6 92	14 57
50.	0 42	0 66	1 09	»	2 96	8 07
55.	»	0 47	0 77	»	»	3 40
60.	»	»	0 53	»	»	»

CAPITAL RÉSERVÉ.

AGES au versement unique ou au 1er versement.	VERSEMENT UNIQUE de 5 fr. — Reraite à l'âge de 50 ans	VERSEMENT UNIQUE de 5 fr. — Reraite à l'âge de 55 ans	VERSEMENT UNIQUE de 5 fr. — Reraite à l'âge de 60 ans	VERSEMENTS ANNUELS de 5 fr. — Retraite à l'âge de 50 ans	VERSEMENTS ANNUELS de 5 fr. — Retraite à l'âge de 55 ans	VERSEMENTS ANNUELS de 5 fr. — Retraite à l'âge de 60 ans
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
3 ans.	5 85	9 13	15 01	89 47	141 18	233 58
10.	3 81	5 95	9 78	55 92	88 53	147 57
15.	2 81	4 39	7 21	39 34	62 96	105 05
20.	2 05	3 21	5 28	27 15	43 94	73 80
25.	1 49	2 33	3 83	18 26	30 06	51 00
30.	1 07	1 68	2 76	11 82	20 01	34 48
35.	0 77	1 20	1 97	7 19	12 79	22 62
40.	0 54	0 84	1 39	3 91	7 66	14 20
45.	0 37	0 58	0 95	1 62	4 09	8 33
50.	0 24	0 38	0 63	»	1 66	4 33
55.	»	0 24	0 41	»	»	1 71
60.	»	»	0 25	»	»	»

CIRCULAIRE *de M. le Directeur général de la Caisse des Dépôts et consignations* (M. Guillemot), *à MM. les Receveurs généraux et particuliers des Finances, préposés de la caisse des dépôts et consignations, relative à l'exécution de la loi sur la caisse de retraites pour la vieillesse.* (Extrait.)

Paris, le 6 mai 1851.

Monsieur, l'Assemblée Nationale a adopté, le 18 juin 1850, une loi portant création, sous la garantie de l'Etat, d'une *Caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse,* et en a confié la gestion à l'administration de la caisse des dépôts et consignations.

Un règlement d'administration publique, en date du 27 mars 1851, a déterminé, conformément à cette loi, la forme des livrets et le mode d'après lequel les versements seront faits, soit directement par les déposants, soit pour leur compte par des intermédiaires. MM. les receveurs généraux et particuliers des finances, en leur qualité de préposes de la caisse des dépôts et consignations, sont appelés à la seconder dans cette nouvelle tâche, et le règlement précité fixe les règles de leur coopération.

En vous notifiant la loi du 18 juin 1850 et le décret du 28 mars 1851, je dois, Monsieur, vous transmettre toutes les explications nécessaires pour faciliter le concours que j'ai à réclamer de vous. La présente circulaire a pour but l'accomplissement de ce devoir.

DES DÉCLARATIONS DE VERSEMENT.—*Premiers versements.—Feuilles de déclaration.*—Tout premier versement à la caisse des retraites fait, soit directement, soit par intermédiaire, est accompagné de la déclaration des nom prénoms, âge, profession et domicile du titulaire, consignée sur une

feuille spéciale conforme à l'un des modèles ci-joints nos 1 à 56 (1) suivant les divers cas qui peuvent se présenter. Cette feuille constate, en outre, d'après la déclaration des parties : si le capital versé est abandonné ou s'il en est fait réserve au profit, soit des héritiers ou légataires du titulaire, soit du tiers déposant; — à quel âge, dans la limite de cinquante à soixante ans, le titulaire doit entrer en jouissance de sa rente viagère (art. 3, 9 et 10 du décret); — Si le déposant est marié, les mêmes déclarations sont faites en ce qui concerne son conjoint, et pour la *moitié* des versements qui doit profiter à celui-ci. S'il n'a été fait qu'une seule déclaration concernant la réserve ou l'aliénation du capital et l'âge d'entrée en jouissance, cette déclaration sera réputée commune aux deux conjoints (art. 4 du décret).

La feuille de déclaration est signée par le préposé de la caisse qui reçoit le versement, et par celui qui l'effectue, soit directement, soit comme intermédiaire; si le déposant ne sait pas signer, il en sera fait mention dans la feuille (art. 10 du décret). Dans le cas de versements effectués par des mineurs âgés de moins de dix-huit ans, l'autorisation des père, mère ou tuteur, exigée par l'art. 4 de la loi, pourra être consignée sur la feuille de déclaration. Elle devra s'appliquer aux conditions du versement relatives, soit à l'âge d'entrée en jouissance de la rente viagère, soit à l'abandon du capital, s'il a été stipulé. A défaut de père, mère ou tuteur, cette autorisation peut être donnée par le juge de paix. Elle pourra être donnée d'une manière générale pour tous les versements subséquents, sauf la révocation, qui pourra toujours avoir lieu (art. 6 du décret).

Les autorisations des père, mère ou tuteur, peuvent être aussi données par acte séparé, notarié ou sous-seing privé; mais, dans ce derniers cas, légalisé par le maire et le préfet ou sous-préfet.

Si le versement est fait par un tiers au profit d'une femme mariée, le consentement du mari est nécessaire, et doit être justifié dans les mêmes formes que celles ci-dessus indiquées pour les versements de mineurs.

Pièces à produire. — Aux feuilles de déclaration de *premier versement* devront être annexés, pour être transmis à la caisse des dépôts et consignations :

L'acte de naissance, dûment légalisé, du déposant, constatant sa qualité de Français (instruction pratique, p. 182).

S'il est marié, non séparé de corps ou de biens, l'acte de naissance de son conjoint, dûment légalisé;

(En cas d'impossibilité de produire ces actes, il pourra y être suppléé par des actes réguliers de notoriété.)

L'autorisation accordée par le juge de paix ou par la chambre du conseil, s'il y a lieu, de faire des versements au profit exclusif du déposant, en cas d'absence ou d'éloignement de son conjoint depuis plus d'une année (art. 4 de la loi, §§ 6 et 7).

En cas de séparation de corps ou de biens, l'extrait du contrat de mariage ou du jugement d'où résulte la séparation :

(L'extrait du jugement sera accompagné des certificats et attestations prescrits par l'art. 548 du Code de procédure civile, et, en outre, dans le cas de jugement de séparation de biens (art. 144 du Code civil), des justifications établissant que la séparation a été exécutée (art 5 du décret).

En cas de versement fait par un mineur de moins de dix-huit ans, l'autorisation des père, mère ou tuteur, si elle n'a pas été consignée sur la feuille de déclaration, ou, à défaut, celle de juge de paix.

(Cette autorisation n'est pas requise, si le versement est effectué par un tiers et de ses deniers au profit du mineur.)

---

(1) La connaissance de ces modèles est absolument inutile à nos lecteurs et nous ne les reproduisons pas.

Si le tuteur est datif, l'extrait de la délibération du conseil de famille qui l'a nommé ;

Enfin, dans le cas de versement par un tiers au profit d'une femme mariée, l'acte de consentement du mari, si ce consentement n'a pas été consigné par lui sur la feuille de déclaration.

Versements subséquents.—Feuilles de déclaration.—S'il survient un changement dans l'état civil du titulaire, la déclaration devra en être faite au premier versement qui suivra. Cette déclaration sera consignée sur une feuille spéciale (modèles nos 57 à 60), et mention devra en être faite aussitôt sur le livret. Il en sera de même dans le cas où le déposant voudra soumettre ses nouveaux versements à des conditions autres que celles antérieurement fixées, en ce qui concerne, soit *le retour* ou *l'abandon* du capital, soit l'époque d'entrée en jouissance de la rente viagère (voir les modèles des nouvelles feuilles à produire ci-joints nos 61 à 66).

Pièces à produire.—Les énonciations contenues dans les nouvelles feuilles de déclaration devront être appuyées des mêmes justifications que celles requises lors du premier versement. En cas de décès du conjoint, auquel la moitié des versements devait profiter, l'acte en sera produit par le conjoint survivant lors du premier versement qui suivra. Les pièces justificatives produites, soit pour les premiers versements, soit pour les versements subséquents, seront annexées aux feuilles de déclaration auxquelles elles se rapportent, pour être transmises et conservées à la caisse des dépôts et consignations (art. 11 du décret). Ces pièces sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement (art. 11 de la loi).

DES LIVRETS —Lors du premier versement effectué, il sera remis un livret à chaque déposant, moyennant le remboursement du prix, fixé à 25 centimes.

Chaque livret sera revêtu du timbre de la caisse des dépôts et consignations ; il portera un numéro d'ordre du registre matricule ; Il énoncera les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile du déposant, et spécialement tous les faits et conditions résultant des déclarations et productions prescrites par les art. 3 et 10 dudit règlement (art. 12 du règlement) ....

L'art. 13 du décret précité interdit à tout déposant la possession de plus d'un livret ; si ce cas parvenait à votre connaissance, je vous invite à me le signaler aussitôt.

De la perte du livret.—Dans le cas où le déposant aurait perdu son livret il sera pourvu à son remplacement dans la forme prescrite pour le remplacement des titres de rente sur l'Etat (1). Ces nouveaux livrets seront délivrés par la direction générale à Paris, sur la demande du déposant.

Inscriptions des versements —Les versements pour le compte de la caisse des retraites ne donneront pas lieu de votre part à la délivrance des récépissés à talon exigés par les règlements pour toute somme versée à votre caisse. Ces versements *seront enregistrés sur le livret*, avec l indication de la date et du lieu où ils auront été effectués ; vous aurez, dans le cas de versements directs, à en faire la délivrance immédiate au déposant. La somme versée sera insérée en toutes lettres dans le corps du livret, et en chiffres dans une des deux colonnes correspondantes à la déclaration d'aliénation ou de réserve du capital faite par le déposant.

Du contrôle des versements.—Cet enregistrement, signé par vous, ne formera titre envers l'Etat *qu'à la charge par le déposant de le soumettre dans les vingt-quatre heures de la date du versement au visa du préfet ou du sous-préfet.*

Si le déposant est *marié*, le versement doit, dans le cas prévu par l'art. 4

---

(1) Art. 2 du décret impérial du 3 messidor an XII. « Les rentiers qui « auraient perdu leurs extraits d'inscription en feront la déclaration devant « le maire de leur commune.

« Cette déclaration, faite en présence de deux témoins qui constateront « l'individualité du déclarant, sera assujettie au droit fixe d'enregistrement « d'un franc. »

de la loi du 18 juin 1850, profiter *par moitié* à son conjoint; il ne peut être admis s'il n'est de 10 fr. ou de multiples de 10 fr. Dans ce cas, vous partagerez par moitié le nombre des feuillets blancs qui resteront au livret, et vous ouvrirez *sur la dernière moitié*, un compte au nom du conjoint pour y enregistrer la part du versement qui doit lui profiter.

VERSEMENTS DES INTERMÉDIAIRES.—*Bordereaux et pièces à l'appui.*— L'intermédiaire qui, dans l'intérêt de plus de dix déposants, effectuera un premier versement ou des versements subséquents, devra dresser, pour vous être remis, un bordereau en double expédition, conforme au modèle nº 68 ci-joint. Ce bordereuu indiquera les nom, prénoms de chaque déposant, et les sommes versées pour chacun d'eux, en distinguant les premiers versements *des versements subséquents*. Il indiquera, en outre, dans des colonnes distinctes, le capital *aliéné* ou *réservé*. Pour les nouveaux déposants, l'intermédiaire sera tenu de produire, à l'appui de ce bordereau, les feuilles de déclaration et toutes les pièces mentionnées dans les art. 3, 4, 5 et 6 du décret du 27 mars 1851.

Du mode de quittance à donner.—Vous devrez donner d'abord quittance du versement collectif effectué par l'intermédiaire, *au bas de l'une des expéditions du bordereau*. Cette quittance, comme il a été dit plus haut, ne forme titre envers l'Etat qu'à la charge par l'intermédiaire qui fait le versement de la soumettre, dans les vingt-quatre heures de sa date, au visa du préfet ou du sous-préfet.

Vous aurez à établir avec le plus grand soin, pour chaque nouveau déposant dénommé dans le bordereau, un livret où vous énoncerez les indications contenues tant dans l'acte de naissance que sur la feuille de déclaration, en ne perdant pas de vue qu'à l'égard des comptes ouverts aux femmes mariées, soit sur leur livret personnel, soit sur celui de leur mari, vous devrez énoncer d'abord le nom *patronymique*.

L'enregistrement sur le livret sera signé par le préposé et soumis *par lui* au visa du préfet ou sous-préfet, pour former titre envers l'Etat.

Je vous engage, Monsieur, à mettre la plus grande célérité dans l'expédition des livrets, qui devront être remis, revêtus du visa pour contrôle dans la dizaine pendant laquelle aura été effectué le versement. Vous pourrez facilement obtenir ce résultat si les intermédiaires qui verseront pour un certain nombre de déposants font à votre caisse le dépôt préalable des bordereaux exigés avec toutes les pièces justificatives énumérées ci-dessus, et s'ils font leurs versements au commencement des dizaines.

Tout porteur de livret pourra, sur la présentation de ce titre, effectuer des versements subséquents, soit à Paris à la direction générale, soit chez tous les préposés de la caisse des dépôts et consignations, ou chez les intermédiaires.

La constatation de ces versements et leur visa pour contrôle auront lieu, ainsi qu'il est dit plus haut pour les premiers versements faits par les déposants. Si un intermédiaire effectue, dans l'intérêt de plus de dix déposants, des *versements subséquents*, il devra produire des livrets, et, dans les cas prévus par les art. 7, 8 et 9 du décret précité, les feuilles de déclarations et les pièces justificatives mentionnées en l'art. 10 du règlement. Il devra, en outre, se conformer, pour la remise du bordereau exigé, à la marche tracée par le paragraphe 9 ci-dessus...

Des restitutions des sommes versées, dont l'admission est refusée.— Si des versements inscrits par vous sur les livrets donnaient lieu, contrairement à l'art. 13 du décret précité, à la délivrance d'un second livret, ou si les pièces produites étaient reconnues irrégulières ou insuffisantes par la direction générale, la restitution en serait faite sans intérêts aux déposants, en vertu des autorisations que je vous en aurai données, et la mention de ces versements devra être annulée sur le livret.

Deux autres circulaires relatives à l'exécution de la loi du 18 juin 1850, sur la caisse des retraites pour la vieillesse, ont encore été adressées, le 10 mai 1851, l'une par M. le ministre des finances à MM. les préfets, l'autre par M. le directeur de la comptabilité générale des finances à MM. les receveurs des finances. Mais la lecture en serait sans intérêt pour nos lecteurs, et nous croyons dès lors devoir nous dispenser de les rapporter.

Questions proposées.

FABRIQUES. — DON MANUEL. —FORMALITÉS.

Quand quelques personnes veulent donner à l'église certains objets utiles, mais de peu de valeur, soit par exemple une nappe d'autel, des bouquets artificiels renfermés dans des globes de verre, ou autres choses précieuses pour la décoration du sanctuaire, suffit-il, pour que leurs dons soient valides, que le curé et le président du bureau conjointement avec le trésorier les acceptent?

L'affirmative ne saurait être douteuse. Les dons manuels faits aux établissements publics, lorsqu'ils sont d'une valeur peu considérable, ne sont en droit assujettis à aucune formalité, et la tradition suffit en général pour transférer au donataire la propriété de la chose donnée. Ce qui semblerait faire désirer que ces espèces de dons fussent constatés par des actes réguliers, ce serait la crainte que les personnes qui les ont faits vinssent plus tard revendiquer les objets comme leur appartenant et comme ayant seulement été prêtés à l'église. Mais l'on ne doit pas se laisser aller à une pareille appréhension, parce qu'elle supposerait de la mauvaise foi dans les donateurs ou dans leurs héritiers, ce qui ne doit pas être, et, en second lieu, parce qu'il serait toujours facile à la fabrique, pour repousser cette revendication, de se retrancher derrière le principe de l'art. 2279 du Code civil : Qu'en fait de meubles, la possession vaut titre. Cette fabrique a d'ailleurs un moyen bien simple de constater sa propriété, c'est de mentionner les objets donnés dans le récollement annuel de l'inventaire des meubles de l'église, et elle peut être certaine qu'aucune réclamation ultérieure ne viendra la troubler dans sa possession.

Les dons manuels, faits aux fabriques ou autres établissements publics, qu'ils consistent en une somme d'argent ou en tout autre objet mobilier d'une valeur minime, ne sont point soumis à la formalité de l'autorisation du gouvernement.

PRESBYTÈRES.—CURÉS ET DESSERVANTS.—PRISE DE POSSESSION.—ÉTAT DE SITUATION.

Lorsque, à l'époque de la prise de possession d'un curé ou l'installation d'un desservant, il n'a été fait aucun état de situation du presbytère et de ses dépendances, mais que, environ dix ans après, le conseil de fabrique, dans l'une de ses sessions ordinaires, a reconnu que le curé ou desservant n'a causé aucune dégradation, et qu'il a même amélioré notablement le jardin presbytéral, est-il encore nécessaire de dresser cet état de situation?

Aux termes de l'art. 44 du décret du 30 déc. 1809, il doit être dressé, lors de la prise de possession de chaque curé ou desservant, aux frais de la commune, et à la diligence du maire, un état de situation du presbytère et de ses dépendances. Or, cette prescription est

tout à la fois dans l'intérêt des droits du propriétaire du presbytère, dans l'intérêt de la conservation de ce bâtiment et dans l'intérêt de celui qui doit l'habiter. Elle est la conséquence nécessaire de cette règle du droit commun, consacrée par l'art. 1720 du Code civil : « Que le propriétaire est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce ; » que celui qui la reçoit sans réclamation reconnaît tacitement qu'elle lui a été ainsi délivrée et qu'il la doit rendre de même.

L'intérêt qu'a le propriétaire à l'accomplissement de cette formalité est trop manifeste pour qu'il soit nécessaire de disserter beaucoup sur ce point. « L'état des lieux, dit M. Boué, dans un article inséré au *Journal des Conseils de Fabriques*, est indispensable pour la conservation des droits du propriétaire qui aurait le malheur de louer sa maison à un locataire de mauvaise foi. Si, par exemple, à des objets précieux, tels que des chambranles en marbre, des boiseries en chêne, des serrures et des verroux bien conditionnés, le preneur substituait des chambranles de pierre, des boiseries de sapin, des serrures et des verroux en mauvais état, si même il faisait disparaître certains objets comme des glaces, des armoires, des doubles portes, le propriétaire serait fort embarrassé pour prouver que les objets par lui réclamés ont été livrés au preneur. Mais, sans qu'il soit besoin de supposer de la mauvaise foi de la part du locataire ou de l'occupant, il est aussi facile de prouver par d'autres exemples combien un état de lieux est nécessaire dans l'intérêt du propriétaire. En cas de négligence du locataire ou d'accident arrivé par sa faute, comme serait un incendie, comment, sans un état des lieux, apprécier les objets qui auront été perdus, dégradés, ou qui seront devenus la proie des flammes, et dont le locataire doit indemnité?

Si cet état est indispensable dans l'intérêt du propriétaire, il l'est encore dans l'intérêt de la conservation de la chose. En effet, il n'est personne qui n'ignore que dans certaines localités les curés disposent du presbytère et de ses dépendances comme s'ils en étaient propriétaires. Ainsi, selon la remarque faite dans le Cours de la législation civile ecclésiastique, un curé n'a pas le droit d'arracher les arbres du jardin, de la cour, ou de l'enclos presbytéral ; de convertir une vigne en jardin ou en terre labourable ; de détruire des haies, des charmilles, de couper des arbres d'agrément, comme tilleuls, pins, etc.; d'abattre des murs, de changer, dans l'intérieur du presbytère, des portes, des cheminées, de condamner des fenêtres ou d'en faire ouvrir de nouvelles ; de supprimer des cloisons, des alcôves, des cabinets, des antichambres, etc ; de combler des puits, des viviers; de supprimer un bûcher, une écurie, un colombier, etc. Toutes ces choses ne peuvent être faites qu'avec l'autorisation de la fabrique ou de la commune, quand celle-ci est propriétaire; et on le comprend facilement: c'est qu'une fois les lieux établis, ils doivent, autant que possible, rester les mêmes parce que, ce qui ne convient point à un titulaire peut convenir à l'autre, et qu'il n'appartient pas à ce titulaire de contraindre ainsi son successeur à des dépenses qu'il est nécessairement obligé de faire pour remettre les lieux dans l'état primitif qui lui présente à lui plus de commodité. Or, il est incontestable que l'état de situation peut prévenir ces inconvénients, parce que s'il n'empêche point les changements qu'un curé croit utiles dans son intérêt, il a au moins pour effet de l'obliger légalement à remettre, à sa sortie, et à ses frais, les lieux dans l'état où il les a pris.

Enfin, cet état de situation n'est pas moins utile pour le titulaire lui-même. En effet, le curé desservant n'est tenu que des simples réparations locatives et des dégradations survenues par sa faute ; mais cette obligation peut considérablement s'augmenter par suite du défaut d'un état de lieux. En l'absence de cet acte, il est censé avoir reçu les lieux en bon état de réparations, parce que la loi oblige la commune ou la fabrique à les lui remettre ainsi, et il doit les rendre de même. Or, si l'on remarque à sa sortie, qu'une cheminée a été écornée, une serrure usée, un parquet ou un carrelage enfoncé dans quelques parties, la commune ou la fabrique sont en droit de lui en demander la réparation, et il ne peut se dispenser de la payer, s'il n'a pas un acte capable de prouver que ces dégradations existaient quand le presbytère lui a été livré et qu'ainsi il n'en peut répondre. Si encore il a fait quelques embellissements, s'il a ajouté quelques objets de décoration, il peut craindre qu'on lui dispute le droit de les reprendre, si rien n'établit que les objets par lui placés n'existaient pas lors de son entrée en jouissance. Au contraire, s'il a eu la précaution de faire dresser un état de lieux, son obligation et ses droits sont déterminés par cet acte ; ni la fabrique ni le maire ne peuvent lui demander compte de choses qui n'existaient pas dans le presbytère et mettre à sa charge des réparations qu'il ne doit pas.

La nécessité de l'état de situation étant ainsi démontrée, la solution de la question proposée n'est pas douteuse. Il est clair que la situation dans laquelle se trouve le curé de la paroisse dont il s'agit, est irrégulière. Or, rien n'empêche de réparer l'omission commise à cet égard. On comprend très-bien que la délibération du conseil de fabrique qui a reconnu que les lieux n'avaient pas été dégradés ne se réfère qu'au passé, et qu'elle ne saurait être pour l'avenir un titre pour le curé Elle ne peut d'ailleurs légalement tenir lieu de l'état de situation ordonné par la loi, et dans la position des choses, pour la garantie des intérêts du curé ou de ses héritiers, nous n'hésitons pas à dire que l'on de doit pas différer plus longtemps à dresser cet état dans les termes prescrits par l'art. 44 du décret du 30 déc. 1809.

Délibéré à Paris par MM. GUILLEMIN, MASSON, l'abbé ANDRÉ, TRIPET, SUVIGNY et DE CHAMPEAUX.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois d'Août.

Réunion mensuelle du bureau des Marguilliers, dans le lieu ordinaire de ses séances (art. 23 du décret du 30 déc. 1809).

Les conseils de fabrique, qui, dans leur réunion de juillet auraient reconnu la nécessité de quelque dépense, et qui, par suite de l'insuffisance de leurs ressources auraient décidé qu'il sera fait une demande de secours à la commune, voudront bien se rappeler que les conseils municipaux se réunissent au commencement du mois d'août et qu'ils doivent s'empresser de leur adresser leurs demandes, s'ils ne l'ont déjà fait, afin qu'il en soit délibéré dans cette session. (Voy. nos observations à ce sujet, *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol. 1849, p. 178, et ci-dessus, p. 159.)

MODÈLES D'ACTES.

Nous avons fait suffisamment connaître ci-dessus, p. 201, quelle importance MM. les curés, les conseils de fabrique et les communes devaient attacher à ce qu'à chaque mutation de titulaires, il fût dressé un état de situation du presbytère. Nous avons maintenant à parler de la forme dans laquelle cet état doit être fait. Nous n'entrerons point dans de longues explications à cet égard, car la loi n'a prescrit aucun mode qui doive être suivi plutôt qu'un autre. Cet état de situation n'est autre chose qu'un procès-verbal d'état de lieux, tel qu'on l'entend dans le langage ordinaire, et il remplit toujours le but qu'on se propose, quand il contient la description exacte et détaillée de toutes les parties de la maison presbytérale et de ses dépendances.

On a coutume de commencer par la description du rez-de-chaussée ou par celle des caves souterraines quand il y en a. Dans cette description entre aussi ordinairement celle des cours, remises, écuries, hangars et bûchers, etc. On passe ensuite au premier étage, puis au second, et ainsi de suite, de manière qu'on termine par les greniers. Mais cette forme n'est point sacramentelle, et l'on peut aussi commencer la description par le haut de la maison, et descendre successivement, d'étage en étage, jusqu'aux caves. L'essentiel est de ne négliger aucun détail important et de mettre de l'ordre dans l'opération, afin de rendre faciles les recherches que l'on peut avoir besoin de faire.

Voici d'ailleurs un modèle d'état de situation que nous empruntons au Cours de Législation civile de M. l'abbé André, et qui fera, sans aucun doute, facilement comprendre toutes les explications qu'il doit renfermer.

ÉTAT DES LIEUX D'UN PRESBYTÈRE.

État des lieux du presbytère de la paroisse d....., commune du même nom, diocèse d....., département d.....

DÉSIGNATION SOMMAIRE DES LIEUX.

Le presbytère de la paroisse de....., se compose :

1° au rez-de-chaussée, d'une cuisine, d'une salle à manger sur la cour et d'un salon sur le jardin, avec une cave sous le salon ;

2° au premier étage, d'une chambre à alcôve et cabinet, éclairée sur la cour, et deux autres chambres éclairées sur le jardin ;

3° d'un grenier ;

4° d'une cour ;

5° d'un jardin ;

6° d'une écurie servant de bûcher.

REZ-DE-CHAUSSÉE.

Salle à manger.—Elle est éclairée sur la cour par une grande porte, avec imposte dormante au-dessus. La porte est en bois de chêne de 34 millimètres d'épaisseur, à panneau plein par le bas, développant avec la plinthe et la cymaise du soubassement, et vitrée par le haut de pièces de verre ordinaire. Elle est fermée sur son huisserie formée par les deux poteaux en chêne, de chacun quarante-huit centimètres de largeur sur onze d'épaisseur, qui soulagent le poitrail de trois fortes pommelles à T entaillées d'épaisseur, avec gonds jumeaux

et fixées par des vis à tête fraisées ; pour fermeture, une serrure bec de canne de façon, avec bouton double en cuivre, l'un en olive, l'autre en boucle à béquille et gâche ; de plus, deux targettes, de onze centimètres, à volet, et montées sur platine avec gâches, boutons et crampons à l'intérieur ; deux gâches de barre supprimées.

L'imposte dormante au-dessus de la porte est défendue par une grille composée de deux traverses à patte et à deux montants.

Vis-à-vis ladite porte est la porte donnant entrée dans le salon ; cette dernière porte est pleine, en bois de chêne, de vingt-sept millimètres; elle est ferrée sur son huisserie de trois pommelles doubles, d'une serrure ordinaire à tour et demi de dix-neuf centimètres, garni de sa clé bénarde, d'un bouton double en fer plat et de sa gâche.

Le plancher haut et les murs sont plafonnés et enduits en plâtre.

Ladite pièce est carrelée en grands carreaux de terre cuite.

Toute la menuiserie est peinte à l'huile.

Salon.—Il est éclairé sur la cour par une croisée en bois de chêne, dans son dormant *idem*, garni de sa pièce d'appui. Ladite croisée est à deux vantaux ouvrant à noix et à tête de loup ; elle est vitrée de six carreaux de verre ordinaire ; elle est ferrée de huit équerres simples, de six fiches à bouton et d'une espagnolette avec tringle de hauteur en fer rond, garni de sa poignée et de son support en fer plein, de deux pennetons, crochets et armatures de gâches haut et bas.

A l'intérieur est un appui en pierre de roche.

Au dehors est une paire de persiennes en bois de chêne, à lame dormante; lesdites sont ferrées d'équerres doubles, de quatre fortes pommelles en S, avec gonds à scellement; pour fermeture, un loqueteau à ressort, monté sur platine et garni de son tirage et de son goujon ; par le bas, un crochet à lacet en fer rond avec son tire-fond et une pointe d'arrêt.

En retour à droite et formant pan coupé est une cheminée formée en maçonnerie et revêtue d'un chambranle ordinaire d'un mètre quinze centimètres, en marbre noir de sable, avec montants formant pilastre, traverse et tablette carrée; au-devant est un foyer plein, de même marbre, de quarante centimètres de largeur, cassé en plusieurs endroits.

L'intérieur est à rétrécissement en maçonnerie, planches de ventouse, plaque de fonte au contre-cœur et croissants simples en fer à têtes en cuivre.

Le plancher haut est plafonné en plâtre et blanchi à la colle; et le plancher bas est parqueté en frises de chêne posées à l'anglaise.

Les murs revêtus par le bas d'un petit soubassement en bois, portant sa cymaise, sont tendus d'un mauvais papier à dessin.

PREMIER ÉTAGE.

Chambre à coucher sur la cour.

Cette pièce est distibuée par une alcôve avec cabinet.

La croisée est en bois de chêne à deux vantaux dans leurs dormants.....

En face de la croisée est l'alcôve composée d'une devanture de toute la largeur de la pièce, ayant au milieu une large baie, sans porte de fermeture, mais articulée par deux pilastres surmontés d'une frise et d'une corniche.

A gauche et à droite de l'alcôve sont deux cloisons en peuplier

formant deux cabinets, l'un de garde-robes, l'autre d'entrée dans la pièce ; dans la cloison du cabinet d'entrée est une petite porte de service, ferrée de deux charnières et d'une petite targette.

Les deux portes de cabinets font suite à la devanture d'alcôve ; celle du cabinet d'entrée est à panneau plein par le bas, et vitrée par le haut de quatre carreaux de verre ordinaire. Elle est ferrée de deux fiches à vases et d'un bec de cane de onze centimètres, avec bouton double en fer plat et gâche. La porte du cabinet de garde-robes est tout-à-fait semblable.

Toute cette devanture ainsi que les portes sont en peuplier.

En retour, à gauche, est une cheminee formée en maçonnerie et revêtue d'un chambranle capucine en marbre Sainte-Anne d'un mètre quinze centimètres ; l'intérieur, rétréci en maçonnerie, est armé d'une plaque de fonte au contre-cœur et garnie de planches de ventouse en plâtre, ses barres de languette en fer ; de plus une paire de croissants simples à scellement.

A droite et à gauche de ladite cheminée sont deux corps d'armoire ; la porte de celle de gauche est à un vantail, et celle de l'armoire de droite ouvre à deux vantaux ; ces portes sont ferrées, chaque vantail de trois charnières, d'une serrure garnie de sa clef et de sa gâche ; de plus, un crochet plat et son piton pour tenir les deux vantaux fermés. Dans l'armoire de gauche, grande tablette posée sur tasseaux, et à l'intérieur de celle de droite sont quatre tablettes en peuplier, aussi posées sur tasseaux ; l'intérieur de ces deux armoires est recouvert d'un papier bleu pâle.

La porte d'entrée donnant sur le palier est pleine, en bois de chêne de 27 millimètres, arrasée et emboîtée haut et bas. Elle est ferrée de deux petites pentures non entaillées avec leurs gonds à scellement. Pour fermeture, une serrure de sûreté de dix-neuf centimètres, garnie de ses deux clefs forées et de sa gâche à scellement ; de plus, à l'intérieur, un bouton de tirage en fer rond.

Le plancher haut est plafonné en plâtre. Le plancher bas est carrelé en grands carreaux ordinaires de terre cuite, etc.

Le présent état de situation, dressé par nous soussignés (ou en présence de nous soussignés), en exécution de l'art. 44 du décret du 30 décembre 1809, a été par nous vérifié et reconnu juste et exact ; et nous l'avons comme tel approuvé et signé en double.

A.... le... mil huit cent....

(*Signature du maire ou du trésorier* (1).)

(*Signature du curé.*)

Cet état de situation ne contient aucune indication relative au jardin presbytéral. Mais il est facile de suppléer à cette omission. On fera connaître sa situation, le nombre des portes qui y conduisent et le nombre des issues pour en sortir par la rue. On comptera les pieds d'arbres et de vignes, tant en bouquets qu'en espaliers ; les treillages seront décrits ainsi que les berceaux, les charmilles, les gazons, les statues, les vases, les bancs, etc. On est même dans l'usage

(1) Si le presbytère appartient à la commune, c'est le maire qui doit signer ; s'il appartient à la fabrique, c'est le trésorier.

d'indiquer le nombre des allées, leur longueur, leur direction, et si elles sont ou non sablées, etc.—On doit aussi, dans la description des cours, dire si elles sont pavées, de quelle manière, et de combien d'arbres elles sont plantées.

Quelquefois le temps manque pour dresser un état de situation complet, ou même le maire ou le trésorier de la fabrique refusent de donner à cet état les détails qu'il doit comporter. Dans un pareil cas, on peut se borner à faire sur-le-champ un état sommaire et provisoire des lieux sous la condition de le rendre plus tard définitif. Tel est le modèle que nous reproduisons ci-après :

II.—MODÈLE D'UN ÉTAT SOMMAIRE ET PROVISOIRE DES LIEUX D'UN PRESBYTÈRE.

État sommaire et provisoire des lieux du presbytère de la paroisse de....., commune du même nom, diocèse de....., département d.....

Au rez-de-chaussée.—Dans la salle à manger, éclairée sur la cour et carrelée en grands carreaux de terre cuite, un des carreaux manque, et trois autres sont cassés. Le papier est en très-mauvais état.

Dans le salon, éclairé sur le jardin, un carreau de vitre est cassé; le chambranle de la cheminée est fortement écorné en deux endroits; à l'un des croissants, la tête en cuivre manque.

Au premier étage.—Dans la chambre à coucher, éclairée sur la cour, le foyer de marbre plein placé devant la cheminée est cassé en plusieurs endroits ; la targette du cabinet est sans bouton.

Dans le cabinet de travail, éclairé sur le jardin, l'un des croissants de la cheminée est cassé ; l'une des frises du parquet près de la cheminée à gauche est brûlée ; les persiennes n'ont aucune ferrure pour les fermer....

Le présent état de situation, etc. (comme ci-dessus).

(L'état sommaire et provisoire des lieux d'un presbytère, dressé sur le refus du maire et du trésorier de la fabrique de procéder à la confection d'un état détaillé, se fait de la même manière, sauf la formule finale à remplacer par la suivante :)

Le présent *Etat de situation*, sommaire et provisoire, a été dressé en présence des témoins soussignés, appelés à cet effet, qui l'ont vérifié et reconnu juste et exact, et l'ont, comme tel, approuvé et signé.

A...., le..... 18..... (*Signatures.*)

Nous croyons devoir rappeler que le procès-verbal de l'état des lieux est toujours fait aux frais et à la diligence du maire pour les presbytères qui appartiennent à la commune, mais qu'il doit l'être aux frais et à la diligence de la fabrique pour ceux appartenant aux fabriques ou dépendant des dotations curiales. Nous ajoutons que s'il s'agissait d'un logement ordinaire loué à défaut de presbytère, l'état de lieux serait fait de la même manière, avec cette différence seulement qu'il devrait être signé par le curé locataire et par le propriétaire.

Chronique.

Nouvelles lois d'un intérêt général votées par l'Assemblée législative.

(Extrait du Moniteur.)

Loi sur la garde nationale (13 juin);—Loi sur les sucres (*id.*);—Loi sur la constitution de la propriété en Algérie (16 juillet);—Loi relative à l'agglomération lyonnaise (19 juin);—Loi qui proroge celles des 19 juin 1849 et 6 juin 1850 sur les clubs et autres réunions publiques (21 juin);—Loi relative à la convention littéraire conclue, le 12 avril 1851, avec la France et le Portugal (30 juin);—Loi sur les caisses d'égargne (*id.*);—Loi qui affecte une somme de 180,814 fr. à la publication de l'ouvrage de *M. Perret*, intitulé *Rome souterraine* (1er juillet);—Loi relative à l'exploitation du service postal de la Méditerranée (8 juillet);—Loi relative au classement des places de guerre et aux servitudes militaires (10 juillet);—Loi qui ouvre, sur l'exercice 1851, un crédit extraordinaire de 300,000 fr. pour la restauration de l'église Saint-Ouen de Rouen, et annulle pareille somme au budget de 1850 (12 juillet).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Par décret du 30 juin 1851, M. l'abbé Mabile, vicaire-général du diocèse de Montauban, a été nommé évêque de Saint-Claude, en remplacement de Mgr de Chamon, décédé. M. l'abbé Mabile est né à Rurey, dans le département du Doubs. Ce prélat a été successivement vicaire à Gray (Haute-Saône) et curé à Villiers; il a été supérieur du séminaire de Luxeuil et ensuite vicaire-général à Montauban, où il avait été appelé par Monseigneur Doney.

—Mgr Bénigne-Urbain-Jean-Marie du Trousset d'Héricourt, évêque d'Autun, a succombé, le 8 de ce mois, à la douloureuse maladie dont il était atteint depuis longtemps. Nommé évêque d'Autun en mars 1829, Mgr d'Héricourt avait été préconisé le 27 juillet, sacré le 6 septembre suivant, et il avait pris possession de son siége épiscopal dans le même mois. Il était né à Queslemberg (Morbihan), le 5 juillet 1797.

MM. les abbés Giraudet et Devoncoux ont été nommés aux fonctions de vicaires-généraux capitulaires du diocèse.

—S. Em., Mgr. le cardinal de la Tour d'Auvergne, évêque d'Arras, a aussi rendu son âme à Dieu, dans la nuit du 19 au 20 du même mois. Le vénérable cardinal était né au château d'Auzeville, près de Toulouse, le 14 août 1768; il avait été nommé à l'évêché d'Arras le 6 avril 1802, sacré le 16 mai suivant, installé le 5 juin, créé cardinal le 23 décembre 1839, et décoré du *pallium* le 16 avril 1846. Mgr de Latour-d'Auvergne était le doyen des évêques de France et de la chrétienté.

Le chapitre d'Arras a nommé vicaires-généraux capitulaires : MM. Wallon-Capelle, Proyart et Parenty. Le chapitre a ensuite organisé de la manière suivante l'officialité diocésaine : MM. Liévin, official, Planque, vicegérant, Lequette, promoteur.

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R. F.

Questions proposées.

De la location des bancs et chaises dans les Églises.

La location des bancs et chaises est dans la plupart des paroisses la principale source des revenus de l'église; mais elle est aussi le sujet de contestations fréquentes entre la fabrique et les fidèles. Ici, aucun tarif n'a fixé le prix des chaises ou des bancs pour les différents offices; là, le trésorier néglige de faire percevoir ce prix; ailleurs, ce sont les fidèles qui refusent de payer la redevance de leurs places. Il est peu de paroisses qui n'aient pas annuellement quelque embarras à ce sujet, et le résultat de tout cela, c'est que la fabrique est frustrée de tout ou partie de l'un de ses revenus légitimes, et que, par suite, elle ne peut subvenir aux dépenses les plus indispensables du culte.

Nous nous proposons d'exposer aujourd'hui, sur la demande d'un grand nombre de nos abonnés, les règles qui régissent cette importante matière. Comme ce travail est susceptible d'un certain développement, nous le diviserons en deux articles. Dans le premier, nous parlerons de ce qui regarde la location des chaises, et dans le second, de ce qui concerne la concession ou la location des bancs et places.

DE LA LOCATION DES CHAISES.

§. I. *Établissement et disposition dans l'église.*

Les fabriques sont autorisées à placer dans les églises des chaises ou des bancs, et à prélever sur ceux qui les occupent un prix de location. (Art. 36, § 5 du décret du 30 décembre 1809.) (1) Mais le

---

(1) Les dispositions réglementaires concernant le placement et la location des chaises dans l'église sont contenues dans les art. 30, 36, 64, 65, 66 et 67 du décret du 30 décembre 1809. Nous croyons devoir les mettre textuellement sous les yeux de nos lecteurs :

« Art. 30. Le placement des bancs ou chaises dans l'église ne pourra « être fait que du consentement du curé ou du desservant, sauf recours à « l'évêque.

« Art. 36. Les revenus de chaque fabrique se forment.... du produit de « la location des chaises.

« Art. 64. Le prix des chaises sera réglé, pour les différents offices, par « délibération du bureau, approuvée par le conseil. Cette délibération sera « affichée dans l'église.

« Art. 65. Il est expressément défendu de rien percevoir pour l'entrée « de l'église, ni de percevoir dans l'église plus que le prix des chaises, « sous quelque prétexte que ce soit. Il sera même réservé dans toutes les « églises une place où les fidèles qui ne louent pas de chaises ni de bancs « puissent commodément assister au service divin et entendre les instruc- « tions.

« Art. 66. Le bureau des marguilliers pourra être autorisé par le con-

placement de ces chaises ou bancs a souvent donné lieu à des difficultés entre le curé et le conseil de fabrique, non pas seulement en ce qui concerne leur premier établissement, mais encore en ce qui touche leur disposition dans l'église. Quand il n'existe point de chaises, est-ce à la fabrique ou au curé à ordonner qu'il en sera établi? A qui appartient-il de décider si l'on établira plutôt des chaises que des bancs? Qui déterminera le placement des unes ou des autres dans l'église?

Ces questions intéressent tout à la fois, comme on le voit, les rapports du curé avec son conseil de fabrique et avec les paroissiens; elles doivent être résolues par application du troisième paragraphe de l'article 30 du décret du 30 décembre 1809, ainsi conçu : « Le « placement des bancs et chaises dans l'église ne pourra être fait que « du consentement du curé ou desservant, sauf recours à l'évêque. »

Ainsi, en ce qui concerne l'établissement des chaises, quand il n'en existe point dans l'église, c'est au conseil de fabrique à ordonner qu'il en sera établi, et il doit s'imposer toute espèce de sacrifices pour le faire. Si le conseil n'agissait que par mauvais vouloir, ayant d'ailleurs les ressources suffisantes pour subvenir aux frais de ces chaises, il irait directement contre le but de son institution, qui est de veiller à ce que les diverses sources de revenus de la fabrique produisent toujours ce qu'elles sont en état de produire; il manquerait gravement à son devoir, et le curé ne devrait point hésiter à le dénoncer à l'évêque, qui devrait aviser au moyen de provoquer sa révocation auprès du ministre. Au surplus, si le curé croyait devoir suppléer à la pénurie de la fabrique, et placer à ses frais dans l'église les chaises nécessaires, il le pourrait incontestablement, et cela, sans avoir besoin d'obtenir le consentement du conseil. Il n'a jamais été défendu au curé d'améliorer et d'enrichir l'état de son église.

Si la difficulté s'élevait sur le point de savoir si ce sont des chaises ou des bancs qu'il y a lieu d'établir, nous croyons que c'est au conseil de fabrique à statuer, sauf recours à l'évêque, parce que la dépense des chaises n'est pas la même que celle des bancs, et que cette question ne peut être appréciée que par la fabrique seule.

Par la même raison, c'est au conseil de fabrique à déterminer la forme à donner à ces chaises ou à ces bancs. Le curé ou le maire n'auraient donc point le droit de faire individuellement de prescriptions à cet égard.

Ni le curé ni le maire ne seraient non plus fondés à s'opposer à ce que la fabrique établît dans l'église des chaises ou des bancs, parce qu'ils ne peuvent de leur chef, même dans l'intérêt des fidèles, paralyser l'exercice d'un droit que la législation consacre au profit des fabriques, et les priver ainsi des revenus que ce droit leur assure.

Quant au placement des chaises dans l'église, aucune difficulté ne devrait s'élever sur ce point. Il ne peut être fait, d'après l'art. 30 que nous citions tout-à-l'heure, que du consentement du curé, auquel

---

« seil, soit à régir la location des bancs et des chaises, soit à la mettre en « ferme.

« Art. 67. Quand la location des chaises sera mise en ferme, l'adjudica- « tion aura lieu après trois affiches de huitaine en huitaine : les enchères « seront reçues au bureau de la fabrique par soumission, et l'adjudication « sera faite au plus offrant, en présence des marguilliers; de tout quoi il « sera fait mention dans le bail, auquel sera annexée la délibération qui « aura fixé le prix des chaises. »

est dévolue la police intérieure du lieu saint, et qui, à ce titre, est juge de savoir si telle ou telle chaise gêne ou non le service du culte. C'est donc d'après ses indications que les chaises doivent être disposées. (Voy. dans ce sens un arrêt du Parlement du 31 décembre 1727, cité dans Jousse, *Traité du gouvernement des paroisses*, page 69.)

La faculté conférée ici au curé n'a d'ailleurs rien d'exorbitant; il en a toujours joui sous l'ancienne jurisprudence, et après tout, s'il était admissible qu'il en abusât, il y aurait toujours moyen de faire réformer ses prescriptions par l'autorité ecclésiastique supérieure, puisque l'article 30 précité consacre formellement en faveur des parties dont les droits seraient lésés le recours à l'évêque.

§ II. *Places réservées à ceux qui ne louent ni chaises ni bancs.*

Quel que soit le droit du curé et de la fabrique sur le placement des chaises, il ne va pas jusqu'à ordonner que ces chaises rempliront complétement l'église.

Du principe que l'entrée de l'église est gratuite, il s'ensuit que les chaises qui y sont placées ne peuvent absorber tout l'espace, et qu'il doit toujours être réservé une place où les fidèles qui ne louent ni chaises ni bancs puissent commodément assister au service divin et entendre les instructions. C'est ce qui a été formellement prescrit par l'article 65 du décret du 30 décembre 1809, et ce qui est en tout conforme à l'ancienne jurisprudence.

§ III. *Tarif du prix des chaises.*

Une des premières conditions à remplir pour tirer parti des chaises, c'est d'établir un tarif des prix auquel elles seront louées aux fidèles.

D'après l'article 64, le bureau des marguilliers est chargé de régler ce prix pour les différents offices; il le fait par une délibération qui doit être approuvée par le conseil de fabrique, et qui doit rester affichée dans l'église (1).

Le prix des chaises peut être différent pour les divers offices; mais une fois déterminé, il ne doit pas être changé, et les fabriques ne peuvent le régler arbitrairement; il faut que la rétribution qui a été fixée pour une grand'messe, pour un sermon, soit toujours la même pour les mêmes cérémonies ou offices. C'est ce qui résulte explicitement de l'article 3 du décret du 18 mai 1806, et d'une décision ministérielle du 30 septembre de la même année. Il est d'ailleurs expressément défendu de rien percevoir pour l'entrée de l'église, et de demander autre chose que le prix des chaises. (Art. 3 du décret du 18 mai 1806, et 65 du décret du 30 décembre 1809.)

Ni le maire, ni le conseil municipal ne peuvent en aucune manière s'immiscer dans le règlement du prix des chaises, alors même que l'église serait une propriété communale.

---

(1) Voici un modèle de cette délibération, ainsi que de celle portant approbation du tarif :

Délibération du bureau des marguilliers arrêtant le tarif de la location des chaises.

L'an mil huit cent cinquante, etc.... (*Pour le préambule, voyez notre livraison de février* 1851, *ci-dessus, page* 48)

Le bureau, considérant que, conformément à l'art. 64 du décret du

§ IV. *Exécution du tarif.*

D'après l'article 3 du décret du 18 mai 1806, le tarif du prix des chaises devait être arrêté par l'évêque et le préfet; mais cette disposition a été rapportée par l'art. 64 du décret du 30 décembre 1809. C'est ce qui résulte d'une lettre de M. le Ministre de la justice et des cultes au Préfet des Landes, en date du 23 mai 1839 (1).

---

30 décembre 1809, il lui appartient de déterminer le prix des chaises placées dans l'église pour être louées à chaque office,

Arrête :

Il sera payé pour chaque chaise :

1° Tous les jours ouvrables : A une grand'messe ou messe basse. 5 cent.

2° Les dimanches et fêtes. . . . . { A une messe basse. . . . . 5 ; A la grand'messe paroissiale. . . . . 10 ; Aux sermons, vêpres et saluts (ensemble ou l'un d'eux). 5

3° Pendant le carême : Aux sermons, conférences et instructions (ensemble ou l'un d'eux). 5

4° Pour un mariage : A la messe et bénédiction nuptiales (ensemble ou l'un d'eux). 10

5° Pour un convoi ou service (ensemble ou l'un d'eux). 10

Fait et délibéré à. . . . les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Il est inutile de faire remarquer ici que les prix indiqués dans cette délibération sont pris arbitrairement, et que le bureau peut en adopter d'autres qui lui paraîtraient plus en rapport avec la population. C'est cette délibération qui doit rester affichée dans l'église.

Délibération du conseil de fabrique approuvant le tarif des chaises et fixant le mode de leur location.

L'an, etc. (Le préambule comme dans le modèle inséré au *Bulletin*, vol. 1849, page 284.)

M. le président, ayant donné communication au conseil de la délibération du bureau des marguilliers en date du. . .., qui fixe le tarif de location des chaises dans l'église, a proposé au conseil d'adopter ce tarif et de décider si cette location doit être faite par régie, ou s'il convient mieux de la mettre en ferme.

Le conseil, vu les art. 64 et 66 du décret du 30 décembre 1809 ; après avoir mûrement délibéré sur les avantages et les inconvénients des différents modes de location autorisés par ledit décret, a arrêté ce qui suit :

1° Le tarif de la location des chaises, dressé le . . . . par le bureau des marguilliers, est approuvé et sera mis en vigueur à dater de . . . . Un exemplaire de ce tarif restera constamment affiché dans l'église.

2° La location des chaises sera faite par régie sous les ordres et la surveillance du bureau des marguilliers, qui prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exactitude et la fidélité de ce service.

Ou bien :

La location sera mise en ferme pour . . . . années consécutives, qui commenceront le . . . . et finiront à pareille date en l'année mil huit cent. . . . Il sera procédé, par le bureau des marguilliers, à cette mise en ferme dans la forme prescrite par l'art. 67 du décret du 30 décembre 1809.

Fait et délibéré à . . . . les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

(1) Cette lettre est conçue en ces termes :

Monsieur le préfet,

J'ai examiné les observations contenues dans votre lettre du 9 novembre

Ce tarif n'a donc plus besoin pour être exécutoire ni de l'approbation de l'évêque, ni de celle du préfet.

§ V. *Modes de location des chaises.*

Aux termes de l'art. 66 du décret du 30 déc. 1809, la location des chaises peut être faite ou par régie ou par mise en ferme. Dans le premier cas, la fabrique loue elle-même aux fidèles et perçoit directement de chaque occupant la rétribution fixée par le tarif ; en un mot, elle régit. Dans le second cas, elle loue en bloc toutes les chaises à un fermier général qui se charge de les relouer aux fidèles, à ses risques et périls, et moyennant le prix du tarif. Ces deux modes sont également bons ; c'est au conseil de fabrique à choisir celui qu'il préfère et à autoriser le bureau des marguilliers à le suivre (Art. 66 précité.)

§ VI. *Location par régie.*

Lorsque le conseil a choisi le mode de location par régie, il arrête immédiatement un règlement dans lequel il consigne toutes les conditions auxquelles les paroissiens seront appelés à jouir de ces chaises. Ce règlement ainsi que le tarif, transcrits l'un et l'autre sur papier libre, doivent rester constamment affichés à la porte de la

---

dernier, au sujet de la circulaire que vous aviez adressée le 7 septembre précédent à MM. les maires des communes de votre département, relativement à l'approbation des tarifs des prix des chaises dans les églises. Vous avez eu raison de faire disparaître des règlements qui vous ont été soumis les irrégularités que vous aviez remarquées.

Mais vous avez, de plus, exprimé l'opinion, dans votre circulaire du 7 septembre, que les fabriques sont obligées de soumettre à l'approbation des évêques et des préfets les tarifs des prix des chaises dans les églises, et vous avez motivé cette opinion sur les expressions de l'art. 3 du décret du 18 mai 1806, auxquelles vous supposez qu'il n'a pas été dérogé par l'art. 64 du décret du 30 décembre 1809 (Voir le texte de cet article, ci-dessus, page 209). Je ne saurais admettre votre avis.

C'est un principe de jurisprudence que toute disposition postérieure qui déroge explicitement ou implicitement à une disposition antérieure, la rapporte dans toute l'étendue de la dérogation sans qu'il soit nécessaire de le mentionner formellement. Puisque l'art. 64 du règlement général des fabriques n'a pas rappelé la nécessité de l'approbation des tarifs par le préfet ; qu'il se borne à parler de l'approbation par le conseil, c'est qu'évidemment il a voulu que cette approbation fût suffisante pour rendre le tarif délibéré par le bureau des marguilliers définitif et exécutoire. C'est dans ce sens qu'ont été décidées par mes prédécesseurs les questions soulevées sur le même objet.

Je ne puis, en conséquence, partager vos doutes, monsieur le préfet, sur le point de savoir si les tribunaux reconnaîtraient la légalité des tarifs dressés en conformité de l'art. 64, dans le cas où leur application donnerait lieu à des difficultés entre les fabriques et les particuliers. Les tribunaux ne peuvent se dispenser d'appliquer la loi.

Je ne puis, non plus, admettre que la législation actuelle ne présente pas les garanties suffisantes aux communes contre la négligence des fabriques à se créer des ressources, puisque ces dernières ne peuvent demander des subventions qu'en accompagnant leurs demandes de copies de leurs budgets et de leurs comptes, et que, d'un autre côté, cette communication n'a pour but

sacristie (1). La location est ensuite faite directement sous les ordres et la surveillance du bureau des marguilliers qui touchent eux-mêmes le prix du tarif ou le font recevoir par des personnes préposées à cet effet. (Art. 66 du décret du 30 déc. 1809.)

Cette location est à la séance ou par abonnement, ou bien simultanément à la séance et par abonnement, selon que cela a été prescrit dans le règlement du conseil.

§ VII. *Location par mise en ferme.*

Quand c'est le mode de location par mise en ferme qui a été adopté, il y est pourvu par adjudication. Pour arriver à cette adjudication, le conseil de fabrique dresse un cahier des charges auxquelles elle sera faite. Dans ce cahier des charges, on doit stipuler entre autres choses, que l'adjudicataire sera tenu de se conformer au tarif du prix des chaises, pour la rétribution à exiger des fidèles ; qu'il ne proposera à la perception de cette rétribution que des personnes agrées par le curé ; qu'il entretiendra les chaises existant dans l'église, suivant leur état constaté par l'inventaire dressé à cet effet, et qu'il en-

---

que de mettre les conseils municipaux à même de présenter, au besoin, des observations contre la gestion des administrateurs des fabriques.

Dès qu'il est établi en principe que la fixation du prix des chaises dans les églises ne peut être assujettie à d'autres formalités que celles prescrites par l'art. 64 du règlement général, je n'ai pas besoin d'insister, M. le préfet, sur la nécessité de modifier les instructions contenues dans votre circulaire du 7 septembre dernier. J'envoie copie de la présente à Mgr. l'évêque d'Aire.

(1) *Modèle de règlement concernant la location des chaises de l'église.*

Art. 1er. Les chaises distribuées dans l'église pour être louées à chaque office ne peuvent être ni dérangées ni transportées d'un lieu dans un autre. Chacun les occupera dans l'endroit même où elles se trouvent et paiera le prix fixé par le tarif au moment même où il sera réclamé par les préposés de la fabrique.

Art. 2. Les personnes qui voudraient se dispenser de payer le prix des chaises chaque fois qu'elles viennent aux offices pourront les louer, par abonnement, pour un semestre ou pour une année. Le prix d'une chaise pour un semestre sera de . . , fr., et toujours payé d'avance.

Art. 3. Dans les familles composées de plus de quatre personnes, une personne sera exempte de la taxe jusqu'à la septième inclusivement ; deux personnes sur huit jusqu'à la onzième inclusivement ; trois personnes sur douze, et ainsi de suite.

Art. 4. Les institutions paieront au *prorata* de leurs élèves et d'après les conditions particulières faites avec le bureau des marguilliers.

Art. 5. Les parents et les domestiques de MM. les prêtres administrateurs de la paroisse seront exempts de la taxe, pourvu qu'ils habitent dans la maison même de l'ecclésiastique.

Art. 6. Les père, mère, épouse et enfants des officiers et serviteurs de l'église ne paieront que la moitié de la taxe.

Art. 7. Les personnes qui désireront contracter un abonnement devront s'adresser au trésorier de la fabrique, qui délivrera, en échange du prix d'abonnement, un récépissé motivé qui servira de titre à l'abonné.

Art. 8. Le présent règlement et le tarif de la location des chaises resteront constamment affichés à la porte de la sacristie.

Fait à . . . . ce . . . . mil huit cent. . .

Les membres du conseil de fabrique,
(*Signatures.*)

fournira s'il y a lieu un certain nombre de nouvelles ; qu'il se conformera pour leur distribution et leur placement dans l'église au règlement arrêté pour cet objet, entre M. le curé et le conseil de fabrique. On doit y consigner encore l'indication de l'espace à laisser libre dans l'église ; le moment de l'office auquel le prix des chaises pourra être demaddé aux fidèles ; les conditions de paiement du prix du bail ; l'obligation pour l'adjudication de payer les frais de l'adjudication, et de présenter une caution qui s'engage solidairement à l'exécution de toutes les charges de la location ; la prohibition pour lui de transférer à d'autres l'effet de son adjudication, sans le consentement expresse et par écrit du bureau de la fabrique (1).

Ce cahier des charges doit être signé par les membres du conseil de fabrique. Il doit être sur papier timbré, mais il n'est pas indispensable qu'il soit soumis à la formalité de l'enregistrement. (Voy. toutefois ce que nous disons à ce sujet dans le *Bulletin*, vol. 1850, p. 179.)

Aucune disposition du décret ne prescrit la nécessité de faire ap-

---

(1) Voici, au reste, un modèle de ce cahier des charges, que l'on pourra consulter si besoin est :

Cahier des charges contenant les clauses et conditions auxquelles sera faite l'adjudication de la ferme des chaises de l'église de....

Art. 1er. L'adjudicataire devra se conformer, pour la perception du prix des chaises aux différents offices, au tarif qui a été arrêté par délibération du conseil de fabrique le ...., et dont un exemplaire en forme sera joint au cahier des charges.

Art. 2. L'adjudicataire ne pourra, sous aucun prétexte, exiger des droits plus forts que ceux qui sont portés audit tarif ni changer le mode de perception ci-après. Toute perception non autorisée par le tarif sera réputée concussion et pourra être punie comme telle ; l'adjudicataire sera responsable des condamnations pécuniaires qui seront prononcées à ce sujet contre ses préposés.

Art. 3. L'adjudicataire aura le choix de ses préposés, mais il ne pourra commettre à la perception que des personnes qui auront au moins vingt et un ans et qui auront été agréées par M. le curé de la paroisse.

Art. 4. Toutes les chaises actuellement employées dans l'église, au nombre de ...., seront délivrées sans frais et en bon état de service à l'adjudicataire, à charge par lui de les rendre telles à la fin du bail. Il en sera dressé inventaire par l'un des membres du bureau, et un double de cet acte, signé par l'adjudicataire, sera déposé aux archives de la fabrique. Si, à l'expiration du bail, la fabrique procède à une adjudication nouvelle, il sera dressé un pareil inventaire entre le fermier sortant et son successeur.

Art. 5. L'adjudicataire devra fournir à ses frais, à l'époque de son entrée en jouissance, ... chaises neuves, de même forme et qualité que celles qui lui seront remises, conformément à l'article précédent. Ces chaises, à l'expiration du bail, resteront à l'église et appartiendront à la fabrique. Le nombre des chaises en service sera, par conséquent, de .... ; elles seront réparties dans les diverses parties de l'église, conformément au règlement de distribution intérieure, arrêté de concert entre M. le curé et le conseil de fabrique.

Art. 6. Toutefois, les espaces qui vont être indiqués seront toujours laissés libres, soit pour la circulation, soit pour que les fidèles qui ne louent pas de chaises ni de bancs puissent assister commodément aux offices. (*Indiquer ici les espaces qui doivent rester libres.*)

Art. 7. L'adjudicataire sera tenu de faire réunir et ranger les chaises,

prouver ce cahier des charges par le préfet; ce qui serait différent s'il s'agissait de celui que l'on doit dresser pour arriver à l'adjudication d'une maison ou d'un bien rural appartenant à la fabrique.

L'adjudication doit être ensuite annoncée par les soins du trésorier par trois affiches successivement apposées de huitaine en huitaine (1). Les enchères sont reçues au bureau de la fabrique par soumission, et, au jour indiqué, l'adjudication est faite au plus offrant, en pré-

---

après chaque office, dans les lieux qui lui seront désignés, et de tenir constamment cet emplacement dans un état satisfaisant de propreté.

Art. 8. Le recouvrement des droits sera fait au commencement de l'office, au moment de la distribution des chaises. L'adjudicataire veillera à ce que ses préposés agissent avec décence et honnêteté, de manière à ne causer ni bruit ni trouble dans l'église. Il devra répudier de suite ceux qui lui seraient signalés par MM. les ecclésiastiques comme n'ayant pas dans le service toute la bienséance désirable.

Art. 9. Le bail sera de .... années consécutives, qui commenceront le .... et finiront à pareille époque de l'année mil huit cent....

Art. 10. L'adjudicataire versera annuellement le prix du bail, par quart, à la fin de chaque trimestre, entre les mains et au domicile de M. le trésorier de la fabrique. A défaut par lui de satisfaire exactement à cette obligation, il y sera contraint par toutes les voies de droit.

Art. 11. Les frais d'affiche, ceux de timbre et d'enregistrement, et en général tous les frais de l'adjudication, seront à la charge de l'adjudicataire.

Art. 12. Au moment même de l'adjudication, l'adjudicataire devra présenter une caution bonne et solvable, qui s'engagera solidairement avec lui à l'exécution de toutes les clauses et conditions de l'adjudication.

Art. 13. L'adjudicataire ne pourra transférer l'effet de son adjudication en tout ou partie sans le consentement exprès et par écrit du bureau de la fabrique. Si l'adjudicataire décède pendant la durée du bail, les obligations résultant de l'adjudication passeront sur la tête de ses héritiers, à moins que ceux-ci ne renoncent à la succession. En cas de renonciation, la caution pourra être subrogée aux droits de l'adjudicataire.

Fait et délibéré à ...., les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

(1) On peut suivre pour ces affiches la formule suivante :

Affiche pour annoncer l'adjudication du bail.

Fabrique paroissiale de ....

On fait savoir que le dimanche ...., à l'issue des vêpres, en la sacristie de l'église de ...., il sera procédé, par le bureau de la fabrique, à l'adjudication de la ferme des chaises de ladite église pour .... années consécutives, qui commenceront le ....

Le cahier des charges de cette adjudication et le nouveau tarif de la location des chaises sont déposés au presbytère, où ils seront communiqués, sans déplacement, aux personnes qui s'y présenteront pour en prendre connaissance.

Le minimum de la mise à prix est fixé à .... pour fermage annuel. Les enchères sur cette somme seront faites par soumission écrite et reçues au presbytère jusqu'au ... L'adjudicataire devra être présent à la séance d'adjudication pour en signer le procès-verbal.

A ...., le .... 18...

Le marguillier-trésorier,

(*Signature.*)

sence des marguilliers. Le procès-verbal d'adjudication doit être dressé séance tenante. Il y est fait mention de l'accomplissement de ces formalités, et l'on doit y annexer la délibération qui a fixé le prix des chaises (art. 67 du décret du 30 déc. 1809); il est signé par les membres du bureau, par l'adjudicataire et sa caution (1). Si l'adjudicataire ne sait pas signer, il appose simplement une croix, et il est suppléé à sa signature par la déclaration de deux témoins. Le procès-verbal d'adjudication doit, dans tous les cas, être sur papier timbré. Il doit de même être enregistré parce qu'il est destiné à faire titre entre les parties, mais il n'est pas nécessaire que l'adjudication qu'il constate ait été préalablement soumise à l'approbation du préfet.

Les formalités que nous venons de rappeler sont celles qui sont indiquées par le décret du 30 déc. 1809. Le conseil de fabrique pourrait-il ordonner qu'au lieu d'être faite devant les marguilliers l'adjudication aurait lieu par-devant notaire, comme cela se pratique en matière d'adjudication des biens des fabriques? Nous le croyons. Mais ce mode de procéder n'est guère usité que dans les grandes villes, et là où les conseils de fabrique sont dans l'usage de stipuler une hypothèque sur les biens des adjudicataires, circonstance qui se présente rarement dans les paroisses rurales. Nous ne saurions donc le recommander ici, d'abord parce qu'il est toujours plus dispendieux, et ensuite parce qu'il n'est point formellement prescrit par le règlement des fabriques.

Nous avons dit aussi, d'après l'art. 67 de ce règlement, que les enchères doivent être reçues *par soumission*. Le conseil de fabrique aurait-il le droit de choisir, préférablement à ce mode, celui des enchères publiques *sans soumission?* Une ordonnance royale rendue en conseil d'État, le 31 déc. 1837, a décidé l'affirmative en ce qui

---

(1) Voici un modèle de procès-verbal d'adjudication par soumission :

L'an mil huit cent. . . ., le dimanche . . . ., à l'issue des vêpres, le bureau de la fabrique de l'église de . . . . s'est réuni en séance publique à la sacristie dudit lieu pour procéder à l'adjudication de la ferme des chaises de l'église, laquelle adjudication a été annoncée par trois affiches successives, conformément à la loi.

M. le président, ayant ouvert la séance, a donné lecture de la délibération du conseil de fabrique en date du . . . ., contenant les clauses et conditions du bail, et annoncé que l'adjudication allait être faite sous lesdites clauses et conditions, au plus offrant, parmi les signataires des . . . . soumissions produites.

Il est résulté du dépouillement de ces soumissions que M. A. . ., demeurant à . . . ., a offert pour le fermage annuel la somme de. . . .

M. B. . . ., la somme de. . . .

M. C. . . ., celle de. . . .

En conséquence, la ferme de la location des chaises dans l'église de . . . . a été adjugée, par le bureau de la fabrique, à M. . . . pour ladite somme de . . . . annuellement, outre les frais de l'adjudication.

A l'instant, ledit sieur . . . . a présenté pour sa caution M. . . ., propriétaire, demeurant à . . . ., qui a consenti à s'engager, solidairement avec l'adjudicataire, à l'exécution des clauses de l'adjudication.

Et de ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal, qui a été clos séance tenante et signé, après lecture, par l'adjudicataire, sa caution et les membres du bureau.

A . . . ., les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

concerne l'adjudication de la totalité des bancs d'une église. Il n'y a aucune raison pour que cette décision ne soit pas appliquée à l'adjudication des chaises. Mais ce mode a l'inconvénient de ne point laisser aux fabriques le temps de discuter la moralité et la solvabilité des enchérisseurs, tandis que les enchères par soumission, qui sont ordinairement reçues à l'avance, leur donnent à ce sujet toute latitude. Nous croyons donc que si un conseil de fabrique avait des raisons pour adopter cette voie, il devrait au moins insérer dans le cahier des charges une clause par laquelle il se réserverait formellement le droit de choisir parmi les enchérisseurs celui qui lui présenterait le plus de garantie.

Il y a même des paroisses où le conseil de fabrique se réserve toujours dans le cahier des charges d'approuver ou d'annuler l'adjudication, si elle ne lui présente point toutes les garanties désirables.

Par suite de la disposition de l'art. 61 du décret du 30 déc. 1809 qui interdit aux membres du bureau de se porter adjudicataires ou même associés de l'adjudicataire des baux des biens des fabriques, aucun des marguilliers n'est admis à enchérir sur la ferme des chaises, qui ne peut lui être adjugée.

§ VIII. *Est-il nécessaire, après l'adjudication, de passer un bail devant notaire?*

Quelques auteurs, et notamment Mgr Affre (Traité de l'Administration temporelle des Paroisses, p. 312), se sont prononcés pour l'affirmative, en se fondant sur ce qu'il en était ainsi sous l'ancienne jurisprudence qui assimilait la location des chaises à celle des biens ruraux, et encore sur ce que l'art. 4 de l'ordonnance du 7 oct. 1818 prescrit en matière de biens communaux qu'il soit passé acte de l'adjudication par-devant un notaire désigné par le préfet. On pourrait ajouter à ces raisons les termes mêmes de l'art. 67 du décret du 30 déc. 1809 qui parlent positivement *du bail* auquel sera annexée la délibération qui aura fixé le prix des chaises. Nous croyons cependant que cette formalité n'est pas rigoureusement nécessaire. Le décret du 30 décembre 1809 ne confond point, en effet, la mise en ferme des chaises, et la mise en ferme des biens ruraux de la fabrique. Cela ressort suffisamment de cette circonstance qu'après avoir établi (art. 60) que les maisons et biens ruraux des fabriques seront affermés dans la même forme que les biens communaux, il prend soin de déterminer, quelques articles plus loin, les formalités d'après lesquelles doit avoir lieu la mise en ferme des chaises. Il soumet donc cette mise en ferme à une forme spéciale, comme il le fait d'ailleurs pour la concession des bancs et places. S'il parle de bail dans l'article même où il détermine cette forme, c'est qu'en réalité c'est un bail qui a été adjugé. Mais ce bail, tout administratif, qui résulte de l'ensemble des clauses ou conditions du cahier des charges acceptées par l'adjudicataire, est complet par la signature du procès-verbal d'adjudication qui lie suffisamment les parties. Il est donc inutile qu'il soit en une nouvelle forme. Il suit de là que les dispositions du décret du 12 août 1807 et de l'ordonnance royale du 7 octobre 1818, en ce qui concerne la nécessité de passer acte de l'adjudication devant notaire, ne doivent pas être considérées comme obligatoires en matière de mise en ferme des chaises. (Voy.

ce que nous disons dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 282.)

§ IX. *Perception du prix des chaises.*

Quand le bureau des marguilliers exploite par lui-même les chaises, les personnes préposées par lui à la perception de la rétribution doivent toujours être agréées par le curé.

Il en est de même quand ces chaises sont mises en ferme.

Il ne convient pas que les personnes préposées à la recette du prix des chaises en demandent le paiement aux fidèles à tous les moments de l'office. Il en résulterait pour eux des dérangements. Le curé doit être consulté sur la convenance de ce moment, et c'est à lui seul, en définitive, à le fixer.

Quand la location des chaises est en régie, le trésorier de la fabrique doit se faire rendre compte, jour par jour, des sommes perçues par les préposés de la fabrique. On a coutume de tenir pour cela, à la sacristie, un carnet sur lequel on inscrit la recette après chaque office (1).

Pour ce qui regarde le prix des locations par abonnement, s'il en existe, il est versé directement et d'avance entre les mains du trésorier. C'est même une règle, que les locations de cette nature ne commencent à courir qu'à dater de ce versement (2).

§ X. *Exemption du paiement du prix des chaises en faveur des religieuses et des frères des écoles chrétiennes.*

Aucun des paroissiens n'est légalement dispensé de payer à l'église le prix de sa chaise. Mais des exemptions peuvent être accordées par la fabrique.

Dans les paroisses où il existe des religieuses, vouées à l'enseigne-

---

(1) Modèle de ce carnet :

Année 18...

DATES.	OFFICES.	RECETTE par office.	ÉMARGEMENTS du trésorier.
Lundi 10 août. . .	Messe basse.	1 50	
Jeudi 13 août. . .	Annuel de.	3 »	
Dimanche 16 août.	Messe paroissiale. .	7 50	
	Total. . .	12 00	Reçu 12 fr. le. . . . . (*Signature du trésor.*)

(2) Le trésorier remet ordinairement à l'abonné *un récépissé* ainsi conçu :

Fabrique de l'église de . . . .

Reçu de M. . . ., propriétaire, demeurant à . . . ., la somme de . . ., pour prix de location par abonnement de . . . . chaise dans l'église. Cet abonnement est fait pour un semestre (*ou* pour un an) a partir du présent jour.

A . . . ., le . . . . 18. . .

Le marguillier-trésorier,

(*Signature.*)

Ce récépissé doit être fait sur papier timbré si le prix d'abonnement excède dix francs. Ce timbre est, au reste, à la charge de l'abonné.

ment ou à tout autre service public, ou des frères des écoles chrétiennes, il est d'usage de ne point exiger d'eux le paiement du prix de leurs places. Cette exemption est de toute justice, mais il n'appartient point au curé seul de l'accorder, c'est seulement en vertu d'une délibération du conseil de fabrique qu'elle peut l'être régulièrement. Quand les chaises sont mises en ferme, cette délibération doit précéder l'adjudication, à moins que l'exemption ne soit formellement stipulée dans le cahier des charges, faute de quoi le fermier des chaises serait en droit de leur faire payer leurs places comme aux autres paroissiens.

§ XI. *Apport des chaises dans l'église.*

Les fidèles peuvent-ils apporter leurs chaises à l'église, et s'affranchir par ce moyen de la taxe due à la fabrique pour l'occupation de chaque chaise?

Dans certaines églises où il n'existe encore ni chaises ni bancs, dans les unes parce qu'elles sont trop pauvres pour en faire établir, dans les autres parce que tel est l'usage depuis longtemps suivi, les fidèles ont coutume d'apporter leurs chaises pour leur commodité. Tant que ni la fabrique ni le curé n'y mettent d'obstacle, cet usage n'a rien d'illégal, car aucune loi ne le défend; mais il ne nous en paraît pas moins devoir être supprimé, parce que l'apport dans l'église de chaises qu'on remporte après chaque office, ou du moins chaque dimanche, n'est jamais sans inconvénient.

Pour le faire cesser, la fabrique doit commencer par interdire l'entrée de toute chaise étrangère dans l'église. Elle le peut incontestablement, parce que le monopole de la location des siéges lui a été conféré par la loi, et que ce monopole serait sans résultat pour elle, s'il était permis à chacun d'apporter une chaise dans l'église, et de s'affranchir par ce moyen de l'obligation de payer la rétribution établie.

Le curé, à qui appartient la police du lieu saint et le placement des chaises ou bancs qui peut y être fait par l'administration fabricienne, est également fondé à défendre, par mesure de police, l'apport dans l'église d'aucune chaise du dehors.

Du moment que la prohibition a été faite, elle doit être respectée, et il ne peut plus être apporté de chaises dans l'église.

Mais que faudrait-il faire, si, malgré la défense de la fabrique ou du curé, des fidèles persistaient à apporter leurs chaises dans l'eglise? Les suisses, les bedeaux, les sacristains, devraient s'y opposer. S'il en était même besoin, le curé ou les marguilliers pourraient avertir le maire, les officiers de police, et appeler la force publique chargée de veiller au maintien de l'ordre et d'assurer l'exécution des lois. Et s'il arrivait que quelques personnes trompassent la vigilance des serviteurs de l'église et y introduisissent leurs chaises malgré la prohibition de la fabrique, elles ne devraient pas moins payer la taxe ordinaire, comme si elles eussent occupé une chaise appartenant à l'église. C'est ce qui a été formellement décidé par une lettre ministérielle, du 31 janvier 1812, ainsi conçue :

« Tous les paroissiens sont parfaitement égaux, quant à leur droit « d'être placés dans l'église. Le règlement n'a fait d'exception que « pour l'intérêt de la fabrique, et autant que l'assistance générale « des fidèles le permet.

« Celui qui a dans une église la commodité d'une chaise n'est plus « dans l'état d'égalité avec ceux qui n'en ont point. Il se met dans « l'exception, dès lors il doit payer cette commodité.

« La chaise qu'il apporterait ne peut rien changer à ce principe. « Aussi le règlement de 1809, en faisant mention des chaises, en sup- « pose toujours le paiement.

« A l'égard des moyens coercitifs, la fabrique, ayant le droit de « s'opposer au placement des bancs et des chaises, a celui de les « faire sortir de l'église, après avoir prévenu les intéressés, parce « que les fabriciens ne peuvent pas laisser dans l'église ce qui ne doit « pas y être, et qu'ils ne font que repousser une voie de fait. Si le « propriétaire de la chaise s'opposait à sa sortie, il s'exposerait aux « peines encourues par ceux qui troublent le culte. »

D'après la jurisprudence de la Cour de cassation, le fait par des membres d'un conseil de fabrique d'avoir, en cette qualité, fait enlever de l'église et porter dans la sacristie les chaises des paroissiens en retard de payer la taxe fixée, est un acte d'administration qui ne peut être considéré comme une voie de fait ou violence, justiciable des tribunaux de police. (*Arrêts de la Cour de cassation* des 9 décembre 1808 et 3 mai 1838.)

§ XII. *Sous-location.*

Une personne qui a payé sa chaise à l'office, peut-elle, en quittant l'église, céder cette chaise à un autre?

Elle ne le peut point, alors même que cette cession serait gratuite. La personne qui a payé la chaise ne l'a occupée qu'en vertu d'un droit personnel, qui ne survit pas au-delà de son occupation ; elle ne peut, par conséquent, transmettre à un autre le droit qu'elle n'a plus, et la personne qui occuperait sa place après elle, durant le même office, n'en devrait pas moins payer le prix de la chaise. Il en était de même dans l'ancienne jurisprudence. (Voy. Loiseau, *Traité des Seigneuries*, chap. 12, nos 70 et suivants ; voy. aussi l'art. 631 du Code civil, et ce que nous disons, à ce sujet, dans le *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol. 1850, page 27.)

§ XIII. *Affectation du produit de la location des chaises.*

Le produit de la location des chaises fait partie des recettes de la fabrique, et doit être appliqué aux dépenses journalières de l'exercice du culte et aux besoins de l'église. (Art. 36 du décret du 30 décembre 1809.)

Il n'est soumis à aucun impôt fiscal. Sous l'Empire, la question s'éleva de savoir si l'on devait faire sur le prix des chaises et places louées à l'église le prélèvement ordonné pour les indigents dans les spectacles et fêtes profanes, par le décret du 8 therm. an v. Mais il intervint un avis du conseil d'État, approuvé par l'empereur le 25 novembre 1806, qui décida que par le mot *fêtes-publiques*, on ne doit pas entendre celles qui ont lieu dans l'église, telle qu'est une messe en musique, ou toute autre réunion qui augmenterait le prix des chaises ; que le produit en appartient, dans ce cas, à la fabrique seule, et qu'il n'y a pas lieu à percevoir la taxe des indigents prescrite par la loi du 8 thermidor an V.

§ XIV. *Prélèvement du sixième du produit des chaises en faveur des prêtres âgés et infirmes.*

Un décret du 13 thermidor an XIII autorise le prélèvement du sixième du produit des bancs et chaises dans les églises, pour former un fonds de secours à répartir entre les ecclésiastiques âgés et infirmes. Il prescrit en même temps aux évêques d'adresser au ministre des cultes un projet de règlement destiné à déterminer les précautions à prendre pour opérer ce prélèvement et pour en faire la distribution.

Quoique le délai pour la présentation de semblables règlements ait été fixé par le décret au mois qui devait suivre sa publication, ce n'est que plus tard, et notamment en 1812 et 1813, que le gouvernement impérial a approuvé le plus grand nombre de ces règlements. D'autres n'ont été approuvés que sous la Restauration, et des approbations ont continué à être accordées sous le gouvernement de Juillet, et même depuis cette époque.

Jusqu'à la révolution de 1830, la perception du sixième du produit des bancs et chaises en faveur des prêtres âgés et infirmes n'avait donné lieu à aucune difficulté, mais à cette époque, le décret du 13 thermidor an XIII fut considéré dans plusieurs localités comme ayant été abrogé par l'art. 40 de la Charte, portant *qu'aucun impôt ne pouvait être établi ni perçu, s'il n'avait été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le roi.*

C'est surtout dans les communes du département de l'Ain que l'on crut reconnaître le caractère d'un impôt dans le prélèvement qui était fait du sixième du produit des chaises en conformité du règlement approuvé par ordonnance royale du 20 avril 1825.

Plusieurs plaintes furent portées successivement, et le conseil général du département, saisi de ces plaintes, émit même l'opinion que les communes étaient en droit de se refuser au paiement du produit des bancs et chaises, mais qu'il aurait été, toutefois, plus convenable de prévenir les inconvénients qui auraient pu résulter de ces refus, en rapportant l'ordonnance royale du 20 avril 1825.

Tandis que le décret du 13 thermidor an XIII était attaqué par des communes, comme contraire à la Charte, quelques évêques proposaient au contraire d'en appliquer la disposition à leurs diocèses respectifs, et insistaient pour obtenir l'approbation des règlement, par eux présentés en conformité de ce décret. L'état d'agitation dans lequel les esprits se trouvaient à cette époque et les diverses charges imposées aux communes par les lois relatives à la garde nationale et à l'instruction primaire avaient d'abord fait penser qu'il ne pouvait y avoir lieu d'adopter dans ces circonstances la mesure proposée par les prélats, puisqu'elle tendait à diminuer les ressources des fabriques et à mettre par là même les communes dans la nécessité de suppléer plus souvent à l'insuffisance des revenus de ces dernières. Mais si l'administration avait cru prudent de suspendre momentanément toute décision à cetégard, elle ne tarda pas à abandonner cette mesure de temporisation, et se prononça pour l'exécution du décret, en approuvant les règlements des évêques.

Il n'est pas douteux, en effet, que si le prélèvement du sixième du

produit des chaises et des bancs des églises constituait un impôt, il eût fallu renoncer non-seulement à toute nouvelle approbation des règlements de l'espèce mais encore aux effets de ceux qui existent déjà : mais il est impossible de reconnaître les caractères d'un impôt dans la perception autorisée au profit des prêtres âgés et infirmes. Le plus distinctif de ces caractères, c'est que l'impôt est levé sur les citoyens au nom et au profit de l'Etat pour dépenses mises directement ou indirectement à sa charge.

Dans l'espèce, les citoyens et l'Etat n'y figurent en aucune manière. Il s'agit seulement de prélever une partie des revenus d'un établissement ecclésiastique pour secourir des prêtres que leur âge ou leurs infirmités ont empêché de continuer l'exercice des fonctions curiales ; rien ne paraît plus rationnel. et par suite il n'est pas juste de critiquer la légalité du décret du 13 thermidor an XIII qui doit continuer à être exécuté.

§ XV. *Contestations en matière de paiement du prix des chaises.*

Aucune contestation ne nous semble possible quand les chaises sont louées en régie et à la séance. Toute personne doit le prix de sa place ; si elle ne le veut point payer, la chaise doit lui être retirée et il n'y a aucune poursuite à exercer contre elle.

L'intérêt, toutefois, commence pour la fabrique lorsque les chaises sont louées par abonnement. Le prix de cet abonnement présente en effet quelque chose d'appréciable, et quand l'abonné est en retard de payer, le trésorier est incontestablement fondé à le poursuivre.

La circonstance que l'abonné n'a signé aucun acte d'abonnement ne rend point cette action non recevable, parce que l'on n'est point dans l'usage d'en dresser. On agirait cependant très-prudemment en en demandant un, ou bien même une lettre de l'abonné dans laquelle il déclarerait renouveler son abonnement. Rien n'empêche non plus les marguilliers d'avoir pour ce genre de location un registre spécial sur lequel chaque abonné sera tenu de venir s'inscrire à chaque renouvellement. D'ailleurs, la jouissance des chaises est un fait matériel qu'il est toujours facile de constater par témoins, la valeur de ces sortes d'affaires n'atteignant jamais 150 fr., somme jusqu'à la concurrence de laquelle la preuve testimoniale est admissible.

C'est devant le juge de paix du canton que la poursuite doit être exercée par le trésorier.

Il en serait encore de même, si au lieu d'avoir à agir directement contre les paroissiens, la fabrique avait à le faire contre le fermier général des chaises qui ne paierait point le prix stipulé dans le cahier des charges ou qui ne se conformerait point à toutes les conditions qui lui ont été imposées. Seulement, dans ce cas, le juge de paix peut cesser d'être compétent, par suite de la valeur de la demande, comme il le serait notamment s'il y avait lieu de statuer uniquement sur la validité ou la résiliation de l'acte dont l'inexécution a occasionné le procès ; ce serait alors devant les tribunaux d'arrondissement que l'action devrait être portée.

§ XVI. *Le trésorier de la fabrique a-t-il besoin de l'autorisation du conseil de préfecture pour poursuivre devant le juge de paix le recouvrement du prix des chaises ?*

Cette question doit être résolue affirmativement, par application

de l'article 77 du décret du 30 décembre 1809, qui dispose que les fabriques ne peuvent intenter aucun procès, ni y défendre, sans y avoir été préalablement autorisées par le conseil de préfecture.

Il est vrai que l'on pourrait soutenir, jusqu'à un certain point, que cette autorisation ne devrait pas être exigée, lorsqu'il n'y a point contestation sur le fond, lorsqu'il ne s'agit, comme dans l'espèce, que de contraindre un débiteur récalcitrant ou de mauvaise foi, à payer le prix de la location de sa chaise ou de son banc, prix qui est toujours très-minime, et ordinairement non contesté ; que les intérêts de la fabrique sont suffisamment garantis, lorsque le trésorier a été autorisé à agir ainsi par le bureau des marguilliers ou par le conseil de fabrique lui-même ; qu'il n'y a là qu'un acte conservatoire, qu'un acte de diligence à fin de recouvrement d'une somme due, ce qu'il est dans les attributions du trésorier de faire sans aucune autorisation, ainsi que lui en donne le droit l'art. 78 du décret du 30 décembre 1809. Il existe dans ce sens un arrêt de la Cour de cassation du 21 juin 1808, qui a reconnu cette distinction à établir entre les simples poursuites en justice et les procès proprement dits, en décidant, dans une espèce, qu'il n'avait pas été nécessaire d'obtenir l'autorisation du conseil de préfecture, parce qu'il ne s'était pas agi d'intenter un procès proprement dit, mais seulement de réclamer un objet mobilier de peu de valeur, appartenant à la fabrique, et dont la propriété ne lui était pas contestée. On peut ajouter que cette manière de procéder ne paraît avoir aucun inconvénient pour les fabriques, car ou l'adversaire ne contestera pas la demande, et alors le jugement sera rendu sans difficulté ; ou il contestera le fond du droit, et prétendra ne pas devoir ce qui lui est réclamé ; alors il y aura procès, et la fabrique demandera au juge de surseoir jusqu'à ce qu'elle ait obtenu l'autorisation du conseil de préfecture. Ce système aurait surtout le grand avantage de faciliter les réclamations des fabriques en ces sortes d'affaires et de leur permettre d'arriver plus promptement à leur solution. Mais toutes ces raisons ne sont point irréfutables. D'abord, l'assimilation d'une poursuite devant un Juge de Paix à un simple acte conservatoire n'est pas exacte en droit. D'une autre part, l'argument qui consiste à dire que l'autorisation est inutile, si l'adversaire ne conteste point la réclamation et qu'elle ne devient nécessaire que s'il conteste le fond du droit, est aussi sans valeur, puisque l'adversaire pourra toujours, à tort ou à raison, contester le fond du droit, et rendre ainsi cette autorisation indispensable dans tous les cas. Il vaut donc autant la demander immédiatement. Quant à l'arrêt de la Cour de cassation, il a été rendu avant le décret du 30 décembre 1809, qui a réglé définitivement l'administration fabricienne et sous une loi qui n'exigeait pas expressément, comme ce décret, une autorisation pour légitimer dans tous les cas l'exercice d'une action en justice de la part des fabriques ; on ne peut donc, par conséquent, l'invoquer aujourd'hui comme précédent. Enfin quel serait le résultat de cette doctrine? Evidemment de créer pour les fabriques la faculté d'ester en jugement sans l'autorisation de leur tuteur légal, ce qui est contraire aux principes de la matière. Nous persistons à penser que l'article 77 du décret du 30 décembre 1809 n'admet aucune distinction entre le cas où il s'agit d'un procès important et celui où il ne s'agit que d'une simple demande en paiement du prix des chaises. Or, il existe un axiôme de droit qui dit que là où la loi ne distingue pas, on ne doit pas distinguer. Il faut donc reconnaître qu'en droit, bien qu'en pratique cela n'aitpas toujours

lieu, l'autorisation du conseil de préfecture est nécessaire dans tous les cas, pour la régularité de la demande, pour la sauvegarde des intérêts de la fabrique, qui, sous l'apparence d'un procès minime, pourrait être entraînée dans des frais considérables; et enfin pour la responsabilité des fabriciens, qui, sans cette autorisation, pourraient être condamnés aux frais du procès.

Le trésorier, étant chargé de rendre annuellement compte des loyers des chaises, ne doit mettre aucun retard dans les poursuites qu'il peut y avoir lieu d'exercer pour en opérer le recouvrement. S'il y apportait quelque négligence, il en serait responsable, et la même responsabilité serait certainement encourue par les marguilliers et les autres membres du conseil qui toléreraient cette négligence, et qui laisseraient ainsi compromettre les intérêts de la fabrique.

Les actions en paiement du prix des chaises se prescrivent par cinq ans. (Arg. de l'art. 2277 du Code civil.)

§ XVII. *Des chaises à place fixe.*

Indépendamment des chaises ordinaires et mobiles, il y a quelquefois dans le chœur ou autre partie de l'église des chaises à place fixe, qui se paient ordinairement par an, ou par trimestre, ou par mois, ou même par office. Ces chaises sont assimilées aux bancs et peuvent devenir l'objet d'une véritable concession. Dès lors les formalités suivies pour leur location sont les mêmes que pour la location des bancs dont nous parlerons dans notre prochaine livraison.

DE CHAMPEAUX.

INHUMATIONS.—PERSONNES DÉCÉDÉES DANS LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DESSERVIS PAR DES AUMÔNIERS. —DROIT CURIAL.

Les aumôniers des communautés religieuses, pensionnats, établissements publics et hospices, ont-ils le droit d'enterrer les personnes décédées dans les maisons auxquelles ils sont attachés?

Cette question vient de faire l'objet d'un savant mémoire que nous venons de recevoir, et qui a été rédigé par Mgr l'évêque d'Angers. L'abondance des matières ne nous permet point, à notre grand regret, de le reproduire immédiatement; mais nous le porterons à la connaissance de nos lecteurs dans l'une de nos prochaines livraisons.

Administration fabricienne.

***Devoirs** des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Septembre.*

Nous n'avons à rappeler, pour ce mois, à MM. les Fabriciens, que la réunion mensuelle des membres du bureau des Marguilliers (art. 22 du décret du 30 déc. 1809).—Dans cette séance,

MM. les Marguilliers ont à pourvoir comme à l'ordinaire aux soins de l'administration et aux besoins matériels de l'église; mais ils feront très-bien aussi de s'occuper à l'avance des divers objets sur lesquels le conseil de fabrique pourra avoir à délibérer dans sa séance trimestrielle du premier dimanche d'octobre.

Le dimanche, 28 septembre, annonce, au prône de la grand'-messe, par MM. les curés, du jour et de l'heure de cette séance (Art. 10 du décret du 30 déc. 1809).

Chronique.

Nouvelles lois d'un intérêt général votées par l'Assemblée législative:

(Extrait du Moniteur.)

Loi sur les monts de piété (24 juin); — loi relative aux banques coloniales (11 juillet); — loi relative à la convention d'extradition conclue le 9 avril 1850 entre la France et la république de la Nouvelle-Grenade (22 juillet); — Id. entre la France et la ville de Hambourg (22 juillet); — loi relative aux grandes pêches maritimes (id.); — loi portant prorogation des dispositions transitoires contenues dans le livre XV du Code forestier (23 juillet); loi qui proroge celle du 30 juillet 1850 sur la police des théâtres (30 juillet); loi qui abroge l'art. 16 de la loi du 13 juin 1851 sur les sucres (31 juillet); — loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 1 million de francs pour les dépenses concernant les édifices diocésains (1er août); — loi qui ouvre un crédit de 569,148 fr. 26 cent. pour l'établissement de nouvelles lignes de télégraphie électrique (1er août); — loi relative à la fondation d'une banque en Algérie (4 août); — loi relative à la péripneumonie épizootique des bestiaux (5 août); — loi sur les hospices et hôpitaux (7 août); — loi qui ouvre un crédit de 30,000 fr applicable aux travaux de déblayement d'un temple dédié à Sérapis découvert parmi les ruines de Memphis (8 août).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Par décret de M. le président de la République, en date du 12 août, Mgr Parisis, évêque de Langres, a été nommé à l'évêché d'Arras, en remplacement de Mgr le cardinal de la Tour d'Auvergne-Lauraguais, décédé.

Le 22 du même mois, Mgr Parisis a prêté, en qualité d'évêque d'Arras, le serment de Pie IV, entre les mains de Son Excellence Mgr Garibaldi, archevêque de Myre, nonce apostolique.

—Par un autre décret, en date du 14 de ce mois, Mgr Regnault (Louis-Eugène), curé de Charleville, a été nommé coadjuteur de Mgr l'évêque de Chartres, avec future succession.

—Par décret, en date du 12 dudit mois, Mgr Gros, ancien vicaire-général de Reims et de Paris, évêque de Saint-Dié en 1842, et évêque de Versailles depuis 1844, a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur.

—Par décret, en date du 18, Mgr l'évêque d'Orléans a été autorisé

à établir dans sa ville épiscopale une école secondaire ecclésiastique.

—M. l'abbé Salvayre, secrétaire général de la congrégation de MM. les lazaristes, est nommé procureur général de cette société des prêtres de la mission et des admirables filles de Saint-Vincent-de-Paul. M. l'abbé Viaillier, successeur depuis plusieurs années dans la *procure générale* du P. Etienne, a demandé et obtenu de prendre sa retraite.

—Le Pape vient de reconnaître, par une lettre récente, le titre de *Primat des Gaules*, que son éminence le cardinal-archevêque de Lyon prend dans ses actes officiels. Ce titre, il est vrai, n'emporte pas, comme autrefois, une juridiction sur les *quatre lyonnaises*, savoir : sur les provinces ecclésiastiques de Tours, de Rouen, de Paris, de Sens; mais c'est toujours un souvenir, un monument de la haute puissance que l'Eglise de Lyon a longtemps exercée sur les métropoles que nous avons nommées. A ce titre, le clergé et les fidèles du diocèse de Lyon doivent être fiers de ce nouveau témoignage d'estime et d'affection que le Saint-Père vient de donner à cet antique et illustre siége.

—Par un décret du 12 mai 1851, publié par la *Correspondance de Rome*, N. S. P. le Pape vient d'attacher de nouvelles indulgences à la récitation du chapelet.

—Les ministres des cultes et de l'intérieur en Prusse ont rendu une ordonnance concernant la sanctification du dimanche et des jours de fêtes.

—Le gouvernement bavarois a imposé au clergé une nouvelle formule de serment contre laquelle l'évêque catholique de Spire vient de protester. Cette formule a été aussi fort mal accueillie par les ministres protestants.

Actes officiels.

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES.— CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS.— SECOURS DE L'ÉTAT. — ARCHITECTE DIOCÉSAIN.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, aux préfets, concernant les secours aux communes pour travaux de construction ou de restauration des églises et presbytères, et statuant que l'inspection des travaux et l'attestation de l'architecte diocésain, exigées par la circulaire du* 15 *novembre* 1850 *pour l'obtention de ces secours, ne sont plus nécessaires* (1).

Paris, 20 juin 1851.

Monsieur le préfet, dans la circulaire du 15 novembre dernier, relative à l'instruction des demandes de secours pour construction ou restauration des édifices paroissiaux, mon honorable prédécesseur, M. de Parieu, s'était préoccupé à juste titre de la nécessité d'assurer la fidèle observation des conditions sous lesquelles des subventions

---

(1) Un exemplaire de cette circulaire a été adressé à NN. SS. les archevêques et évêques, à la date du même jour. Quant à la circulaire du 15 novembre 1850, dont il y est fait mention, elle a été rapportée dans le *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1850, p. 311.

sont accordées, et de surveiller que l'exécution des travaux eût lieu conformément aux projets approuvés par l'Administration.

Dans ce but, il avait établi que désormais les subventions mises à la disposition des administrations locales ne seraient définitivement payées qu'autant que l'architecte diocésain ou, à son défaut, son inspecteur auraient pu constater l'accomplissement des conditions du secours : leur attestation devait être jointe aux pièces justificatives de la dépense.

Cette mesure eût été des plus efficaces; mais l'expérience a fait connaître depuis que son application rencontrerait des difficultés à raison desquelles il y avait lieu de la modifier : la principale consiste en ce que la subvention de l'État étant souvent la première ressource disponible pour entreprendre des travaux, ce serait rendre ceux-ci impossibles que de subordonner la délivrance de la subvention à leur achèvement.

En conséquence, monsieur le préfet, vous n'aurez pas à subordonner la délivrance des subventions de secours à l'inspection des travaux et à l'attestation des architectes.

Toutefois, la sollicitude qui avait dicté cette mesure ne doit pas rester désarmée devant l'abus qu'elle voulait corriger. La première garantie contre cet abus est votre vigilance, et la première sanction votre responsabilité.

Chargé de transmettre et d'exécuter les décisions de secours aux communes, vous devez assurer leur fidèle observation et empêcher le détournement des subventions de l'État à des travaux autres ou différemment exécutés que ceux dont le projet a déterminé la décision qui les accorde.

A cet effet, vous aurez à surveiller particulièrement l'architecte dont les projets auront été soumis à mon administration, surtout lorsque ces projets n'auront été approuvés qu'avec des modifications conditionnelles du concours de l'Etat.

L'administration, il est vrai, ne saurait avoir une action directe contre l'architecte dans le cas où il ne tiendrait pas compte de ces modifications dans l'exécution des travaux, après avoir paru y souscrire par la correction de son projet, parce qu'il n'est engagé réellement qu'envers la commune, qui serait souvent complice de cette infidélité.

Mais l'administration serait incontestablement fondée à se défier de cet architecte, et à refuser à l'avenir son concours à tous les projets dressés par lui, et par lesquels des subventions seraient demandées.

C'est dans l'exercice de ce droit que doit consister la sanction pratique des décisions de l'Administration, par rapport à l'abus que je veux réprimer. Vous voudrez bien informer les architectes de la ferme disposition de l'Administration à en faire usage, et me signaler les infractions qui y donneraient lieu. Tous les projets devront, dès lors, porter la signature de l'architecte.

Du reste, pour aider votre vigilance et la compléter, je maintiens l'inspection, par MM. les architectes diocésains, des travaux faits aux édifices paroissiaux avec le concours de mon administration.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé : F. DE CROUSEILHES.

Pour expédition : Le Directeur de l'administration des cultes,
DE CONTENCIN.

P. S. Les demandes de secours actuellement parvenues à l'admi-

nistration des cultes excédant de beaucoup le crédit destiné à y pourvoir par l'exercice prochain, vous voudrez bien, monsieur le préfet, ne me transmettre, pour ce prochain exercice, que les demandes qui seraient motivées par une extrême urgence.

CULTE CATHOLIQUE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, aux préfets, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1850 (*du 25 juin* 1851) (1).

Décret portant réception de la bulle qui confère à M. Sarrabayrouze le titre d'évêque d'Hétalonie in partibus infidelium. (Du 29 juillet 1851.)

Décret portant prorogation de celui du 16 septembre 1849 relatif à la tenue des conciles provinciaux et des synodes diocésains pour l'année 1851. (Du 2 septembre 1851 [2].)

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Depuis l'époque à laquelle nous avons publié la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, en l'accompagnant d'un commentaire, il a été rendu plusieurs règlements ainsi qu'un grand nombre d'actes officiels pour en développer et appliquer les dispositions. Cette loi est encore bien nouvelle, mais nous ne sachions pas qu'il en existe une pour laquelle on ait déjà tant multiplié les circulaires, les instructions et les décisions. Cette multiplicité d'actes émanés du ministère de l'instruction publique a été critiquée, parce que l'on a considéré ces actes comme de nature à surcharger le texte de la loi, qui est déjà fort long par lui-même. Mais nous espérons, nous, qu'ils rendront au contraire l'intelligence de cette loi plus facile, et qu'ils feront disparaître les hésitations et les difficultés au lieu de les faire naître. Dans tous les cas, il était de notre devoir de les recueillir, et nous l'avons fait. L'abondance des matières ne nous a pas permis d'en reprendre plus tôt la publication. Nous allons le faire aujourd'hui, en suivant l'ordre chronologique des dates, et en priant nos lecteurs de vouloir bien joindre ces documents à ceux que nous leur avons déjà donnés sur la loi du 15 mars 1850. (Voy. pour cela le *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1850, pages 100, 106, 213 et 281)

CIRCULAIRE *aux Recteurs, relative à la mise à exécution de la nouvelle loi sur l'enseignement.*

Paris, le 27 août 1850.

Monsieur le Recteur, vous allez commencer l'exercice des hautes et délicates fonctions auxquelles la confiance de M. le Président de la Répu-

---

(1) Voy. *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1849, p. 300.

(2) Ce décret n'est que la réproduction de celui du 22 mai 1850 relatif au même sujet dont nous avons donné le texte l'année dernière (vol. 1850, p. 145). Nous ne faisons donc que le mentionner.

blique vous a appelé. Dans peu de jours vous serez investi des droits que vous tenez de la loi nouvelle, et chargé des graves devoirs qu'elle vous impose. Les uns et les autres sont écrits, soit dans cette loi elle-même, soit dans les discussions qui l'ont précédée. C'est par une étude attentive de la pensée du législateur, et en vous pénétrant de l'esprit qui a présidé à cette œuvre difficile de l'organisation de l'enseignement sous un régime de libre concurrence, que vous avez déjà, je n'en doute pas, embrassé par vos réflexions toute l'étendue de la mission qui vous est confiée.

Je veux néanmoins vous en retracer en peu de mots les points essentiels, afin qu'il ne reste aucune incertitude sur les intentions du gouvernement et sur la manière dont il entend que la loi soit exécutée.

La pensée fondamentale de cette loi a été une pensée de conciliation et de sage liberté.

Deux opinions étaient en présence, et avaient engagé, dans ces dernières années, une polémique si vive, que tout accord entre elles paraissait impossible. Cependant le rapprochement a eu lieu. Devant les dangers de la société menacée, devant l'intérêt sacré de l'éducation de la jeunesse française, les esprits les plus opposés ont senti fléchir la rigueur de leurs principes ou l'effort de leurs tendances. Ils ont compris qu'au lieu d'user leurs forces dans des luttes stériles, ils devaient s'unir pour le bien de la génération naissante, en faisant appel à tous les dévouements, et en constituant enfin au profit de l'enseignement une concurrence loyale et féconde. Les partisans exclusifs de l'Université ont accueilli l'application du principe de la liberté, déjà posé dans la Constitution. Les amis de la liberté d'enseignement ont accepté et consacré l'existence des établissements de l'Etat. Les uns et les autres ont voulu placer l'ensemble de l'instruction publique sous le patronage et l'autorité de divers Conseils, protégés par leur composition contre l'isolement et les faiblesses de l'esprit de corps, et au sein desquels les éléments les plus intelligents et les plus moraux de la société viendraient se concerter pour protéger tous les droits, signaler ou réprimer tous les écarts, et enfin exercer sur l'enseignement public et libre une religieuse et salutaire influence.

La loi du 15 mars 1850 a répondu à ce sentiment de conciliation. Chargé de l'appliquer en votre double qualité de fonctionnaire représentant l'Etat et de président du Conseil académique, c'est d'elle que vous verrez découler la série de vos divers devoirs.

Je mettrai au premier rang de vos obligations le sincère respect de cette liberté qui est, pour ainsi dire, le principe de la loi nouvelle. Conçue et adoptée dans le but avoué d'affranchir l'enseignement privé de la tutelle de l'Etat, cette loi ne conserve aucune des barrières que l'ancienne législation avait établies. Elle consacre tout à la fois la liberté du père de famille et celle du citoyen, qui peut désormais, sans autorisation préalable, se livrer à l'éducation de la jeunesse. Elle n'admet aucune opposition de votre part à l'ouverture des établissements privés, sinon dans l'intérêt des mœurs publiques, de la santé des élèves, ou pour défaut des conditions de capacité déterminées par la loi.

En appliquant une législation aussi libérale d'une manière conforme à l'esprit qui l'a dictée, votre administration ne sera pas seulement tolérante : elle saura se montrer au besoin bienveillante et protectrice. Partout où vous verrez la jeunesse élevée selon les principes de l'ordre, de la morale et de la vertu, vous saurez que là existe une institution utile au pays, et dont la prospérité doit vous être chère.

Au milieu de l'effervescence que pourrait produire l'exercice subit d'une liberté récente, vous sentirez le besoin d'une surveillance en rapport avec cette situation. Non-seulement vous rechercherez avec soin la moralité et les antécédents de ceux qui aspirent à l'éducation de la jeunesse, mais vous ne perdrez pas de vue les établissements libres après leur fondation. Ce n'est pas que vous deviez, sans doute, vous immiscer dans le choix des méthodes et dans la répartition des matières d'enseignement ; mais il vous appartiendrait de ne pas souffrir un relâchement de la discipline, une absence de soins, dont les conséquences iraient jusqu'au désordre. Vous auriez surtout le droit comme le devoir d'arrêter un enseignement impie

ou immoral, qui corromprait l'esprit et le cœur de la jeunesse, et rendrait aux familles de mauvais fils, à l'Etat de mauvais citoyens. En vous appelant aussi à dénoncer et à poursuivre l'inconduite de toute personne vouée à l'instruction publique, la loi a rendu hommage à une grande vérité, savoir, que l'exemple du maître est inséparable de ses préceptes, et que la moralité de la vie est une partie intégrante du sacerdoce de l'enseignement.

Organe vivant et actif, dans chaque département, de la sollicitude de l'Etat pour l'enseignement de la jeunesse, vous trouverez, je n'en doute pas, dans les inspirations du bien public, comme dans le concours du Conseil académique, tous les moyens nécessaires pour accomplir avec succès cette tâche de surveillance morale, dans laquelle le Conseil supérieur et le gouvernement vous prêteront au besoin un ferme appui.

En même temps que la loi du 15 mars fait pénétrer dans l'éducation de la jeunesse l'élément de la liberté, elle a pour objet de garantir le caractère moral et religieux de l'enseignement donné par l'Etat. Les enfants que leurs familles confient aux écoles publiques doivent recevoir non-seulement une instruction forte et élevée, mais encore une éducation qui ouvre leur âme à l'amour du bien et du vrai, et dont les fortes maximes servent à diriger leur vie tout entière. Plus rapproché désormais des établissements soumis à votre surveillance que ne l'étaient les chefs des anciennes académies, vous pourrez, je l'espère, monsieur le Recteur, donner un soin particulier et nouveau à la bonne direction morale de l'enseignement de l'Etat : l'honneur du gouvernement et l'avenir du pays sont intéressés à ce progrès. Vous ne devez laisser pénétrer rien, soit dans la discipline intérieure, soit dans l'enseignement des écoles publiques, qui s'écarte du respect dû à l'enfance, et qui soit un danger pour les jeunes esprits, toujours faciles à égarer. Les maîtres honorés, sous vos ordres, d'une mission de l'Etat, doivent apprendre de vous qu'ils s'appartiennent moins qu'ils n'appartiennent à leurs fonctions mêmes, et qu'ils sont responsables envers la société non-seulement des leçons qu'ils donnent du haut de leurs chaires, mais de leur langage, de leurs écrits et de tous les actes de leur vie, constamment offerte en exemple à la jeunesse qui leur est confiée. Si des conseils paternels ou de sérieux avertissements ne rappelaient pas au devoir ceux qui auraient le malheur de s'en écarter, la loi ne nous laisse pas désarmés. Signalez à l'autorité supérieure les fonctionnaires qui, par leur incurie, leur incapacité, ou par quelque scandale que je ne veux pas prévoir, compromettraient l'honneur du corps auquel ils appartiennent : le gouvernement fera prompte justice.

C'est par cette vigilante direction que vous soutiendrez le plus efficacement, contre les concurrences qui se préparent, les établissements dans lesquels l'Etat dispense l'instruction, et qui, sous le rapport des mœurs comme sous celui des fortes études, devront constituer, au milieu des variations et de l'instabilité trop souvent inhérente aux institutions privées, de salutaires et durables modèles offerts à l'émulation de tous. Dans cette carrière modeste, où les satisfactions de la conscience et le spectacle du bien accompli sont des récompenses si nécessaires à ceux qui s'y sont voués, vous ferez comprendre à tous ceux qui exercent ce noble ministère au nom de l'Etat le privilége qu'ils possèdent de voir souvent après eux se continuer dans des établissements stables le bien qu'ils ont commencé, et l'influence des exemples qu'ils ont donnés. Le plus grand service que vous puissiez, du reste, rendre aux établissements publics, c'est d'en étudier le personnel, et de discerner avec soin les aptitudes naissantes, les mérites cachés, que le bonheur d'un ministre est de grandir et d'élever.

J'ai la ferme assurance, monsieur le Recteur, que vous trouverez constamment un encouragement et un concours précieux pour l'accomplissement de votre mission dans le Conseil qui partagera avec vous, aux termes de la loi, la direction de votre académie. En vous y plaçant, au milieu des ministres des divers cultes et des magistrats qui représentent les diverses branches de l'autorité civile, le législateur semble avoir voulu vous rappeler que les chefs de l'enseignement sont responsables envers Dieu et la patrie de leurs efforts pour le bien de la jeunesse, et que leur ministère doit emprunter quelque chose de la douceur de la religion, comme de la sévérité de la loi.

Ne craignez pas de faire appel au dévouement et aux lumières du Conseil académique. Qu'il vous éclaire sur les besoins de l'instruction publique dans le département ; demandez-lui de vous faire connaître toutes ces circonstances locales qu'une administration intelligente ne doit jamais négliger, surtout relativement à un objet aussi délicat, aussi intimement lié aux vœux des familles. Que votre sollicitude sur l'objet sacré de votre haute et morale mission soit, au besoin, suffisante pour éveiller et exciter celle de tous ses membres. Afin d'obtenir plus facilement leur concours, prouvez-leur que, pour le bien public, ils peuvent toujours compter sur le vôtre. Qu'ils vous sachent constamment disposé à les écouter ; et s'il vous arrive de ne pouvoir toujours accueillir leurs vues, qu'ils soient convaincus par avance que l'intérêt général a été le mobile de votre décision. Efforcez-vous enfin, par un sage esprit de conciliation, d'éviter les conflits, qu'il est plus facile (vous ne l'ignorez pas) de prévenir que d'apaiser, et dont le souvenir même est quelquefois pour l'administration une sérieuse entrave.

Je ne vous parle pas de votre position personnelle, ni de l'ascendant que vous devez tendre à obtenir, soit au sein des Conseils du département, soit au dehors. Rien n'a été changé, sans doute, à la modestie traditionnelle de votre situation ; mais votre autorité s'établira d'elle-même par les services que vous rendrez, et les esprits les plus prévenus accepteront aisément votre direction, si elle est conforme à la justice et aux intérêts du pays.

Dans l'organisation précédente de l'instruction publique, l'enseignement primaire était assez profondément isolé de la direction et de la surveillance de l'autorité académique. Il en est autrement sous la loi nouvelle. En plaçant sous la même administration l'enseignement approprié aux vœux des familles aisées et celui dont profitent les enfants du peuple, la loi du 15 mars s'est conformée à la tendance généreuse de nos mœurs et de nos institutions ; votre zèle saura répondre à son appel.

Vous avez, à l'égard de l'enseignement primaire, une double tâche à accomplir. Il s'agit d'abord d'améliorer de plus en plus cette instruction, d'en développer la moralité, et d'associer à ses bienfaits, par des institutions nouvelles, les parties laborieuses et souffrantes de la société (art. 56 de la loi du 15 mars).

Vous devez en outre, dans des temps tels que les nôtres, alors que l'introduction rapide de principes politiques nouveaux a semé les carrières modestes de tant de séductions décevantes, défendre énergiquement les instituteurs publics contre les excitations auxquelles ils ont été naguère et trop longtemps abandonnés. La loi provisoire qui les avait soumis à l'autorité des préfets, sans donner lieu aux nombreuses rigueurs que l'esprit de parti semble s'être plu à supposer, a porté d'heureux fruits, dont votre administration saura profiter. Vous allez vous trouver en face d'une situation sensiblement améliorée, et qu'il vous appartient de rendre plus satisfaisante encore par un juste mélange de persuasion et de sévérité.

Parmi les points qui doivent appeler d'abord votre attention, je vous signalerai le choix des délégués cantonaux réservés au Conseil académique que vous présidez, et celui des nouveaux inspecteurs que mon administration devra instituer sur vos renseignements propres, ainsi que d'après les avis des Conseils départementaux de l'enseignement.

Vous donnerez tous vos efforts à ce que les fonctions honorables et désintéressées de délégué cantonal soient toujours accordées à des vocations sincères, et surtout, quand il sera possible, à des vocations déjà éprouvées dans les comités d'arrondissement. Il ne faut pas qu'elles puissent jamais être données à ceux qui les rechercheraient uniquement comme des moyens d'influence. Elles doivent être considérées seulement comme des occasions de service public et de dévouement.

Quant à la nomination si importante des inspecteurs primaires, vous vous mettrez immédiatement en rapport avec les autorités locales pour m'en fournir les éléments ; vous vous rendrez compte des vœux et des besoins de chaque localité, et rechercherez avec soin les antécédents des candidats qui vous seront présentés, et au premier rang desquels figurent naturellement les inspecteurs et sous-inspecteurs actuellement en fonctions. La

manière dont l'inspection est exercée a une influence incontestable sur la tenue des écoles. Vous n'épargnerez donc ni les recherches ni le temps nécessaires pour me mettre à même de ne confier ces fonctions qu'à des hommes dévoués, fermes et sûrs, capables de diriger les instituteurs dans les voies les plus utiles au pays, dignes enfin d'être en quelque sorte associés à une des branches les plus importantes de votre administration, et de compter ainsi parmi vos plus actifs et plus utiles collaborateurs.

M. le préfet de votre département a convoqué, sur mon invitation, les différents corps qui ont à élire les membres du Conseil académique. Je vous adresserai très-prochainement les nominations que la loi m'a réservées ; le Conseil académique sera donc constitué dans les premiers jours du mois de septembre. Je désire que vous puissiez le réunir vers le milieu du même mois, après m'avoir transmis la liste des membres qui le composent.

Je vous enverrai prochainement des instructions spéciales sur les détails d'exécution de la loi, en ce qui concerne l'instruction primaire et l'instruction secondaire. Votre expérience fera sans doute le reste. J'attends beaucoup, dans les nouvelles fonctions qui vous sont confiées, du dévouement sans lequel l'œuvre de conciliation, de liberté et de réforme à laquelle vous êtes appelé à prendre part, ne pourrait s'accomplir. Ce sera un honneur pour vous dans l'avenir si, en exécutant une loi justement réputée d'une application délicate, vous inaugurez avec succès des fonctions dont le titre est ancien, mais dont la nature et les attributions sont en partie nouvelles.

Commencez donc votre œuvre sans présomption ni découragement. Veillez constamment aux graves intérêts dont la défense vous est remise. Vous me trouverez toujours prêt à aider votre marche et à seconder vos efforts.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

Instructions adressées aux recteurs sur la tenue des conseils académiques.

Paris, le 30 août 1850.

Monsieur le recteur, au moment où vous allez convoquer le conseil académique, j'appellerai votre attention sur différents points qui n'ont été prévus ni par la loi du 15 mars 1850, ni par le règlement du 29 juillet suivant, et qui cependant, dans l'intérêt de la prompte exécution des affaires, doivent être uniformément réglés.

Présidence du conseil académique.—La loi (art. 10) vous défère la présidence du conseil académique ; en cas d'absence du recteur, le conseil est présidé par le préfet (art. 20 du règlement). Mais il peut arriver que le recteur et le préfet soient tous deux absents. Dans cette hypothèse, à qui appartiendra la présidence ? Si un archevêque ou un évêque siégeait dans chacun des conseils académiques, je n'hésiterais pas à répondre que c'est à ce prélat qu'elle appartient. Le rang qu'il occupe même dans l'ordre civil, et qui lui est assuré par le décret du 24 messidor an XII, me paraîtrait avoir tranché la difficulté. Cependant, comme l'autorité diocésaine est quelquefois éloignée du chef-lieu académique, c'est au conseil lui-même qu'il doit appartenir de désigner son président toutes les fois que le préfet et le recteur seront absents.

Rédaction des procès-verbaux. Parmi les attributions du secrétaire de l'académie figure (art. 33 du règlement) l'obligation, pour cet employé, de rédiger les procès-verbaux du Conseil académique, sous la direction du secrétaire de ce Conseil. Il semblerait résulter de cette disposition que le secrétaire de l'Académie assiste nécessairement aux délibérations du conseil; mais la conséquence n'est pas absolument rigoureuse. Il importe, sans doute, que cet employé puisse suivre les discussions, afin de reproduire plus fidèlement les diverses opinions. S'il n'avait à sa disposition que les notes sommaires recueillies par le secrétaire du Conseil, son travail, qui n'est pas sans importance, manquerait souvent d'exactitude et de précision. Mais la loi (art. 10) a fixé le nombre des membres des Conseils académiques. Le règlement (art. 29) a déterminé les circonstances exception-

nelles où des personnes étrangères pourraient être appelées au sein de ces Conseils. Le Conseil académique ne saurait être tenu d'admettre constamment un employé dont la présence, dans certains cas, pourrait gêner la liberté des opinions. Le secrétaire de l'Académie n'a donc pas de droit l'entrée du conseil ; mais je ne doute pas qu'il n'y soit admis sans difficulté, s'il ne s'écarte jamais de la discrétion et de la réserve qui sont au rang de ses premiers devoirs. Vous pourrez donc vous entendre avec le secrétaire du Conseil académique pour faire agréer l'introduction habituelle du secrétaire de l'académie dans le sein du Conseil.

Règlement de l'ordre du jour.—La nature même des attributions des Conseils académiques (art. 8, 14, 15 et 16 de la loi) prouve que l'ordre de leurs délibérations ne peut être laissé, comme par le passé, à la discrétion absolue du président. Ils sont associés, par les termes mêmes de la loi, à l'administration académique. Ils donnent leur avis sur l'état des différentes écoles, et sur les réformes à introduire dans l'enseignement, la discipline et l'administration des écoles publiques ; adressent, chaque année, au ministre et au Conseil général, un exposé de la situation de l'enseignement dans le département. Vous voudrez donc bien, dans chaque séance, appeler le Conseil académique à délibérer sur la fixation de son ordre du jour pour la séance suivante, ou du moins à sanctionner l'ordre du jour que vous lui proposerez dans votre connaissance spéciale des besoins de l'enseignement, et après vous être concerté préalablement avec le secrétaire du Conseil. Cet ordre du jour sera adressé à chacun des membres avec sa lettre de convocation.

Répartition des affaires entre les membres du conseil.—Pour les affaires disciplinaires et contentieuses, le règlement du 29 juillet (art. 24, 25 et 26) donne au Conseil académique le droit de désigner le rapporteur ; mais il appartient au président de répartir l'examen préparatoire des autres affaires entre les membres du Conseil, suivant leur aptitude, et de manière qu'elles soient expédiées le plus promptement possible. Cependant quelques-unes de ces affaires, par leur nature même, par leur importance ou les difficultés qu'elles présentent, peuvent exiger la formation d'une commission. Le Conseil en décidera ; et, dans ce cas, le choix de la commission lui appartient, à moins qu'il ne lui convienne de s'en remettre de ce soin au président. Il importe, au reste, que cette commission ne soit jamais composée de plus de trois membres, lesquels désignent leur rapporteur.

Les commissions permanentes ne me paraissent d'aucune utilité, et pourraient présenter des inconvénients. Tous les membres du Conseil ont un intérêt égal à la bonne solution des questions qui lui sont soumises ; et leurs lumières m'inspirent une telle confiance, qu'il est à souhaiter qu'ils participent tour à tour à la préparation de chacune des nombreuses affaires dont le conseil doit connaître.

Mode de votation des Conseils académiques.—Je n'ai pas besoin de vous rappeler que le Conseil académique ne peut délibérer que si la moitié plus un des membres assiste à la séance (art. 10 de la loi, dernier §), et que, toutes les fois qu'il s'agit d'une affaire intéressant une faculté, le doyen de cette faculté doit avoir été expressément convoqué (art. 22 du règlement) ; il est d'autant plus nécessaire que ces prescriptions impératives soient strictement suivies, que, si elles étaient omises, les jugements en matière disciplinaire et contentieuse en seraient nécessairement infirmés.

Les nominations ou présentations individuelles ont lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés ; les nominations des commissions ou jurys, au scrutin de liste et à la majorité relative.

Sur les différentes questions qui lui sont soumises, le Conseil vote par mains levées. L'appel nominal est de droit lorsqu'il est réclamé par trois membres. Cet appel se fait suivant l'ordre indiqué par l'art. 10 de la loi organique ; mais le président vote le dernier, puisque, sauf dans certaines matières, il a voix prépondérante en cas de partage (art. 23 du règlement).

Dispositions transitoires pour l'installation des Conseils académiques. Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma circulaire du 27 août, je désire que le Conseil académique soit convoqué et installé, autant que possible, vers le milieu du mois de septembre. Dès que les membres du Conseil seront

réunis, vous inviterez le secrétaire à donner lecture des procès-verbaux des élections, des décisions spéciales, et des arrêtés de nomination en vertu desquels lesdits membres ont été appelés au Conseil académique (pièces que vous aurez soin de déposer dans les archives de l'Académie), et vous déclarerez, au nom du gouvernement, le Conseil constitué.

Je recommande à toute votre sollicitude l'exécution fidèle des instructions contenues dans la présente circulaire ; elles ont pour but d'imprimer une marche uniforme et précise aux travaux des Conseils académiques, qui doivent avoir sur l'instruction publique une si heureuse influence.

Le minist. de l'instr. pub. et des cultes. E. DE PARIEU.

Circulaire aux Recteurs, relative à la nomination des Inspecteurs de l'instruction primaire.

Paris, le 31 août 1850.

Monsieur le recteur, par lettre du 27 de ce mois, je vous ai fait connaître mes vues sur les principes qui doivent vous guider dans le choix que vous aurez à me proposer pour l'inspection de l'instruction primaire. Je ne vous entretiendrai à cet égard, aujourd'hui, que de l'exécution matérielle de la loi du 15 mars dernier.

L'art. 20 de cette loi dispose qu'il y aura, dans chaque arrondissement, un inspecteur de l'enseignement primaire, mais que, sur l'avis du Conseil académique, deux arrondissements pourront être réunis pour l'inspection.

D'un autre côté, l'Assemblée nationale n'a porté au budget du ministère de l'instruction publique que la somme nécessaire pour assurer le traitement et les frais de tournées de trois cents inspecteurs. Il est donc indispensable de réunir, dès a présent, un certain nombre d'arrondissements.

Je vous prie d'appeler sur ce point l'attention du Conseil académique, et de provoquer son avis sur les réunions qui vous paraîtront compatibles avec les intérêts du service. Le Conseil académique aura égard, dans ces examens, à la superficie du territoire des divers arrondissements, au chiffre de la population, au nombre des communes et des écoles, enfin au plus ou moins de facilité des parcours.

Aussitôt qu'un avis aura été émis à ce sujet par le Conseil académique, vous voudrez bien m'en envoyer une copie, afin que je puisse prononcer immédiatement, s'il y a lieu, la réunion des arrondissements qui devront former une circonscription d'inspection ; vous aurez soin d'y joindre votre avis personnel.

Le même article de la loi porte que les inspecteurs de l'enseignement primaire sont choisis par le ministre, après avis du Conseil académique ; et l'art. 35 du règlement du 29 juillet dernier dit qu'une liste de candidats doit être dressée par le recteur, communiquée au Conseil académique, et transmise ensuite au ministre avec l'avis de ce Conseil.

Il importe que vous vous occupiez immédiatement de la liste dont il s'agit. Ni la loi ni le règlement ne déterminent le nombre des candidats que vous devrez présenter pour chaque place vacante. Je ne crois pas devoir résoudre cette question d'une manière formelle. Il est à désirer que votre liste soit assez nombreuse pour que, d'une part, le Conseil académique puisse manifester ses préférences, et que, d'autre part, j'aie quelque liberté dans mes choix ; mais cette règle ne devra être observée que si vous vous trouvez en présence de fonctionnaires qui vous inspirent toute confiance, et dont la nomination ne puisse qu'être conforme aux intérêts de l'enseignement primaire. Ne portez donc sur votre liste qu'un candidat pour chaque vacance, plutôt que d'en présenter plusieurs dont vous ne pourriez répondre complétement sous tous les rapports. Ne négligez pas, d'ailleurs, d'appeler spécialement mon attention sur les plus dignes, et de me transmettre, à l'appui de vos propositions, tous les renseignements propres à éclairer mon choix. Par ma lettre du 27 de ce mois, je vous ai fait savoir que je considérais les inspecteurs et les sous-inspecteurs actuellement en fonctions comme devant figurer au premier rang, dans vos propositions, parmi les candidats dont vous aurez à examiner les titres. Vous devez, en effet, tenir grand compte des services passés, et me fournir les

moyens de les récompenser en m'indiquant ceux de ces fonctionnaires qui vous paraîtront dignes d'être promus à une classe supérieure; mais vous ne négligerez pas non plus de me signaler ceux d'entre eux qui ne se montreraient pas suffisamment pénétrés de l'importance de leurs devoirs, et vous les exclurez, au besoin, de vos présentations. J'ai lieu d'espérer que vous aurez peu d'occasions d'exercer cette mission de sévérité; c'est une raison de plus pour que je vous engage à l'accomplir avec fermeté. Vous voudrez bien, enfin, m'indiquer les arrondissements dans lesquels chaque inspecteur vous paraîtra devoir être placé, en vous efforçant de concilier les convenances personnelles des fonctionnaires avec les intérêts du service.

Les art. 38, 39 et 40 du règlement du 29 juillet indiquant les conditions d'aptitude que doivent remplir les candidats aux fonctions d'inspecteur de l'enseignement primaire, je n'ai pas besoin de les reproduire ici; je me bornerai à vous inviter à vous conformer scrupuleusement aux dispositions de ces articles. Les catégories parmi lesquelles vous pouvez choisir sont assez larges, et les exceptions à la règle générale assez nombreuses, pour qu'aucune capacité spéciale ne soit exposée à être repoussée. Vous voudrez donc bien mentionner, à l'appui de chaque proposition, les titres qui confèrent à vos candidats l'aptitude légale aux fonctions de l'inspection. Vous n'ignorez pas que, depuis plusieurs années, des examens ont eu lieu au chef-lieu de chaque académie, et qu'un assez grand nombre de candidats ont été, à la suite de leurs examens, déclarés aptes aux fonctions d'inspecteur. Je vous communiquerai la liste de ceux de ces candidats qui appartiennent à votre ressort, s'ils négligeaient, contre toute apparence, de se représenter et de faire valoir leurs titres. Vous aurez soin, enfin, de tenir compte des demandes qui pourraient vous être adressées par des fonctionnaires actuellement employés en dehors de votre circonscription académique, et qui témoigneraient le désir d'y rentrer.

Le ministre de l'instr. pub. et des cultes. E. DE PARIEU.

Circulaire aux Recteurs, concernant l'enseignement libre et les pensionnats primaires (1).

Paris, le 31 août 1850.

Monsieur le recteur, aux termes de l'art. 25 de la loi du 15 mars dernier, tout Français âgé de vingt et un ans accomplis peut exercer, dans toute la France, la profession d'instituteur primaire, s'il est muni d'un brevet de capacité, ou d'un certificat de stage, ou d'un certificat constatant qu'il a été admis dans une des écoles spéciales de l'Etat, ou enfin du titre de ministre, non interdit ou révoqué, de l'un des cultes reconnus par l'Etat. Avant d'ouvrir une école libre, l'instituteur, muni de l'un des titres ci-dessus mentionnés, doit, aux termes de l'art. 27, déclarer préalablement son intention au maire de la commune où il veut s'établir, lui désigner le local, et lui donner l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes. Il doit, en outre, vous adresser la même déclaration, ainsi qu'au procureur de la république et au sous-préfet; mais, aux termes de l'art. 28, vous seul avez le droit de former opposition à l'ouverture de l'école, dans l'intérêt des mœurs publiques, et dans le mois qui suit la déclaration à vous faite, soit d'office, soit sur la plainte du procureur de la république. La loi, cependant, a investi le maire d'un droit de contrôle à l'égard du local; elle stipule que, s'il refuse d'approuver ce local, il est statué par le Conseil académique.

A défaut d'opposition, l'école peut être ouverte à l'expiration du mois, sans autre formalité.

L'exécution de ces dispositions ne laisse pas de présenter quelques difficultés. Plus la loi a donné de liberté, plus il y a lieu de veiller rigoureusement à l'exacte observation des conditions qu'elle impose à l'exercice de cette liberté même. C'est ainsi qu'il importe essentiellement à la morale publique que, par aucune négligence ni par aucun subterfuge, vous ne

---

(1) Voy. ci-après le décret du 30 décembre 1850.

soyez privé de l'un des éléments de conviction nécessaires au libre exercice de votre droit d'opposition. Avant de laisser périmer ce droit, vous devez savoir si le procureur de la république, le sous-préfet et le maire ont bien réellement reçu de l'instituteur une déclaration semblable à celle qui vous a été adressée, si les mêmes pièces leur ont été produites, si les mêmes antécédents leur ont été révélés. Vous pourriez, sans doute, acquérir à ce sujet toute certitude, en écrivant à ces fonctionnaires; et vous vous empresserez de provoquer leur avis chaque fois que vous le croirez nécessaire: mais une absence de l'un d'eux, ou un oubli, entraînant quelques jours de retard, pourraient compromettre l'exercice de votre droit, et créer, au profit d'un instituteur indigne par ses antécédents, un titre qui ne pourrait plus être invalidé que par un jugement du Conseil académique, et pour des faits postérieurs à l'ouverture de l'école.

Pour prévenir ces inconvénients et simplifier, autant que possible, la correspondance officielle, j'ai décidé que, jusqu'à ce qu'un règlement définitif intervienne, vous devez exiger de tout instituteur, à l'appui de la déclaration prescrite par l'art. 25 de la loi, le récépissé, au bas des doubles, des déclarations semblables qu'il a dû faire au maire, au procureur de la république et au sous-préfet. Vous serez ainsi assuré que, si ces fonctionnaires s'abstiennent de toute réclamation, ce n'est pas faute d'avoir été prévenus.

Je vous recommande enfin, pour le cas où vous croiriez devoir former opposition à l'ouverture d'une école, de signifier, dans le délai prescrit, votre opposition à l'instituteur par un arrêté motivé.

En ce qui concerne les pensionnats primaires, un règlement délibéré par le Conseil supérieur, conformément à l'article 35 de la loi, indiquera toutes les mesures que le Conseil académique devra prescrire dans l'intérêt de la moralité et de la santé des élèves. En attendant le règlement, il importe de veiller à ce que de si graves intérêts ne se trouvent pas compromis.

Vous voudrez bien, monsieur le recteur, examiner avec un soin tout particulier les déclarations qui vous seront faites, par les instituteurs libres, de l'intention où ils seraient d'ouvrir des pensionnats primaires. Le plan qui devra accompagner la déclaration devra être certifié conforme au local par le maire ou par un agent voyer; il devra indiquer avec précision la destination de chacune des pièces affectées au pensionnat, ainsi que les dimensions desdites pièces, en élévation comme en superficie. Vous vous assurerez surtout que, dans les pièces consacrées aux dortoirs, les lits des élèves pourront être espacés en tous sens d'un mètre au moins, que ces pièces contiendront au moins quinze mètres cubes d'air par élève, et qu'elles seront surveillées pendant la nuit, soit par l'instituteur lui-même, soit par un maître-adjoint. Vous vous assurerez, enfin, qu'aucun voisinage dangereux ne pourra compromettre soit la santé, soit les mœurs des élèves. Dans le cas où ces conditions ne se trouveraient pas réunies, vous auriez à faire opposition à l'ouverture du pensionnat, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi, rendues, par l'article 53, applicables aux pensionnats primaires.

Votre opposition sera signifiée, comme il a été dit ci-dessus, par un arrêté motivé, à la partie intéressée.

Ces dispositions sont conformes à l'esprit et à la lettre de la loi du 15 mars. Vous les exécuterez, non avec l'esprit d'une autorité jalouse de la liberté, mais avec la fermeté d'un fonctionnaire qui a agit dans l'intérêt de la société tout entière, et qui serait responsable devant elle du mal que pourrait laisser faire une déplorable faiblesse.

Le ministre de l'instr. pub. et des cultes, E. DE PARIEU.

Circulaire aux recteurs, relative à l'âge d'admission des élèves maîtres dans les écoles normales primaires (1).

Paris, le 16 septembre 1850.

Monsieur le recteur, l'article 25 de la loi du 15 mars 1850 ayant fixé à

---

(1) Voyez ci-après la circulaire du 8 octobre 1850.

vingt et un ans accomplis l'âge avant lequel nul ne peut exercer la profession d'instituteur, il était nécessaire de modifier le règlement des écoles normales primaires, en ce qui concerne l'âge d'admission des élèves maîtres, de telle sorte qu'il ne s'écoulât pas un trop long espace de temps entre la sortie de ces jeunes gens, à l'expiration de leur cours d'études, et l'époque où ils pourront exercer comme instituteurs. Après avoir consulté le Conseil supérieur, j'ai décidé que, cette année, il ne sera admis dans les écoles normales primaires que des élèves maîtres, âgés de dix-sept ans accomplis.

Je vous prie de veiller, en conséquence, à ce qu'aucun candidat au-dessous de cet âge ne prenne part aux examens d'admission qui vont avoir lieu à l'époque que vous fixerez, et conformément à ce qui est prescrit par ma circulaire du 9 juillet dernier.

Le ministre de l'intérieur, chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, BAROCHE.

DÉCRET *relatif à l'admission aux fonctions d'instituteur des élèves maîtres sortant des écoles normales primaires, et des novices appartenant aux congrégations religieuses enseignantes.* (Du 1er octobre 1850 (1).)

Le Président de la République, sur le rapport du Ministre de l'instruction publique et des cultes;—considérant que la loi du 28 juin 1833 avait fixé à dix-huit ans l'âge auquel les jeunes gens pourvus d'un brevet de capacité pouvaient être nommés instituteurs primaires communaux;—qu'en exécution de cette disposition de la loi, un grand nombre d'élèves des écoles normales primaires, âgés de dix-huit ans et pourvus d'un brevet de capacité, ont contracté l'engagement de se vouer pendant dix ans au service de l'instruction publique; que cet engagement doit avoir pour effet de leur assurer le bénéfice de la dispense du service militaire;—que cette dispense ne pourra toutefois être accordée qu'à ceux qui, au moment du tirage au sort, exerceront soit comme instituteurs communaux, soit comme instituteurs-adjoints;—considérant que la loi du 15 mars 1850 a reporté à vingt et un ans l'âge avant lequel nul ne pourra être nommé instituteur communal;—que ceux des élèves qui, en sortant des écoles normales primaires au mois d'août dernier, n'ont pu être nommés instituteurs communaux avant le 1er septembre courant, et qui ne peuvent être placés en ce moment comme instituteurs-adjoints, seraient dans l'impossibilité absolue de remplir leur engagement envers le département de l'instruction publique, et que, si cet engagement leur était remis, les départements et l'Etat, qui ont fait, en totalité ou en partie, les frais de leur éducation, se seraient inutilement imposé des sacrifices considérables pour former de bons instituteurs;—considérant, en outre, qu'une inaction qui serait imposée à ces élèves pendant plusieurs années pourrait être préjudiciable à leur instruction, leur moralité et leur avenir;—qu'il y a lieu, dès lors, de prendre des mesures transitoires pour assurer, sans dommage pour l'enseignement, l'exécution de la loi du 15 mars,

Décrète :

ART. 1er. Les Conseils académiques sont autorisés à porter pendant trois ans, à partir du 1er septembre dernier, sur la liste d'admissibilité aux fonctions d'instituteurs publics, les élèves des écoles normales primaires et des maisons de noviciat régulièrement autorisées, qui justifieront d'un engagement contracté antérieurement au

---

(1) Voy. ci-après la circulaire du 10 octobre 1850.

15 mars 1850, et qui, pourvus d'un brevet de capacité, n'auraient pas encore atteint leur vingt et unième année.

2. Ces jeunes gens pourront être chargés provisoirement par les conseils municipaux de le direction de leur école ; ils ne recevront une nomination définitive et l'institution ministérielle, s'il y a lieu, que lorsqu'ils auront atteint leur vingt et unième année.

Circulaire aux préfets relative aux pièces à produire pour le paiement au traitement des instituteurs, des loyers de maisons d'école ou des indemnités et statuant que les certificats d'exercice qui doivent être annexés aux mandats de paiement seront à l'avenir délivrés par les maires des communes. (Du 7 octobre 1850.)

Circulaire aux recteurs, relative à la fixation de l'âge d'admission aux écoles normales primaires de filles et aux cours préparatoires d'institutrices.

Paris, 8 octobre 1850.

Monsieur le recteur, par une circulaire du 16 septembre dernier (1), j'ai eu l'honneur de vous faire savoir qu'aucun aspirant ne devait être admis dans les écoles normales primaires d'instituteurs avant l'âge de dix-sept ans accomplis.

Les conditions d'âge déterminées par l'article 25 de la nouvelle loi sur l'instruction publique, pour l'exercice de la profession d'instituteur, étant applicables aux maîtresses d'école en vertu de l'article 50, il était nécessaire d'adopter également une limite d'âge pour l'admission aux écoles normales et aux cours préparatoires d'institutrices.

J'ai cru devoir appliquer aux aspirantes institutrices la mesure précitée, et j'ai décidé qu'aucune élève maîtresse ne sera admise cette année, dans les écoles normales et cours préparatoires, *avant l'âge de dix-sept ans accomplis*.

Vous voudrez bien, monsieur le recteur, assurer l'effet de cette décision, et la notifier aux autorités préposées à l'enseignement primaire, afin qu'elle parvienne à la connaissance des jeunes personnes domiciliées dans votre ressort qui pourraient avoir l'intention de prendre part au prochain concours d'admission aux établissemcnts dont il s'agit.

Le ministre de l'instr. pub. et des cultes, E. DE PARIEU.

Circulaire aux recteurs, relative aux élèves maîtres des écoles normales primaires, âgés de moins de vingt et un ans (2).

Paris, 10 octobre 1850.

Monsieur le recteur, les élèves des écoles normales primaires et les novices des instituts de frères ont contracté, en entrant dans ces établissements, l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'instruction publique, avec la perspective d'obtenir, à leur sortie, la direction d'une école communale. La loi organique ayant reculé à vingt et un ans l'âge d'exercice des fonctions de l'enseignement, un certain nombre de ces jeunes gens peuvent se trouver, quoique étant restés fidèles aux termes de leur engagement, dans l'impossibilité d'être placés, puisqu'ils n'auraient pas l'âge prescrit.

Pour obvier à cet inconvénient, et pour concilier autant que possible les droits acquis avec l'exécution de la loi, M. le Président de la République a rendu le décret dont je vous adresse un exemplaire.

---

(1) Voyez cette circulaire ci-dessus, p. 237.
(2) Voir le décret ci-dessus, p. 238.

Vous remarquerez, monsieur le recteur, que les maîtres auxquels s'applique ce décret sont admis à exercer seulement à titre provisoire, et qu'ils n'obtiendront de nomination ni d'institution que lorsqu'ils seront rentrés dans le droit commun. Il ne saurait en être autrement. La possession d'état doit être assurée exclusivement aux instituteurs qui remplissent toutes les conditions légales. Ainsi les jeunes gens dont il s'agit resteront soumis à l'autorité des conseils municipaux, qui seront libres, le cas échéant, de les remplacer. Ils pourront également être révoqués par les recteurs des académies, si ces fonctionnaires jugent que, par leur conduite, par leurs principes ou par leur défaut d'aptitude, ils ne méritent pas de conserver la direction des écoles. Vous pourrez également disposer des jeunes gens dont il s'agit pour suppléer des instituteurs suspendus ou absents.

Le ministre de l'instr. pub. et des cultes, E. DE PARIEU.

Règlement sur les conditions auxquelles les étrangers peuvent être admis à enseigner en France. (Du 5 décembre 1850.) (1)

Le Président de la République, sur le rapport du Ministre de l'instruction publique et des cultes ;—Vu l'art. 78 de la loi du 15 mars 1850, le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

§ I. *Des étrangers dans les établissements libres d'instruction primaire et secondaire.*

Art. 1. Pour ouvrir et diriger une école primaire ou secondaire libre, tout étranger admis à jouir des droits civils en France est soumis aux mêmes obligations que les nationaux. Il devra, en outre, avoir préalablement obtenu et produire une autorisation spéciale du ministre de l'instruction publique, accordée après avis du Conseil supérieur. Cette dernière condition est imposée à tout étranger appelé à remplir, dans un établissement d'instruction primaire ou secondaire libre, une fonction de surveillance ou d'enseignement. L'autorisation accordée par le ministre, après avis du Conseil supérieur, pourra toujours être retirée dans les mêmes formes.

2. Dans le cas particulier d'écoles primaires ou d'établissements secondaires spécialement autorisés, conformément à l'art. précédent, et uniquement destinés à des enfants étrangers résidant en France, des dispenses de brevets de capacité ou de grade pourront être accordées par le ministre de l'instruction publique, après avis du Conseil supérieur.

3. Le ministre de l'instruction publique pourra, après avoir pris l'avis du Conseil supérieur, déclarer équivalents aux brevets ou diplômes nationaux exigés par la loi tous brevets et grades obtenus par l'étranger des autorités scolaires de son pays.

4. Pourront être également accordées par le ministre en Conseil supérieur, des dispenses de brevets et de grades aux étrangers qui se seraient fait connaître par des ouvrages dont le mérite aura été reconnu par le Conseil de l'instruction publique.

5. Les chefs ou directeurs étrangers d'établissements d'instruction secondaire ou primaire libres, régulièrement autorisés avant le 1er septembre 1850, continueront d'exercer leur profession sans être soumis aux prescriptions de l'art. 1er du présent décret.

---

(1) Voy. ci-après les circulaires des 17 fév. et 7 juin 1851.

§ II.—*Cours publics.*

6. L'autorisation et les dispenses laissées à la discrétion des Conseils académiques par l'art. 77 de la loi du 15 mars 1850 ne pourront, quand il s'agira d'étrangers admis à jouir des droits civils, être accordées que par le ministre de l'instruction publique, en Conseil supérieur; lesdites autorisations et dispenses sont toujours révocables dans les mêmes formes.

§ III.—*Des étrangers dans les écoles et établissements publics.*

7. Nul étranger ne pourra être nommé instituteur communal ou instituteur-adjoint dans une école publique, inspecteur primaire, directeur ou maître-adjoint dans une école normale primaire, s'il n'a préalablement obtenu des lettres de naturalisation. Il en sera de même pour toute fonction à titre définitif dans les établissements publics d'instruction secondaire.

Décret relatif aux distinctions honorifiques des membres de l'enseignement public et libre. (Du 9 décembre 1850 (1)).

Le Président de la République,—sur le rapport du Ministre de l'instruction publique et des cultes;—vu la loi du 15 mars 1850;—vu le décret du 17 mars 1808,—vu les ordonnances du 14 novembre 1814, du 9 septembre 1845 et du 1er novembre 1846;—le conseil supérieur de l'instruction public entendu, décrète :

Art 1. Les distinctions honorifiques spécialement attribuées aux membres de l'enseignement public et de l'enseignement libre sont au nombre de deux : celle d'officier d'académie ;—celle d'officier de l'instruction publique.—La palme sera brodée en soie bleue et blanche pour les officiers d'académie ;—elle sera brodée en argent pour les officiers de l'instruction publique.

2. Peuvent être nommés officiers d'académie les membres de l'enseignement primaire après quinze ans de services, et les membres de l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que les fonctionnaires de l'administration et de l'inspection, après cinq ans de services.—Peuvent être nommés officiers de l'instruction publique les officiers d'académie pourvus de ce titre depuis cinq ans au moins.

3. Les distinctions honorifiques attribuées aux membres de l'enseignement public et de l'enseignement libre sont conférées par le ministre de l'instruction publique, sur la proposition des recteurs et l'avis des Conseils académiques.

4. Les officiers d'académie pourvus de ce titre par une nomination spéciale, ou qui l'étaient de droit en vertu de leurs fonctions, restent de droit officiers d'académie. Les officiers de l'Université pourvus de ce titre par une nomination spéciale, ou qui l'étaient de droit en vertu de leurs fonctions, sont de droit officiers de l'instruction publique.

---

(1) Voy. ci-après le décret complémentaire du 16 janv. 1851.

Arrêté du ministre relatif à la création des commissions chargées d'examiner l'aptitude des candidats aux fonctions d'inspecteur de l'instruction primaire. (Du 16 déc. 1850).

Le ministre au département de l'instruction publique et des cultes. —vu les art. 5 et 20 de la loi du 15 mars 1850 ;—vu l'art. 38 du règlement d'administration publique, en date du 29 juillet 1850 ;—le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,

Arrête :

Art. 1. Il sera formé chaque année, au chef-lieu de chaque académie, une commission chargée d'examiner l'aptitude des candidats aux fonctions d'inspecteur de l'instruction primaire.

2. Cette commission sera composée du recteur ou de son délégué, président, et de quatre membres nommés par le recteur en Conseil académique, et agréés par le ministre de l'instruction publique.

3. Les candidats sont tenus de s'inscrire, du 1er au 15 juillet, au secrétariat de l'académie, et de faire les justifications exigées par l'art. 39 du règlement du 29 juillet 1850.

4. L'examen aura lieu dans l'intervalle du 1er au 5 octobre. Le jour sera fixé et annoncé un mois à l'avance par les soins du recteur.

5. L'examen se composera d'une épreuve écrite et d'épreuves orales.—L'épreuve écrite consistera dans un rapport sur une affaire d'inspection. Il sera accordé deux heures pour ce travail.—Les épreuves orales consisteront en interrogations :—1° sur les devoirs de l'instituteur ;—2° sur la direction et la tenue des salles d'asile ;—sur les méthodes d'enseignement ;—4° sur les plans et le mobilier des maisons d'école ;—sur les lois, décrets et règlements concernant l'instruction primaire.

6. La commission, après avoir apprécié l'aptitude intellectuelle et morale des candidats, délivrera un certificat d'aptitude aux candidats qui en auront été jugés dignes. La liste des candidats qui auront obtenu ce certificat sera placée sous les yeux du Conseil académique. Le recteur adressera au ministre une expédition de cette liste, après y avoir consigné les renseignements qu'il aura recueillis sur les antécédents des candidats.

E. DE PARIEU.

INSTRUCTIONS *aux Recteurs pour l'exécution de l'art, 79 de la loi du 15 mars* 1850, *et relatives aux engagements décennaux contractés pour l'exemption du service militaire* (1).

Paris, le 18 décembre 1850.

Monsieur le Recteur, l'article 79 de la loi du 15 mars 1850 vous a conféré une attribution toute nouvelle qu'il importe de définir avec précision, et dont l'exercice doit être entouré de quelques précautions de nature à couvrir votre responsabilité.

C'est désormais devant vous que les jeunes gens qui voudront être dispensés du service militaire devront contracter l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'enseignement public. Vous remarquerez que la loi a fait l'énumération complète des différentes catégories de jeunes gens qu'elle a entendu dispenser du service militaire, à la condition d'un engagement

---

(1) Voy. sur le même sujet la circulaire du Ministre de la guerre du 12 janvier 1851.

de dix ans dans l'enseignement public. Il n'est permis ni d'étendre ni de restreindre cette énumération.

Vous aurez donc à vérifier d'abord si le jeune homme qui se présente devant vous pour contracter un engagement décennal appartient à une des catégories légales, c'est-à-dire s'il est instituteur adjoint d'une école publique;—s'il se prépare à l'enseignement primaire public dans une école désignée à cet effet;—s'il est membre ou novice d'une association religieuse vouée à l'enseignement et autorisée par la loi, ou reconnue comme établissement d'utilité publique;—s'il est élève de l'école normale supérieure;—s'il est maître d'études, régent ou professeur d'un collége ou d'un lycée.

Pour qu'un instituteur-adjoint soit légalement revêtu de ce titre, il faut : 1° s'il est laïque, qu'il ait été nommé par l'instituteur communal et agréé par le recteur; s'il appartient à une association religieuse, qu'il ait été nommé par le supérieur de ladite association (§ 3 de l'art. 34); 2° qu'il touche un traitement, soit de la commune, soit par toute autre voie certainement connue.

Les élèves maîtres ne peuvent se prévaloir de cette qualité que s'ils appartiennent à une école normale primaire départementale, ou à un établissement d'instruction primaire désigné par le Conseil académique (§ 1er de l'article 35).

Vous n'admettrez à contracter l'engagement décennal que les membres des associations religieuses autorisées par la loi, ou reconnues comme établissements d'utilité publique. Vous aurez donc à vérifier si ces associations ont en effet le caractère que la loi leur attribue, et si elles se renferment dans les conditions de leurs statuts.

Les élèves de l'école normale supérieure, les maîtres d'études, régents et professeurs des collèges et lycées, produiront l'arrêté ministériel qui leur aura conféré ces diverses qualités.

Les uns et les autres prouveront, par des certificats émanés de leurs chefs ou supérieurs, et dûment légalisés, qu'ils se trouvent réellement dans la position prévue par la loi, au moment où ils demandent à contracter l'engagement décennal.

Cet engagement devra être, à peine de nullité, rédigé sur papier timbré, et conformément à la formule ci-jointe; il portera la mention expresse de l'autorisation des parents ou tuteurs; les signatures en seront légalisées. Il ne pourra être contracté qu'avant l'époque du tirage (art. 79 de la loi).

L'engagement décennal n'ayant de valeur légale que s'il a été contracté devant vous, vous aurez à délivrer aux requérants un acte d'acceptation dont ils devront justifier devant le conseil de révision de leur département, pour obtenir la dispense du service militaire. L'acte d'acceptation contiendra la mention des pièces produites à l'appui, lesquelles resteront déposées dans les archives de l'académie pour servir à toutes vérifications ultérieures, les nom, prénoms, date, lieu de naissance, qualité du dispensé; il sera rédigé conformément à la formule ci-jointe.

Immédiatement après l'époque fixée pour le tirage, alors qu'aucun engagement décennal ne peut plus être accepté, vous m'adresserez l'état nominatif des jeunes gens qui auront contracté devant vous ledit engagement. Cet état, dressé *en deux tableaux distincts*, l'un pour l'enseignement primaire, l'autre pour l'enseignement secondaire, contiendra les nom, prénoms, date, lieu de naisssance, qualité des dispensés.

Chaque année, dans la première quinzaine de juillet, le Préfet du département, auquel j'adresse des instructions à cet effet, vous transmettra la liste des dispensés de votre ressort. Vous vérifierez avec le plus grand soin s'ils continuent à remplir les conditions de leur engagement, et vous ferez connaître au Préfet ceux qui l'auraient rompu avant l'expiration des dix années, la loi (art. 79) déclarant en termes formels qu'ils ne sont définitivement libérés du service militaire que s'ils réalisent l'engagement décennal.

Je vous invite de la manière la plus instante à vous conformer exactement aux indications contenues dans la présente circulaire. Les conseils

de révision ont pour devoir de n'admettre qu'après les plus scrupuleuses investigations les dispenses du service militaire ; et si l'acte d'acceptation de l'engagement décennal contracté entre vos mains, en vue du service de l'instruction publique, présentait quelques irrégularités ou n'étai pas rédigé dans la forme prescrite, les dispensés, malgré leur évidente bonne foi, pourraient être exposés à êtreenvoyés sous les drapeaux.

Le Ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

N° 1.—MODÈLE D'ENGAGEMENT DÉCENNAL.

JE, soussigné (1)
né à département d
le (2)
atteint par la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée et compris dans la classe de déclare contracter devant M. le Recteur de l'académie départementale d conformément à l'article 79 de la loi du 15 mars 1850, l'engagement de me vouer pendant dix ans à l'enseignement public.

Fait à le

JE, soussigné (3)
demeurant à département d
autorise par les présentes M. (4)
mon (5) à contracter devant M. le Recteur de l'académie départementale d conformément à l'article 79 de la loi du 15 mars 1850, l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'enseignement public.

Fait à le

Vu pour légalisation des signatures ci-dessus.

N° 2.—MODÈLE D'ACCEPTATION D'ENGAGEMENT DÉCENNAL.

NOUS, recteur de l'académie départementale d
Vu l'engagement décennal contracté devant nous le
par M. (6)
Vu le certificat en date du et les pièces
à l'appui constatant que ledit sieur
est régulièrement en possession du titre d
ARRÊTONS : conformément à l'article 79 de la loi du 15 mars 1850,
Est reçu l'engagement de se vouer pendant dix ans à l'enseignement public, contracté le par le sieur (7)
né à département
d le
(8)

---

(1) Nom et prénoms.—(2) Indiquer la qualité du dispensé, s'il est instituteur-adjoint, la commune où il réside, la date de la décision du Recteur ou de la nomination du supérieur, et l'indication du traitement qu'il reçoit; —s'il est élève maître, dans quelle école il accomplit son stage, ou à quelle école normale il appartient;—s'il est membre ou novice d'une congrégation religieuse, de quelle congrégation il fait partie, et depuis quelle époque;—s'il est élève de l'école normale supérieure, maître d'études, régent ou professeur d'un collége ou d'un lycée, la date de l'arrêté ministériel qui lui a conféré une de ces qualités.

(3) Nom et prénoms.—(4) Nom, prénoms, qualité, résidence.—(5) Fils ou pupille.

(6) Nom, prénoms, qualité.—(7) Nom et prénoms.—(8) Qualité et résidence.

atteint par la loi du 31 mars 1832 sur le recrutement de l'armée, et compris dans la classe de

Fait à le

Le *recteur de l'académie départementale*
d

PAR LE RECTEUR :
Le secrétaire de l'académie,

DÉCRET *relatif aux établissements particuliers d'instruction secondaire.* (Du 20 décembre 1850 (1).)

Le Président de la République, sur le rapport du Ministre de l'instruction publique et des cultes :—vu les articles 64, 66, 67 et 68 de la loi du 15 mars 1850 (2) ;—vu pareillement le décret en date du 5 décembre (3), sur les étrangers qui veulent enseigner en France ;—le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,—décrète :

Art. 1er. Lorsque le Recteur, le Préfet ou le Procureur de la République croiront devoir user du droit d'opposition qui leur a été conféré par l'article 64 de la loi organique de l'instruction publique, l'opposition sera motivée, signée de son auteur et écrite sur papier libre.—Elle sera déposée au secrétariat de l'académie, et notifiée à la personne ou au domicile de la partie intéressée, à la diligence du Recteur de l'académie, en la forme administrative.

2. Dans la quinzaine qui suivra la notification de l'opposition, il y sera statué par le Conseil académique : trois jours avant la séance fixée pour le jugement de l'opposition, la partie intéressée sera citée à comparaître devant le Conseil académique, à la diligence du Recteur de l'académie.—Le jugement est notifié dans le délai d'un mois, par le Recteur, à la partie intéressée et au Procureur de la République ou au Préfet, s'ils ont formé opposition.—Si, dans la quinzaine, à dater du jour de la dernière notification, il n'est interjeté appel, ni par le Recteur, ni par la partie intéressée, le jugement sera réputé définitif.

3. Les jugements des Conseils académiques portant réprimande avec publicité seront insérés, par extrait, dans le *Recueil des actes administratifs* de la préfecture et dans un journal du département, désigné par le jugement.

4. Lorsque, par application des articles 66 et 68 de la loi organique, un établissement particulier d'instruction secondaire se trouve dans le cas d'être fermé, le Recteur et le Procureur de la République doivent se concerter pour que les parents ou tuteurs des élèves soient avertis, et pour que les élèves pensionnaires dont les parents ne résident pas dans la localité soient recueillis dans une maison convenable.—S'il se présente une personne digne de confiance qui offre de se charger des élèves pensionnaires ou externes, le Recteur pourra l'y autoriser provisoirement. Il en informera immédiatement le Conseil académique, qui examinera s'il y a lieu de maintenir l'autorisation accordée. Cette autorisation ne sera valable que pour trois mois au plus.

☞(1) Voy. ci-après la circulaire du 4 janvier 1851 relative à l'exécution de ce décret.

(2) Voy. ces articles de loi, au *Bulletin*, vol. 1850, pages 134 et 135.

(3) Voy. ce décret, ci-dessus, page 240.

5. Les ministres des cultes qui auraient été interdits ou révoqués ne peuvent profiter de la faculté accordée par le troisième paragraphe de l'article 66 de la loi organique.

6. Chaque chef d'établissement particulier d'instruction secondaire est tenu d'inscrire, sur un registre spécial, les nom, prénoms, date et lieu de naissance des répétiteurs ou surveillants qu'il emploie, avec l'indication de la fonction qu'ils remplissent.—Ce registre doit être communiqué à toute réquisition des autorités préposées à la surveillance et à l'inspection.

DÉCRET *relatif aux certificats de stage délivrés par les Conseils académiques, en vertu de l'article* 61 *de la loi du* 15 *mars* 1850, *sur l'enseignement*. (Du 20 décembre 1850.)

Le Président de la République, sur le rapport du Ministre de l'instruction publique et des cultes;—vu le deuxième paragraphe de l'article 60 et l'article 61 de la loi du 15 mars 1850 (1);—le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,—décrète :

Art. 1er. Les certificats de stage délivrés par les Conseils académiques en vertu de l'article 61 de la loi du 15 mars 1850 doivent énoncer,—1° les nom, prénoms, âge et lieu de naissance du postulant;—2° l'époque où le stage a commencé, la nature des fonctions remplies et la durée du stage attestées par le chef de l'établissement où le stage aura été accompli.—Lorsque le chef de l'établissement est décédé, absent ou empêché, son attestation peut être suppléée par un acte de notoriété publique.

2. Les attestations sont écrites sur papier timbré, et les signatures en sont légalisées.

3. Le stage, pour être valable, doit avoir été accompli en France.

4. Le certificat de stage est délivré par le Conseil académique du département où le postulant se propose d'ouvrir un établissement.

5. Les délibérations des Conseils académiques portant propositions de dispense de stage doivent être motivées; elles sont accompagnées de la demande du postulant et de toutes les pièces par lui produites.

Instruction aux recteurs, relative à l'exécution du décret du 7 *octobre* 1850, *concernant l'instruction primaire* (2).

Paris, le 24 décembre 1850.

Monsieur le recteur, j'ai l'honneur de vous transmettre plusieurs exemplaires du décret rendu sur ma proposition, le 7 octobre dernier, par M. le Président de la République, pour assurer l'exécution de la loi du 15 mars 1850 en ce qui concerne l'instruction primaire, et un exemplaire des instructions que, d'accord avec M. le ministre des finances, je viens d'adresser dans le même but à MM. les préfets.

Ouverture des écoles libres.

Les articles 1, 2 et 3 du décret indiquent les formalités à remplir par les instituteurs qui veulent ouvrir des écoles libres. Ces formalités sont indispensables pour que la loi soit sincèrement exécutée dans sa lettre et dans son esprit. En effet, par son article 27, la loi exige non-seulement qu'une déclaration soit faite au maire, mais encore que la même déclaration soit

---

(1) Voir ce décret. Vol. 1850, p. 281.
(2) Voy. ces articles au *Bulletin*, vol. 1850, pages 131.

adressée, par les *postulants*, au recteur de l'académie, au procureur de la république et au sous-préfet. Il importe donc que le recteur, qui seul peut faire opposition, soit d'office, soit sur la plainte du procureur de la république ou du sous-préfet, soit assuré que ces magistrats ont reçu, comme lui, non-seulement la déclaration de l'instituteur, mais encore *la même* déclaration. D'un autre côté, il est important aussi que le recteur soit assuré que la déclaration affichée à la mairie est conforme à celle qu'il a reçue ; il est enfin indispensable qu'il sache immédiatement si le maire désapprouve le local ; car, dans ce cas, il doit saisir de la question le Conseil académique assez promptement pour que ce Conseil, après avoir pris, s'il y lieu, toutes les informations convenables, puisse se prononcer avant l'expiration du mois, terme passé lequel l'école peut être ouverte, sans autre formalité.

Pour arriver à constater tous ces faits et à prévenir ainsi toute fraude, une correspondance aurait dû s'engager entre le recteur, le procureur de la république, le sous-préfet et le maire, à chaque déclaration d'ouverture d'école libre.

Les artieles 1, 2 et 3 du décret du 7 octobre ont pour but de simplifier cette correspondance, et d'assurer au recteur de l'académie les moyens d'user du droit que la loi lui a conféré. Je vais faire distribuer par MM. les préfets, dans chaque mairie, un modèle de registre, afin que les déclarations y soient reçues partout dans la même forme, et aussi afin de rendre facile à MM. les maires la délivrance des copies légalisées des déclarations qu'ils doivent remettre aux instituteurs. Quant au registre sur lequel ces déclarations seront reçues, il est indispensable qu'il soit tenu avec une grande régularité ; il devra, plus tard, servir à suivre les instituteurs et à constater leurs antécédents, conformément aux prescriptions du 1er paragraphe de l'article 27. Vous aurez donc soin, monsieur le recteur, en ce qui vous concerne, de vous conformer avec exactitude aux dispositions du règlement, notamment à celle qui est contenue dans le dernier paragraphe de l'article 4. MM. les inspecteurs devront toujours, dans leurs tournées, s'assurer de l'état de ce registre. Nul ne devra être dispensé de l'accomplissement des formalités prescrites : ni l'instituteur libre qui, déjà en fonctions, veut s'établir dans un autre local et ouvrir, par conséquent, une autre école ; ni l'instituteur communal qui renonce, pour une cause quelconque, à ses fonctions, et qui veut ouvrir une école libre, soit dans la même commune, soit ailleurs. Toutes les fois, en un mot, qu'il y aura ouverture d'une nouvelle école, il devra y avoir une déclaration de l'instituteur, suivie d'un sérieux examen. Il en sera de même chaque fois qu'un instituteur appartenant à une congrégation religieuse enseignante succédera à un frère du même ordre, dans la même école. L'établissement, en changeant de directeur, doit être considéré comme un établissement nouveau.

Quant au délai que la loi fixe pour l'opposition du recteur, il ne court que du jour où ce fonctionnaire a reçu la déclaration. L'article 28 ne laisse aucun doute à cet égard, puisqu'il porte que le recteur peut former opposition dans le *mois qui suit la déclaration à lui faite* ; mais on m'a fait observer que l'article 3 du décret du 7 octobre n'oblige le maire à faire connaître au recteur s'il a reçu des observations par suite de la déclaration affichée, *qu'à l'expiration du délai fixé par l'article 27 de la loi organique*, c'est-à-dire à l'expiration du mois, et qu'il pourra arriver que le recteur n'ait plus le temps de former opposition. Cette interprétation, monsieur le recteur, serait erronée. Par ces mots, *A l'expiration du délai*, le décret n'a pas entendu dire, Lorsque le délai sera expiré ; mais seulement, Lorsqu'il approchera de sa fin. Vous voudrez donc bien inviter MM. les maires à ne pas attendre au dernier jour pour vous faire cette communication. Mais comme il s'agit ici d'un intérêt moral à la conservation duquel vous êtes plus spécialement préposé, vous n'attendrez pas vous-même au dernier moment pour vous enquérir de l'état des choses, et vous aurez soin, soit directement, soit par l'intermédiaire de M. l'inspecteur, de provoquer quelques jours d'avance la communication qui doit vous être faite par le maire.

Je vous recommande, au surplus, monsieur le recteur, d'user avec beau-

coup de fermeté de votre droit d'opposition. L'instruction primaire ne doit pas être le refuge des hommes qui ont échoué dans les autres carrières, et qui, par conséquent, n'apporteraient dans l'accomplissement de leurs obligations nouvelles ni l'amour du bien public, ni le sentiment profond du devoir. Toutes les fois donc que vous recevrez la déclaration, soit d'un ancien instituteur, soit d'un candidat qui aura été jusque-là étranger à l'enseignement primaire, vous aurez soin de prendre les plus amples informations sur ses antécédents ; et si le délai devait expirer avant que les doutes sérieux que vous auriez conçus eussent pu être complétement éclaircis, vous formeriez opposition. Le Conseil académique, qui jugera cette opposition, s'efforcera d'arriver alors, plus sûrement que vous n'auriez pu le faire dans le mois, à la constatation des faits. Ne craignez pas outre mesure, monsieur le recteur, dans des situations analogues, le jugement du Conseil académique, et ne considerez pas la levée de votre opposition, si elle devait dans certains cas avoir lieu, comme un échec destiné à troubler la bonne harmonie que vous devez vous efforcer de maintenir entre le Conseil académique et vous. Votre opposition est un acte conservatoire des intérêts moraux et religieux de la société ; et votre conscience devrait être beaucoup plus troublée si, par négligence ou timidité, vous exposiez l'enfance à être pervertie par de mauvais préceptes ou de mauvais exemples, que si, par votre opposition, vous aviez provisoirement suspendu l'ouverture d'une école qui, en définitive, ne serait pas jugée de nature à inspirer des inquiétudes sérieuses.

Suspension des instituteurs libres.

L'article 5 a pour but de rendre possible la peine de la suspension qu'aux termes de l'article 30 de la loi organique, le Conseil académique peut prononcer contre un instituteur libre.

L'expérience a prouvé que cette peine, qui, d'après la loi de 1833, pouvait être infligée aux instituteurs communaux, était difficilement et par conséquent peu souvent appliquée, parce qu'elle était rarement proportionnée au délit qu'il s'agissait de punir. Quel était, en effet, le résultat immédiat de cette peine? La fermeture d'une école pendant un certain temps et par conséquent un dommage réel pour les familles. Si la suspension était prononcée sans privation de traitement, l'instituteur n'éprouvait aucune perte, et la peine qu'il subissait se réduisait, en définitive, à quelques jours de repos ; si elle était accompagnée de la privation de traitement, elle avait pour l'instituteur, déjà très-faiblement rétribué, des conséquences douloureuses, puisqu'elle l'atteignait dans ses moyens d'existence. Dans tous les cas, l'instituteur suspendu ne rentrait jamais dans l'exercice de ses fonctions sans avoir perdu presque toute considération. Il est résulté de cet état de choses, et des conséquences fâcheuses que je viens de signaler, que souvent l'impunité a été assurée à des instituteurs dont la négligence ou la mauvaise conduite auraient dû être réprimées, et que, d'autres fois, la peine de la révocation a été prononcée là où la suspension, mieux proportionnée à la faute, eût dû paraître suffisante. En autorisant le Conseil académique à admettre l'instituteur libre suspendu de ses fonctions à présenter un suppléant pour la direction de son école, l'article 5 du décret prévient une partie des inconvénients que je viens de rappeler ; il oblige l'instituteur suspendu à se procurer un suppléant à ses frais, et lui donne en même temps le délai nécessaire pour trouver un remplaçant définitif, s'il ne reprend pas la direction de son école ; il lui laisse, dans tous les cas, le temps de se créer ailleurs de nouvelles ressources. Mais il est bien entendu que le Conseil académique est seul juge de l'opportunité d'une semblable mesure, et qu'il devra, toutes les fois qu'il aura à sévir contre un instituteur libre, déclarer si l'instituteur suspendu devra fermer son école pendant la durée de sa peine, ou s'il sera admis à présenter un suppléant.

Des pensionnats primaires.

L'article 6 n'est en quelque sorte que l'application aux pensionnats primaires d'une disposition en vigueur dans la législation précédente relative à l'instruction secondaire. Les pensionnats primaires, alors qu'ils étaient soumis au régime de l'autorisation, se sont considérablement multipliés

depuis quelques années ; ils se multiplieront davantage sous le régime nouveau. Il était dès-lors nécessaire de prescrire les mesures à prendre, dans l'intérêt des familles, pour le cas où l'un de ces établissements viendrait à être inopinément fermé. Un règlement délibéré en Conseil supérieur règle, au surplus, ce service d'une manière plus complète; je vous en transmets ci-joint un exemplaire, et je vous invite à le faire exécuter avec soin.

Des maisons d'école.

Les articles 7 et 8 imposent à MM. les inspecteurs d'arrondissement et et à MM. les délégués cantonaux l'obligation de visiter, avant l'ouverture de toute école publique, le local qui y est destiné.

Veuillez, monsieur le recteur, appeler sur cette obligation l'attention la plus sérieuse des fonctionnaires à qui elle est imposée : on ne se préoccupe pas assez, dans les communes, de la nécessité d'une bonne organisation matérielle des écoles. Depuis l'année 1833, l'Etat a constamment secouru les communes qui s'imposaient, pour l'établissement d'une école, d'honorables sacrifices ; mais, malgré les instructions les plus précises, constamment reproduites depuis dix-sept ans, il m'arrive encore des demandes de secours destinés à la construction ou à l'appropriation de bâtiments d'école mal disposés. Là où cinquante ou soixante enfants doivent être réunis, on ne ménage de place que pour un nombre infiniment moindre ; là où les enfants des deux sexes doivent être reçus, on néglige de les séparer en classe par une cloison, ainsi que le prescrivent les instructions et que le commande le simple sentiment des convenances ; enfin, les autres dépendances de l'école sont souvent, quoique affectées à l'usage des garçons et des jeunes filles, placées loin de toute surveillance Dans quelques écoles enfin, on ne consacre au logement personnel de l'instituteur qu'un emplacement insuffisant, et on l'expose à prendre promptement en dégoût une position à laquelle on doit, au contraire, s'efforcer de l'attacher, non par une recherche d'appropriation qu'il ne doit ni connaître ni désirer, mais par une installation aussi commode et saine que simple et modeste. Enfin, dans quelques villes, on ne fait nulle attention au voisinage des écoles, et on expose ainsi les enfants à recevoir des impressions, soit morales, soit physiques, non moins contraires à leurs mœurs qu'à leur santé. Aucun de ces détails n'est à dédaigner pour tout homme qui connaît et qui aime l'enfance; or, connaître et aimer l'enfance, c'est là une de ces précieuses qualités que l'on doit rencontrer dans les hommes qui, à quelque titre que ce soit, acceptent la mission d'en surveiller la première éducation.

L'article 9 du décret arme au surplus MM. les préfets d'un droit qu'ils tenaient déjà de la loi de 1837 sur les attributions municipales, mais dont l'usage ne s'était pas assez généralisé. Désormais, après s'être concerté avec vous, M. le préfet devra interdire tout local d'école qui ne conviendra pas à l'usage auquel il est destiné. Ainsi les enfants ne seront plus exposés à demeurer entassés dans les pièces basses, humides, mal aérées, et dans lesquelles les inspecteurs constataient trop souvent, avec douleur, l'absence presque totale d'air vital.

L'article 14 de la loi du 15 mars décide que le Conseil académique donnera son avis sur les secours et encouragements à accorder aux écoles primaires. Parmi les demandes de ce genre, qui me parviennent journellement, sont des demandes de secours formées par des communes pour des constructions ou des acquisitions de bâtiments destinés à des maisons d'école. Ces demandes devront être soumises au Conseil académique. J'invite en conséquence M. le préfet, qui est chargé d'instruire ces affaires au point de vue communal, à vous les communiquer avant de les transmettre. Il n'y sera donné suite qu'autant qu'au nombre des pièces que M. le préfet m'enverra, je trouverai une expédition conforme de l'avis du Conseil académique. Ce Conseil devra, ainsi que le faisaient précédemment les comités d'arrondissement, examiner les demandes sous le rapport de la bonne disposition de l'école à établir, et de l'importance du secours que l'Etat pourra accorder à la commune.

Écoles spéciales pour les enfants de culte et de sexe différents.

L'article 15 de la loi organique investit le Conseil académique du droit de déterminer les cas où les communes peuvent, à raison des circonstances, établir ou conserver des écoles primaires, dans lesquelles seront admis des enfants de l'un et l'autre sexe, ou des enfants appartenant aux différents cultes reconnus. Le dernier paragraphe de l'article 44 déclare en outre que, lorsqu'il y a pour chaque culte des écoles séparées, les enfants d'un culte ne doivent être admis dans l'école d'un autre culte que sur la volonté formellement exprimée par les parents.

Ces dispositions de la loi exigent quelques explications.

La règle générale est que, désormais, les enfants de culte et de sexe différents ne soient plus reçus dans la même école : toutefois, la loi a prévu sagement le cas où, soit à cause du petit nombre d'enfants, soit à défaut de ressources des communes, il serait impossible d'établir une école spéciale pour chaque sexe et pour chaque culte ; elle a en conséquence permis au Conseil académique de maintenir provisoirement l'état actuel des choses là où il ne présenterait pas de graves inconvénients. Le Conseil académique aura donc à résoudre deux questions, lorsque des demandes de ce genre lui parviendront : 1° L'état actuel a-t-il des inconvénients sérieux dans telle ou telle localité ? 2° La dépense résultant de la création d'une nouvelle école sera-t-elle à la charge de la commune, ou tombera-t-elle en totalité ou en partie à la charge du département et de l'Etat ? Toutes les fois que la première question devra être résolue affirmativement, le Conseil académique n'aura pas à hésiter. Le département et l'Etat devront subir les conséquences financières d'un état de choses qui, au point de vue moral et religieux, doit avoir des avantages incontestables. Lorsqu'au contraire il reconnaîtra que la réunion des enfants, soit de culte, soit de sexe différents, ne présente aucun inconvénient grave, et que les projets de séparation ne sont inspirés à quelques personnes que par un zèle ardent pour des intérêts qui ne sont pas en réalité compromis, il devra faire en sorte de ne pas charger le budget de l'Etat d'une dépense nouvelle et inutile.

Mais lorsque le Conseil académique ne croira pas devoir autoriser une commune à entretenir une seule école pour les enfants de cultes différents, et lorsque par conséquent, aux termes du cinquième paragraphe de l'article 36 de la loi organique, cette commune devra avoir une école spéciale à chaque culte, il devra veiller avec soin à l'exécution du cinquième paragraphe de l'article 44 de la loi, lequel ordonne que les enfants d'un culte ne soient admis dans l'école d'un autre culte que sur la volonté formellement exprimée par les parents. A cet effet vous aurez soin, monsieur le recteur, de veiller à ce que le registre prescrit par l'article 12 du décret du 7 octobre soit régulièrement tenu dans toutes les écoles spécialement affectées à un culte. Si rien ne doit gêner la liberté des familles en ce qui concerne l'enseignement religieux de leurs enfants, rien ne doit être négligé, non plus, pour qu'elles soient complétement éclairées sous ce rapport. Il faut donc non-seulement comme le veut la loi, qu'elles s'expriment à cet égard d'une manière formelle, mais encore que cette volonté laisse des traces, et que les familles soient mises en demeure de déclarer en quelque sorte d'avance, par leur signature sur le registre, qu'elles connaissent les conséquences auxquelles elles exposent leurs enfants, en les plaçant dans une école où un culte étranger au leur est professé et suivi. Il faut enfin que ce registre, contrairement à quelques prétentions qui se sont manifestées, soit constamment tenu à la disposition de l'autorité. C'est là une garantie que toutes les familles religieuses, à quelque culte qu'elles appartiennent, ne manqueront pas d'apprécier.

Les écoles libres ne peuvent recevoir des enfants des deux sexes.

A l'égard des écoles libres, il se présente une question que je dois immédiatement résoudre.

L'article 52 de la loi dit qu'aucune *école publique ou libre* ne peut, *sans l'autorisation du Conseil académique*, recevoir les enfants des deux sexes, *s'il existe dans la commune une école publique de filles*.

Il semblerait au premier aperçu que, dans toutes les villes où il n'existerait aucune école publique ou libre de filles, les instituteurs libres pourraient recevoir les enfants des deux sexes. Il n'en est rien cependant. Cette disposition de la loi n'est qu'une conséquence du quatrième paragraphe de l'article 36 de la loi organique, laquelle permet au Conseil académique de dispenser une commune d'entretenir une école publique, à condition qu'elle pourvoira à l'enseignement primaire gratuit, dans *une école libre*, de tous les enfans dont les familles sont hors d'état d'y subvenir. L'article 52 ne s'applique donc qu'aux écoles libres destinées à tenir lieu d'écoles publiques. S'il en était autrement, la loi irait contre son propre esprit, et admettrait une situation qui n'était pas tolérée par l'ancienne législation. Elle étendrait les inconvénients qu'elle a voulu prévenir.

Aucun instituteur libre ne doit donc recevoir des enfants des deux sexes et ne peut être autorisé à en recevoir par le Conseil académique, hors le cas prévu par l'article 36 de la loi.

Une difficulté que le législateur paraît n'avoir point prévue peut se présenter dans le cas où l'école libre de filles que posséderait la commune refuserait de recevoir gratuitement les filles indigentes. En un cas pareil, que vous vous efforceriez de prévenir par tous les moyens d'action en votre pouvoir, l'instituteur communal ne serait pas déchargé de son devoir d'instruire les filles pauvres.

Nomination des instituteurs.

J'arrive, monsieur le recteur, à l'une des dispositions les plus importantes du décret; je veux parler de l'article 13, lequel est destiné à régler le mode d'exécution de l'article 31 de la loi organique.

Cet article a déjà été interprété de différentes manières par un certain nombre de Conseils académiques.

Ici on a paru croire que la loi ayant voulu donner une grande liberté aux conseils municipaux quant au choix des instituteurs communaux, les Conseils académiques devaient se borner à dresser la liste de tous les candidats remplissant les conditions prescrites par la loi, et ne se trouvant dans aucun des cas d'incapacité qu'elle a prévus.

Là, au contraire, on a pensé que, pour donner une certaine efficacité à son intervention, le Conseil académique devait limiter l'initiative du conseil municipal en lui présentant un petit nombre de candidats choisis, par exemple, deux ou trois pour chaque vacance.

L'une et l'autre interprétation s'éloignent également de l'esprit de la loi.

Liste d'admissibilité.

Le Conseil supérieur de l'instruction publique, appelé à donner son avis sur ce point, a pensé que le Conseil académique ne devait pas limiter le nombre des instituteurs à porter sur la liste d'admissibilité; qu'il devait être sévère sur le choix de ces candidats; mais que sa liste devait comprendre tous ceux qui lui paraîtraient dignes d'être appelés aux fonctions d'instituteur dans une commune quelconque; que des instituteurs en exercice dans le département ou ailleurs pouvaient être portés sur cette liste; mais qu'aucun instituteur en exercice ne pouvait être nommé d'emblée dans une autre commune, s'il n'était pas porté sur la liste d'admissibilité; que les candidats devaient être classés sur cette liste selon la date du titre qui leur donne le droit d'y être portés; qu'enfin, des instituteurs en exercice pouvaient figurer à la fois sur la liste d'admissibilité et sur celle d'avancement.

Liste d'avancement.

Quant à cette dernière liste, le Conseil supérieur a pensé qu'il n'était pas possible de limiter le nombre des instituteurs qu'elle devra contenir; qu'on devra s'en rapporter à cet égard au Conseil académique; qu'il était heureusement probable que le nombre des instituteurs dignes d'avancement serait toujours assez considérable pour que les choix des conseils municipaux pussent s'exercer avec une certaine liberté; il a pensé, enfin, qu'il fallait laisser au Conseil académique le soin de décider si cette liste devra être unique, ou si elle devra être divisée en plusieurs catégories corres- on-

dantes à des catégories établies d'avance entre les communes. Je me réserve, monsieur le recteur, d'apprécier et de résoudre les difficultés auxquelles les résolutions du Conseil académique pourraient donner lieu plus tard.

Je vous recommande, monsieur le recteur, lorsque le Conseil académique dressera annuellement cette liste, de l'éclairer avec le plus grand soin sur le mérite des candidats qui paraîtraient devoir y être portés. Il faut que l'inscription sur cette liste soit déjà par elle-même une première récompense décernée aux bons instituteurs ; mais elle ne doit pas être sollicitée par eux. Invitez le Conseil académique à en écarter ceux qui prétendraient s'y faire placer par d'autres moyens que par l'accomplissement le plus exact et le plus consciencieux de leurs devoirs, et à y placer ceux qui lui seront signalés comme dignes de ce témoignage d'estime par MM. les inspecteurs d'arrondissement et les délégués cantonaux. Les instituteurs apprendront ainsi, non-seulement que la modestie et la résignation ne sont pas des causes d'oubli, mais encore que ces qualités si rares sont appréciées à leur juste valeur, et qu'elles constituent déjà à leur égard un préjugé favorable. Ainsi s'établira parmi ces fonctionnaires une utile émulation, dont on doit favoriser le développement avec autant de soin qu'on doit résister aux obsessions de ces esprits inquiets et remuants qui cherchent constamment dans de nouvelles voies une situation plus en rapport avec l'importance personnelle qu'ils se supposent.

Communication des listes d'admissibilité et d'avancement aux conseils municipaux.

Quant à la communication de ces listes aux conseils municipaux, le Conseil supérieur a été d'avis, et j'ai décidé, qu'elle devra s'opérer de la manière suivante. Les écoles communales du département seront classées selon leur importance et les avantages qu'elles procurent aux instituteurs. La liste d'admissibilité devra être communiquée aux communes dont l'école est moins importante, et la liste d'avancement aux communes dont l'école doit être, à un titre quelconque, considérée comme un poste d'avancement.

L'obligation imposée par le sixième paragraphe de l'article 13 du décret du 7 octobre, d'insérer ces deux listes dans le *Bulletin des actes administratifs* de la préfecture, a pour but de faciliter la communication que vous devez en faire aux conseils municipaux qui auront à s'occuper du choix d'un instituteur, puisqu'il vous suffira souvent de renvoyer ces conseils à l'une ou à l'autre de ces listes, au lieu d'en faire constamment de nouvelles transcriptions. Cette publicité peut cependant avoir des inconvénients, soit à l'égard de quelques instituteurs qui cesseraient d'être portés sur la liste d'avancement, soit à l'égard de ceux pour qui ce pourrait être une cause incessante d'excitation et de désir de changement. Je vous autorise donc à omettre l'insertion de ces listes dans le *Recueil des actes administratifs de la préfecture*, si vous n'êtes pas forcé, par la multiplicité de vos travaux, de recourir à ce mode de communication plus expéditif.

Des fonctions incompatibles avec celles d'instituteur communal.

L'article 32 de la loi du 15 mars porte qu'il est interdit aux instituteurs communaux d'exercer aucune fonction administrative sans l'autorisation du Conseil académique, et que toute profession commerciale ou industrielle leur est absolument interdite.

Il s'est élevé à ce sujet une question sur laquelle j'ai cru devoir appeler l'attention du Conseil supérieur de l'instruction publique. Se fondant sur l'article 25 de la loi, qui porte que le brevet de capacité peut être suppléé par le titre de ministre de l'un des cultes reconnus par l'Etat, quelques curés ou vicaires ont exprimé l'intention de se faire nommer instituteurs communaux, et il m'a été demandé si ce cumul peut être autorisé par le Conseil académique.—Le Conseil supérieur a pensé qu'il n'existe pas, entre les fonctions d'instituteur communal et celles de ministre en exercice de l'un des cultes reconnus par l'Etat, une incompatibilité déclarée par la loi; mais il a estimé qu'attendu la difficulté de concilier ces deux ordres de fonctions dans beaucoup de cas, il convenait de recommander sous ce rapport la plus grande réserve aux Conseils académiques pour la rédaction des listes d'admissibilité, et au ministre pour la collation de l'institution. Il est,

en effet, difficile d'admettre que, dans les communes de population un peu nombreuse, MM. les desservants puissent suffire à la double tâche que leur imposeraient des fonctions également absorbantes, et qui toutes deux peuvent souvent exiger la présence de l'instituteur et du curé aux mêmes heures, dans des endroits différents. En supposant d'ailleurs que MM. les desservants parvinssent à concilier des occupations si peu conciliables en apparence, il y aurait à ce cumul d'autres inconvénients sur lesquels le Conseil académique devra, dans tous les cas, fixer son attention.

Alors que la loi leur a confié, dans chaque commune, la surveillance de l'instruction primaire, MM. les desservants doivent-ils, sans les motifs les plus sérieux, échanger cette position contre celle d'instituteur? En abdiquant par le fait même leur mission plus élevée de surveillanee, ils se placeront de plein droit sous la surveillance du maire, et ils s'exposeront même à être suspendus par lui, aux termes de l'article 33 de la loi. Ils pourront enfin être, comme tous autres instituteurs communaux, réprimandés, suspendus ou révoqués par le recteur; au lieu de désigner les enfants qui devront être admis gratuitement dans l'école, en vertu de la mission de charité qu'ils tiennent de l'article 45 de la loi, ils seront obligés de dresser la liste des enfants qui devront payer la rétribution scolaire, et de faire eux-mêmes les avertissements qui devront être envoyés aux familles. Des inconvénients plus grands encore s'élèveraient en présence des enfants des familles protestantes, s'il en existe dans la commune, et qu'aucun autre moyen d'instruction ne pût être mis par l'Etat à la disposition de ces familles.

Toutes ces considérations devront être mûrement pesées par le Conseil académique, lorsqu'il recevra des demandes formées par les ministres en exercice d'un culte quelconque à l'effet d'être portés sur la liste d'admissibilité : avant de les y inscrire individuellement, s'il y a lieu, il devra s'enquérir avec soin de toutes les circonstances dans lesquelles les demandes seront formées, et les rejeter là où une exception favorable ne sera pas justifiée.

D'autres cas d'incompatibilité, sur lesquels j'ai été interrogé, ont fixé l'attention du Conseil supérieur. Il a pensé que l'article 32 de la loi du 15 mars 1850 ne s'applique pas rigoureusement aux fonctions de notaire et de greffier de justice de paix, qui n'ont, pas plus que celles de ministre des cultes en exercice, le caractère *administratif* proprement dit; mais il a également jugé qu'à raison même de la nature de ces deux ordres de fonctions, les conseils académiques ne doivent porter les notaires et les greffiers de justice de paix sur les listes d'admissibilité qu'avec la plus grande réserve, et en tenant compte de la difficulté de concilier l'exercice desdites fonctions avec celles d'instituteur communal.

Reste la question de traitement. Nul doute que si le conseil municipal confie la direction de son école communale soit au desservant, soit à toute autre personne recevant un traitement de l'Etat et portée sur la liste d'admissibilité, cet instituteur ne doive recevoir le traitement voté par la commune et le produit de la rétribution scolaire; mais en sera-t-il de même du supplément de traitement accordé par le département et par l'Etat aux instituteurs qui reçoivent moins de 600 francs? Je n'hésite pas à vous répondre négativement, en me conformant ainsi à l'esprit de la loi du 15 mars. En accordant un supplément de traitement aux instituteurs, qu'a voulu le législateur? Assurer matériellement l'existence de ces modestes fonctionnaires et de leur famille. Mais si déjà, à un autre titre, ils reçoivent de l'Etat un traitement égal ou même supérieur au minimum que la loi leur assure, l'Etat irait au delà du but en leur allouant un supplément qui élèverait, dans ce cas, leurs émoluments au double du minimum garanti.

J'ai, en conséquence, décidé qu'il ne sera accordé aucun supplément de traitement aux instituteurs qui recevraient, à quelque titre que ce fût, un autre traitement sur les fonds de l'Etat. Le Conseil académique, lorsqu'il croira devoir porter sur la liste d'admissibilité un candidat qui se trouvera dans ce cas, devra donc le prévenir que la condition de cette inscription sera la renonciation formelle de sa part à tout supplément de traitement.

Le Conseil académique, en cas de refus, ne portera pas l'instituteur sur la liste d'admissibilité.

Quant aux fonctions de receveur buraliste (sans cumul d'occupations commerciales), de directeur de poste et de secrétaire de mairie, sur lesquelles divers recteurs m'avaient adressé des questions, le Conseil supérieur a été d'avis qu'elles rentraient clairement dans la disposition de l'article 32 relative aux fonctions administratives, et ne pouvaient être réunies à celles d'instituteur comunal sans une dispense expresse du conseil académique.

Institution des instituteurs communaux.

L'article 31 de la loi, en exigeant que l'institution soit donnée par le ministre, a eu pour but de conserver à la société une garantie qui avait été consacrée par la législation précédente. L'article 14 du décret porte que l'institution peut être donnée ou refusée dans un délai de six mois. Il importe que vous mettiez à profit la possibilité d'employer ce délai pour vous éclairer complétement avant de m'adresser une proposition d'institution, et que vous ayez soin, dans tous les cas, d'appeler spécialement mon attention sur les instituteurs qui se proposeraient d'exercer en même temps d'autres fonctions. Je me réserve de ne leur accorder l'institution qu'après avoir examiné attentivement la situation des choses et les diverses considérations qui auront motivé la nomination, et qui balanceraient les inconvénients graves que certains cumuls peuvent faire craindre. En attendant, et pour que l'instituteur puisse toucher son traitement, vous lui délivrerez, comme par le passé, une autorisation provisoire ; mais cette autorisation elle-même vous pouvez la refuser, si vous croyez devoir me proposer de refuser l'institution. L'instituteur, sauf le cas de mutation, n'aura droit au supplément de traitement accordé par l'Etat qu'à dater du jour où il aura été institué par le ministre. Jusqu'à ce que l'institution lui soit conférée, il n'est point instituteur définitif de la commune, et il n'a point à reclamer de l'Etat les avantages qui ne sont dus qu'à ceux que le ministre en a jugés dignes.

Délégations d'instituteurs suppléants pour la direction provisoire des écoles communales vacantes.

La faculté qui vous est conférée par les articles 15 et 16 du décret est précieuse au point de vue de l'enseignement. Sous l'empire de la dernière législation, il arrivait souvent qu'un instituteur, suspendu ou révoqué, ne pouvait être facilement remplacé, et qu'en attendant la nomination d'un nouvel instituteur, on était obligé de recourir provisoirement aux services de celui que l'on voulait éloigner. Cette situation, fausse à tous les points de vue, ne se reproduira plus désormais. Aussitôt qu'une vacance fortuite vous sera connue, vous enverrez au conseil municipal la liste d'admissibilité ou d'avancement, suivant les cas, et vous désignerez provisoirement, pour la direction de l'école, soit un instituteur-adjoint, soit un instituteur momentanément disponible, soit plutôt celui des instituteurs portés sur cette liste qu'il vous paraîtrait convenable de désigner plus particulièrement au choix du conseil municipal. Il va sans dire que cette délégation provisoire ne constituera toutefois aucun droit définitif à l'intérimaire, et que par conséquent le conseil municipal sera toujours libre de choisir un autre candidat sur la liste.

Des autorisations provisoires accordées à des instituteurs non brevetés.

Il est une autre nature d'autorisation provisoire sur laquelle je crois devoir appeler votre attention. Il est arrivé souvent, sous l'empire de la dernière législation, que des communes pauvres, dans lesquelles le revenu de l'instituteur ne s'élevait guère au delà de 200 francs (minimum du traitement fixe déterminé par la loi de 1833), ne trouvaient aucun instituteur breveté qui consentît à prendre la direction de leur école, et que le ministre autorisait des candidats non brevetés à se charger provisoirement de cette direction. J'avais lieu de croire qu'un traitement de 600 francs étant désormais assuré à tous les instituteurs, aucune commune ne se trouverait exposée à demeurer sans école. Il résulte, des renseignements qui me parviennent,

que, dans un certain nombre de localités, il est encore assez difficile de trouver des instituteurs remplissant toutes les conditions prescrites, et que des communes de petite population, dépourvues d'écoles libres, seraient totalement privées de moyens d'instruction, si on y devait refuser le concours, soit de personnes charitables qui offrent de se charger de cette instruction, soit de candidats qui ne peuvent se placer ailleurs parce qu'ils ne sont pas encore brevetés, ou qu'ils n'ont point atteint l'âge légal. Je ne me dissimule pas, monsieur le recteur, qu'une telle exception, en présence de l'article 25 de la loi du 15 mars, semble au premier abord tout à fait impossible. Cependant, en se pénétrant bien de l'esprit de la loi, il m'a paru qu'une exception essentiellement temporaire pouvait encore être légalement autorisée ; et le Conseil supérieur, consulté par moi à ce sujet, a été complétement de mon avis.

Que veut en effet la loi ? Que des moyens d'instruction soient mis partout à la portée des familles ; elle oblige à cet effet les communes à entretenir une ou plusieurs écoles primaires. Mais à côté de cette obligation elle en impose une autre : c'est que ces écoles soient confiées à des personnes remplissant certaines conditions d'aptitude. Placée entre ces deux conditions, quelquefois exclusives l'une de l'autre, l'administration supérieure ne doit-elle pas s'attacher à satisfaire d'abord la plus impérieuse ? L'existence d'une école n'est-elle pas la première et la plus importante question à résoudre ? S'en tenir rigoureusement aux termes de la loi, ne serait-ce pas, dans de certains cas, sacrifier l'esprit à la lettre, subordonner le but aux moyens ? Mais si la question ainsi posée semble devoir être résolue dans un sens favorable aux autorisations provisoires, elle porte en elle-même sa restriction et ses limites ; une semblable exception ne peut être tolérée que là où il y aurait un dommage réel à agir autrement. Ainsi donc, monsieur le recteur, vous pourrez encore, après avoir pris l'avis du Conseil académique, me proposer d'autoriser ces exceptions ; mais vous n'oublierez pas qu'en aucun cas elles ne pourront être accordées dans l'intérêt particulier de l'instituteur, et que l'intérêt public pourra seul légitimer une telle mesure. Il doit être bien entendu d'ailleurs que l'instituteur ainsi autorisé, de même que l'intérimaire dont je vous parlais tout à l'heure, ne devra pas jouir des avantages assurés par la loi à l'instituteur communal, et que le département et l'Etat ne seront point tenus de lui allouer le supplément de traitement nécessaire pour élever son revenu à 600 francs. Vous devrez, enfin, vous efforcer de mettre le plus promptement possible un terme à une telle situation.

Il en sera de même à l'égard des institutrices qui, dans quelques départements, ont été chargées de la direction de l'école communale réunissant les enfants des deux sexes. Cette situation pourra être tolérée, si d'ailleurs l'institutrice est pourvue du titre de capacité exigé par la loi, et si elle est reconnue apte à diriger avec assez de fermeté une semblable école ; mais l'Etat ne lui devra aucun supplément de traitement : elle n'aura droit qu'au traitement municipal et au produit de la rétribution scolaire.

Du traitement des instituteurs publics.

L'article 38 de la loi organique, en assurant aux instituteurs publics un minimum d'au moins 600 francs, a apporté une immense amélioration dans le sort d'un grand nombre de ces fonctionnaires. En règle générale, tout instituteur public aura au moins 600 francs de revenu assuré, et la jouissance d'un logement gratuit dans la maison d'école communale. Cette situation, dans un grand nombre de communes rurales, sera toujours satisfaisante, et permet d'espérer qu'un jour aucune école ne soit fermée faute de candidats. Mais cette amélioration si désirable ne leur est acquise qu'au prix de sacrifices considérables de la part des communes, des départements et de l'Etat ; et à côté d'avantages incontestables il y a des inconvénients que MM. les inspecteurs et délégués cantonaux vous aideront, je n'en doute pas, à prévenir ou à réprimer. Ces inconvénients sont de deux natures : 1° surcharge de dépense pour les départements et pour l'Etat, résultant de l'inhabileté ou de l'insouciance de l'instituteur, comme du peu de con-

fiance qu'il inspirerait; 2° affaiblissement de zèle et de dévouement de l'instituteur dans l'exercice de ses fonctions.

Il est évident que désormais moins il y aura dans une école d'enfants payant la rétribution scolaire, plus les départements et l'Etat auront à fournir pour parfaire le revenu de l'instituteur; il est aussi manifeste que celui-ci étant assuré d'un revenu suffisant, quel que soit le nombre de ses élèves, sera moins excité à faire des efforts pour attirer les enfants dans son école; il est à redouter, en outre, que quelques instituteurs ne soient portés désormais à préférer une petite école de village à une école plus nombreuse qui ne leur présenterait aucun avantage supérieur, et exigerait d'eux cependant des travaux plus considérables. Ce dernier inconvénient est compensé, il est vrai, par cette considération que le séjour des villes ne sera plus si envié, et que de bons et modestes instituteurs ne répugneront plus à se fixer pour toujours dans de petites localités où ils pourront faire le bien. Mais rien ne compensera la perte qu'éprouvera l'Etat, si, au lieu d'attirer les enfants dans l'école, l'instituteur les repousse, et s'il s'endort dans une funeste sécurité.

J'aime à croire, monsieur le recteur, que vous saurez inspirer à ces fonctionnaires un mobile plus puissant que l'intérêt, et que le sentiment du devoir suffira souvent pour les retenir dans la bonne voie et les exciter au bien; mais s'il en était autrement, il vous resterait à user avec fermeté du droit que vous confère l'article 33 de la loi. Les comités d'arrondissement ont pu hésiter autrefois à prononcer la révocation d'un instituteur négligent, parce qu'ils craignaient de ne pouvoir le remplacer convenablement. Souvent, en effet, le produit de l'école était si faible, que l'instituteur ne se soutenait qu'à l'aide de ressources personnelles non transmissibles à son successeur. Aujourd'hui il n'en sera plus de même, puisque 600 francs seront toujours assurés à l'instituteur. Redoublez donc, sous ce rapport, de sévérité, et prononcez sans hésiter la révocation de ceux qui, par la faiblesse de leur enseignement, leur négligence ou leur défaut de conduite, compromettraient tout à la fois, malgré vos avertissements, l'instruction des enfants, la prospérité de l'école, et le trésor public. Gardien des intérêts divers de l'Etat en tout ce qui touche l'instruction publique, vous ne devez pas non plus souffrir que certains instituteurs restent sans élèves dans des localités où ils sont privés, par des causes quelconques, de la confiance des familles. Votre initiative dans des cas semblables devrait, au besoin provoquer l'usage par les communes de la faculté établie dans le quatrième paragraphe de l'article 36, lorsque, en vertu des faits accomplis, l'école publique ne représente plus qu'une charge inutile pour la commune, le département et l'Etat. Vous aurez même à veiller à ce que des instituteurs placés dans des situations semblables soient mis en demeure d'accepter des fonctions dans d'autres localités.

Maintien des écoles pendant l'été.

Dans beaucoup de communes les écoles sont à peu près désertes, quelquefois même elles sont fermées pendant l'été. Il faut vous efforcer de vaincre ces funestes usages. Sans doute il est important que les enfants prennent de bonne heure l'habitude des travaux des champs; mais il y a toujours dans une commune un certain nombre d'enfants si jeunes, que, si l'école était ouverte, les familles préféreraient certainement les y laisser, plutôt que de leur demander des services qu'ils sont encore hors d'état de rendre, et de les abandonner sans surveillance dans les champs ou sur la voie publique. Ce sont malheureusement quelquefois les instituteurs eux-mêmes qui encouragent les familles et les autorités locales, les unes à retirer leurs enfants, et les autres à autoriser la fermeture de l'école. Convaincus que le petit nombre d'élèves qui leur resterait ne leur assurerait pas un revenu égal au produit qu'ils tirent des autres occupations auxquelles ils se livrent pendant une partie de l'été, ils sont trop souvent portés à sacrifier à leur intérêt personnel les intérêts de l'instruction des enfants. Cette propension fâcheuse pourrait encore trouver une nouvelle excitation dans la disposition de la loi qui charge les communes, les départements et l'Etat de combler jusqu'à 600 francs le déficit de la rétribution scolaire.

Exigez sévèrement, monsieur le recteur, que toutes les écoles soient ouvertes pendant l'été, quel que soit le nombre des enfants qui devront les fréquenter. Ce nombre sera faible d'abord ; mais quand les familles reconnaîtront qu'en empêchant les enfants de suivre les classes de l'école, elles les privent, sans un grand avantage pour elles, d'une instruction qu'ils seront obligés d'acquérir ensuite par une plus longue fréquentation de l'école, elles se détermineront sans doute à ne recourir qu'un peu plus tard à leurs services. Considérez donc comme une faute grave la fermeture de l'école pendant l'été, et réprimez sévèrement celui qui, après cet avertissement, continuerait de commettre cette faute. Le moins que vous pourriez faire alors serait de suspendre, avec privation de traitement, celui qui, par un calcul indigne, prétendrait recevoir de l'Etat le prix de services qu'il ne rendrait pas, tout en consacrant à des travaux particuliers le temps qu'il déroberait à ses devoirs.

De la rétribution scolaire.

L'article 41 de la loi déclare que la rétribution scolaire sera perçue dans les mêmes formes que les autres contributions publiques ; que néanmoins, sur l'avis du conseil général, l'instituteur pourra être autorisé par le Conseil académique à percevoir lui-même la rétribution scolaire. Les articles 21, 22 et suivants du décret du 7 octobre, sont destinés à régler les formes de cette perception. Il était d'autant plus nécessaire de prescrire à cet égard des mesures régulières et uniformes, que l'Etat doit combler la différence lorsque le traitement de l'instituteur ne s'élève pas à 600 francs. et qu'il est dès lors très-important, d'une part, que la rétribution scolaire rapporte tout ce qu'elle doit produire, et, d'autre part, que ce produit soit régulièrement constaté. Je n'ignore pas que ce mode de perception contrariera dans un certain nombre de communes des habitudes prises, et qu'il en pourra résulter, dans le premier moment, quelque dommage pour les instituteurs, peut-être même pour l'Etat ; mais en regard de ces inconvénients, qui, je l'espère, ne seront que passagers, il y a des avantages tels, que le législateur n'a pas cru devoir hésiter.

Quant au taux de la rétribution scolaire qui doit être fixé par le Conseil académique, il importe que, tout en respectant les habitudes locales, le Conseil académique ne se borne pas à approuver purement et simplement les propositions des conseils municipaux. Il y a plus de vingt mille communes dans lesquelles les trois centimes spéciaux, réunis au produit de la rétribution scolaire, n'atteignent pas 600 francs, et qui se trouvent par conséquent désintéressées dans la question. Que, dans ces communes, la rétribution scolaire produise plus ou moins, les trois centimes communaux étant épuisés, les départements et l'Etat devront fournir le reste ; et le conseil municipal pourrait être dès lors porté à fixer le plus bas possible le taux de la rétribution, et à ménager ainsi les ressources des habitants. Mais le Conseil académique doit se placer à un autre point de vue. Il sait qu'une faible diminution de la quotité de cette rétribution, se multipliant par le nombre des écoles, produira une somme considérable qui, en fin de compte, tombera à la charge du trésor ; il devra veiller avec soin, d'une part, a ce qu'en élevant outre mesure le taux de la rétribution, on n'éloigne pas les enfants des écoles ; d'autre part, à ce que cette rétribution soit toujours proportionnée aux ressources de la localité. Il s'entourera, à cet effet, de tous les avis propres à l'éclairer. MM. les délégués cantonaux, surtout, lui donneront à ce sujet de précieuses indications. Je recommande, monsieur le recteur, cette partie importante du service de l'instruction primaire à toute votre attention. J'adresse des recommandations semblables à M. le préfet, qui est chargé, par l'article 45 de la loi organique, d'arrêter définitivement la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques.

Des délégués cantonaux.

Je ne terminerai pas cette lettre sans vous parler de MM. les délégués cantonaux et inspecteurs d'arrondissement.

Le règlement d'administration publique du 29 juillet dernier, en complétant leur organisation et en permettant de les réunir au chef-lieu d'ar-

rondissement, a eu pour but de donner à leur surveillance une direction d'autant plus utile qu'elle sera plus uniforme, et de permettre au Conseil académique de recueillir avec plus de précision tous les faits dont la connaissance parfaite lui importe à un si haut point. Je ne crois pas devoir vous adresser des instructions détaillées sur la manière dont je comprends et dont il me paraît désirable qu'ils exercent leur mission. Délégués du Conseil académique avec lequel ils peuvent correspondre directement, c'est de ce Conseil surtout qu'ils doivent recevoir l'impulsion, c'est de ses pensées qu'ils doivent surtout s'inspirer.

Leur mission, qui est toute de confiance, s'étend à tout ; mais elle n'est qu'une question de surveillance : et s'il est à désirer qu'ils multiplient les avis et les remontrances paternelles partout où besoin sera, il est à désirer aussi qu'ils ne compromettent jamais leur autorité en s'efforçant d'introduire directement dans les écoles soit des livres, soit des principes d'éducation et d'enseignement dont ils apprécieraient les avantagnes, mais qui y seraient jusqu'alors inusités. C'est par le Conseil académique et par vous que les réformes à introduire dans l'enseignement doivent être provoquées : c'est donc au Conseil académique qu'ils doivent naturellement faire part de leurs vues à ce sujet. Le danger de leur situation, qu'ils ne se le dissimulent pas, c'est l'influence des passions locales : tous leurs efforts doivent donc tendre à s'en affranchir, et à conserver, avec leur indépendance, cette haute réputation d'impartialité qui doit honorer leur mission. Il est, en outre, important qu'ils s'entendent, sous tous les rapports, avec M. l'inspecteur de l'arrondissement. Placés plus près que lui des écoles, plus à portée que lui de recueillir journellement les faits isolés dont l'ensemble doit servir à constituer une opinion quelconque sur les écoles et les instituteurs, qu'ils ne négligent pas, ainsi que le leur recommande l'art. 45 du règlement du 29 juillet, de lui faire part de toutes leurs craintes, de tous leurs doutes ; en un mot, qu'ils éveillent son attention sur tous les faits qui intéressent la direction de l'enseignement dans leur canton. M. l'inspecteur de son côté, devra leur faire toutes les communications utiles à l'accomplissement de leur mission. En se prêtant ainsi un mutuel appui, les délégués cantonaux et les inspecteurs d'arrondissement parviendront à constituer un bon système de surveillance, dont les esprits éclairés comprennent l'importance, et dont ils apprécieront les bienfaits.

Des inspecteurs de l'instruction primaire.

En réorganisant le personnel de l'instruction primaire d'après les termes et selon l'esprit de la loi, j'ai dû compter sur le concours des fonctionnaires dont je vous ai récemment notifié la nomination, et qui tous ont obtenu, quoiqu'à des degrés différents, des témoignages d'estime et de sympathie d'un ou de plusieurs Conseils académiques. La mission de ces fonctionnaires est difficile et délicate. A peine sortis des commotions sociales qui ont jeté le trouble dans tant d'esprits, et qui ont fait dévier trop d'instituteurs de la ligne de leur devoir, ils doivent s'efforcer de rétablir l'ordre partout où il a reçu quelque atteinte, et de ramener dans les esprits le calme et la maturité si nécessaires aux intérêts de l'éducation populaire. Placés entre les sentiments de bienveillance dont ils doivent être naturellement animés à l'égard des instituteurs primaires, et les nécessités impérieuses d'une sévère répression, quelques-uns ont pu faiblir dans des moments décisifs. Espérons qu'ils ne seront plus désormais soumis à de si tristes épreuves, mais qu'en tout cas ils sauront à l'avenir s'armer de résolution et de fermeté, et se former aussi par leurs efforts consciencieux, sur toutes les affaires qui leur seront soumises, une opinion nette et précise. Ce qu'on ne saurait trop blâmer, c'est cet esprit de mollesse et d'hésitation qui ne distingue pas bien nettement le bien du mal, et qui énerve incessamment l'autorité. L'un de vos premiers soins sera d'apprécier et de guider ces fonctionnaires, dont plusieurs n'ont reçu qu'une nomination provisoire. Sans décourager ceux d'entre eux qui passent de l'emploi subordonné de sous-inspecteurs à l'indépendance relative des inspecteurs d'arrondissement, vous leur ferez comprendre qu'une responsabilité plus spéciale, quoique territorialement plus circonscrite, pèse désormais sur eux. Mon jugement doit se fixer sans

retard sur le caractère et sur le mérite respectif de ces auxiliaires importants de votre administration. Je vous prie de m'adresser, dans votre bulletin mensuel, des notes sur la marche de chacun d'eux, et d'aviser surtout à ce que j'aie à leur sujet des renseignements aussi complets que ceux demandés par ma circulaire du 2 novembre sur les fonctionnaires de l'instruction secondaire.

Vous voudrez bien, dès à présent, les mettre en garde contre des abus qui, sous l'ancienne organisation, ont quelquefois excité de justes plaintes, et qui ne doivent plus se reproduire : je veux parler des habitudes de commensalité qui se sont souvent établies entre les inspecteurs et les instituteurs pendant les tournées d'inspection, et du règlement des frais auxquels ces tournées donnent lieu. MM. les inspecteurs doivent s'abstenir rigoureusement d'accepter l'hospitalité, fût-elle restreinte à l'offre d'un repas, chez les instituteurs. Vous leur enjoindrez d'observer aussi une certaine réserve (sauf les cas d'exception fondés sur le défaut absolu des ressources dans un petit nombre de localités, pour lesquels ils auraient d'avance été spécialement autorisés par vous) à l'égard de MM. les maires et curés ou desservants. Quelque honorables que soient souvent les relations des inspecteurs avec les maires ou desservants, elles peuvent aussi, lorsqu'elles deviennent intimes, altérer au moins en apparence, leur impartialité. Les inspecteurs reconnaîtront qu'en manquant de circonspection sous ce rapport, ils s'exposeraient à des soupçons qui sont toujours blessants pour des hommes dont l'impartialité et la délicatesse doivent être mises hors de doute; ils apprécieront enfin le seul moyen pour eux de se soustraire à l'influence des préventions locales, et de conserver intacte l'autorité de leur caractère. A l'égard des frais qui leur sont alloués pour leurs tournées, il ne faut pas qu'ils s'habituent à les considérer comme des suppléments de traitement. Ces indemnités ne sont accordées que pour les dédommager du surcroît de dépense que les tournées d'inspection leur imposent; et soit que le règlement actuel continue d'être exécuté, soit que de nouvelles dispositions interviennent, les efforts de l'administration doivent tendre à ce que ces indemnités ne perdent pas leur caractère. J'espère qu'il n'arrivera jamais de voir des fonctionnaires réclamer le remboursement de frais qu'ils n'auraient point faits, ou qu'ils n'auraient supportés qu'en partie. Si quelques-uns d'entre eux (ce que je ne veux pas prévoir) ne tenaient pas suffisamment compte de ces observations, je vous recommande, monsieur le recteur, de m'en informer sur-le-champ, pour qu'il soit immédiatement statué ce qu'il appartiendra. Une pareille faute est incompatible avec la continuation des fonctions de celui qui l'aurait commise.

Archives des comités et de l'inspection primaire.

Il me reste, monsieur le recteur, à appeler votre attention sur les archives des comités supérieurs d'instruction primaire, qui sont demeurées déposées pour la plupart au chef lieu des sous-préfectures. Il m'a paru que ces papiers devaient être remis à MM. les inspecteurs. Ils contiennent sur les instituteurs des renseignements précieux qu'il est important que MM. les inspecteurs puissent consulter à toute heure lorsqu'ils auront à traiter des affaires sur lesquelles vous leur demanderez des rapports. Il en sera fait inventaire, et ces papiers formeront la base des archives de l'inspection, archives qui, augmentées de la correspondance quotidienne, devront être tenues dans le plus grand ordre, de telle sorte qu'elles puissent être transmises par chaque inspecteur à son successeur, qui les prendra en charge et en deviendra responsable.

Il est arrivé trop souvent qu'en passant d'un département dans un autre des inspecteurs chargés, au dépourvu, d'une administration sans documents, perdaient un temps précieux dans des démarches personnelles ou dans une correspondance officielle, sans parvenir même à s'éclairer d'une manière complète sur les affaires qui leur étaient confiées. Si vous veillez à ce que les archives de l'inspection soient tenues avec soin, de pareilles lacunes ne seront plus désormais à regretter, et votre administration elle-même en deviendra plus prompte et plus facile.

Vous voudrez bien vous concerter avec MM. les préfets et les sous-préfets pour que cette remise des archives puisse être promptement effectuée.

Le Ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

Jurisprudence.

CONTRIBUTIONS DIRECTES (portes et fenêtres).—PRESBYTÈRE.—PIÈCES HABITABLES MAIS NON HABITÉES.

Les ecclésiastiques sont assujettis à la contribution des portes et fenêtres pour les ouvertures de toutes les pièces habitables du presbytère dans lequel ils sont logés gratuitement, alors même que lesdites pièces seraient momentanément employées à resserrer les grains, ustensiles et effets de ménage (1).

Cette décision a été consacrée par l'arrêt ci-après du conseil d'État, en date du 2 mars 1850.

Au nom du peuple français; — Le conseil d'État, section du contentieux, vu la requête présentée par le sieur Hanaux, desservant de la commune de Ban-de-Viviers, ladite requête tendant à ce qu'il plaise au conseil d'État annuler un arrêté du conseil de préfecture de la Moselle, en date du 12 décembre 1848, qui a rejeté sa demande en réduction de la contribution des portes et fenêtres à laquelle il a été imposé au rôle de 1848 pour le presbytère de ladite commune; vu la loi du 21 avril 1832;

Considérant qu'aux termes de l'art. 27 de la loi du 21 avril 1832, les ecclésiastiques logés gratuitement dans des bâtiments appartenant à l'État, aux départements ou aux communes, doivent être imposés pour les portes et fenêtres des parties de ces bâtiments servant à leur habitation personnelle;

Considérant qu'il résulte de l'instruction et notamment de la nouvelle vérification faite par l'inspecteur des contributions directes que les trois pièces du presbytère sur lesquelles porte la réclamation du sieur Hanaux sont des pièces habitables, bien que servant momentanément au réclamant pour dépôt de grains, ustensiles et effets de ménage; qu'ainsi c'est avec raison que le conseil de préfecture a déclaré que le sieur Hanaux avait été dûment imposé pour 1848 à la contribution des portes et fenêtres, pour les ouvertures éclairant lesdites pièces;

Art. 1er. La requête du sieur Hanaux est rejetée.

(*Arrêt du conseil d'État, du 2 mars* 1850.)

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois d'Octobre.

C'est le dimanche 5 octobre que les conseils de fabrique doi-

(1) Voy. le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 47 et 274; et la livraison de février de la présente année, p. 47.

vent se réunir, cette année, en séance ordinaire. (Art. 10 du décret du 30 déc. 1809.)

Les règles concernant la convocation du conseil, le lieu de sa réunion, sa présidence, le nombre de fabriciens nécessaires pour délibérer, la forme des délibérations, etc. ont été antérieurement exposées dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, et nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter. (Voy. vol. 1849, p. 79 et suiv.) MM. les Fabriciens trouveront aussi dans notre livraison du mois de septembre 1849 un modèle de procès-verbal de séance ordinaire. (Vol. 1849, p. 284.)

Si depuis la séance du mois de juillet dernier il était arrivé quelque vacance par mort ou par démission, il y aurait lieu de pourvoir au remplacement des membres qui auraient occasionné cette vacance. (Voy. ci-dessus, p. 159.)

Pour ce qui concerne les bureaux des Marguilliers, nous nous bornerons à leur rappeler leurs obligations relativement à la vérification du bordereau trimestriel de situation, à l'évaluation des dépenses du trimestre suivant, à la formation du fonds de roulement (art. 34 du décret du 30 déc. 1809; *Bulletin*, vol. 1849, p. 179; et vol. 1850, p. 261); à la vérification du compte-rendu des fondations. (Art. 26 du même décret; *Bulletin*, vol. 1849 et 1850 *locis citatis*.)

Il peut y avoir lieu aussi de la part de MM. les membres du conseil et du bureau de s'occuper dans la séance d'octobre des questions que peut soulever le renouvellement des baux des bancs et chaises et des biens des fabriques. Nous avons fait connaître dans le *Bulletin* de 1849 les formalités à suivre en pareil cas, et nous invitons nos lecteurs à vouloir bien se reporter à nos observations sur ce sujet. (Voy. vol. 1849, p. 281 et 282.)

MM. les Marguilliers se rappelleront encore nos observations concernant la visite à faire par eux ou par des gens de l'art, avant l'arrivée de l'hiver, aux bâtiments paroissiaux dont l'administration leur est confiée, et la nécessité de pourvoir aux réparations dont ils peuvent avoir besoin. On peut voir ce que nous avons dit à cet égard, ainsi que nos indications relatives à la marche à suivre pour obtenir de la commune les allocations nécessaires pour subvenir aux dépenses que la fabrique est dans l'impossibilité de couvrir avec ses propres ressources, *Bulletin*, vol. 1849, p. 283, et vol. 1850, p. 357 et 370. On trouvera aussi à la page 371 de ce dernier volume un modèle de procès-verbal de cette visite.

MODÈLES D'ACTES.

Nous avons dit dans notre dernière livraison ci-dessus, p. 203, que les curés et desservants ne sont tenus, à l'égard des presbytères qui leur sont fournis par les communes ou par les fabriques, que des simples réparations locatives et des dégradations survenues par leur faute. Telles sont les prescriptions des art. 44 du décret du 30 déc. 1809 et 21 de celui du 6 novembre 1813. Ils sont sous ce rapport assimilés aux locataires ordinaires. Lors donc qu'ils quittent un presbytère, ils sont obligés, eux ou leurs héritiers ou ayant-cause, de supporter les frais à faire pour ces réparations et dégradations. (Mêmes articles.)

Nous avons fait connaître antérieurement en quoi consistaient les réparations locatives. (Voy. *Bulletin*, vol. 1850, p. 296).—Il est d'une autre part facile de déterminer les réparations qui sont à la charge du curé, lorsque l'on a eu la précaution de dresser à son entrée dans la paroisse un état de situation du presbytère (Voy. ci-dessus, page 203). Pour cela, le curé et le maire, ou le trésorier de la fabrique, si le presbytère appartient à cette dernière administration, se réunissent, et, après avoir visité les lieux, arrêtent à l'amiable l'état des réparations exigibles. La formule dans laquelle cet état doit être constaté est tout à fait indifférente. Ce qui est seulement nécessaire, c'est qu'il soit fait double et qu'il soit signé par les parties Nous proposons d'ailleurs le modèle suivant qui donnera une idée de la simplicité avec laquelle il doit être rédigé.

I.—*Etat des réparations locatives à la charge du curé sortant ou de ses héritiers.*

Nos d'ordre.	INDICATION des Réparations exigibles.	ÉVALUATION des Réparations.	OBSERVATIONS.
	(Au rez-de-chaussée.)		
	. . . . .		
	(Au premier étage.)		
	. . . . .		

Fait double à..... *le.....* *mil huit cent.. ..*

(*Signatures.*)

Il n'est pas nécessaire que cet état soit fait sur papier timbré.

Quand il n'y a point de presbytère et que la commune est obligée de fournir au curé un autre logement les réparations locatives sont encore dues par le titulaire ou par ses héritiers. C'est ordinairement un logement de location que la commune fournit dans ce cas. Cette location est alors faite par le maire au nom de la commune, et le titulaire de la paroisse n'y intervient point, Voici, au surplus, un modèle de bail à faire en pareille circonstance.

II.—*Bail d'un bâtiment devant servir de presbytère* (1).

Entre nous, N..., maire de la commune de..., canton de..., arrondissement de..., département de..., agissant en vertu de la délibération du conseil municipal, en date du..., approuvée par M. le préfet, le..., d'une part.

Et le sieur A..., propriétaire, demeurant à..., d'autre part;

Il a été convenu ce qui suit :

1° Le sieur A..., cède, à titre de bail à loyer et non autrement, pour le temps et espace de..., années, qui commenceront à courir le... mil huit cent... et finiront le... mil huit cent...

A M. le maire de la commune de..., acceptant au nom de ladite commune.

Une maison située à..., composée au rez-de-chaussée de..., au premier étage de..., etc., avec dépendance d'un jardin d'un demi arpent y attenant, etc., le tout devant servir de logement presbytéral.

2° Ce bail est fait à la charge par la commune, ce à quoi M. le maire déclare l'obliger, de veiller à ce que les lieux loués soient entretenus de réparations locatives, et à ce qu'il en soit usé comme doit le faire un bon père de famille, sans qu'il soit commis aucune dégradation, à peine de rétablissement.

(Énumérer ici les diverses obligations contractées tant au nom de la commune que par le propriétaire, soit pour approprier le local à sa nouvelle destination, soit pour toute autre cause.)

3° Le présent bail est fait pour et moyennant la somme de..., par année, que M. le maire s'oblige de faire payer par ladite commune, en deux termes et paiements égaux, le premier échéant le... mil huit cent...; le second, le... même année, et ainsi de suite jusqu'à la fin du bail, audit sieur A..., qui reste chargé du paiement des contributions tant foncière que des portes et fenêtres.

Fait double à... le... mil huit cent...

Approuvé l'écriture ci-dessus.—Approuvé l'écriture ci-dessus.

(*Signature du propriétaire.*) (*Signature du maire.*)

Chronique.

CONCILES MÉTROPOLITAINS.

Concile provincial d'Auch.

L'ouverture solennelle du concile provincial d'Auch a eu lieu le mercredi 20 août, sous la présidence de Mgr l'Archevêque (2). A huit heures du matin le cortége est parti du palais archiépiscopal pour se rendre à l'église métropolitaine de Ste-Marie. Après l'arrivée de la procession à l'église, a commencé la messe du St-Esprit. Mgr de la Croix d'Azolette, métropolitain, officiait, assisté de MM. Bonafous, et Dupin, vicaires-généraux, en qualité de prêtres assistants.

(1) Cet acte doit être fait sur papier timbré.

(2) Depuis 400 ans, il n'y avait pas eu de concile provincial dans la ville d'Auch.

A la suite de l'*Agnus Dei*, chacun des évêques présents a été conduit à l'autel pour y recevoir le baiser de paix du métropolitain. Ce baiser a été porté à tous les membres du concile, qui étaient rangés de chaque côté de l'estrade.

Bientôt des étoles ont été offertes à NN. SS. Mioland, coadjuteur de Toulouse; de Morlhon, évêque du Puy, assistants; Lacroix, évêque de Bayonne; Lanneluc, évêque d'Aire; Laurence, évêque de Tarbes, suffragants. Tous ces prélats se sont avancés vers l'autel pour y recevoir, des mains de Mgr l'archevêque d'Auch, la communion. Les autres membres du concile se sont approchés ensuite de la sainte table.

La cérémonie s'est terminée par la lecture du décret fixant la prochaine session du concile au dimanche 24 août, et par la bénédiction solennelle qu'a donnée Mgr l'archevêque d'Auch.

Conformément à ce décret, le concile a tenu sa deuxième session le dimanche 24, dans la chapelle du grand séminaire. Selon l'usage, le public a été admis à cette auguste cérémonie. La messe a été dite par Mgr. l'évêque de Tarbes. Les décrets qui ont été publiés sont :

« 1° De auctoritate Ecclesiæ; 2° de præcipuis horum temporum erroribus; 3° de pravis libris et diariis; 4° de libris ab episcopo approbandis; 5° de iis quæ observare debent scriptores catholici ubi de religioni agere volunt; 6° de summo pontifice; 7° de episcopis; 8° de metropolitano; 9° de concilio provinciali et synodo diœcesanâ; 10° de capitulis. »

La troisième session du concile a eu lieu, le 27, dans l'église métropolitaine. La messe a été célébrée par Mgr l'archevêque, sans autre chant que celui d'un *O Salutaris*. Après la messe et quelques autres prières marquées par le cérémonial des évêques, Mgr l'évêque de Bayonne est monté en chaire et a entretenu son nombreux auditoire de la mission ou de l'autorité de l'église.

A ce discours a succédé la promulgation des décrets suivants :

1° *De parochis*; 2° *de vicariis et capellanis*; 3° *de presbyteris infirmis et senio confectis*; 4° *de sacramentis*.

La quatrième session a eu lieu le samedi 30 août, dans la chapelle du grand séminaire. La messe a été célébrée par Mgr l'archevêque, et le public, comme à la deuxième session, a été admis à occuper les places que le clergé laissait libres. Voici les titres des décrets votés dans cette session :

1° De ecclesiis; de earum mundicio et ornatu ac bonis ritè gerendis;—2° de oratoriis;—3° de sacrâ supellectili;—4° de diebus dominicis et festis de præcepto;—5° de missâ et officiis divinis;—6° de cantu et musicâ;—7° de exequiis et cœmeteriis;—8° de devotionibus non approbatis;—9° de vitâ et honestate clericorum;—10° de exercitiis secessûs ecclesiastici;—11° de vigilantiâ et curâ pastorali;—12° de residentiâ;—13° de prædicatione;—14° de catechisandis pueris et rudibus;—15° de sollicitudine ergà infirmos;—16° de judiciis ecclesiasticis.

La dernière session du concile s'est ouverte le 2 septembre, à huit heures du matin. Elle a eu lieu à la métropole, où le cortége s'était rendu processionnellement du grand séminaire.

Une messe basse a été dite par Mgr l'archevêque d'Auch.

Après la messe, le cérémonial suivi a été le même que celui pratiqué à la métropole et à la chapelle du grand séminaire dans les sessions des 20, 24, 27 et 30 août, relativement au chant du psaume *Salvum me fac Deus*, et à celui de l'hymne *Veni creator Spiritus*, à la lecture d'un évangile et à celle de divers décrets. Ces divers décrets sont intitulés : 1° *De edendâ*

professione fidei; 2° *de monialibus et piis congregationibus puellarum*; 3° *de seminariis et eorum moderatoribus*; 4° *de studiis in minoribus seminariis*; 5° *de studiis in majoribus seminariis*; 6° *de studiis neo presbyterorum*; 7° *de collationibus ecclesiasticis.*

Mgr Lanneluc, évêque d'Aire, est ensuite monté en chaire Dans une allocution remplie d'onction et de charité, il a présenté l'analyse des travaux du concile et appelé les bénédictions de Dieu, par l'intercession de la sainte Vierge, sur les pasteurs et sur les fidèles réunis à l'occasion du concile.

Après quoi, les évêques sont venus successivement à l'autel pour y apposer leur signature sur les actes du concile. Cette formalité accomplie, Mgr l'archevêque d'Auch a donné le baiser d'adieu à tous les évêques présents, qui l ont ensuite échangé entre eux.

Une psalmodie magnifique a suivi cet acte touchant. Nous voulons parler du chant des *acclamations* qui ferment le concile, et qui ont été dites alternativement par un des secrétaires placés en chaire et par le clergé, ainsi que par les autres assistants.

Après la bénédiction solennelle, donnée par Mgr l'archevêque d'Auch, les membres du concile sont rentrés processionnellement au séminaire au chant du *Te Deum*.

BILL DES TITRES ECCLÉSIASTIQUES

Voté par le Parlement anglais contre le clergé catholique.

Le monde religieux, qui suit avec tant d'intérêt le retour à la vraie foi qui s'est manifesté en Angleterre depuis quelques années, 'est ému, à bon droit, du vote émis par le parlement anglais contre les titres ecclésiastiques pris par le clergé catholique. Cet acte, qui est une réminiscence des mauvais temps de la prétendue réforme, est-il sérieux? L'avenir nous l'apprendra. Nous pouvons dire, dès à présent, qu'il ne sera qu'une barrière vaine à la liberté religieuse et au progrès du catholicisme dans ce pays, qui, en définitive, quoi que puisse faire le parlement, appartient à Dieu avant d'appartenir à la reine Victoria.

Plusieurs de nos abonnés nous ont demandé de reproduire le texte de ce bill, et nous nous empressons de le faire.

Texte du bill des titres ecclésiastiques tel qu'il a été adopté par le parlement anglais:

« Attendu que divers sujets catholiques de S. M. ont assumé les titres d'archevêques et évêques de pretendus diocèses sur le territoire du Royaume-Uni, sous prétexte d'une autorité à eux donnée à cet effet par certains brefs, rescrits ou lettres apostoliques du diocèse de Rome, et en particulier par un bref, rescrit ou lettre apostolique, donné à Rome, le 29 septembre 1850;

« Attendu que par l'acte de la dixième année du règne du roi George IV, chap. VII, après avoir dit que l'Eglise épiscopale d'Angleterre et d'Irlande, sa doctrine, sa discipline et sa direction sont, par les actes respectifs d'union entre l'Angleterre et l'Ecosse et l'Angleterre et l'Irlande, établis d'une façon permanente et inviolable, et que les droits et titres des archevêques à leur province, des évêques à leur diocèse et des doyens à leur doyenné, aussi bien en Angleterre qu'en Irlande, ont été réglés et établis par la loi; il a été décrété que quiconque, après la promulgation de cet acte, prendra

le titre d'archevêque, évêque ou doyen en Angleterre, en Irlande, serait frappé d'une amende de 100 liv.;

« Et attendu qu'on pourrait douter si la pénalité prédite s'étend à l'usurpation du titre d'un archevêque ou évêque de provinces ou diocèses fictifs, n'étant le diocèse, province ou doyenné d'aucun archevêque ou évêque d'Irlande, reconnu par la loi, mais bien à la tentative d'établir par l'autorité du diocèse de Rome ou autrement, des diocèses, provinces ou doyennés prétendus;

« Et attendu qu'il est utile de prohiber l'usurpation de titres appartenant à aucun endroit dans le Royaume-Uni,

« Il est décrété par S. M. la reine, par et avec l'avis et le consentement des lords spirituels et temporels et des communes, réunis dans le parlement actuel, et par leur autorité que :

« 1° Tous brefs, rescrits ou lettres apostoliques, toute interdiction, autorité, suprématie, tout titre par eux conférés, sont et seront par ceci déclarés illégaux et annulés.

« 2° Toute personne qui, après l'adoption du présent acte, obtiendra ou continuera à faire obtenir de l'évêque ou du siége de Rome, ou publiera ou mettra en usage dans une partie quelconque du Royaume-Uni, aucune semblable bulle, bref, rescrit ou lettres apostoliques ou aucun autre document ou écrit ayant pour but de constituer de semblables prétendues provinces, siéges ou diocèses sur le territoire du Royaume-Uni ou toute personne autre que celles à ce autorisées par la loi relativement à un archevêché, évêché ou doyenné de l'église unie d'Angleterre et d'Irlande, qui prend ou emploiera le nom, signature ou titre d'archevêque, évêque ou doyen d'une ville, cité, localité ou district dans le royaume Uni, quelle qu'en soit la désignation ou la nature, que cette dite cité, ville, localité ou district, soit ou non le siége ou la juridiction ou partie de la juridiction d'un archevêque, évêque ou doyen; toute semblable personne sera passible pour toute contravention de cette nature d'une amende de 100 liv. st. recouvrable de la manière prescrite par les dispositions de l'acte ci-dessus rappelé, ou par voie d'action pour dettes à l'instance : de toute personne quelconque devant une des cours supérieures de justice de S. M. avec l'assentiment de l'attorney général de S. M. en Angleterre et de l'avocat de S. M. en Ecosse.

« Cet acte ne s'étendra pas à l'usurpation ou l'usage par un évêque de l'église épiscopale d'Ecosse d'un nom ou titre relatif à tel district ou place, mais rien dans la teneur d'icelle ne donnera droit à aucun évêque de prendre ou employer nom, titre ou signature que la loi ne lui donne pas le droit d'assumer.

« 4° Il est décidé que rien d'y contenu ne pourra infirmer, rappeler ou affecter en aucune façon une disposition quelconque d'un acte passé dans la huitième année du règne de S. M. actuelle et ayant pour titre : Acte pour la distribution plus efficace des donations et legs charitables en Irlande. »

L'espace ne nous permet point de répéter ici les protestations qui ont été faites contre le bill par le clergé catholique d'Angleterre et par la religieuse Irlande. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de reproduire celle inscrite sur les registres de la Chambre haute après l'adoption du bill par cette Chambre, parce qu'elle nous a paru résumer toutes les raisons que l'on avait alléguées jusque-là contre cet acte inique. En voici le texte :

« 1° La mesure dont il s'agit est inconciliable avec la justice ou l'opportunité ;

« 2° Elle paraît particulièrement avoir été dictée par l'excitation qui s'est manifestée dans ces derniers temps, excitation que le gouvernement et la législature devraient plutôt calmer qu'encourager. Toute tentative d'intervention dans les doctrines, par acte du parlement, échouera suivant toute probabilité, et pourra même contribuer à développer ce qu'elle était appelée à réprimer ;

« 3° Il est déraisonnable et inconséquent d'afficher une tolérance complète pour la religion catholique romaine au moment où l'on prohibe des communications avec le siége de Rome, qui sont indispensables pour la parfaite discipline et le gouvernement de ladite religion ;

« 4° L'assomption irrégulière du pouvoir qui résulte des termes du rescrit papal du 29 septembre 1850, et d'autres pièces qui y ont rapport, bien que justement attaquable, n'est pas un motif pour priver les sujets catholiques romains de Sa Majesté d'une portion régulière et ordinaire de leur organisation ecclésiastique ;

« 5° La nomination de dignitaires ecclésiastiques est un fait essentiellement spirituel ; et quoique, dans certains cas, il puisse être convenable que cette nomination se fasse sous le contrôle ou l'influence du pouvoir civil, et qu'indubitablement il soit du devoir de la législature d'empêcher que, sous le prétexte des réglements ecclésiastiques, on n'exerce aucun pouvoir temporel et on n'affaiblisse aucun droit temporel, restreindre une communauté religieuse non établie par la loi dans la direction de ses arrangements religieux autrement qu'en la renfermant dans la sphère de la religion est inconciliable avec l'esprit de toute notre legislation récente. Une restriction renferme le principe de la persécution religieuse et pourrait par conséquent y conduire ;

« 6° L'acte de la dixième année de Georges IV, c. 7, qui, pour la première fois depuis la réformation, a garanti aux sujets catholiques romains de la couronne l'égalité des droits politiques, constitue une expression solennelle de l'intention de la législature et un engagement envers la communauté catholique romaine que dorénavant elle jouira d'une tolérance religieuse complète ;

« 7° La section 24 de l'acte de la deuxième année de Georges IV, qui défend à toutes personnes autres que celles dûment autorisées par la loi de prendre les titres d'archevêque, d'évêque et doyen de l'Église nationale, n'offre aucun précédent à ce bill, car elle défend simplement la prise de certains titres notoirement connus et occupés, lesquels confèrent de hautes dignités et des droits considérables, tandis que le bill actuel prohibe totalement l'épiscopat diocésain ;

« 8° Les dispositions pénales dudit bill diffèrent non-seulement sous le rapport ci-dessus de celles de l'acte de la dixième année de Georges IV, mais elles en diffèrent d'autant plus, toujours au préjudice de nos concitoyens catholiques romains, qu'elles sont précédées de citations et de déclarations de lois sur lesquelles l'acte de la dixième année de Georges IV garde le silence ; d'où il résulte que l'on peut donner en même temps une nouvelle et large interprétation aux dispositions pénales de cette mesure, et faire rétroagir même celle de l'acte de la dixième année de Georges IV ;

9° Les anciens statuts contre l'exercice d'une juridiction étrangère, ou destinés à empêcher l'introduction de bulles, brefs et rescrits, que l'on cite à l'appui du présent bill, ne lui sont nullement

applicaples. Ces statuts sont depuis longtemps tombés en désuétude. Si on les faisait revivre aujourd'hui, ils pourraient fournir à la couronne des armes qui seraient non moins fatales aux protestants dissidents qu'aux catholiques romains. Ces statuts n'ont aucun rapport direct à l'établissement de provinces ou siéges, ou à la prise de titres; ils sont également, et sans distinction, dirigés contre toute juridiction, qu'elle soit exercée par des évêques diocésains ou par des vicaires apostoliques : ces statuts sont donc incompatibles avec nos principes avoués de tolérance et de liberté en matière religieuse;

« 10° Il y a, dans la prohibition actuelle d'établir un gouvernement diocésain, quelque chose de particulièrement rigoureux et de blessant pour la communauté catholique romaine, car personne ne conteste qu'à différentes époques, depuis la réformation jusqu'à nos jours, le clergé séculier, et surtout les laïques catholiques, ont cherché à établir parmi eux l'épiscopat diocésain, et ce, avec l'approbation et l'encouragement du gouvernement britannique;

« 11° Il y a de fortes présomptions de penser que les dernières mesures du Pape ont été adoptées dans la persuasion que s'il faisait ce qui, dans son idée, était nécessaire aux besoins et aux intérêts de ses coreligionnaires, les conseillers de la couronne anglaise n'interviendraient pas, mais même avaient déclaré publiquement ne pas devoir le faire;

« 12° Le bill qui a été adopté, tout en déclarant s'appliquer aux titres catholiques romains, s'immisce gratuitement dans la liberté religieuse, en défendant la prise de titres épiscopaux par toutes autres personnes que par les prélats de l'Eglise établie et ceux de la communion épiscopale écossaise. En admettant dans ses dispositions une exception en faveur des prélats écossais, qui sont nommés indépendamment de l'autorité royale, ce bill reconnaît pleinement que la nomination des évêques est, dans son essence, un fait spirituel, et, en conséquence, il condamne ses principales dispositions;

« 13° Ce bill, par les restrictions injustes et superflues qu'il apporte à la liberté religieuse d'autrui, n'est pas de nature à protéger les droits de l'épiscopat établi par la loi. Une telle protection affaiblirait plutôt qu'elle ne fortifierait l'Église nationale dans le but qu'elle se propose de maintenir et d'augmenter son influence sur le peuple par des moyens moraux et spirituels;

« 14° Parce que le bill, outre qu'il est injuste en principe, met en danger la paix et l'harmonie des diverses classes des sujets de la reine dans le royaume uni, et surtout en Irlande. Si cette mesure recevait son exécution, elle pourrait engendrer les maux politiques sociaux les plus sérieux, tandis que si elle ne devait pas être mise en vigueur contre l'usage des titres publiquement pris, son introduction dans le livre du statut aura contribué à discréditer la dignité du parlement et l'autorité de la loi. »

Signé : Gordon, d'Aberdeen, Newcastle, Canning, Saint-Germann, Wharncliffe, Littleton, Monteagle, de Brandous.

BIBLIOTHEQUE IMPRIMÉS. R. F. 1936

Questions proposées.

De la Location des Bancs dans les Églises[1].

§ Ier. *Origine et nature du droit de banc sous l'ancien régime.*

Il serait assez difficile de dire d'une manière précise à quelle époque les fidèles commencèrent à avoir des bancs dans les églises; mais ce que l'on peut avancer, c'est que cette coutume a dû suivre de près l'époque où il leur fut permis de s'y asseoir pendant la célébration des saints offices. Selon Durand de Mende (2), elle ne remonterait pas au delà du XIe siècle.

Bien qu'aucune règle canonique ne défende expressément aux laïques de s'asseoir dans les églises, il était anciennement d'usage que, non-seulement ils n'y avaient point de bancs, pas même dans la nef, mais qu'ils ne pouvaient entrer dans le chœur que pour recevoir la communion. Dans la suite on se relâcha de cette discipline: l'entrée du chœur fut d'abord accordée aux empereurs, non pas, toutefois, d'une manière générale, car l'histoire nous rapporte qu'en 388 saint Ambroise ne voulut pas même permettre à Théodose de jouir de cet honneur dans son église de Milan. Plus tard, elle le fut aux princes, puis aux patrons et aux fondateurs des églises.

Lorsqu'une fois l'entrée du chœur fut permise aux laïques dont nous venons de parler, ils s'attribuèrent insensiblement le droit d'y avoir des bancs pour eux et leurs familles. L'Église se prêta sans difficulté à cette espèce d'empiétement, car elle ne vit dans cette concession de sa part, ainsi que l'observe l'abbé de Boyer, qu'un moyen d'honorer dans les assemblées des fidèles ceux qui avaient des droits à sa vénération et à sa reconnaissance.

Non contents d'avoir obtenu de la condescendance de l'Eglise le droit d'avoir un banc fixe dans le chœur, quelques-uns de ceux au profit desquels l'usage avait consacré cette faveur prétendirent le

---

(1) L'article qui va suivre est, comme celui que nous avons publié sur la location des chaises, le résumé des diverses questions qui ont été adressées au conseil de jurisprudence sur la matière des bancs d'église.

(2) Durand de Mende, célèbre canoniste du treizième siècle, né à Puimoisson, en Provence, enseigna le droit canon à Modène. Le pape Clément IV le prit pour son chapelain, et lui donna la charge d'auditeur du palais. Grégoire X le nomma légat du concile de Lyon, tenu en 1274, et enfin évêque de Mende en 1287. Son habileté dans les affaires lui fit donner le surnom de *Père de la pratique*. Les principaux ouvrages de cet auteur sont: *Speculum juris*, in-fol., imprimé à Rome en 1474; *Repertorium juris*, in-fol., imprimé à Venise en 1496; *Rationale divinorum officiorum*, in-4°, Mayence, 1453; *Commentaria in canones concilii Lugdunensis*. Ce savant évêque mourut à Rome en 1296.

placer dans le sanctuaire même ; mais l'autorité ecclésiastique a toujours repoussé cette prétention, et, par suite, il n'a jamais été canoniquement permis aux laïques, et principalement aux femmes, de prendre ou s'arroger aucune place dans cette partie de l'église. C'est ce que l'on peut voir par la disposition du canon 1 *de Vita et honest. cleric.* du concile de Rouen tenu en 1581, disposition qui est conforme aux règlements de plusieurs autres conciles et monuments rapportés dans les Mémoires du clergé. (*Voy.* ces Mémoires, t. V, p. 1489.) Le concile de Rouen ajoute même aux expresses défenses qu'il fait à ce sujet la peine de l'excommunication contre les laïques qui auraient usurpé quelques places dans le sanctuaire et qui ne voudraient point se rendre aux avertissements qui leur seraient donnés de les abandonner :

« Ut laici secùs altare quando sacra mysteria celebrantur, stare vel « sedere inter clericos non præsumant ; sed pars illa quæ cancellis « ab altari dividitur, tantùm psallentibus pateat clericis. Ad orandum « verò et communicandum laicis et feminis (sicut mos est), pateant « sancta sanctorum. » (C. 1, *de Vita et honest. cléric.*)

Les patrons et les fondateurs ne furent pas longtemps seuls à revendiquer le droit d'avoir un banc permanent dans le chœur. Les hommes étant naturellement jaloux des marques de distinction jusqu'aux pieds des autels, dont ils ne devraient s'approcher qu'avec humilité, on ne tarda pas à voir, surtout dans les paroisses rurales, ceux qui se trouvaient au-dessous des patrons et des fondateurs réclamer aussi quelque honneur qui les distinguât du reste du peuple. Ces distinctions, non encore réglées par l'usage ni par la jurisprudence, ont amené des divisions et des contestations que l'Eglise s'est plus d'une fois efforcée d'apaiser en opposant des entraves à la vanité des fidèles. C'est sans doute dans cette vue que fut porté le 3e canon du concile de Wigor, c'est-à-dire de Worchester, tenu l'an 1240, qui défend aux laïques de se placer dans le chœur pendant les saints offices, mais qui en excepte le patron.

Il existe aussi plusieurs monuments de la législation française qui attestent qu'à diverses époques de l'histoire il fut nécessaire d'apporter des bornes aux prétentions vaniteuses de certains fidèles. C'est ce que fit notamment François Ier par l'art. 14 de son ordonnance de 1539, en décidant que le privilége d'avoir un banc distingué dans le chœur ne pouvait légalement être accordé qu'aux patrons ou aux bienfaiteurs des églises (1).

---

(1) « Pour faire cesser les différends, débats et contentions d'entre nos sujets, avons ordonné qu'aucun, de quelque qualité et condition qu'il soit, ne pourra prendre droit, possession, autorité, prérogative ou prééminence au dedans desdites églises, soit pour y avoir banc, siége, oratoire, accoudoirs, enfeus, litres, armoiries, écussons, ou autres enseignes de leurs maisons, sinon qu'ils soient patrons ou fondateurs desdites églises, et qu'ils en puissent promptement informer par lettres ou par titres de fondation, et par

Mais, par la suite, cette prescription ne fut point exécutée rigoureusement. Les droits honorifiques des patrons, au lieu de rester uniquement personnels, c'est-à-dire attachés à la personne du patron et à celle de ses descendants et héritiers, devinrent réels et inhérents à des biens. Pour jouir des premiers, il fallait être descendant ou héritier du patron; mais pour jouir des seconds, il suffisait de posséder les biens honorés. La faculté de posséder un banc dans le chœur fut encore étendue aux hauts justiciers, à cause de la puissance publique dont ils étaient revêtus ; elle le fut ensuite aux moyens et bas justiciers, et enfin aux seigneurs et aux possesseurs de simples fiefs.

Voici quelles étaient, dans le dernier état de la jurisprudence, les règles suivies en cette matière :

Si l'église était en patronage (1), le patron seul avait le droit d'avoir un banc permanent et à queue dans le chœur, et il pouvait même en exclure le seigneur haut justicier. Lorsqu'il n'y avait point de patron, le seigneur haut justicier pouvait, à son tour, faire placer dans le chœur un banc à queue et permanent. Entre plusieurs seigneurs hauts justiciers, celui à qui appartenait la place la plus honorable avait son banc à droite en entrant dans l'église, et l'autre à gauche. La femme et les enfants du seigneur haut justicier avaient le droit de se placer dans son banc. Il y avait même des paroisses, ainsi que le rapporte d'Héricourt en ses *Lois ecclésiastiques*, où les seigneurs moyens et bas justiciers, et même de simples seigneurs de fief avaient un banc dans le chœur, en quelque endroit moins distingué que celui où était placé le banc du seigneur haut justicier. Quand leur possession était immémoriale, on les y maintenait; autrement, on les obligeait de sortir du chœur pour prendre place dans la nef, car; comme le remarque Guyot, cité par d'Héricourt, les moyens et bas justiciers ne pouvaient acquérir, en règle générale, le droit de banc dans cette partie de l'église, quand même la place des bancs du patron ou du haut justicier eussent été libres. (Guyot, *Observations sur les droits des patrons et des seigneurs de paroisses*, publiées par Boucher-d'Argis en 1751.)

Il était aussi d'usage de permettre aux officiers de la haute justice, c'est-à-dire aux officiers du seigneur haut justicier, quand ils étaient gradués, de prendre place dans le banc de ce seigneur en son absence ; mais ce n'était là qu'une tolérance de la part de l'autorité

---

sentences ou jugements donnés avec connaissance de cause et partie légime. » (*Art. 14 de l'ordonnance de* 1539.)

On peut voir le texte de cette ordonnance dans le Recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 1, p. 77.

(1) Le patronage, suivant la définition de Panorme, était un droit honorifique, onéreux et utile, qui appartenait à quelqu'un sur une église que lui ou ses auteurs avaient fondée, dotée ou réparée du consentement de l'évêque.

ecclésiastique et des marguilliers, puisque la législation ne leur conférait point directement cette faveur.

Aucune autre personne que celles que nous venons d'indiquer ne jouissait du privilége d'avoir un banc dans le chœur. Les paroissiens qui se trouvaient dans ce cas, et qui, néanmoins, voulaient avoir un banc dans l'église, devaient s'adresser aux marguilliers et au curé, qui pouvaient leur adjuger une place dans la nef pour eux et leur famille, sous la condition de payer à l'église une redevance déterminée.

Ajoutons, pour terminer cet exposé rapide sur l'origine et l'étendue du droit de banc sous l'ancien régime, que l'exécution des règles que nous venons d'énoncer était toujours soumise à ce principe général : c'est que, soit que les bancs fussent construits par les fondateurs ou patrons, soit qu'ils le fussent par les seigneurs hauts justiciers, soit qu'ils le fussent par les autres fidèles ou par les marguilliers eux-mêmes, ils devaient toujours être placés de manière à n'apporter aucune incommodité à la célébration du service divin.

§ II. *Du droit de banc sous la législation nouvelle.*

Sous l'empire de la législation actuelle, aucun paroissien ne peut plus élever la prétention d'avoir un banc dans le sanctuaire ou dans le chœur, car personne n'a plus maintenant, par sa qualité, ou par sa dignité, ou par sa fonction, le droit d'avoir un banc fixe dans l'église : c'est aux fabriques seules qu'il appartient d'établir des siéges pour l'usage des fidèles, et nul d'entre eux ne peut les occuper que de leur consentement et suivant les conditions prescrites par les nouveaux règlements (1).

---

(1) Tout ce qui concerne le produit que les fabriques sont autorisées à tirer des bancs, leur placement dans l'église, et les formalités d'après lesquelles ils peuvent être loués ou concédés aux fidèles est réglé par les art. 30, 36, 66, 67, 68, 69, 70, 71 et 72 du décret du 30 décembre 1809. Voici le texte de ces articles :

« Art. 30. (Voyez ci-dessus p. 209.)

« Art 36. Les revenus de chaque fabrique se forment... de la concession des bancs placés dans l'église.

« Art. 66 et 67. (Voyez ci-dessus p. 209 et 210.)

« Art. 68. Aucune concession de bancs ou de places dans l'église ne pourra être faite, soit par bail pour une prestation annuelle, soit au prix d'un capital ou d'un immeuble, pour un temps plus long que la vie de ceux qui l'auront obtenue, sauf l'exception ci-après.

« Art. 69. La demande de concession sera présentée au bureau, qui préalablement la fera publier par trois dimanches, et afficher à la porte de l'église pendant un mois, afin que chacun puisse obtenir la préférence par une offre plus avantageuse. S'il s'agit d'une concession pour un immeuble, le bureau le fera évaluer en capital et en revenu, pour être cette évaluation comprise dans les affiches et publications.

« Art. 70. Après ces formalités remplies, le bureau fera son rapport au conseil. S'il s'agit d'une concession par bail, pour une prestation annuelle, et que le conseil soit d'avis de faire cette concession, sa délibération sera un titre suffisant.

« Art. 71. S'il s'agit d'une concession, pour un immeuble, il faudra, sur la délibération du conseil, obtenir notre autorisation dans la même

§ III. *Établissement et disposition des bancs dans les églises.— Contestations.*

Si les fabriques ont le droit d'établir dans les églises des bancs pour la commodité des fidèles, elles ne le peuvent, toutefois, qu'en agissant de concert avec l'autorité ecclésiastique et qu'en se conformant à ses usages et pour la forme et pour le placement de ces siéges dans le lieu saint.

C'était à l'évêque et au curé seuls qu'il appartenait jadis d'accorder aux fidèles le droit d'avoir des places déterminées ou des bancs dans l'église paroissiale (1); mais, à partir de l'époque à laquelle les fabriques acquirent une existence régulière, ce soin leur fut abandonné, et peu de temps après, sous le bon plaisir de la jurisprudence parlementaire, l'on déclarait abusives les concessions faites par l'autorité ecclésiastique seule. L'abbé de Boyer, qui cite, dans ses *Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, t. Ier, p. 148, plusieurs arrêts en ce sens, s'élève contre cette jurisprudence et soutient avec raison que, si la concession d'un banc devait procéder de la fabrique, elle ne pouvait, néanmoins, être faite que du consentement du curé. « N'est-il pas plus simple, dit cet auteur, page 152, « d'entendre le curé, de prendre son avis et de le suivre, s'il a pour « lui la majorité des suffrages? On convient qu'il est partie intéressée « et principal juge sur les rapports du banc avec le service divin, « jusque-là même que Loiseau autorise le curé à faire ôter un banc « qu'il juge incommode au service paroissial : est-il donc raisonna- « ble de ne pas l'appeler lorsqu'on en détermine l'emplacement et la « forme et qu'on l'adjuge à un particulier? »

L'art. 30 du décret du 30 décembre 1809, qui statue que le placement des bancs et chaises ne peut être fait que du consentement du curé ou desservant, sauf recours à l'évêque, a pleinement confirmé cette doctrine, qui se trouve encore corroborée par une lettre ministérielle du 25 janvier 1812, laquelle décide que c'est au curé seul qu'il appartient de juger si l'exercice du culte ne sera pas gêné par les placements des bancs. (Voyez aussi ce que nous disons à l'égard du placement des chaises, ci-dessus, page 211.)

Dans l'établissement des bancs, les fabriques ne manqueront pas d'observer cette règle, que nous avons déjà rappelée plus haut : c'est

---

« forme que pour les dons et legs. Dans le cas où il s'agirait d'une valeur « mobilière, notre autorisation sera nécessaire, lorsqu'elle s'élèvera à la « même quotité pour laquelle les communes et les hospices sont obligés « de l'obtenir.

« Art. 72, Celui qui aurait entièrement bâti une église pourra retenir la « propriété d'un banc ou d'une chapelle pour lui et sa famille, tant qu'elle « existera.

« Tout donateur ou bienfaiteur d'une église pourra obtenir la même con- « cession sur l'avis du conseil de fabrique, approuvé par l'évêque et par le « ministre des cultes. »

(1) Voyez à cet égard le t. 3, col. 1408, des *Mémoires du Clergé*.

que ces bancs doivent toujours étre placés de manière à ne gêner en aucune façon les exercices du culte et à laisser libres les parties de l'église qui restent affectées au placement des fidèles qui ne font usage d'aucun siége.

La fabrique ayant seule le droit de placer des bancs dans l'église, ceux qui y seraient établis sans sa permission pourraient être enlevés par elle, et les individus qui les y auraient introduits sans droit ni qualité ne pourraient être admis à se plaindre de leur enlèvement, le droit de banc dans les églises n'étant pas de nature à s'acquérir par la possession.

S'il arrivait que des contestations s'élevassent relativement à la forme et au placement des bancs, il y aurait lieu de les déférer à l'évêque, conformément à l'art. 30 du décret du 30 décembre 1809, et au besoin, de les porter devant l'autorité administrative. L'autorité judiciaire n'est pas compétente pour statuer sur ces sortes d'affaires. C'est ce qui a été décidé par une ordonnance royale rendue en conseil d'État le 12 décembre 1827.

Voici le texte de cette ordonnance, ainsi que les circonstances qui y ont donné lieu :

Par un arrêté en date du 10 septembre 1826, le conseil de fabrique de l'église Sainte-Marie (Loire-Inférieure) avait fixé la largeur des bancs de l'église et accordé un mois aux concessionnaires pour réduire leurs bancs à la largeur prescrite et les mettre dans l'alignement. Un sieur Boccandé, ne tenant aucun compte de cette mesure, laissa expirer le délai sans se conformer à l'arrêté. Le curé de la paroisse fit enlever son banc, qui fut déposé sous le clocher. Le sieur Boccandé intenta, devant le tribunal civil de Paimbeuf, une action contre le curé, et requit qu'il fût condamné à rétablir le banc ou à payer 150 fr. d'indemnité pour la perte dudit banc. Le préfet de la Loire-Inférieure éleva un conflit d'attribution en se fondant sur le décret du 30 décembre 1809, qui décide que les distinctions des places dans les églises sont faites par des règlements rédigés par le conseil de fabrique et approuvés par l'évêque, et que, par suite, toutes les questions relatives à ces places sont de la compétence de l'autorité administrative. Ce conflit fut confirmé par l'ordonnance suivante :

« Charles, etc. ;

« Sur le rapport du comité du contentieux ; — vu le règlement du « 30 décembre 1809, et spécialement le § 3 de l'art. 30, portant « (Voir le texte ci-dessus, page 209) ; — vu l'ordonnance royale du « 12 décembre 1821, sur les conflits ; — considérant que l'autorité ju- « diciaire est compétente pour statuer sur les droits résultant de la « concession à titre onéreux faite par la fabrique et sur les dommages- « intérêts résultant de l'inexécution de la concession, mais qu'elle « serait incompétente pour statuer sur l'emplacement et la forme « dudit banc, en tout ce qui est étranger à la concession :

« Art. 1er. L'arrêté de conflit du 24 août 1827 est confirmé, en ce

« qu'il revendique le droit de statuer sur le placement et la forme du « banc pour l'autorité compétente, aux termes du § 3 de l'art. 30 du « règlement du 30 décembre 1809. En conséquence, l'assignation du « 28 septembre 1826 sera considérée comme non avenue dans le chef « de demande relatif au placement et à la forme du banc. »

D'après une autre ordonnance royale, aussi rendue en conseil d'Etat, en date du 4 juin 1826, si les tribunaux ne peuvent connaître du placement des bancs dans les églises, ils sont néanmoins compétents pour juger de la validité des concessions et statuer sur les droits qui en résultent et sur les dommages-intérêts que peut entraîner leur inexécution.

§ IV. *Établissement du banc de l'œuvre.*

Les fabriques, lors de la construction des bancs, donneront toute leur attention à l'établissement du banc de l'œuvre. Il est indispensable que chaque église possède ce banc, qui est destiné aux administrateurs de la paroisse. Plusieurs questions se rattachent à son existence ; nous ne les aborderons point dans cet article, déjà trop long, mais nous en ferons l'objet d'un travail spécial que nous publierons ultérieurement.

§ V. *Nécessité de louer les bancs.*

Ainsi que nous l'avons dit pour les chaises, les fabriques sont autorisées à louer les bancs de l'église et à percevoir sur les fidèles qui les occupent un prix de location. (Art. 36, § 5 du décret du 30 décembre 1809.) Mais ce n'est pas seulement une faculté qui leur est accordée, c'est une obligation qui leur est imposée, sous peine de compromettre les intérêts de l'église. Sans doute l'établissement d'une taxe sur les bancs et chaises peut exciter des récriminations et des mécontentements dans les localités où les fidèles ont joui jusqu'à ce jour gratuitement de ces siéges ; mais il est facile de leur faire comprendre le but et la nécessité de cette location. Du reste, les fabriques ne sauraient être arrêtées par la résistance des habitants sur ce point. Elles se rappelleront que la location des bancs et chaises est un des moyens que la loi a mis à leur disposition dans le but de créer des revenus pour l'église, dont les ressources sont ordinairement si modiques, et qu'elle doit être faite à peine de perdre toute espèce de recours contre la commune, qui n'est tenue de subvenir à l'insuffisance des revenus de la fabrique que lorsqu'il est constaté qu'elle n'a négligé aucune des sources de produit que le décret du 30 décembre 1809 a autorisées en sa faveur. C'est ce qui a été récemment décidé par une lettre du ministre des cultes du 25 mai 1850, rapportée au *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 223.

Quant au rôle du curé dans ces circonstances, il nous paraît bien simple : comme ce n'est pas lui qui loue les bancs, il ne saurait être responsable des mécontentements que cette mesure aurait pu susci-

ler ; il éclaire son conseil de fabrique sur les prescriptions légales ; il lui fait sentir la nécessité où il se trouve ; mais il est important que les habitants sachent qu'il n'exerce aucune autre autorité que celle d'un simple fabricien, et que c'est la fabrique seule qui agit dans l'intérêt de l'église.

Au surplus, si le curé devait éprouver en cette occasion quelque opposition, il faudrait la combattre par la douceur, et, au besoin, faire intervenir l'autorité épiscopale.

Nous trouvons à ce sujet, dans le *Cours de législation civile ecclésiastique*, de M. l'abbé André, un excellent avis qui ne doit jamais être négligé : « Il est un moyen, dit notre collaborateur, d'éviter au « curé ces graves désagréments, qui, en résumé, tournent toujours « au détriment de la religion. C'est à l'évêque à prescrire partout la « location des bancs, et, dans ses tournées pastorales, à prendre des « mesures énergiques en conséquence : par exemple, de faire dis- « soudre par le ministre un conseil de fabrique qui refuserait d'exé- « cuter cette prescription légale, et de se faire appuyer du préfet, « après, toutefois, avoir employé auprès des paroissiens tous les « moyens de conciliation que peut suggérer à un évêque l'amour du « bien et l'honneur de l'église. »

Par ce moyen la loi sera exécutée, et la position du curé à l'abri de toute récrimination.

Quand il n'y a pas de bancs dans l'église et que la fabrique manque de ressources suffisantes pour en faire établir, celle-ci peut louer ou concéder des places vides pour y en faire construire par les concessionnaires. Telle était l'ancienne jurisprudence, ainsi qu'on le voit par un arrêt du parlement de Dijon du 12 décembre 1605, rapporté par Bouvot, t. II, au mot *Église*, quest. 4, et c'est aussi ce qui résulte de l'ensemble des dispositions du décret du 30 décembre 1809, relatives à la matière.

§ VI.—*Abolition des anciennes concessions et des droits honorifiques en vertu desquels elles existaient.*

Il est arrivé plus d'une fois que les fabriques ont éprouvé des difficultés pour la location ou concession de leurs bancs, parce que d'anciens concessionnaires ont prétendu que la jouissance n'avait pas cessé de leur en appartenir. Ces prétentions n'ont aucun fondement. Toutes les anciennes concessions de bancs, places ou tribunes, ont été radicalement éteintes par l'effet des lois des 2 novembre 1789, 12 juillet 1790 et 30 avril 1791, soit qu'elles fussent le résultat d'un droit ou privilége attaché à la qualité de fondateur, patron ou seigneur, soit qu'elles procédassent seulement d'une concession ordinaire consentie par les marguilliers. La raison en est que les lois révolutionnaires, en nationalisant les biens ecclésiastiques, ont anéanti tous droits de propriété particulière ou des fondateurs dans les églises,

et que l'État en les affectant à l'exercice du culte, les a rendus tels qu'il les possédait, c'est-à-dire libres de toutes charges et sans aucune réserve. Ce point de jurisprudence a été consacré par un grand nombre d'autorités, et en particulier par les décisions ministérielles des 15 septembre 1806, 7 janvier 1812, 10 mars 1819, un rapport ministériel du 25 septembre 1823, et par l'avis du conseil d'État, du 30 novembre 1810, approuvé le 9 décembre de la même année.

C'est en vertu de ce principe, qu'à la date du 21 thermidor an XIII (9 août 1805), il est intervenu une décision du gouvernement portant que les anciens propriétaires de bancs n'ont pas le droit de faire revivre ces anciennes servitudes, à moins qu'ils ne les acquièrent par un nouveau titre de concession.

Nous ferons, en outre, observer que si les anciens concessionnaires de bancs ou leurs héritiers ne peuvent plus réclamer le bénéfice des concessions antérieures à la révolution, ils ne sont pas de même affranchis des charges contractées par eux pour les obtenir. (*Lettre ministérielle*, du 10 mars 1819.) (1)

Ainsi celui qui avait constitué une rente pour avoir la jouissance d'un banc dans l'église doit continuer de payer la rente qu'il doit à la fabrique, bien qu'il ne soit plus en possession du banc. (*Rapport ministériel de* 1814.)

---

(1) Voici le texte de cette lettre :

Lettre ministérielle qui décide que les biens rendus aux fabriques ont été restitués libres de toute charge, quoique les anciens droits créés à raison de ces biens soient annulés.

M. le préfet, vous m'avez présenté la question de savoir si les héritiers d'un ancien propriétaire de bancs dans une église sont tenus au paiement de la rente créée en retour de la concession, lorsque la jouissance de ce banc leur est refusée.

Par les lois de 1789 et 1790, et par les lois postérieures jusqu'au concordat de 1801, tous les biens ecclésiastiques ont été réunis au domaine de l'Etat. En vertu du concordat, les églises ont été rendues à l'exercice de la religion, affranchies de toutes leurs anciennes charges, et les biens ont continué à appartenir au domaine postérieurement ; et le 7 thermidor an XI, un arrêté a rendu aux fabriques leurs biens non aliénés, mais sans qu'elles soient tenues d'en acquitter leurs anciennes charges.

Elles acquittent seulement les services religieux fondés sur les biens à elles rendus (sauf à les réduire, d'après les statuts et règlements de chaque diocèse).

Le décret du 30 déc. 1809 fixe, à partir de l'art. 66 jusqu'à l'art. 73 inclusivement, les règles d'après lesquelles les concessions de bancs et autres peuvent avoir lieu ; toute concession qui n'aurait pas été régularisée d'après ce décret ne saurait être reconnue.

Il résulte de cette législation : 1° que les anciens droits revendiqués, touchant des concessions dans les églises, sont annulés, sans que les rentes créées à raison de ces concessions puissent être éteintes ; 2° que pour jouir d'une place dans une église, on ne peut l'obtenir qu'au moyen d'une concession nouvelle, ainsi que le prescrit le décret du 30 déc. 1809.

Recevez, etc. LE COMTE DE CAZES.

(*Lettre du ministre des affaires ecclésiastiques aux Préfets, du* 10 mars 1819.)

Il en faut dire autant de l'acquéreur d'une terre, sur laquelle l'ancien propriétaire aurait constitué une rente pour prix d'une concession d'un droit de séance dans une chapelle; cet acquéreur n'est point admis à jouir de cette concession honorifique, encore bien qu'il soit tenu de continuer à la fabrique le paiement de la rente comme débiteur du bien grevé. (*Arrêt de la Cour de Cassation, du 1er février* 1825.)

De même, si au lieu d'une rente, une propriété avait été concédée pour acquérir le droit de banc, et que cette propriété existât, la fabrique aurait le droit d'en jouir, sans accorder le banc, si elle avait eu la précaution de réclamer cette jouissance dans le délai de trente ans, avant que la prescription se fût accomplie contre elle.

Les concessions qui auraient été faites depuis la réorganisation du culte, et antérieurement au décret du 30 décembre 1809, doivent aussi être considérées comme nulles, si elles n'ont point été régularisées depuis et d'après les règles établies par ce décret. C'est ce qui résulte d'une lettre du ministre des affaires ecclésiastiques du 28 juin 1825 (1). Il en est de même de celles faites postérieurement

---

(1) Voici le texte de cette lettre :

Lettre du ministre des affaires ecclésiastiques, sur les concessions de bancs faites avant le décret du 30 *déc.* 1809.

Monseigneur, vous me faites l'honneur, par votre lettre du 6 de ce mois, de me demander que j'approuve la conduite tenue jusqu'à présent par l'évêché d'Amiens, au sujet des concessions de bancs dans les églises.

J'admets, sans modifications, les principes que vous développez; en voici les motifs :

A l'égard des concessions faites antérieurement au décret du 30 décembre 1809, époque à laquelle il n'existait aucune loi pour déterminer les formalités à remplir, il n'est pas douteux qu'elles ont dû être considérées comme nulles, puisque ce n'est que ce décret qui a tracé la marche à suivre, et déterminé les conditions requises pour devenir régulièrement concessionnaire de banc.

Avant lui, l'on ne pouvait invoquer aucune disposition qui permît de prétendre à des distinctions dans les paroisses, où le principe d'entière égalité entre tous les paroissiens était seul reconnu par le gouvernement, sans exception aucune.

J'adopte donc, ainsi que vous en exprimez le désir, la jurisprudence qui existait sur cette question, et d'après laquelle les ministres successifs de l'intérieur (voir la lettre du 10 mars 1819) ont toujours décidé que toute concession de banc, qui n'aurait pas été régularisée d'après le décret du 30 déc. 1809, ne saurait être reconnue; que, pour jouir d'une place dans une église, on ne peut l'obtenir qu'au moyen d'une concession nouvelle, et qu'il ne doit exister d'autres concessions, soit par bail, soit par prestation annuelle, soit à perpétuité, que dans les formes déterminées par ce décret, art. 68-73 inclusivement.

Quant aux prétentions qui seraient élevées par le corps d'habitants d'une paroisse qui aurait fait construire l'église, de jouir chacun d'un banc dans cette église, elles ne pourraient être accueillies. En effet, si le décret accorde la jouissance d'un banc ou d'une chapelle à celui qui aurait entièrement bâti une église, ou qui en aurait été le bienfaiteur, il ne parle que d'un bienfaiteur et d'un seul banc, il est donc évident que, si la construction de l'église avait eu lieu au moyen de souscriptions volontaires ou d'une

audit décret, et qui ne seraient point conformes aux dispositions qu'il prescrit.

On peut dire, d'après cela, que les fabriques ne sont point tenues de respecter les concessions plus ou moins anciennes qui n'auraient pas été consenties dans les conditions et suivant les formes prescrites par le décret du 30 décembre 1809, et qu'elles sont fondées à concéder de nouveau les bancs qui en ont fait autrefois l'objet. (Voyez dans ce sens les *décisions ministérielles* des 6 juillet 1806, 10 mars 1819 et 28 juin 1825, et la *circulaire ministérielle* du 12 avril 1819.)

Ajoutons que les lois révolutionnaires, en abolissant les anciennes concessions de banc, ont aboli par là même les droits honorifiques en vertu desquels la plupart de ces concessions existaient. Ces droits ne peuvent plus être rétablis sous la législation nouvelle (*arrêt de la Cour de Cassation du* 18 *juillet* 1838), et par conséquent, les concessions de bancs ne sauraient plus être une occasion d'en accorder. (*Décision ministérielle de* 1819.)

M. Affre enseigne, à ce sujet, que les autorités jouissent encore aujourd'hui du droit d'avoir un banc distingué dans l'église, et il fonde ce privilége sur l'art. 47 de la loi du 10 germinal an x. Mais cet auteur nous paraît être allé plus loin que la loi. L'art. 47 de la loi organique statue bien qu'il y aura dans les cathédrales et paroisses une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les fonctions civiles et militaires. Il est évident que, par cette disposition, le législateur a voulu honorer le fonctionnaire public, et l'engager même par ce moyen à se rendre à l'église dans un intérêt de haute moralité; mais il n'en résulte pas qu'il ait voulu lui conférer un droit de banc proprement dit. Nous ferons d'ailleurs remarquer que la règle de l'art. 47 précité n'a point été reproduite dans le règlement général des fabriques, et qu'au surplus, elle a été interprétée en ce sens que la place réservée aux autorités dans les cathédrales et paroisses ne leur est due que pour les cérémonies publiques, et non point les jours de dimanches et de fêtes. (*Lettres du ministre des cultes* du 9 novembre 1833, 26 juillet 1836, 20 juillet et 30 septembre 1837, 4 septembre 1838 ; *avis du Conseil d'administration des cultes*, approuvé par le ministre, du 26 septembre 1841.)

Il suit de là que, dans les communes, le maire, qui a d'ailleurs sa

---

imposition qui aurait pesé sur la généralité des habitants, chacun de ces habitants ne pourrait prétendre à la jouissance d'un banc.

Il convient encore de distinguer le bienfait, don libre, qui est un titre à la reconnaissance, des sacrifices faits en commun, et dans l'intérêt de tous ceux qui les supportent, et lorsque d'ailleurs la charge leur est imposée.

Vous agirez donc toujours régulièrement, Monseigneur, en prescrivant, ainsi que vous l'avez déjà fait jusqu'ici, l'exécution des dispositions du décret du 30 déc. 1809, relative aux concessions dans les églises.

(*Lettre du ministre des affaires ecclésiastiques à Mgr l'évêque d'Amiens, du* 28 *juin* 1825.)

place au banc de l'œuvre comme tous les fabriciens, n'est point fondé à réclamer un banc particulier. Nous avons dit à cet égard dans le *Bulletin* (vol. 1849, p. 283), que dans certaines paroisses, le bureau ne croit pas devoir mettre en adjudication la stalle ou le banc occupé par lui. C'est, sans doute, par pure convenance, car c'est un point de jurisprudence constant qu'aucune place distinguée et gratuite ne lui est due les dimanches et jours de fêtes. Il n'a droit à cette place que les jours de cérémonies publiques et concurremment avec les autres autorités. Nous nous garderons bien, toutefois, de nous élever contre cet usage, qui peut priver les fabriques de quelques francs, mais qui contribue à maintenir entre le pasteur et le maire cette bonne harmonie qui est tojours si désirable pour le bien de la religion.

Au reste, si telle est la coutume de quelques paroisses, les conseils de fabrique n'oublieront point que la faveur accordée au maire ne constitue point pour lui un droit utile, qu'elle lui est toute personnelle, et que s'il arrivait qu'il n'occupât pas la place qui lui est réservée, il n'aurait point le droit de la céder à un autre.

Dans les paroisses composées de plusieurs communes, la fabrique n'est point obligée légalement de réserver des places distinguées aux maires de toutes les communes lors des cérémonies publiques, mais seulement au maire du chef-lieu de la paroisse. (*Circulaire ministérielle* du 27 octobre 1803.)

DE CHAMPEAUX.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Jurisprudence.

FABRIQUES.—PRÉSIDENCE DU CONSEIL.—PRÉSIDENCE DU BUREAU. —CURÉ.—INCOMPATIBILITÉ.

Le curé ne doit pas être appelé à la présidence du conseil de fabrique.

Il y a également incompatibilité entre les fonctions de curé ou desservant et celles de président du bureau des Marguilliers (1).

Ces solutions résultent des deux lettres ci-après de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes :

I

Paris, le 26 octobre 1848.

Monseigneur, la nomination du curé du Fousseret à la prési-

---

(1) Voy. le *Bulletin des Lois civ. ecclés.*, vol. 1849, p. 85; et la livraison de mars 1851, p. 75 et suiv.

Bien que la jurisprudence de l'administration, sur la question de la

dence du conseil de fabrique de son église a donné lieu à des difficultés. L'adjoint au maire de la commune a réclamé contre cette opération qui lui a paru irrégulière. Vous avez pensé au contraire, monsieur l'Archevêque, que rien ne s'oppose à ce que les curés et desservants soient appelés à présider les conseils de la fabrique.

En me communiquant les pièces relatives à cette affaire, M. le préfet de la Haute-Garonne m'a soumis la question de savoir s'il y a ou non incompatibilité entre ces fonctions.

Le décret du 30 décembre 1809 n'exclut pas d'une manière formelle les curés et desservants de la présidence des conseils de fabrique, mais il résulte des dispositions combinées de ce décret que ces fonctions sont incompatibles.

En effet, le curé ne figure point parmi les conseillers de la fabrique comme membre ordinaire, mais comme membre de droit. Or, par la nature même de ses fonctions curiales, il se trouve chargé de soumettre ses demandes au conseil de fabrique, auprès duquel il doit ensuite les appuyer. Si la présidence lui était déférée, il aurait donc à soutenir les propositions qu'il aurait soumises, et à diriger en même temps la discussion, ce qui n'est pas admissible.

D'ailleurs l'art. 4 du décret du 30 décembre 1809 porte que, dans les séances du conseil de fabrique, le curé sera placé à la droite du président et le maire à la gauche. En assignant ainsi la place que les deux membres de droit doivent occuper auprès du président, le législateur a fait connaître qu'il n'entendait pas que le curé ni le maire fussent appelés à présider l'assemblée. Ces deux membres inamovibles représentent, l'un les intérêts du culte et l'autre les intérêts communaux ; ils doivent naturellement examiner les affaires en délibération à leur point de vue spécial : par conséquent, il était convenable qu'ils n'eussent ni l'un ni l'autre la présidence ; elle augmenterait encore l'influence que leur donnent déjà les fonctions dont ils sont revêtus, et leur position permanente de membres de droit leur assurerait une trop

---

présidence du conseil de fabrique et du bureau des marguilliers, par le curé, soit aujourd'hui fixée dans le sens de ces propositions, il est certain que, dans la pratique, elle est loin d'être suivie. C'est qu'en effet, aucun texte de loi n'exclut formellement le curé, soit de la présidence du conseil de fabrique, soit de celle du bureau, et qu'en général les incapacités sont de droit étroit, et ne s'étendent point aux cas pour lesquels le législateur ne les a point établies. Il en faut dire autant du maire auquel la jurisprudence administrative refuse aussi la présidence du conseil de fabrique, ainsi que le droit de faire partie du bureau, mais dont l'exclusion n'est non plus prononcée par aucune loi.

grande prépondérance sur les déterminations des conseils de fabrique, dont l'indépendance doit être garantie.

Aussi les ministres successivement chargés de l'administration des cultes ont-ils toujours pensé, et j'adopte entièrement leur avis, que les fonctions de curé ou desservant sont incompatibles avec celles de président du conseil de fabrique.

Cette jurisprudence, d'ailleurs, est conforme à l'ancien droit, d'après lequel la présidence des conseils de fabrique était déférée au premier marguillier.

Je vous prie, en conséquence, monsieur l'Archevêque, de donner les instructions convenables afin de faire cesser l'irrégularité qui m'a été signalée et d'empêcher qu'elle ne se reproduise dans d'autres paroisses.

(*Lettre du Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Freslon), *à Mgr l'archevêque de Toulouse, du* 26 *octobre* 1848.)

II.

Paris, le 16 mars 1846.

Monseigneur, l'art. 50 du décret du 30 décembre 1809, porte :

« Chaque fabrique aura une caisse ou armoire fermant à trois « clefs, dont l'une restera dans les mains du trésorier, l'autre « dans celles du curé ou desservant, et la troisième dans celles « du président du bureau. »

M. le président du conseil de fabrique de l'église succursale de Vermelle, canton des Eparres, me demande si le desservant de cette succursale, qui est en même temps président du bureau, a ou ou non le droit de retenir deux clefs de la caisse ou armoire. Dans le cas de la négative, il exprime le désir de connaître entre les mains de qui devrait être déposée la troisième clef.

Suivant l'art. 13 du décret du 30 décembre 1809, le curé ou desservant est membre de droit du bureau des marguilliers et doit y avoir la première place; mais il ne pourrait pas être régulièrement appelé à le présider.

En effet, aux termes des art. 55 et 56 du même décret, le concours simultané du curé ou desservant et du président du bureau est nécessaire, soit pour signer le récolement des inventaires des meubles et ornements de l'église et des titres et papiers de la fabrique, soit pour certifier conforme à l'original la transcription sur le registre sommier de la fabrique des actes de fondation, des baux à ferme ou à loyer, etc. Si le curé ou desservan pouvait être nommé président du bureau, ces formalités ne

seraient plus remplies par deux personnes, et le double contrôle que la loi a exigé n'existerait plus ; la prescription de l'art. 50 ne pourrait plus également être exécutée en ce qui concerne le dépôt des trois clefs de la caisse ou armoire de la fabrique.

On doit donc conclure de ces diverses dispositions du décret du 30 décembre 1809 que les fonctions de curé ou desservant et celles de président du bureau des marguilliers sont incompatibles.

C'est dans ce sens que les questions de l'espèce ont toujours été résolues par l'administration des cultes. Je crois devoir adopter cette jurisprudence. En conséquence, les curés ou desservants, qui ne peuvent être en même temps présidents du bureau des marguilliers, n'ont pas le droit de conserver à ce titre la troisième clef de l'armoire de la fabrique.

Je vous prie, Monseigneur, de communiquer ces observations au desservant et au bureau des marguilliers de Vermelle : il devra être procédé à la nomination d'un autre président de ce bureau, qui sera seul dépositaire de la troisième clef de la caisse ou armoire de la fabrique.

(*Lettre du Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Martin du Nord), *à Mgr l'évêque de Grenoble, du* 16 *mars* 1846.)

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Novembre.

MM. les Marguilliers savent qu'aux termes de l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809, ils doivent se réunir en séance ordinaire dans le courant du mois de novembre.

Nous croyons devoir leur rappeler pour cette séance les observations que nous leur avons déjà adressées dans nos précédentes livraisons, au sujet du renouvellement des baux des bancs et chaises de l'église. Dans quelques localités, ce renouvellement a lieu à la Saint-Martin, c'est-à-dire dans les premiers jours de novembre. Il convient de ne le point perdre de vue, afin d'assurer toujours d'une manière régulière les revenus de la fabrique. MM. les Marguilliers porteront en même temps leur attention sur le renouvellement des baux des biens de la fabrique, dans les paroisses où il est d'usage de le faire à cette époque.

(Voyez le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 281 et 282.)

Nous leur rappelons aussi, d'une manière toute spéciale, leur obligation concernant les réparations dont les églises et presbytères peuvent avoir besoin, et auxquelles ils doivent s'empresser de pourvoir. (Voy, à cet égard le *Bulletin*, vol. 1849, p. 283 et 315; vol. 1850, p. 357 et 370, et ci-dessus, p. 261.)

MM. les Marguilliers savent aussi que l'art. 32 du décret du 30 décembre leur a conféré le soin de la nomination du prédicateur de la station de l'Avent, parce que c'est à eux à déterminer, eu égard aux ressources de la fabrique, les honoraires qui doivent lui être attribués. Mais c'est au curé qu'il appartient de leur présenter celui qu'il a choisi pour remplir cette mission.

Chronique.

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

Le 5 septembre, N. S. P. le pape a tenu au palais apostolique du Vatican un consistoire secret dans lequel, après une allocution, il a préconisé un grand nombre de prélats, et entre autres Mgr Parisis, pour l'évêché d'Arras, où il a été transféré de l'église épiscopale de Langres; et Mgr Mabile, ancien vicaire-général de Montauban, pour le diocèse de Saint-Claude.

Ce dernier prélat a été sacré à Montauban, par Mgr Doney, le 28 octobre.

—Par décret du président de la République, du 15 octobre, Mgr de Marguerie, évêque de St-Flour, a été nommé à l'évêché d'Autun, laissé vacant par le décès de Mgr du Trousset d'Héricourt.

—Par un autre décret, du même jour, M. Lyonnet, chanoine de l'église métropolitaine de Lyon, a été nommé à l'évêché de St-Flour.

—Par un autre décret, aussi du même jour, M. Guérin (Jean-Jacques-Antoine), vicaire-général de Besançon, a été nommé à l'évêché de Langres, devenu vacant par la promotion de Mgr Parisis à l'évêché d'Arras.

—Ont été nommés aux fonctions de vicaires-généraux: M. l'abbé Lambert, pour le diocèse de Reims; MM. les abbés Roger, de Pons, anciens vicaires généraux, et Bélaval, ancien chanoine, pour le diocèse de Toulouse; MM. les abbés Barillot et Vouriot, anciens vicaires-généraux, pour le diocèse de Langres, pendant la vacance du siége; M. l'abbé Guyard, chanoine, pour l'évêché de Montauban; M. l'abbé Girod, ancien vicaire-général, pour le diocèse de St-Claude.

—Plusieurs synodes ont été tenus pendant les mois de septembre et d'octobre. Ce sont ceux des diocèses du Mans, de Quimper, de Reims, de Montpellier, de Vannes, d'Amiens et de Lyon.

—La liturgie romaine vient d'être rétablie dans le diocèse de Fréjus.

—Par décret du président de la République, en date du 15 octobre,

Mgr Cardon de Garsignies, évêque de Soissons, a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

—Un décret du Saint-Office, publié à Rome, le 27 septembre, a proscrit les ouvrages suivants :

1° *Manuale Compendium juris canonici, ad usum seminariorum, juxta temporum circumstantias accommodatum.* Auctore J. F. M. Lequeux ; 2° *Italy in the nineteenth century*, by James Whiteside ; 3° *Une Larme du Diable*, par Théophile Gauthier ; 4° *Il Benefattori dell' umanità ;* 5° *Defensa de la autoritad de los gobiernos y de los Obispos contra las pretenciones de la Curia romana*, por Francisco de Paula Y Vigil ; 6° *Juris Ecclesiastici institutiones*, Joannis-Nepomuceni Nuytz, in regio Taurinensi Athenæe professoris. Itemque : *In jus ecclesiasticum universum tractationes* ; auctoris ejusdem.

En annonçant la condamnation de l'ouvrage de M. l'abbé Lequeux, nous ne devons point omettre de dire que cet auteur s'est immédiatement soumis à la censure de Rome, en renonçant par une lettre publique aux erreurs contenues dans son livre.

—La mission de Tunis, desservie par les PP. capucins, est érigée en vicariat apostolique sous la présidence de Mgr Sutter, du même ordre, évêque *in partibus*. Ce vicariat sera sous la protection de la France.

NÉCROLOGE.

Nous avons à enregistrer dans notre chronique religieuse de ce mois une perte bien sensible pour l'Eglise de France. C'est celle de S. E. Mgr le cardinal archevêque de Toulouse. L'illustre prélat est décédé le 29 septembre. Né à Tourves, diocèse de Fréjus, le 15 octobre 1772, Mgr d'Astros avait été sacré évêque de Bayonne le 9 juillet 1820, promu à l'archevêché de Toulouse le 6 juillet 1830, et créé cardinal prêtre de la sainte Eglise romaine le 30 septembre 1850.

Mgr Jean-Marie Mioland, ancien évêque d'Amiens, préconisé archevêque de Sardes et coadjuteur de Toulouse, avec future succession, le 2 avril 1849, succède immédiatement au vénérable cardinal décédé.

Actes officiels.

INSTITUTION CANONIQUE.

DÉCRET *relatif à la publication de la bulle donnée à Rome le jour des Nones de septembre* (5 *septembre*) *portant institution canonique de Mgr Mabile* (*Jean-Pierre*), *pour l'évêché de St-Claude.* (Du 18 octobre 1851.)

DÉCRET *relatif à la publication de la bulle donnée à Rome le jour des Nones de septembre* (5 *septembre*) *de l'année de l'incarnation* 1851, *portant institution canonique de Mgr Parisis pour l'évêché d'Arras.* (Du 18 octobre 1851.)

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Instruction aux préfets, relative à l'exécution du décret du 7 octobre 1850 en ce qui concerne le traitement des instituteurs, le recouvrement de la rétribution scolaire, l'ouverture des écoles libres, et la construction ou la réparation des maisons d'école (1).

Paris, le 24 décembre 1850.

Monsieur le préfet, j'ai l'honneur de vous transmettre plusieurs exemplaires d'un décret rendu le 7 octobre dernier, sur ma proposition, par M. le Président de la République, pour assurer l'exécution de la loi du 15 mars 1850, en ce qui concerne l'instruction primaire. Vous trouverez également ci-joint une copie des instructions que je viens d'adresser, sur le même objet, à M. le recteur de l'académie.

Je crois devoir appeler plus particuiièrement votre attention sur la troisième section du chapitre 2 de ce décret, relative au traitement des instituteurs communaux et à la rétribution scolaire.

A partir du 1er janvier 1851, un minimum de traitement est garanti aux instituteurs jusqu'à concurrence de 600 fr. C'est là un des grands bienfaits de la loi nouvelle à leur égard. Désormais, les instituteurs ne seront plus exposés aux privations qu'ils ont subies par le passé ; désormais aussi il sera possible de se montrer plus difficile dans les choix, et de n'accepter pour instituteurs communaux que des hommes dont on sera sûr sous tous les rapports. M. le recteur pourra enfin éloigner de l'enseignement public ceux qui ne montreraient pas un dévouement absolu à leurs devoirs. La situation des instituteurs primaires sera telle, enfin, que des hommes capables et dignes ne répugneront plus à entrer dans une carrière d'où la misère a quelquefois chassé, après un petit nombre d'années d'exercice, ceux qui, à une bonne conduite, joignaient des connaissances propres à les faire rechercher dans d'autres professions.

Mais, à côté de ces avantages incontestables, il y a de graves abus à redouter.

J'ai particulièrement appelé l'attention de M. le recteur sur les précautions à prendre en présence d'une situation qui, en assurant à tous les instituteurs un revenu suffisant, peut amener, chez quelques-uns, la cessation d'efforts qu'une impérieuse nécessité leur commandait précédemment.

Déjà, monsieur le préfet, lors du vote du budget départemental, vous avez pu juger des difficultés en présence desquelles les départements et l'Etat vont se trouver. Des dépenses dont l'utilité est incontestable, mais qui ne sont point obligatoires aux termes de la loi ont été rejetées des budgets par un grand nombre de conseils généraux, en vue du surcroît de dépenses que doit entraîner l'élévation du minimum des traitements des instituteurs communaux : il faut donc faire en sorte, dans l'intérêt même de l'instruction primaire, que cette dépense ne s'augmente pas inutilement.

L'art. 24 de la loi organique porte que l'enseignement primaire est donné gratuitement à tous les enfants dont les familles sont hors d'état de le payer, et l'art. 45 de la même loi vous charge d'arrêter définitivement la liste des élèves gratuits approuvée par le conseil municipal, et dressée, chaque année, par le maire et les ministres des différents cultes. Il importe, monsieur le préfet, que vous vous armiez à cet égard d'une juste fermeté. Les combinaisons adoptées par la loi du 15 mars, en chargeant l'Etat de combler le déficit des ressources communales, désintéressent peut-être un trop grand nombre de conseils municipaux dans la question, et peuvent les déterminer à se montrer très-faciles quant à l'admission gratuite des élèves dans les écoles. MM. les délégués pourront vous éclairer, sous ce rapport, dans beaucoup de circonstances, et vous aider ainsi à repousser des listes tous les enfants des familles qui ne sont pas absolument dans l'impossibilité de subvenir à cette faible dépense. C'est devant cette

---

(1) Voir ce décret *Bulletin*, vol. 1850, p. 231.—Voy. aussi, même volume, p. 100, 106, 213, 281, et ci-dessus, p. 229.

impossibilité seule que vous devez vous arrêter. Depuis deux ans, le produit de la rétribution scolaire a considérablement diminué dans les écoles. Il en faut chercher la cause, d'un côté, dans les événements politiques qui ont amené la suppression, ou du moins la fermeture momentanée, de beaucoup d'écoles communales; d'un autre côté, dans l'affaiblissement de la fortune publique, qui a éloigné des écoles un assez grand nombre d'enfants; et, enfin, dans des écarts de conduite qui ont aliéné la confiance des familles à quelques instituteurs. Il y a lieu d'espérer que le retour à l'ordre ramènera les anciennes habitudes, et que, les écoles recommençant à être fréquentées comme par le passé, les sacrifices de l'Etat pourront être moindres qu'on ne l'avait d'abord supposé. Je recommande à M. le recteur de s'efforcer d'obtenir, à cet effet, que les écoles ne soient plus fermées l'été. Sans doute il est impossible qu'à toutes les époques de l'année elles soient fréquentées par tous les enfants; mais il est à peu près certain qu'elles en conserveraient quelques-uns, si elles étaient constamment ouvertes. Vous voudrez bien adresser dans le même sens des instructions à MM. les maires. Quelque faible que doive être, pendant l'été, le produit de la rétribution scolaire dans chaque école, ce produit viendra diminuer d'autant les charges de l'Etat, et l'économie générale qui en pourra résulter sera encore considérable. Au point de vue de l'enseignement et de la bonne éducation de l'enfance, cette mesure aurait d'ailleurs des résultats tels, qu'ils suffiraient pour en faire désirer le succès.

Ainsi que vous avez pu le reconnaître, aux termes de l'art. 38 de la loi, les communes devront d'abord consacrer à la partie fixe du traitement des instituteurs leurs revenus ordinaires, et, en cas d'insuffisance du produit de ces revenus le produit des trois centimes spéciaux; quand le produit de la rétribution scolaire, réuni au traitement fixe, n'atteindra pas 600 fr., elles devront, en outre, consacrer au supplément de traitement de l'instituteur la partie disponible de leurs revenus ordinaires et de leurs centimes spéciaux. Il est donc très-important pour un grand nombre de communes, mais aussi pour les départements et pour l'Etat, qui doivent combler le déficit, non-seulement comme je l'ai dit tout à l'heure, que la rétribution scolaire rende tout ce qu'elle doit produire, mais encore que le produit en soit régulièrement constaté. C'est en partie afin d'assurer ce double résultat, qu'il a été décidé que cette rétribution serait perçue dans la même forme que les contributions publiques directes; que la perception serait exempte des droits de timbre, et donnerait droit aux mêmes remises que les autres recouvrements.

Le deuxième paragraphe de l'art. 41 de la loi permet, il est vrai, au Conseil académique d'autoriser, *sur l'avis conforme du conseil général*, l'instituteur à percevoir lui-même la rétribution scolaire. Cette disposition, introduite dans la loi afin de ménager la transition d'un régime à l'autre, par égard pour d'anciennes habitudes, a été, cette année, l'objet d'une recommandation spéciale aux conseils généraux. Ces conseils n'ont pas cru devoir user de cette faculté; quelques-uns ont formellement demandé l'exécution du premier paragraphe de l'art. 41 de la loi; d'autres, en petit nombre, ont donné des avis favorables à quelques demandes d'instituteurs qui croient avoir intérêt à percevoir directement cette rétribution. Il en résulte que, cette année, la rétribution scolaire devra être perçue, à peu près partout, dans la même forme que les contributions publiques directes. Je considère ce résultat comme heureux, puisqu'en donnant à la participation de l'Etat, dans les dépenses de l'enseignement primaire, une base plus certaine, il tend en même temps à relever, aux yeux des populations, la considération des instituteurs.

Mais, monsieur le préfet, ces mesures d'équité et de prévoyance présentent quelques difficultés d'exécution, et exigent, par conséquent, un ensemble de dispositions qui ont dû être étudiées avec soin avant de vous être communiquées, et qui pourront être complétées à mesure que l'expérience vous éclairera. Afin de donner à mes instructions une forme plus précise, j'ai cru devoir rapprocher et placer à la fois sous vos yeux les prescriptions de la loi, celles du décret du 7 octobre, et celles qu'il m'a paru utile d'y ajouter pour en assurer l'exécution. J'y ai joint les modèles des

tableaux qui sont nécessaires pour donner à cette nouvelle organisation du service la régularité convenable; vous voudrez bien vous y conformer exactement.

I. A dater du 1er janvier 1851, le traitement des instituteurs communaux se composera d'un traitement fixe, qui ne pourra être inférieur à 200 fr.; du produit de la rétribution scolaire, et d'un supplément accordé à tous ceux dont le traitement, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas 600 fr. Le supplément sera calculé d'après le total de la rétribution scolaire de l'année précédente (art. 38 de la loi).

II. Pour l'exécution de cette dernière disposition, le receveur municipal remettra, trois jours au plus tard avant la session de février des conseils municipaux, au maire de la commune, le rôle primitif et les rôles supplémentaires de la rétribution scolaire de l'année précédente (art. 18 du décret du 7 octobre), appuyé d'un résumé faisant connaître : 1° le montant de ces rôles ; 2° les non-valeurs résultant des cotes indûment imposées, et des sorties d'élèves dans le courant de l'année ; 3° les sommes recouvrées ; 4° celles dont la rentrée est réalisable ; 5° celles qui seront à porter sur l'état des cotes irrécouvrables, et dont la commune est responsable envers l'instituteur, suivant l'article 29 du décret du 7 octobre.

Les rôles seront rendus au receveur municipal à la clôture de la session, pour être ultérieurement produits à l'appui de son compte.

III. Les conseils municipaux délibéreront chaque année, dans leur session de février, pour l'année suivante, sur le taux de la rétribution scolaire, sur le traitement de l'instituteur, sur les centimes spéciaux qu'ils auront à voter lors du règlement définitif de leur budget, à défaut de revenus ordinaires, 1° pour assurer la part fixe du traitement de l'instituteur au minimum de 200 francs ; 2° pour élever au minimum de 600 francs le revenu de l'instituteur, quand son traitement fixe, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas cette somme.

Les délibérations des conseils municipaux relatives aux écoles seront envoyées avant le 1er mai, pour l'arrondissement chef-lieu, au préfet, et, pour les autres arrondissements, aux sous-préfets, qui les transmettront dans les dix jours au préfet avec leur propre avis, celui des délégués cantonaux et celui de l'inspecteur (art. 19 du décret).

IV. Chaque année, à l'époque fixée par le recteur, le maire et les ministres des différents cultes dresseront de concert la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques. Cette liste sera approuvée par le conseil municipal, et définitivement arrêtée par le préfet (art. 45 de la loi).

Il en sera fait trois expéditions : une pour le maire, une pour l'instituteur, une pour le recteur.—Les modifications qui y seront apportées dans le cours de l'année seront soumises aux mêmes formalités (art. 10 du décret).

V. Le préfet soumettra au Conseil académique les délibérations des conseils municipaux relatives au taux de la rétribution scolaire. Au vu de cette délibération et de la liste des enfants qui devront être admis gratuitement dans l'école, le Conseil académique fixera le taux de la rétribution scolaire. Le recteur de l'académie donnera avis de cette décision au préfet, qui présentera le résultat de ces diverses délibérations au conseil général, dans sa session ordinaire, à l'appui de la proposition des crédits à allouer pour les dépenses de l'instruction primaire dans le budget départemental (art. 20 du décret).

VI. La rétribution scolaire devra être payée par tous les élèves externes et pensionnaires qui suivront les classes de l'école, et qui ne seront pas portés sur la liste des élèves gratuits (art. 21 du décret).

VII. La rétribution scolaire sera perçue dans les mêmes formes que les contributions publiques directes. Elle est exempte des droits de timbre, et sera payable par douzièmes (art. 23 du décret).

VIII. Le rôle de la rétribution sera annuel.—Dans le courant de janvier, l'instituteur communal dressera et remettra au maire : 1° le rôle des enfants présents dans son école au commencement du mois et non exempts de la rétribution, avec l'indication des noms des redevables et du montant des sommes dues par chacun d'eux ; 2° les extraits indivi-

duels dudit rôle, pour être ultérieurement, et à la diligence du receveur municipal, remis aux redevables à titre d'avertissement.— Il ne sera ouvert dans le rôle qu'un article au père, à la mère et au tuteur des enfants présents à l'école. — Le maire visera le rôle, après s'être assuré qu'il ne comprend pas d'enfants dispensés de la rétribution, qu'il comprend tous ceux qui y sont soumis; en outre, que la cotisation est établie d'après le taux fixé par le Conseil académique. — Il l'adressera ensuite au sous-préfet, qui le communiquera à l'inspecteur, pour qu'il puisse fournir ses observations. — Le préfet, ou le sous-préfet par délégation, rendra le rôle exécutoire, et le transmettra au receveur des finances qui le fera parvenir au receveur municipal (art. 22 du décret). Lorsque plusieurs communes seront réunies pour l'entretien d'une même école, l'instituteur dressera un rôle spécial pour chaque commune.—Il dressera également un rôle spécial unique pour les enfants des communes voisines non réunies qui seraient admis à suivre son école.—Dans ce dernier cas, l'instituteur procédera directement au recouvrement de la rétribution scolaire, selon les dispositions de l'article 18 ci-après. Le rôle sera visé par le maire de la commune où est située l'école, et le produit en sera porté au compte de cette commune.

IX. Si les communes réunies qui fournissent des enfants à l'école font partie de divers arrondissements de perception, le receveur municipal de la commune où l'école est établie recevra de ses collègues, au commencement de chaque mois ou de chaque trimestre, en un mandat du maire, soit le douzième, soit le quart du contingent des autres communes.

X. Un rôle supplémentaire sera établi à la fin de chaque trimestre pour les enfants admis à l'école dans le courant du trimestre. Dans ce cas, la rétribution est due à partir du premier jour du mois pendant lequel l'enfanta été admis (art. 24 du décret).

XI. L'instituteur tiendra un registre matricule pour servir à l'établissement des rôles qu'il doit remettre au maire. Il inscrira successivement sur ce registre le nom de tous les élèves payants admis à fréquenter l'école; et quand il y a lieu, en regard de chaque nom, la date de la sortie de l'élève et le dégrèvement qui résulte de cette sortie.—Le registre matricule sera représenté au maire, au délégué cantonal et à l'inspecteur de l'instruction primaire, à toute réquisition.

XII. Tout enfant qui quittera l'école postérieurement à l'émission du rôle sera affranchi de la rétribution, à partir du premier jour du mois suivant. Avis de son départ sera immédiatement donné au maire par l'instituteur et par les parents.

Indépendamment de cet avis, l'instituteur dressera, au commencement de chaque mois, un relevé, extrait du registre matricule, des enfants sortis pendant le mois précédent. Le maire vérifiera ce relevé, l'arrêtera et le remettra au receveur municipal, qui l'émargera aux articles respectifs des redevables, et le conservera comme tenant lieu d'ordonnance de dégrèvement (art. 26 du décret).

Un autre extrait du registre matricule, contenant le nom des enfants entrés à l'école pendant le mois expiré, sera remis au receveur municipal, afin de le mettre à portée de recevoir les sommes qui lui seraient offertes ayant l'émission du rôle trimestriel et d'en délivrer quittance à souche, sauf à faire ultérieurement l'émargement de ces sommes sur le rôle supplémentaire.

XIII. Les réclamations auxquelles la confection des rôles pourra donner lieu seront rédigées sur papier libre, et déposées au secrétariat de la sous-préfecture (art. 30 du décret).

Ces réclamations, ainsi que les états des cotes indûment imposées dressés par les receveurs municipaux, seront présentées dans les trois mois qui suivront la publication des rôles. (Art. 28 de la loi du 21 avril 1832; arrêt du conseil d'Etat du 19 mars 1845. Les états des cotes irrécouvrables seront présentés à la même époque que ceuxqui concernent les contributions directes. — Lorsqu'il s'agira de décharge et de réduction, il sera statué par le conseil de préfecture, sur l'avis du mairedu délégué cantonal et du sous-préfet.—Il sera prononcé sur les demandes en remise

ou modération par le préfet, après avis du conseil municipal et du sous-préfet. (Art. 30 du décret.)

Il y aura lieu à *décharge* ou *réduction* quand les cotes auront été indûment ou mal établies, et à *remise* ou *modération* quand les redevables se trouveront dans l'impossibilité d'acquitter la totalité ou une partie de leur cotisation.—Les ordonnances de dégrèvements accordés sur demandes individuelles devront être conformes aux modèles nos 12 et 13. Quant aux ordonnances relatives aux demandes formées par les percepteurs, elles seront délivrées sur les états mêmes des cotes indûment imposées ou des cotes irrécouvrables.

XIV. Les rôles de la rétribution scolaire devant figurer pour leur produit net dans le compte de la commune, sera fait, sur leur montant, déduction des non valeurs résultant soit des sorties d'élèves dans le cours de l'année, soit des dégrèvements de toute nature. (Art. 27 du décret.)

Les sommes qui seront devenues irrecouvrables et celles dont il sera fait remise seront, ainsi que les allocations du receveur municipal, déclarées charges communales, et, comme telles, placées au nombre des dépenses obligatoires des communes. (Art 29 du décret.)

Il ne sera pas fait recette des non-valeurs.

Le receveur municipal se bornera, quand les ordonnances de dégrèvements et les états de sorties d'élèves lui parviendront, à les émarger aux cotes des redevables, et à en constater la réduction aux comptes des rôles de la rétribution, qui doit être ouvert, comme celui des rôles des contributions directes, sur la première feuille du livre récapitulatif.

Les ordonnances de dégrèvements et les états de sorties des élèves seront produits à l'appui du compte de gestion.

XV. Le produit des rôles de la rétribution scolaire sera porté en recettes à la première section du livre des comptes divers.

XVI. En fin d'année, il sera procédé à un décompte, à l'effet de constater si l'instituteur a reçu le minimum de traitement qui lui est garanti par l'art. 38 de la loi organique. — Ce décompte, qui devra être préparé par le receveur pour être soumis au conseil municipal, sera établi d'après le nombre des élèves portés soit au rôle général, soit aux rôles supplémentaires. Il sera fait déduction, sur le montant des rôles, des non-valeurs résultant, soit des sorties d'élève dans le cours de l'année, soit des dégrèvements prononcés. (Art. 27 du décret.)

XVII. Les remises des receveurs municipaux, sur le produit des rôles généraux et supplémentaires de la rétribution scolaire, seront calculées à raison de trois pour cent du total desdits rôles. (Art. 28 du décret.)

Cette allocation spéciale devra figurer d'une manière distincte sur les décomptes des remises des receveurs municipaux. (Modèle no 157 de l'instruction générale sur le service et la comptabilité des receveurs des finances, en date du 17 juin 1840.)

Quant aux remises sur le traitement fixe et supplémentaire des instituteurs, elles seront réglées par l'application du tarif du 22 mai 1839, relatif aux recettes et dépenses municipales.

XVIII. Lorsque le Conseil académique autorisera un instituteur à percevoir lui-même le montant de la rétribution scolaire, en exécution du deuxième paragraphe de l'article 41 de la loi organique, le recteur en informera immédiatement le receveur particulier de l'arrondissement, qui en donnera avis au receveur municipal. Dans ce cas, le rôle primitif et les rôles supplémentaires de la rétribution seront dressés et arrêtés conformément aux paragraphes 8, 10 et 11 ci-dessus (art. 31 du décret); mais ils ne donneront droit à aucune répétition contre les communes pour cotes irrécouvrables, ni à aucune remise au profit du receveur municipal, qui n'en fera recette et dépense que pour ordre dans son compte de gestion, d'après un certificat du maire constatant le produit net des rôles.

Le décompte de fin d'année, mentionné au paragraphe 16, sera alors dressé par l'instituteur. Il joindra à l'appui les ordonnances de dégrèvements et les états mensuels des sorties d'élèves.

L'instituteur délivrera, aux redevables qui acquitteront la rétribution scolaire, une quittance détachée d'un livre à souche.

XIX Les diverses ressources dont se compose le traitement de l'instituteur primaire seront centralisées à la caisse municipale et portées au budget de la commune, savoir :

En recette aux trois articles suivants : — 1° *Rétribution scolaire* ; — 2° *Centimes spéciaux* ; — 3° *Subvention pour complément du département et de l'Etat.* — Et en dépense, à un article unique, intitulé *Traitement de l'instituteur primaire.*

XX. Lorsque le traitement fixe et la rétribution scolaire ne devront pas dépasser le minimum de 600 francs fixé par l'article 38 de la loi organique, il sera payé à l'instituteur 50 francs par mois ou 150 francs par trimestre. —Lorsque ce minimum sera dépassé, et qu'il n'y aura pas lieu, par conséquent, d'allouer un supplément de traitement à l'instituteur, il lui sera payé par mois ou par trimestre une somme égale : 1° au douzième ou au quart de son traitement fixe; 2° au montant de la rétribution scolaire perçue pour son compte, soit dans le mois, soit dans le trimestre précédent. —Lorsque l'instituteur percevra lui-même la rétribution scolaire, le traitement fixe seulement lui sera payé par parties égales, comme il est dit ci-dessus. Quant au complément de traitement, il lui sera payé par semestre, savoir : la première partie égale à la moitié de la subvention allouée l'année précédente, et la seconde partie suivant le résultat du décompte mentionné au seizième paragraphe.—Aucun supplément de traitement ne sera alloué sur les fonds du département ou de l'Etat aux instituteurs qui jouiraient déjà, sur ces mêmes fonds, d'un traitement d'activité à un titre quelconque.—Cette disposition s'étend aux instituteurs qui ne seraient pas institués par le ministre. Le droit au supplément de traitement ne courra que du jour de l'institution.

Telles sont, monsieur le préfet, les diverses dispositions que j'ai cru devoir adopter, de concert avec M. le ministre des finances, pour assurer l'exécution de la loi du 15 mars en ce qui concerne le paiement du traitement des instituteurs communaux.—Il eût été à désirer que les conseils municipaux eussent pu être appelés à délibérer cette année, comme le veut l'article 19 du décret du 7 octobre, sur le taux de la rétribution scolaire pendant l'année 1851, et que les Conseils académiques eussent été ainsi en mesure de fixer le taux de cette rétribution, conformément à l'article 15 de la loi ; mais, d'un côté, il serait difficile de réunir les votes de tous les conseils municipaux, assez promptement pour qu'ils pussent être examinés par les Conseils académiques avant les premiers jours de janvier, époque à laquelle les rôles doivent être dressés partout; et, d'un autre côté, il y aurait quelque inconvénient à modifier, pour l'année 1851, le taux actuel de la rétribution scolaire, puisque ce taux a servi de base aux votes des conseils municipaux provoqués par le décret du 20 avril 1850, et que ces délibérations ont elles-mêmes servi de base aux votes subséquents des conseils généraux. Il y a donc nécessité de passer outre cette année, et d'accepter le taux de la rétribution scolaire tel qu'il était fixé lorsque les conseils municipaux ont délibéré au mois de mai dernier.

Je vous prie, monsieur le préfet, de donner à ces instructions toute la publicité désirable. Il est utile que chaque instituteur et chaque maire en reçoivent un exemplaire. Vous voudrez bien vous charger de ce soin. M. le ministre des finances en transmettra, de son côté, un exemplaire à MM. les receveurs des finances, et M. le recteur de l'académie à MM. les inspecteurs d'arrondissement et délégués cantonaux.

Il me reste à appeler également votre attention sur d'autres articles du décret dont l'exécution vous est plus spécialement confiée.

L'article 1er porte qu'il doit être ouvert dans chaque mairie un registre spécial destiné à recevoir les déclarations des instituteurs qui veulent établir des écoles libres, conformément à l'article 27 de la loi organique ; et l'article du décret impose à MM. les maires l'obligation de délivrer en triple expédition, aux postulants, une copie de leur déclaration, en inscrivant au bas de ces copies leurs observations sur le local choisi par l'instituteur.

Il importe, monsieur le préfet, que ce registre soit tenu avec beaucoup d'ordre et de régularité. Il est destiné à donner une date certaine à une déclaration d'ouverture d'école contre laquelle, à la fin du mois, aucune

opposition n'est plus possible. Il permettra, en outre, de vérifier l'exactitude des déclarations des instituteurs, qui, aux termes de la loi, doivent indiquer les lieux où ils ont résidé depuis dix ans. Afin de donner partout à ces déclarations la même forme, je vous transmets un modèle du registre de déclaration, et un modèle des copies que le maire devra délivrer à l'instituteur. Je vous prie de faire en sorte que ces modèles parviennent à tous les maires des communes de votre département, et de leur adresser, à ce sujet, les plus pressantes recommandations. Vous voudrez bien les inviter à faire tenir exactement, à la fin du registre, un répertoire par ordre alphabétique de tous les instituteurs qui y seront portés, et d'y répéter, en regard de chaque nom, le numéro d'ordre inscrit en tête de chaque déclaration. C'est le seul moyen d'assurer dans quelques années la facilité des recherches.

L'article 9 du décret vous arme d'un droit dont vous saurez, je n'en doute pas, faire usage avec prudence et fermeté à l'égard des communes peu soucieuses du bien-être de l'enfance. Après vous être concerté avec M. le recteur, vous pourrez mettre en demeure les conseils municipaux de réparer ou de mieux approprier leurs maisons d'école ; vous pourrez même prononcer l'interdiction du local lorsque vous reconnaîtrez qu'il compromet la santé des élèves et du maître ; et si, dans le délai que vous aurez déterminé, il n'a pas été pourvu à l'exécution des travaux reconnus nécessaires, vous pourrez y pourvoir d'office.

Quant aux projets de constructions nouvelles pour l'exécution desquels des secours seraient demandés aux départements ou à l'Etat, ils devront être préalablement soumis au Conseil académique, qui doit être consulté sur tous les secours et encouragements à accorder à l'instruction primaire. Lorsqu'une demande de ce genre vous parviendra, vous voudrez donc bien l'instruire dans les formes ordinaires au point de vue des intérêts communaux, et la transmettre, avec toutes les pièces à l'appui, à M. le recteur, qui, après avoir pris l'avis de MM. les inspecteurs et délégués cantonaux (art. 7 et 8 du décret du 7 octobre), la soumettra au Conseil académique (art. 14 de la loi), et vous la renverra avec une copie de l'avis de ce Conseil. Vous me transmettrez ensuite le dossier complet, afin qu'il soit examiné par la section permanente du Conseil supérieur, et que je puisse fixer la quotité des secours à accorder. Rien n'est changé d'ailleurs, quant au paiement des secours, aux dispositions de la circulaire du 10 novembre 1847.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

DÉPARTEMENT D
ARRONDISSEMENT D

MODÈLE

Copie de la déclaration d'ouverture d'une école primaire libre.

COMMUNE D

Le du mois d mil huit cent cinquante s'est présenté devant nous, maire de la commune d arrondissement d département d

Le sieur né à département d pourvu d'un à lui délivré par le à

Lequel nous a déclaré, conformément à l'article 27 de la loi du 15 mars 1850, avoir l'intention d'ouvrir une école primaire dans la commune d rue n° département d

Ledit sieur a déclaré, en outre, qu'il a successivement habité depuis dix ans dans les communes ci-après désignées, et qu'il y a exercé les professions suivantes, savoir :

Le maire, soussigné, reconnaît avoir reçu, à l'appui de la présente déclaration, l'acte de naissance et le titre de capacité dudit sieur.

Il certifie la présente copie conforme à la déclaration inscrite au registre sous le n° ; il déclare, en outre, qu'après visite faite du local indiqué pour la tenue de l'école, il a reconnu que...

(Indiquer si le maire approuve le local destiné à l'école, et, dans le cas contraire, faire connaître les motifs du refus d'approbation.)

Décret relatif aux pensionnats primaires. (Du 30 déc. 1850 (1).)

Le président de la république,—sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;—vu l'art. 53 de la loi du 15 mars 1850;—le conseil supérieur de l'instruction publique entendu,—décrète :

Titre I.—*Des instituteurs libres.*—Art. 1. Tout instituteur libre qui veut ouvrir un pensionnat primaire devra justifier qu'il s'est soumis aux prescriptions des art. 27 et 28 de la loi du 15 mars 1850. Il devra, en outre, déposer entre les mains du maire la déclaration exigée par le paragraphe 1 de l'art. 53 de ladite loi.

Cette déclaration doit être accompagnée : —1° de l'acte de naissance de l'instituteur, et, s'il est marié, de son acte de mariage ;—2° d'un certificat dûment légalisé, attestant que le postulant a exercé pendant cinq ans au moins, soit comme instituteur, soit comme maître, dans un pensionnat primaire ;—3° du programme de son enseignement ;—4° du plan du local dans lequel le pensionnat doit être établi ;—5° de l'indication du nombre maximum des pensionnaires qu'il se propose de recevoir ;—6° de l'indication des noms, prénoms, date et lieu de naissance des maîtres et employés qu'il s'est adjoints pour la surveillance du pensionnat.

2. Tout Français qui, après avoir exercé pendant cinq ans comme maître dans un pensionnat primaire, voudra ouvrir à la fois une école libre et un pensionnat primaire, pourra accomplir simultanément les formalités prescrites par les art. 27 et 28 de la loi du 15 mars, et par l'art. 1er ci-dessus.

3. Le maire inscrit sur un registre spécial la déclaration de l'instituteur.—Dans les trois jours qui suivent la déclaration, le maire, après avoir visité ou fait visiter le local destiné au pensionnat, vise en triple expédition la déclaration de l'instituteur, et la lui remet avec son visa. S'il refuse d'approuver le local, il fait mention de son opposition, et des motifs sur lesquels elle est fondée, en marge de la déclaration. Cette déclaration, accompagnée des pièces prescrites par l'art. 1er du présent règlement, est transmise au recteur de l'académie, au procureur de la république et au sous-préfet, par le postulant.

4. Si le recteur fait opposition à l'ouverture du pensionnat, soit dans l'intérêt de la moralité ou de la santé des élèves, soit pour inobservation des formes et conditions prescrites par la loi, il signifie son opposition à la partie par un arrêté motivé. Trois jours au moins avant la séance fixée pour le jugement de l'opposition, l'instituteur est appelé devant le conseil académique. Cette opposition est jugée par le Conseil académique, suivant les formes prescrites au chap. 2 du règlement d'administration publique, en date du 29 juillet 1850 (art. 25, 27 et 28).—Copie de la décision du Conseil académique est

---

(1) Voy. ci-dessus la circulaire du 31 août 1850.

transmise par le recteur au maire de la commune, qui fait transcrire cette décision en marge de la déclaration de l'instituteur sur le registre spécial. A défaut d'opposition à l'ouverture du pensionnat, et dans le cas où il est donné mainlevée de l'opposition qui aurait été formée, le Conseil académique détermine le nombre d'élèves qui peuvent être admis sans inconvénient dans le local affecté au pensionnat, et le nombre des maîtres et employés nécessaire pour la surveillance des élèves. Mention en est faite par le recteur sur le plan du local. L'instituteur est tenu de représenter ledit plan aux autorités préposées à la surveillance des écoles, chaque fois qu'il en est requis.

TITRE II.—*Des instituteurs publics.*

5. Les dispositions des art. 1 et 3 du présent règlement sont applicables à l'instituteur public qui veut établir un pensionnat primaire. La déclaration de l'instituteur est soumise par le maire au conseil municipal dans sa plus prochaine réunion. Le conseil municipal, avant de donner son avis sur la demande, s'assure que le local est approprié à sa destination, et que la tenue de l'école communale n'aura pas à souffrir de l'établissement projeté.

6. L'autorisation donnée par le Conseil académique mentionne le nombre des élèves pensionnaires que l'instituteur peut recevoir. Cette autorisation mentionne également le nombre des maîtres et employés qui devront partager avec l'instituteur la surveillance du pensionnat. Le plan du local visé par le recteur, et l'autorisation délivrée par le Conseil académique, doivent être représentées par l'instituteur aux autorités préposées à la surveillance des écoles.

7. Le régime intérieur des pensionnats primaires sera réglé par le recteur en Conseil académique, sauf révision par le ministre en Conseil supérieur de l'instruction publique.

TITRE III.—*Des conditions communes aux instituteurs publics et libres.*

8. Si l'instituteur ne s'est pas conformé aux mesures prescrites par le Conseil académique dans l'intérêt des mœurs et de la santé des élèves, il pourra être traduit devant ledit Conseil pour subir l'application des dispositions de l'art. 30 de la loi organique du 15 mars 1850, s'il appartient à l'enseignement libre; s'il est instituteur communal, il lui sera fait application des peines énoncées en l'art. 33 de ladite loi.

9. Tout instituteur qui reçoit des pensionnaires doit tenir un registre sur lequel il inscrit les nom, prénoms et l'âge de ses élèves pensionnaires, la date de leur entrée et celle de leur sortie. Chaque année, il transmet, avant le 1er novembre, au recteur de l'Académie, un rapport sur la situation et le personnel de son établissement.

10. Tout insituteur dirigeant un pensionnat, qui change de commune, ou qui, sans changer de commune, change de local ou apporte au local affecté à son pensionnat des modifications graves, doit en faire la déclaration au recteur et au maire de la commune, et se pourvoir de nouveau devant le Conseil académique. La nouvelle déclaration devra être accompagnée du plan du local, et devra mentionner les indications énoncées au paragraphe 5 de l'art. 4 du présent règlement.

11. Il est ouvert, dans chaque pensionnat, un registre spécial destiné à recevoir les nom, prénoms, date et lieu de naissance des maîtres et employés, et l'indication des emplois qu'ils occupaient précédemment et des lieux où ils ont résidé, ainsi que la date des brevets, diplômes ou certificats de stage dont ils seraient pourvus. Les autorités préposées à la surveillance de l'instruction primaire devront toujours se faire représenter ces registres quand elles inspecteront les écoles.

12. Aucun pensionnat primaire ne pourra être établi dans des locaux dont le voisinage serait reconnu dangereux sous le rapport de la moralité et de la santé des élèves.

13. Aucun pensionnat ne peut être annexé à une école primaire qui reçoit des enfants des deux sexes.

14. Les dortoirs doivent être spacieux, aérés, et dans des dimensions qui soient en rapport avec le nombre des pensionnaires. Ils doivent être surveillés et éclairés pendant la nuit. Une pièce spéciale doit être affectée au réfectoire.

Arrêté du ministre, relatif aux frais de tournée des inspecteurs de l'instruction primaire. (Du 3 janvier 1851 (1).)

Le ministre au département de l'instruction publique et des cultes, —vu l'avis de la section permanente du Conseil supérieur de l'instruc- publique, en date du 24 décembre 1850 ;—arrête :

Art. 1. Tous les ans, dans les premiers jours du mois de décembre, le ministre de l'instruction publique arrête la répartition entre chaque département de la somme portée au budget de l'année suivante pour les frais de tournée des inspecteurs des écoles primaires, sauf ce qui est dit à l'art. 10. Cette répartition est faite proportionnellement au nombre des communes et des écoles dans chaque département, en tenant compte de la superficie territoriale du département et des difficultés des communications et du parcours.

2. Le recteur, après avoir pris l'avis du Conseil académique, propose au ministre, d'après les mêmes bases, la répartition du crédit accordé à son département entre les inspecteurs de l'instruction primaire des divers arrondissements.

Cette répartition doit fixer : 1° la somme affectée à chacune des tournées trimestrielles ordinaires déterminées à l'art. 3, en tenant compte des circonstances locales relatives à la fréquentation des écoles et aux difficultés du parcours dans les diverses saisons de l'année;—2° la somme qui peut être affectée dans chaque trimestre à des inspections ou missions extraordinaires, laquelle somme ne pourra jamais excéder le quart de la précédente. Cette répartition, approuvée par le ministre, est définitive, et ne peut être modifiée dans le courant de l'année.

3. A la fin de chaque trimestre, le recteur de l'Académie dresse l'état des écoles que les inspecteurs devront inspecter pendant le trimestre suivant. Cet état indiquera le nombre des jours qui devront être consacrés à cette inspection ordinaire. Un certain nombre de jours devront être réservés pour des inspections ou missions extraordinaires et pour les travaux de cabinet.

---

(1) Voyez ci-après la circulaire du 21 janvier 1851.

4. L'inspecteur, à moins de circonstances graves, dont il rend compte au Recteur dans son rapport trimestriel, doit inspecter dans le trimestre toutes les écoles indiquées sur l'état dressé par le Recteur.—Il ne doit pas inspecter plus de deux écoles par jour, à moins d'autorisation spéciale donnée par le Recteur pour des cas déterminés.

5. Une note constatant l'inspection ordinaire ou extraordinaire de chaque école primaire, signée par l'inspecteur, est envoyée le jour même par ce fonctionnaire au Recteur de l'académie.—En cas de refus de la part d'un instituteur de se soumettre à l'inspection, l'inspecteur dressera procès-verbal de ce refus, conformément à l'article 22 de la loi organique et à l'article 42 du règlement du 29 juillet 1850. Il enverra ce procès-verbal au Recteur de l'académie, qui le transmettra au procureur de la république.

6. Il est alloué aux inspecteurs de l'instruction primaire, pour chaque jour consacré à l'inspection des écoles hors du lieu de leur résidence, une indemnité de 5 francs.

7. Au commencement de chaque trimestre, il est mis par le Préfet, sur la proposition du Recteur de l'académie, une somme de 150 francs, à titre d'avance, à la disposition de chaque inspecteur de l'instruction primaire.

8. A la fin de chaque trimestre, l'inspecteur remet au Recteur, avec le rapport prescrit par l'article 43 du règlement d'administration publique du 29 juillet 1850, l'état de ses frais en double expédition.—Cet état doit mentionner :—1° pour les inspections ordinaires :—les communes dans lesquelles a eu lieu l'inspection ;—le nombre des écoles inspectées dans chaque commune, en indiquant si ce sont des écoles libres ou des écoles publiques ;—le nombre des jours employés à l'inspection.—2° pour les missions ou inspections extraordinaires :—les communes où l'inspecteur a dû se rendre ;—les écoles qu'il a inspectées ou l'objet de la mission ;—le nombre de jours consacrés à ces inspections ou missions.

9. Le Recteur de l'académie compare cet état de frais :—1° avec l'état mentionné en l'article 3 du présent règlement ;—2° avec les notes constatant l'inspection, prescrites au premier paragraphe de l'article 5 du présent règlement ;—3° avec les rapports qui lui ont été adressés à la suite des inspections ou missions extraordinaires.—Un double de l'état des frais présenté par l'inspecteur, approuvé par le Recteur, est transmis au Ministre, qui en fait ordonnancer le solde.

10. Tous les ans, avant d'arrêter la répartition du crédit destiné aux frais de tournée des inspecteurs, ainsi qu'il est dit à l'article 1er, le Ministre prélève sur l'ensemble de ce crédit la somme que, d'après les besoins du service, il juge nécessaire pour subvenir, pendant l'année suivante, aux frais de déplacement des inspecteurs.

11. Sur ce crédit, réservé par le Ministre, il pourra être alloué, à titre de frais de déplacement, à tout inspecteur qui, sans obtenir de l'avancement, est appelé, dans l'intérêt du service, d'un département dans un autre, une indemnité qui sera calculée à raison de trente centimes par kilomètres à parcourir pour se rendre à son nouveau poste. Cette indemnité pourra être élevée proportionnellement au nombre des membres de la famille de l'inspecteur, sans pouvoir jamais excéder le double de celle à laquelle il aurait eu droit. L'indemnité supplémentaire ne sera accordée que sur la proposition du Recteur.

E. DE PARIEU.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à MM. les Recteurs, relative à l'exécution du décret du 20 décembre 1850, concernant les établissements libres d'instruction secondaire* (1).

Paris, le 4 janvier 1851.

Monsieur le Recteur, l'attention du Conseil supérieur de l'Instruction publique a dû se porter, entre autres objets, sur les différentes dispositions de la loi du 15 mars 1850 qui ont pour but de prévenir les abus de la liberté dans les établissements d'instruction secondaire. Sans révoquer en doute les avantages de la libre concurrence, il ne s'en est pas dissimulé les périls. Mais, grâce à la sagesse du législateur, les autorités préposées à la surveillance de l'enseignement peuvent les conjurer, si elles savent user des armes que la loi leur confie.

Le décret dont je vous transmets plusieurs exemplaires, et qui a été mûrement délibéré en Conseil supérieur, trace, sous ce rapport, des règles précises dont l'efficacité rassurera les familles sur leurs plus chers intérêts.

Le droit qui est conféré par l'article 64 de la loi organique, au Recteur, au Préfet et au Procureur de la République, de se pourvoir devant le Conseil académique et de s'opposer à l'ouverture d'un établissement d'instruction secondaire libre, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la santé des élèves, est aujourd'hui la seule garantie de la Société contre l'intrusion d'instituteurs indignes. Comme chef de service, comme président du Conseil académique, c'est à vous surtout qu'il appartient d'exercer ce droit précieux toutes les fois que vous aurez recueilli des renseignements défavorables ou même douteux sur la moralité de la personne qui se propose d'ouvrir une école d'instruction secondaire. Malgré la sollicitude des magistrats qui partagent avec vous le droit d'opposition, vous ne devez pas vous reposer sur eux du soin de mettre l'enfance à l'abri de funestes entreprises : ce soin est au rang de vos plus impérieux devoirs. N'oubliez pas que si, par de vains scrupules ou faute d'activité, vous laissez périmer le droit qui vous appartient, un instituteur dépravé peut être investi légalement du privilége d'élever la jeunesse ; et si pareil cas venait, par malheur, à se réaliser, la responsabilité définitive en retomberait complétement sur le magistrat auquel la société a plus spécialement confié qu'à tout autre la mission de surveiller l'enseignement.

Il importait de poser à l'égard du droit d'opposition quelques règles qui garantissent à la fois les intérêts de la société et ceux des particuliers. Comme le délai d'opposition est rigoureusement fixé (paragraphe 2 de l'article 64 de la loi organique), il ne faut pas qu'on puisse contester la date ou l'authenticité de l'acte par lequel l'opposition est introduite. Aux termes de l'article 1er du décret ci-joint, cet acte sera signé et motivé ; il sera déposé au secrétariat de l'académie et notifié à la partie intéressée, en la forme administrative, *à la diligence du Recteur*. Si donc l'opposition vient du Préfet ou du Procureur de la République, vous veillerez à ce qu'elle soit enregistrée au secrétariat de l'académie. Vous en donnerez récépissé, conformément à l'article 25 du règlement d'administration publique du 29 juillet dernier, et vous vous chargerez, dans tous les cas, d'en faire notification en temps utile, c'est-à-dire avant l'expiration du mois qui suit le dépôt des pièces requises par l'article 60 de la loi organique.

Le fait seul de l'opposition à l'ouverture d'une école d'instruction secondaire suspendant, jusqu'au jugement du Conseil académique, le droit du postulant, le Conseil supérieur a pensé qu'il ne pouvait rester indéfiniment sous le coup de cette opposition. Aussi l'article 2 du décret prescrit-il au Conseil académique de statuer dans la quinzaine qui suivra la notification de l'opposition. Le deuxième paragraphe de l'article 25 du règlement d'administration publique du 29 juillet, ainsi conçu : *Les réclamations en matière contentieuse sont examinées dans l'ordre où elles sont parvenues au secrétariat*, est moins précis quant à l'obligation imposée au Conseil académique de statuer en matière contentieuse dans un délai déterminé.

---

(1) Voyez ce décret ci-dessus, page 245.

Mais vous remarquerez que le règlement d'administration publique ne s'est occupé des réclamations en matière contentieuse que d'une manière générale. Dans l'espèce, il s'agit d'un intérêt très-grave : l'honneur et la fortune des citoyens peuvent être compromis par un long ajournement de la décision définitive. Si le droit d'ouvrir une école existe, il est juste et il est conforme à l'esprit de la loi qu'il soit reconnu et proclamé aussitôt que possible.

Malgré l'indépendance et les lumières du tribunal qui prononce sur les oppositions, la loi a réservé au postulant, et, par une conséquence nécessaire, à la partie publique, c'est-à-dire au Recteur, le droit d'appel devant le Conseil supérieur. Ce droit vous est formellement reconnu par l'article 28 du règlement d'administration publique du 29 juillet 1850. Le délai d'appel est déterminé par le dernier paragraphe de l'article 2 du nouveau décret. Comme il court à dater de la notification du jugement, et qu'il importe à la sécurité des familles qu'un jugement portant rejet d'une opposition formée par le Recteur, le Préfet ou le Procureur de la République, qui certes ne l'auront jamais introduite légèrement, puisse être mûrement, et en temps utile, contrôlé par l'autorité supérieure, vous voudrez bien m'adresser des rapports spéciaux relatifs à ces sortes de jugements, *avant de les notifier*. Il convient que vous ne laissiez point acquérir force de chose jugée à des décisions de cette nature avant que j'aie pu approuver l'acquiescement que vous seriez disposé à y donner, et vous profiterez à cette fin du délai que le décret du 20 décembre 1850 vous laisse.

Cette marche est la plus sûre ; elle couvrira parfaitement la responsabilité ministérielle, qui est intéressée à s'opposer, devant tous les degrés de juridiction, à l'ouverture d'une école, lorsque l'instituteur qui se présente pour la diriger peut compromettre les mœurs ou la santé des enfants. Si la loi a réservé au Recteur le droit d'appel, elle attribue la direction générale à donner, pour l'exercice de ce droit dans les cas difficiles, au Ministère de l'Instruction publique, dont les Recteurs ne sont que les agents, et qui pourrait, de son chef même, interjeter appel dans un cas extrême.

Si, au moment où ce décret vous sera adressé, il existait dans votre académie des jugements que vous eussiez déjà notifiés, il serait injuste à votre égard, comme à celui des particuliers intéressés, d'admettre rétroactivement la déchéance résultant du défaut d'appel dans la quinzaine après cette notification. Vous ne devriez, en un cas semblable, considérer le délai de quinzaine que comme courant à dater de la promulgation légale du décret dans votre académie, par suite de l'insertion au *Bulletin des Lois*.

La réprimande, avec ou sans publicité, est une des peines disciplinaires prévues par la loi organique ; elle ne donne lieu à aucun recours. Par ce motif surtout, il était indispensable de définir d'une manière précise les mots *réprimande avec publicité*. La publicité est une aggravation de peine qui n'est pas sans importance, quand on considère qu'il s'agit d'établissements d'instruction publique dont la prospérité est fondée sur la confiance des familles. L'article 3 du décret du 20 décembre dernier a réglé ce point avec une juste mesure. La publicité de la réprimande résultera de l'insertion dans le *Recueil des actes administratifs de la Préfecture* et dans un journal du département désigné par le jugement. Vous voudrez bien veiller à ce que le dispositif des jugements rendus par le Conseil académique contienne cette mention, et à ce qu'il y soit fait droit en tout état de cause.

Dans les différents cas où, d'après la loi organique, un établissement particulier d'instruction secondaire doit être fermé, le sort des enfants qui y sont réunis ne pouvait rester indifférent aux yeux des pouvoirs publics. L'ancienne législation universitaire (articles 59, 60, 61 et 62 du décret du 15 novembre 1811) avait indiqué les précautions à prendre dans des situations pareilles ; mais ces articles se rapportent à un ordre de choses qui n'existe plus. Des dispositions analogues, qui sont en harmonie avec la législation nouvelle, forment l'article 4 du décret du 20 décembre. Elles sont de nature à prévenir les dangers que pourraient courir les enfants placés dans des établissements qu'un jugement priverait inopinément de leur chef. En l'absence de leurs parents, ces enfants sont naturellement confiés aux soins du Recteur et du Procureur de la République. Vous aurez

donc à vous concerter avec ce magistrat et avec le Conseil académique pour que les enfants dont il s'agit soient remis sans délai à leurs familles, ou confiés, avec votre autorisation, à une personne qui consentirait à s'en charger temporairement, et qui vous offrirait toutes les garanties nécessaires. Je n'ai pas besoin d'insister sur la nécessité de porter immédiatement à la connaissance du Ministre les faits de ce genre, dont la gravité ne vous échappera pas, avec l'indication des mesures que vous aurez cru devoir prendre.

L'art. 66 de la loi organique stipule une exception en faveur des *ministres des différents cultes reconnus*, qui, sans être soumis aux prescriptions de la loi, peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens au plus destinés aux écoles ecclésiastiques, sous la seule condition d'en faire la déclaration au recteur. L'art. 5 du décret du 20 décembre vous impose le devoir, quand vous recevrez une déclaration de ce genre, de vérifier si le ministre qui la dépose entre vos mains n'est ni interdit ni révoqué. L'interdiction ou la révocation lui enlèverait nécessairement la faculté dont il entendrait se prévaloir, la loi n'ayant eu évidemment en vue, pour la préparation des enfants aux écoles ecclésiastiques, que les ministres purs de toute censure. C'est encore là un point qui appelle, de votre part, une surveillance éclairée et sévère, parce qu'il est de notre devoir a tous d'opposer une barrière infranchissable à ces hommes qui, loin d'avoir le droit d'user des libertés reconnues par la loi d'enseignement, se sont mis volontairement en dehors des prévisions bienveillantes de cette loi.

C'est dans le même but de surveillance et de garantie pour les familles qu'il est enjoint par l'art. 6 du décret du 20 décembre, à chaque chef d'établissement particulier d'instruction secondaire, d'inscrire sur un registre spécial les noms, prénoms, date et lieu de naissance des répétiteurs ou surveillants qu'il emploie, avec l'indication des fonctions qu'ils remplissent.

Deux catégories d'individus doivent être absolument écartées des établissements d'instruction publique : ce sont ceux que la loi déclare incapables (art. 65) et ceux qui sont frappés d'interdiction (art. 68). L'incapacité et l'interdiction n'auront de conséquences sérieuses que si les autorités préposées à la surveillance de l'enseignement peuvent toujours s'assurer que les chefs d'établissements se sont conformés à la loi qui leur défend d'employer certaines personnes. Tel est l'objet du registre spécial prescrit par l'art. 6 du décret. Les chefs d'établissement n'y inscriront que les répétiteurs ou surveillants dont ils connaîtront avec certitude les antécédents, et ils sauront que leur négligence sur ce point les exposerait aux peines portées en l'art. 67 de la loi.

Il résulte également du décret du 5 décembre dernier, rendu en exécution de l'art. 78 de la loi du 15 mars 1850, que les étrangers ne peuvent être admis à exercer dans les établissements libres des fonctions de surveillance ou d'enseignement, que s'ils en ont obtenu l'autorisation du ministre, après avis du Conseil supérieur. C'est encore aux chefs d'établissements qu'il appartient de s'assurer que les étrangers qu'ils emploient ont satisfait aux conditions prescrites, et ils doivent pouvoir justifier, à toute réquisition des autorités, de leur exacte surveillance à cet égard. L'inscription de ces étrangers sur le registre spécial vous fera connaître les particularités relatives à leur nom ou au lieu de leur naissance, propres à décéler leur qualité ou à vous inspirer à cet égard des soupçons que vous approfondiriez au besoin, avec le concours des parquets.

Vous voudrez bien adresser immédiatement l'invitation, à chacun des chefs d'établissement particulier d'instruction secondaire de votre ressort, de se conformer aux prescriptions de l'art. 6 dans le délai d'un mois, en les prévenant que vous seriez dans l'obligation de déférer au Conseil académique ceux d'entre eux qui n'obtempéreraient pas à votre invitation. Ce délai expiré, le devoir des inspecteurs et des autres autorités préposées à la surveillance de l'enseignement sera d'exiger que le registre des répétiteurs et employés dans chaque établissement soit tenu constamment à jour, et qu'il contienne toutes les indications voulues par ledit article. Ils auront soin de vérifier avec la plus sévère exactitude la sincérité de ces indications,

et vous placerez leurs rapports sous les yeux du conseil académique, qui, dans les limites de ses attributions, prescrira telles mesures qu'il appartiendra.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes. E. DE PARIEU.

RAPPORT *au Président de la République, et décret concernant la retenue du vingtième à exercer sur le traitement des instituteurs publics* (du 5 janvier 1851) (1).

Monsieur le Président,

Depuis la promulgation de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, une retenue annuelle du vingtième est exercée sur le traitement des instituteurs publics.—Jusqu'à ce jour cette retenue n'a frappé que le traitement fixe de ces maîtres.—Le montant en a été versé dans les caisses d'épargne établies par la loi précitée.—La loi du 15 mars 1850, sur l'instruction publique, a modifié ces deux dernières dispositions.—D'une part, elle a remplacé (art. 38) les traitements fixes et éventuels des instituteurs publics par un traitement qui se compose :—1° d'un traitement fixe qui ne peut être inférieur à 200 fr.;—2° du produit de la rétribution scolaire;—3° d'un supplément accordé, s'il y a lieu, à tous ceux dont le traitement, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas 600 francs. D'un autre côté, la loi du 15 mars a décidé (art. 39) qu'une caisse des retraites serait substituée par un règlement d'administration publique aux caisses d'épargne des instituteurs. Un projet de loi général sur les retraites devant être présenté prochainement à l'Assemblée nationale, le règlement d'administration publique dont il est question a été ajourné. La conséquence nécessaire de ce fait est le maintien provisoire des caisses d'épargne, et la continuation du versement dans lesdites caisses de la retenue du vingtième faite sur le traitement des instituteurs. Cette mesure transitoire se justifie d'autant mieux, qu'en réalité les caisses d'épargne ne feront que recevoir d'avance les retenues dont profitera, suivant toute apparence, la caisse des retraites lorsqu'elle aura été établie.

Les conditions de traitement des instituteurs étant aujourd'hui complétement changées, ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, il reste à décider si la retenue s'exercera sur la totalité ou sur une partie seulement du traitement, tel qu'il est déterminé par l'article 38 précité de la loi du 15 mars dernier.—La section permanente du Conseil supérieur de l'instruction publique, consultée, a été d'avis que la retenue du vingtième opérée sur le traitement des instituteurs continuât à être versée dans la caisse d'épargne, et que cette retenue s'exerçât sur la totalité de ce traitement. Cette opinion m'a paru devoir être adoptée.

J'ai l'honneur, en conséquence, monsieur le Président, de soumettre à votre approbation un projet de décret qui a pour but de consacrer ces nouvelles dispositions.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

---

(1) Voy. la circulaire du 23 janvier 1851.

Paris. — Imprimerie Bonaventure et Ducessois,
55, quai des Augustins.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

DÉCRET *relatif à la retenue du vingtième à exercer sur le traitement des instituteurs publics.* (Du 5 janvier 1851.)

ART. 1er. A dater du 1er janvier 1851, la retenue annuelle du vingtième, qui n'était prélevée que sur le traitement fixe des instituteurs publics pour être versée dans les caisses d'épargne, portera sur le traitement de ces maîtres, tel qu'il est déterminé par l'article 38 de la loi du 15 mars 1850, lequel traitement se compose :—1° d'un traitement fixe qui ne peut être inférieur à 200 fr.;—2° du produit de la rétribution scolaire ;—3° d'un supplément accordé, s'il y a lieu, à tous ceux dont le traitement, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas 600 francs.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à MM. les Recteurs, relative aux subventions et encouragements qui peuvent être accordés aux établissements libres d'instruction secondaire.*

Paris, le 12 janvier 1851.

Monsieur le recteur, les dispositions combinées de l'art. 5, paragraphe 5, et de l'art. 69 de la loi du 15 mars, sur les secours et encouragements à accorder aux établissements libres d'instruction secondaire, peuvent donner lieu à plusieurs difficultés qui ont été, à l'occasion d'une question particulière, l'objet d'un examen sérieux de la part du conseil supérieur, dans sa dernière session, et sur lesquelles je dois, par conséquent, éclairer d'avance votre administration.

Il est un principe général qui domine l'attribution quelconque d'une partie de la fortune publique à un établissement particulier d'instruction secondaire, que cette attribution vienne d'une commune ou d'un département.

Les concessions, subventions, secours ou autres affectations de cette nature, sous quelque nom qu'elles soient désignées, ne doivent pas être examinées par l'autorité supérieure sous le rapport de leur influence et de leurs résultats pour l'instruction publique.

Si l'autorité administrative ordinaire est nécessairement appelée à approuver les subventions votées par les départements et par les communes en faveur des écoles libres, c'est donc également pour le ministre de l'instruction publique une obligation et un droit d'examiner les questions de cette nature à son point de vue particulier.

Le Conseil supérieur de l'instruction publique, pénétré de cette vérité, a même émis l'avis que, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'art. 5 de la loi organique, il devait être nécessairement consulté dans les cas de subventions, secours et encouragements à accorder aux établissements particuliers, soit qu'il s'agît d'un local à concéder ou d'une subvention purement pécuniaire à voter dans les termes de l'art. 69 de la loi.

Vous aurez donc à exiger, monsieur le recteur, que tout traité qui pourrait intervenir entre un conseil municipal ou un conseil général et un établissement libre d'instruction secondaire, par lequel une subvention en argent, un secours, une allocation de meubles, une affectation de bâtiments, serait attribuée à cet établissement, ne puisse être mis à exécution qu'après m'avoir été adressé, afin qu'il me soit loisible de le soumettre à un examen approfondi.

Les motifs de cette condition préalable sont faciles à saisir. Vous comprendrez sans peine combien il est convenable que les fonds des communes et des départements, les propriétés mobilières ou immobilières qui leur appartiennent, ne soient pas engagés dans une œuvre qui touche aux intérêts moraux de la société et de la jeunesse, sans que l'autorité à laquelle toute surveillance est confiée en cette matière ait été appelée à donner son avis.

Sans doute le budget des communes est soumis à l'approbation du préfet

ou du ministre de l'intérieur ; mais cet examen tutélaire ne doit porter (au moins d'une manière nécessaire) que sur les intérêts matériels de la commune. Les intérêts moraux, si graves en matière d'enseignement, ne pourraient, sans danger réel, être privés d'une garantie analogue. Du reste, on ne saurait voir dans cet examen une atteinte à la liberté des établissements privés, puisqu'il ne s'agit là que d'une question de haute tutelle administrative, touchant non au droit de former et d'étendre ces établissements, mais à l'emploi de fonds ayant une destination publique, emploi qui doit être dès lors soumis, de la part de l'Etat, à une surveillance particulière.

Si telle est la condition générale des concessions, secours et subventions, sous une dénomination quelconque, qui pourraient être consentis par les départements ou les communes, la question est d'une nature plus simple encore en ce qui touche les bâtiments compris dans l'attribution générale faite à l'Université par le décret du 11 décembre 1808, et dont il est question dans le dernier paragraphe de l'art. 69 de la loi.

Ces bâtiments ne peuvent être concédés à des établissements libres que par un décret dont la préparation doit essentiellement appartenir à l'administration de l'instruction publique ; mais, sous ce dernier rapport, des questions délicates peuvent se présenter à votre appréciation et être soulevées dans les conseils municipaux et académiques.

Telle commune, ayant l'intention de disposer d'un édifice en faveur d'un établissement libre, cherchera peut-être à se soustraire à l'application du paragraphe 3 de l'art. 69, en soutenant qu'elle est *propriétaire* de cet édifice et qu'elle peut en disposer sans être obligée d'obtenir un décret du pouvoir exécutif.

Les observations qui précèdent vous mettent à même de repousser ce que des prétentions semblables, en tant qu'elles tendraient à supprimer le contrôle de l'autorité centrale, auraient de prématuré et d'illégal, puisqu'en considérant la même commune comme propriétaire, l'examen de l'administration supérieure, tant du département de l'intérieur que de celui de l'instruction publique, est un préliminaire indispensable à toute concession.

Mais, pour bien comprendre la nature des questions qui peuvent se produire à cet égard, il n'est pas inutile de vous rappeler en peu de mots les difficultés auxquelles la propriété des bâtiments et édifices occupés par les lycées et colléges de l'université a donné lieu à plusieurs reprises. Ces difficultés sont nées de l'interprétation des décrets des 11 décembre 1808 et 9 avril 1811, qui semblaient avoir accordé simultanément et d'une manière contradictoire aux communes et à l'université les bâtiments et édifices consacrés au service de l'enseignement.

L'université a soutenu que le décret du 11 décembre 1808 lui attribuait un droit absolu de propriété sur tous les biens meubles immeubles dépendant des anciens colléges et universités devenus, par les lois révolutionnaires, la propriété de l'Etat ; et elle voyait dans les art. 168 et 169 du décret du 15 novembre 1811 la confirmation de son droit.

Les communes, au contraire, croyaient trouver dans le décret du 9 avril 1811 un droit à la propriété, sinon de tous les biens, au moins des édifices et bâtiments de ces mêmes colléges.

Les tribunaux administratifs et judiciaires ont eu à statuer sur plusieurs procès nés de ces prétentions opposées. Des décisions contradictoires ont été rendues. La Cour de cassation, par son arrêt en date du 6 mai 1844, a décidé la question de propriété en faveur des communes ; mais elle a reconnu, en même temps, que l'université avait sur ses édifices un droit d'usufruit qui lui permettait d'user sans contrôle de ces édifices pour le service de l'enseignement. Le conseil d'Etat, au contraire, saisi de la même question, le 22 août 1843, a pensé que l'université avait, non-seulement la jouissance, mais encore la propriété des édifices consacrés aux colléges.

Quelle que soit l'opinion à laquelle on se range, et soit qu'on refuse aux communes, avec le conseil d'Etat, la propriété des édifices pour l'attribuer à l'université, soit que, d'après la Cour de cassation, on ne reconnaisse à l'administration de l'instruction publique qu'un droit de jouissance illimitée, les conséquences, en ce qui concerne l'exécution de l'art. 69 de la loi du 15 mars, sont absolument les mêmes.

Dans l'une ou l'autre hypothèse, il faut, pour modifier l'affectation spéciale prescrite par le décret impérial du 11 décembre 1808, et pour la transporter à un établissement particulier, un décret du pouvoir exécutif. Les législateurs de 1850 ne l'ont pas entendu autrement : pourquoi, en effet, auraient-ils accordé au gouvernement de disposer temporairement, en faveur d'établissements particuliers, des bâtimens dévolus à l'université, si son droit de propriété, ou tout au moins son droit de jouissance illimité sur ces bâtiments, avait été anéanti par le décret postérieur du 9 avril 1811 ?

C'est, du reste, ce qu'a formellement reconnu le conseil supérieur, à l'égard de la concession des bâtiments de l'ancien collége communal de Mende par le conseil municipal de cette ville. Consulté à ce sujet, il a été d'avis que cette concession ne pouvait être régulièrement autorisée que par un décret du pouvoir exécutif, rendu sur le rapport du ministre de l'instruction publique.

D'après les diverses considérations qui précèdent, monsieur le recteur, vous comprendrez que vous manqueriez à un impérieux devoir si vous permettiez que des communes, soutenues même par des conseils académiques, et oubliant les principes qui viennent d'être exposés, disposassent, sans autorisation préalable, des bâtiments des anciens colléges communaux, et cela, soit qu'on considère ces bâtiments comme propriétés municipales ou comme propriété de l'Etat.

Vous devez apporter à des empiétements de cette nature (qui ne constitueraient pas l'usage, mais l'abus et l'excès d'une loi de liberté), la plus ferme résistance, sous quelque prétexte d'urgence ou de vœu public qu'ils se cachent. L'exactitude dans l'application d'une loi d'affranchissement est une garantie utile à tous les intérêts, mais surtout à la liberté elle-même.

Vous devez, d'ailleurs, appeler l'attention sérieuse des conseils académiques et des conseils municipaux sur les conséquences de ces concessions et sur les termes dans lesquels elles sont faites.

Sans entrer dans la prévision limitative des diverses dispositions qui peuvent faire l'objet des traités projetés par les autorités locales, je vous ferai remarquer que, si les communes ou les départements traitent avec une association, il faut que cette association ait une existence légale reconnue. Il faut aussi que le chef du futur établissement intervienne personnellement dans les traités de ce genre. S'il est seul responsable devant la loi, il est juste qu'il soit également responsable devant les pouvoirs qui le subventionnent des deniers publics.

Quant à cette subvention même, elle ne peut, aux termes de la loi, excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement. Le conseil académique, pour donner son avis en parfaite connaissance de cause, doit donc avoir sous les yeux le budget présumé des dépenses de l'établissement projeté : ce sera d'ailleurs pour lui un moyen d'en connaître l'organisation et d'en apprécier approximativement les résultats.

Vous pouvez, sous ce rapport, donner aux conseils municipaux qui vous consulteraient à ce sujet les plus utiles indications; car personne n'est mieux placé que vous pour connaître les conditions matérielles indispensables à la tenue d'un établissement d'instruction secondaire ; mais, dans tous les cas, il importe que vous vous efforciez de prémunir les autorités locales contre les dangers des engagements à trop long terme avec des établissements privés dont le succès peut ne pas répondre aux espérances qui ont accompagné leur début ou aux intentions de leurs fondateurs. Vous savez, d'ailleurs, qu'à l'égard de ces établissements, l'autorité publique n'est pas directement investie par la loi d'un droit de contrôle sérieux en ce qui concerne le mérite scientifique et littéraire de l'enseignement. Il n'est pas douteux, sous ce rapport, qu'il n'y ait pour les communes un grand intérêt à ce que les établissements auxquels, par leurs subventions, elles conféreraient, en réalité, un caractère *quasi public*, soient assujettis à une surveillance plus approfondie que celle qui résulte d'une inspection renfermée dans les limites si restreintes de l'hygiène, de la morale et des lois. Vous leur ferez comprendre cet intérêt, et peut-être

les trouverez-vous souvent disposées à attacher à leurs subventions la condition d'une surveillance plus étroite de la part de l'Etat, surveillance que votre caractère et les précédents de votre administration éclairée, paternelle et morale, rendraient d'ailleurs plus utile qu'onéreuse aux établissements qui y seraient assujettis.

Votre intervention pourra souvent se produire avec succès dans ce sens auprès des conseils municipaux et des conseils académiques, et vous seriez ainsi à même de surveiller plus particulièrement les établissements subventionnés, et d'éclairer impartialement plus tard les autorités locales et l'administration supérieure sur les résultats des subventions de cette nature et sur l'opportunité de les étendre ou de les continuer.

C'est par ces principes généraux que je vous invite à vous diriger au milieu des difficultés assez sérieuses que peut soulever l'application des art. 5, paragraphe 5, et 69 de la loi du 15 mars. Les rapports particuliers que vous m'adresserez nécessairement sur chaque affaire me permettront de vous donner des indications plus précises toutes les fois que le besoin s'en fera sentir. Il importe que vous vous prépariez dès aujourd'hui à faire régulariser la position des établissements particuliers de votre ressort qui sont en possession d'un bâtiment communal ou qui reçoivent une subvention sans la double intervention du ministre de l'intérieur et du ministre de l'instruction publique, comme aussi de ceux qui seraient installés sans un décret dans des bâtiments appartenant à l'université. Vous obtiendrez des conseils municipaux qu'ils vous fournissent tous les documents nécessaires pour éclairer ces situations diverses, et vous réclamerez à cet effet le concours de M. le préfet. Dès que chacune de ces affaires sera complétement instruite, vous en saisirez le conseil académique; vous me transmettrez immédiatement son avis avec les pièces à l'appui pour que je puisse les soumettre au conseil supérieur dans sa prochaine session et prendre une décision définitive.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes. E. DE PARIEU.

DÉCRET *relatif aux distinctions honorifiques en matière d'enseignement et statuant que les distinctions mentionnées en l'art.* 1er *du décret du* 9 *décembre* 1850 (1) *seront directement accordées par le ministre de l'instruction publique lorsqu'il s'agira des membres des Conseils académiques et de l'administration supérieure.* (Du 16 janvier 1851.)

Instructions aux recteurs, relatives à l'exécution des paragraphes 4 *et* 9 *de l'article* 10 *de la loi du* 15 *mars* 1850, *concernant la composition des Conseils académiques.*

Paris, le 20 janvier 1851.

Monsieur le recteur, l'exécution des paragraphes 4 et 9 de l'article 10 de la loi du 15 mars 1850, en vertu desquels MM. les préfets, les procureurs généraux et les procureurs de la république sont appelés à siéger au Conseil académique du ressort, a soulevé, dans quelques académies, des questions dont il m'a paru nécessaire de faire connaître la solution à MM. les recteurs, afin de prévenir toute difficulté à cet égard.

Le quatrième paragraphe de l'article précité, qui place le préfet ou son délégué au nombre des membres du Conseil académique, ne semblait pas pouvoir prêter à des interprétations erronées. Il est évident que la loi a voulu assurer à ce Conseil le concours du fonctionnaire qui est investi de l'autorité préfectorale, à titre définitif ou temporaire. Par conséquent, lorsque le préfet s'absente ou lorsque les fonctions de préfet sont vacantes, le secrétaire général ou le conseiller de préfecture chargé de l'intérim, exerçant toutes les attributions de ce magistrat, siége de droit au Conseil

---

(1) Voyez ce décret ci-dessus, p. 241.

académique tant que dure l'intérim. Le délégué du préfet ne doit alors y être admis qu'en cas d'absence ou d'empêchement du préfet intérimaire.

En ce qui concerne le neuvième paragraphe du même article, on a posé la question de savoir si les procureurs généraux et les procureurs de la république peuvent déléguer leurs substituts pour les remplacer dans le Conseil académique. Après avoir très-attentivement examiné cette question, de concert avec M. le ministre de la justice, j'ai reconnu qu'elle devait être résolue affirmativement. Il est dans le vœu de la loi du 15 mars 1850 que le ministère public soit toujours représenté au sein des Conseils académiques; et cette loi n'avait pas à lui conférer, comme à l'évêque et au préfet, le droit de nommer un délégué, parce qu'il existe pour le service des parquets des règles établies par des lois et des décrets antérieurs, en vertu desquels, en cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général doit être remplacé par le premier avocat général, et, à son défaut, par l'avocat général le plus ancien (loi du 20 avril 1810, article 47; décret du 6 juillet suivant, article 59); le procureur de la république, par son substitut ou par le plus ancien de ses substituts, ou, à défaut de substituts, par un juge ou par un suppléant (décret du 18 août 1810, articles 20 et 21). Le magistrat qui remplace auprès d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance le chef du parquet absent ou empêché est, de fait et de droit, procureur général ou procureur de la république par intérim. Ainsi, excepté à Paris, où l'article 11 de la loi du 15 mars 1850 autorise le procureur général près la cour d'appel à se faire, quoique présent, remplacer par un de ses substituts qu'il désigne, partout ailleurs l'ordre légal de remplacement des chefs de parquet sera observé pour la représentation du ministère public.

Je vous prie de communiquer cette circulaire au Conseil académique, et de veiller, en ce qui vous concerne, à ce que les instructions qu'elle contient soient suivies exactement.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

Circulaire aux recteurs, relative aux frais de tournée des inspecteurs de l'instruction primaire (1).

Paris, le 21 janvier 1851.

Monsieur le recteur, les dispositions de l'article 20 de la loi du 15 mars 1850, d'après lesquelles un inspecteur de l'enseignement primaire doit être placé dans chaque arrondissement, ont pour but de substituer à la surveillance exercée jusqu'ici, à des époques déterminées et fixées d'avance, sur les établissements d'instruction primaire, une surveillance permanente et, pour ainsi dire, de tous les instants. Une modification aussi importante dans l'organisation même de l'inspection devait nécessairement entraîner la révision des prescriptions réglementaires relatives aux tournées ou aux missions des inspecteurs. J'ai l'honneur de vous transmettre un arrêté, en date du 3 de ce mois, portant règlement de ce service.

En exécution de l'article 1er de ce règlement, je vous annonce que j'ai fixé à. . . . . la somme qui sera affectée, pour l'année 1851, au paiement des frais de tournée dans le département d. , . . .

Il vous appartient désormais exclusivement, monsieur le recteur, de dresser les états des tournées trimestrielles ordinaires, et de confier aux agents de l'inspection les missions extraordinaires que pourront justifier les besoins impérieux du service; c'est, par suite, à vous seul aussi, après avis du Conseil académique, que l'article 2 réserve la sous-répartition du crédit attribué à votre département. Je vous invite à m'adresser, sans délai, vos propositions pour cette sous-répartition.

Les chiffres en seront naturellement fixés d'après les besoins du service que vous pourrez prévoir, en tenant compte à la fois de la somme totale

---

(1) Voir l'arrêté relatif aux frais de tournée ci-dessus, p. 295.

allouée au département et aussi du montant de l'indemnité déterminée par l'article 6.

Je dois insister ici pour que vous fassiez connaître à MM. les inspecteurs que cette indemnité de 5 francs pour chaque jour consacré à l'inspection hors de la résidence remplacera à l'avenir pour eux les autres indemnités qui leur étaient allouées d'après l'ancien tarif, sans avoir égard ni au nombre des communes visitées, ni au nombre des kilomètres parcourus. L'article 2 vous laisse également, monsieur le recteur, l'appréciation des circonstances locales et des difficultés de parcours dont vous pourrez tenir compte, lorsqu'à la fin de chaque trimestre vous déterminerez le nombre de jours qui seront consacrés à chaque inspection, et que vous dresserez l'état des communes à visiter, conformément à l'article 3. L'article 4 impose à MM. les inspecteurs l'obligation d'inspecter, dans le cours du trimestre, toutes les écoles que vous leur aurez indiquées, sans qu'il leur soit permis, à moins d'autorisation spéciale, d'en visiter plus de deux par jour; mais aucun itinéraire ne leur doit être tracé d'avance : il importe, au contraire, que ces fonctionnaires puissent se rendre inopinément dans les communes faisant partie de l'inspection trimestrielle, et que toute latitude leur soit laissée, quant au choix des jours où ils feront leur inspection. Toutefois, pour assurer votre contrôle à cet égard, et aussi afin que vous soyez constamment au courant de tous les faits qui peuvent intéresser l'inspection primaire, il est prescrit à MM. les inspecteurs, par l'article 5 du règlement, de vous adresser sous bande un bulletin conforme au modèle ci-joint, constatant l'inspection de chaque école, le jour même où ils l'auront visitée. Ils ne devront jamais se dispenser de cette formalité : pour la tenir en vigueur, je vous invite même, lorsque vous ferez la liquidation des frais de tournée, à ne considérer comme inspectées que les communes pour lesquelles vous aurez reçu le bulletin précité.

Comme par le passé, l'article 7 accorde à MM. les inspecteurs une avance de 150 francs, qu'ils recevront de MM. les préfets, sur leurs frais de tournée, au commencement de chaque trimestre. Je désire qu'à ce sujet vous vous concertiez avec M. le préfet, de telle sorte que jamais MM. les inspecteurs ne se mettent en route avant d'avoir touché leur avance.

Ils auront à vous rendre compte de cette avance lorsque, à la fin de chaque tournée, ils vous transmettront en triple expédition, conformément à l'article 8, leurs états de frais, dressés d'après le second modèle ci-joint. Dès que vous aurez examiné ces états, suivant les indications de l'article 9, et que vous les aurez arrêtés, vous aurez soin de m'en adresser immédiatement une expédition; une autre sera envoyée par vos soins à M. le préfet, pour être jointe aux mandats de paiement; la troisième restera, à titre de renseignement, dans les bureaux de votre académie.

Lorsque les états de frais me seront parvenus, j'en ordonnancerai le solde au profit de ceux des inspecteurs dont la dépense, liquidée par vous, dépassera l'avance de 150 francs. Quant à ceux de ces fonctionnaires dont les états de frais ne s'élèveront pas à ce dernier chiffre, vous aurez à leur prescrire le reversement de l'excédant de l'avance restée sans emploi.

Il sera d'autant plus essentiel que ces reversements soient promptement effectués, que, d'après les règlements de comptabilité, MM. les inspecteurs à qui des reversements auront été prescrits sur les avances qu'ils auront reçues, pour un trimestre précédent, ne pourront recevoir une avance nouvelle qu'après avoir satisfait à l'ordre de reversement qui leur aura été notifié.

Vous trouverez ci-joint, monsieur le recteur, avec deux modèles à l'appui, plusieurs exemplaires de l'arrêté dont il s'agit. Vous voudrez bien transmettre un de ces exemplaires à chacun de MM. les inspecteurs de l'enseignement primaire, en les invitant à se conformer exactement aux dispositions qui y sont contenues.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, E. DE PARIEU.

Circulaire aux recteurs, relative à la retenue à exercer sur le traitement des instituteurs, et statuant que les écritures pour le service des caisses

d'épargne seront faites dans les bureaux de l'académie. (Du 23 janvier 1851 (1).)

Circulaire du ministre de la guerre aux généraux commandant les divisions et subdivisions territoriales, et aux intendants et sous-intendants militaires, ayant pour objet de rappeler les dispositions des lois et règlements relatifs aux exemptions du service militaire par suite d'engagements décennaux. (Du 24 janvier 1851 (2).)

Circulaire aux recteurs, relative à la fermeture des écoles indûment ouvertes.

Paris, le 4 février 1851.

Monsieur le recteur, les articles 29 et 66 de la loi du 15 mars 1850 établissent les peines qui doivent être infligées à quiconque aura ouvert, en contravention aux dispositions de la loi, un établissement d'instruction, soit primaire, soit secondaire.

Ces peines sont, pour une première contravention aux art. 25, 26 et 27 de la loi, une amende de 50 francs à 500 francs ; et, pour une première contravention à l'article 60, une amende de 100 francs à 1,000 francs. En cas de récidive, l'amende peut être portée de 100 fr. à 1,000 fr., et de 1,000 fr. à 3,000 fr., et le délinquant peut être condamné à un emprisonnement, soit de six jours à un mois, soit de quinze jours à un mois, selon qu'il a ouvert une école primaire ou secondaire.

Les tribunaux, ayant égard aux circonstances atténuantes, peuvent, en vertu de l'article 80 de la loi du 15 mars, abaisser l'amende ou la durée de l'emprisonnement, par application de l'article 463 du Code pénal.

Dans tous les cas, et quelle que soit la quotité de l'amende ou la durée de l'emprisonnement fixées par le tribunal correctionnel, l'école, aux termes des articles 29 et 66 de la loi du 15 mars, doit être fermée.

Déjà, monsieur le recteur, quelques tribunaux ont eu à faire l'application de la loi du 15 mars 1850, et, en prononçant la condamnation à l'amende encourue par les délinquants, ils se sont abstenus d'ordonner, par le même jugement, la fermeture des écoles indûment ouvertes. On a pensé, dans quelques localités, que ces jugements contenaient une lacune, et on m'a demandé s'il y avait lieu, soit d'en appeler, soit de faire fermer l'école par mesure administrative.

C'est ce dernier parti qu'il faut prendre ; c'est le seul que l'on puisse adopter. Les tribunaux ne doivent pas nécessairement ordonner la fermeture des écoles indûment ouvertes. Cette mesure de police n'est pas laissée à leur appréciation ; elle est formellement prescrite par la loi. Ainsi donc, lorsqu'une contravention a été constatée et réprimée par un jugement de tribunal, quelque indulgent qu'il se soit montré dans l'application de la peine, le jugement doit être suivi de la fermeture de l'école, par mesure administrative, c'est-à-dire sous l'autorité de M. le préfet, par les soins du maire de la commune ou du commissaire de police.

Je vous prie, monsieur le recteur, de vous entendre avec M. le préfet et avec M. le procureur de la république, pour adopter, de concert, les mesures propres à assurer, sous ce rapport, l'exécution de la loi.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, CH. GIRAUD.

Circulaire aux recteurs, relative à l'âge d'admission aux examens de capacité pour le brevet d'institutrice primaire, et statuant que les

---

(1) Voir le décret concernant la retenue à exercer sur le traitement des instituteurs, ci-dessus, p. 301.

(2) Voy. ci-dessus la circulaire du 18 décembre 1850, p. 242.

aspirantes au brevet de capacité seront admises, comme par le passé, à subir les épreuves exigées à l'âge de vingt ans accomplis. (Du 14 février 1851.)

Circulaire aux recteurs, sur les conditions auxquelles les étrangers sont admis à enseigner en France (1).

Paris, le 17 février 1851.

Monsieur le recteur, au moment où va s'ouvrir la session ordinaire du Conseil supérieur de l'instruction publique, je crois devoir appeler votre attention sur le règlement du 5 décembre dernier, rendu en exécution de l'article 78 de la loi du 15 mars, et dont vous trouverez ci-joint quelques exemplaires.

Ce règlement fixant les conditions auxquelles les étrangers peuvent être admis à enseigner en France, il importe que tout étranger qui, dans votre ressort académique, aurait l'intention de se livrer à l'enseignement libre, primaire ou secondaire, soit comme chef d'établissement, soit comme professeur ou surveillant, se mette à même d'obtenir l'autorisation exigée par l'article 1er.

L'étranger qui se proposerait de diriger un établissement libre, primaire ou secondaire, devra justifier d'abord qu'il est admis à jouir des droits civils, et avoir rempli les conditions énumérées dans l'article 25 ou dans l'article 60 de la loi. J'examinerai ensuite, après avoir pris l'avis du Conseil supérieur, et sur le vu des pièces que vous me transmettrez avec vos appréciations personnelles, s'il y a lieu de lui accorder l'autorisation spéciale qui lui est nécessaire.

Dans les cas prévus par les articles 2, 3 et 4 du règlement, vous aurez soin de recueillir tous les renseignements propres à justifier les exceptions réclamées.

L'autorisation spéciale étant toujours révocable, il convient de s'assurer si ceux qui l'ont obtenue continuent de s'en montrer dignes par la bonne direction qu'ils donnent à la jeunesse. Je vous invite, en conséquence, à soumettre à une surveillance particulière les établissements qui ont pour chefs des étrangers. Vous vérifierez, par des inspections fréquentes et complètes, si les prescriptions que vous aurez cru utile d'indiquer, dans l'intérêt de l'instruction et de l'éducation des enfants, ont été suivies; vous ne manquerez pas d'encourager les efforts des instituteurs étrangers, qui reconnaîtraient par des succès marqués l'hospitalité que nous leur accordons; mais aussi vous n'hésiterez pas à signaler à la juste sévérité de l'autorité supérieure ceux dont la direction morale ou intellectuelle pourrait compromettre sérieusement l'avenir des enfants. J'userai des pouvoirs que me donne l'article 1er, et je statuerai dans les formes voulues par le dernier paragraphe de cet article.

Vous devriez même, si l'urgence d'une telle mesure vous était démontrée, suspendre provisoirement le chef de l'établissement où de graves désordres viendraient à éclater, sous la condition de faire ratifier, sans délai, votre décision par le ministre de l'instruction publique.

Quant aux étrangers qui remplissent, dans des établissements libres d'instruction primaire ou secondaire, une fonction de surveillance ou d'enseignement, ils doivent également justifier d'une autorisation spéciale du ministre, après avis du Conseil supérieur. Vous voudrez bien prévenir par une circulaire tous les chefs d'établissements particuliers de votre ressort de cette obligation, afin que les maîtres étrangers qu'ils pourraient employer aient à se conformer immédiatement aux prescriptions du règlement. Il ne leur échappera pas que les précautions qu'il indique n'ont d'autre but que de les prémunir contre les surprises faites à leur bonne foi. En accordant leur confiance à des professeurs ou surveillants étrangers qui ne seraient pas pourvus de l'autorisation spéciale, ils s'exposent aux plus tristes décep-

---

(1) Voir le décret du 5 déc. 1850, ci-dessus, p. 240; et, de plus, la Circulaire du 7 juin 1851.

tions : ces maîtres n'offrent, en effet, aucune des garanties que le gouvernement a eu le devoir d'exiger de ceux qui ont obtenu de lui l'autorisation d'enseigner en France, et il peut arriver qu'ils entraînent, pour le chef qui les emploierait imprudemment, une lourde responsabilité. Aussi serait-il permis de considérer comme un désordre grave, dans le régime intérieur d'un établissement d'instruction, la violation du règlement du 5 décembre sur ce point important, et de déférer au Conseil académique le chef ou directeur qui s'en serait rendu coupable.

A l'appui de la demande d'une autorisation spéciale pour exercer des fonctions de surveillance ou d'enseignement dans un établissement particulier d'instruction publique, l'étranger devra joindre les pièces suivantes :

1° Un certificat constatant qu'il est admis à jouir des droits civils (1);

2° L'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix dernières années, le tout appuyé d'attestations émanées soit des autorités de son pays, soit des autorités françaises, et pouvant prouver la sincérité de ses déclarations.

Vous soumettrez ces différentes pièces à un contrôle sévère, et vous chercherez, soit par vos investigations personnelles, soit en réclamant le concours de M. le préfet, plus spécialement chargé de la surveillance des étrangers qui habitent le département, à vous éclairer sur la moralité du postulant, et sur le degré de confiance qu'il peut inspirer. Vous m'adresserez, pour chaque demande de cette nature, un rapport motivé, avec toutes les pièces à l'appui.

Il résulte de l'ensemble des dispositions du règlement du 5 décembre, que l'étranger qui n'est point admis à jouir des droits civils ne peut obtenir l'autorisation spéciale dont il s'agit : vous aurez donc soin d'écarter toutes les demandes des étrangers qui ne justifieraient pas de cette condition essentielle et préalable.

Vous remarquerez qu'il peut suffire, dans certains cas, à un étranger, d'être admis à jouir des droits civils pour obtenir l'autorisation de diriger un établissement particulier d'instruction, ou d'y être employé ; mais le règlement (art. 7) a été beaucoup plus loin lorsqu'il a eu en vue les établissements publics. Il n'a pas permis que l'étranger non naturalisé pût être nommé instituteur communal ou instituteur-adjoint dans une école publique, directeur ou maître-adjoint dans une école normale ; il lui interdit également la faculté d'obtenir une fonction quelconque, à titre définitif, dans les établissements publics d'instruction secondaire. L'Etat, en effet, ne doit admettre, dans les établissements qui lui appartiennent, que des fonctionnaires ayant le caractère et tous les priviléges du citoyen français. Vous êtes naturellement chargé de l'exécution de cette disposition importante, en ce qui concerne les instituteurs communaux et les instituteurs-adjoints des écoles publiques. Pour ces derniers, vous n'aurez qu'à refuser votre agrément, conformément à l'article 34 de la loi, à la nomination d'instituteurs-adjoints non naturalisés ; leur nomination sera dès lors non avenue. L'article 31 de la loi vous donne également, ainsi qu'au Conseil académique, les moyens d'empêcher la nomination d'instituteurs communaux qui n'auraient point obtenu des lettres de naturalisation : c'est de ne pas les porter sur la liste d'admissibilité et d'avancement. Quant aux étrangers qui seraient nommés irrégulièrement par les conseils municipaux, en vertu du droit de présentation réservé aux supérieurs des congrégations religieuses et aux consistoires, l'institution ministérielle leur sera nécessairement refusée sur votre proposition.

Le règlement du 5 décembre 1850, en soumettant, conformément au vœu de la loi, les étrangers qui veulent enseigner en France, à l'autorisation préalable, s'est uniquement proposé de protéger les établissements publics ou particuliers contre ces aventuriers sans patrie qui n'oseraient pas rendre compte de leurs antécédents. Le Gouvernement sera désormais responsable, devant les familles, de l'exercice du pouvoir protecteur qu'il tient de la loi.

---

(1) L'article 1er du décret n'oblige pas les *professeurs* ou *surveillants* à cette condition. La circulaire va ici plus loin que le décret.

Vous êtes nécessairement appelé, monsieur le recteur, à partager sa responsabilité et à l'aider dans cette surveillance, qu'il n'entend rendre ni tracassière ni oppressive, mais qu'il veut vigilante et forte. Je compte, à cet égard, sur votre patriotisme et sur votre fermeté, et je ne doute pas que, si vous croyez devoir saisir volontiers l'occasion d'encourager les entreprises sérieuses et loyales formées par des étrangers, vous vous opposerez énergiquement aux menées de ceux qui, à l'abri de l'hospitalité que nous leur accordons, chercheraient à pervertir la jeunesse.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, CH. GIRAUD.

Instruction aux recteurs, relative aux examens des institutrices et à l'inspection des écoles de filles (10 *mars* 1851).

Monsieur le recteur, le règlement général sur les écoles de filles, soumis en ce moment aux délibérations du Conseil supérieur de l'instruction publique, ne peut être publié avant la prochaine session des commissions chargées d'examiner les aspirantes au brevet de capacité. Il importe cependant de ne pas ajourner ces examens; l'intérêt de l'instruction primaire et l'intérêt des jeunes personnes qui se destinent à l'enseignement exigent qu'en attendant le règlement, il ne soit apporté aucune interruption dans le service.

Je crois, en conséquence, devoir vous inviter à faire procéder, comme par le passé, aux examens dont il s'agit par les anciennes commissions, conformément aux prescriptions de l'ordonnance du 23 juin 1836 (1), laquelle ordonnance doit être exécutée jusqu'à la promulgation du nouveau règlement dans toutes les dispositions qui ne sont pas contraires à la loi. Vous remarquerez notamment qu'aux termes de l'art. 49, les examens ne doivent pas avoir lieu publiquement, et que les aspirantes ne peuvent être interrogées que sur les matières énoncées dans les articles 23 et 48 de la loi. Vous n'oublierez pas, enfin, qu'en vertu des paragraphes 4 et 5 de l'article 46, les aspirantes ne doivent être examinées sur les matières énoncées en la deuxième partie de l'article 23 que si elles en font la demande.

Le principe ci-dessus posé, en ce qui concerne les examens, doit être suivi en ce qui concerne la surveillance et l'inspection. En décidant qu'un nouveau règlement déterminera les limites et la forme de cette inspection, la loi n'a pas entendu soustraire immédiatement des établissements si intéressants à la surveillance de l'autorité. Tant qu'un nouveau mode ne sera pas adopté, les anciennes règles devront être suivies toutes les fois

---

(1) « Les brevets seront délivrés après des épreuves soutenues devant une commission nommée par notre ministre de l'instruction publique, et conformément à un programme déterminé par le Conseil royal.

« Aucune postulante ne sera admise devant la commission d'examen, si elle n'est âgée de vingt ans. Elle sera tenue de présenter : 1° son acte de naissance ; si elle est mariée, l'acte de célébration de son mariage ; si elle est veuve, l'acte de décès de son mari ; 2° un certificat de bonne vie et mœurs, délivré, sur l'attestation de trois conseillers municipaux, par le maire de la commune ou de chacune des communes où elle aura résidé depuis trois ans.

« A Paris, le certificat sera délivré, sur l'attestation de trois notables, par le maire de l'arrondissement municipal ou de chacun des arrondissements municipaux où l'impétrante aura résidé depuis trois ans. » (*Ordonnance du 23 juin 1836, art. 5 et 6.*)

Le programme des matières de l'examen dont il est parlé en l'article 5 de l'ordonnance du 23 juin 1836, se trouve modifié par les nouvelles dispositions de la loi organique du 15 mars 1850. Conformément aux articles 48 et 23 de la nouvelle loi, l'examen ne doit porter que sur les matières suivantes : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de langue française, le calcul, et le système légal des poids et mesures.

qu'elles ne seront pas contraires aux dispositions de la nouvelle loi. Je dois ajouter que cette surveillance et cette inspection doivent s'exercer avec les précautions, les ménagements et les réserves qui étaient prescrits par les instructions ministérielles. En vous conformant au principe posé au commencement de cette lettre, et que je viens de rappeler, en rapprochant avec soin les dispositions de l'ordonnance du 23 juin 1836 des prescriptions de la loi du 15 mars 1850, immédiatement applicables aux écoles de filles, vous ne risquerez de vous tromper ni sur l'étendue des pouvoirs du Conseil académique, ni sur les vôtres, ni sur les droits d'inspection et de surveillance de MM. les inspecteurs d'arrondissement et délégués cantonaux.

J'ai lieu d'espérer, au surplus, monsieur le recteur, que cette situation provisoire, et par conséquent difficile, ne se prolongera pas au delà de la prochaine session du Conseil supérieur de l'instruction publique.

Le Ministre de l'instr. publ. et des cultes, CH. GIRAUD.

CULTE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes (M. Rouher chargé par intérim) aux préfets, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice* 1851 (*du* 28 *septembre* 1851) (1)

CULTE. — CONSEILS GÉNÉRAUX.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (*M.* de Crouseilhes) *aux préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session sur les objets concernant les cultes* (*du* 6 *octobre* 1851) (2)

DIMANCHES ET FÊTES. — TRAVAUX PUBLICS. — SUSPENSION.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre des travaux publics aux préfets, relative à l'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés pour les ouvriers employés au compte de l'administration* (3).

Paris, le 14 novembre 1851.

« Monsieur le Préfet, par une circulaire du 20 mars 1849, j'ai prescrit pour les ateliers dépendant du ministère des travaux publics le repos

---

(1) Voyez le texte d'une Circulaire analogue, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 300 ; voy. aussi vol. 1850, p. 287.

(2) Voy. *Bulletin*, vol. 1849, p. 300.

(3) Voy. la première Circulaire du même ministre sur le même sujet, à

du dimanche pour les ouvriers employés à la journée, et rappelé à tous les chefs de service qu'en s'occupant des moyens d'accroître le développement des travaux publics et particuliers, le gouvernement n'entendait pas négliger la condition de l'amélioration morale chez l'ouvrier et la satisfaction des besoins de l'intelligence, au double point de vue de l'hygiène et de la moralité.

« J'attache une grande importance à ce que les prescriptions de ma circulaire soient observées. Je vous en adresse ci-joint un nouvel exemplaire, et je vous rappelle que, dans les circonstances exceptionnelles où une dérogation est indispensable, vous devez réclamer les autorisations nécessaires assez à temps pour que l'autorité compétente puisse en reconnaître l'opportunité.

« En remettant ces dispositions sous vos yeux, je dois vous faire connaître mon intention de donner à cette mesure toute l'extension compatible avec les nécessités du service. Ainsi, dans la rédaction des cahiers des charges contenant les travaux à adjuger, vous devrez à l'avenir introduire une clause qui interdise aux entrepreneurs le travail le dimanche et les jours fériés, à moins qu'une autorisation régulière n'ait été accordée pour des motifs que l'autorité administrative appréciera.

« Je vous invite à m'accuser réception de la présente circulaire, et à me rendre compte des dispositions que vous aurez prises pour en assurer l'exécution.

« Le gouvernement, en adoptant une pareille mesure, entend respecter les existences légitimes du service et de la liberté de ceux qu'il emploie ; mais il s'honorera toujours en donnant de haut l'exemple de ce respect traditionnel qui s'est de tout temps attaché au jour consacré par les lois religieuses au repos, au culte, à la famille,

« Agréez, etc. »

LACROSSE.

Jurisprudence.

FONCTIONS ECCLÉSIASTIQUES. — EXERCICE EN PAYS ÉTRANGER. — AUTORISATION DU GOUVERNEMENT.

L'article 17 du Code civil, qui porte que la qualité de Français se perd par l'acceptation non autorisée de fonctions publiques conférées par

---

la date du 20 mars 1849 (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 145) ; une Circulaire analogue de M. le préfet de Maine-et-Loire, vol. 1850, p. 323. Voy. aussi, sur la nécessité de la loi du repos des dimanches et fêtes et l'état actuel de la législation sur ce point, la dissertation de M. Gaudry, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris ; et le rapport de M. de Montalembert sur le même sujet, vol. 1851, p. 51 et suivantes.

un Gouvernement étranger, est-il applicable aux Français qui sont appelés à remplir en pays étranger les fonctions de curés catholiques? En d'autres termes, un prêtre français peut-il exercer les fonctions de curé ou desservant en pays étranger sans l'autorisation du Gouvernement, et sans que l'exercice de ces fonctions n'entraîne contre lui la privation des droits civils en France?

Ces questions ont été examinées dans un rapport présenté à M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes par M. le directeur général de l'administration des cultes, le 9 août 1848, et elles ont été résolues en ce sens que l'art. 17 du Code civil n'est pas applicable à l'acceptation en pays étanger des fonctions ecclésiastiques, et que, par suite, un prêtre catholique n'a pas besoin de l'autorisation du Gouvernement pour les exercer.

Voici les termes de ce rapport :

Monsieur le Ministre,

M. le Ministre des affaires étrangères vous a communiqué une lettre que M. l'Abbé Bernard Messerschmidt, natif de Buhl (canton de Seltz, département du Bas-Rhin), a écrite à M. le Ministre de la République à Berne pour lui demander s'il a besoin de l'autorisation du Gouvernement pour accepter, sans perdre la qualité de Français, le titre de desservant dont il exerce provisoirement les fonctions à Planfayon, canton de Fribourg, en Suisse; il vous a exprimé en même temps le désir de connaître votre opinion sur cette question.

L'art. 17 du Code civil paragraphe 2 porte que la qualité de Français se perd par l'acceptation, non autorisée, de *fonctions publiques conférées par un Gouvernement étranger* (1). D'après la jurisprudence, les desservants ne sont pas considérés comme des fonctionnaires publics, ils n'exercent pas des *fonctions publiques* dans le sens qui est attaché à ces mots par la loi civile; de plus il est à remarquer que le titre de desservant est conféré par l'Évêque diocésain, et non pas par le Gouvernement. Sous ce double rapport, l'art. 17 du Code civil ne me paraît pas devoir être appliqué aux desservants en général, et en particulier à M. l'Abbé Messerschmidt.

Un décret du 7 janvier 1808 (2) a décidé, il est vrai, qu'en exécu-

---

(1) Voici le texte de cet article :

« La qualité de Français se perdra : 1° par la naturalisation en pays « étranger; 2° par l'acceptation, non autorisée par le roi, de fonctions pu- « bliques conférées par un Gouvernement étranger; 3° enfin par tout éta- « blissement fait en pays étranger, sans esprit de retour. Les établissements « de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits « sans esprit de retour. » (Art. 17 du Code civil,)

(2) Ce décret est ainsi conçu :

« Art. 1. En exécution de l'art. 17 du Code Napoléon, nul ecclésiastique « français ne pourra poursuivre ni accepter la collation d'un évêché *in par-* « *tibus*, faite par le pape s'il n'y a été préalablement autorisé par nous, « sur le rapport de notre ministre des cultes.

tion de cet article, nul ecclésiastique français ne peut poursuivre ni accepter la collation d'un évêché *in partibus*, faite par le Pape, s'il n'y a été préalablement autorisé par le Gouvernement français; mais la haute dignité de l'épiscopat et l'institution donnée par le Pape, qui est à la fois le chef de l'Église catholique et le souverain d'un État temporel, expliquent cette disposition exceptionnelle, qui ne saurait être étendue à des cas qu'elle n'a pas prévus.

Au reste, la question dont il s'agit a déjà été résolue dans le même sens par les tribunaux. Il résulte d'un arrêt de la Cour d'Appel de Nimes du 22 février 1816 et d'un arrêt de la Cour de Cassation du 17 novembre 1818, qu'un Français peut exercer des fonctions ecclésiastiques en pays étrangers sans l'autorisation du Gouvernement Français, et que l'exercice de ces fonctions n'entraîne pas contre lui la privation des droits civils en France (1).

M. le Ministre de la République à Berne a demandé en outre des instructions générales sur la question de savoir si, et jusqu'à quel point, l'art. 17 du Code civil est applicable aux Français qui sont appelés à remplir soit définitivement, soit temporairement, en Suisse, les fonctions de curés catholiques, de pasteurs protestants, de rabbins.

D'après les motifs ci-dessus exposés, cet article ne me semble pouvoir être invoqué qu'à l'égard des titres ecclésiastiques conférés par le Gouvernement Suisse ; mais comme la question est présentée d'une manière générale, et qu'elle concerne des ministres des différents cultes, elle me paraît assez grave pour être soumise à l'examen de la section de l'intérieur et de l'Instruction publique du Conseil d'État.

J'ai l'honneur de vous proposer en conséquence, M. le Ministre, de lui renvoyer le présent rapport avec la dépêche de M. le Ministre des affaires étrangères et la lettre qui y est jointe.

Le Directeur général de l'administration des Cultes. E. DURIEU.

Le comité de l'intérieur et de l'instruction publique du conseil d'État, appelé à se prononcer sur ces questions, a rendu l'avis suivant :

Les membres du conseil d'État composant le comité de l'intérieur et de l'instruction publique qui, sur le renvoi ordonné par M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes, ont pris connaissance d'un rapport concluant à l'examen de la question suivante :

« Art. 2. Nul ecclésiastique français, nommé à un évêché *in partibus*, « conformément aux dispositions de l'art. précédent, ne pourra recevoir la « consécration avant que ses bulles n'aient été examinées en conseil d'Etat, « et que nous en ayons permis la publication. »

(1) La Cour de cassation a encore jugé depuis que l'acceptation par une femme du titre de chanoinesse dans un chapitre étranger ne lui fait pas perdre la qualité de Française, ces fonctions se rattachant exclusivement au culte. (Arrêt de la Cour de cassation, du 15 nov. 1836, rapporté dans Devilleneuve, vol. 1836, 1re partie, p. 937.)

« L'art. 17 du Code civil est-il applicable aux Français qui sont appelés à remplir en pays étranger les fonctions de curés catholiques, de pasteurs protestants et de rabbins ? »

Sont d'avis que toutes les fois que l'autorisation sera demandée avant l'acceptation des susdites fonctions, il n'y aura pas lieu, pour l'autorité supérieure, de la refuser d'une manière générale, sans motifs allégués ;

Que cette autorisation aura d'ailleurs l'avantage de prévenir toutes contestations pour l'avenir ;

Quant aux conséquences du défaut d'autorisation et à la perte ou à la conservation de la qualité de Français, le comité fait observer que les contestations d'état et les questions y relatives sortant de la compétence du conseil d'État et rentrant dans le juridiction des tribunaux ordinaires, il n'y a pas lieu par le conseil d'État de donner un avis sur l'application dans le cas soumis de l'art. 17 du Code civil.

(*Avis du comité de l'intérieur et de l'instruction publique du conseil d'État, du* 31 *aout* 1848.)

Questions proposées.

De la Location et de la Concession des Bancs dans les Églises.

SUITE (1).

VII.—*Mode d'exploitation des bancs et places.*

Les fabriques ont trois moyens légaux d'exploiter les bancs et places des églises ; elles peuvent les louer, comme les chaises, soit par le mode de régie, soit par le mode de mise en ferme avec adjudication aux enchères ; elles peuvent enfin les concéder directement aux fidèles, suivant les conditions déterminées par le décret du 30 décembre 1809.

VIII.—*Location par régie et location par mise en ferme.*

La mise en régie des bancs consiste à préposer une ou plusieurs personnes à leur exploitation pour le propre compte de la fabrique, et à faire toucher par ces personnes, à chaque office, le prix fixé par le conseil pour l'occupation de chaque place de banc.

La mise en ferme consiste à affermer ces bancs à un ou plusieurs individus qui les sous-louent aux fidèles, moyennant une rétribution qui doit être fixée par le tarif. Cette rétribution est ordinairement

---

(1) Voy. ci-dessus, p. 269.

payable par chaque office, mais elle peut l'être aussi par mois ou par année, selon l'usage des lieux.

Quand une fabrique s'arrête à l'un ou à l'autre de ces deux modes, elle doit dresser le tarif du prix des bancs comme elle le fait pour les chaises. Ce tarif est indispensable, d'abord parce qu'il est prescrit par la loi, et ensuite parce que, s'il n'existait pas, le fermier des bancs pourrait impunément faire payer aux paroissiens une rétribution trop élevée, et les éloigner peut-être par ce moyen de la fréquentation des offices. D'ailleurs la location des bancs par régie ou par mise en ferme est faite d'après les mêmes règles que la location des chaises. Les formalités à remplir sont les mêmes pour la fixation du tarif et pour la manière de procéder. Ces formalités ont été indiquées ci-dessus, p. 211 et suivantes, et nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter.

La mise en régie, et surtout la mise en ferme des bancs ne sont pas généralement très-usitées, ces deux modes d'exploitation étant plus spécialement appliqués à la location des chaises.

IX.—*Concessions directes faites aux fidèles.*

Le mode de concessions faites directement aux fidèles est à peu près partout suivi, et c'est aussi pour lui que le décret du 30 décembre 1809 a tracé les règles spéciales qui régissent aujourd'hui cette matière.

Aux termes des art. 68 et 72 de ce décret, ces concessions peuvent être faites ou par bail, pour une prestation annuelle pendant un temps déterminé; ou au prix d'un capital, ou d'un immeuble, pour un temps déterminé ou indéterminé, mais qui ne doit pas dépasser la vie des concessionnaires; ou enfin pour un temps plus long que la vie de ceux qui les obtiennent.

Il suit de là que la législation actuelle reconnaît trois sortes de concessions : les concessions *temporaires*, les concessions *viagères* et les concessions faites *à la famille*.

Les concessions temporaires sont de véritables locations; elles peuvent être consenties pour un an, deux ans, trois ans, six ans, neuf ans, dix-huit ans, ou même pour un temps plus long. Elles sont ordinairement faites moyennant une redevance annuelle que le locataire ou concessionnaire s'engage à payer, mais elles pourraient l'être aussi pour un capital ou pour un immeuble qui serait donné à la fabrique. (Art. 68 du décret du 30 décembre 1809.)

Les concessions viagères s'expliquent d'elles-mêmes. Il est de leur essence de durer autant que la vie de ceux à qui elles sont faites. Elles sont consenties par la fabrique pour un capital ou pour un immeuble auxquels le concessionnaire ajoute quelquefois une redevance annuelle.

Quant aux concessions faites à la famille, elles n'ont lieu que dans

certains cas déterminés. Elles sont autorisées par l'art. 72 du décret du 30 décembre 1809, en faveur du fondateur ou du bienfaiteur d'une église et de sa famille tant qu'elle existera.

Quelques auteurs ont cru pouvoir désigner ces dernières concessions sous la dénomination de *concessions perpétuelles*. En considérant la nature du droit qu'elles confèrent, il est difficile de leur reconnaître le caractère de perpétuité, au moins dans le sens que l'on attache ordinairement à ce mot; et la raison en est bien simple, c'est que la famille à l'existence de laquelle elles sont attachées n'est point perpétuelle, et que, pouvant s'éteindre, elles sont nécessairement soumises à la même éventualité. Nous constatons d'ailleurs que le législateur a soigneusement évité de leur donner une pareille qualification. D'où nous concluons que s'il admet des concessions faites pour la vie de la famille, dans les limites qu'il prescrit, il ne reconnaît point en principe de *concessions perpétuelles*.

Parmi les trois modes de concession que nous venons d'indiquer, les fabriques choisiront celui qui conviendra le mieux à leurs intérêts. Les concessions à la famille sont toujours fort avantageuses, parce qu'elles ne peuvent être accordées qu'après des bienfaits notables faits à l'église, mais elles sont exceptionnelles, et il est fort rare que les fabriques aient à choisir entre elles et les concessions ordinaires. Le choix à faire entre les concessions viagères et les concessions temporaires peut dépendre des circonstances et des lieux. Il est cependant un fait que nous devons signaler : c'est que de l'avis de tous les auteurs qui ont examiné la question au point de vue de la pratique, ce ne sont pas les concessions à vie qui présentent le plus d'avantage. Ces concessions, en effet, se font le plus souvent moyennant un capital une fois donné. Or, voici ce qui arrive : ce capital est dépensé immédiatement. et les fabriques se trouvent ainsi privées annuellement de la rétribution périodique de leurs bancs. Si la somme donnée était placée en rente sur l'État, cet inconvénient n'existerait plus, mais les choses ne se passent pas toujours ainsi. D'un autre côté, les paroissiens sont beaucoup plus disposés à payer leurs places à l'année qu'à débourser d'un seul coup une somme fixe pour toute leur vie. Il y a enfin un autre inconvénient, c'est que ces concessions créent pour les fabriques une servitude incommode, en ce qu'elles les gênent dans les changements ou modifications qu'elles jugeraient à propos de faire dans l'église pendant la durée de la concession.

D'après cela, les fabriques ne doivent point hésiter à choisir, en règle générale, les concessions temporaires par bail pour une prestation annuelle, parce que, à la différence des concessions viagères, elles facilitent la concurrence qui amène presque toujours une augmentation dans le taux de la redevance.

Il y a un grand nombre de paroisses où les locations par prestations annuelles sont faites pour un an ; mais pour éviter ces renou-

vellements trop fréquents, rien n'empêche de leur donner une durée de trois, six ou neuf années.

Les formalités et les conditions des concessions, ainsi que l'autorité qui doit les autoriser, sont différentes suivant qu'il s'agit ou d'une concession temporaire pour une prestation annuelle, ou d'une concession viagère, au prix d'un capital ou d'un immeuble, ou enfin d'une concession à la famille.

X.—CONCESSIONS PAR BAIL POUR UNE PRESTATION ANNUELLE. —FORMALITÉS.

Le premier soin d'une fabrique qui veut régulièrement louer les bancs et places de l'église, c'est d'arrêter en conseil de fabrique un règlement général concernant les locations ou concessions qu'elle peut être appelée à en faire. Dans ce règlement, qui n'est autre chose qu'un cahier des conditions et charges auxquelles ces locations et concessions seront consenties, elle indiquera les formalités à remplir par les paroissiens pour les obtenir. Au nombre des clauses les plus importantes à insérer, il faut placer celle relative au paiement du prix de la concession du banc. Le recouvement de ce prix n'est pas toujours facile, et l'on voit encore dans plus d'une paroisse des locataires ou concessionnaires de bancs refuser d'en payer la rétribution et continuer néanmoins d'en jouir paisiblement. Ces abus sont intolérables, parce qu'ils contraignent la fabrique d'avoir recours à des poursuites judiciaires toujours fort dispendieuses, et qu'ils les empêchent de louer ces bancs à des paroissiens plus exacts. Pour les prévenir, il convient de stipuler que le prix de la location ou concession de chaque banc sera payé tous les ans, d'avance, à une époque déterminée, entre les mains du trésorier; qu'à défaut par le concessionnaire d'avoir fait ce paiement au jour fixé, la concession sera résiliée de plein droit; que le concessionnaire sera déchu de son droit et que son banc sera immédiatement remis en adjudication; qu'enfin ce concessionnaire sera, à cet égard, constitué en demeure sans qu'il soit besoin d'aucun acte, et par la seule échéance du terme.

Cette clause n'a rien d'illégal, et quand elle a été insérée dans le cahier des charges, elle doit recevoir son exécution; par suite, si elle se réalise, la concession est résolue de plein droit par le seul défaut de paiement au terme convenu, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la justice pour faire prononcer cette résiliation. (Consultation insérée au *Bulletin*, vol. 1851, p. 89.)

La fabrique stipulera aussi que nul ne pourra être concessionnaire d'une place ou d'un banc dans l'église, s'il ne réside habituellement dans la paroisse; que la location sera résiliée, s'il vient à la quitter sans y conserver de résidence; que s'il est nécessaire d'apporter quelque changement dans le placement et la distribution des bancs, la fabrique aura le droit de le faire sans que les

concessionnaires puissent y former opposition, ni réclamer aucune diminution du prix de leur location; que les réparations locatives des bancs concédés seront à la charge des concessionnaires; que l'effet des concessions ne sera jamais, lors même que le banc aurait été construit par le concessionnaire, d'en enlever la propriété à la fabrique, qui, à l'expiration du terme de la concession, pourra toujours le louer à d'autres, sans être tenue à aucun remboursement envers les précédents concessionnaires.

Il y a des paroisses où les fabriques, dans le but de s'indemniser des dépenses qu'elles ont faites pour la construction ou la réparation des bancs, stipulent que chaque adjudicataire sera tenu de payer, avec la première annuité, une somme fixe qui est entièrement indépendante de la rétribution annuelle. Cette clause est excellente, mais il n'est pas toujours possible de la faire agréer par les personnes qui se présentent comme concessionnaires. Elle peut d'ailleurs s'appliquer à toutes les concessions et locations des bancs d'églises.

Parmi les clauses dont nous venons de parler, il y en a plusieurs dont l'absence ne priverait point la fabrique du bénéfice qu'elles lui confèrent, mais il est toujours bon de ne les point omettre, parce que lorsqu'elles sont consignées dans le cahier des charges, les concessionnaires n'ont plus aucun prétexte pour s'y soustraire.

Le règlement concernant la location ou concession des bancs doit rester affiché à la porte de la sacristie (1).

---

(1) Voici un modèle de ce règlement :

Règlement pour les concessions de bancs, places, et tribunes dans l'église de.....

Art. 1er. Les bancs et places de l'église de... seront loués, à la demande des fidèles, pour un temps qui ne pourra être moindre d'une année, ni plus long que la vie des concessionnaires.

2. Les personnes qui voudront obtenir la concession d'un banc, d'une tribune ou autre place vacante dans l'église devront adresser leur demande, écrite sur papier timbré, au bureau des Marguilliers, et faire offre de payer, pendant le temps de cette concession, une prestation annuelle qui sera au moins de... francs. La demande devra contenir la désignation de la place ou le nº du banc, ainsi que la durée de la concession.

3. La demande sera publiée pendant trois dimanches, et affichée à la porte de la sacristie pendant un mois, afin que chacun puisse demander la préférence par une offre plus avantageuse. Cette offre devra être faite par écrit et dans la même forme que la demande elle-même. A l'expiration du délai d'un mois, la concession sera accordée à celui des demandeurs dont l'offre aura été agréée par le conseil de fabrique.

4. Le prix de location sera payé annuellement et d'avance entre les mains du trésorier de la fabrique. Le premier paiement deviendra exigible du jour même de l'adjudication, et les paiements subséquents à pareil jour de chacune des autres années comprises dans le bail. A défaut de paiement dans le mois qui suivra l'échéance annuelle, le conseil de fabrique pourra, s'il le juge à propos, faire procéder à la relocation de la place ou du banc dont la redevance n'aurait pas été acquittée. Le droit de retour sera acquis par la simple annonce, au prône de la messe paroissiale, de la vacance du banc

Voyons maintenant ce qui est à faire par les personnes qui désirent obtenir une concession de banc par bail pour une prestation annuelle.

Celui qui a l'intention de devenir locataire d'une place ou d'un banc dans l'église doit en adresser la demande au bureau des marguilliers ainsi que cela est prescrit par l'art. 69 du décret du 30 déc. 1809. Dans cette demande, qui doit être écrite sur papier timbré, il aura soin d'indiquer la période de temps pour laquelle il se propose de louer le banc, la redevance annuelle qu'il offre de payer pour cette location, et enfin l'obligation par lui prise de se soumettre à toutes les conditions exprimées dans le règlement arrêté par la fabrique (1).

---

ou de la place non payée, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire, et sauf néanmoins l'exercice de tous droits pour l'acquit du loyer couru juqu'au dit jour.

5. Nul ne pourra être concessionnaire de place ou de banc dans l'église, s'il ne réside habituellement dans la paroisse sans y conserver de résidence.

6. Les frais de renouvellement des bancs loués, lorsqu'il en sera besoin, seront à la charge de la fabrique, mais les réparations locatives seront faites par l'adjudicataire et à ses frais.

7. S'il était jugé convenable d'apporter quelques changements dans le placement et la distribution des bancs, les concessionnaires ne pourraient y former aucune opposition, ni réclamer aucune diminution du prix de location. Toutefois s'il résultait pour eux de ce changement un préjudice notable, ils auraient droit à la résiliation du bail, mais sans pouvoir prétendre à indemnité

8. Il ne pourra être fait de sous-location. Tout concessionnaire pourra néanmoins admettre une ou plusieurs personnes à la jouissance d'une partie de son banc, après en avoir obtenu l'agrément du bureau des Marguilliers.

9. La fabrique ne garantit aux concessionnaires la jouissance de leurs places que pour les seuls offices paroissiaux, et la concession n'empêchera point qu'au besoin les places concédées restent libres pour les catéchismes, exercices de confrérie, mariages, enterrements, etc.

10. Indépendamment des locations qui seront faites pour une prestation annuelle, des concessions pourront être accordées au prix d'un capital ou d'un immeuble, sauf l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 69 et 71 du décret du 30 déc. 1809.

11. L'effet des concessions ne sera jamais, lors même que le banc ou la tribune concédés auraient été construits par le concessionnaire, d'en enlever la propriété à la fabrique. A l'expiration du terme de la concession, la fabrique pourra les louer à d'autres, si bon lui semble, sans être tenue à aucun remboursement envers les précédents concessionnaires.

12. Les frais d'enregistrement du procès-verbal d'adjudication seront à la charge de l'adjudicataire.

13. Le présent règlement approuvé par le conseil de fabrique de l'église de..., sera affiché à la porte de la sacristie, et mis en vigueur à partir du. ...

Fait à... le... mil huit cent...

Les membres du conseil de fabrique. (*Signatures.*)

(1) *Modèle d'une demande de concession de banc.* (Cette demande doit être sur papier timbré.)

Je soussigné N..., demeurant à..., désirant obtenir, pour moi et pour ma famille la jouissance d'un banc dans l'église de..., prie MM. les membres du bureau des Marguilliers de ladite église de m'accorder pour... années consécutives, la concession du banc portant le n° , lequel est vacant en ce

Après avoir reçu cette demande, le bureau la fait publier par trois dimanches consécutifs et afficher pendant un mois à la porte de l'église (1), afin que chacun puisse obtenir la préférence par une offre plus avantageuse (*art.* 69 *du décret du* 30 *déc.* 1809) (2). A la fin du mois, le bureau fait son rapport verbalement ou par écrit au conseil de fabrique; celui-ci délibère sur les offres reçues, et, s'il est d'avis de les accepter, il le déclare dans sa délibération et autorise le bureau à adjuger le banc à l'impétrant. (3)

---

moment, m'engageant à payer annuellement et d'avance entre les mains du trésorier de la fabrique, pour prix et pendant la durée de ladite concession, la somme de,.., et à me conformer aux dispositions du règlement spécial concernant les concessionnaires des bancs et places de l'église.

A... le... 18... (*Signatures.*)

(1) Voici un modèle de cette affiche :

Affiche d'une demande de concession de banc.

Fabrique de l'église paroissiale de...

Le Marguillier trésorier porte à la connaissance des paroissiens qu'il a été fait demande de concession pour... années, et moyennant une prestation annuelle de... francs, du banc de l'église portant le n° qui est vacant en ce moment.

Les personnes qui voudraient obtenir la préférence par une offre plus avantageuse sont invitées à déposer leur enchère au bureau de la fabrique avant le... prochain, époque à laquelle aura lieu l'adjudication.

Fait à... le... 18.. (*Signature.*

(2) *Modèle d'enchère faite après l'affiche et la publication d'une demande de concession de banc.* (Sur papier timbré.)

Je soussigné N..., demeurant à .., voulant me porter enchérisseur à la concession du banc de l'église, n° , offre de payer à la fabrique pour ladite concession, dont la durée serait de... une prestation annuelle de... francs. Je déclare adhérer aux dispositions du règlement spécial de la fabrique concernant les concessions de places ou de bancs dans l'église.

A... le... 18... (*Signature.*)

(3) Cette délibération peut être ainsi conçue :

Avis du conseil de fabrique sur une demande de concession de banc.

Le conseil de fabrique de l'église de...

Vu la demande présentée le..., par le sieur N..., tendant à obtenir la concession pour... années, et moyennant une prestation annuelle de... francs, du banc de l'église portant le n° .

Vu également l'offre faite, en suite des affiches et publications, par le sieur N..., de payer pour concession du dit banc à son profit, pendant... années, le prix annuel de... francs.

(*Si cette enchère n'avait point été faite, le conseil supprimerait ce paragraphe et dirait :* Attendu qu'après affiches et publications dans les formes voulues, il n'a été fait aucune offre plus avantageuse.)

Ouï le rapport du bureau des Marguilliers, accepte la soumission du sieur N..., comme étant la plus avantageuse pour la fabrique, et autorise le bureau des Marguilliers à lui donner acte de la concession qui lui est consentie.

Fait en séance le... 18... (*Signatures.*)

Nous ferons remarquer qu'il n'est besoin d'aucune autorisation, ni de celle de l'évêque, ni de celle du préfet, pour valider la concession, parce que l'art. 70 du décret de 1809 déclare formellement que la délibération du conseil relative à cette concession est un titre suffisant pour autoriser le bureau à la faire. Mais il n'en doit être ainsi que lorsque le bail ne dépasse pas la durée ordinaire des baux que les fabriques sont autorisées à consentir, c'est-à-dire trois, six, neuf à dix-huit années.

L'adjudication est ensuite prononcée en séance publique par le bureau des marguilliers, et il en est dressé un procès-verbal, qui doit être signé par le concessionnaire et par les membres du bureau (1).

C'est cet acte qui constitue le titre de concession. Il n'est pas nécessaire qu'il en soit passé un nouveau devant notaire, ainsi que nous l'avons dit en parlant des chaises, mais il doit être enregistré dans le délai de vingt jours à partir de la date de l'adjudication. (Voy. ci-dessus, page 218.)

Quelquefois, le bureau des marguilliers se contente d'inscrire l'acte de concession au bas même de la demande du concessionnaire. Cela se peut sans contrevenir aux lois sur le timbre. (2) (Voy. *le Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, page 281.)

---

(1) Voici la formule ordinaire de ce procès-verbal:

Procès-verbal d'adjudication d'un banc.

L'an..., le..., nous membres du bureau de la fabrique de l'église de..., réunis en séance publique pour, en suite des affiches et publications ordonnées par la loi, procéder à l'adjudication de la location du banc de l'église portant le n°...; adjudication autorisée par délibération du conseil en date du.. ;

Vu les demande et soumission faites le (date) par M..., et attendu que dans le délai fixé par les affiches il n'a été fait aucune offre plus avantageuse que celle du soumissionnaire,

Déclarons M... adjudicataire de la concession du banc désigné ci-dessus, pour trois années consécutives qui commenceront le présent jour ,moyennant la somme de.... que ledit sieur .. s'engage à payer annuellement et d'avance, en un seul terme, et à la charge par lui de se conformer aux dispositions du règlement arrêté par le conseil le... et dont lecture a été donnée à l'ouverture de la séance.

Et a ledit sieur..., présent et ce acceptant, signé avec nous le présent procès-verbal qui sera, à ses frais, soumis à la formalité de l'enregistrement dans le délai de vingt jours.

Fait à... les jour, mois et an susdits.

(*Signature de l'adjudicataire.*) (*Signature des membres du bureau.*)

(2) *Modèle d'un acte de concession de banc* (au bas de la demande).

Le bureau des Marguilliers de l'église de..., vu la demande ci-dessus et la délibération du conseil de fabrique, en date du..., relative à ladite demande; fait concession à M..., propriétaire, demeurant à..., par bail pour... années consécutives, à partir du présent jour, du banc de l'église portant le n°. ., à la charge par ledit sieur..., qui déclare s'y soumettre, de payer annuellement et d'avance entre les mains du trésorier de la fabrique, pour prix de concession, la somme de..., et de se conformer en outre aux dispositions du règlement général arrêté par le conseil de fabrique le...

Fait en séance, à... le... mil huit cent.

(*Signature du concessionnaire.*) (*Signature des membres du bureau.*)

Les bancs et places devant, d'après ce que nous venons de dire, être loués par le bureau des marguilliers, avec l'autorisation du conseil de fabrique, toute concession ou adjudication qui serait faite par le curé ou desservant seul serait illégale, et ne pourrait être reconnue. C'est ce qui a été décidé par le ministre des affaires ecclésiastiques, dans une lettre du 13 mars 1819.

XI.—CONCESSIONS MOYENNANT LE DON D'UN CAPITAL OU D'UN IMMEUBLE. —FORMALITÉS.

Les concessions moyennant un capital ou un immeuble peuvent être faites pour un temps déterminé, mais elles peuvent l'être aussi pour un temps indéterminé, pourvu que ce temps *ne dépasse* pas la vie des concessionnaires. On les appelle dans ce dernier cas concessions viagères. D'ailleurs, quel que soit le temps de leur durée, il y a lieu, pour les faire, de procéder en ce qui concerne la demande du concessionnaire, sa publication et son affiche à la porte de l'église, comme en matière de concession par bail pour une prestation annuelle. (Art. 69 du décret (1).)

S'il s'agit d'un immeuble, le bureau le fait évaluer en capital et en revenu (2); cette évaluation est comprise dans les affiches et les publications, afin que les paroissiens puissent juger de la valeur de l'offre et enchérir si bon leur semble (art. 68 et 69 du décret). Le bureau fait également son rapport au conseil de fabrique, qui donne

---

(1) Pour la demande de concession, l'affiche de cette demande et les enchères qui peuvent en être la suite, voyez les modèles ci-dessus, page 320.

(2) La loi en prescrivant au bureau des Marguilliers de faire évaluer l'immeuble offert, en capital et en revenu, lui a par là même laissé le choix de la personne pour remplir cette mission. Quand il s'agit d'une pièce de terre, il est d'usage de désigner un géomètre, parce qu'il faut en apprécier la contenance. Lorsque c'est une maison ou tout autre bâtiment qui est offert, c'est un architecte ou un entrepreneur de bâtiments, ou un maître maçon qu'il convient de nommer. Mais ce n'est cependant point une obligation légale pour le bureau, qui pourrait désigner un propriétaire ou toute autre personne du pays qui lui paraîtrait avoir les connaissances requises pour cet objet.

Procès-verbal d'évaluation de l'immeuble offert pour prix d'une concession de banc.

Ce jourd'hui... du mois de... de l'année 18..., je soussigné... géomètre, demeurant à..., expert nommé par délibération du bureau des Marguilliers de l'église de..., en date du..., pour faire l'estimation d'un terrain en nature de..., situé à.. , offert à la dite église par M..., pour prix d'une concession de banc, me suis transporté sur ledit terrain au mesurage et à l'évaluation duquel j'ai procédé.

L'opération étant terminée, j'ai reconnu que le terrain présente une contenance de... hectares... ares...centiares. J'ai consulté ensuite les renseignements que j'avais recueillis à l'avance, tant sur le prix de vente que sur le prix de location des terres de cette situation, et j'ai estimé le terrain donné à l'église, en capital à la somme de... par hectare, soit en totalité à..., et en revenu à la somme de... par année.

En foi de quoi j'ai rédigé le présent procès-verbal.

Fait à... les jour, mois et an susdits. (*Signature.*)

son avis (1). Mais sa délibération ne suffit plus pour autoriser la concession : cette concession devant être soumise à l'approbation civile, la fabrique transmet sa délibération à l'évêque et au préfet. L'autorisation est ensuite accordée comme en matière de dons et legs, c'est-à-dire qu'elle est donnée par le préfet si le capital est au-dessous de 300 fr.; et s'il s'agit d'une valeur mobilière excédant cette somme, ou d'un immeuble, il faut un décret du chef du pouvoir exécutif ; les pièces sont alors transmises par le préfet au ministre des cultes, qui provoque le décret qui doit autoriser la concession. (Art. 71 du décret du 30 déc. 1809.)

L'acte de concession, portant en même temps donation au profit de la fabrique, doit être passé devant notaire ; et il y est fait mention de l'arrêté du préfet ou de l'acte du gouvernement qui autorise la concession.

(*La suite à la prochaine livraison.*) DE CHAMPEAUX.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Décembre.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers (art. 22 du décret du 30 déc. 1809). Préparation, dans cette séance, des affaires qu'il peut y avoir lieu de soumettre à l'examen du conseil de fabrique dans la session du mois de janvier prochain.

Nous rappellerons l'observation que nous avons faite les années précédentes, à la même époque, au sujet de l'inventaire du mobilier des archevêchés et évêchés. Aux termes de l'art. 5 de l'ordonnance royale du 7 avril 1819, de l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1829 et des ordonnances des 3 février 1830 et 4 janvier 1832, il doit être procédé à la fin de chaque année au récolement

---

(1) *Modèle d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession au prix d'un capital ou d'un immeuble.*

L'an... (voy. pour le préambule le modèle du procès-verbal inséré dans le *Bulletin*, vol. 1849 page 284).

Le conseil, vu la demande de M..., tendant à ce qu'il lui soit fait concession viagère du banc portant le n°... dans l'église paroissiale, moyennant le don au profit de la fabrique d'un immeuble situé à..., en nature de..., de la contenance de... ares ,

Vu le procès-verbal d'expertise dressé le... par M..., nommé par le bureau des Marguilliers pour procéder à l'évaluation de l'immeuble offert pour prix de la concession ;

Est d'avis d'accorder au dit sieur... la concession viagère du banc ci-dessus désigné, moyennant la donation offerte en sa demande, et, en conséquence, d'autoriser le bureau des Marguilliers à souscrire conjointement avec ledit sieur... un acte authentique de cette concession,

Fait et délibéré à... les jour, mois et an susdits. (*Signatures.*)

annuel de ce mobilier. Ce récolement se fait par les soins du préfet ou d'un conseiller de préfecture désigné par lui, assisté de deux membres du conseil général désignés d'avance par le conseil, concurremment avec l'évêque titulaire, ou, en cas de vacance du siége, avec le vicaire capitulaire administrateur du diocèse (art. 5 de l'ordon. du 7 avril 1819). Suivant le même article, le procès-verbal de cette opération doit contenir l'évaluation des sommes jugées nécessaires, soit pour les nouveaux achats de meubles, soit pour l'entretien annuel de l'ameublement.

Jusqu'en 1836, il avait été d'usage, et les circulaires ministérielles des 22 mars 1831 et 1er déc. 1832 en avaient même imposé l'obligation aux préfets, de dresser tous les ans l'état complet en forme d'inventaire de tous les objets composant l'ameublement des évêchés. Mais une modification a été apportée à cet état de choses par une circulaire ministérielle du 29 nov, 1835. On a reconnu que cette partie des écritures pouvait être supprimée, lorsque cet état ne devait être que la copie littérale de celui de l'année précédente, sauf les cas de mutation prévus par l'art. 5 de l'ordonn. du 7 avril 1819. Hors ce cas, il suffit d'un procès-verbal constatant la représentation exacte des objets décrits au précédent inventaire approuvé *(Circ. du ministre de la justice et des cultes des* 29 *nov.* 1835 *et* 25 *nov.* 1837*)*. Les inventaires et récolements du mobilier des archevêchés et évêchés sont faits sur papier libre et sans frais.

Nous ne parlerons point ici du récolement annuel de l'inventaire du mobilier des églises qui est ordinairement fait à la suite de la séance de Quasimodo, après la réorganisation du bureau des marguilliers (Voy. le *Bulletin*, vol. 1849, p. 85; vol. 1850, p. 78). Cette époque n'est cependant point indiquée formellement par la loi. Dès lors, il peut exister des paroisses où cette formalité n'a pas été remplie. S'il en est ainsi, nous engageons MM. les marguilliers à y procéder à la fin de cette année, à la suite de leur séance du mois de décembre. Ces inventaires ou récolements doivent, comme ceux du mobilier des évêchés, être faits sur papier libre et sans frais (art. 55 et 81 du décret du 30 déc. 1809). Ils doivent toujours être signés par le curé et par le président du bureau.

Quoique la loi ne dise point qu'il sera procédé à un récolement lors de l'installation d'un nouveau curé, nous croyons que dans l'intérêt même du titulaire cette formalité ne doit pas être négligée.

Nous espérons d'ailleurs publier prochainement, sur l'impor-

tance et l'utilité de ces inventaires ainsi que de ceux des titres et documents de la fabrique, un article développé que nous accompagnerons des modèles de ces actes.

Chronique.

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

— Par une ordonnance, en date du 28 octobre dernier, monseigneur Parisis, nouvel évêque d'Arras, a formé plusieurs conseils pour l'aider dans l'administration de son diocèse.

Le premier qui se rattache à cette administration se compose des vicaires généraux qui sont : MM. Parenty, Proyart, Favrel, de La Tour-d'Auvergne et Des Billiers. MM. Favrel et de La Tour-d'Auvergne sont seuls agréés par le gouvernement. Mais MM. les vicaires généraux ont tous les mêmes pouvoirs, qui sont ceux de l'évêque. Cependant, pour mieux partager les travaux entre tous, chacun d'eux est spécialement chargé d'une partie de ce qui se rattache au gouvernement de ce diocèse.

On aura donc à s'adresser à M. Parenty pour les legs et fondations, les érections de succursales, le contentieux des fabriques, etc.; à M. Proyart, pour les confréries, reliques, indulgences, calvaires, chemins de croix, et en général pour tout ce qui concerne les pratiques de dévotion; à M, Favrel pour les points de liturgie et pour tous les cas de dispenses; à MM. Des Billiers et de La Tour-d'Auvergne pour les budgets et comptes des églises.

Après avoir constitué ce conseil d'administration, le savant évêque établit le tribunal de son officialité, non-seulement pour décider ce qui se rapporte aux causes matrimoniales, mais aussi et surtout pour juger dans les formes canoniques les causes du contentieux. M. Favrel est nommé official; MM Herbet et Liévin, assesseurs; M. Fréchon, promoteur; M. Lequette, directeur au grand séminaire, vice-promoteur; M. Teruinck, secrétaire.

Sa Grandeur établit en outre un conseil des cas de conscience destiné à maintenir l'uniformité dans les principes de morale, et une commission chargée du choix de l'édition de plain-chant qui sera adoptée pour le diocèse revenu à la liturgie romaine.

— Monseigneur l'évêque de Grenoble a adressé aux fidèles de son diocèse un mandement autorisant l'érection d'un nouveau sanctuaire à Marie, sur la montagne de la Salette.

— Le 18 de ce mois, il a été célébré un synode diocésain dans l'église métropolitaine de Toulouse pour la promulgation des décrets du concile de cette province tenu l'année dernière au mois de

septembre

— La société des Missions-Etrangères, qui tout récemment encore a été illustrée par le martyre de M. Shœffler au Tong-King, et la mort de M. Vachal dans les prisons de Yûu-Nâu, vient de faire partir deux nouveaux missionnaires pour la Malaisie : ce sont MM. Contant, du diocèse de Besançon, et Delpech, du diocèse de Montauban. Le premier est destiné à évangéliser les sauvages de la presqu'île malaise; le second se rend au séminaire général que la société possède dans l'île de Polo-Pinang pour la haute éducation du clergé indigène. Ces deux messieurs se sont embarqués à Londres le 27 du mois d'octobre.

PAPES D'ORIGINE FRANÇAISE, EU ÉGARD AUX LIMITES ACTUELLES DE LA FRANCE.

Sylvestre II (Gerbert) naquit à Aurillac, aujourd'hui chef-lieu du département du Cantal, ancienne Auvergne. Il fut d'abord moine bénédictin du monastère de Saint-Géraud, puis abbé de Robio, en Piémont. Il devint archevêque de Reims, puis déposé en 994, et élu archevêque de Ravenne. Élu pape en 999, il régna quatre ans et un mois.

Léon IX (saint) (Brunon), né à Habsbourg sur la frontière de la Lorraine, de l'Alsace et du Palatinat, parent de l'empereur Henri III, cousin de Gérard, duc de la Haute-Lorraine. D'abord bénédictin, puis évêque de Toul, élu pape en 1049, mort en 1054.

Étienne X (Julien Frédéric), prince de la maison de Lorraine, allié aux maisons régnantes de France et d'Allemagne, moine du Mont-Cassin, cardinal du titre de Saint-Chrysogone, élu pape en 1059, mort en 1081.

Urbain II (Otton ou Odon), né à Chatillon-sur-Marne), aujourd'hui département de la Marne, ancienne Champagne, chanoine et archidiacre de Reims, cardinal-évêque d'Ostie, élu pape en 1088, mort en 1099.

Calixte II (Guido ou Guy de Bourgogne), né à Quingey (à ce qu'on croit), entre Salins et Besançon, aujourd'hui département du Doubs, fils de Guillaume surnommé *Tête-Hardie*, comte de Bourgogne, fut moine bénédictin, puis archevêque de Vienne en Dauphiné. Élu pape en 1119, mort en 1124.

Urbain IV (Jacques-Pantaléon), né à Troyes, aujourd'hui chef-lieu du département de l'Aube, ancienne Champagne. D'abord archidiacre de Laon, puis de Liége, évêque de Verdun, élu pape en 1261, mort en 1264.

Clément IV (Foulques le Gros ou Guy Foulquois), né à Saint-Gilles, aujourd'hui département du Gard, ancien Languedoc, successivement militaire, jurisconsulte, secrétaire de saint-Louis, marié, père de famille, veuf, prêtre chanoine, archidiacre, évêque, cardinal. Il fut élu pape en 1265, mort en 1268.

Martin IV, que l'on nomme aussi Martin II (Simon de Brion), naquit, selon Artaud de Montor, à Montpensier en Touraine, et, selon d'autres auteurs, à Montpincé en Brie, aujourd'hui département de Seine-et-Marne. Nous inclinons vers le premier sentiment. D'abord chanoine régulier de Saint-Martin-de-Tours, puis garde-des-sceaux

de saint Louis, nommé cardinal par Urbain II, légat du pape en France, élu pape en 1281, mort en 1285.

Clément V (Bertrand de Got), né à Villondreau, dans le diocèse de Bordeaux, aujourd'hui département de la Gironde, évêque de Comminge, puis archevêque de Bordeaux, élu pape en 1305, mort en 1314.

Jean XXII (Jacques d'Euse), né à Cahors, aujourd'hui chef-lieu du département du Lot, ancien Querci, évêque de Fréjus, puis d'Avignon, cardinal évêque de Porto, élu pape en 1316, mort en 1334.

Benoît XII (Fournier de Nove ou de Nouveau), né à Saverdun, aujourd'hui département de l'Ariége, ancien comté de Foix, d'abord religieux de l'ordre de Cîteaux, puis abbé de Fontfrède, évêque de Pamiers, ensuite de Mirepoix, cardinal du titre de Saint-Prisque, connu sous le nom de cardinal Blanc, à cause de l'habit de son ordre, élu pape en 1334, mort en 1342.

Clément VI (Pierre Roger de Beaufort), né à Maumont (et non Manmont, comme dit Artaud de Montor), château du diocèse de Tulle, aujourd'hui département de la Corrèze, ancien Limousin, bénédictin de la Chaise-Dieu, en Auvergne, puis professeur de théologie à Paris, proviseur de la Sorbonne, abbé de Fécamp, nonce à Londres et à Paris, évêque d'Arras et en même temps garde-des-sceaux du roi, ensuite archevêque de Sens et de Rouen, cardinal du titre des SS. Nérée et Achillée, élu pape en 1342, mort en 1352.

Innocent VI) (Étienne Aubert), né à Brissac, près de Pompadour, dans le diocèse de Tulle, d'abord professeur de droit civil, puis auditeur de Rote, évêque de Noyon et de Clermont, cardinal du titre des SS. Jean et Paul, élu pape en 1352, mort en 1362.

Urbain V (Guillaume de Grimoard), né au château de Grisac, près de Florac, dans le diocèse de Mende, ancien Gévaudan, bénédictin à Chirac, même diocèse, professeur à Montpellier, Toulouse, Paris et Avignon, vicaire-général d'Uzès et de Clermont, abbé de Saint-Germain d'Auxerre et de Saint-Victor de Marseille, légat d'Innocent VI à Naples, élu pape en 1362, sans avoir été cardinal, mort en odeur de sainteté en 1370.

Grégoire XI (Pierre-Roger de Beaufort), neveu de Clément VI, dont il portait les prénoms et le nom, naquit à Maumont (et non pas à Marmont, comme le dit Artaud, qui, plus haut, a donné le nom de Maumort à ce château), diocèse de Tulle, ancien Limousin. D'abord chanoine de Paris, puis archidiacre de Rouen, enfin cardinal-diacre, créé par son oncle Clément VI, quoique le neveu n'eût que 17 ans, élu pape le 30 décembre 1370, mort en 1378.

Sur ces seize papes, sept ont appartenu à l'ordre des bénédictins. Six de ces pontifes ont acquis une grande célébrité. Ce sont Sylvestre II, Urbain II, Urbain IV, Clément V, Jean XXII et Urbain V.

Les diocèses qui s'honorent aujourd'hui d'avoir été le berceau de ces souverains-pontifes sont ceux de Saint-Flour, Reims, Besançon, Troyes, Nîmes, Tours, Bordeaux, Cahors, Pamiers, Tulle, qui en a vu naître trois, et Mende. Le diocèse natal de saint Léon IX, d'Etienne X et de Nicolas II, ne peut être précisé, à cause de l'incertitude du lieu de la naissance de ces papes.

Cinq de ces pontifes moururent à Rome, Sylvestre II, saint Léon IX, Urbain II et Calixte II. Deux à Florence, Etienne X et Nicolas II. Deux à Pérouse, Urbain IV et Martin IV. Un à Viterbe, Clément IV. Un à Carpentras, Clément V. Cinq à Avignon, Jean XXII, Benoît XII, Clément VI, Innocent VI et Urbain V.

L'abbé PASCAL.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

Questions proposées.

De la Location et de la Concession des Bancs dans les Églises.

SUITE (1).

XII. *La fabrique peut-elle concéder un banc pour la vie du concessionnaire et celle de ses enfants ?*

Il faut distinguer. Si le concessionnaire n'est point marié à l'époque de la concession, ou si étant marié, il n'a point d'enfant, une semblable concession serait contraire au décret du 30 décembre 1809. Elle dépasserait évidemment les limites d'une concession viagère, qui ne doit jamais être plus longue que la vie même du concessionnaire.

Mais si au moment de la concession le demandeur avait ses enfants, et s'il avait stipulé pour lui et pour eux tout à la fois en les faisant dénommer dans l'acte, cette concession serait valable. Chaque enfant serait par ce moyen constitué concessionnaire, et il n'y aurait après tout dans cette concession qu'une concession viagère sur plusieurs têtes, ce qui n'est nullement réprouvé par le décret.

Telle est l'opinion émise par Mgr Affre (*Traité de l'administration temporelle des paroisses*, p. 315) : « Quoique les concessions faites « sur la tête de plusieurs personnes, dit cet auteur, ne soient pas les « plus utiles à la fabrique, cependant elles ne seraient point nulles. « Ainsi, un habitant pourrait se faire concéder un banc, à lui, à sa « femme et à ses enfants, pourvu que leurs noms fussent portés dans « l'acte de concession. Mais comme le droit de chacun de ces indi- « vidus expire avec la vie, une concession de ce genre serait bien « gênante, et nous ne pouvons la conseiller. » Cette opinion est aussi celle professée par M. l'abbé André dans son *Cours de législation ecclésiastique*, p. 215.

Par une conséquence des règles que nous venons d'énoncer, on doit considérer comme contraires au décret les concessions où l'on stipule que le banc sera possédé par les enfants à perpétuité, avec un droit de mutation. Ces sortes de concessions, qui sont en usage dans quelques provinces, sont nulles quand elles ont été faites par la fabrique seule et sans autorisation.

Mais par qui cette nullité doit-elle être prononcée? Est-ce par les tribunaux civils, ou par l'autorité administrative? Une ordonnance rendue en conseil d'État, le 31 décembre 1837, a décidé que c'était

(1) Voyez ci-dessus, pages 260 et 315.

par les tribunaux, l'autorité administrative devant se borner à refuser son autorisation.

Dans tous les cas, des concessions ainsi frappées de nullité ne font point obstacle à ce qu'il soit immédiatement procédé à une nouvelle adjudication des mêmes bancs, ainsi que l'a également jugé l'ordonnance du conseil d'État que nous venons de citer (1).

XIII. *Un particulier pourrait-il louer plusieurs bancs lorsqu'il ne fait point de sous-location ?*

Sous l'ancien régime, il ne pouvait être concédé qu'un seul banc à la même personne et au même chef de famille. Telles étaient les dispositions des règlements des 2 avril 1737 pour la paroisse de Saint-

---

(1) Voici le texte de cette ordonnance, avec les circonstances dans lesquelles elle est intervenue ; nos lecteurs y verront qu'elle décide affirmativement une autre question fort importante, c'est celle de savoir si les adjudications des concessions de bancs, soit temporaires, soit viagères, peuvent être faites par la voie des enchères publiques, au lieu de l'être par la voie des soumissions écrites.

Une nouvelle église ayant été construite à Sennecy-le-Grand, diocèse d'Autun, en remplacement de celle qui avait servi précédemment au service paroissial, le conseil de fabrique vota la construction et l'amodiation des bancs à placer dans le nouvel édifice.

L'intention de la fabrique avait été de concéder à perpétuité la jouissance de ces bancs moyennant un capital et une redevance annuelle. Cette redevance devait servir aux besoins ordinaires de l'établissement, et le montant des capitaux payés pour prix d'adjudication était destiné à couvrir les dépenses occasionnées par la construction des bancs. Dans les affiches et annonces, la double condition imposée par le conseil de fabrique fut exprimée, mais le cahier des charges omit de faire mention de la redevance annuelle. Cependant, les adjudicataires des bancs ne se prévalurent pas d'abord de cette omission : ce ne fut que plus tard que quelques-uns d'entre eux l'invoquèrent à l'appui de leur refus de payer le prix annuel de leur jouissance.

Le recours aux voies de droit, pour forcer ces refus, donna lieu au comité consultatif de l'arrondissement d'examiner la régularité des opérations du conseil de fabrique, et ce comité reconnut que les adjudications de bancs étaient nulles, comme faites contrairement aux prescriptions du décret du 30 décembre 1809.

Pour sortir de ces irrégularités, et se procurer en même temps les ressources nécessaires au paiement des indemnités qui devaient être la conséquence de l'annulation des concessions antérieures, le conseil de fabrique demanda au ministre des cultes : 1° de déclarer les adjudications nulles et comme non avenues ; 2° d'autoriser la fabrique à procéder, par voie d'adjudication aux enchères publiques à de nouvelles concessions à vie ; 3° d'autoriser l'emprunt d'une somme de 5,000 fr. pour aider à indemniser les adjudicataires dépossédés.

Le ministre de la justice et des cultes, après avoir pris l'avis de l'évêque d'Autun et du préfet de Saône-et-Loire, pensa que les concessions à perpétuité faites par la fabrique de Sennecy-le-Grand, sans l'autorisation préalable prescrite par le décret du 30 décembre 1809, étaient évidemment nulles, mais qu'il appartenait exclusivement aux tribunaux de prononcer la nullité ou la validité des actes passés au nom des établissements publics, qui rentrent, sous ce rapport, dans le droit commun ; que le gouvernement n'était pas, dès lors, compétent pour statuer sur la première demande du conseil de fabrique.

Cette considération ne semblait pas toutefois s'opposer à ce qu'il fût passé

Jean-en-Grève de Paris, art. 3 ; 11 juin 1739, pour la paroisse de Saint-Germain-en-Laye, art. 31 ; 25 février 1763, pour Nogent-sur-Marne, art. 34. (Voyez aussi dans ce sens Loiseau, *Traité des seigneuries*, chap. II, nos 69 et 70 ; Jousse, *Gouvernement des paroisses*, p. 56.) Cette jurisprudence était certainement très-raisonnable, mais la législation actuelle n'a point reproduit une pareille prohibition. Il peut, en effet, y avoir dans la paroisse un habitant dont la maison soit nombreuse, et qui ne peut placer sa famille et ses domestiques dans un seul banc. Si un second banc lui est nécessaire, il n'y a aucune raison pour ne point le lui accorder.

---

outre quant aux autres propositions ; car il était présumable, d'une part, qu'il ne serait pas élevé de difficulté par les concessionnaires dépossédés de fait, et, d'autre part, un seul jugement devait suffire pour faire renoncer à toutes autres prétentions.

Mais si, par sa seconde demande, le conseil de fabrique, en sollicitant d'être autorisé à procéder à l'adjudication des bancs aux enchères, paraissait avoir choisi le mode le mieux approprié aux circonstances de l'espèce, il restait à examiner si ce mode de procéder était conforme aux dispositions du décret du 30 décembre 1809.

Ce décret, en effet, ne parle nullement, relativement aux concessions de bancs, d'adjudications aux enchères, mais uniquement de demandes de concessions à adresser au bureau des marguilliers, qui doit, après les affiches et publications prescrites, accorder la préférence à l'offre la plus avantageuse.

Néanmoins, le ministre des cultes a pensé que le conseil de fabrique était libre de substituer la voie des enchères à celle des soumissions. Le ministre s'est fondé sur ce que le but que le décret s'était proposé était de garantir et de favoriser les intérêts des fabriques, et sur ce que la mise en adjudication aux enchères ne les favorisait pas moins que la mise en adjudication par soumissions. S'agissant d'ailleurs, dans l'espèce, de l'adjudication de la totalité des bancs de l'église, le ministre faisait observer que le mode choisi par le conseil de fabrique était seul praticable.

Quant à l'emprunt de 5,000 fr. que le conseil demandait à contracter, il ne suffisait pas d'autoriser la fabrique à procéder à de nouvelles concessions, il fallait lui assurer les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses qu'elle aurait à supporter, et notamment au remboursement des adjudicataires déchus. De plus, la fabrique ne pouvait trouver ces ressources que dans un emprunt que l'excédant de ses revenus éteindrait bientôt.

En conséquence, sur le rapport du ministre, et de l'avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, est intervenue l'ordonnance suivante :

Louis-Philippe, roi des Français,—sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes ;—le comité de l'intérieur de notre conseil d'État entendu ; nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. N'est pas approuvée l'adjudication des bancs de l'église de Sennecy-le-Grand, faite le 12 février 1832, sans notre autorisation, contrairement aux dispositions des articles 68 et 71 du décret du 30 décembre 1809.

La fabrique de Sennecy-le-Grand est autorisée : 1° à procéder, par voie d'adjudication aux enchères publiques, à la concession à vie des bancs de ladite église, aux clauses et conditions exprimées dans sa délibération du 10 avril 1836, et dans le cahier des charges adopté le même jour ; 2° à emprunter à un taux qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinq mille francs, destinée à aider au paiement des indemnités dues aux anciens concessionnaires des bancs. (*Ordonnance du conseil d'État du 31 décembre 1837.*)

Mais si la même personne peut louer plusieurs bancs pour son usage et celui de sa famille, lui serait-il permis de louer tous les bancs de l'église? Il n'est point ici question d'une location faite par un spéculateur qui ne se rendrait adjudicataire des bancs que pour les relouer à son tour et pour bénéficier sur cette sous-location. Cette location est formellement autorisée par le décret; c'est purement et simplement le mode de location par mise en ferme dont nous avons parlé en commençant, mode qui peut toujours être adopté par la fabrique, lorsqu'elle le juge plus utile à ses intérêts. Mais il s'agit d'une location qui serait censée faite uniquement pour l'usage du concessionnaire. La loi ne nous fournit aucune disposition prohibitive. Dès lors, c'est à la fabrique à voir s'il lui convient de faire une pareille location; si elle supposait que celui qui se présente n'est qu'un accapareur qui n'a d'autre but que de priver toute une population des siéges de l'église, elle devrait la repousser, comme elle pourrait l'accorder si le concessionnaire ne se proposait que d'en faire jouir gratuitement les paroissiens. Mais cette location ne pourrait dans tous les cas être consentie que pour bien peu de temps, autrement la fabrique aliénerait sa liberté d'action, et la liberté même des fidèles qui seraient à la merci d'un locataire unique. Nous croyons donc que si un pareil cas se présentait, cette location ne devrait pas être faite pour plus d'une année à la fois, sauf à la renouveler après cette période de temps.

Rien ne s'oppose à ce que deux individus, parents ou non parents, se rendent adjudicataires, conjointement et solidairement, de la moitié d'un banc chacun; mais le bureau qui procède à cette adjudication reste toujours libre de ne pas accepter pour le même banc deux adjudicataires.

XIV. *Qui peut devenir adjudicataire.*

Le principe d'égalité dans l'église étant un point essentiellement incontestable, il s'ensuit que tous les paroissiens ont un droit égal à enchérir sur les bancs mis en adjudication. (*Décision ministérielle* de 1819.)

Anciennement, dans le cas de mort ou de translation de domicile des pères et mères, les enfants demeurant dans la paroisse devaient être préférés aux autres paroissiens dans la jouissance des bancs qu'occupaient leurs parents, en continuant la même rente ou redevance sous laquelle l'adjudication avait été faite, et en payant en outre à la fabrique une certaine somme qui devait être au moins du tiers de ce qui avait été donné par lesdits pères et mères. Telle était la prescription des règlements des 2 avril 1737. art. 33; 11 juin 1737, art. 32; 25 fév. 1763, art. 55; ce qui est aussi conforme à d'anciens arrêts, et notamment à ceux des 9 mars 1581; 25 février 1606; 29 juillet 1609 (Bouvet, t. 2, au mot *Église*, q. 6); 19 mars 1612, 22 fév. 1622

et 21 avril 1635 ; ces trois derniers arrêts sont rapportés par Louet, lettre E, chap. 9, n° 1.—Jousse ajoute qu'il y avait même des paroisses où les enfants étaient préférés à l'adjudicataire du banc de leurs père et mère, en payant une redevance égale à celle de la nouvelle adjudication. C'est en effet, ce que décidaient plusieurs arrêts, et en particulier une ordonnance de Mgr Fleuriau, évêque d'Orléans, en date du 9 juin 1724. ordonnance homologuée par arrêt du 16 avril 1725, et servant de règlement pour la fabrique de Romorantin (V. *Mémoires du clergé*, t. 3, nouvelle édition, au titre *des fabriques et marguilliers*, et Sœfvre, 2, cent. 4, chap. 33, qui rapporte un arrêt du 9 janvier 1609, en sens contraire). Mais aujourd'hui de pareilles prétentions ne pourraient plus être élevées, en droit, par suite de la publicité des enchères, et les fabriques seraient, dans tous les cas, fondées à les repousser.

Nous avons dit, ci-dessus, p. 218, que les membres du bureau ne pouvaient se porter adjudicataires de la mise en ferme des chaises. Cette prohibition est-elle applicable à l'adjudication des bancs ?

Les doutes sur cette question peuvent venir de la généralité des termes de l'art. 61 du décret du 30 déc. 1809, qui porte qu'aucun des membres du bureau des marguilliers ne peut se porter, soit pour adjudicataire, soit même pour associé de l'adjudicataire des ventes, marchés de réparations, constructions, reconstructions ou baux des biens de la fabrique. Mais le motif qui a fait fait écarter les marguilliers des adjudications des opérations qu'ils sont chargés de faire, par la crainte qu'ils n'abusassent de leur influence, dans leur intérêt personnel et au détriment de celui de la fabrique, ne se retrouve plus ici. Quand il s'agit de se rendre adjudicataires d'un banc pour leur usage personnel et celui de leurs familles, il n'est pas à craindre qu'ils cherchent à profiter de leur position pour faire de cette adjudication une occasion de gain, au préjudice de la fabrique. On arriverait d'ailleurs par le système opposé à exclure complétement les marguilliers et leurs familles de l'usage des bancs. Or, un pareil résultat serait contraire à l'esprit de la loi qui a autorisé l'établissement des bancs dans les églises pour l'utilité de tous les paroissiens.

Concluons donc qu'il est permis aux marguilliers, comme aux autres membres de la fabrique de se rendre adjudicataires d'un banc ou d'une place dans l'église pour leur usage personnel et celui de leur famille.

Mais si la prohibition de l'art. 61 n'est point applicable au cas spécial qui nous occupe, elle le serait certainement si l'un des marguilliers se présentait pour louer la totalité des bancs dans l'intention de les sous-louer ensuite aux paroissiens. (Voy. dans ce sens le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 283.)

Il a été rendu, en 1830, une décision ministérielle, qui a statué qu'une concession de banc peut être valablement faite en faveur d'une personne étrangère à la paroisse. (*Décision minist.*, du 10 juil-

let 1830.) Il est possible que des raisons exceptionnelles, légitimes, aient motivé cette décision. Mais nous ne conseillerions point de la suivre en principe, parce qu'il ne serait point juste que des étrangers vinssent occuper des places réservées aux paroissiens, et en augmenter le prix par le fait de leur concurrence. Jousse enseigne aussi que, sous l'ancien régime, les étrangers ne pouvaient point se rendre adjudicataires des bancs si les paroissiens s'y opposaient.

Un protestant ne doit pas être admis à concourir avec les catholiques pour l'adjudication des bancs de l'église paroissiale. (*Décision minist.*, du 25 nov. 1808.)

XV. *Lieu où doivent se faire les publications de bancs.*

Les publications de bancs peuvent avoir lieu dans l'église même, à l'issue de la grand'messe paroissiale ou des vêpres ; mais il est défendu de les faire pendant le temps des offices.

XVI. *Les procès-verbaux d'adjudication des concessions de bancs temporaires ou viagères, doivent-ils être signés par le curé, à peine de nullité ?*

Nous ne le pensons pas. Le curé doit toujours être appelé à signer ces actes comme les autres membres du Bureau, mais sa signature n'est pas indispensable pour leur validité, et ils ne seraient pas nuls pour n'avoir pas été signés par lui.

XVII. Location des bancs par adjudication publique aux enchères.

Quand il s'agit de louer simultanément la totalité ou une certaine partie des bancs, les formalités indiquées plus haut pour les concessions par bail moyennant une prestation annuelle ne laisseraient pas que d'être d'une exécution difficile, s'il fallait remplir ces formalités pour l'adjudication de chaque banc. On a coutume, dans ce cas, de procéder par voie de simple adjudication aux enchères, sans soumissions préalables. Ce mode a d'ailleurs été formellement autorisé par une ordonnance du roi rendue en conseil d'État, le 31 décembre 1837, et que nous avons rapportée ci-dessus page 330.

La fabrique prend alors une délibération spéciale pour ce genre de location, délibération dans laquelle elle consigne les clauses et conditions de l'adjudication, et qui tient lieu de cahier des charges (1).

Elle fait afficher à la porte de la sacristie un extrait dûment certifié de cette délibération. Cette affiche doit rester dans l'église jus-

---

(1) Voici le modèle de cette délibération :

Délibération du conseil de fabrique pour une adjudication de bancs aux enchères.

L'an... (*Voy.*, pour le préambule, le modèle inséré au *Bulletin*, vol. 1849, page 284.)

qu'au jour de l'adjudication. L'adjudication est en outre annoncée par une affiche à la porte de l'église, conformément à l'art. 67 du décret du 30 décembre 1809, et par des publications au prône de la messe paroissiale. Le jour indiqué pour l'adjudication, le bureau des marguilliers, après avoir donné lecture du cahier des charges et reçu les enchères des paroissiens, dresse le procès-verbal d'adjudication (1).

Le conseil, considérant que le bail actuel des bancs de l'église expirera le... prochain, et qu'il importe de procéder sans retard à de nouvelles locations, tant dans l'intérêt des paroissiens que pour assurer à la fabrique la continuation d'un revenu qui lui est nécessaire, arrête :

Art. 1. Les bancs seront loués par adjudication publique le dimanche..., à l'issue des vêpres, pour une nouvelle période de... années, qui commencera le... Le prix annuel de location sera mis à l'enchère pour chaque banc séparément, et les adjudications seront faites successivement aux plus offrants et derniers enchérisseurs.

2. La mise à prix pour chaque banc sera de...

L'adjudication sera inscrite immédiatement au procès-verbal et constatée séance tenante par la signature de l'adjudicataire.

3... (Pour les conditions à imposer aux adjudicataires, *Voy.* les art. 3, 4, 5, 6 et 7 du règlement général, ci-dessus, page 319, en note).

Fait et délibéré à... les jour, mois et an susdits. (*Signatures.*)

(1) Modèle *d'un procès-verbal d'adjudication aux enchères.*

L'an mil huit cent..., le dimanche... à l'issue des vêpres, en l'église de..., le bureau des marguilliers de ladite église, composé de M..., président, et de MM..., en conséquence des affiches qu'il a fait apposer et des annonces qui ont été faites par trois dimanches consécutifs, le..., le..., et le..., a procédé à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des places de bancs actuellement vacantes, et ce aux clauses et conditions suivantes, savoir :

1°... (Relater toutes les obligations imposées par le cahier des charges aux adjudicataires, et consignées dans la délibération du conseil.)

2°...

A ces clauses et conditions dont il a été donné lecture, les enchères ont été ouvertes et les adjudications ont été successivement consignées au tableau ci-après :

NUMÉROS ou autres désignations des bancs.	NOMS ET DOMICILES des adjudicataires.	PRIX d'adjudication ou redevance annuelle.	SIGNATURE par émargement de chaque adjudicataire.
N° 1.	N... prop... demeurant à...	12 fr. »	
2.	N...	11 50	
. . . . .	. . . . .	. . . . .	

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été clos les jour, mois et an susdits, et signé par les membres du bureau, après lecture faite. (*Signatures.*)

Ce procès-verbal doit être signé par chaque adjudicataire. Il est écrit sur papier timbré, et doit être enregistré dans les vingt jours. Les frais qui sont la suite de l'accomplissement de ces formalités, sont à la charge des adjudicataires, entre lesquels ils sont répartis, mais la fabrique est ordinairement obligée d'en faire l'avance. C'est pourquoi elle fera toujours très-bien d'insérer dans le cahier des charges une clause concernant ce paiement.

XVIII. Concessions a la famille.

On a vu par la division que nous avons établie page 316, relativement aux concessions reconnues par le décret du 30 décembre 1809 que ce décret n'admet point de concessions perpétuelles. Mais il permet néanmoins de faire des concessions pour un temps indéterminé et plus long que la vie; ce sont les concessions faites *à la famille*. Voici comment l'art. 72 du décret détermine les règles de ces sortes de concessions :

« Celui qui aurait entièrement bâti une église pourra retenir la « propriété d'un banc ou d'une chapelle pour lui et sa famille, tant « qu'elle existera.

« Tout donateur ou bienfaiteur d'une église pourra obtenir la « même concession, sur l'avis du conseil de fabrique, approuvé par « l'évêque et par le ministre des cultes. »

On remarquera la différence que la loi établit ici entre celui qui a entièrement bâti l'église et celui qui n'en est que le donateur ou le bienfaiteur.

La personne qui a entièrement construit l'église peut *retenir* la propriété du banc ou de la place qu'elle désire avoir pour elle et sa famille. Le donateur ou bienfaiteur est obligé, pour l'obtenir, de la demander au conseil de fabrique, et la délibération de ce conseil doit être soumise (1), pour la validité de la concession à l'approbation de l'évêque et du ministre des cultes.

D'ailleurs, la concession dont nous venons de parler ne peut être accordée que dans les deux cas spécifiés dans le décret. Elle ne pourrait l'être au fidèle qui la demanderait pour lui et ses *ayants*

---

(1) Modele *d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession à la famille.*

L'an mil huit cent... (Voyez, pour l'ouverture du procès-verbal, le modèle inséré dans le premier volume du *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, page 284.)

Le conseil, vu la demande présentée par M..., à l'effet d'obtenir pour lui et sa famille, tant qu'elle existera, la concession d'un banc dans l'église paroissiale;

Vu l'article 72 du décret du 30 décembre 1809;

Considérant que M..., par ses libéralités en faveur de la fabrique, notam-

cause dans la propriété d'une maison de campagne. Ses ayants cause pourraient n'être pas de sa famille; dès lors cette clause n'est pas de nature à être approuvée. C'est ce qui a été décidé par un avis du conseil d'État dn 4 novembre 1838.

En général, il ne suffit pas d'être parent ou héritier d'un concessionnaire de banc pour avoir droit à la même jouissance après son décès; il faut encore faire partie de sa famille. Or, on ne doit comprendre dans le mot *famille* que les enfants et les descendants (et leurs alliés) du fondateur ou du donateur. C'est dans ce sens que l'article 72 du décret a toujours été interprété par l'administration des cultes, à laquelle ledit décret a confié le droit d'approuver les concessions exceptionnelles dont il s'agit. C'est d'après cela qu'il a été décidé que lorsqu'une personne, en donnant la propriété d'une église, s'est réservé pour elle et *les siens* un droit de banc, ce droit, à la mort du donateur, ne s'étend point indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale, et qu'il fait retour à la fabrique, si ce donateur n'a laissé aucun descendant. (*Décision ministérielle*, du 15 décembre 1849 : *Bulletin*, vol. 1850, page 91.)

Il faudrait encore décider de même, si le donateur, au lieu de réserver le banc pour lui et *ses enfants*, l'avait réservé pour lui et ses *représentants*, cette clause ne pouvant recevoir son exécution que si ces représentants sont ses descendants directs.

L'ancienne jurisprudence permettait aussi aux fabriques de concéder au simple donateur ou bienfaiteur de l'église un banc particulier, mais il était de règle que son droit finît à sa mort, à moins qu'il n'eût été stipulé qu'il finirait plus tôt. Il ne pouvait s'étendre au delà de la vie que lorsque sa famille, ses héritiers ou ayants cause faisaient un nouveau don qui était accepté dans les mêmes formes. Il n'y avait d'exception que pour les *fondateurs* proprement dits, c'est-à-dire pour ceux qui avaient provoqué l'établissement de l'église et pourvu à sa dotation (*Lettre minist.*, pluviôse an XI). Par suite de ce principe, on ne pouvait accorder un banc à un paroissien avec la clause que le preneur et ses héritiers en jouiraient perpétuellement, ou encore

---

ment par la donation qu'il lui a faite le... d'un capital de... francs, a mérité le titre de bienfaiteur de cette église;

Est d'avis à l'unanimité d'accorder à M... la concession pour lui et sa famille, tant qu'elle existera, du banc de l'église portant le numéro..., à charge par ladite famille de le réparer et reconstruire toutes les fois que cela sera nécessaire.

Monseigneur l'évêque du diocèse est prié d'approuver la présente délibération et de la présenter à l'homologation de M. le ministre des cultes.

Fait et délibéré à... les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

que ce banc serait possédé par tous ceux qui occuperaient certaines maisons de la paroisse. C'est ce qu'enseignent les anciens auteurs, et, entre autres, Loiseau, *Traité des seigneuries*, ch. 12, nos 70, 71 et 72; et Jousse, *Gouvernement des paroisses*, page 62; c'est aussi ce qui a été jugé par arrêt du parlement de Paris, du 22 mai 1574.)

Les priviléges ne devant pas s'étendre, la faculté d'avoir un banc ou une chapelle dans une église n'appartiendrait pas de droit à celui qui n'aurait fait que réparer ou reconstruire une partie de cette église. (Carré, *Gouvernement des paroisses*, n° 280; Dalloz, *Jurisprudence générale*, v° *Églises*, n° 19.)

XIX. *Les habitants d'une commune qui auraient fait construire l'église seraient-ils fondés à prétendre qu'ils ont le droit de jouir chacun d'un banc dans cette église ?*

Une pareille prétention ne serait certainement pas accueillie. En effet, dit une lettre ministérielle, du 28 juin 1825, si le décret accorde la jouissance d'un banc ou d'une chapelle à celui qui aurait entièrement bâti une église, ou qui en aurait été le bienfaiteur, il ne parle que d'un bienfaiteur et d'un seul banc. Il est donc évident que si la construction d'une église avait eu lieu au moyen de souscriptions volontaires ou d'une imposition qui aurait pesé sur la généralité des habitants, chacun de ces habitants ne pourrait prétendre à la jouissance d'un banc. (*Décision minist.*, du 28 juin 1825.)

XX. *Quels sont les bienfaits qu'il faut faire à l'église pour prétendre à une concession de banc pour soi et sa famille ?*

On peut d'abord poser en principe que les bienfaits qui sont de nature à donner lieu à la concession d'un banc ou d'une place dans une église doivent être postérieurs au décret du 30 décembre 1809, les bienfaits antérieurs ne constituant pas un droit et ne pouvant par conséquent être pris en considération. C'est un point qui a été formellement reconnu par plusieurs décisions ministérielles, et entre autres, par celles des 25 mai 1813 et 30 septembre 1818. Aucune disposition réglementaire n'a d'ailleurs fixé le taux de ces bienfaits. Mais suivant l'esprit des deux décisions que nous venons de citer, ils doivent au moins équivaloir à la distinction qu'obtiennent ceux à qui la concession est accordée.

Il n'est point douteux qu'un tarif ne fût utile pour servir de règle en cette manière et l'administration en a plus d'une fois senti le besoin. Les archives de l'administration des cultes nous apprennent qu'en 1809, cette administration en fit préparer un, d'après lequel

les prix variaient suivant qu'il s'agissait d'une grande ville, d'une ville moyenne et des campagnes; il variait aussi suivant que le banc était placé dans une chapelle, dans le chœur ou dans la nef; mais il n'a jamais reçu d'exécution, parce qu'en effet il était difficile de poser à cet égard des règles précises, les circonstances de lieu, de temps, de population, devant nécessairement influer sur l'importance que l'on peut attacher à la concession (1).

Il est certain qu'une fabrique peut faire une concession de cette

---

(1) Bien que ce tarif n'ait reçu aucune sanction ni aucune exécution, nous croyons devoir le reproduire ainsi que les considérations qui le précèdent. C'est un document inédit, que nos lecteurs ne seront sans doute pas fâchés de posséder, et qui pourra leur servir au besoin.

L'auteur de ce document commence par examiner les questions suivantes :

A quels donateurs ou bienfaiteurs l'article 72 du décret du 30 décembre 1809 doit-il s'appliquer?

Quelle différence doit-on mettre lorsqu'il s'agit de chapelle, de tribune et de bancs; lorsqu'il s'agit d'une grande ville, d'une ville moyenne ou d'une campagne; lorsque la demande est faite pour le temps de l'existence d'une famille, pour la durée de la vie du bienfaiteur, ou s'il est marié, pour la durée de la vie des époux?

Et il les résout ainsi :

Il faut d'abord bien se pénétrer, dit-il, de l'idée que le décret n'a point entendu accorder des distinctions analogues aux anciens droits honorifiques dans les églises, et qu'on a voulu seulement provoquer la bienfaisance en faveur des fabriques. Si, en résultat, les personnes plus riches obtiennent les distinctions dont il s'agit, ce sera une sorte de prix des sacrifices qu'elles auront faits, sacrifices qu'il est dans l'intérêt de tous les paroissiens d'accepter et d'encourager, ce qui dès lors n'a rien de contraire au droit naturel d'égalité dans les églises. L'espèce de distinction et de commodité que l'on obtient dans une église étant plus considérable si c'est une chapelle, moindre si c'est une tribune, mais plus grande encore que si c'est un banc, il est évident que les avantages faits à l'église doivent être plus forts pour une chapelle que pour une tribune, et pour celle-ci que pour un banc.

A l'égard de la concession de la chapelle, il est également certain que la construction et l'entretien de la chapelle sont une conséquence et une charge nécessaire pour ceux qui la demandent, sans que cette dépense puisse être considérée comme un bienfait, dans le cas même où l'église en acquerrait plus d'étendue, à raison de la grandeur de la chapelle.

Pour obtenir une pareille concession, il faut avoir mérité le titre de bienfaiteur d'une manière distinguée, eu égard au besoin de l'église, et les bienfaits le plus à considérer sont ceux qui s'appliquent à des objets d'une plus grande nécessité.

Le décret met en première ligne la construction ou donation d'une église.

On peut encore assimiler au donateur d'une église celui qui y ferait des réparations assez importantes pour qu'on pût les regarder comme une reconstruction d'une grande partie, telle que la moitié ou le tiers.

En seconde ligne, après la donation ou la reconstruction de partie de l'église, on doit mettre les sommes nécessaires pour la célébration du culte.

Mais celui dont la donation aurait cet objet doit considérer qu'il ne peut pas y prétendre si les sommes qu'il a données ne sont pas d'une valeur égale ou approchante de celle dépensée par celui qui a construit ou qui a fait à l'église de grandes réparations. Ainsi celui qui aurait donné des ornements, des vases sacrés ou autres effets nécessaires au service divin, ne

nature, lorsque celui qui la demande offre un avantage beaucoup plus considérable que celui que la fabrique retirerait d'une concession qui ne serait faite que pour un temps, c'est-à-dire que si le concessionnaire offre un capital, il doit surpasser le capital qui serait nécessaire pour former le revenu annuel des bancs, et que s'il offre une rente, elle doit être supérieure à la prestation produite annuellement par la location ordinaire.

Ajoutons qu'il résulte d'une circulaire ministérielle, du 12 avril

---

pourrait pas s'en prévaloir si la valeur n'en était pas dans les proportions précédemment indiquées.

En partant de l'idée qu'il faut toujours avoir égard au grand besoin des églises, on doit mettre, même avant les ornements, les ressources annuelles que l'on procurerait aux fabriques pour assurer la célébration du culte sans être tenu à des recours le plus souvent difficiles envers les communes.

Ainsi après le don, la construction ou les grandes réparations d'une église, le plus grand bienfait est de donner à la fabrique un revenu en biens-fonds ou de constituer une rente à son profit. A peine sur cent fabriques en trouverait-on une seule pour laquelle ces donations de revenus fussent surabondantes; il y en a les quatre-vingt-dix-neuf centièmes qui n'ont aucun moyen de fournir même aux frais les plus médiocres de la célébration du culte.

C'est par ces idées qu'il faut éclairer la bienfaisance des donateurs, et l'on verra ceux qui se proposent de faire des dons ou legs d'un autre genre, se porter à remplir d'une manière vraiment utile leur intention d'être les bienfaiteurs de l'église.

Les dons de revenus que l'on peut considérer comme le meilleur mode de bienfaisance doivent être plus ou moins considérables, selon que les diverses demandes sont faites pour avoir lieu dans des églises de ville ou de campagne.

Cette espèce de taxation est susceptible d'être graduée selon l'objet des demandes, et en les divisant en quatre classes. 1° Celle dans les églises des villes au-dessus de 30,000 âmes; 2° celle dans les villes de 20 à 30,000 âmes; 3° celle dans les villes de 5 à 20,000 âmes; et 4° celle dans les autres villes et dans les campagnes, conformément au tableau ci-joint.

TARIF *pour la concession des bancs, tribunes, chapelles, pour la vie du concessionnaire et de sa famille tant quelle existera.*

Bienfaiteur : Dans une ville de plus de 30,000 *âmes;* si le bienfait excède 800 fr., pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur 25 fr. de rente;—pour un banc dans la nef, 15 fr. de rente;—pour une tribune 30 fr. de rente;—pour une chapelle, 100 fr. de rente.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle 40 fr. de rente;—dans le chœur, *id.*;—dans la nef, 25 fr.;—pour une tribune, 50 fr.;—pour une chapelle, 150 et 200 fr.

Dans une ville de 20 *à* 30,000 *âmes :* si le bienfait excède 600 fr.;—pour un banc dans une chapelle, 15 fr. de rente;—dans le chœur, *id.*;—dans la nef, 10 fr.;—pour une tribune, 25 fr ; pour une chapelle, 75 fr.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 25 fr. de rente;—dans la nef, 35 fr.;—pour une tribune, 40 fr.;—pour une chapelle, 100 fr.

Dans les villes de 5 *à* 20,000 *âmes* : si le bienfait excède 450 fr. : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 12 fr.;—dans la nef, 8 fr.;—pour une tribune, 15 fr.;—pour une chapelle, 40 fr.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 18 fr.;—dans la nef, 12 fr.;—pour une tribune, 24 fr.;—pour une chapelle, 60 fr.

Dans les campagnes ; si le bienfait excède 300 fr. : pour un banc dans une

1819, que l'usage a fixé le prix d'une tribune à une rente de 16 à 60 fr., et celui des bancs à une rente de 5 à 25 fr., mais ces chiffres n'ont rien d'absolu, et c'est aux fabriques à voir s'ils représentent réellement la valeur qu'elles attachent à la concession demandée.

XXI. *Lorsqu'une concession de banc est consentie par la fabrique à un donateur ou bienfaiteur de l'église, pour lui et sa famille, suffit-il que cette concession soit approuvée par l'évêque et le ministre des cultes, tandis que la simple concession viagère qui est moins importante qu'elle, est assujettie à l'autorisation du chef de l'État ?*

L'art. 72 du décret du 30 décembre 1809 n'exige point autre chose qu'un simple arrêté ministériel pour valider la concession dont il s'agit. Il est vrai qu'il semble y avoir ici une anomalie dans la loi, qui demande un acte du chef du pouvoir exécutif pour valider une concession viagère, et qui se contente d'un arrêté ministériel pour une concession qui a tous les caractères d'une concession perpétuelle. Mais il faut observer, dit M. Vuillefroy, dans son traité de l'administration du culte catholique, page 318, que dans l'espèce de l'article 72 du décret, il ne s'agit que d'une sorte de récompense à décerner à un *bienfaiteur*, c'est-à-dire à une personne *dont le bienfait est déjà acquis et sans conditions* à l'église..... Il ne s'agit donc pas d'accepter le don, de ratifier un marché. Il s'agit simplement d'une distinction à donner à la bienfaisance. Les faits se présenteraient différemment, s'il s'agissait d'un don *conditionnel* offert en échange de la concession. Le concessionnaire ne serait plus, à vrai dire, un bienfaiteur dans le sens de l'art. 72 précité. Il retomberait sous le coup des règles posées à l'égard de ces sortes de concessions qui sont régies par l'art. 71 du 30 déc. 1809. L'autorisation par un décret délibéré en conseil d'Etat deviendrait évidemment nécessaire, soit en vertu des dispositions de cet article, soit en vertu de l'art. 910 du Code civil et des lois générales qui s'opposent à ce qu'une donation soit acceptée par les fabriques avant d'avoir été autorisée par le gouvernement.

XXII. *Celui qui a bâti une église et qui s'est réservé un droit de banc dans cette église, peut-il en choisir la place ?*

Cette question était autrefois résolue affirmativement, et elle doit

---

chapelle ou dans le chœur, 9 fr.;—dans la nef, 6 fr.;—pour une tribune, 10 fr.;—pour une chapelle, 20 fr.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 12 fr.; —dans la nef, 9 fr.; pour une tribune, 15 fr.;—pour une chapelle, 30 fr.

Si la concession n'a lieu que pour la vie du concessionnaire et de sa femme, les rentes ci-dessus seront réduites à la moitié, selon la classe.

Ces rentes sont la représentation des deniers d'entrée, ou prix de l'adjudication dont la fabrique est privée, par suite du défaut des mutations; elles sont aussi le prix de l'indemnité du privilége accordé.

C'est pourquoi indépendamment de ces sommes il faut ajouter le paiement annuel du prix courant de la location.

encore l'être de même aujourd'hui, parce que l'on ne comprendrait pas que celui qui donne n'eut pas le droit de mettre telle réserve que bon lui semble à sa donation.

Le fondateur d'une église qui retient un banc peut donc l'établir où il veut, même dans le chœur, mais les lois canoniques ne lui permettraient pas de le placer dans le sanctuaire qui doit toujours être réservé aux ministres des autels. Pour ce qui regarde le donateur ou bienfaiteur d'une église, il ne jouit pas de la même faculté. Il appartient à la fabrique de régler la place de son banc comme de tous les autres bancs concédés. (Voyez dans ce sens Carré. *Gouvernement des paroisses*, n° 281-282; Dalloz, *jurisp. génér.*, v° *Églises*, n° 19.)

Au surplus, dans la crainte que quelque difficulté ne s'élève plus tard sur ce point, le donateur ou bienfaiteur peut déterminer dans sa donation la place qu'il désire, et s'il ne l'a pas fait, la fabrique ne saurait lui refuser de passer avec lui un acte ultérieur pour lui en assurer la possession.

XXIII. *Concessions de chapelles et de tribunes.*

Une chapelle particulière ou une tribune peut, comme un banc, et d'après les mêmes règles et avec les mêmes effets, être retenue pour *lui et pour sa famille*, par celui qui aurait entièrement bâti l'église. Elle peut également être concédée à tout donateur ou bienfaiteur de cette église. Nous parlerons ultérieurement de cette espèce de concession.

XXIV. *Imprescriptibilité des bancs.*

Les bancs d'église ne sont point dans le commerce et ne peuvent devenir l'objet d'une propriété privée. Ils sont imprescriptibles comme les églises elles-mêmes. On ne peut par suite, se prévaloir d'une longue possession et invoquer la prescription pour conserver des places que l'on aurait occupées dans une église sans aucun titre. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la cour de cassation, du 19 avril 1825. Toute concession de banc soit temporaire, soit viagère, soit faite à la famille, doit, pour être régulière, résulter d'un titre. Les concessionnaires ne peuvent donc point acquérir la propriété de ces bancs, quelle que soit la durée de leur jouissance. (Arrêts de la cour de cassation du 18 juillet 1838, et de la cour de Limoges, du 22 août de la même année; *Droit civil eccl.*, t. II, page 415.)

Cette règle est applicable alors même que le locataire ou concessionnaire a construit lui-même le banc à ses frais; ce banc reste la propriété de la fabrique qui peut le relouer ou le concéder à d'autres; telle était l'ancienne jurisprudence; telle est aussi la nouvelle. (Voyez Loiseau, *Traité des seigneuries*, chap. 12, n° 70; Affre, *Administration temporelle des paroisses*, p. 171.) D'ailleurs pour que le concessionnaire pût changer la destination du banc par lui construit et en disposer comme propriétaire, il faudrait que l'acte de conces-

sion lui donnât cette faculté par une clause expresse et suffisamment motivée sur un bienfait ou une donation au profit de la fabrique. (*Décision minist.*, du 7 février 1815.)

Il résulte de là que si un banc était placé dans l'église par voie de fait, la fabrique aurait le droit de le faire enlever. Elle aurait ce droit lors même que ce banc serait placé depuis longtemps dans l'église, s'il y avait été mis sans titre. Le possesseur ne serait point fondé à invoquer le bénéfice de la possession annale, les chapelles et leurs accessoires ne pouvant point devenir l'objet d'un action possessoire. (Voyez dans ce sens un arrêt de la cour de cassation, du 1er décembre 1823.)

XXV. *Entretien et réparation des bancs.*

Des difficultés peuvent naître entre la fabrique et les concessionnaires relativement aux réparations dont les bancs concédés peuvent avoir besoin.

En principe, la fabrique doit livrer les bancs en bon état, et elle est tenue d'y faire, pendant toute la durée du bail, toutes les grosses réparations nécessaires. (Art. 1720 du Code civil.) Ainsi, si les bancs avaient subi des dégradations par l'effet de la pluie, de l'humidité ou de quelque cause que ce soit, indépendante du fait des adjudicataires ; s'ils avaient été construits avec de mauvais matériaux, et que les bois se déjettassent ou se pourrissent ; si les planches ou les carreaux garnissant le sol étaient détériorés par la vétusté, ces réparations seraient entièrement à la charge de la fabrique.

Mais, dit M. l'abbé André, si quelques planches seulement d'un banc étaient plus ou moins détachées, si pour les rattacher ou les consolider il était nécessaire de mettre quelques clous ou quelques pointes ; si un banc étant appuyé à la muraille, il est nécessaire de récrépir le bas de cette muraille jusqu'à la hauteur d'un mètre; si les coffrets, qui, en diverses localités, sont joints aux bancs et servent à serrer les livres de prières, se trouvent brisés, ou si les serrures de ces coffrets sont détériorées; si une partie de banc a été brûlée ou charbonnée, ce qui arrive quelquefois au moyen des bougies qu'on porte aux offices du soir; si un banc a été coupé ou entaillé avec le couteau ou le canif; si la forme ou la figure du banc a été changée; si quelque planche ou quelque ferrure a été enlevée ; si la porte de clôture de banc, les gonds, la targette ou la serrure de cette porte demandent quelques réparations : ces diverses réparations doivent être réputées locatives et mises à la charge du locataire ou concessionnaire du banc, parce que, en général la nécessité de semblables réparations provient de sa faute ou de celle de sa famille ou de ses gens.

Au reste, nous ne devons point oublier de relater ici une règle admise par le Code civil en matière de location, c'est que aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand

elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure. (Article 1755 du Code civil.)

Les conseils de fabrique comprendront d'ailleurs facilement qu'il est un moyen bien simple d'obvier aux difficultés qui peuvent surgir à cet égard, c'est de stipuler dans le cahier des charges de l'adjudication, que toutes les réparations quelconques à faire aux bancs concédés, seront supportées par les adjudicataires, sans répétition de leur part, et que les fabriques seront seulement tenues de la reconstruction des bancs lorsque cette reconstruction aura été reconnue par elle indispensable.

Les concessionnaires sont, de leur côté, obligés de supporter les réparations des bancs concédés ainsi que celles dont l'église pourrait avoir besoin.

Pour les bancs concédés à la famille, ceux qui en ont la jouissance sont tenus de pourvoir à leur entretien et aux frais de la reconstruction dont ils peuvent avoir besoin. Telle était la jurisprudence anciennement suivie à l'égard des bancs des patrons et seigneurs.

XXVI. *Fermeture des bancs.*

Dans certaines paroisses, les concessionnaires de bancs ont coutume d'en fermer l'entrée, pour en interdire l'accès au reste des fidèles. Cet usage n'est point prohibé par les règlements et peut par conséquent être suivi lorsque la fabrique n'y met aucun obstacle. Mais si cette administration y trouvait quelque inconvénient, comme par exemple, si elle avait besoin de ces bancs pour les catéchismes, confréries, cérémonies publiques, etc., elle aurait incontestablement le droit de s'opposer à cette fermeture. Elle devrait alors insérer dans son règlement sur la location des bancs une clause relative à cet objet, et les concessionnaires seraient tenus de s'y soumettre.

XXVII. DE LA RÉVOCATION DES CONCESSIONS DE BANCS.

Les concessions régulièrement faites sont-elles susceptibles d'être révoquées pour cause de lésion?

Sous l'ancien régime, cette question était décidée par l'affirmative, ainsi qu'on peut le voir dans Rousseau de Lacombe au mot *Droits honorifiques*; de Roye, *De jure honor.*, p. 101, et l'abbé Boyer, t. I, p. 164.

Aujourd'hui, les fabriques étant assimilées au mineur, cette jurisprudence doit encore être suivie; par conséquent, le locataire ou concessionnaire d'un banc qui aurait lésé les intérêts de la fabrique en l'obtenant pour moins de la moitié de sa valeur, pourrait en être dépossédé, mais cette dépossession n'aurait point lieu de droit, et ne pourrait être prononcée que par les tribunaux civils.

Nous ajoutons qu'il faudrait que la fabrique prouvât d'une manière certaine qu'elle a été victime d'une lésion de plus de moitié, pour que l'action tournât en sa faveur. Il ne suffirait pas qu'elle alléguât que ses bancs ont été loués d'une manière désavantageuse et qu'elle veut les relouer d'après un nouveau règlement.

XXVIII. *Déplacement, réduction et suppression des bancs après concession.*

La fabrique qui a loué ou concédé un banc doit en garantir la jouissance pleine et entière au locataire ou concessionnaire. Elle ne doit faire pendant la durée de cette jouissance rien qui puisse nuire à la commodité ou à l'agrément de ce même banc. Tel est le principe qui doit dominer cette matière. Mais l'utilité des églises et des fidèles peut motiver plusieurs exceptions à la règle qu'il consacre. Il peut arriver, en effet, qu'après qu'un banc a été loué ou concédé, il soit nécessaire de le changer de place, de le réduire ou même de le supprimer totalement, soit parce que ce déplacement ou cette suppression est indispensable pour l'agrandissement de l'église, soit parce que le banc gêne la célébration des exercices du culte.

Anciennement cette mesure pouvait être prise, en ce qui concerne les concessions ordinaires, sur la demande du curé ou sur celle des marguilliers, ou encore par suite d'une ordonnance rendue par l'évêque dans le cours de sa visite (art. 16 de l'édit de 1695; Loiseau, *Traité des seigneuries*, ch. 11, nos 66 et 67). Jousse fait même observer que pour ordonner ce déplacement ou cette réduction l'évêque n'était point obligé d'appeler ceux à qui les bancs appartenaient, parce qu'il est le seul juge de la commodité ou de l'incommodité que ces bancs peuvent apporter à la célébration du service divin, et qu'il pouvait dans tous les cas prescrire la réduction ou le dérangement desdits bancs, sauf aux opposants à exercer leur recours contre les marguilliers. Cette règle doit encore être suivie aujourd'hui. (Voyez ce que nous avons dit à ce sujet dans le *Bulletin*, vol. 1850, p. 78.)

Mais dans ce cas, si le concessionnaire éprouve quelque préjudice dans sa jouissance, s'il en est dépossédé en tout ou en partie, il lui est dû une indemnité. Cette indemnité doit autant que possible être réglée par les parties elles-mêmes, mais si elles ne pouvaient s'entendre sur ce point, comme par exemple sur le fait de la résiliation de la concession, c'est devant les tribunaux civils qu'il y aurait lieu de se pourvoir pour la faire régler définitivement.

Nous avons dit que le déplacement ou la suppression d'un banc pouvait avoir lieu sur la demande du curé ou de la fabrique, ou sur l'ordonnance de l'évêque, lorsque le banc empêchait le service divin; il s'élève ici la question de savoir si cette mesure est susceptible de s'appliquer au changement ou à la suppression d'un banc ou d'une

stalle qui gênerait seulement le coup-d'œil? Mgr Affre, qui a examiné cette question dans son *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, pense que l'évêque ne pourrait point obtempérer à la réclamation du curé qui lui demanderait ce changement ou cette suppression, pour ce seul motif. Le droit des évêques, dit-il, était autrefois fondé sur l'art. 16 de l'édit de 1695, le seul que nous puissions encore invoquer à défaut de règlements plus modernes. Il y est dit : « Les évêques pourvoiront en faisant leurs visites... à la réduction « des bancs *qui empêcheraient... le service divin.* » Voilà donc et la règle et le motif de leur autorité. C'est en conformité de cette disposition de l'édit, que les arrêts des parlements reconnaissaient aux évêques le droit de réduire les bancs : 1° s'ils empêchaient de donner facilement la communion, parce qu'ils étaient trop près de la balustrade où elle est distribuée ; 2° s'ils ne laissaient pas une place suffisante pour le curé, ses vicaires et autres revêtus de l'habit ecclésiastique ; 3° s'ils dérobaient aux personnes assises dans les bancs moins avancés la vue du sanctuaire ; 4° s'ils gênaient la marche de la procession, en la forçant de se replier sur elle-même ; s'ils fermaient ou embarrassaient l'avenue d'un endroit dont l'accès est nécessaire, comme d'une chapelle, d'nn autel, ou du baptistère. Le savant auteur ajoute que la jurisprudence des parlements, tout en confirmant le droit des évêques, pour tous ces cas et les autres dans lesquels il fallait pourvoir à la décence du service divin, ou à l'administration des choses saintes, condamnait les réductions qui n'avaient pas été justifiées par ces motifs. Il existe, en effet, plusieurs arrêts par lesquels les parlements ont prononcé des déclarations d'abus contre les évêques qui les avaient ordonnées. Mais l'on sait jusqu'à quel point ces cours de justice ont poussé l'abus en cette matière.

Il nous est bien difficile de refuser aux évêques le droit dont il s'agit. Sans doute, ils doivent éviter d'ordonner des déplacements ou suppressions qui n'auraient point pour objet la commodité du service divin. Mais la disposition de l'art. 16 de l'édit de 1695 n'a point été reproduite dans la législation actuelle, qui ne nous paraît point limiter le droit des évêques à cet égard, parce que dans tous les cas, il ne peut être exercé, que sous la condition par les fabriques de payer aux locataires ou concessionnaires lésés ou dépossédés les dommages-intérêts qui leur sont dus.

D'ailleurs, quand des déplacements ou suppressions de cette nature se présentent, il convient, pour éviter les réclamations et les contestations qu'elles peuvent faire naître, de s'entendre à l'amiable avec les locataires ou concessionnaires, ou d'attendre l'expiration du terme de la concession.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que d'une réduction ou suppression partielle. Mais il faudrait décider de même pour le cas où il y aurait lieu à une suppression générale des bancs. Ainsi, s'il était nécessaire pour la décence et la décoration de l'église, d'ordonner que les bancs

seront supprimés en tout ou en partie, et reconstruits de nouveau d'une manière uniforme ou plus commode, ce changement pourrait être fait en vertu d'une délibération du conseil de fabrique, et l'opposition de ceux qui posséderaient ces bancs, dit Jousse, ne pourrait l'empêcher, si la fabrique offrait de leur rembourser ce qu'ils auraient donné pour raison desdits bancs. C'est ce que décidaient l'art. 24 du règlement du 2 avril 1837, et l'art. 32 de celui du 11 juin 1739.

Pour les bancs concédés à la famille, cette jurisprudence serait difficilement applicable. Ni le curé, ni les marguilliers n'avaient jadis le droit de demander la suppression ou la réduction d'un banc appartenant à un patron ou à un seigneur. Quelques auteurs au nombre desquels nous citerons Jousse, ont même avancé que l'évêque ne l'avait point, parce que c'eût été troubler le patron dans une jouissance inhérente à sa qualité ; que tout ce qu'il pouvait faire en pareil cas, c'était de dresser un procès-verbal qui constatât l'incommodité apportée par le banc au service divin, et de l'adresser aux officiers des lieux qui devaient alors faire les procédures nécessaires pour remédier à cette incommodité. Mais cette doctrine n'a jamais été rigoureusement observée. D'autres auteurs, au contraire, ont soutenu que si l'évêque ne pouvait point ordonner la suppression du banc d'un patron ou seigneur, il pouvait au moins le faire réduire ou placer dans un autre sens, afin qu'il n'apportât aucune gêne pendant la célébration des offices. Maréchal rapporte en effet, dans son *Traité des droits honorifiques*, t. II, n° 46, un arrêt du parlement de Paris, du 3 août 1619, qui a réduit le banc d'un seigneur placé dans le chœur. Cette opinion est sans doute préférable à la première et surtout plus conforme au droit dont l'autorité épiscopale doit être revêtue. On peut à ce titre l'appliquer aux concessions faites à la famille sous l'empire de la nouvelle législation. Mais nous irons même plus loin, et nous dirons que le droit de l'évêque nous paraît toujours devoir être absolu en cette matière, sauf bien entendu l'action en revendication de la part de ceux qui auraient à se plaindre pour ce qu'ils auraient fourni ou donné à l'église pour lesdites concessions.

Par suite du même principe, il n'y aurait point excès de pouvoir dans le fait d'un évêque qui, après avoir autorisé un particulier, moyennant certaines conditions, à établir un banc dans une église, rapporterait l'ordonnance par laquelle il aurait accordé cette autorisation.

Cette question s'est présentée dans les circonstances suivantes :

Un sieur de Laubrière s'était engagé, par traité avec la fabrique de Beaune, de faire les réparations nécessaires à l'église, sous la condition qu'il lui serait concédé un emplacement à l'effet d'y établir un banc pour sa famille et pour lui, avec un autel en forme d'oratoire. Après avoir approuvé cet arrangement, et lorsque toutes les réparations étaient exécutées, l'évêque retira son approbation, pres-

crivit la restitution de la chapelle, sauf au sieur de Laubrière à se faire rembourser de ses réparations.

Le sieur de Laubrière se pourvut directement devant le conseil d'État, par la voie de l'appel comme d'abus; mais ce conseil, auquel la demande du requérant était d'ailleurs arrivée d'une manière irrégulière, puisqu'elle devait passer préalablement par le ministre compétent, ne crut pas devoir prononcer la déclaration d'abus.

C'est qu'en effet dans cette circonstance l'évêque n'avait fait que retirer un privilége qu'il avait accordé volontairement, et qu'en agissant ainsi, il n'était point sorti des limites de ses attributions. (Voyez l'*Ordonnance du conseil d'État*, du 31 juillet 1822.)

Il a été décidé que les maires et les sous-préfets n'ont point à intervenir en leur qualité dans les questions de déplacement, réduction ou suppression des bancs d'église. Ils n'ont à cet égard aucune attribution et ne doivent en rien se mêler de l'administration intérieure des églises, qui est confiée uniquement et spécialement aux fabriques. (*Décis. minist.* des 3 avril 1806 et 27 juin 1807.)

XXIX. *Quels sont les droits des concessionnaires de bancs ou places en cas de démolition ou de reconstruction de l'église.*

Les droits des locataires ou concessionnaires des bancs dans une église qui vient à être démolie et reconstruite varient selon que la démolition de cet édifice est le résultat d'une force majeure ou le fait seul de la fabrique.

Quand une église s'écroule par vétusté ou par une circonstance fortuite quelconque, si la fabrique la fait reconstruire, soit sur le même plan, soit sur un plan différent, les concessionnaires de bancs ou places ne peuvent prétendre, après la reconstruction, se remettre en possession de leurs bancs, en vertu de leurs anciens titres de concession. Les droits que ces titres leur conféraient ont été éteints par la destruction de la chose à laquelle ils s'appliquaient. C'est ce qui résulte de l'art. 1722 du Code civil, d'après lequel « si pendant la « durée du bail la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, « le bail est résilié de plein droit. »

Les droits des concessionnaires sont donc définitivement éteints par l'effet de cette disposition, et la reconstruction de l'église ne les fait nullement revivre. Les concessionnaires ne sont même pas admis à réclamer des dommages-intérêts, car dans la circonstance dont nous venons de parler, l'art. 1722 précité n'en accorde pas.

Cette solution s'appliquerait au cas où la reconstruction de l'église, au lieu d'être le résultat de la vétusté, serait faite par la fabrique spontanément ou sur l'ordre de l'autorité, parce que cette église menacerait ruine, et qu'il serait urgent, dans l'intérêt de la sûreté des habitants, qu'elle fût démolie pour être ensuite reconstruite.

Lorsqu'au contraire c'est la fabrique qui ordonne de son chef la

démolition d'une église qui lui appartient pour la réédifier, les droits des concessionnaires revivent par le fait de cette reconstruction. (Article 1757 du Code civil.)Il y avait vis-à-vis d'eux obligation de les faire jouir des bancs qui leur avaient été concédés, et en démolissant et en reconstruisant l'église, cette fabrique ne s'est point affranchie de la nécessité de leur garantir leur jouissance. (Art. 1723 du Code civil.)

D'après cela, les concessionnaires sont autorisés par le droit civil à demander à la fabrique une indemnité pour le temps pendant lequel ils ont été privés de leurs bancs, la réintégration de ces bancs dans la nouvelle église, ou enfin la résiliation de leurs concessions avec dommages-intérêts.

La fabrique ne serait donc point fondée à leur rembourser le prix de ces concessions malgré eux ; mais pour ce qui est du replacement des vieux bancs, nous pensons qu'elle peut parfaitement s'y opposer, sauf à en établir d'équivalents dans l'église pour l'usage de ceux auxquels appartenaient les anciens.

XXX. *Si le droit de banc peut être sous-loué, cédé ou transmis par celui qui en a obtenu la concession.*

La sous-location des bancs n'est pas plus permise que celle des chaises. Nous en avons donné la raison dans le *Bulletin*, vol. 1850, page 27, et ci-dessus page 217. Le droit qui est confié au locataire ou concessionnaire, quelle qu'en soit la nature, ne constitue qu'un simple droit d'usage personnel, qui, d'après l'art 631 du Code civil, n'est pas susceptible d'être loué ou cédé. (*Droit civil eccl.*, t. II, page 414 en note.)

Cependant, lorsque le concessionnaire d'un banc reçoit dans ce banc sa femme, ses enfants, ses amis et autres personnes étrangères à sa famille, il n'est dû pour elles aucune rétribution pour la place qu'elles occupent. Mais si d'autres personnes se plaçaient d'elles-mêmes dans le banc, en l'absence et sans le consentement du concessionnaire, elles seraient assujetties à la taxe ordinaire, et les marguilliers seraient fondés à la leur demander. (Voyez ce que nous avons dit à ce sujet dans le *Bulletin*, vol. 1850, page 28.)

Le concessionnaire d'un banc dans une église n'ayant pas le droit de le sous-louer, n'a pas, à plus forte raison, celui de le transmettre à d'autres, soit pendant, soit à la fin de sa jouissance.

Il était admis anciennement que les femmes veuves jouissaient de la concession faite à leur mari. (Règlement du 28 février 1756, pour la fabrique de Morangis, art. 30; autre du 25 février 1763, pour Nogent-sur-Marne, art. 35.) Mais si celui qui s'était rendu adjudicataire n'était point marié au moment de l'adjudication, le droit de continuer la jouissance du banc ne passait point à son conjoint survivant. Telle était la prescription de l'art. 30 de l'*Arrêt du parlement* du 1er juin 1763, pour Nemours. Le même règlement statuait encore

que, lorsque la femme avait acquis un banc avec son mari, elle n'en jouissait après sa mort, que tant qu'elle restait en viduité.

De même, la seconde femme du mari ne jouissait du banc acquis par celui-ci avant son second mariage, que jusqu'à la mort dudit mari. (Jousse, *ibid.*, page 58.)

Ces règles de l'ancienne jurisprudence sont encore applicables aujourd'hui.

Le droit de banc n'étant pas transmissible par héritage, les enfants ne pourraient se présenter pour jouir de celui qui était occupé par leur père ou leur mère. Ce droit ne se transmet pas non plus par vente, et l'acquéreur d'un château ou d'une propriété quelconque ne peut se placer dans le banc dont jouissait, même à vie, le précédent propriétaire. (*Avis du comité de l'intérieur*, du 24 nov. 1838; *Droit civil ecc.*, tome II, page 214.)

Pour ce qui regarde les concessions faites *à la famille*, la jouissance en est également inhérente à la personne de celui qui l'a obtenue et à celle de ses descendants directs. C'est d'après cela qu'il a été décidé que les fabriques ne sont autorisées à faire des concessions de cette nature qu'à la charge par les concessionnaires de ne pouvoir céder, transporter la jouissance desdits bancs à d'autres. (*Arrêté du ministre des cultes*, du 21 octobre 1831.)

XXXI. *Paiement du prix des locations et concessions.—Contestations.—Compétence.*

Le paiement du prix des bancs doit être fait avec la plus grande régularité aux époques déterminées par le cahier des charges; c'est au trésorier qu'incombe le soin de faire ce recouvrement (art. 25 du décret du 30 déc. 1809(1)). Tant que les concessionnaires s'exécutent ponctuellement, le rôle de ce fonctionnaire est très-simple, mais les choses ne se passent pas toujours ainsi. Des difficultés s'élèvent souvent sur ce paiement ou à son occasion. Il devient quelquefois nécessaire d'avoir recours à des moyens judiciaires pour sau-

---

(1) Les trésoriers tiennent ordinairement un registre spécial pour la perception du prix des places de bancs. Ce registre a l'avantage de leur faciliter la préparation de leur compte annuel, et sous ce rapport il ne doit pas être négligé.

Indépendamment de ce registre, les fabriques bien organisées en ont un autre destiné à l'inscription des concessionnaires des places. Ce registre, qui est tenu par le bureau, et qui n'est après tout que le résumé des procès-verbaux d'adjudication, doit être assez gros pour que l'on puisse consacrer une page à chaque banc, et même deux, si le banc contient plus de quatre ou cinq places On divise l'espace par chaque banc en autant de parties qu'il y a de places dans le banc, et l'on affecte chaque partie à l'enregistrement des concessionnaires successifs de la même place. Ainsi disposé, ce registre peut servir pendant un grand nombre d'années; plus il est ancien, plus il offre d'intérêt par la multitude des renseignements qu'il peut fournir, soit sur les concessionnaires de la même place, soit sur le montant de la location à diverses époques.

M. l'abbé André conseille aussi ce registre dans son *Cours de législa-*

vegarder les intérêts de l'église, et pour contraindre à payer les paroissiens retardataires ou récalcitrants.

Nous aurions à examiner ici ce que doivent faire les fabriques pour obtenir le paiement des loyers qui leur sont dus et devant quelle juridiction doivent être portées les contestations qui peuvent naître à cet égard. Mais ces divers points ont déjà été traités dans le *Bulletin*, et nous croyons devoir y renvoyer le lecteur. (Voy. ci-dessus, p. 89.)

Nous nous bornerons donc à consigner ici quelques observations pour compléter celles que nous avons déjà données sur ce point. Le procès-verbal qui adjuge un banc à un paroissien est un acte qui doit recevoir son exécution comme tout autre, et pour lequel la fabrique a action en justice (*Décis. minist.* de 1814) ; par suite, le trésorier est fondé à poursuivre devant les tribunaux, au nom de la fabrique, les particuliers en retard d'acquitter le prix d'amodiation des bancs ou places qui leur sont adjugés. (*Même décision.*)

Cette solution ne s'applique pas seulement au cas où quelques paroissiens négligent de payer le loyer de leurs bancs, mais encore au cas où tous les habitants d'une commune refuseraient celui de leurs places. Cette même question s'est d'ailleurs présentée, et il a été décidé que le ministre pourrait autoriser la fabrique à faire enlever les bancs de l'église, et à défendre à qui que ce soit d'y apporter des siéges. (*Décis. minist.*, du 12 fév. 1806.)

Toutefois, avant d'actionner judiciairement les locataires ou con-

---

tion. C'est à son ouvrage que nous empruntons le modèle ci-après, ainsi que celui du registre de perception du prix des places.

REGISTRE *des concessionnaires des places de bancs,*
(à tenir par le bureau).

Grande nef (ou allée), côté de l'épître.

Premier banc portant le numéro... et contenant quatre places.

Première place.

Concédée, le 2 décembre 1810, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 8 fr. une fois payée.

Concédée, le 3 décembre 1821, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 6 fr. une fois payée, et la redevance annuelle de 0 fr. 75 c. payable le 1 décembre.

Concédée, le 27 novembre 1830, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 15 fr. une fois payée.

Concédée, le 3 décembre 1847, à N..., pour sa vie, moyennant la redevance annuelle de 1 fr. 50 c., payable chaque année d'avance dans la première quinzaine d'octobre.

Deuxième place.

Concédée, le 2 décembre 1810, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 7 fr. 50 c. une fois payée.

Concédée, le 28 novembre 1841, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 10 fr. une fois payée, et la redevance annuelle de 75 c. payable le 1 déc.

Troisième place.

Concédée, le 1 décembre 1811, à N..., à vie, moyennant la somme de 4 fr. une fois payée.

Concédée, le 27 novembre 1842, à N..., à vie, moyennant la somme de

cessionnaires retardataires, les fabriques doivent d'abord épuiser tous les moyens de persuasion vis à vis d'eux ; quand ces moyens n'ont été suivis d'aucun résultat, il y a lieu de leur adresser une invitation par la voie du juge de paix. Si cette invitation par lettre ne produit non plus aucun effet, il faut alors les faire citer

---

3 fr. une fois payée, et la redevance annuelle de 50 c. payable le 1 décembre.

Quatrième place.

Concédée, le 17 octobre 1813, a N..., pour sa vie, moyennant la somme de 3 fr. 50 c., une fois payée.

Concédée, le 3 décembre 1837, à N .., pour dix ans, moyennant la somme annuelle de 2 fr. 25 c. payable dans la première quinzaine d'octobre.

REGISTRE *de perception du prix des places de bancs.* (A tenir par le Trésorier.)

N^os des bancs	NOMBRE des places de chaque banc.	NUMÉROS des places de chaque banc.	NOMS des Concessionnaires.	REDEVANCE annuelle.	SOMMES REÇUES en 1852	1853	1854	1855	1856
			A chaque adjudication annuelle, le Trésorier portera dans cette colonne et la suivante les changements qu'elles nécessitent.						

Ce tableau n'a été dressé que pour cinq ans ; mais il est facile de multiplier les colonnes pour 10, 15 et même 20 ans.

devant le même juge par le ministère d'un huissier. La question de savoir si la fabrique est obligée de se pourvoir de l'autorisation du conseil de préfecture, pour commencer le procès, a été examinée à l'occasion de la location des chaises. (Voy. ci-dessus, p. 217.)

Il y a des paroisses où les bancs sont possédés de père en fils sans qu'aucun acte ait été passé entre la fabrique et les occupants. Ce mode de location est contraire au décret de 1809, qui ne reconnaît point de concessions verbales pour la vie des concessionnaires. Il est insuffisant pour lier les concessionnaires qui peuvent donner congé de leurs bancs quand bon leur semble, comme de son côté la fabrique peut toujours les louer à d'autres. Dans une pareille situation, les réclamations des fabriques deviennent quelquefois assez difficiles, à cause de l'irrégularité de la possession. Mais le trésorier n'en doit pas moins procéder comme nous venons de le dire et comme s'il s'agissait d'une concession régulière. La jouissance du banc est un fait qui rend celui qui l'a occupé passible de la redevance due pour cette jouissance.

Il y a un autre cas où les fabriques sont encore autorisées à agir contre ceux qui occupent les bancs sans titre écrit. C'est celui où il s'est opéré entre les parties ce que l'on appelle une tacite reconduction, conformément à l'art. 1738 du Code civil. Il y a tacite reconduction, lorsqu'après l'expiration d'une location régulière, celui au profit duquel elle avait été faite continue à jouir de la chose sans opposition de celui qui l'avait consentie. C'est une nouvelle location faite tacitement entre les parties aux mêmes clauses et conditions que la première, et elle a, en droit, les mêmes effets.

Nous conseillons toutefois aux fabriques de renouveler exactement les baux des bancs aussitôt qu'ils sont expirés, et de se conformer, pour ce renouvellement, aux dispositions des règlements. (Voyez ce que nous avons dit à ce sujet, *Bulletin*, vol. 1849. page 281; vol. 1850, page 303.)

Lorsqu'en matière de concession de bancs dans une église, il est stipulé dans le cahier des charges que la redevance annuelle due pour cette concession sera payée à une époque déterminée, faute de quoi le banc sera considéré comme abandonné par le concessionnaire, et pourra être loué de nouveau, sans qu'il soit besoin d'avis préalable, cette clause résolutoire donne *de plano* à la fabrique le droit de mettre ledit banc en adjudication.

Par conséquent cette fabrique n'est point obligée de demander la résolution de la concession aux tribunaux.

Dès lors le concessionnaire évincé n'est pas fondé à se faire maintenir dans sa jouissance, et à prétendre qu'il lui est dû des dommages-intérêts pour le trouble apporté à cette jouissance. (*Bulletin*, vol. 1851, page 89.)

XXXII. *Quand un acte de concession d'un banc à vie ou pour un temps limité a été passé entre le bureau des marguilliers et l'adjudicataire, ce dernier peut-il se refuser à en payer la redevance annuelle, sous prétexte qu'il ne veut plus l'occuper ou qu'il quitte la paroisse ?*

Non. L'adjudicataire du banc ne peut, si sa concession est régulière, se dispenser de payer la redevance annuelle à laquelle il est obligé jusqu'à l'expiration de son bail. Comme il a droit de jouir jusqu'à la fin de ce bail, il est tenu de payer le prix de sa jouissance.

S'il ne jouit point du banc, la fabrique n'est point responsable de cet incident, et son droit à être payée est toujours le même. Mais faut-il entendre que la fabrique doit recevoir le prix annuel du bail qui reste à courir, et qu'elle doit rentrer en possession du banc immédiatement, c'est-à-dire au moment où le locataire cesse de jouir de fait ? Non.

Si la fabrique veut rentrer en possession du banc immédiatement, il est évident qu'elle ne peut exiger que l'ancien locataire continue à en payer la location, car ce banc se trouverait ainsi produire deux locations à son profit, ce que l'équité ne permet pas : elle doit donc dans ce cas se borner à demander à l'adjudicataire qui a renoncé à son banc une indemnité proportionnée au préjudice qu'elle peut éprouver par la résiliation de son bail, et celui-ci est tenu, en droit, de la payer.

Ainsi, quoique la fabrique puisse exiger en justice que le prix du bail lui soit payé jusqu'à la fin, elle fera cependant très-bien de reprendre le banc qu'elle relouera immédiatement, et de se contenter de l'indemnité que devra lui payer l'adjudicataire, et qu'elle fixera avec lui, sauf à aller devant le juge de paix pour en faire déterminer le montant.

En ce qui concerne la compétence : tant qu'il n'y a à prononcer que sur le paiement des redevances annuelles au-dessous de 200 fr., le juge de paix est compétent, et il le serait encore s'il était saisi en même temps de la demande en résiliation faute de paiement desdites redevances. Il le serait également, s'il s'agissait de statuer sur l'indemnité réclamée par le concessionnaire pour non-jouissance provenant du fait de la fabrique, et si le droit à cette indemnité n'était point contesté (Art. 3 et 4 de la loi du 25 mai 1838). Mais la justice a-t-elle à prononcer sur le fond même de la concession, sur le point de savoir si elle sera ou non exécutée, le juge de paix est incompétent, et c'est devant le tribunal de première instance que l'action doit être portée. (Consultation insérée au *Bulletin*, volume 1851, page 94.)

En matière de location de banc, le concessionnaire n'étant point ad-

mis à intenter l'action possessoire, parce qu'il n'a point la possession utile, il s'ensuit que lejuge de paix devant lequel une pareille action serait portée ne serait point fondé à ordonner la preuve de la possession.

XXXIII. *Affectation du produit des bancs.*

Le produit de la location des bancs et places est, comme celui de la location des chaises, mis au nombre des revenus des fabriques. (Art. 36 du décret du 30 déc. 1809.)

Ce produit n'est pas soumis à la taxe des indigents, ainsi que nous l'avons dit en parlant de la location des chaises. (Voyez ci-dessus, pages 221 et 222.)

Il est toutefois assujetti au prélèvement du sixième pour les prêtres âgés et infirmes, en vertu du décret du 13 thermidor an XIII (1er août 1805); mais ce prélèvement n'est fait qu'après que les évêques ont présenté à l'approbation du gouvernement le projet de règlement destiné à en déterminer la perception et l'emploi.

XXXIV. *Comment les locations et concessions prennent fin.*

Les concessions ordinaires de bancs s'éteignent par la mort du concessionnaire et par l'expiration du temps pour lequel elles ont été accordées.

Elles s'éteignent aussi par la perte de la qualité de catholique que ferait le concessionnaire. « Les églises, dit une décision ministérielle, « sont destinées à l'exercice du culte catholique, il n'y a nul doute « que les individus de cette église ne doivent obtenir la préférence « sur ceux qui la professent aux autres. Un protestant n'a pas besoin « de banc dans un autre temple que celui de son culte.» (*Décis. minist.*, du 25 nov. 1808.)

Elles s'éteignent encore par le non-usage.

La question de savoir si, quand le locataire d'un banc, concédé à vie ou pour un temps moins long, quitte la paroisse, son changement de domicile lui fait perdre son droit à la jouissance de ce banc, a fait l'objet d'une consultation qui a été insérée au *Bulletin*, vol. 1850, page 51, et à laquelle on peut se reporter. On y verra que le conseil de jurisprudence a pensé que la perte du domicile, jointe à la cessation absolue de la résidence dans la paroisse entraîne la perte du droit au banc. Tel est aussi le sentiment des auteurs anciens et modernes, et notamment de Loiseau, *Traité des seigneuries*, ch. XII, nº 70; Jousse, *Traité du gouvernement des paroisses*, nos 58 et 62; Affre, *Traité de l'admin. temp.* des paroisses, page 172 (4e édition); l'abbé André, *Cours de législation*, vº *Bancs*.

Pour ce qui concerne le changement de domicile, les fabriques

consulteront les art. 102 et suivants du Code civil qui déterminent les faits et circonstances qui établissent la preuve de ce changement. Il ne peut pas y avoir de doute à cet égard, quand le concessionnaire est allé habiter dans une nouvelle commune et a déclaré dans les formes légales que son intention est d'y transférer son domicile ; quand il a vendu l'habitation et les biens qu'il possédait dans la paroisse ; quand il a accepté des fonctions publiques conférées à vie en dehors de cette paroisse. Le changement de domicile peut résulter encore de plusieurs autres circonstances. Dans tous les cas, les fabriques éviteront de se mettre en possession du banc avant d'avoir acquis la certitude complète de ce changement. Le concessionnaire qui, après avoir quitté momentanément la paroisse, y revient, ne fût-ce que quelques jours par an, ne doit pas être privé de la jouissance de son banc, qui lui appartient tant qu'il est supposé lui être utile.

Au surplus, lorsque ces cas de translation de domicile et de résidence se présentent, les administrations fabriciennes devront toujours avant d'agir, laisser écouler le délai prescrit par les anciens règlements, c'est-à-dire une année révolue depuis la cessation de la résidence. (Voyez, dans ce sens, le règlement du 2 avril 1737, pour la fabrique de Saint-Jean-en-Grève, art. 33. (*Droit civil eccl.*, tome I^er^, page 251); voyez encore celui du 25 fév. 1763 pour Nogent-sur-Marne, art. 34). Et à l'avenir, elles feront aussi très-bien de stipuler dans le cahier des charges pour l'adjudication des bancs, que toutes les concessions seront résiliées de plein droit au cas où le concessionnaire cessera de résider pendant un temps déterminé dans la paroisse. Cette mesure de précaution n'ajoute rien à leur droit, qui est certain, mais elle peut éviter les contestations ultérieures que quelques concessionnaires pourraient se croire fondés à leur susciter sur ce point. (*Bulletin*, vol. 1850, page 54.)

Les locations ou concessions s'éteignent également par la destruction totale de l'église dans laquelle elles ont été faites.

Par application du principe que tout concessionnaire de banc à vie, ou pour un temps plus ou moins long, perd son droit de banc s'il cesse d'avoir son domicile dans la paroisse, il faut décider que quand une section de paroisse est érigée en une paroisse distincte, les habitants de cette section qui s'étaient rendus adjudicataires de bancs dans l'église de la paroisse à laquelle ils cessent d'appartenir perdent, par cela seul, leur droit à la jouissance de ces bancs, et il ne leur est dû aucune indemnité pour cette cessation de jouissance. (*Droit civil eccl.*, t. II, page 415.)

XXXV. *Lorsqu'une église qui n'avait que le titre de chapelle ou d'annexe et dans laquelle on ne célébrait qu'une messe chaque dimanche vient à être érigée en succursale, cette circonstance a-t-elle pour effet de résilier les baux des bancs et chaises de cette église, consentis antérieurement à son érection ?*

Nous ne le pensons pas. Il n'y a rien de changé dans les conditions

essentielles du contrat; cette érection n'opère point la substitution d'une chose nouvelle à l'ancienne. C'est seulement la qualité de l'église qui a été modifiée, mais cette église est toujours la même ; elle est toujours ouverte publiquement au culte, quoique sous un titre différent. Or, cette modification qu'a subie l'église dans son titre, n'a, en droit, aucune influence sur la validité des baux, et ne peut autoriser la fabrique à en demander la résiliation.

Il faut donc supporter ces baux jusqu'à leur expiration, quelque désavantageux qu'ils soient, par suite de l'augmentation de la valeur des places depuis l'érection. Mais pour parer à cet inconvénient, les conseils de fabrique des églises susceptibles d'être érigées en chapelles communales ou vicariales, ou en succursales, pourront se réserver dans le cahier des charges le droit de résilier les baux des bancs et des chaises dans le cas où l'église viendrait à être érigée sous un nouveau titre.

XXXVI. *Quand, par suite d'une cessation entière de résidence prolongée pendant plus d'un an, le concessionnaire d'un banc se trouve déchu de sa jouissance, son retour dans la paroisse fait-il revivre son droit audit banc ?*

Si la fabrique n'avait point encore procédé à l'adjudication du banc, elle ferait certainement une chose juste en permettant au concessionnaire de le reprendre. Mais si la concession en avait été consentie, le concessionnaire serait irrévocablement déchu de son droit.

C'était anciennement un point de doctrine constant que, quand bien même celui qui avait quitté la paroisse venait à y demeurer de nouveau, il ne rentrait pas pour cela dans la jouissance du banc qu'il avait perdu par son changement de domicile. (Voyez en ce sens Jousse, *Gouvernement des paroisses*, page 58 ; *Définitions canoniques*, page 449.) C'est aussi ce qui avait été décidé par un arrêt du parlement, du 29 janvier 1641, rapportée par Sœfve, tome I^er^, cent. 1, chap. 30. Il n'y a rien sous le régime actuel de nos lois qui s'oppose à ce que cette jurisprudence ne soit encore suivie,

Quant aux concessions faites en faveur d'un fidèle pour lui et sa famille, elles s'éteignent par la destruction de l'église, par la perte dans la famille de la qualité de catholique, par l'extinction de la famille. Elles peuvent aussi s'éteindre par la non-résidence dans la paroisse où l'église est placée.

Le temps pendant lequel doit durer cette non-résidence n'est point déterminé par la loi. Dans plusieurs ordonnances de concession on a inséré cette clause que le but de la concession cesserait dans le cas où le concessionnaire ou sa famille passerait dix ans sans faire aucune espèce de résidence dans la commune et sans avoir fait à la fabrique aucune notification tendant à conserver son droit. C'est ce qui résulte d'une décision ministérielle du 17 janvier 1818 et d'un arrêté du 9 novembre 1823. Mais en l'absence d'une disposition de

ce genre, nous ne pensons pas qu'une fabrique pût s'emparer d'un banc de cette nature sous le prétexte que le possesseur se serait absenté de la paroisse pendant un temps plus ou moins long. Il nous semble que le motif qui fait perdre le droit de banc par cessation de la résidence ne doit point être applicable au cas où le banc est acquis à un paroissien parce qu'il a fait bâtir l'église. Ce n'est plus alors en vertu d'un bail qu'il en jouit, dit M. Affre, mais en vertu d'un bienfait toujours subsistant, auquel la loi a attaché un bien faible dédommagement, celui de pouvoir toujours occuper une place distinguée dans l'édifice construit si généreusement. M. Affre pense aussi qu'il en doit être de même pour celui qui aurait acquis le banc au moyen d'une rente qui serait encore servie à la fabrique. Ces décisions nous paraissent très-équitables, et nous n'éprouvons aucune difficulté à les admettre; mais comme il s'agit, en définitive, d'un droit susceptible de prescription comme tout autre droit, si la perte du domicile est insuffisante pour l'anéantir, il est dans tous les cas incontestable que ce droit se perd par le non-usage pendant trente ans.

A la fin des concesssions, les concessionnaires ne peuvent faire enlever leurs bancs alors même qu'ils les auraient construits de leurs propres deniers. Ces bancs appartiennent à la fabrique, qui peut les relouer à d'autres. (*Décis. minist.* du 14 brumaire an XII.)

XXXVII. *Bancs et places non concédés.*

Les fabriques doivent, autant que possible louer tous leurs bancs; mais s'il en restait quelques-uns pour l'adjudication desquels personne ne se serait présenté, ils pourraient être occupés indistinctement par les paroissiens, sous la condition d'en payer le prix de location fixé par le tarif. C'est ce qui résulte d'une circulaire ministérielle du 7 frimaire an X.

Il doit d'ailleurs être réservé dans toutesles églises une place où les fidèles qui ne louent pas de bancs ni de chaises puissent commodément assister au service divin et entendre les instructions. (Art. 65 du décret du 30 déc. 1809.)

DE CHAMPEAUX.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Janvier.

Réunion des conseils de fabrique, en séance ordinaire, le premier dimanche de janvier (art. 10 du décret du 30 déc. 1809).

Dans cette séance, l'attention de MM. les fabriciens doit être ap-

pelée sur le renouvellement des baux des bancs et chaises et des biens de la fabrique, lorsqu'il n'a point été procédé à ce renouvellement au mois de novembre, comme cela est d'usage dans quelques localités (voyez *Bulletin*, vol. 1849, p. 281; vol. 1850, p. 261, 303 et 369, et ci-dessus, p. 283).

Dans le cours du même mois] de janvier, réunion ordinaire des membres du bureau des marguilliers, conformément à l'art. 22] du décret du 30 décembre 1809. Dans cette séance, présentation par le trésorier et vérification par le bureau du bordereau trimestriel de situation (art. 34 du même décret); évaluation des dépenses du trimestre suivant, et formation du fonds de roulement (même art.); vérification du compte-rendu des fondations (art. 26 du même décret), (Voy. *Bulletin*, vol. 1849, p. 179; vol. 1850, p. 261, et ci-dessus, p. 84 et 261.)

Réclamation en matière de contributions, s'il y a lieu. Ces réclamations doivent être adressées, en forme de pétition, soit au préfet du département, soit au sous-préfet de l'arrondissement dans l'étendue duquel le contribuable est imposé. Il n'est pas nécessaire qu'elles soient écrites sur papier timbré si elles n'ont pour objet qu'une cote moindre de trente francs. Mais s'il s'agit d'une cote excédant cette somme, elles sont assujetties au droit de timbre. Il faut, dans tous les cas, y joindre les quittances des termes échus de la contribution et toutes autres pièces propres à justifier la réclamation. Les pétitions ne peuvent réunir des réclamations relatives à des contributions différentes.

Le délai pour réclamer est de trois mois à partir de l'émission du rôle qui a ordinairement lieu dans le cours de janvier. (Voyez, pour savoir quelles contributions pèsent sur MM. les curés, les fabriques, les édifices diocésains, *Bulletin*, vol. 1849, p. 47, 53, 54, 274; vol. 1850, p. 248; et ci-dessus, p. 47.)

Chronique.

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—M l'abbé le Mauguen, curé de Faouet (Morbihan), a été nommé aux fonctions de vicaire-général pour le diocèse de Vannes.

—Mgr l'archevêque de Sens vient de rétablir la liturgie romaine dans son diocèse.

—N. S. P. le Pape vient d'adresser à tous les patriarches primats, archevêques et évêques du monde catholique, une lettre encyclique ordonnant des prières et annonçant un nouveau jubilé.

—Par décret en date du 10 décembre, M. l'abbé Ledreuille, premier aumônier du Val-de-Grâce, a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur.

—M. l'abbé Rocault, curé de N.-D. de Cluny (Saône-et-Loire), a aussi été nommé chevalier du même ordre. (Décret du 22 déc.)

Actes officiels.

INSTRUCTION PUBLIQUE[1].

Règlement relatif aux écoles normales primaires (du 24 mars 1851).

Le Président de la République,
Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,
Vu l'article 35 de la loi du 15 mars 1850,
Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu,
Décrète :

Titre I. — *Des objets de l'enseignement dans les écoles normales primaires.*

1. L'enseignement dans les écoles normales primaires comprend : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française, le calcul et le système légal des poids et mesures, le chant religieux. Il peut comprendre en outre : L'arithmétique appliquée aux opérations pratiques, les éléments d'histoire et de géographie, des notions des sciences physiques et d'histoire naturelle, applicables aux usages de la vie, des instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène, l'arpentage, le nivellement et le dessin linéaire, la gymnastique.

2. La durée du cours d'études est de trois ans.

3. A la fin de la seconde année, le Conseil académique désigne, sur le rapport de la commission de surveillance, les élèves qui pourront recevoir tout ou partie de l'enseignement des matières indiquées aux paragraphes 9, 10, 12 et 13 de l'article 1 du présent règlement.

4. Les élèves-maîtres seront exercés à la pratique des méthodes d'enseignement dans les écoles primaires qui seraient annexés aux écoles normales. L'instituteur qui dirige l'école annexe est considéré comme maître-adjoint, et nommé conformément aux dispositions de l'article 9 ci-après.

5. Chaque année, le Conseil académique désigne les livres qui seront mis à la disposition des élèves. Ces livres seront exclusivement choisis parmi ceux dont l'introduction aura été autorisée conformément à l'article 5 de la loi du 15 mars 1850.

Titre II. — *De la direction et de la surveillance.*

CHAPITRE I.

DE LA DIRECTION.

6. Le directeur de l'école est nommé par le ministre de l'instruction publique, après avis du Conseil académique.

7. Le directeur est chargé de la principale partie de l'enseignement.

8. Le directeur est secondé, pour l'enseignement et la surveillance, par des maîtres-adjoints, nommés par le ministre sur la proposition du recteur de l'académie ; ces maîtres résident dans l'établissement ; ils sont au nombre de deux au plus, non compris l'aumônier. Il ne pourra être attaché de maître externe aux écoles normales que pour

(1) Voy. *Bulletin*, vol. 1850, p. 100, 213, 281 ; vol. 1851, p. 299, et 286.

le chant. Ce maître est proposé par le directeur, et agréé par le recteur.

9. L'instruction religieuse est donnée aux élèves-maîtres, suivant la religion qu'ils professent, par les ministres des différents cultes reconnus par l'Etat.

CHAPITRE II.

DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET DE SES ATTRIBUTIONS.

10. La surveillance de l'école normale est confiée à une commission de cinq membres, nommés pour trois ans par le recteur, sur la proposition du Conseil académique. Le président de la commission est nommé par le recteur. Le directeur assiste aux délibérations de la commission avec voix délibérative, hors les cas où elle a à statuer sur les questions qui intéressent sa gestion.

11. La commission de surveillance est chargée : 1° de préparer la liste des candidats à l'école normale, dont elle aura constaté, dans les formes indiquées ci-après, l'aptitude intellectuelle et morale ; 2° de rédiger le réglement particulier de l'école : ce règlement devra être approuvé par le recteur en conseil académique ; 3° de désigner, à la fin de la première année, ceux des élèves qui seront admis aux cours de deuxième année, et, à la fin de la seconde année, ceux qui pourront passer en troisième année. Dans le cas de maladie prolongée ou d'absence légitime, la commission peut autoriser un élève à redoubler le cours de première ou de deuxième année ; 4° de dresser, chaque année, le budget, et d'examiner les comptes qui lui sont présentés par la direction de l'école, et de consigner ses observations dans un rapport spécial.

12. Il est tenu dans chaque école par le directeur, assisté des maîtres-adjoints, un registre sur lequel sont consignées les notes trimestrielles sur la conduite et le travail des élèves-maîtres. A la fin du cours d'études, il est fait pour chaque élève un résumé de ces notes dans l'ordre suivant : 1° devoirs religieux ; 2° conduite ; 3° caractère ; 4° aptitude ; 5° progrès. Ces résumés sont mis à la disposition des Conseils académiques pour leur servir à dresser la liste d'admissibilité prescrite par l'article 31 de la loi du 15 mars 1850.

13. Les membres de la commission font, au moins une fois tous les trois mois, la visite de l'école ; ils prennent connaissance des registres sur lesquels doivent être consignées, par le directeur, les notes relatives à la conduite, au caractère et au travail de chaque élève. Ils examinent les classes et interrogent les élèves.

14. Tous les ans, au mois de juillet, la commission de surveillance adresse au recteur de l'académie, sur l'état et le personnel de l'école, un rapport qui sera transmis au ministre. Elle reçoit du directeur, à la même époque, un rapport sur tout ce qui concerne les élèves et la discipline. Elle transmet ce rapport, avec ses observations, au Préfet, qui le place sous les yeux du Conseil général, et au recteur, qui en envoie au ministre une expédition accompagnée de ses observations.

Titre III. — *De l'admission des élèves-maîtres.*

15. Chaque année, le ministre détermine, sur l'avis du Conseil académique, le nombre des élèves-maîtres qui peuvent être admis à l'école normale, soit à leurs frais, soit aux frais du département et des communes, soit aux frais de l'Etat.

16. Les inscriptions des candidats auront lieu du 1er au 15 janvier; un registre est ouvert à cet effet au secrétariat de l'académie. Aucune inscription ne sera reçue que le candidat n'ait déposé les pièces suivantes : 1° son acte de naissance, constatant que, au 1er septembre de l'année pendant laquelle il se présente, il aura dix-huit ans accomplis au moins, et vingt-deux ans au plus; 2° un certificat de médecin constatant qu'il a été vacciné ou qu'il a eu la petite vérole, et qu'il n'est atteint d'aucune infirmité ou d'aucun vice de constitution qui le rende impropre à l'enseignement primaire; 3° l'engagement légalisé de servir, pendant dix ans au moins, dans l'instruction publique; s'il est mineur, le candidat produira en outre une déclaration, aussi légalisée de son père ou de son tuteur, l'autorisant à contracter cet engagement; 4° une note signée de lui, indiquant le lieu ou les lieux qu'il a habités depuis l'âge de quinze ans; 5° des certificats de moralité délivrés, tant par les chefs des écoles auxquelles il aura appartenu, soit comme élève, soit comme sous-maître, que par chacune des autorités locales préposés à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement, conformément à l'article 44 de la loi du 15 mars 1850.

17. Une enquête est faite, par les soins du recteur et des inspecteurs de l'instruction primaire, sur la conduite et les antécédents des candidats. Au vu des pièces exigées et d'après les résultats de l'enquête, la commission de surveillance dresse, du 1er au 15 août, la liste mentionnée en l'article 11. Sur la production de cette liste et des pièces qui l'accompagnent, ainsi que des demandes présentées par les candidats, le recteur, en Conseil académique, prononce, s'il y a lieu, l'admissibilité des candidats à l'école normale.

18. Les bourses ou portions de bourses entretenues, soit par l'Etat, soit par les départements, sont accordées par le recteur en Conseil académique. Les boursiers qui ne reçoivent que des portions de bourses s'engagent à payer la portion qui reste à leur charge. Les boursiers départementaux prennent en outre l'engagement de servir pendant dix ans dans le département qui paie leur pension. Ils peuvent être affranchis en tout ou en partie de ces engagements par une dispense du recteur, sur l'avis conforme du Conseil académique. Les engagements dont il vient d'être question seront légalisés, et, s'il y a lieu, autorisés comme il est dit au 5e paragraphe de l'article 16 du présent règlement.

19. Les boursiers qui, par leur fait, sortiraient de l'école avant la fin du cours, ou qui refuseraient d'accomplir leur engagement décennal, seront tenus de restituer à l'Etat ou au département le prix de la pension dont ils auront joui. Toutefois, ils pourront être dispensés de cette obligation par le ministre, sur l'avis du Conseil académique. Le montant des restitutions fera retour au fonds sur lequel les bourses étaient payées. La dispense du service militaire cesse à dater du jour où l'engagement a été rompu.

Titre IV. — *Du régime intérieur.*

20. Les journées commencent et finissent par une prière commune. La prière du matin et du soir est suivie d'une lecture de piété. Les jours de dimanche et de fêtes légalement reconnues, les élèves sont conduits aux offices publics par le directeur, assisté des maîtres adjoints.

21. Les vacances durent quinze jours au plus. Tout congé, toute

sortie particulière, hors le cas d'une circonstance exceptionnelle dont le directeur est juge, est formellement interdit pendant la durée du cours d'études. Les élèves seront toujours conduits en promenade par le directeur ou les maîtres-adjoints.

22. Chaque année, lorsque les besoins du service le permettent, le recteur peut accorder au directeur et maîtres-adjoints internes un congé dont la durée ne peut excéder un mois ; ces congés ne pourront être accordés à plusieurs maîtres à la fois.

23. Les élèves-maîtres sont chargés du service de propreté dans l'intérieur de l'école.

Titre V. — *De la discipline.*

24. Les punitions qui peuvent être infligées aux élèves, suivant la gravité des fautes, sont : la retenue, la réprimande, l'exclusion. Le directeur prononce la retenue. La réprimande est prononcée, suivant les cas, par le directeur, la commission de surveillance entendue. En cas de faute grave, le directeur peut prononcer l'exclusion provisoire. Lorsque l'exclusion est prononcée, le ministre est immédiatement informé.

25. Tout élève qui, à la fin de l'année, n'est pas jugé en état de passer au cours supérieur, cesse de faire partie de l'école.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, CH. GIRAUD.

Décret relatif aux établissements d'instruction secondaire libres fondés par les évêques, avec le concours de l'État, des départements ou des Communes.

Du 31 mars 1851.

Le président de la république, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ; vu les art. 17, 60, 66, 69 et 70 de la loi organique du 15 mars 1850 (1) ; considérant que si, aux termes du deuxième paragraphe de la loi organique, les écoles secondaires libres peuvent être fondées et entretenues par des particuliers ou des associations, et obtenir, conformément aux dispositions de l'article 69 de la même loi, des communes, des départements ou de l'Etat, après avis préalable des conseils académiques, un local et une subvention sans que cette subvention puisse excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement, lesdites écoles ne peuvent être formées et ouvertes sans qu'au préalable le chef de l'établissement projeté ait accompli les conditions imposées par l'art. 60 de ladite loi à tout Français qui veut former un établissement secondaire ; que les seules exceptions prononcées par les art. 66 et 70 de la loi s'appliquent soit aux ministres des différents cultes reconnus qui donnent l'instruction secondaire à quatre jeunes gens au plus destinés aux écoles ecclésiastiques, soit aux écoles secondaires ecclésiastiques actuellement existantes, et à celles qui pourraient être établies avec l'autorisation du gouvernement ; qu'ainsi, si rien ne s'oppose à ce que les évêques fondent et entretiennent des écoles secondaires libres et obtiennent un local et des subventions des communes et des dépar-

---

(1) Voy. ces articles au Journal, vol. 1850, p. 113, 131 et suiv.

tements à ce dûment autorisés, avec ou sans conditions par lesdits Evêques d'exercer comme fondateurs, sur ces écoles, une haute surveillance, de choisir, de remplacer et de révoquer le personnel desdites écoles, cette faculté ne peut s'étendre jusqu'à les investir, par cela seul qu'ils seraient fondateurs, du droit de diriger par eux-mêmes ces écoles, et ne dispense pas le chef désigné par eux, et seul responsable vis-à-vis des autorités préposées à la surveillance de l'enseignement libre, de remplir préalablement à leur formation les conditions imposées par l'art. 60 de la loi du 15 mars 1850 ; le conseil supérieur de l'instruction publique entendu, décrète :

Art. 1er. Les traités qui pourront être projetés par les communes, les départements ou l'Etat, en exécution de l'art. 69 de la loi organique et qui devront avoir pour effet de concéder aux évêques diocésains des bâtiments et des subventions pour l'établissement d'écoles libres, seront passés entre les communes, les départements ou l'Etat et les Evêques, non en leur dite qualité, mais en leur nom personnel, agissant comme fondateurs et bienfaiteurs de l'établissement projeté, intéressés comme tels à sa prospérité et à sa conservation, procédant, à ce titre, à la désignation du personnel, et notamment du directeur de l'établissement, lequel, toutefois, demeurera seul responsable vis-à-vis des autorités préposées à la surveillance de l'enseignement libre, et devra remplir les conditions prescrites par la loi.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes (M. Ch. Giraud) et le Ministre de l'intérieur (M. Vaïsse) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret indiquant les écoles spéciales dont les certificats d'admission peuvent suppléer le brevet de capacité de l'instruction primaire.

Du 31 mars 1851.

Le président de la république, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;—vu l'art. 25 de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement (1) ;—le conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décrète :

Art. 1er. Les certificats d'admission dans les écoles spéciales, qui suppléent aux brevets de capacité pour l'enseignement primaire, ne peuvent être délivrés, quant à présent, que par les chefs ou directeurs des établissements ci-après désignés, savoir : l'école normale supérieure, l'école polytechnique, l'école militaire de Saint-Cyr, l'école forestière, l'école de la marine, l'école des mineurs de Saint-Etienne et d'Alais, l'école des chartes.

Art. 2. Les certificats d'admission, signés par les chefs d'établissements, indiqueront la date de l'entrée et de la sortie de l'élève, qui devra signer également.—Les signatures seront légalisées par le maire.

Circulaire aux recteurs, relative à l'envoi du décret portant règlement des écoles normales primaires.

Paris, le 24 avril 1851.

Monsieur le recteur, j'ai l'honneur de vous envoyer quelques exemplaires

---

(1) Voy. cet article au journal, vol. 1850, p. 117.

d'un décret, en date du 24 mars dernier, portant règlement des écoles normales primaires.

Ces établissements ont été l'objet des plus vives préoccupations de la part des pouvoirs publics. Le but du règlement est de leur donner une organisation parfaitement en rapport avec leur destination, et d'offrir, par conséquent, à la société de nouveaux gages de sécurité.

Je vous invite, monsieur le recteur, à bien vous pénétrer de l'esprit de ce nouveau règlement.

Trois questions principales, qui ont fixé tout d'abord l'attention du conseil supérieur, y sont résolues, savoir : la durée du cours d'étude ; le personnel enseignant; les conditions d'admission des élèves-maîtres.

Dans un certain nombre d'écoles normales primaires, la durée du cours d'études n'est encore que de deux ans. Le conseil supérieur a été d'avis de la fixer à trois ans. Sans doute on pourrait craindre qu'en retenant pendant trois ans quelques élèves dans un établissement où, malgré la simplicité du régime, ils trouvent encore un bien-être supérieur à celui dont ils jouissaient dans leur famille, ils n'y contractassent des habitudes telles que la modeste position à laquelle ils se destinent ne répondit plus à leurs espérances. En élevant à trois ans la durée du cours d'études, ne donnerait-on pas à l'enseignement une extension qui dépasserait les nécessités du service? Le conseil supérieur n'en a pas jugé ainsi ; il ne lui a pas été démontré que les élèves-maîtres formés dans les écoles normales primaires, où la durée du cours d'étude est de trois ans, fussent moins modestes que les autres. Il a reconnu, d'un autre côté, que la troisième année d'études n'est point généralement destinée à ajouter de nouvelles connaissances à celles que les élèves ont acquises dans les deux années précédentes, mais à fortifier ces connaissances, et surtout à former ces jeunes gens à l'art difficile de l'enseignement. Et, d'ailleurs, les instituteurs ne seront pas, comme par le passé, exposés à de dures privations ; assurés partout d'un traitement minimum de 600 fr., ils seront généralement plus satisfaits de leur sort, et moins enclins à manifester du mécontentement ou des regrets. Une dernière considération a enfin prévalu. Les jeunes gens qui arrivent dans les écoles normales sont presque tous peu préparés à la carrière à laquelle ils se destinent. Il faut corriger l'imperfection de leur éducation première, réformer certaines habitudes, leur inspirer les sentiments religieux et moraux qui doivent être la base de leur enseignement et la règle de toute leur vie : or, si, par une aberration déplorable, une école normale s'écartait du but qu'on veut atteindre, ce serait déjà trop que deux années de séjour dans un semblable établissement; mais aussi trois années passées dans un établissement parfaitement dirigé seraient à peine suffisantes pour développer ou raffermir chez des jeunes gens les vertus et les qualités diverses qu'exige leur état.

A l'égard du personnel enseignant, il a été reconnu qu'il était indispensable de le réduire en le transformant. C'est dans cette transformation surtout que le conseil supérieur a cherché une garantie contre toute extension excessive de l'enseignement. Il importe surtout que les élèves-maîtres apprennent parfaitement tout ce qu'ils doivent enseigner. Ils ne seront point un jour appelés à préparer directement des candidats pour toutes les carrières, mais seulement à donner aux enfants cette première instruction qui leur permettra d'exercer utilement les diverses professions auxquelles leur vocation et le vœu de leur famille les appelleront. Le programme d'enseignement primaire est déterminé par la loi. Il indique le caractère et les bornes du programme de l'enseignement dans les écoles normales; il est de nature à donner aux intelligences un sage développement, et une connaissance approfondie des matières qu'il renferme ne sera pas commune et facile. Ainsi limité, il a paru que cet enseignement ne devait plus être confié à des maîtres externes, qui, livrés en dehors à d'autres occupations, ne vivant pas au milieu des élèves-maîtres, ne pouvant par conséquent s'identifier avec leurs besoins intellectuels, ne pourraient remplir complétement la mission qui leur serait confiée. Ce ne sont plus des professeurs qui viendront seulement en classe donner aux élèves-maîtres des leçons plus ou moins élémentaires sur les diverses parties du programme;

ce seront des maîtres internes, au nombre de deux au plus, qui se partageront, avec le directeur, non-seulement l'enseignement, mais encore la direction morale et la surveillance des élèves, et qui, par conséquent, devront vivre sans cesse au milieu d'eux ; qui ajouteront à leurs leçons de bons conseils ; qui étudieront constamment leurs caractères, et s'attacheront à en réformer successivement les défauts. Cette tâche, qui est avant tout celle du directeur, est difficile, car elle exige une vie entière d'abnégation et de dévouement, beaucoup de discernement et de pratique. L'expérience nous a prouvé que des hommes capables de la bien remplir ne sont pas impossibles à rencontrer.

Il résulte implicitement de l'art. 8 du décret du 24 mars, que l'aumônier de l'école normale est nommé par le ministre, sur la proposition du recteur de l'académie. Je dois ajouter que cette proposition doit toujours être concertée entre monseigneur l'évêque et vous. Il est désirable que l'aumônier réside dans l'intérieur de l'établissement, afin qu'il puisse, indépendamment des exercices et de l'enseignement religieux proprement dit, concourir à l'éducation des élèves-maîtres. Le règlement particulier de l'école pourra rendre ce concours facile, en limitant convenablement les attributions de chacun, de telle sorte que l'autorité, et, par conséquent, la responsabilité du directeur ne cessent pas d'être réelles.

L'admission des élèves-maîtres ne doit plus résulter d'un examen, et encore moins d'un concours. Le candidat qui, au début de la carrière, répond le mieux à des questions très-élémentaires, n'est pas toujours celui qui a le plus d'aptitude aux fonctions laborieuses de l'enseignement primaire. C'est le caractère du candidat, ce sont ses antécédents, sa conduite ordinaire, son aptitude, en un mot sa vocation, qui doivent surtout déterminer la préférence en sa faveur. Le règlement indique par quels moyens on arrivera à cette connaissance parfaite des titres de chaque candidat ; mais la lettre du règlement serait impuissante à cet égard, si, pour en assurer l'exécution, vous ne trouviez dans son esprit les inspirations qu'il est impossible de formuler, et qu'un administrateur habile et digne ment secondé sait heureusement mettre en œuvre.

Vous avez le règlement sous les yeux : je n'ai point dès lors, monsieur le recteur, à énumérer ici les diverses dispositions qu'il contient, et qui toutes se rattachent plus ou moins directement aux questions principales sur lesquelles je viens d'appeler votre attention. Vous y verrez qu'une commission doit être chargée, comme par le passé, de la surveillance de l'école normale, et que vous aurez à nommer cette commission sur la composition du Conseil académique. C'est là, monsieur le recteur, une attribution importante, et dont l'exercice entraîne pour vous une grave responsabilité. Le choix de cette commission importe au plus haut degré à la bonne direction de l'établissement. Les hommes qui consentiront à en faire partie seront appelés à rendre d'utiles services à la société ; il faut donc qu'ils soient tous pénétrés de l'importance de l'obligation qu'ils contracteront. Dévoués aux intérêts de l'instruction primaire, animés du vif désir d'améliorer les mœurs par l'éducation, ils doivent contribuer de tout leur pouvoir à former des instituteurs religieux, et capables de propager par leur exemple, non moins que par leurs leçons, les plus saines doctrines de morale ; ils doivent les préparer aux devoirs qu'ils ont à remplir envers la famille et le pays. La commission a de plus une grave mission à remplir : elle doit vous éclairer, ainsi que le ministre, sur le mérite des fonctionnaires employés dans l'établissement. Le conseil académique ne saurait donc apporter trop de soin dans les propositions qu'il aura à vous faire, et vous ne sauriez prendre vous-même trop de précautions pour arrêter définitivement vos choix.

Il me reste, monsieur le recteur, à appeler votre attention sur l'exécution même du règlement. Il convient que cette exécution ne soit pas différée, et que les écoles normales primaires puissent être réorganisées assez promptement pour que la commission de surveillance et le directeur aient le temps de préparer les rapports mentionnés en l'art. 14 dudit règlement.

Veuillez, à cet égard, prendre l'avis du conseil académique, conformé-

ment à l'art. 6 du règlement, et m'adresser le plus promptement possible une proposition pour les fonctions de directeur de l'école normale établie dans votre académie. Si cette nouvelle épreuve, à laquelle vont être soumis les directeurs des écoles normales primaires, leur est favorable, comme je l'espère, elle sera d'autant plus honorable pour eux, que le conseil académique ne devra se préoccuper que des intérêts d'un établissement dont la bonne administration doit influer essentiellement sur la salutaire direction des écoles primaires. Ces fonctionnaires sauront mesurer l'importance de ces nouveaux devoirs. Aidés de deux maîtres-adjoints au plus, non compris l'aumônier et le maître de chant, ils devront pourvoir à tous les besoins de l'enseignement, de la surveillance et de l'administration. C'est vous dire assez que, pour se réserver, comme le veut l'art. 7 du règlement, la principale partie de l'enseignement, il importe qu'ils soient puissamment secondés par les maîtres-adjoints dans tous les détails de l'administration. Les maîtres-adjoints devront donc, indépendamment des leçons, prendre part aux travaux de la surveillance, et même à ceux de l'économat.

Cette division du travail pourra être prévue dans le règlement particulier que la commission de surveillance devra rédiger, et qui devra être approuvé par vous en conseil académique, aux termes de l'art. 11 du décret. Je ne pourrais même voir qu'avec satisfaction la commission recourir pour quelques écritures, et en cas d'urgence, aux services de ceux des élèves de troisième qui se seraient fait remarquer par la sagesse de leur conduite et la maturité de leur esprit.

En résumé, monsieur le recteur, vous voudrez bien prendre successivement les mesures nécessaires :

1° pour la formation de la commission de surveillance; 2° pour la nomination du directeur ; 3° pour la nomination des maîtres-adjoints ; 4° pour la rédaction du règlement particulier de l'école normale ; 5° pour préparer l'admission des nouveaux élèves-maîtres, qui devront être reçus dans l'école normale primaire à la prochaine rentrée des classes. Dans les écoles normales primaires où la durée du cours d'études est en ce moment de trois ans, vous n'éprouverez, sous ce dernier rapport, aucune difficulté ; mais il n'en sera pas de même dans les établissements où le cours d'études n'est encore que de deux ans.

Il se présente d'abord à ce sujet une question que je dois résoudre immédiatement. Les élèves qui vont terminer leur deuxième, et, par conséquent, leur dernière année d'études seront-ils obligés de rester une troisième année à l'école? Je n'hésite pas à répondre négativement. Le règlement ne doit pas avoir d'effet rétroactif. Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que, d'après l'état actuel des choses, ces jeunes gens auront terminé à la fin de l'année leur cours d'études, combiné jusqu'ici en considération de cette durée de deux années ; et, en second lieu, que ce serait exposer les écoles primaires à être privées pendant un certain temps d'instituteurs, d'autant que les écoles normales, qui ne sont recrutées qu'avec peine, par suite de la mesure qui a élevé provisoirement à dix-sept ans l'âge d'admission, éprouveront de plus grandes difficultés encore par suite de l'élévation de cet âge à dix-huit ans.

Afin de prévenir, au surplus, sous ce rapport tout fâcheux résultat, la commission de surveillance pourrait peut-être, en classant les élèves-maîtres, faire passer immédiatement en troisième année ceux des élèves de première année qui devraient monter en seconde, et placer de prime abord dans cette dernière catégorie ceux des élèves-maîtres nouvellement admis qui lui paraîtraient déjà suffisamment préparés.

L'art. 16 du décret dit que les inscriptions des candidats aux écoles normales auront lieu du 1er au 15 janvier. Les inscriptions ne pouvant être reçues cette année aux époques déterminées, vous devrez vous hâter de les provoquer immédiatement partout, en fixant une époque, par exemple le 15 mai, passé laquelle elles ne seraient plus admises. L'enquête que vous devrez faire sur chaque candidat pourra, avec quelques efforts, vous fournir encore des résultats précieux, si, dans l'intervalle qui s'écoulera jusqu'au 1er ou 15 août, vous avez été puissamment secondé par MM. les inspecteurs et délégués cantonaux.

Vous voudrez bien enfin provoquer sur-le-champ la délibération par laquelle le conseil académique doit proposer au ministre de déterminer le nombre des élèves-maîtres qui pourront être admis à la prochaine rentrée des classes dans l'école normale, conformément à l'art. 15 du décret.

Je n'ai pas besoin, monsieur le recteur, de vous recommander de prendre, autant que vous le pourrez, les mesures nécessaires pour que cette réorganisation des écoles normales apporte le moins de trouble possible dans l'existence des fonctionnaires qui y sont employés. Les budgets des écoles normales sont en ce moment réglés de telle sorte que vous pourrez me proposer d'allouer, tant au directeur qu'aux maîtres-adjoints internes et à l'aumônier, une rémunération convenable de leurs travaux. Si, après cette part faite, il restait encore quelques sommes disponibles, je serais disposé à les employer à indemniser les fonctionnaires, en petit nombre, je l'espère, qui ne pourront être compris dans la nouvelle organisation, et qui ne pourraient recevoir d'une autre manière un dédommagement quelconque. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, cette nouvelle organisation devant modifier la situation financière de l'école, vous aurez à me présenter immédiatement un nouveau budget qui devra être approuvé par moi pour les derniers mois de l'année, et qui sera communiqué ensuite au conseil général dans sa prochaine session, afin qu'il puisse porter au budget départemental la somme nécessaire pour l'entretien de l'établissement pendant l'année classique 1851-1852.

Le ministre de l'instr. publ. et des cultes, DE CROUSEILHES.

Circulaire aux recteurs, concernant les instructions relatives à l'admission dans la même école d'enfants des deux sexes professant le même culte.

Paris, le 10 mai 1851.

Monsieur le recteur, la circulaire du 24 décembre 1850 porte qu'un instituteur libre ne peut recevoir des enfants des deux sexes que dans le cas où le conseil académique, usant du pouvoir que lui confère l'art. 36 de la loi du 15 mars, dispense la commune où exerce cet instituteur d'entretenir une école publique.

Cette interprétation de l'art. 52 de la loi, qui a pour but d'obtenir, autant que possible, la séparation des enfants des deux sexes dans les écoles, a fait naître quelques réclamations qui paraissent devoir être accueillies dans une certaine mesure. On a fait observer que si la loi voulait que les enfants des deux sexes fussent recueillis dans des écoles séparées, elle voulait aussi que la liberté religieuse fût respectée, et que l'enseignement ne fût pas donné, autant que possible, à des enfants catholiques par un instituteur protestant, à des enfants protestants par un instituteur catholique ; que, dès lors, il devenait indispensable d'autoriser, selon les circonstances, la réunion des enfants des deux sexes de même culte sous une direction commune. Cette intention de la loi ressort, en effet, des termes mêmes des articles 15, 31 et 44, accordant aux communes où les différents cultes reconnus sont professés publiquement la faculté d'avoir des écoles distinctes pour les enfants appartenant à chacun de ces cultes ; chargeant les conseils académiques d'apprécier les circonstances où des enfants des deux sexes peuvent être admis dans ces écoles ; et prescrivant que, dans le cas d'écoles spéciales quant aux cultes, les enfants d'un culte ne doivent être admis dans l'école d'un autre culte que sur la volonté exprimée par les parents.

La circulaire du 24 décembre n'avait pas méconnu cette intention formelle de la loi : elle vous a rappelé, au contraire, en termes très-explicites, cette règle générale, et vous a demandé de veiller avec soin à l'exécution du cinquième paragraphe de l'art. 44 de la loi, et de l'art. 12 du décret du 7 octobre 1850. Elle n'a donc point voulu que les enfants des cultes différents fussent nécessairement réunis dans une même école, lorsqu'il y avait un moyen facile de les réunir dans des écoles spéciales ; mais, tout en respectant la liberté religieuse et la volonté des parents, elle a voulu qu'on n'oubliât point la sécurité que présentent les écoles dirigées par des insti-

tutrices, et leur utilité incontestable pour une meilleure éducation des filles; elle a donc indiqué les mesures qui paraissent devoir aider le plus sûrement à la propagation de ces établissements.

Je crois, monsieur le recteur, qu'il est possible de concilier ces deux intérêts d'une égale importance. Tout en observant d'une manière générale les dispositions de la circulaire du 24 décembre 1850, il me paraît que les conseils académiques peuvent, selon les circonstances, autoriser l'admission des enfants des deux sexes dans une école libre, toutes les fois que cette école est spécialement consacrée à un culte différent de celui auquel appartiennent les autres écoles libres ou publiques existant dans la commune.

J'espère, monsieur le recteur, que les instructions de la circulaire du 24 décembre, ainsi entendues, vous permettront de lever toutes les difficultés qui pourraient se présenter dans la pratique pour l'application des dispositions de la loi organique que j'ai l'honneur de vous rappeler dans cette circulaire.

Le minist. de l'instr. publ. et des cultes. DE CROUSEILHES.

Instruction pour l'inspection des écoles libres.

Paris, le 10 mai 1851.

Monsieur le recteur, en accordant, sous certaines conditions, à tous les citoyens français la liberté de se livrer à la profession de l'enseignement, la loi du 15 mars 1850 a réservé formellement à l'Etat le droit de surveiller, dans l'intérêt de la morale, de la santé des enfants et de la sécurité publique l'usage que l'on ferait de cette liberté. Toutefois, pour que la liberté d'enseignement demeurât entière sans que la surveillance de l'Etat cessât d'être sérieuse et réelle, le législateur a voulu que cette surveillance ne s'étendît à l'enseignement que pour *vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois* (art. 21).

Cette double obligation du respect pour la liberté acquise et de la surveillance réclamée par l'ordre public vous fait, monsieur le recteur, une position délicate, dans laquelle vous avez besoin d'être dirigé, afin que d'une part vous évitiez d'éveiller inutilement des susceptibilités légitimes, et que de l'autre, pourtant, vous protégiez toujours les intérêts sacrés qui vous sont confiés par la loi.

C'est pour vous éclairer sur l'accomplissement d'un devoir important et difficile que je vous adresse ces instructions. Vous les méditerez avec soin, afin de vous pénétrer de leur esprit, et de vous y conformer ponctuellement.

Et d'abord, par égard pour l'autorité qui appartient au chef d'une maison d'éducation, et pour assurer le respect qui lui est dû par les élèves confiés à ses soins, il conviendra que vous vous adressiez personnellement à lui, lorsque vous aurez l'intention de visiter l'établissement qu'il dirige. Je vous recommande, en conséquence, de le prévenir de votre arrivée, et de l'inviter à vous accompagner dans votre visite. S'il était absent, ou s'il refusait de vous accompagner, cette circonstance regrettable ne vous empêcherait pas d'accomplir votre mission dans toute son étendue.

Le premier acte de votre inspection sera l'examen du registre où doivent être inscrits les nom, prénoms, âge, etc., des professeurs et surveillants, conformément à l'art. 6 du décret du 20 décembre 1850.

Vous vous informerez ensuite du nombre des pensionnaires, demi-pensionnaires et externes.

Vous visiterez particulièrement les parties de l'établissement qui sont destinées aux élèves. Cependant vous pourriez, selon le besoin et l'occurrence, demander à voir les autres parties de la maison.

Vous observerez si dans la disposition des lieux ou dans le voisinage de l'établissement il ne se trouve rien de dangereux pour la moralité ou la santé des enfants; vous examinerez spécialement si les dortoirs sont suffisamment aérés, et si leurs dimensions sont en rapport avec le nombre des pensionnaires.

Le régime alimentaire intéresse trop directement la santé des enfants pour que vous n'y portiez pas toute votre attention. Vous vérifierez avec soin si la nourriture est convenablement préparée, si elle est saine et suffisante; mais vous n'oublierez pas la réserve et les ménagements que l'on doit mettre dans ce genre de recherches, autant pour maintenir la considération des chefs de l'établissement que pour éviter de provoquer, de la part des élèves, des critiques et des plaintes trop faciles quelquefois à se produire.

Vous avez le droit d'assister aux exercices que vous jugerez devoir appeler de votre part une surveillance particulière, dans l'intérêt et les limites de la mission qui vous est confiée par la loi, et vous me rendrez compte des observations que vous aurez recueillies.

Toutefois, par respect pour la liberté des méthodes, vous vous abstiendrez d'interroger les élèves sur la force et la direction des études, à moins que le chef de l'établissement ne vous en ait exprimé le désir dans le cours même de la visite. Mais vous pourrez toujours, quand vous le jugerez nécessaire, pour les motifs que la loi a définis, vous faire présenter les livres à l'usage des classes, ainsi que les cahiers des élèves,

Quels que soient les sujets de blâme que vous rencontriez dans le cours de votre visite, vous ne laisserez rien apercevoir de votre improbation, ni devant les enfants, ni devant les domestiques, ni devant les sous-maîtres.

Mais la visite étant terminée, vous adresserez en particulier, au chef de l'établissement, les observations, et, s'il y a lieu, les représentations que vous croirez être de votre devoir.

Si, dans le cours de la visite et par l'examen des livres ou cahiers, vous avez remarqué des choses contraires à la morale, à la constitution et aux lois, vous demanderez au chef de l'établissement les explications nécessaires sur l'introduction de ces livres et la rédaction de ces cahiers.

Si les réponses du chef ne vous paraissent pas satisfaisantes, et si, d'une autre part, les symptômes que vous auriez vous-même remarqués, ou les renseignements qui vous seraient venus d'ailleurs, vous donnaient de sérieuses raisons de croire que dans l'établissement existent de dangereux abus, soit parce qu'on y propage des doctrines perverses, soit parce qu'on y tolère des désordres de mœurs, alors vous pourriez interroger les maîtres et surveillants pour vous éclairer sur le véritable état des choses, et, de plus, soit par vous-même, soit avec le concours du conseil académique, vous prendriez les moyens d'information, et, au besoin, les mesures de répression prévus par la loi ; vous pourriez en ce cas interroger les élèves eux-mêmes.

Ces règles sont précises, monsieur le recteur, et cependant vous voyez qu'elles sont, pour leur juste application, confiées à votre intelligence et à votre sagesse. C'est que vos fonctions vous mettent aujourd'hui en rapport direct avec les établissements les plus disproportionnés et les plus dissemblables, depuis la moindre école primaire libre jusqu'aux colléges libres les plus importants, depuis l'institution médiocre jusqu'aux maisons d'éducation les plus dignes de la confiance, du respect et de la reconnaissance publics.

Les droits de l'Etat sont les mêmes partout, vous ne l'oublierez jamais ; et cependant vous comprendrez que, même dans l'intérêt de l'Etat et de l'ordre public, ces droits doivent être exercés avec beaucoup de discernement et de mesure.

Autant il est nécessaire que votre surveillance intimide partout le mal, autant il est désirable que partout elle encourage et honore les efforts inspirés par l'amour du bien.

C'est surtout en ce qui concerne les écoles secondaires ecclésiastiques, monsieur le recteur, que vous reconnaîtrez combien il importe d'observer les égards et les ménagements qui, sans jamais abaisser vos fonctions, les rendent plus efficaces en les faisant mieux accepter.

Ce n'est pas que l'Etat n'ait également, dans ces établissements, un droit de surveillance, puisque, d'après le premier paragraphe de l'art. 70 de la loi, cette surveillance est la seule condition à laquelle ils restent soumis ; mais vous aurez remarqué que les petits séminaires ne peuvent être com-

plétement assimilés aux écoles libres, puisqu'ils appartiennent aux diocèses et non à des particuliers, et que, comme tels, ils relèvent immédiatement de l'autorité diocésaine.

Les petits séminaires sont des écoles spéciales destinées, avant tout, au recrutement du sacerdoce, et dont le régime intérieur est entièrement réglé par les évêques.

Vous comprendrez, monsieur le recteur, que dans ces conditions ils offrent à l'Etat des motifs de sécurité qui lui permettent de donner à la surveillance qu'il y exerce un caractère particulier : et cette distinction repose sur les dispositions spéciales de l'art. 70 de la loi, qui diffère essentiellement de l'art. 21.

Au-dessus du chef immédiat, avec lequel vous aurez à vous mettre en rapport pour l'accomplissement de votre mission, se trouve l'évêque, que la loi reconnaît comme chef supérieur de la maison, et dont la haute position offre au gouvernement qui l'a nommé les plus sûres garanties.

Il conviendra qu'avant tout, autant que vous le pourrez, vous vous concertiez avec ce prélat sur l'époque et sur l'ordre de votre visite ; et si, en la faisant, vous aviez remarqué quelque chose qui vous semblât appeler son attention, c'est toujours à lui que vous devriez en référer d'abord, comme c'est à lui que le ministre lui-même s'adresserait, si, dans des cas qui seront certainement très-rares, il croyait avoir à intervenir.

Vous voudrez bien remettre un exemplaire de la présente circulaire à chacun des inspecteurs placés sous vos ordres.

Le minist. de l'instr. publ. et des cultes, DE CROUSEILHES.

Circulaire relative aux autorisations d'enseigner demandées par des étrangers.

Paris, le 7 juin 1851.

Monsieur le recteur,

Ma circulaire du 14 mai dernier énumère les pièces qui doivent être produites à l'appui des demandes ayant pour objet d'obtenir l'autorisation, pour les étrangers, d'exercer en France des fonctions de surveillance ou d'enseignement dans les établissements particuliers d'instruction primaire ou secondaire. Quelques réclamations dignes d'attention se sont élevées à cette occasion : j'ai cru qu'il était convenable d'en tenir compte.

On m'a fait observer en effet que, dans certains cas, il pourrait paraître excessif d'exiger d'une manière inflexible et absolue, des étrangers qui sollicitent l'autorisation d'exercer des fonctions de surveillance ou d'enseignement, la preuve qu'ils sont admis à jouir des droits civils. Eloigné tout à coup de son pays par suite de révolutions politiques ou de circonstances de force majeure, et obligé de chercher dans l'instruction qu'il possède des ressources immédiates, un étranger, sans avoir justifié de l'admission à la jouissance des droits civils, peut offrir, par ses antécédents, par son caractère, par le nom seul qu'il porte, des garanties suffisantes. Des actes émanés des autorités françaises, comme la concession d'un secours, la permission régulièrement accordée d'exercer le ministère ecclésiastique, ou toute autre délégation authentique, sembleraient, en effet, pouvoir suppléer au certificat de jouissance des droits civils. C'est, du moins, ce qu'il faut laisser à l'appréciation du ministre et du conseil supérieur, à qui il appartient de résoudre ces questions délicates.

D'après ces considérations, vous comprendrez qu'il vaut mieux référer de toutes ces affaires à l'autorité supérieure en lui transmettant les demandes et pièces avec vos observations : elle prendra telle décision qu'il appartiendra.

Le minist. de l'instr. publ. et des cultes, DE CROUSEILHES.

ACTE DU 2 DÉCEMBRE.

La spécialité de notre recueil ne nous permet pas de rapporter textuellement les actes officiels du 2 décembre 1851. Nous ne ferons donc que les mentionner sommairement pour l'histoire. Quant à ceux qui ont rapport aux matières religieuses, nous les reproduirons *in extenso*, comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

Décret qui dissout l'Assemblée nationale et le conseil d'État, rétablit le suffrage universel, convoque le peuple français dans ses comices, et met en état de siége l'étendue de la 1re division militaire (du 2 déc. 1851), *Bulletin des lois*, xe série, no 3379). Proclamation contenant appel au peuple, du même jour (*Bulletin des lois* xe série nos 3380 et 3381 (1).

Décrets sur la présentation à l'acceptation du peuple français d'un plébiscite relatif au maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte, et ayant pour objet de lui déléguer les pouvoirs nécessaires pour faire une constitution (vote nominatif sur des registres (2 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, nos 3382 et 3383.)

Décrets portant formation d'une commission consultative destinée notamment à remplacer provisoirement l'Assemblée législative et le conseil d'État (2, 3 et 13 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, nos 3384, 3385, 3424).

Décret portant nomination des nouveaux ministres : M. Eugène Rouher, à la justice; M. Turgot, aux affaires étrangères; M. Leroy de Saint-Arnaud, à la guerre; M. Théodore Ducos, à la marine et aux colonies; M. de Morny, à l'intérieur ; M. Magne, aux travaux publics; M. Lefebvre-Duruflé, à l'agriculture et au commerce; M. H. Fortoul, à l'instruction publique et aux cultes ; M. Achille Fould, aux finances (du 3 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3386).

Décret qui modifie celui du 2 décembre, sur la présentation du plébiscite à l'acceptation du peuple français et de l'armée en substituant le scrutin secret au vote public, et porte que le scrutin sera ouvert le 20 et le 21 décembre (4 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3387).

Décrets qui déclarent en état de siége les départements de l'Allier, Saône-et-Loire, Hérault, Gard, Basses-Alpes, Gers, Var, Lot-et-Ga-

---

(1) Dans cette proclamation, Louis-Napoléon pose ainsi les bases de la constitution qu'il promet à la nation :

1° un chef responsable nommé pour 10 ans; 2° des ministres dépendants du pouvoir exécutif seul ; 3° un conseil d'Etat formé des hommes les plus distingués, préparant les lois et en soutenant la discussion devant le corps législatif ; 4° un corps législatif discutant et votant les lois, nommé par le suffrage universel sans scrutin de liste ; 5° une seconde assemblée, formée de toutes les illustrations du pays, pouvoir pondérateur, gardien du pacte fondamental et des libertés publiques.

ronne, Aveyron, Vaucluse, Jura, l'Algérie (5, 7, 9, 15 déc.), (*Bulletin des lois*, xe série, nos 3399, 3400, 3402).

Décret qui rend au culte l'ancienne église de Sainte-Geneviève (6 déc. 1851), (*Voir le texte ci-après*).

Décret autorisant la transportation des individus placés sous la surveillance de la haute police qui auront rompu leur ban, et des individus reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète, etc. (8 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3403).

Nouvelle proclamation du Président de la république, dans laquelle il prend de nouveau l'engagement de déférer au vote du peuple (8 déc.), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3389).

Décret qui défère à la juridiction militaire la connaissance de tous les faits se rattachant à l'insurrection des 3 décembre et jours suivants, dans la 1re division militaire, et institue à cet effet quatre commissions militaires (9 déc. 1851).

Décret relatif aux délais pour le jugement des conflits, aux pourvois en matière contentieuse dont le conseil d'État devait connaître, et aux décisions de la section du contentieux qui n'auraient pu être lues en audience publique (9 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3404).

Décret qui autorise la perception des impôts et revenus indirects jusqu'au 1er avril 1852, et ouvre aux ministres un crédit provisoire sur l'exercice 1852 (11 déc. 1851), *Bulletin des lois*, xe série, no 3409). Sur ce crédit les cultes figurent pour 10,645,918 fr., (voir la loi du 8 août 1851, qui sera ultérieurement publiée en ce qui concerne le ministère des cultes).

Décret sur les fonctions de la commission consultative (11 décem-1851), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3410).

Décret portant qu'une section dite d'administration remplira les fonctions déférées à la commission consultative, par l'art. 3 du décret du 11 décembre et qu'un arrêté du ministre de la justice divisera cette section en comités correspondant aux divers ministères (15 décembre 1851). (*Bulletin des lois*, xe série, no 3428).

Circulaire de M. le ministre de l'intérieur aux préfets relative à la cessation des travaux de l'État, des départements et des communes, les dimanches et jours fériés, et à la prohibition, les mêmes jours, pendant les exercices du culte, des réunions de cabarets, chants et démonstrations extérieures de nature à troubler ces exercices (15 décembre 1851), (voir le texte ci-après).

Décret qui détermine les affaires qui seront portées à la section d'administration de la commission consultative, et celles qui seront soumises à la délibération des comités (16 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, no 3429).

Décret qui proclame le résultat des votes recensés par la commission consultative sur le plébiscite présenté à l'acceptation du peuple

français, et qui constate que sur 8,116,773 votants, 7,439,216 ont voté *oui*, 640,737 ont voté *non*, et 36,820 ont voté d'une manière irrégulière (31 déc. 1851); (*Bulletin des lois*, xe série, no 3455).

Décret qui défère aux tribunaux de police correctionnelle la connaissance de tous les délits prévus par les lois sur la presse et commis au moyen de la parole (31 déc. 1851), (*Bulletin des lois*, xe série, n° 3455).

Décret qui rend au culte l'ancienne église de Sainte-Geneviève.

Du 6 décembre 1851 (1).

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ; —vu la loi du 4-10 avril 1791 ;—vu le décret du 20 février 1806 ;—vu l'ordonnance du 12 déc. 1821 ;—vu l'ordonnance du 26 août 1830,

Décrète :

Art. 1er. L'ancienne église de Sainte-Geneviève est rendue au

---

(1) L'église de Sainte-Geneviève, qui a eu pour fondateur le roi Louis XV, a changé plusieurs fois de destination. Pour connaître ses diverses transformations, il suffit de lire les actes qui sont visés dans le décret de Louis-Napoléon. Voici le texte de ces actes :

Loi du 4-10 avril 1791, qui affecte l'église Sainte-Geneviève à la sépulture des grands hommes

Louis, par la Grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'Etat, roi des Français, etc. : Art. 1er. L'assemblée nationale décrète que le nouvel édifice de Sainte-Geneviève sera destiné à recevoir les cendres des grands hommes à dater de l'époque de la liberté française.—2. Le corps législatif décidera seul à quels hommes cet honneur sera réservé.—3. Honoré Riquetti Mirabeau est jugé digne de recevoir cet honneur.—4. La législature ne pourra décerner cet honneur à un de ses membres venant à décéder ; il ne pourra être décerné que par la législature suivante.—5. Les exceptions qui pourront avoir lieu pour quelques grands hommes morts avant la révolution ne pourront être faites que par le corps législatif.—6. Le directoire du département de Paris sera chargé de mettre promptement l'édifice de Sainte-Geneviève en état de remplir sa nouvelle destination, et fera graver au-dessus du portique ces mots : *Aux grands hommes la patrie reconnaissante*.—7. En attendant que le nouvel édifice de Sainte Geneviève soit achevé, le corps de Riquetti Mirabeau sera déposé, à côté des cendres de Descartes, dans le caveau de l'ancienne église.

Extrait du décret, du 20 février 1806, réglant la destination de l'église de Sainte-Geneviève (2).

Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, etc.

Art. 7. L'église de Sainte-Geneviève sera terminée, et rendue au culte, conformément à l'intention de son fondateur, sous l'invocation de Sainte-Geneviève, patronne de Paris.

8. Elle conservera la destination qui lui avait été donnée par l'Assemblée Constituante, et sera consacrée à la sépulture des grands dignitaires, des

(2) Par ce décret, Napoléon fondait aussi le chapitre de Saint-Denis.

culte, conformément à l'intention de son fondateur, sous l'invocation de sainte Geneviève, patronne de Paris.

Il sera pris ultérieurement des mesures pour régler l'exercice permanent du culte catholique dans cette église.

2. L'ordonnance du 26 août 1830 est rapportée.

---

grands officiers de l'empire et de la couronne, des sénateurs, des grands officiers de la légion d'honneur, et, en vertu de nos décrets spéciaux, des citoyens qui, dans la carrière des armes ou dans celle de l'administration ou des lettres, auront rendu d'éminents services à la patrie. Leurs corps, embaumés, seront inhumés dans l'église (1).

9. Les tombeaux déposés au Musée des monuments français seront transportés dans cette église, pour y être rangés par ordre de siècles.

10. Le chapitre métropolitain de Notre-Dame, augmenté de six membres, sera chargé de desservir l'église de Sainte-Geneviève. La garde de cette église sera spécialement confiée à un archiprêtre choisi parmi les chanoines.

11 Il y sera officié solennellement le 3 janvier, fête de Sainte-Geneviève; le 15 août, fête de Saint-Napoléon et anniversaire du Concordat; le jour des Morts, et le premier dimanche de décembre, l'anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz; et toutes les fois qu'il y aura lieu à des inhumations en exécution du présent décret. Aucune autre fonction religieuse ne pourra être exercée dans ladite église qu'en vertu de notre approbation.

12. Nos ministres de l'intérieur (M. de Champagny) et des cultes (M. Portalis), sont chargés de l'exécution du présent décret.

Ordonnance du roi qui met à la disposition de Mgr l'archevêque de Paris l'église Sainte-Geneviève, pour être rendue à l'exercice de la religion. (Du 12 décembre 1821.)

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. L'église que notre aïeul le roi Louis XV avait commencé de faire élever sous l'invocation de sainte Geneviève, est heureusement terminée. Si elle n'a pas encore reçu tous les ornements qui doivent compléter sa magnificence, elle est dans un état qui permet d'y célébrer le service divin. C'est pourquoi, afin de ne pas retarder davantage l'accomplissement des intentions de son fondateur, et de rétablir, conformément à ses vues et aux nôtres, le culte de la patronne dont notre bonne ville de Paris avait coutume d'implorer l'assistance dans tous ses besoins; sur le rapport de notre ministre de l'intérieur, et notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. La nouvelle église fondée par Louis XV en l'honneur de sainte Geneviève, patronne de Paris, sera incessamment consacrée à l'exercice du culte divin, sous l'invocation de cette sainte; à cet effet, elle est mise à la disposition de l'archevêque de Paris, qui la fera provisoirement desservir par des ecclésiastiques qu'il désignera.

2. Il sera ultérieurement statué sur le service régulier et perpétuel qui devra y être fait, et sur la nature de ce service.

3. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur (M. Siméon) est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Ordonnance du roi portant que le Panthéon sera rendu à sa destination primitive et légale. (Du 26 août 1830.)

Louis-Philippe, roi des Français, à tous présents et à venir salut;—vu

(1) Un décret du 26 mars 1811 déclara cet article applicable aux cardinaux, en les ajoutant aux grands dignitaires dont la sépulture devait avoir lieu dans l'église Sainte-Geneviève.

3. Les ministres de l'instruction publique et des cultes (M. H. Fortoul), et des travaux publics (M. Magne), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

DIMANCHES ET FÊTES. — TRAVAUX. — SUSPENSION. — RÉUNIONS DE CABARETS. — INTERDICTION PENDANT LES OFFICES.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'intérieur aux préfets, relative à la cessation des travaux de l'État, des départements et des communes, les dimanches et jours fériés, et à la prohibition, les mêmes jours, pendant les exercices du culte, des réunions de cabarets, chants et démonstrations extérieures de nature à troubler ces exercices* (1).

Paris, 15 décembre 1851.

Monsieur le préfet, à plusieurs reprises, depuis quelques années, le gouvernement s'est attaché à faire comprendre aux administration et aux fonctionnaires de tous ordres quelles règles ils ont à suivre en ce qui concerne la cessation des travaux publics le dimanche et les jours fériés reconnus par la loi.

Les efforts que le gouvernement a tentés dans ce sens n'ont point, jusqu'à ce jour, obtenu le succès désirable. Tantôt on a rencontré

---

les lois des 4-10 avril 1791 ;—vu le décret du 20 février 1806 et l'ordonnance du 12 décembre 1821 ;—notre conseil entendu ;—Considérant qu'il est de la justice nationale et de l'honneur de la France que les grands hommes qui ont bien mérité de la patrie, en contribuant à son bonheur ou à sa gloire, reçoivent après leur mort un témoignage éclatant de l'estime et de la reconnaissance publique ;—considérant que, pour atteindre ce but, les lois qui avaient affecté le Panthéon à une semblable destination doivent être remises en vigueur ;—nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. Le Panthéon sera rendu à sa destination primitive et légale ; l'inscription *Aux grands hommes la Patrie reconnaissante* sera rétablie sur le fronton. Les restes des grands hommes qui auront bien mérité de la patrie y seront déposés.

2. Il sera pris des mesures pour déterminer à quelles conditions et dans quelles formes ce témoignage de la reconnaissance nationale sera décerné au nom de la patrie.

Une commission sera immédiatement chargée de préparer un projet de loi à cet effet (2).

3. Le décret du 20 février 1806 et l'ordonnance du 12 décembre 1821 sont rapportés.

4. Nos ministres secrétaires d'Etat aux départements de l'intérieur (M. Guizot) et de l'instruction publique et des cultes (M. le duc de Broglie) se concerteront pour que le Panthéon puisse être rendu dans le plus court délai à la destination ci-dessus exprimée, et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

(1) Voy. sur le même sujet les précédentes circulaires des 20 mars 1849. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 145, et 14 nov. 1851, ci-dessus, p. 311. Voy. aussi les actes cités à la suite de ces circulaires.)

(2) Cette commission fut, en effet, nommée par une ordonnance du 27 août 1830, mais ses travaux n'eurent aucune suite.

des résistances de la part des municipalités, tantôt les intérêts se sont crus menacés, et, chose plus grave, les agents du pouvoir eux-mêmes, soit incertitude, soit faiblesse, ont négligé de se conformer aux ordres qui leur étaient transmis.

Le repos du dimanche est l'une des bases essentielles de cette morale qui fait la force et la consolation d'un pays. A ne l'envisager qu'au seul point de vue du bien-être matériel, ce repos est nécessaire à la santé et au développement intellectuel des classes ouvrières; l'homme qui travaille sans relâche, et ne réserve aucun jour pour l'accomplissement de ses devoirs et pour le progrès de son instruction, devient tôt ou tard en proie au matérialisme, et le sentiment de sa dignité s'altère en lui en même temps que ses facultés physiques. Trop souvent, d'ailleurs, les classes ouvrières que l'on assujettit au travail du dimanche se dédommagent de cette contrainte en chômant un autre jour de la semaine; funeste habitude qui, par le mépris des traditions les plus vénérées, conduit insensiblement à la ruine des familles et à la débauche.

Le gouvernement ne prétend pas, dans des questions de cette nature, faire peser une sorte de contrainte sur la volonté des citoyens. Chaque individu reste libre d'obéir aux inspirations de sa conscience; mais l'État, l'administration, les communes, peuvent donner l'exemple du respect des principes. C'est dans ce sens et dans ces limites que je crois nécessaire de vous adresser des instructions spéciales.

En conséquence, je vous invite à donner des ordres pour qu'à l'avenir, autant qu'il dépendra de l'autorité, les travaux publics cessent le dimanche et les jours fériés. Vous veillerez à ce que, désormais, lorsqu'il s'agira de travaux à entreprendre pour le compte des départements et descommunes, on insère dans les cahiers des charges une clause formelle qui interdise aux entrepreneurs de faire travailler les jours fériés et les dimanches; il conviendra même que l'acte soit rédigé de telle sorte que cette interdiction ne demeure pas une formule vaine et susceptible d'être éludée. Enfin, pour ce qui concerne les règlements municipaux destinés à prohiber, pendant les exercices du culte, les réunions de cabaret, chants et autres démonstrations extérieures qui troubleraient ces mêmes exercices, vous userez, avec une sage prudence et un zèle éclairé, de votre influence pour diminuer autant que possible, les fâcheux scandales qui se produisent trop souvent.

Agréez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre de l'intérieur, A. DE MORNY.

CULTES. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul) *aux préfets, relative à l'envoi des modèles de comptes*

à rendre par eux des dépenses des cultes pendant l'année 1851 (du 15 déc. 1851).

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul) *aux préfets, relative à l'envoi de la nomenclature de l'exercice* 1852, *et des modèles de bordereaux mensuels que ces fonctionnaires doivent adresser à l'administration* (du 28 déc. 1851).

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul), *à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant qu'un* TE DEUM *soit chanté le 1^er^ et le 11 janvier, à l'occasion de l'élection du 21 décembre, et relative à la formule de prières pour le chef de l'État.*

Paris, 29 décembre 1851.

Monseigneur, M. le Président de la République vous a exprimé le désir qu'un *Te Deum* solennel fût chanté dans votre cathédrale, le 1^er^ janvier prochain, pour remercier Dieu, dont la main protectrice s'est visiblement étendue sur la France. Je viens vous demander, Monseigneur, de vouloir bien ordonner que la même prière d'action de grâces soit dite dans toutes les églises de votre diocèse, le dimanche 11 janvier. Des instructions ont été transmises à MM. les préfets afin que, partout, les autorités se concertent avec le clergé sur les dispositions à prendre pour cette solennité religieuse.

Suivant les intentions de M. le Président de la République, et pour se rapprocher autant que possible des termes consacrés par l'art. 8 du Concordat de 1801, la prière que l'Église est dans l'usage de faire à la fin de l'office divin devra être ainsi conçue désormais : *Domine, salvam fac Rempublicam ; Domine, salvum fac Ludovicum-Napoleonem.*

Agréez, monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes, H. FORTOUL.

Pour ampliation :

Le Directeur de l'administration des cultes,

DE CONTENCIN.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

A

ACTE *du 2 décembre* 1851. — Sommaire des actes du chef de l'Etat depuis cette époque, 372.

ACTES *du Saint-Siége.*—Institution canonique, 98, 284.—Bulles relatives à l'érection des évêchés coloniaux, 101.—Nomination de cardinaux, 97, 93.

ACTES *officiels.*—5, 50, 98, 121. 162, 227, 285, 360

ADMINISTRATION *fabricienne.* —Voy. *Fabriques.*

ALGÉRIE. Dépenses des cultes. —Voy. *Budget des cultes.*

ANCIENNES *religieuses.*—Voy. *Budget des cultes, secours de l'Etat.*

ANNEXES.—Voy. *Bancs et chaises, binage*

ANNIVERSAIRE. — *Révolution du 24 février* 1848.—Sommaire de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour l'anniversaire du 24 février 1848, 50.—*Proclamation de la République.*—Sommaire de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques relative à la célébration du troisième anniversaire de la proclamation de la République, 100.

ANNUELS.—Attribution des cierges offerts pour les annuels, 155.

ARCHEVEQUES. —Voy. *Budget des cultes, Cardinaux, Evêques, Nécrologe.*

ASSEMBLEE *législative.*—Date et sommaire des lois d'un intérêt général votées par l'Assemblée législative, 31, 49, 88, 97, 160, 208, 226.—Dissolution de cette assemblée, 372.

AUMONIERS.— *Marine* Allocation portée au budget de 1851 pour les aumôniers de la marine, 22. — Voy. *Instruction publique*

B

BANCS *d'église.*— *Adjudication.* Qui peut devenir adjudicataire des locations ou concessions de bancs, 332. — Les marguilliers le peuvent-ils ? *ibid* — Les adjudications de concessions de bancs, soit temporaires, soit viagères, peuvent être faites par la voie des soumissions écrites ou par la voie des enchères publiques, 330. — Les publications et adjudications des bancs peuvent avoir lieu dans l'église, mais non pendant les offices, 334.—Le défaut de signature par le curé des procès-verbaux d'adjudication des concessions de bancs temporaires ou viagères n'entraîne point la nullité de ces actes, *ibid.* —Procès-verbal, timbre et enregistrement, 336.

Annulation des concessions. — Quand une adjudication de banc est nulle, comme faite contrairement aux prescriptions du décret de 1809, c'est à l'autorité judiciaire à statuer sur cette nullité, mais il peut être procédé préalablement à une nouvelle adjudication, 330.

Anciennes concessions. — Abolition des anciennes concessions et des droits honorifiques en vertu desquels elles existaient, 276. — Nullité des concessions antérieures au décret du 30 décembre 1809, qui n'auraient point été renouvelées suivant les formes prescrites par ce décret, 278,

Bancs et places non concédés. — Appartiennent au premier occupant, sous la condition de payer le prix de location, 358.

Bureau des marguilliers.—Fonctions relatives à la location et à la concession des bancs, 30, 315 et suiv.

Baux, clause résolutoire.—Lorsqu'en matière de concession de banc dans une église, il est stipulé dans le cahier des charges que la redevance annuelle due pour cette concession sera payée à une époque déterminée, faute de quoi le banc sera considéré comme abandonné par le concessionnaire et pourra être loué de nouveau, sans qu'il soit besoin d'avis préalable, cette clause résolutoire donne *de plano*, à la fabrique le droit de mettre ledit banc en adjudication et de le relouer à d'autres.

Le concessionnaire évincé n'est pas fondé à se faire maintenir dans sa jouissance, et à prétendre qu'il lui est dû des dommages-intérêts pour le trouble apporté à cette jouissance.

En cas de contestation sur ce point, quel est le juge compétent pour statuer en pareil cas ? En admettant qu'un juge de paix croie pouvoir en connaître, que devrait faire la fabrique si elle venait à être condamnée par lui ? 89.

Renouvellement des baux des bancs, 283, 353, 359.

Chaises. De la location des chaises ; règles et formalités, 209 et suivantes. — Voy. *chaises.*

Chapelles. Concessions, formalités, 342.

Compétence. Dans quel cas, le juge de paix est compétent pour statuer sur les demandes en payement du prix des bancs, 354.—Dans quels cas il y a lieu de porter les contestations relatives aux concessions de bancs et places devant les tribunaux de première instance, 330, 354.

Concession par bail pour une prestation annuelle. Formalités, 318.—Modèle de règlement pour les concessions de bancs, places et tribunes, 319.—Modèle d'une demande de concession de banc, 320. — Modèle d'affiche d'une demande de concession de banc, 321. — Modèle d'une enchère faite après l'affiche et la publication d'une demande de concession de banc, *ibid.* — Avis du conseil de fabrique sur cette demande ; modèle de cet avis, *ibid.* — Adjudication : modèle d'un procès-verbal de cette adjudication, 322.— Modèle d'un acte de concession de banc au bas de la demande, *ibid.* — Un particulier peut-il louer plusieurs bancs lorsqu'il ne fait pas de sous-location? 330.—Concession par moitié, 332.

Concession viagère : Concession moyennant le don d'un capital ou d'un immeuble. Conditions et formalités, 323. — Evaluation de l'immeuble offert, par qui peut être faite cette évaluation ; modèle de procès-verbal de cette évaluation, *ibid.* — Modèle d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession au prix d'un capital ou d'un immeuble, 324. — Dans quel cas la fabrique peut concéder un banc pour la vie du concessionnaire et celle de ses enfants, 329.

Concession à la famille. — Les concessions à la famille tant qu'elle existera ne sont autorisées qu'en faveur de celui qui a entièrement bâti l'église, ou de celui qui en a été le donateur ou bienfaiteur, 336. — Formalités d'après lesquelles elles doivent être faites, *ibid.* — Modèle d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession à la famille, *ibid.* — A quels donateurs ou bienfaiteurs l'art. 72 du décret du 30 décembre 1809 doit s'appliquer, en d'autres termes, quels sont les bienfaits qu'il faut faire à l'église pour prétendre à une concession de banc pour soi et sa famille ? 338. — Tarif du prix que les fabriques peuvent exiger pour concession de banc, de tribune et de chapelle, 340. — Projet de tarif élaboré par l'administration des cultes, pour la concession des bancs, tribunes et chapelles dans les églises, *ibid.*—Les habitants d'une commune qui auraient fait construire une église ne seraient pas fondés à prétendre qu'ils ont le droit de jouir chacun d'un banc dans cette église, 338.—Lorsqu'une concession de banc est consentie par la fabrique à un donateur ou bienfaiteur de l'église, pour lui et sa famille, il suffit pour la validité de cette concession qu'elle soit approuvée par l'évêque et par le Ministre des cultes, 341. — Celui qui a bâti une église et qui s'est réservé un droit de banc, peut en choisir la place, mais c'est à la fabrique qu'il appartient de régler la place de celui accordé au simple donateur ou bienfaiteur, *ibid.*

Concession perpétuelle. Existe-t-il des concessions perpétuelles ? 317.

Conseils de fabrique. Fonctions concernant la location et la concession des bancs et places, 269 et suiv.

Curés et desservants. Droits relativement au placement et au changement des bancs, 210, 273, 345.

Déplacement, réduction et suppression des bancs, 345. — Bancs concédés temporairement, à vie, à la la famille : droits du curé, des marguilliers et de l'évêque à ce sujet, *ibid.*.—Règles de l'ancien droit, *ibid.* — Motifs de déplacement, réduction ou suppression, *ibid.*—Déplacement des bancs gênant seulement le coup-d'œil, 346. — Les maires et les sous-préfets n'ont point à intervenir en leur qualité dans les questions de déplacement, réduction ou suppression des bancs de l'église, et ils n'ont à cet égard aucune attribution, 348. — Il n'y a point excès de pouvoir dans le fait d'un évêque qui, après avoir autorisé un particulier, moyennant certaines conditions, à établir un banc dans une église, rapporte l'ordonnance par laquelle il avait accordé cette autorisation, 347.

Droit de banc. Origine et nature du droit de banc sous l'ancien régime, 269. — Droit de banc sous la législation nouvelle, 272.

Eglise. Les bancs ne peuvent occuper toute l'église dont une partie doit être laissée à ceux qui ne louent ni bancs ni chaises, 358. — Lorsqu'une église, qui n'avait que le titre de chapelle ou d'annexe, et dans laquelle on ne célébrait qu'une messe chaque dimanche, vient à être érigée en succursale, cette circonstance n'a point pour effet d'opérer la résiliation des baux des bancs et chaises de cette église, consentis antérieurement à son érection, 356. — Quels sont les droits des concessionnaires de bancs et places en cas de démolition et de reconstruction de l'église ? distinction, 348.

Etablissement et disposition des bancs dans l'intérieur de l'église, droits de l'autorité ecclésiastique, et des fabriques, contestations, 273.

Fermeture. — La fabrique a le droit de s'opposer à la fermeture des bancs concédés, 344.

Fin des concessions — Comment les locations et concessions prennent fin, 355. — Perte du droit de banc par le changement de domicile, *ibid.* — Quand une section de paroisse est érigée en une paroisse nouvelle, les habitants de cette section qui s'étaient rendus adjudicataires de bancs dans l'église de la paroisse à laquelle ils cessent d'appartenir perdent par cela seul leur droit à la jouissance de ces bancs, et il ne leur est dû aucune indemnité pour cette cessation de jouissance, 356.—Lorsque par suite d'une cessation entière de résidence prolongée pendant plus d'un an, le concessionnaire d'un banc se trouve déchu de sa jouissance, son retour dans la paroisse ne fait point revivre son droit audit banc, 357. — Après quel laps de temps sans résidence, de la part des concessionnaires, les concessions à la famille sont censées éteintes, *ibid.*

Imprescriptibilité. — Les bancs sont imprescriptibles comme les chaises elles-mêmes. En conséquence, les bancs concédés temporairement ou pour la vie du concessionnaire ou pour l'existence de la famille, retournent à la fabrique à l'expiration de la concession, et ce alors même qu'ils auraient été construits par le concessionnaire lui-même, 342.

Indemnité. Une fabrique peut être autorisée à emprunter pour subvenir au payement des indemnités par elles dues à des concessionnaires dépossédés de leurs bancs, 330.

Location et concession des bancs et places dans les églises, 269. — Objet et nécessité de cette location ou concession, 275.—Dispositions du décret du 30 décembre 1809, 272. — Modes de location, 315. — Location par régie et location par mise en ferme, *ibid.* — Concessions directes faites aux fidèles, concessions temporaires, concessions viagères, concessions à la famille, 316. — Quel mode les fabriques doivent préférer, 317. — Cas dans lequel la délibération du conseil de fabrique suffit pour autoriser le bureau des marguilliers à louer les bancs et places, 322. — Cas dans lequel l'autorisation du gouvernement est nécessaire pour la validité de la concession, 323 — Cas dans lequel il suffit d'un simple arrêté ministériel, 341.

Location par adjudication publi-

que aux enchères. — Modèle d'une délibération du conseil de fabrique pour une adjudication de bancs aux enchères ; cahier des charges, 334. — Règles concernant cette espèce d'adjudication, *ibid.*—Modèle d'un procès-verbal de cette adjudication, 335.

Payement. Observations concernant le payement du prix des bancs, 350. — Modèle d'un registre de perception du prix des places à tenir par le trésorier, 352.—Modèle d'un registre des concessionnaires de places, 351. — Contestations relatives au payement des locations des bancs, poursuites, compétence, *ibid.* —Quand un acte de concession d'un banc à vie ou pour un temps limité a été passé entre le bureau des marguilliers et l'adjudicataire, ce dernier ne peut refuser d'en payer la redevance annuelle, sous le prétexte qu'il ne veut plus l'occuper ou qu'il quitte la paroisse, 353.

Places distinguées. Les autorités ne jouissent point du droit d'avoir un banc distingué dans l'église, 279. — Le maire n'est point fondé à réclamer dans l'église un banc particulier, *ibid.*

Possession annale. — Les bancs ne sont point susceptibles de devenir l'objet d'une action possessoire, 342, 351.

Produit du prix des bancs. — Affectation de ce produit; prêtres âgés et infirmes, taxe des indigents, 355,

Réparations. — A la charge de qui sont l'entretien et la réparation des bancs, 343.

Révocation des concessions. — Les concessions de bancs peuvent être révoquées pour cause de lésion, 344.

Sous-location et transmission du droit de banc. — Ce droit ne peut être sous-loué, ni cédé, ni transmis, par celui qui l'a obtenu, 349.

Tarif. — Quand les bancs sont loués à la séance, le prix en doit être tarifé comme celui des chaises, 316.

Tribunes. — Concession, formalités, 342. — Voy. *Chaises.*

BANC DE L'ŒUVRE. — Etablissement, 275. Vèy. *Bancs et chaises.*

BINAGE.—Le binage peut avoir lieu dans les annexes, sur la demande des habitants et en vertu de l'autorisation de l'évêque, mais il ne donne point droit à l'indemnité des 200 fr. du trésor, cette indemnité n'étant accordée qu'aux prêtres qui sont autorisés à biner dans les succursales vacantes, 145.

— Modèle d'un traité entre un curé et les habitants d'une annexe pour la célébration de l'office divin dans cette annexe, et l'indemnité due à raison de ce service, 146.

BORDEREAU *trimestriel.*—Voy. *Fabriques*

BOURSES *des séminaires.*—Voy. *Séminaires.*

BUDGET *des cultes.*—Projet de ce budget pour 1851; note préliminaire, 5.—Tableau comparatif des crédits demandés avec ceux alloués pour l'exercice 1850, 7.—Discussion à l'Assemblée nationale et vote, 8.

—Extrait de la loi du 29 juillet 1850, en ce qui concerne la fixation des dépenses des cultes pour l'année 1851, 21

BUDGET *des Fabriques.*—Voy. *Fabriques.*

BUREAU *des Marguilliers.*—Voy. *Fabriques.*

C

CAISSES DE RETRAITE *pour la vieillesse* —Loi qui crée, sous la garantie de l'Etat, une caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse, 171. — Décret portant règlement pour l'exécution de cette loi, 174. — Circulaire de M. le Ministre du commerce et de l'agriculture relative à l'exécution de la même loi et du règlement précédent, 179. — Rapport de la commission instituée pour l'exécution de ladite loi et instruction pratique sur l'institution et les applications des caisses de retraites pour la vieillesse, 181. — Extrait de la Circulaire de M. le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à MM. les Receveurs généraux et particuliers des Finances, préposés de la caisse des dépôts et consignations, relative à l'exécution de la loi sur la caisse de retraites pour la vieillesse, 197. — Les prêtres peuvent comme tous autres profiter du bénéfice de la caisse de retraite créée par la loi du 18 juin 1850, en se conformant d'ailleurs aux prescriptions de ladite loi, 152.

CARDINAUX. — Sommaire de la

loi qui ouvre un crédit pour porter de 4 à 6 le nombre des suppléments de traitement à payer aux cardinaux en 1851, 97. — voy. *Actes du Saint-Siège, Budget des cultes, Evèques.*

CASUEL. — Legs. — Curés successifs. Condition de renoncer au casuel, 43.

CATHEDRALES. — Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains, Eglises.*

Cathédrale de Paris. — Crédit spécial, proposé et alloué dans le budget de 1851, 7, 21.

CHAISES. — *Etablissement et disposition des chaises dans l'église.* — Articles du règlement du 30 décembre 1809 sur ce sujet, 209. — Quand il n'existe point de chaises dans l'église, c'est à la fabrique à ordonner qu'il en sera établi. C'est encore à elle de décider si l'on établira plutôt des chaises que des bancs. Le placement des chaises ne peut être fait que du consentement du curé, et c'est d'après ses indications qu'elles doivent être disposées, sauf recours à l'évêque, 210. — Les chaises placées dans l'église ne peuvent en absorber tout l'espace, et il doit être réservé une place à ceux qui ne louent ni chaises ni bancs, 211.

— *Location.* Modes de location. Délibération du conseil sur ce sujet, 212 et 213. — Location par régie, *ib.* — Modèle de règlement concernant la location des chaises, 214. — Location par mise en ferme. formalités, *ibid.* — Modèle de cahier des charges contenant les clauses et conditions auxquelles sera faite l'adjudication de la ferme des chaises, 215. — Modèle d'affiche pour annoncer l'adjudication du bail, 216. — Adjudication: modes, adjudication par soumissions, adjudications aux enchères, 217. — Modèle d'un procès-verbal, adjudication par soumissions, *ib.* — Après l'adjudication du bail des chaises prononcée par le bureau des marguilliers, il n'est pas nécessaire de passer un nouveau bail devant notaire, 218.

Location des chaises à place fixe, règles, 225.

— *Perception du prix des chaises.* Modèle d'un carnet pour cette perception, 219. — Exemption de paiement du prix des chaises en faveur des religieuses et des frères des écoles chrétiennes, *ibid.* — Contestations en matière de paiement du prix des chaises, 223. — Devant quelle juridiction les poursuites en recouvrement de ce prix doivent être portées, *ibid.* — Le trésorier de la fabrique a-t-il besoin de l'autorisation du conseil de préfecture pour poursuivre devant le juge de paix le recouvrement du prix des chaises? *ibid.*

Les fidèles ne peuvent apporter leurs chaises à l'église sans le consentement de la fabrique pour s'affranchir de la taxe; mais quand cela a lieu, ils n'en doivent pas moins payer cette taxe pour l'occupation de chaque chaise, 220. — Enlèvement par la fabrique des chaises introduites dans l'église par voie de fait, *ibid.*

— *Produit.* Affectation de ce produit, 221. — Prélèvement du sixième en faveur des prêtres âgés et infirmes, 222.

— *Sous-Location.* Une personne qui a payé sa chaise à l'office ne peut, en quittant l'église, céder cette chaise à une autre, 221.

— *Tarif.* Règlement, 211. — Délibération du bureau des marguilliers arrêtant le tarif de la location des chaises, *ibid.* — Délibération du conseil de fabrique approuvant le tarif des chaises et fixant le mode de la location, 212. — Ce tarif n'a pas besoin pour être exécutoire de l'approbation de l'évêque ni de celle du préfet, 213.

Voy. *Bancs.*

CHANOINES. — Voy. *Chapitres.*

CHAPITRES. — Traitement des chanoines; sommes proposées et allouées au budget de 1851 pour cet objet, 7, 21.

CHAPITRE *de Saint-Denis.* — Dotation, 7, 21. — Discussion à l'Assemblée législative sur la suppression de cette dotation, 11. — Voy. *Budget des cultes.*

CHRONIQUE. — 31, 49, 88, 97, 147, 160, 208, 226, 263, 284, 326, 359.

CIERGES. — Lorsque, pour les enterrements et services funèbres, les familles des défunts ne font aucune fourniture de cierges en nature, mais qu'elles paient à la fabrique une certaine somme proportionnée à la quantité des cierges fournis par elle, le curé a-t-il quelque droit à exercer soit sur cette somme, soit

sur la cire qui peut rester après la cérémonie ?

Peut-il réclamer le droit de fournir la moitié des cierges demandés, pour avoir droit à la moitié du produit?

Les cierges délivrés pour les annuels doivent-ils, après le service, être partagés par moitié entre le curé et la fabrique, comme le sont ceux offerts pour les enterrements et services funèbres? 155.

CIMETIERES. — Les cimetières sont exempts de la contribution foncière, 47.

CIRCULAIRES *ministérielles*. — Anniversaire de la proclamation de la République, 100.—Cultes, comptabilité administrative, 229, 311, 377.—Dimanches et fêtes, 311, 376. — Etat du personnel du clergé, 23. — Etats de crédits pour les dépenses des cultes de l'exercice 1850, 50. — Formation par NN. SS. les archevêques et évêques des états de propositions pour les secours à accorder, en 1851, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite, 98. — *Te Deum* pour l'élection du Président de la République, 378. *Instruction publique*, 229 et suivantes. — Voy. *Clergé, Cultes, Dimanches et fêtes, Instruction publique, Secours de l'Etat.*

CLERGÉ. — Sommaire de la circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1851, 23. — Sommaire de la loi qui ouvre sur l'exercice de 1850, un crédit supplémentaire pour les traitements et indemnités des membres du chapitre et du clergé paroissial, 49.

Caisses de retraites pour la vieillesse, 149, 174.

Voy. *Budget des cultes, Cultes, Fonctions ecclésiastiques, Instruction publique, Légion d'Honneur.*

COLONIES. — Extrait de la loi du 29 juillet 1850 en ce qui concerne les dépenses du culte dans les colonies, 22. — Décret relatif à l'établissement d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, 100. — Bulle portant érection de l'évêché du Fort de France, île de la Martinique, 101. — Bulle portant érection de l'évêché de la Basse-Terre, île de la Guadeloupe, 113.—Bulle portant érection de l'évêché de Saint-Denis, île de la Réunion, 125. — Décret relatif à l'organisation de ces évêchés, 162. — Organisation antérieure, 169. — *Fabriques* : Régime actuel réglé par le décret du 30 décembre 1809. — Régime antérieur, 165.

COMMUNES. — Voy. *Eglises, Fabriques, Jardin, Vicariats.*

COMPTABILITÉ *administrative*, voy. *Budget des cultes, Circulaires ministérielles, Cultes.*

COMPTES *des fabriques*. — Voy. *Fabriques.*

CONCILES *provinciaux*. — Sommaire du décret du 2 septembre 1851, portant prorogation de celui du 16 sept. 1849, relatif à la tenue des conciles provinciaux et des synodes diocésains, 229. — Concile provincial d'Auch, 263.

Création à Rome d'une congrégation pour la révision des conciles provinciaux, 148.

CONSEILS *de fabrique*. — Voy. *Fabriques.*

CONTRIBUTIONS.—Impôt foncier, personnel et mobilier, des portes et fenêtres, prestation en nature pour les chemins vicinaux; quelles personnes, quels édifices et quels biens jouissent de l'exemption de ces impôts, 47. —Les ecclésiastiques sont assujettis à la contribution des portes et fenêtres pour les ouvertures de toutes les pièces habitables du presbytère dans lequel ils sont logés gratuitement, alors même que lesdites pièces seraient momentanément employées à resserrer les grains, ustensiles et effets de ménage, 260. — Réclamations : Délai dans lequel il est nécessaire de réclamer en matière de contributions, 47, 359.

Voy. *Cimetières, Curés et Desservants, Evêchés, Fabriques, Jardin, Presbytères, Séminaires.*

COSTUME *ecclésiastique*. — Dispositions de la loi civile concernant le costume ecclésiastique, 33.

Les laïques ne peuvent impunément revêtir en public le costume ecclésiastique, 34.

L'évêque a le droit de défendre au prêtre par lui interdit de porter l'habit ecclésiastique, 35.

Lorsqu'une sentence épiscopale

ou officiale, rendue en cette matière, a été frappée d'appel devant l'archevêque métropolitain, le ministère public est recevable, nonobstant cet appel, à poursuivre l'exécution de cette sentence, *ibid.*

Un prêtre interdit par sentence de l'officialité, du droit de porter cet habit, et qui continue à le porter, est passible des peines prononcées par l'art. 259 du Code pénal, *ibid.*

CULTES. — *Comptabilité administrative.* — Sommaire de la circulaire de M. le ministre des cultes aux préfets, relative à l'envoi des états de crédits pour les dépenses des cultes de l'exercice 1851, avec invitation de se reporter à ces états pour la délivrance des mandats, 50. — Sommaire de la circulaire relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1850, 229. — Sommaire de la circulaire aux préfets leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice 1851, 311. — Sommaire de la circulaire de M. le ministre des cultes aux préfets relative à l'envoi des modèles des comptes à rendre par ces fonctionnaires des dépenses des cultes pendant l'année 1851, 377. — Sommaire de la circulaire de M. le ministre des cultes aux préfets relative à l'envoi de la nomenclature de l'exercice 1852, et des modèles de bordereaux mensuels à adresser par eux à l'administration, *ibid.*

— *Conseils généraux.* Sommaire de la circulaire aux préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session sur les objets concernant les cultes, 311.

—*Culte catholique. Dotation.* — Allocations proposées et portées au budget de 1851, 7, 21. — Service du culte dans la marine et dans les colonies, 22. — Église de Sainte-Geneviève; décret qui rend cette église au culte, 374. — Voy. *Colonies, Curés et Desservants, Églises, Évêques, Fabriques.*

— *Culte israélite.* Crédit proposé et alloué au budget de 1851, 7, 21.

— *Cultes protestants.* Sommes allouées au budget de 1851, 7, 21. — V. *Budget des Cultes.*

CURÉS *et Desservants.* — *Conseils municipaux.* — Les curés et desservants ne peuvent être élus membres du conseil municipal de la commune dans laquelle ils sont en exercice, 136.

— *Contributions*, 47.

— *Fondations.* Obligation relative au compte rendu des fondations, 84, 160, 261, 359.

— *Installation.* Récolement, 325.

— *Legs à charge de messes.* — *Mutation.* — Lorsqu'un legs à charge de messes est fait au profit du curé qui desservira telle église, à l'époque du décès du testateur, si le titulaire de cette église, après avoir accepté provisoirement ce legs, vient à être changé avant que le gouvernement ait accordé l'autorisation de l'accepter, c'est le curé actuel qui doit recevoir la somme léguée, et non celui qui était curé au moment de la mort du testateur, encore bien qu'il ait rempli les formalités de l'acceptation provisoire, 151.

— *Prise de possession.* Constatation par le bureau des marguilliers. 30. — Etat de situation du presbytère, nécessité, 201. — Voy. *Bancs et Chaises, Budget des Cultes, Clergé, Contributions, Costume ecclésiastique, Fabriques, Fonctions ecclésiastiques, Instruction publique, Presbytères.*

D

DESSERVANTS. — Discussion à l'assemblée législative sur l'augmentation des desservants, 8. — Voy. *Budget des Cultes, Clergé, Curés et Desservants, Succursales.*

DIMANCHES *et Fêtes.* — Travaux publics; interdiction; rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. d'Olivier, relative à l'observation des dimanches et jours fériés, par M. de Montalembert, représentant du peuple, 51.

— Dispositions du nouveau projet de loi présenté par la commission, 73.

— Circulaire de M. le ministre de la guerre aux généraux commandant les divisions territoriales relatives aux mesures à prendre pour que les

militaires qui veulent assister à l'office divin les dimanches et les jours fériés n'en soient pas empêchés par quelques détails de service, 70.

— Circulaire de M. le ministre des travaux publics aux préfets, relative à l'interdiction du travail les dimanches et les jours fériés pour les ouvriers employés au compte de l'administration, 311.

— Circulaire de M. le ministre de l'intérieur aux préfets relative à la cessation des travaux de l'Etat, des départements et des communes, les dimanches et jours fériés, et à la prohibition, les mêmes jours, pendant les exercices du culte, des réunions de cabarets, chants et démonstrations extérieurs de nature à troubler ces exercices, 376.

DIOCÈSES. — Voy. *Budget des Cultes, Édifices diocésains*.

DONS ET LEGS. — *Curés. Casuel.* — Le legs fait aux curés successifs d'une paroisse, sous la condition qu'ils renonceront au casuel n'est pas susceptible d'être autorisé par le gouvernement, 43.

— *Don manuel.* Les dons manuels, faits aux fabriques ou autres établissements publics, qu'ils consistent en une somme d'argent ou en tout autre objet mobilier d'une valeur minime, ne sont point soumis à la formalité de l'autorisation du gouvernement. — Par conséquent, quand quelques personnes veulent donner à l'Eglise certains objets utiles, mais de peu de valeur, soit par exemple une nappe d'autel, des bouquets artificiels renfermés dans des globes de verre, ou autres choses précieuses pour la décoration du sanctuaire, il suffit, pour que leurs dons soient valides, que le curé et le président du bureau conjointement avec le trésorier les acceptent, 201.

— *Legs.* Célébration de messes : lorsqu'un testateur dispose dans son testament qu'il sera pris sur les biens de sa succession une somme de... pour être employée à faire dire des messes pour lui et sa famille, sans désigner la fabrique qui sera chargée de faire célébrer ces services, cette disposition ne constitue point un legs fait à la fabrique de la paroisse du défunt, mais seulement une charge d'hérédité entièrement abandonnée à la conscience de l'héritier. En conséquence cette fabrique n'est point fondée à demander l'autorisation de l'accepter, 27. — Legs à charge de messes; changement de paroisse, 151.

—Fonctions des marguilliers relativement aux dons et legs, 30.

E

ECOLES *communales*:—Voy. *Instruction publique.*

ECOLES *libres*—Voy. *Instruction publique.*

ÉCOLES *secondaires ecclésiastiques.* — Inspection, 370

EDIFICES *diocésains.*—Sommes proposées et portées au budget de 1851 pour service intérieur.— Entretien, acquisitions et grosses réparations de ces édifices, discussion, 7, 12.—Projet de restauration présenté par l'administration des cultes, 88.—Sommaire de la loi du 1er août 1851 qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses concernant les édifices diocésains, 226.—Voy. *Budget des cultes, Cathédrales, Eglises, Evêchés, Secours de l'Etat, Séminaires.*

EGLISES — *Acquisitions.*—Voy. *Budget des cultes, Secours de l'Etat.*

Bancs et chaises.—Voy. *Bancs et chaises.*

Chapelles.—Voy. *Bancs et chaises.*

Horloge.— A qui de la fabrique ou de la commune appartient le droit de nommer le remonteur de l'horloge placée dans le clocher de l'église, 26.

Police.—Voy. *Bancs et chaises.*

Secours de l'Etat.—Crédit proposé et alloué au budget de 1851 pour acquisitions ou travaux des églises et presbytères, 6, 21. Circulaire de M. le ministre des cultes, concernant les secours aux communes pour travaux de construction ou de restauration des églises et presbytères, et statuant que l'inspection des travaux et l'attestation de l'architecte diocésain, exigés par la circulaire du 15 novembre 1850, pour l'obtention de ces secours, ne sont plus nécessaires, 227.

—*Serviteurs.*—Nominations et révocations, 30.

—*Servitude.*—Une ruelle ou passage donnant accès à une église peut

en être considérée comme une dépendance. Par suite, la commune propriétaire de l'église a le droit de faire fermer les jours ouverts sur cette ruelle s'il est établi qu'elle n'a jamais fait partie de la voie publique et si d'ailleurs ceux qui les ont ouverts ne sont pas fondés en titre, et n'ont pas acquis par la prescription le droit de les conserver, 137.

—*Tableaux.*—Les fabriques sont-elles en droit de vendre les tableaux qui ornent les églises sans avoir au préalable pris l'avis du conseil municipal? 25.—Voy. *Budget des cultes, Curés et desservants, Fabriques, Presbytères.*

EGLISE *de Sainte-Geneviève.*—Loi qui affecte cette église à la sépulture des grands hommes, 374 — Décret impérial qui rend ladite église au culte, en statuant néanmoins qu'elle continuera à être consacrée à la sépulture des grands dignitaires de l'empire, *ibid.*— Ordonnance du roi qui met la même église à la disposition de Mgr l'archevêque de Paris, 375.—Ordonnance du roi portant que le Panthéon sera rendu à sa destination primitive et légale, *ibid.*— Décret du Président de la République qui restitue cette église au culte, 374.

ELECTION *du Président de la République. Te Deum d'actions de grâces.*—Circulaire de M. le ministre des cultes aux évêques, leur demandant un *Te Deum* d'actions de grâces à l'occasion de l'élection du 20 et 21 décembre 1851, et la modification de la formule de la prière pour le chef de l'Etat, 373.

ENREGISTREMENT. — Voy. *Bancs et chaises.*

ETABLISSEMENTS *ecclésiastiques.*—Crédit alloué au budget de 1851, pour ces établissements, 7, 21.

EVECHES.—Somme proposée et portée au budget de 1851 pour les dépenses d'entretien et de grosses réparations des évêchés, 6, 7, 21. — Recolement annuel du mobilier des évêchés, 324.—Voy. *Budget des cultes, Contributions, Edifices diocésains, Evêques.*

EVEQUES.—*Juridiction épiscopale.*—L'évêque a le droit de défendre au prêtre par lui interdit de porter l'habit ecclésiastique, 35.

—*Nominations* d'évêques, 208, 226, 284.

—*Préconisation*, 98, 284.

—*Publication* de Bulles d'institution canonique, 100, 229, 285.

Sacre, 37, 147, 284.

Voy. *Bancs et Chaises, Budget des cultes, Clergé, Costume ecclésiastique, Evêchés, Fabriques, Instruction publique, Officialités.*

F

FABRIQUES.—*Adjudications.*—Voy. *Bancs et chaises.*

—*Aliénation.* — Voy. *Tableaux d'église.*

—*Bordereau trimestriel*, 84, 160, 261, 359.

—*Bancs et chaises.* — Voy. ces mots.

Baux.—Voy. *Biens.*

—*Bâtiments paroissiaux.*—Observations concernant la visite et la réparation de ces bâtiments, 96, 261.

—*Biens.* Administration; renouvellement des baux, obligation des marguilliers, 30, 283.

—*Budget.* Préparation, vote, approbation de l'évêque, 29, 47, 84, 95.

—*Bureau des Marguilliers.* Fonctions et devoirs en général, 29.—Acquisitions, aliénations, actes d'administration, régie des biens, etc., 30. —Bordereau trimestriel de situation, 30, 84, 160, 261, 359.— Bâtiments paroissiaux, 96, 261.—Bancs et chaises, 209, 269, 315, 329. — Budget, 29, 47. 84.—Comptes, 31, 47, 83, 95. —Fondations, 84, 160, 261, 359.— Prédicateurs, 31, 284.—Renouvellement des membres du bureau, élection, 84.—Le maire ne peut pas être nommé président ni même membre du bureau des marguilliers, 75.—Le président du conseil de fabrique peut être nommé membre et même président du bureau, 79.—Y a-t-il incompatibilité entre les fonctions de curé ou desservant et celles de président du bureau des Marguilliers, 280.—Séance : modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau des Marguilliers, 48. — Trésorier, obligations à l'égard du bordereau trimestriel, 84, 160, 261, 359. —à l'égard des comptes, 31, 47, 83.

— *Cmptes.* Préparation par le trésorier, et communication au bureau

des Marguilliers, époque 31-47.— Modèle du récépissé à donner par l'un des membres du bureau au trésorier lors de la présentation de son compte, 48.—Epoque de la reddition de ce compte, 83, 95.—Dépôt d'une copie à la mairie, 95.

—*Conseil.* Actes d'administration : Encore bien que l'organisation d'un conseil de fabrique soit irrégulière, tant que ce conseil n'a point été révoqué, et que l'autorité compétente n'a point pourvu à la régularisation des pouvoirs de ses membres, les actes faits par lui sont valables et doivent recevoir leur exécution, 83.— Délibération : modèle de procès-verbal de délibération d'une séance du dimanche de Quasimodo, 84.—Fonctions : devoirs généraux des fabriciens pour le mois de janvier, 358; —de février, 29;—de mars, 46;—d'avril, 83;—de mai, 95;—de juin, 145;—de juillet, 159;—d'août, 203; —de septembre, 225;—d'octobre, 260;—de novembre, 283;—de décembre, 324.—Présidence : le maire ne peut pas être élu président du conseil de fabrique, 75.—*Quid* à l'égard du curé, 288? — Renouvellement, élections : Les fabriciens sortants doivent toujours se retirer du conseil au moment où les membres restants vont procéder à leur remplacement; mais lorsque, de bonne foi, ils assistent à ces élections sans toutefois y prendre part et sans exercer la moindre influence sur leur résultat, le fait accidentel de leur présence à ces élections, ne doit pas avoir, pour effet d'en faire prononcer l'annulation, 78.—Le conseil de fabrique qui a laissé passer l'époque légale de son renouvellement triennal, mais qui y a procédé l'année suivante, c'est-à-dire quatre années révolues après sa première organisation, est irrégulièrement constitué. 81 —Révocation : la révocation d'un conseil de fabrique, prononcée par le ministre des cultes sur la demande de l'évêque et l'avis du préfet, conformément à l'art. 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse, 24.

—*Contributions*, 47, 359.

—*Dépenses.*—Lorsque les sommes à dépenser pour les frais ordinaires du culte ont été fixées par le budget, dûment approuvé par l'évêque, le bureau des Marguilliers peut se procurer les objets nécessaires à l'église, dans les limites posées par ce budget, sans avoir besoin de provoquer pour chaque objet une nouvelle délibération. Ce n'est qu'au cas où il s'agit de faire une dépense non-prévue audit budget qu'une délibération spéciale du conseil est indispensable, 75.

—*Dons et legs.* Voy. *Dons et Legs.*

—*Eglises.*—Voy. *Eglises.*

—*Inventaires.*— Récolement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église et des titres de la fabrique, 32.

—*Objets de consommation.* Les fabriques sont obligées de fournir au curé ou desservant le pain, le vin, la cire et les autres objets de consommation pour le service de culte, non-seulement les dimanches et fêtes, mais encore tous les jours de l'année, 29, 77.

—*Objets mobiliers et ornements.* —Achats et réparations, 29.

—*Procès*, 30.

—*Presbytères.*—Voy. *Presbytères*

—*Remplacement* accidentel des fabriciens, 159.

—*Réparations.* Obligations des Marguilliers de veiller à ce que toutes les réparations soient exactement faites aux bâtiments paroissiaux. 30, 343.

—*Vicariats.* Traitement, subvention communale. 149.—Voy. *Vicariats.*

FACULTÉS *de théologie.* — Crédit porté au budget de 1851, pour ces facultés, 23.

FONCTIONS *ecclésiastiques* exercées en pays étranger. — Autorisation du gouvernement. — L'art. 17 du Code civil qui porte que la qualité de Français se perd par l'acceptation non autorisée de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger est-il applicable aux Français qui sont appelés à remplir en pays étranger les fonctions de curé catholique? En d'autres termes, un prêtre français peut-il exercer les fonctions de curé ou desservant en pays étranger sans l'autorisation du gouvernement, et sans que l'exercice de ces fonctions n'entraîne contre lui la privation des droits civils en France? 313.

FONDATIONS. — Acquittement, 30. — Voy. *Curés et desservants, Fabriques.*

I

INDEX. — 285.
INHUMATIONS. — Voy. *Sépulture.*
INSTITUTION *canonique.*—Voy. *Evêques.*
INSTITUTRICES *communales.*—voy. *Ecoles communales.*
INSTRUCTION *primaire.*—Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION *publique.*—*Actes du gouvernement.* Circulaire relative à la mise à exécution de la nouvelle loi sur l'enseignement; instructions diverses, 229, 286, 360.
Budget des dépenses de l'instruction publique pour l'année 1851, 23
Clergé. Ecoles primaires, surveillance et inspection, 141.
Congrégations religieuses, 238.
Conseils académiques. — Composition, 304. — Instructions sur la tenue de ces conseils, 233. — Certificats de stage à délivrer par eux, 246.
Distinctions honorifiques. Actes relatifs à ces distinctions, 241, 304.
Ecoles communales. — Circulaire relative à la construction et à la réparation des maisons d'école, 286.
Ecoles de filles. — Ecoles normales primaires des filles, âge d'admission, 239. — Ecoles primaires, brevet de capacité, 308. — Instruction relative aux examens des institutrices et à l'inspection des écoles de filles, 310.
Ecoles libres. Ouverture de ces écoles, 286. — Déclaration d'ouverture d'une école primaire libre, modèle, 292.—Fermeture des écoles indûment ouvertes, 307. — inspection, 369.
Quelle est l'étendue du droit de surveillance conféré aux curés et desservants sur les écoles primaires par l'art. 44 de la loi du 15 mars 1850 ? Ce droit emporte-t-il celui d'aller quand bon leur semble dans les écoles libres de garçons et de filles, et d'interroger les enfants ?
Quel est le pouvoir des délégués cantonaux sur les écoles libres existant dans la circonscription soumise à leur surveillance ?
Quel est le sens du mot *approuvé* employé dans l'art. 45 de la même loi, relativement à la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques ? Est-ce à dire que le conseil municipal a le droit de rayer lui-même les noms des enfants qui ne lui paraissent pas pauvres, ou bien doit-il seulement se borner à déclarer qu'il pense que ces enfants ne méritent pas de figurer sur la liste pour les motifs qu'il indique au préfet ? 141.
Ecoles normales primaires. — Règlement relatif à ces écoles, 260.— Envoi de ce règlement aux recteurs. — âge d'admission des élèves-maîtres des écoles normales, 237.—Admission aux fonctions d'instituteur des élèves-maîtres sortant des écoles normales primaires, et des novices appartenant aux congrégations religieuses enseignantes, 233. —Elèves-maîtres, âgés de moins de vingt-et-un ans, 239.
Ecoles primaires. — Circulaire aux recteurs, concernant les instructions relatives à l'admission dans la même école d'enfants des deux sexes professant le même culte, 368.
Engagements décennaux. — Instructions relatives aux engagements décennaux contractés pour l'exemption du service militaire, 242, 307. — Modèle d'engagement décennal et d'acceptation de cet engagement, 241.
Etrangers. — Règlement et instruction sur les conditions auxquelles les étrangers peuvent être admis à enseigner en France, 240, 308, 371.
Instituteurs communaux.—Circulaire concernant leur traitement, 286.—Rétribution scolaire, recouvrement, *ibid.* — Rapport au Président de la République et décret concernant la retenue du vingtième à exercer sur le traitement des instituteurs publics, 300. — Sommaire d'une circulaire sur le même objet. 307. — Sommaire de la circulaire relative aux pièces à produire pour le paiement du traitement des instituteurs, des loyers de maisons d'école ou des indemnités, et statuant que les certificats d'exercice qui doivent être annexés aux mandats de paiement seront à l'avenir délivrés par les maires des communes, 239.
Instruction primaire. Circulaire relative à la nomination des inspecteurs de l'instruction primaire, 235. — Arrêté relatif à la création des

commissions chargées d'examiner l'aptitude des candidats aux fonctions d'inspecteur de l'instruction primaire, 242.—Instruction relative à l'exécution du décret du 7 octobre 1850, concernant l'instruction primaire, 246.—Arrêté relatif aux frais de tournée des inspecteurs de l'instruction primaire, 295.—Circulaire sur le même sujet, 305.—Décret indiquant les écoles dont les certificats d'admission peuvent suppléer le brevet de capacité de l'instruction primaire, 364.

Instruction secondaire. — Décret relatif aux établissements particuliers d'instruction secondaire, 245. — Circulaire relative à l'exécution du décret du 20 décembre 1850, concernant ces établissements, 297.

Circulaire relative aux subventions et encouragements qui peuvent être accordés aux établissements libres d'instruction secondaire, 301. — Décret relatif aux établissements d'instruction secondaire libres, fondés par les évêques, avec le concours de l'Etat, des départements ou des communes, 363.

Pensionnats primaires. — 236, 293.

INSTRUCTION SECONDAIRE. — Voy. *Instruction publique.*

J

JARDIN.—Lorsqu'un terrain communal a été affecté au jardin du presbytère, la commune peut-elle s'en emparer quand bon lui semble, et l'aliéner en tout ou en partie?

Dans le cas où la jouissance en serait laissée au curé, serait-ce à la fabrique ou à la commune à vendre certains arbres jugés inutiles ou nuisibles à la propriété presbytérale?

En cas de vente de ces arbres, à qui doit en revenir le prix? 153. — *Contributions*, 74.

JURISPRUDENCE. — 24, 33, 75, 136, 149, 260, 280, 312.

L

LÉGION *d'honneur.* — Nominations dans l'ordre du clergé, 88, 226, 385, 359.

LITURGIE. — Rétablissement de la liturgie romaine dans le diocèse de Nîmes, 148; — dans le diocèse de Fréjus, 284; — dans le diocèse de Sens, 359.

M

MARINE. — *Aumôniers.* Extrait de la loi du 29 juillet 1850 en ce qui concerne la fixation des dépenses du service du culte dans la marine, 22.

MOBILIER *des Eglises.* — Voyez *Eglises, Evêchés.*

MODÈLES *d'Actes.* — Bancs et chaises, 211, 212, 214, 215, 216, 217, 219, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 331 et suivantes. — Bureau des marguilliers, 48. — Compte annuel du trésorier de la fabrique, *ib.* — Conseils de fabrique, séance de Quasimodo, 84. — Curés et desservants; célébration du culte dans une annexe, 145.—Instruction publique, engagement décennal, 244. — Ouverture d'une école primaire libre, 292. — Presbytères, état de lieux; état des réparations locatives à la charge du curé sortant ou de ses héritiers; bail, 204, 207; 262, 263.

N

NÉCROLOGE. — Mort de Mgr de Chamon, évêque de Saint-Claude, 161; de Mgr Du Trousset d'Héricourt, évêque d'Autun, 208; — de S. E. le cardinal de la Tour-d'Auvergne, évêque d'Arras, *ibid.* — de S. E. le cardinal d'Astros, archevêque de Toulouse, 285.

NOUVELLES *religieuses*, 32, 49, 88, 97, 147, 160, 208, 226, 263, 284, 326, 359.

O

OFFICIALITÉS. — Les officialités ont pu être légalement rétablies par les évêques, en ce qui touche la juridiction spirituelle et disciplinaire, et les décisions rendues par ces tribunaux ecclésiastiques sont pleinement obligatoires, et l'exécution en doit être assurée par les tribunaux, 41.

Voy. *Costume ecclésiastique.*

P

PAIN BÉNIT. — C'est aux paroissiens à fournir le pain bénit pour les messes paroissiales; mais quand ils ne veulent point se soumettre à cet usage, il n'y a aucun moyen légal de les y contraindre, et c'est à la fabrique à en faire les frais, 44.

La distribution du pain bénit dans l'église rentre dans les attributions des marguilliers, qui peuvent s'opposer à ce que ceux qui l'ont offert le distribuent eux-mêmes aux fidèles. En cas de contestation, c'est au curé qu'il appartient de désigner ceux qui doivent faire cette distribution, *ibid.*

PAPES. — Papes d'origine française, 327.

PRÉDICATEURS. — Choix, honoraires, 31, 284.

PRESBYTÈRES. — *Acquisitions.* — Voyez *Budget des Cultes.*

— *Bail.* Modèle de bail d'un bâtiment devant servir de presbytère, 263.

— *Contributions.* — Les presbytères ne sont point assujettis à l'impôt foncier. 47.

État de situation. — Lorsque, à l'époque de la prise de possession d'un curé ou de l'installation d'un desservant, il n'a été fait aucun état de situation du presbytère et de ses dépendances, mais que, environ dix ans après, le conseil de fabrique, dans l'une de ses sessions ordinaires, a reconnu que le curé ou desservant n'a causé aucune dégradation, et qu'il a même amélioré notablement le jardin presbytéral, est-il encore nécessaire de dresser un état de situation? 201.

Modèle d'un état de situation d'un presbytère, 204.

Modèle d'un état sommaire et provisoire des lieux d'un presbytère, 207.

A la diligence de qui doit être fait l'état de situation des presbytères, *ibid.*

— *Réparations.* Les curés et desservants ne sont tenus, à l'égard des presbytères qui leur sont fournis par les communes ou par les fabriques, que des simples réparations locatives et des dégradations survenues par leur faute, 203, 262.

Modèle d'un état des réparations locatives à la charge du curé sortant ou de ses héritiers, *ibid.*

— *Secours de l'Etat.* — Voy. *Budget des Cultes, Eglises, Fabriques.*

PRÊTRES *âgés et infirmes.* — Allocation portée pour eux au budget de 1851, 7, 21. — Voy. *Bancs et Chaises.*

Q

QUESTIONS *proposées.* 25, 43, 77, 89, 139, 151, 201, 209, 269, 315. 329.

R

RÉPARATIONS. — Voy. *Edifices diocésains, Eglises. Presbytères, Secours de l'Etat.*

S

SECOURS *de l'Etat.* — *Ecclésiastiques et anciennes religieuses.* — Somme proposée et allouée pour eux au budget de 1851. 7, 21. — Circulaire de M. le ministre des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1851, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite, 28.

— *Edifices diocésains.* Sommes allouées au budget de 1851 pour ces édifices, 7, 21.

— *Eglises et Presbytères.* — Allocation portée au budget de 1851 pour acquisitions et travaux de réparations de ces édifices, 7, 21.

— *Etablissements ecclésiastiques.*

Secours demandés et accordés en 1851, 7, 21.

Voy. *Budget des cultes, Fabriques.*

SÉMINAIRES. — *Bourses.* Allocation portée au budget de 1851 pour cet objet, 7, 21.

Contributions, 47, 359.

SÉPULTURE. — Lorsqu'un individu décédé dans la paroisse qu'il habite pendant l'été est transporté dans la paroisse de son domicile d'hiver, quels sont les droits et les obligations 1° du curé du lieu du décès; 2° des curés des lieux que traversera le corps; 3° du curé où doit avoir lieu la sépulture? 139.

Sépulture des personnes décédées dans les communautés religieuses et établissements publics desservis par des aumôniers. — Droit curial, 225.

SUCCURSALES.—Augmentation: discussion à l'Assemblée législative sur ce sujet, 8.—Voy. *Budget des cultes, Curés et Desservants.*

SYNODES *diocésains* tenus dans le cours de l'année 1851, 284, 326.

T

TIMBRE.—Voy. *Bancs et chaises.*

TITRES ECCLESIASTIQUES.— Bill des titres ecclésiastiques voté par le parlement anglais contre le clergé catholique, 265. — Protestations contre ce bill, 266.

TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* —Voy. *Budget des cultes.*

TRAVAUX *publics.*—Voy. *Dimanches et fêtes.*

V

VICAIRES *généraux.*—Nominations, 32, 49, 88, 160, 208, 284, 539.

VICAIRES *paroissiaux.* — Voy. *Vicariats.*

VICARIATS.—Nombre à créer en 1851. Discussion, 8 et suivantes.— Vicaires paroissiaux, traitement, subvention communale: Quand deux vicariats sont régulièrement établis dans une paroisse, et qu'il est constaté que la fabrique manque des ressources suffisantes pour subvenir au traitement de l'un des vicaires, ce traitement est à la charge de la commune; et pour s'affranchir de l'obligation de le payer, il ne suffit pas que cette commune allègue d'une manière générale et sans énonciation particulière que le budget de la fabrique est chargé de plusieurs articles de dépenses purement facultatives dont la suppression permettrait de pourvoir au traitement du vicaire.

Dans ce cas, le préfet a pu valablement inscrire d'office au budget municipal la subvention demandée par la fabrique, et lorsque, après cette inscription, le même fonctionnaire a émis l'avis qu'il y avait lieu de l'y maintenir, la commune n'est pas recevable à se pourvoir devant le ministre contre son arrêté.

En semblable matière, ce n'est que lorque l'évêque et le préfet ne sont pas du même avis qu'il est nécessaire de faire statuer sur le différend par un décret, 149.—Voy. *Budget des cultes, Fabriques.*

FIN.

Paris.—Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

A

ACTE *du 2 décembre* 1851. - Sommaire des actes du chef de l'Etat depuis cette époque,
ACTES *du Saint-Siége.* - Institution canonique,
ACTES - Bulles relatives à l'érection des évêchés coloniaux,
ACTES - Nomination de cardinaux,
ACTES *officiels.* -
ADMINISTRATION *fabricienne.* - Voy. *Fabriques.*
ALGERIE. Dépenses des cultes. - Voy. *Budget des cultes.*
ANCIENNES *religieuses.* - Voy. *Budget des cultes, secours de l'Etat.*
ANNEXES. - Voy. *Bancs et chaises, binage*
ANNIVERSAIRE. - *Révolution du 24 février* 1848. - Sommaire de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour l'anniversaire du 24 février 1848,
ANNIVERSAIRE. - *Proclamation de la République.* - Sommaire de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques relative à la célébration du troisième anniversaire de la proclamation de la République,
ANNUELS. - Attribution des cierges offerts pour les annuels,
ARCHEVEQUES. - Voy. *Budget des cultes, Cardinaux, Evêques, Nécrologe.*
ASSEMBLEE *législative.* - Date et sommaire des lois d'un intérêt général votées par l'Assemblée législative,
ASSEMBLEE *législative.* - Dissolution de cette assemblée,
AUMONIERS. - *Marine* Allocation portée au budget de 1851 pour les aumôniers de la marine,
AUMONIERS. - Voy. *Instruction publique*

B

BANCS *d'église. - Adjudication.* Qui peut devenir adjudicataire des locations ou concessions de bancs,
BANCS *d'église.* - Les marguillers le peuvent-ils?
BANCS *d'église.* - Les adjudications de concessions de bancs, soit temporaires, soit viagères, peuvent être faites par la voie des soumissions écrites ou par la voie des enchères publiques,
BANCS *d'église.* - Les publications et adjudications des bancs peuvent avoir lieu dans l'église, mais non pendant les offices,
BANCS *d'église.* - Le défaut de signature par le curé des procès-verbaux d'adjudication des concessions de bancs temporaires ou viagères n'entraîne point la nullité de ces actes,
BANCS *d'église.* - Procès-verbal, timbre et enregistrement,
BANCS *Annulation des concessions.* - Quand une adjudication de banc est nulle, comme faite contrairement aux prescriptions du décret de 1809, c'est à l'autorité judiciaire à statuer sur cette nullité, mais il peut être procédé préalablement à une nouvelle adjudication,
BANCS *Anciennes concessions.* - Abolition des anciennes concessions et des droits honorifiques en vertu desquels elles existaient,
BANCS *Anciennes concessions.* - Nullité des concessions antérieures au décret du 30 décembre 1809, qui n'auraient point été renouvelées suivant les formes prescrites par ce décret,
BANCS *Bancs et places non concédés.* - Appartiennent au premier occupant, sous la condition de payer le prix de location,
BANCS *Bureau des marguilliers.* - Fonctions relatives à la location et à la concession des bancs,
BANCS *Baux, clause résolutoire.* - Lorsqu'en matière de concession de banc dans une église, il est stipulé dans le cahier des charges que la redevance annuelle due pour cette concession sera payée à une époque déterminée, faute de quoi le banc sera considéré comme abandonné par le concessionnaire et pourra être loué de nouveau, sans qu'il soit besoin d'avis préalable, cette clause résolutoire donne *de plano,* à la fabrique le droit de mettre ledit banc en adjudication et de le relouer à d'autres.
BANCS *Baux, clause résolutoire.* - Le concessionnaire évincé n'est pas fondé à se faire maintenir dans sa jouissance, et à prétendre qu'il lui est dû des dommages-intérêts pour le trouble apporté à cette jouissance.
BANCS *Baux, clause résolutoire.* - En cas de contestation sur ce point, quel est le juge compétent pour statuer en pareil cas? En admettant qu'un juge de paix croie pouvoir en connaître, que devrait faire la fabrique si elle venait à être condamnée par lui?
BANCS *Baux, clause résolutoire.* - Renouvellement des baux des bancs,
BANCS *Chaises.* De la location des chaises; règles et formalités,
BANCS *Chaises.* - Voy. *chaises.*
BANCS *Chapelles.* Concessions, formalités,
BANCS *Compétence.* Dans quel cas, le juge de paix est compétent pour statuer sur les demandes en payement du prix des bancs,
BANCS *Compétence.* Dans quels cas il y a lieu de porter les contestations relatives aux concessions de bancs et places devant les tribunaux de première instance,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Formalités,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Modèle de règlement pour les concessions de bancs, places et tribunes,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Modèle d'une demande de concession de banc,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Modèle d'affiche d'une demande de concession de banc,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Modèle d'une enchère faite après l'affiche et la publication d'une demande de concession de banc,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Avis du conseil de fabrique sur cette demande; modèle de cet avis,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Adjudication: modèle d'un procès-verbal de cette adjudication,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Modèle d'un acte de concession de banc au bas de la demande,
BANCS *Concession par bail pour une prestation annuelle.* Un particulier peut-il louer plusieurs bancs lorsqu'il ne fait pas de sous-location?
BANCS - Concession par moitié,
BANCS *Concession viagère: Concession moyennant le don d'un capital ou d'un immeuble.* Conditions et formalités,
BANCS *Concession viagère:* Evaluation de l'immeuble offert, par qui peut être faite cette évaluation; modèle de procès-verbal de cette évaluation,
BANCS *Concession viagère:* Modèle d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession au prix d'un capital ou d'un immeuble,
BANCS *Concession viagère:* Dans quel cas la fabrique peut concéder un banc pour la vie du concessionnaire et celle de ses enfants,
BANCS *Concession à la famille.* - Les concessions à la famille tant qu'elle existera ne sont autorisées qu'en faveur de celui qui a entièrement bâti l'église, ou de celui qui en a été le donateur ou bienfaiteur,
BANCS *Concession à la famille.* Formalités d'après lesquelles elles doivent être faites,
BANCS *Concession à la famille.* - Modèle d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession à la famille,
BANCS *Concession à la famille.* - A quels donateurs ou bienfaiteurs l'art. 72 du décret du 30 décembre 1809 doit s'appliquer, en d'autres termes, quels sont les bienfaits qu'il faut faire à l'église pour prétendre à une concession de banc pour soi et sa famille?
BANCS *Concession à la famille.* - Tarif du prix que les fabriques peuvent exiger pour concession de banc, de tribune et de chapelle,
BANCS *Concession à la famille.* - Projet de tarif élaboré par l'administration des cultes, pour la concession des bancs, tribunes et chapelles dans les églises,
BANCS *Concession à la famille.* - Les habitants d'une commune qui auraient fait construire une église ne seraient pas fondés à prétendre qu'ils ont le droit de jouir chacun d'un banc dans cette église,
BANCS *Concession à la famille.* - Lorsqu'une concession de banc est consentie par la fabrique à un donateur ou bienfaiteur de l'église, pour lui et sa famille, il suffit pour la validité de cette concession qu'elle soit approuvée par l'évêque et par le Ministre des cultes,
BANCS *Concession à la famille.* - Celui qui a bâti une église et qui s'est réservé un droit de banc, peut en choisir la place, mais c'est à la fabrique qu'il appartient de régler la place de celui accordé au simple donateur ou bienfaiteur,
BANCS *Concession perpétuelle.* Existe-t-il des concessions perpétuelles?
BANCS *Conseils de fabrique.* Fonctions concernant la location et la concession des bancs et places,
BANCS *Curés et desservants.* Droits relativement au placement et au changement des bancs,
BANCS *Déplacement, réduction et suppression des bancs,*
BANCS - Bancs concédés temporairement, à vie, à la la famille: droits du curé, des marguilliers et de l'évêque à ce sujet,
BANCS - Règles de l'ancien droit,
BANCS - Motifs de déplacement, réduction ou suppression,
BANCS - Déplacement des bancs gênant seulement le coup-d'oeil,
BANCS - Les maires et les sous-préfets n'ont point à intervenir en leur qualité dans les questions de déplacement, réduction ou suppression des bancs de l'église, et ils n'ont à cet égard aucune attribution,
BANCS - Il n'y a point excès de pouvoir dans le fait d'un évêque qui, après avoir autorisé un particulier, moyennant certaines conditions, à établir un banc dans une église, rapporte l'ordonnance par laquelle il avait accordé cette autorisation,
BANCS *Droit de banc.* Origine et nature du droit de banc sous l'ancien régime,
BANCS - Droit de banc sous la législation nouvelle,
BANCS *Eglise.* Les bancs ne peuvent occuper toute l'église dont une partie doit être laissée à ceux qui ne louent ni bancs ni chaises,
BANCS *Eglise.* Lorsqu'une église, qui n'avait que le titre de chapelle ou d'annexe, et dans laquelle on ne célébrait qu'une messe chaque dimanche, vient à être érigée en succursale, cette circonstance n'a point pour effet d'epérer la résiliation des baux des bancs et chaises de cette église, consentis antérieurement à son érection,
BANCS *Eglise.* Quels sont les droits des concessionnaires de bancs et places en cas de démolition et de reconstruction de l'église? distinction,
BANCS *Etablissement* et disposition des bancs dans l'intérieur de l'église, droits de l'autorité ecclésiastique, et des fabriques, contestations,
BANCS *Fermeture.* - La fabrique a le droit de s'opposer à la fermeture des bancs concédés,
BANCS *Fin des concessions* - Comment les locations et concessions prennent fin,
BANCS *Fin des concessions* - Perte du droit de banc par le changement de domicile,
BANCS *Fin des concessions* - Quand une section de paroisse est érigée en une paroisse nouvelle, les habitants de cette section qui s'étaient rendus adjudicataires de bancs dans l'église de la paroisse à laquelle ils cessent d'appartenir perdent par cela seul leur droit à la jouissance de ces bancs, et il ne leur est dû aucune indemnité pour cette cessation de jouissance,
BANCS *Fin des concessions* - Lorsque par suite d'une cessation entière de résidence prolongée pendant plus d'un an, le concessionnaire d'un banc se trouve déchu de sa jouissance, son retour dans la paroisse ne fait point revivre son droit audit banc,
BANCS *Fin des concessions* - Après quel laps de temps sans résidence, de la part des concessionnaires, les concessions à la famille sont censées éteintes,
BANCS *Imprescriptibilité.* - Les bancs sont imprescriptibles comme les chaises elles-mêmes. En conséquence, les bancs concédés temporairement ou pour la vie du concessionnaire ou pour l'existence de la famille, retournent à la fabrique à l'expiration de la concession, et ce alors même qu'ils auraient été construits par le concessionnaire lui-même,

BANCS *Indemnité.* Une fabrique peut être autorisée à emprunter pour subvenir au payement des indemnités par elles dues à des concessionnaires dépossédés de leurs bancs,
BANCS *Location et concession* des bancs et places dans les églises,
BANCS - Objet et nécessité de cette location ou concession,
BANCS - Dispositions du décret du 30 décembre 1809,
BANCS - Modes de location,
BANCS - Location par régie et location par mise en ferme,
BANCS - Concessions directes faites aux fidèles, concessions temporaires, concessions viagères, concessions à la famille,
BANCS - Quel mode les fabriques doivent préférer,
BANCS - Cas dans lequel la délibération du conseil de fabrique suffit pour autoriser le bureau des marguilliers à louer les bancs et places,
BANCS - Cas dans lequel l'autorisation du gouvernement est nécessaire pour la validité de la concession,
BANCS - Cas dans lequel il suffit d'un simple arrêté ministériel,
BANCS *Location par adjudication publique aux enchères.* - Modèle d'une délibération du conseil de fabrique pour une adjudication de bancs aux enchères; cahier des charges,
BANCS *Location par adjudication publique aux enchères.* - Règles concernant cette espèce d'adjudication,
BANCS *Location par adjudication publique aux enchères.* - Modèle d'un procès-verbal de cette adjudication,
BANCS *Payement.* Observations concernant le payement du prix des bancs,
BANCS *Payement.* - Modèle d'un registre de perception du prix des places à tenir par le trésorier,
BANCS *Payement.* - Modèle d'un registre des concessionnaires de places,
BANCS *Payement.* - Contestations relatives au payement des locations des bancs, poursuites, compétence,
BANCS *Payement.* - Quand un acte de concession d'un banc à vie ou pour un temps limité a été passé entre le bureau des marguilliers et l'adjudicataire, ce dernier ne peut refuser d'en payer la redevance annuelle, sous le prétexte qu'il ne veut plus l'occuper ou qu'il quitte la paroisse,
BANCS *Places distinguées.* Les autorités ne jouissent point du droit d'avoir un banc distingué dans l'église,
BANCS *Places distinguées.* - Le maire n'est point fondé à réclamer dans l'église un banc particulier,
BANCS *Possession annale.* - Les bancs ne sont point susceptibles de devenir l'objet d'une action possessoire,
BANCS *Produit du prix des bancs.* - Affectation de ce produit; prêtres âgés et infirmes, taxe des indigents,
BANCS *Réparations.* - A la charge de qui sont l'entretien et la réparation des bancs,
BANCS *Révocation des concessions.* - Les concessions de bancs peuvent être révoquées pour cause de lésion,
BANCS *Sous-location et transmission du droit de banc.* - Ce droit ne peut être sous-loué, ni cédé, ni transmis, par celui qui l'a obtenu,
BANCS *Tarif.* - Quand les bancs sont loués à la séance, le prix en doit être tarifé comme celui des chaises,
BANCS *Tribunes.* - Concession, formalités,
BANCS *Tribunes.* - Voy. *Chaises.*
BANC DE L'OEUVRE. - Etablissement, *Bancs et chaises.*
BINAGE. - Le binage peut avoir lieu dans les annexes, sur la demande des habitants et en vertu de l'autorisation de l'évêque, mais il ne donne point droit à l'indemnité des 200 fr. du trésor, cette indemnité n'étant accordée qu'aux prêtres qui sont autorisés à biner dans les succursales vacantes,
BINAGE. - Modèle d'un traité entre un curé et les habitants d'une annexe pour la célébration de l'office divin dans cette annexe, et l'indemnité due à raison de ce service,
BORDEREAU *trimestriel.* - Voy. *Fabriques*
BOURSES *des séminaires.* - Voy. *Séminaires.*
BUDGET *des cultes.* - Projet de ce budget pour 1851; note préliminaire,
BUDGET *des cultes.* - Tableau comparatif des crédits demandés avec ceux alloués pour l'exercice 1850,
BUDGET *des cultes.* - Discussion à l'Assemblée nationale et voie,
BUDGET *des cultes.* - Extrait de la loi du 29 juillet 1850, en ce qui concerne la fixation des dépenses des cultes pour l'année 1851,
BUDGET *des Fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
BUREAU *des Marguilliers.* - Voy. *Fabriques.*

C

CAISSES DE RETRAITE *pour la vieillesse* - Loi qui crée, sous la garantie de l'Etat, une caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse,
CAISSES DE RETRAITE - Décret portant règlement pour l'exécution de cette loi,
CAISSES DE RETRAITE - Circulaire de M. le Ministre du commerce et de l'agriculture relative à l'exécution de la même loi et du règlement précédent,
CAISSES DE RETRAITE - Rapport de la commission instituée pour l'exécution de ladite loi et instruction pratique sur l'institution et les applications des caisses de retraites pour la vieillesse,
CAISSES DE RETRAITE - Extrait de la Circulaire de M. le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, à MM. les Receveurs généraux et particuliers des Finances, préposés de la caisse des dépôts et consignations, relative à l'exécution de la loi sur la caisse de retraites pour la vieillesse,
CAISSES DE RETRAITE - Les prêtres peuvent comme tous autres profiter du bénéfice de la caisse de retraite créée par la loi du 18 juin 1850, en se conformant d'ailleurs aux prescriptions de ladite loi,
CARDINAUX. - Sommaire de la loi qui ouvre un crédit pour porter de 4 à 6 le nombre des suppléments de traitement à payer aux cardinaux en 1851.
CARDINAUX. - Voy. *Actes du Saint-Siège, Budget des cultes, Evêques.*
CASUEL. - Legs. - Curés successifs. Condition de renoncer au casuel,
CATHEDRALES. - Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains, Eglises.*
CATHEDRALES. *Cathédrale de Paris.* - Crédit spécial, proposé et alloué dans le budget de 1851,
CHAISES. - *Etablissement et disposition des chaises dans l'église.* - Articles du règlement du 30 décembre 1809 sur ce sujet,
CHAISES. - Quand il n'existe point de chaises dans l'église, c'est à la fabrique à ordonner qu'il en sera établi. C'est encore à elle de décider si l'on établira plutôt des chaises que des bancs. Le placement des chaises ne peut être fait que du consentement du curé, et c'est d'après ses indications qu'elles doivent être disposées, sauf recours à l'évêque,
CHAISES. - Les chaises placées dans l'église ne peuvent en absorber tout l'espace, et il doit e^tre réservé une place à ceux qui ne louent ni chaises ni bancs,
CHAISES. - *Location.* Modes de location. Délibération du conseil sur ce sujet,
CHAISES. - Location par régie,
CHAISES. - Modèle de règlement concernant la location des chaises,
CHAISES. - Location par mise en ferme formalités,
CHAISES. - Modèle de cahier des charges contenant les clauses et conditions auxquelles sera faite l'adjudication de la ferme des chaises,
CHAISES. - Modèle d'affiche pour annoncer l'adjudication du bail,
CHAISES. - Adjudication: modes, adjudication par soumissions, adjudications aux enchères,
CHAISES. - Modèle d'un procès-verbal, adjudication par soumissions,
CHAISES. - Après l'adjudication du bail des chaises prononcée par le bureau des marguilliers, il n'est pas nécessaire de passer un nouveau bail devant notaire,
CHAISES. Location des chaises à place fixe, règles,
CHAISES. - *Perception du prix des chaises.* Modèle d'un carnet pour cette perception,
CHAISES. - Exemption de paiement du prix des chaises en faveur des religieuses et des frères des écoles chrétiennes,
CHAISES. - Contestations en matière de paiement du prix des chaises,
CHAISES. - Devant quelle juridiction les poursuites en recouvrement de ce prix doivent être portées,
CHAISES. - Le trésorier de la fabrique a-t-il besoin de l'autorisation du conseil de préfecture pour poursuivre devant le juge de paix le recouvrement du prix des chaises?
CHAISES. Les fidèles ne peuvent apporter leurs chaises à l'église sans le consentement de la fabrique pour s'affranchir de la taxe; mais quand cela a lieu, ils n'en doivent pas moins payer cette taxe pour l'occupation de chaque chaise,
CHAISES. - Enlèvement par la fabrique des chaises introduites dans l'église par voie de fait,
CHAISES. - *Produit.* Affectation de ce produit,
CHAISES. - Prélèvement du sixième en faveur des prêtres âgés et infirfirmes,
CHAISES. - *Sous-Location.* Une personne qui a payé sa chaise à l'office ne peut, en quittant l'église, céder cette chaise à une autre,
CHAISES. - *Tarif.* Règlement,
CHAISES. - Délibération du bureau des marguilliers arrêtant le tarif de la location des chaises,
CHAISES. - Délibération du conseil de fabrique approuvant le tarif des chaises et fixant le mode de la location,
CHAISES. - Ce tarif n'a pas besoin pour être exécutoire de l'approbation de l'évèque ni de celle du préfet,
CHAISES. Voy. *Bancs.*
CHANOINES. - Voy. *Chapitres.*
CHAPITRES. - Traitement des chanoines; sommes proposées et allouées au budget de 1851 pour cet CHAISES. objet,
CHAPITRE de *Saint-Denis.* - Dotation,
CHAISES. - Discussion à l'Assemblée législative sur la suppression de cette dotation,
CHAISES. - Voy. *Budget des cultes.*
CHRONIQUE. -
CIERGES. - Lorsque, pour les enterrements et services funèbres, les familles des défunts ne font aucune fourniture de cierges en nature, mais qu'elles paient à la fabrique une certaine somme proportionnée à la quantité des cierges fournis par elle, le curé a-t-il quelque droit a exercer soit sur cette somme, soit sur la cire qui peut rester après la cérémonie?
CIERGES. Peut-il réclamer le droit de fournir la moitié des cierges demandés, pour avoir droit à la moitié du produit?
CIERGES. Les cierges délivrés pour les annuels doivent-ils, après le service, être partagés par moitié entre le curé et la fabrique, comme le sont ceux offerts pour les enterrements et services funèbres?
CIMETIERES. - Les cimetières sont exempts de la contribution foncière,
CIRCULAIRES *ministérielles.* - Anniversaire de la proclamation de la République,
CIRCULAIRES - Cultes, comptabilité administrative,
CIRCULAIRES - Dimanches et fêtes,
CIRCULAIRES - Etat du personnel du clergé,
CIRCULAIRES - Etats de crédits pour les dépenses des cultes de l'exercice 1850,

CIRCULAIRES - Formation par NN. SS. les archevêques et évêques des états de propositions pour les secours à accorder, en 1851, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite,
CIRCULAIRES - *Te Deum* pour l'élection du Président de la République,
CIRCULAIRES *Instruction publique,*
CIRCULAIRES - Voy. *Clergé, Cultes, Dimanches et fêtes, Instruction publique, Secours de l'Etat.*
CLERGE. - Sommaire de la circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leurs clergé et de leurs séminaires, les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1851,
CLERGE. - Sommaire de la loi qui ouvre sur l'exercice de 1850, un crédit supplémentaire pour les traitements et indemnités des membres du chapitre et du clergé paroissial,
CLERGE. Caisses de retraites pour la vieillesse, *Budget des cultes, Cultes, Fonctions ecclésiastiques, Instruction publique, Légion d'Honneur.*
COLONIES. - Extrait de la loi du 29 juillet 1850 en ce qui concerne les dépenses du culte dans les colonies,
COLONIES. - Décret relatif à l'établissement d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion,
COLONIES. - Bulle portant érection de l'évèché du Fort de France, île de la Martinique,
COLONIES. - Bulle portant érection de l'évêché de la Basse-Terre, île de la Guadeloupe,
COLONIES. - Bulle portant érection de l'évéché de Saint-Denis, île de la Réunion,
COLONIES. - Décret relatif à l'organisation de ces évêchés,
COLONIES. - Organisation antérieure,
COLONIES. - *Fabriques:* Régime actuel réglé par le décret du 30 décembre 1809. - Régime antérieur,
COMMUNES. - Voy. *Eglises, Fabriques, Jardin, Vicariats.*
COMPTABILITÉ *administrative,* voy. *Budget des cultes, Circulaires ministérielles, Cultes.*
COMPTES *des fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
CONCILES *provinciaux.* - Sommaire du décret du 2 septembre 1851, portant prorogation de celui du 16 sept. 1849, relatif à la tenue des conciles provinciaux et des synodes diocésains,
CONCILES *provinciaux.* - Concile provincial d'Auch,
CONCILES *provinciaux.* - Création à Rome d'une congrégation pour la révision des conciles provinciaux,
CONSEILS *de fabrique.* - Voy. *Fabriques.*
CONTRIBUTIONS. - Impôt foncier, personnel et mobilier, des portes et fenêtres, prestation en nature pour les chemins vicinaux; quelles personnes, quels édifices et quels biens jouissent de l'exemption de ces impôts,
CONTRIBUTIONS. - Les ecclésiastiques sont assujettis à la contribution des portes et fenêtres pour les ouvertures de toutes les pièces habitables du presbytère dans lequel ils sont logés gratuitement, alors même que lesdites pièces seraient momentanément employées à resserer les grains, ustensiles et effets de ménage,
CONTRIBUTIONS. - Réclamations: Délai dans lequel il est nécessaire de réclamer en matière de contributions,
CONTRIBUTIONS. Voy. *Cimetières, Curés et Desservants, Evêchés, Fabriques, Jardin, Presbytères, Séminaires .*
COSTUME *ecclésiastique.* - Dispositions de la loi civile concernant le costume ecclésiastique,
COSTUME *ecclésiastique.* Les laiques ne peuvent impunément revêtir en public le costume ecclésiastique,
COSTUME *ecclésiastique.* L'évêque a le droit de défendre au prêtre par lui interdit de porter l'habit ecclésiastique,
COSTUME *ecclésiastique.* Lorsqu'une sentence épiscopale ou officiale, rendue en cette matière, a été frappée d'appel devant l'archevêque métropolitain, le ministère public est recevable, nonobstant cet appel, à poursuivre l'exécution de cette sentence,
COSTUME *ecclésiastique.* Un prêtre interdit par sentence de l'officialité, du droit de porter cet habit, et qui continue à le porter, est passible des peines prononcées par l'art. 259 du Code pénal,
CULTES. - *Comptabilité administrative.* - Sommaire de la circulaire de M. le ministre des cultes aux préfets, relative à l'envoi des états de crédits pour les dépenses des cultes de l'exercice 1851, avec invitation de se reporter à ces états pour la délivrance des mandats,
CULTES. - Sommaire de la circulaire relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1850,
CULTES. - Sommaire de la circulaire aux préfets leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice 1851,
CULTES. - Sommaire de la circulaire de M. le ministre des cultes aux préfets relative à l'envoi des modèles des comptes à rendre par ces fonctionnaires des dépenses des cultes pendant l'année 1851,
CULTES. - Sommaire de la circulaire de M. le ministre des cultes aux préfets relative à l'envoi de la nomenclature de l'exercice 1852, et des modèles de borderaux mensuels à adresser par eux à l'administration,
CULTES. - *Conseils généraux.* Sommaire de la circulaire aux préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session sur les objets concernant les cultes,
CULTES. - *Culte catholique. Dotation.* - Allocations proposées et portées au budget de 1851,
CULTES. - Service du culte dans la marine et dans les colonies,
CULTES. - Eglise de Sainte-Geneviève; décret qui rend cette église au culte,
CULTES. - Voy. *Colonies, Curés et Desservants, Eglises, Evêques, Fabriques.*
CULTES. - *Culte israélite.* Crédit proposé et alloué au budget de 1851,
CULTES. - *Cultes protestants.* Sommes allouées au budget de 1851,
CULTES. V. *Budget des Cultes.*
CURES *et Desservants. - Conseils municipaux.* - Les curés et desservants ne peuvent être élus membres du conseil municipal de la commune dans laquelle ils sont en exercice,
CURES *et Contributions,*
CURES *et Fondations.* Obligation relative au compte rendu des fondations,
CURES *et Installation.* Récolement,
CURES *et Legs à charge de messes. - Mutation.* - Lorsqu'un legs à charge de messes est fait au profit du curé qui desservira telle église, à l'époque du décès du testateur, si le titulaire de cette église, après avoir accepté provisoirement ce legs, vient à être changé avant que le gouvernement aît accordé l'autorisation de l'accepter, c'est le curé actuel qui doit recevoir la somme léguée, et non celui qui était curé au moment de la mort du testateur, encore bien qu'il ait rempli les formalités de l'acceptation previsoire,
CURES *et Prise de possession.* Constatation par le bureau des marguilliers.
CURES - Etat de situation du presbytère, nécessité,
CURES - Voy. *Bancs et Chaises, Budget des Cultes, Clergé, Contributions, Costume ecclésiastique, Fabriques, Fonctions ecclésiastiques, Instruction publique, Presbytères.*

D

DESSERVANTS. - Discussion à l'assemblée législative sur l'augmentation des desservants,
DESSERVANTS. - Voy. *Budget des Cultes, Clergé, Curés et Desservants, Succursales.*
DIMANCHES *et Fêtes.* - Travaux publics; interdiction; rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de M. d'Olivier, relative à l'observation des dimanches et jours fériés, par M. de Montalembert, représentant du peuple,
DIMANCHES *et Fêtes.* - Dispositions du nouveau projet de loi présenté par la commission,
DIMANCHES *et Fêtes.* - Circulaire de M. le ministre de la guerre aux généraux commandant les divisions territoriales relatives aux mesures à prendre pour que les militaires qui veulent assister à l'office divin les dimanches et les jours fériés n'en soient pas empêchés par quelques détails de service,
DIMANCHES *et Fêtes.* - Circulaire de M. le ministre des travaux publics aux préfets, relative à l'interdiction du travail les dimanches et les jours fériés pour les ouvriers employés au compte de l'administration,
DIMANCHES *et Fêtes.* - Circulaire de M. le ministre de l'intérieur aux préfets relative à la cessation des travaux de l'Etat, des départements et des communes, les dimanches et jours fériés, et à la prohibition, les mêmes jours, pendant les exercices du culte, des réunions de cabarets, chants et démonstrations extérieurs de nature à troubler ces exercices,
DIOCESES. - Voy. *Budget des Cultes, Edifices diocésains.*
DONS ET LEGS. - *Curés. Casuel.* - Le legs fait aux curés successifs d'une paroisse, sous la condition qu'ils renonceront au casuel n'est pas susceptible d'être autorisé par le gouvernement,
DONS ET LEGS. - *Don manuel.* Les dons manuels, faits aux fabriques ou autres établissements publics, qu'ils consistent en une somme d'argent ou en tout autre objet mobilier d'une valeur minime, ne sont point soumis à la formalité de l'autorisation du gouvernement. - Par conséquent, quand quelques personnes veulent donner à l'Eglise certains objets utiles, mais de peu de valeur, soit par exemple une nappe d'autel, des bouquets artificiels renfermés dans des globes de verre, ou autres choses précieuses pour la décoration du sanctuaire, il suffit, pour que leurs dons soient valides, que le curé et le président du bureau conjointement avec le trésorier les acceptent,
DONS ET LEGS. - *Legs.* Célébration de messes: lorsqu'un testateur dispose dans son testament qu'il sera pris sur les biens de sa succession une somme de... pour être employée à faire dire des messes pour lui et sa famille, sans désigner la fabrique qui sera chargée de faire célébrer ces services, cette disposition ne constitue point un legs fait à la fabrique de la paroisse du défunt, mais seulement une charge d'hérédité entièrement abandonnée à la conscience de l'héritier. En conséquence cette fabrique n'est point fondée à demander l'autorisation de l'accepter,
DONS ET LEGS. - Legs à charge de messes; changement de paroisse,
DONS ET LEGS. - Fonctions des marguilliers relativement aux dons et legs,

E

ECOLES *communales.* - Voy. *Instruction publique.*
ECOLES *libres* - Voy. *Instruction publique.*
ECOLES *secondaires ecclésiastiques.* - Inspection,
EDIFICES *diocésains.* - Sommes proposées et portées au budget de 1851 pour service intérieur. - Entretien, acquisitions et grosses réparations de ces édifices, discussion,
EDIFICES *diocésains.* - Projet de restauration présenté par l'administration des cultes,
EDIFICES *diocésains.* - Sommaire de la loi du 1er août 1851 qui ouvre un crédit extraordinaire pour les dépenses concernant les édifices diocésains,
EDIFICES *diocésains.* - Voy. *Budget des cultes, Cathédrales, Eglises, Evêchés, Secours de l'Etat, Séminaires.*
EGLISES - *Acquisitions.* - Voy. *Budget des cultes, Secours de l'Etat. Bancs et chaises. - Voy. Bancs et chaises.*
EGLISES *Chapelles.* - Voy. *Bancs et chaises. Horloge.* - A qui de la fabrique ou de la commune appartient le droit de nommer le remonteur de l'horloge placée dans le clocher de l'église,

EGLISES *Police.* - Voy. *Bancs et chaises. Secours de l'Etat.* - Crédit proposé et alloué au budget de 1851 pour acquisitions ou travaux des églises et presbytères,
EGLISES *Police.* - Circulaire de M. le ministre des cules, concernant les secours aux communes pour travaux de construction ou de restauration des églises et presbytères, et statuant que l'inspection des travaux et l'attestation de l'architecte diocésain, exigés par la circulaire du 15 novembre 1853, pour l'obtention de ces secours, ne sont plus nécessaires,
EGLISES - *Serviteurs.* - Nominations et révocations,
EGLISES - *Servitude.* - Une ruelle ou passage donnant accès à une église peut en être considérée comme une dépendance. Par suite, la commune propriétaire de l'église a le droit de faire fermer les jours ouverts sur cette ruelle s'il est établi qu'elle n'a jamais fait partie de la voie publique et si d'ailleurs ceux qui les ont ouverts ne sont pas fondés en titre, et n'ont pas acquis par la prescription le droit de les conserver,
EGLISES - *Tableaux.* - Les fabriques sont-elles en droit de vendre les tableaux qui ornent les églises sans avoir au préalable pris l'avis du conseil municipal?
EGLISES - Voy. *Budget des cultes, Curés et desservants, Fabriques, Presbytères.*
EGLISE *de Sainte-Geneviève.* - Loi qui affecte cette église à la sépulture des grands hommes,
EGLISES - Décret impérial qui rend ladite église au culte, en statuant néanmoins qu'elle continuera à être consacrée à la sépulture des grands dignitaires de l'empire,
EGLISES - Ordonnance du roi qui met la même église à la disposition de Mgr l'archevêque de Paris,
EGLISES - Ordonnance du roi portant que le Panthéon sera rendu à sa destination primitive et légale,
EGLISES - Décret du Président de la République qui restitue cette église au culte,
ELECTION *du Président de la République. Te Deum d'actions de grâces.* - Circulaire de M. le ministre des cultes aux évêques, leur demandant un *Te Deum* d'actions de grâces à l'occasion de l'élection du 20 et 21 décembre 1851, et la modification de la formule de la prière pour le chef de l'Etat,
ENREGISTREMENT. - Voy. *Bancs et chaises.*
ETABLISSEMENTS *ecclésiastiques.* - Crédit alloué au budget de 1851, pour ces établissements,
EVECHES. - Somme proposée et portée au budget de 1851 pour les dépenses d'entretien et de grosses réparations des évêchés,
EVECHES. - Recolement annuel du mobilier des évêchés,
EVECHES. - Voy. *Budget des cultes, Contributions, Edifices diocésains, Evêques.*
EVEQUES. - *Juridiction épiscopale.* - L'évêque a le droit de défendre au prêtre par lui interdit de porter l'habit ecclésiastique,
EVEQUES. - *Nominations* d'évêques,
EVEQUES. - *Préconisation,*
EVEQUES. - *Publication* de Bulles d'institution canonique,
EVEQUES. *Sacre,*
EVEQUES. Voy. *Bancs et Chaises, Budget des cultes, Clergé, Costume ecclésiastique, Evêchés, Fabriques, Instruction publique, Officialités.*

F

FABRIQUES. - *Adjudications.* - Voy. *Bancs et chaises.*
FABRIQUES. - *Aliénation.* - Voy. *Tableaux d'église.*
FABRIQUES. - *Bordereau trimestriel,*
FABRIQUES. - *Bancs et chaises.* - Voy. ces mots.
FABRIQUES. *Baux.* - Voy. *Biens.*
FABRIQUES. - *Bâtiments paroissiaux.* - Observations concernant la visite et la réparation de ces bâtiments,
FABRIQUES. - *Biens.* Administration; renouvellement des baux, obligation des marguilliers,
FABRIQUES. - *Budget.* Préparation, vote, approbation de l'évêque,
FABRIQUES. - *Bureau des Marguilliers.* Fonctions et devoirs en général,
FABRIQUES. - Acquisitions, aliénations, actes d'administration, régie des biens, etc.,
FABRIQUES. - Bordereau trimestriel de situation,
FABRIQUES. - Bâtiments paroissiaux,
FABRIQUES. - Bancs et chaises,
FABRIQUES. - Budget,
FABRIQUES. - Comptes,
FABRIQUES. - Fondations,
FABRIQUES. - Prédicateurs,
FABRIQUES. - Renouvellement des membres du bureau, élection,
FABRIQUES. - Le maire ne peut pas être nommé président ni même membre du bureau des marguilliers,
FABRIQUES. - Le président du conseil de fabrique peut être nommé membre et même président du bureau,
FABRIQUES. - Y a-t-il incompatibilité entre les fonctions de curé ou desservant et celles de président du bureau des Marguilliers,
FABRIQUES. - Séance: modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau des Marguilliers,
FABRIQUES. - Trésorier, obligations à l'égard du bordereau trimestriel,
FABRIQUES. - à l'égard des comptes,
FABRIQUES. - *Cmptes.* Préparation par le trésorier, et communication au bureau des Marguilliers, époque
FABRIQUES. - Modèle du récépissé à donner par l'un des membres du bureau au trésorier lors de la présentation de son compte,
FABRIQUES. - Epoque de la reddition de ce compte,
FABRIQUES. - Dépôt d'une copie à la mairie,
FABRIQUES. - *Conseil.* Actes d'administration: Encore bien que l'organisation d'un conseil de fabrique soit irrégulière, tant que ce conseil n'a point été révoqué, et que l'autorité compétente n'a point pourvu à la régularisation des pouvoirs de ses membres, les actes faits par lui sont valables et doivent recevoir leur exécution,
FABRIQUES. - Délibération: modèle de procès-verbal de délibération d'une séance du dimanche de Quasimodo,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de janvier,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de février,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de mars,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois d'avril,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de mai,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de juin,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de juillet,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois d'août,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de septembre,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois d'octobre,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de novembre,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens pour le mois de décembre,
FABRIQUES. - Présidence: le maire ne peut pas être élu président du conseil de fabrique,
FABRIQUES. - *Quid* à l'égard du curé,
FABRIQUES. - Renouvellement, élections: Les fabriciens sortants doivent toujours se retirer du conseil au moment où les membres restants vont procéder à leur remplacement; mais lorsque, de bonne foi, ils assistent à ces élections sans toutefois y prendre part et sans exercer la moindre influence sur leur résultat, le fait accidentel de leur présence à ces élections, ne doit pas avoir, pour effet d'en faire prononcer l'annulation,
FABRIQUES. - Le conseil de fabrique qui a laissé passer l'époque légale de son renouvellement triennal, mais qui y a procédé l'année suivante, c'est-à-dire quatre années révolues après sa première organisation, est irrégulièrement constitué,
FABRIQUES. - Révocation: la révocation d'un conseil de fabrique, prononcée par le ministre des cultes sur la demande de l'évêque et l'avis du préfet, conformément à l'art. 5 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse,
FABRIQUES. - *Contributions,*
FABRIQUES. - *Dépenses.* - Lorsque les sommes à dépenser pour les frais ordinaires du culte ont été fixées par le budget, dûment approuvé par l'évêque, de bureau des Marguilliers peut se procurer les objets nécessaires à l'église, dans les limites posées par ce budget, sans avoir besoin de provoquer pour chaque objet une nouvelle délibération. Ce n'est qu'au cas où il s'agit de faire une dépense non-prévue audit budget qu'une délibération spéciale du conseil est indispensable,
FABRIQUES. - *Dons et legs.* Voy. *Dons et Legs.*
FABRIQUES. - *Eglises.* - Voy. *Eglises.*
FABRIQUES. - *Inventaires.* - Récolement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église et des titres de la fabrique,
FABRIQUES. - *Objets de consommation.* Les fabriques sont obligées de fournir au curé ou desservant le pain, le vin, la cire et les autres objets de consommation pour le service de culte, non-seulement les dimanches et fêtes, mais encore tous les jours de l'année,
FABRIQUES. - *Objets mobiliers et ornements.* - Achats et réparations,
FABRIQUES. - *Procès,*
FABRIQUES. - *Presbytères.* - Voy. Presbytères
FABRIQUES. - *Remplacement* accidentel des fabriciens,
FABRIQUES. - *Réparations.* Obligations des Marguilliers de veiller à ce que toutes les réparations soient exactement faites aux bâtiments paroissiaux.
FABRIQUES. - *Vicariats.* Traitement, subvention communale.
FABRIQUES. - Voy. *Vicariats.*
FACULTES *de théologie.* - Crédit porté au budget de 1851, pour ces facultés,
FONCTIONS *ecclésiatiques* exercées en pays étranger. - Autorisation du gouvernement. - L'art. 17 du Code civil qui porte que la qualité de Français se perd par l'acceptation non autorisée de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger est-il applicable aux Français qui sont appelés à remplir en pays étranger les fonctions de curé catholique? En d'autres termes, un prêtre français peut-il exercer les fonctions de curé ou desservant en pays étranger sans l'autorisation du gouvernement, et sans que l'exercice de ces fonctions n'entraîne contre lui la privation des droits civils en France?
FONDATIONS. - Acquittement,
FONDATIONS. - Voy. *Curés et desservants, Fabriques.*

I

INDEX. -
INHUMATIONS. - Voy. *Sépulture.*
INSTITUTION *canonique.* - Voy. *Evêques.*

INSTITUTRICES *communales.* - voy. *Ecoles communales.*
INSTRUCTION *primaire.* - Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION *publique. - Actes du gouvernement.* Circulaire relative à la mise à exécution de la nouvelle loi sur l'enseignement; instructions diverses,
INSTRUCTION *Budget* des dépenses de l'instruction publique pour l'année 1851,
INSTRUCTION *Clergé.* Ecoles primaires, surveillance et inspection,
INSTRUCTION *Congrégations religieuses,*
INSTRUCTION *Conseils académiques.* - Composition,
INSTRUCTION - Instructions sur la tenue de ces conseils,
INSTRUCTION - Certificats de stage à délivrer par eux,
INSTRUCTION *Distinctions honorifiques.* Actes relatifs à ces distinctions,
INSTRUCTION *Ecoles communales.* - Circulaire relative à la construction et à la réparation des maisons d'école,
INSTRUCTION *Ecoles de filles.* - Ecoles normales primaires des filles, âge d'admission,
INSTRUCTION - Ecoles primaires, brevet de capacité,
INSTRUCTION - Instruction relative aux examens des institutrices et à l'inspection des écoles de filles,
INSTRUCTION *Ecoles libres.* Ouverture de ces écoles,
INSTRUCTION - Déclaration d'ouverture d'une école primaire libre, modèle,
INSTRUCTION - Fermeture des écoles indùment ouvertes,
INSTRUCTION - inspection,
INSTRUCTION - Quelle est l'étendue du droit de surveillance conféré aux curés et desservants sur les écoles primaires par l'art. 44 de la loi du 15 mars 1850? Ce droit emporte-t-il celui d'aller quand bon leur semble dans les écoles libres de garçons et de filles, et d'interroger les enfants? Quel est le pouvoir des délégués cantonaux sur les écoles libres existant dans la circonscription soumise à leur surveillance? Quel est le sens du mot approuvé employé dans l'art. 45 de la même loi, relativement à la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques? Est-ce à dire que le conseil municipal a le droit de rayer lui-même les noms des enfants qui ne lui paraissent pas pauvres, ou bien doit-il seulement se borner à déclarer qu'il pense que ces enfants ne méritent pas de figurer sur la liste pour les motifs qu'il indique au préfet?
INSTRUCTION - *Ecoles normales primaires.* - Règlement relatif à ces écoles,
INSTRUCTION - Envoi de ce règlement aux recteurs. - âge d'admission des élèves-maîtres des écoles normales,
INSTRUCTION - Admission aux fonctions d'instituteur des élèves-maîtres sortant des écoles normales primaires, et des novices appartenant aux congrégations religieuses enseignantes,
INSTRUCTION - Elèves-maîtres, âgés de moins de vingt-et-un ans,
INSTRUCTION - *Ecoles primaires.* - Circulaire aux recteurs, concernant les instructions relatives à l'admission dans la même école d'enfants des deux sexes professant le même culte,
INSTRUCTION - *Engagements décennaux.* - Instructions relatives aux engagements décennaux contractés pour l'exemption du service militaire,
INSTRUCTION - Modèle d'engagement décennal et d'acceptation de cet engagement,
INSTRUCTION - *Etrangers.* - Règlement et instruction sur les conditions auxquelles les étrangers peuvent être admis à enseigner en France,
INSTRUCTION - *Instituteurs communaux.* - Circulaire concernant leur traitement,
INSTRUCTION - Rétribution scolaire, recouvrement,
INSTRUCTION - Rapport au Président de la République et décret concernant la retenue du vingtième à exercer sur le traitement des instituteurs publics,
INSTRUCTION - Sommaire d'une circulaire sur le même objet.
INSTRUCTION - Sommaire de la circulaire relative aux pièces à produire pour le paiement du traitement des instituteurs, des loyers de maisons d'école ou des indemnités, et statuant que les certificats d'exercice qui doivent être annexés aux mandats de paiement seront à l'avenir délivrés par les maires des communes,
INSTRUCTION - *Instruction primaire.* Circulaire relative à la nomination des inspecteurs de l'instruction primaire,
INSTRUCTION - Arrêté relatif à la création des commissions chargées d'examiner l'aptitude des candidats aux fonctions d'inspecteur de l'instruction primaire,
INSTRUCTION - Instruction relative à l'exécution du décret du 7 octobre 1850 concernant l'instruction primaire,
INSTRUCTION - Arrêté relatif aux frais de tournée des inspecteurs de l'instruction primaire,
INSTRUCTION - Circulaire sur le même sujet,
INSTRUCTION - Décret indiquant les écoles dont les certificats d'admission peuvent suppléer le brevet de capacité de l'instruction primaire,
INSTRUCTION - *Instruction secondaire.* - Décret relatif aux établissements particuliers d'instruction secondaire,
INSTRUCTION - Circulaire relative à l'exécution du décret du 20 décembre 1850, concernant ces établissements,
INSTRUCTION - Circulaire relative aux subventions et encouragements qui peuvent être accordés aux établissements librés d'instruction secondaire,
INSTRUCTION - Décret relatif aux établissements d'instruction secondaire libres, fondés par les évêques, avec le concours de l'Etat, des départements ou des communes,
INSTRUCTION - *Pensionnats primaires.* -
INSTRUCTION SECONDAIRE. - Voy. *Instruction publique.*

J

JARDIN. - Lorsqu'un terrain communal a été affecté au jardin du presbytère, la commune peut-elle s'en emparer quand bon lui semble, et l'aliéner en tout ou en partie? Dans le cas où la jouissance en serait laissée au curé, serait-ce à la fabrique ou à la commune à vendre certains arbres jugés inutiles ou nuisibles à la propriété presbytérale? En cas de vente de ces arbres, à qui doit en revenir le prix?
JARDIN. - *Contributions,*
JURISPRUDENCE. -

L

LEGION *d'honneur.* - Nominations dans l'ordre du clergé,
LITURGIE. - Rétablissement de la liturgie romaine dans le diocèse de Nîmes,
LITURGIE. - Rétablissement de la liturgie romaine dans le diocèse de Fréjus,
LITURGIE. - Rétablissement de la liturgie romaine dans le diocèse de Sens,

M

MARINE. - *Aumôniers!* Extrait de la loi du 29 juillet 1850 en ce qui concerne la fixation des dépenses du service du culte dans la marine,
MOBILIER *des Eglises.* - Voyez *Eglises, Evêchés.*
MODELES *d'Actes.* - Bancs et chaises,
MODELES *d'Actes.* - Bureau des marguilliers,
MODELES *d'Actes.* - Compte annuel du trésorier de la fabrique,
MODELES *d'Actes.* - Conseils de fabrique, séance de Quasimodo,
MODELES *d'Actes.* - Curés et desservants; célébration du culte dans une annexe,
MODELES *d'Actes.* - Instruction publique, engagement décennal,
MODELES *d'Actes.* - Ouverture d'une école primaire libre,
MODELES *d'Actes.* - Presbytères, état de lieux; état des réparations locatives à la charge du curé sortant ou de ses héritiers; bail,

N

NECROLOGE. - Mort de Mgr de Chamon, évêque de Saint-Claude,
NECROLOGE. - Mort de Mgr Du Trousset d'Héricourt, évêque d'Autun,
NECROLOGE. - Mort de S. E. le cardinal de la Tour-d'Auvergne, évêque d'Arras,
NECROLOGE. - Mort de S. E. le cardinal d'Astros, archevêque de Toulouse,
NOUVELLES *religieuses,*

O

OFFICIALITES. - Les officialités ont pu être légalement rétablies par les évêques, en ce qui touche la juridiction spirituelle et disciplinaire, et les décisions rendues par ces tribunaux ecclésiastiques sont pleinement obligatoires, et l'exécution en doit être assurée par les tribunaux,
OFFICIALITES. - Voy. *Costume ecclésiastique.*

P

PAIN BENIT. - C'est aux paroissiens à fournir le pain bénit pour les messes paroissiales; mais quand ils ne veulent point se soumettre à cet usage, il n'y a aucun moyen légal de les y contraindre, et c'est à la fabrique à en faire les frais,
PAIN BENIT. - La distribution du pain bénit dans l'église rentre dans les attributions des marguilliers, qui peuvent s'opposer à ce que ceux qui l'ont offert le distribuent eux-mêmes aux fidèles. En cas de contestation, c'est au curé qu'il appartient de désigner ceux qui doivent faire cette distribution.
PAPES. - Papes d'origine française,
PREDICATEURS. - Choix, honoraires,
PRESBYTERES. - *Acquisitions.* - Voyez *Budget des Cultes.*
PRESBYTERES. - *Bail.* Modèle de bail d'un bâtiment devant servir de presbytère,
PRESBYTERES. - *Contributions.* - Les presbytères ne sont point assujettis à l'impôt foncier.
PRESBYTERES. - *Etat de situation.* - Lorsque, à l'époque de la prise de possession d'un curé ou de l'installation d'un desservant, il n'a été fait aucun état de situation du presbytère et de ses dépendances, mais que, environ dix ans après, le conseil de fabrique, dans l'une de ses sessions ordinaires, a reconnu que le curé ou desservant n'a causé aucune dégradation, et qu'il a même amélioré notablement le jardin presbytéral, est-il encore nécessaire de dresser un état de situation?
PRESBYTERES. - Modèle d'un état de situation d'un presbytère,
PRESBYTERES. - Modèle d'un état sommaire et provisoire des lieux d'un presbytère,
PRESBYTERES. - A la diligence de qui doit être fait l'état de situation des presbytères,
PRESBYTERES. - *Réparations.* Les curés et desservants ne sont tenus, à l'égard des presbytères qui leur sont fournis par les communes ou par les fabriques, que des simples réparations locatives et des dégradations survenues par leur faute,
PRESBYTERES. - Modèle d'un état des réparations locatives à la charge du curé sortant ou de ses héritiers,
PRESBYTERES. - *Secours de l'Etat.* - Voy. *Budget des Cultes, Eglises, Fabriques.*
PRETRES *âgés et infirmes.* - Allocation portée pour eux au budget de 1851,
PRETRES *âgés et infirmes.* - Voy. *Bancs et Chaises.*

Q

QUESTIONS *proposées.*

R

REPARATIONS. - Voy. *Edifices diocésains, Eglises, Presbytères, Secours de l'Etat.*

S

SECOURS *de l'Etat. - Ecclésiastiques et anciennes religieuses.* - Somme proposée et allouée pour eux au budget de 1851.
SECOURS *de l'Etat.* - Circulaire de M. le ministre des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1851, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite,
SECOURS *Edifices diocésains.* Sommes allouées au budget de 1851 pour ces édifices,
SECOURS *Eglises et Presbytères.* - Allocation portée au budget de 1851 pour acquisitions et travaux de réparations de ces édifices,
SECOURS *Etablissements ecclésiastiques.* Secours demandés et accordés en 1851,
SECOURS Voy. *Budget des cultes, Fabriques.*
SEMINAIRES. - *Bourses.* Allocation portée au budget de 1851 pour cet objet,
SEMINAIRES. - *Contributions,*
SEPULTURE. - Lorsqu'un individu décédé dans la paroisse qu'il habite pendant l'été est transporté dans la paroisse de son domicile d'hiver, quels sont les droits et les obligations 1° du curé du lieu du décès; 2° des curés des lieux que traversera le corps; 3° du curé où doit avoir lieu la sépulture?
SEPULTURE. - Sépulture des personnes décédées dans les communautés religieuses et établissements publics desservis par des aumôniers. - Droit curial,
SUCCURSALES. - Augmentation: discussion à l'Assemblée législative sur ce sujet,
SUCCURSALES. - Voy. *Budget des cultes, Curés et Desservants.*
SYNODES *diocésains* tenus dans le cours de l'année 1851;

T

TIMBRE. - Voy. *Bancs et chaises.*
TITRES ECCLESIASTIQUES. - Bill des titres ecclésiastiques voté par le parlement anglais contre le clergé catholique.
TITRES ECCLESIASTIQUES. - Protestations contre ce bill,
TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* - Voy. *Budget des cultes.*
TRAVAUX *publics.* - Voy. *Dimanches et fêtes.*

V

VICAIRES *généraux.* - Nominations,
VICAIRES *paroissiaux.* - Voy. *Vicariats.*
VICARIATS. - Nombre à créer en 1851. Discussion,
VICARIATS. - Vicaires paroissiaux, traitement, subvention communale: Quand deux vicariats sont régulièrement établis dans une paroisse, et qu'il est constaté que la fabrique manque des ressources suffisantes pour subvenir au traitement de l'un des vicaires, ce traitement est à la charge de la commune; et pour s'affranchir de l'obligation de le payer, il ne suffit pas que cette commune allègue d'une manière générale et sans énonciation particulière que le budget de la fabrique est chargé de plusieurs articles de dépenses purement facultatives dont la suppression permettrait de pouvoir au traitement du vicaire. Dans ce cas, le préfet a pu valablement inscrire d'office au budget municipal la subvention demandée par la fabrique, et lorsque, après cette inscription, le même fonctionnaire a émis l'avis qu'il y avait lieu de l'y maintenir, la commune n'est pas recevable à se pourvoir devant le ministre contre son arrêté. En semblable matière, ce n'est que lorque l'évêque et le préfet ne sont pas du même avis qu'il est nécessaire de faire statuer sur le différend par un décret,
VICARIATS. - Voy. *Budget des cultes. Fabriques.*
FIN.